

François Cochet

# LA GRANDE GUERRE

Fin d'un monde, début d'un siècle



PERRIN

François Cochet

La Grande Guerre :  
fin d'un monde,  
début d'un siècle

1914-1918

Ouvrage publié avec le concours  
du Centre national du livre

PERRIN

[www.editions-perrin.fr](http://www.editions-perrin.fr)

## DU MÊME AUTEUR

*Etre soldat en France, de la Révolution à nos jours*, Paris, Armand Colin, 2013.

*Armes en guerres. XIX<sup>e</sup>-XXI<sup>e</sup> siècle. Mythes, symboles, réalités*, Paris, CNRS Editions, 2011.

*Survivre au front (1914-1918). Les poilus entre contrainte et consentement*, Saint-Cloud, Soteca/14-18 Editions, 2005.

*Les Soldats de la drôle de guerre (septembre 1939-mai 1940)*, Paris, Hachette, 2004.

*Soldats sans armes. La captivité de guerre. Une approche culturelle*, Bruxelles, éditions Bruylant, 1998.

*Rémois en guerre (1914-1918), l'héroïsation au quotidien*, Nancy, PUN, 1993.

*Les Exclus de la victoire. Histoire des prisonniers de guerre, déportés et STO (1945-1985)*, Paris, Editions SPM/ Kronos, 1992.

## DIRECTION D'OUVRAGES

*Les Environnements du combattant*, Paris, Riveneuve Editions, « Expérience combattante », III<sup>e</sup> vol., 2013.

*Obéir et commander au feu*, Paris, Riveneuve Editions, « Expérience combattante », II<sup>e</sup> vol., 2012.

*Les Soldats inconnus de la Grande Guerre* (avec Jean-Noël Grandhomme), Actes du colloque de Verdun et Paris des 9 et 10 novembre 2010, Saint-Cloud, Soteca/14-18 Editions, 2012.

*Pierre Messmer. Au croisement du militaire, du colonial et du politique* (avec François Audigier, Bernard Lachaise et Maurice Vaïsse), Paris, Riveneuve Editions, 2012.

*Former les soldats au feu*, Paris, Riveneuve Editions, « Expérience combattante », I<sup>er</sup> vol., 2011.

*Les Tranchées de Verdun*, journées d'études (18 et 19 juin 2009) dans *Verdun, histoire et mémoires. Les cahiers de la Grande Guerre*, n° 2, Centre de recherche universitaire lorrain d'histoire, 14-18 Meuse, Mémorial de Verdun.

*Postures américaines, réactions françaises*, actes du colloque de février 2008, Metz, Centre de recherche universitaire lorrain d'histoire, 2010.

*Ferdinand Foch (1851-1929), « Apprenez à penser »* (avec Rémy Porte), Saint-Cloud, Soteca/14-18 Editions, 2010.

*Subversion, anti-subversion, contre-subversion* (avec Olivier Dard), Paris, Riveneuve Editions, « Actes académiques », Paris, 2009.

*De Gaulle et les « Jeunes Turcs » des armées occidentales (1930-1945) : une génération de la réflexion à l'épreuve de faits*, Paris, Riveneuve Editions, 2008.

*Dictionnaire de la Grande Guerre* (avec Rémy Porte), Paris, Editions Robert Laffont, « Bouquins », 2008.

*1917, Des monts de Champagne à Verdun*, Saint-Cloud, Soteca/14-18 Editions, 2008.

*1916-2006 : Verdun sous le regard du monde*, Saint-Cloud, Soteca/14-18 Editions, 2006.

*Les Violences de guerre à l'égard des civils au XX<sup>e</sup> siècle : axiomatique, pratiques et mémoires*, Cahiers du CRHCEO, Université de Metz, 2005.

*Les Batailles de la Marne. De l'Ourcq à Verdun (1914 et 1918)*, Saint-Cloud, Soteca/14-18 Editions, 2004.

*Les Américains et la France : engagements et représentations* (avec Marie-Claude Genet-Delacroix et Hélène Trocmé), Paris, Maisonneuve et Larose, 1999.

*Les Occupations en Champagne-Ardenne, 1814-1944*, Reims, Presses universitaires de Reims, 1996.

Ouvrage publié avec le concours  
du Centre national du livre

*Ouvrage publié sous la direction éditoriale d'Olivier Wieviorka*

Cet ouvrage est coédité avec le ministère de la Défense,  
secrétariat général pour l'administration, Direction de la mémoire,  
du patrimoine et des archives

La Direction de la mémoire, du patrimoine et des archives (DMPA) est une direction du ministère de la Défense, placée sous l'autorité du secrétaire général de ce ministère. La DMPA a notamment en charge la politique culturelle du ministère au travers des collections de ses musées, de ses services d'archives et de ses bibliothèques. Elle détermine et finance les actions nécessaires à la gestion et à la valorisation de ce riche patrimoine. C'est dans cette perspective que la DMPA développe également une politique de publication et de soutien aux productions audiovisuelles permettant à un large public de découvrir l'histoire et le patrimoine du ministère de la Défense.

© Perrin, un département d'Éditions/Ministère de la Défense, 2014.

Bombardement de nuit au 155. © Maurice-Louis Branger / Roger-Viollet

Editions Perrin  
12, avenue d'Italie  
75013 Paris  
Tél. : 01 44 16 09 00  
Fax : 01 44 16 09 01  
[www.editions-perrin.fr](http://www.editions-perrin.fr)

EAN : 978-2-262-04447-3

« Cette œuvre est protégée par le droit d'auteur et strictement réservée à l'usage privé du client. Toute reproduction ou diffusion au profit de tiers, à titre gratuit ou onéreux, de tout ou partie de cette œuvre, est strictement interdite et constitue une contrefaçon prévue par les articles L 335-2 et suivants du Code de la Propriété Intellectuelle. L'éditeur se réserve le droit de poursuivre toute atteinte à ses droits de propriété intellectuelle devant les juridictions civiles ou pénales. »

*Ce document numérique a été réalisé par [Nord Compo](#).*

## Introduction

Comment dire la Grande Guerre un siècle après ?

Chaque époque la redécouvre à l'aune des avancées historiques, mais aussi des convictions qui régissent les sociétés à un instant donné. Chaque période adresse de nouvelles interrogations qui appellent de nouvelles réponses débouchant sur de nouvelles questions. Ainsi le cycle fécond de la recherche historique se nourrit-il des travaux antérieurs et les prolonge-t-il par des recherches inlassablement renouvelées. A chaque fois, la Grande Guerre est redécouverte sous des aspects différents, ce qui la rend passionnante et toujours actuelle.

L'année 1914 incarne bien la fin d'un monde. L'univers forgé en 1815 sur le plan des relations internationales, les fonctionnements sociaux régissant les temps modernes, se disloquent dans les tueries des collines de Lorraine ou des plaines de Poméranie. L'ordre européen issu du Congrès de Vienne, certes contesté par les mouvements nationaux ou sociaux du XIX<sup>e</sup> siècle, s'éteint à jamais.

Avec lui meurt dans les tranchées, qui s'installent à partir de la fin du mois d'août 1914, une certaine forme de patriotisme construit sur des représentations mentales nationales qu'inscrivaient dans le réel les forces sociales et institutionnelles. A ce titre, 1914-1918 constitue tout à la fois l'apex d'un XIX<sup>e</sup> siècle finissant et l'époque d'un premier XX<sup>e</sup> siècle modelé par d'autres formes de fonctionnements sociaux et de régulations internationales.



Nous avons choisi, dans ce livre, d'être résolument historien, en distinguant les analyses que peut raisonnablement proposer une démarche scientifique des phénomènes mémoriels, bien davantage révélateurs de notre société actuelle que de celle de la Grande Guerre. L'historien entend rendre intelligible cette période fondamentale de l'histoire de l'humanité sans porter de jugement moral.

Nous voulons ici jeter un regard neuf sur d'anciennes interrogations et les replacer dans des échelles de temps repensées. Nous voulons surtout concilier les multiples approches de l'historien, souvent tenaillé entre l'exigence d'une « histoire par le bas » – celle des humbles et des sans-grades – et celle d'une « histoire par le haut » – celle des élites. Cette dichotomie est-elle réellement féconde ? Comment ne pas penser ensemble ces deux sphères ? Comment écrire l'histoire des combats de 1914-1918 en occultant la sphère décisionnelle ? Comment ne pas voir que les hommes entraînés dans cette tragédie, tant par les aires géographiques concernées que par le nombre de participants directs ou indirects, sont intrinsèquement liés entre eux par leur participation commune à la Grande Guerre malgré la multiplicité des rivalités horizontales et verticales ? Il faut donc rendre compréhensibles les processus décisionnels impulsés par les élites civiles et militaires, en fonction de leurs représentations mentales, et voir comment ces décisions sont vécues sur le terrain en fonction de seuils mentaux d'acceptation ou de refus, de discrets processus de négociation spontanés ou au contraire de bruyantes manifestations de rejet. Car la Grande Guerre constitue le moment d'une expérience sociale extraordinaire et inaugurale qu'il convient encore et toujours d'interroger et d'explicitier.

De nouvelles questions se posent, auxquelles nous essaierons ici de fournir des réponses. Comme toute guerre, le conflit de 1914-1918 est d'abord et avant tout marqué par des processus de combat. Nous interrogerons les fronts, en évitant de les réduire à la seule Europe

occidentale. Les sables de Palestine et la vallée de l'Euphrate ont connu aussi des combats – il convient de le rappeler, sans pour autant se borner à une simple histoire militaire qui n'existe qu'en fonction d'autres repères, sociaux, économiques ou culturels. La focale se portera sur les combattants, chefs et troupiers, et décrira leurs réactions, des certitudes provisoires à leurs peurs et à leurs adaptations, en tenant compte des convictions qui se sont succédé depuis 1918. En effet, dans les années qui ont suivi la fin de la Grande Guerre, les présentations héroïques ont largement prévalu, mais le regard porté sur les Poilus a considérablement évolué depuis une quarantaine d'années, passant, pour aller vite, d'un statut de héros à un statut de victime en phase avec les procédés croissants de victimisation qui régissent les sociétés contemporaines. Le « front » lui-même est-il un ensemble facile à déterminer ? Quelles catégories de soldats s'y trouvent-elles réellement ? La même question peut être transposée à l'égard de l'« arrière », auquel les historiens préfèrent aujourd'hui le paradigme de « front intérieur ». Si le premier terme a été utilisé de manière réductrice par les combattants, est-il si aisé à définir ? Où commence-t-il, si l'on réfute la trop simpliste formule avançant qu'il commence « au dernier gendarme » ? Sur les quatre années de guerre – qui ne sauraient constituer un tout unique, uniforme et unanime –, comment évoluent les comportements des soldats comme ceux des civils ? Quelles sont les questions qui taraudent les décideurs comme les humbles, les civils comme les militaires ? Quelles réactions produisent la durée d'une guerre qui s'éternise, les deuils qui se multiplient, les nouveaux rapports sociaux issus des ruptures des sociétés traditionnelles ?

Cette guerre ouvre donc une époque du XX<sup>e</sup> siècle – souvent décrit comme « guerrier » quand on oublie les dimensions belliqueuses du XIX<sup>e</sup> siècle – et demeure présente au XXI<sup>e</sup>, non seulement par ses legs

mémoriels, mais aussi en raison des questions qu'elle permet de poser sur le comportement des hommes dans un conflit majeur.

C'est aussi cette actualité de la Grande Guerre qui sera ici retracée.

## **Sigles**

AEF	American Expeditionary Force
AK	Armée Korps (corps d'armée allemand)
ANZAC	Australian and New Zealand Army Corps
ARAC	Association républicaine des anciens combattants
BEF	British Expeditionary Force
CA	Corps d'armée français
CRB	Commission for Relief in Belgium
DI	Division d'infanterie
DIUS	Division d'infanterie américaine
DR	Division de réserve
GFP	Geheime Feldpolizei
GQG	Grand Quartier Général (français)
IPS	Instruction personnelle et secrète
IR	Infanterie Regiment (allemand)
JMO	Journaux de marche et d'opérations
RI	Régiment d'infanterie (français)
RIUS	Régiment d'infanterie américain
SED	Société d'études documentaires



# **1**

## **Pourquoi la guerre ?**

### **De la crise balkanique à la guerre européenne**

Depuis son déclenchement, la question ne cesse de tarauder les historiens : pourquoi la guerre éclate-t-elle entre les principales puissances européennes à l'été 1914 ?

A la fin de la Grande Guerre, les réponses paraissent simples.

Le militarisme allemand, l'expansionnisme teuton, sont alors jugés comme les principaux responsables de la guerre au moment des négociations du traité de Versailles et au-delà. Bien entendu, des voix s'élèvent alors en Allemagne pour contester cette vision du vainqueur qui cimente outre-Rhin des réactions qui excèdent le seul camp des droites nationalistes. Dès le mitan de la guerre, pourtant, en France comme dans d'autres pays, des voix se sont fait entendre aussi pour pointer d'autres responsabilités, les courants pacifistes français n'hésitant pas à dénoncer les dirigeants français, Raymond Poincaré au premier chef.

« Il n'est pas sûr que la Grande Guerre ait eu de véritables causes facilement identifiables, mais il est resté dans les mémoires que cette guerre était fatale<sup>1</sup> », avouent aujourd'hui deux grands historiens, Gerd Krumeich et Jean-Jacques Becker. En essayant de rassembler des arguments pour étayer l'immense incertitude des causes réelles et la perception de l'inéluctabilité de la guerre, ces deux savants avouent, en toute simplicité, la perplexité des savoirs historiques face au déchaînement du conflit.

Inéluctable, la Grande Guerre ? Rien n'est moins sûr, mais ce n'est pas tant cette question que celle des enchaînements qu'il convient d'éclaircir. Comment l'Europe passe-t-elle d'une crise balkanique, à tout le moins habituelle depuis 1878, à un affrontement des principales puissances industrielles de l'époque qui se ruent l'une contre l'autre pour un petit Etat agricole, la modeste Serbie ? La contextualisation des déclarations officielles explique la déflagration de juillet-août 1914, mais les convictions réciproquement partagées ont également pesé, ce qui incite à scruter l'environnement intellectuel et l'ambiance de l'époque<sup>2</sup>.

## **Les générations d'explications**

Les historiographies successives de la Grande Guerre ont considérablement évolué dans l'approche même des causes du conflit.

Dès le 31 août 1914, les Allemands songent à accumuler des matériaux afin de prouver leur bonne foi dans le déclenchement de la guerre. Le secrétaire d'Etat Jagow affirme que le « cercle de la politique de l'Entente s'était constamment refermé sur nous<sup>3</sup> », reflétant la conviction des dirigeants du Reich, sans doute partagée par une part non négligeable de son peuple, d'être soumis à un encerclement de plus en plus insupportable. Le *Livre blanc* qui résume les raisons de l'entrée en guerre est présenté au Reichstag le 3 août 1914 et insiste encore sur la notion de guerre défensive. Quatre années

plus tard, le 13 novembre 1918, autour de Karl Kautsky, les socialistes modérés à qui échoit le pouvoir essaient de présenter des documents à « front renversé », tentant de prouver la responsabilité des Empires centraux, preuve, s'il en fallait, que le débat sur les responsabilités de la guerre relève de lectures politiques et sociales successives de la part des protagonistes.

Les Alliés présentent leur vision dans le cadre des négociations de Versailles. Par la voix du comte Brodokdorff-Rantzau, les Allemands refusent cependant de se voir désignés comme uniques responsables.

« On veut que nous nous reconnaissons comme les seuls responsables de la guerre. Un tel aveu serait dans ma bouche un mensonge. Nous sommes loin de rejeter toute responsabilité dans les événements qui ont conduit à la Guerre mondiale et dans le cours suivi par cette même guerre. [...] La mobilisation russe a privé les hommes d'Etat de la possibilité de sauver la situation et a laissé la décision à l'élément guerrier<sup>4</sup>. »

Plusieurs commissions d'enquête travaillent en Allemagne jusqu'à 1932. Mais elles rencontrent bien des difficultés qui tiennent au climat politique et échouent à préciser la vision allemande des responsabilités de la guerre. A côté des historiens patentés, des militants de la cause allemande s'expriment à travers bon nombre d'ouvrages. Alfred von Wegerer, un ancien combattant, se fait ainsi l'actif propagandiste de l'innocence de son pays dès 1923 dans la revue *Kriegsschuldfrage* puis à travers un ouvrage paru en 1939, intitulé *L'Explosion de la guerre mondiale*.

En France, dès 1916, la Société d'études documentaires (SED), qui regroupe des militants socialistes pacifistes, conteste la thèse de la seule culpabilité allemande. Par le biais de Mathias Morhardt, l'un de ses principaux animateurs, l'implication directe de Raymond Poincaré



dans la guerre est avancée, ce dernier apparaissant, au regard militant de la SED comme coupable de s'être laissé dicter sa conduite par les Russes. Après la guerre, ces théories inspirent l'anarchiste Fernand Gouttenoire de Toury<sup>5</sup>, puis, dans les années 1920 et 1930, la gauche pacifiste qui utilise d'ailleurs des travaux révisionnistes allemands ou américains pour étayer ses démonstrations.

C'est également en 1916 que Vladimir Illitch Oulianov, dit Lénine, avance ce qui deviendra la *doxa* des marxistes en publiant *L'Impérialisme, stade suprême du capitaliste*. A ses yeux, la lutte pour les marchés, et surtout la fusion entre capital industriel et capital financier qui débouche sur un nouveau stade du capitalisme baptisé impérialisme, rendent la guerre inéluctable. L'Etat qui se développe le plus rapidement – l'Allemagne, et, dans une moindre mesure, la Russie – recherche une place au soleil comparable à la position de la Grande-Bretagne ou de la France. L'agressivité des capitalistes allemands, inscrite dans le développement industriel rapide de cet Etat, serait donc le principal facteur d'explication de la guerre. Cette interprétation se retrouve dans le courant spartakiste allemand, notamment chez Karl Liebknecht, qui reprend l'essentiel des théories léninistes sur la guerre.

Au total, pourtant, les préoccupations morales et politiques l'emportent sur l'analyse historique. Les protagonistes ont, au fil du temps, tenté de justifier leurs attitudes plutôt que d'expliquer la déflagration de juillet 1914.

Dans leur première génération, les historiens ont été largement des acteurs-témoins de la Grande Guerre ; mais ils se sont appuyés sur leur méthode pour avancer des explications du conflit.

En France, l'historien Pierre Renouvin, lui-même mutilé de guerre, publie en 1925 son ouvrage sur *Les Origines immédiates de la guerre*. Il avance la thèse que les Empires centraux ont pris le risque d'envisager une guerre limitée, sans penser qu'elle puisse déboucher

sur un conflit généralisé. Pour Renouvin, c'est surtout parce qu'il existe en Allemagne un consensus entre sphère dirigeante militaire – arc-boutée sur le plan Schlieffen qui viole la neutralité belge – et sphère dirigeante civile en acceptant l'augure que ce risque mal calculé engendre le conflit. La collection des *Documents diplomatiques*, patiemment compilés par Renouvin et ses successeurs de 1929 à 1958, représente un effort considérable pour démontrer la complexité des causes de la Grande Guerre. C'est avec lui que s'ancre la tradition historiographique consistant à faire remonter à la première crise marocaine de 1905 les éléments explicatifs de la crise de juillet 1914.

En 1933, Pierre Renouvin publie *Un débat historique, le problème des origines de la guerre*. Il insiste sur l'ambiguïté de l'article 231 du traité de Versailles, qui, ne s'appliquant théoriquement qu'aux seules opérations militaires, n'annonce nulle part cette précision, ce qui permet aux Allemands de se sentir désignés comme moralement responsables de la guerre. Il explique aussi combien la diplomatie française manque sans doute de fermeté à l'égard de Saint-Pétersbourg en se montrant complaisante par rapport à l'alliance franco-russe et en acceptant une lecture rigide, sachant que la mobilisation russe rendait la guerre inévitable.

Si la période de la Seconde Guerre mondiale n'incite pas les intellectuels, saisis par d'autres urgences, à s'interroger sur les origines de la Grande Guerre, les débats reprennent dès l'écroulement du régime nazi.

En octobre 1951, une importante rencontre entre historiens français<sup>6</sup> et allemands<sup>7</sup> révèle la persistance d'incompréhensions réciproques. Le texte conjointement signé par les deux délégations nationales rappelle que :

« les documents ne permettent pas d'attribuer en 1914 une volonté préméditée de guerre européenne à aucun gouvernement ou à aucun peuple. La méfiance était au plus haut point et, dans les milieux

dirigeants, régnait l'idée que la guerre était inévitable ; chacun attribuait à l'autre des pensées d'agression ; chacun acceptait le risque d'une guerre et ne voyait la sauvegarde et la sécurité que dans les systèmes d'alliance et le développement des armements [...] ; mais on ne peut en déduire que la politique du gouvernement allemand a été déterminée par ces considérations. Les peuples allemands et français dans leur grande majorité ne voulaient pas la guerre ; mais en Allemagne, surtout dans les cercles militaires, on était plus disposé qu'en France à accepter l'éventualité d'un conflit<sup>8</sup> ».

C'est dans ce contexte qu'interviennent les thèses de Fritz Fischer (1908-1999)<sup>9</sup>. L'historien allemand a marqué un tournant majeur en proposant un système explicatif construit sur la culpabilité allemande. Enrôlé dans la Wehrmacht durant la Seconde Guerre mondiale, prisonnier jusqu'en 1947, Fischer connaît le phénomène guerrier dans sa chair. Il se signale une première fois en 1949, lors d'un colloque d'historiens allemands, en dénonçant les théories de Friedrich Meinecke, qui présentait le nazisme comme un accident industriel de l'Histoire (*Betriebsunfall*). Il inscrit au contraire l'hitlérisme dans le long temps de l'Histoire, n'hésitant pas à incriminer le luthéranisme qui aurait favorisé l'émergence d'un regard d'Etat contre le regard individuel. Il minore ainsi la conviction populaire qui considère le traité de Versailles comme la raison essentielle de la montée du nazisme pour l'inscrire dans un processus de long terme. A partir des archives allemandes, Fischer publie en 1961 *Griff nach der Weltmacht : die Kriegzielpolitik des kaiserlichen Deutschland, 1914-1918*<sup>10</sup>. Son ouvrage constitue une véritable bombe en Allemagne puisqu'il avance que Berlin a délibérément provoqué la guerre afin de s'octroyer un rôle mondial. Il s'intéresse notamment à plusieurs groupes de pression qui auraient réussi à entraîner le pouvoir central à soutenir leurs thèses expansionnistes en profitant de l'assassinat de François-Ferdinand à Sarajevo. La construction d'une *Mitteleuropa* et d'une *Mittelfrika*, sous domination allemande, aurait

été leurs objectifs essentiels, ce qui aurait conduit à accepter l'idée d'une guerre contre la France et la Russie, mais non contre l'Angleterre. Archives à l'appui, Fischer montre que Theobald von Bethmann-Hollweg a élaboré des plans visant à annexer la Belgique, mais également une part de la France et de la Russie d'Europe. Il établit ainsi une filiation intellectuelle entre les années 1900 et le III<sup>e</sup> Reich. Il insiste d'ailleurs sur ces filiations dans ses ouvrages suivants, *Krieg der Illusionen*, paru en 1969, et *Bündnis der Eliten : Zur Kontinuität der Machtstrukturen in Deutschland, 1871-1945*, paru en 1979. Dans *La Guerre des illusions*, il propose une intéressante analyse mentale des dirigeants allemands, civils et militaires, qui voyaient le Reich encerclé par ses ennemis, mais se considéraient aussi comme mentalement encerclés dans le Reich par la montée des idéaux démocratiques. L'expansion extérieure aurait alors constitué une soupape de sûreté pour détourner la pression intérieure qui exigeait une démocratisation du régime. Fischer attribue donc aux élites allemandes une lourde responsabilité dans l'acceptation de la guerre, tout en affirmant le primat de la politique intérieure dans le déclenchement du conflit, même si le parallélisme qu'il dessine entre Bethmann-Hollweg et Hitler est difficilement défendable.

En expliquant que la Grande Guerre plongeait ses racines dans le fonctionnement même de la société allemande, Fischer a provoqué de vives réactions<sup>11</sup>. Gerhard Ritter a notamment tenté de démontrer l'inanité des thèses de cet auteur en considérant Adolf Hitler non comme le résultat final d'une longue filiation intellectuelle, mais, suivant Meinecke, comme un accident de l'Histoire. Dans les deux cas, ce sont bien le nazisme et la Seconde Guerre mondiale qui servent de référence mentale, les auteurs essayant d'identifier les processus d'émergence du nazisme dès avant la Grande Guerre, dans une sorte de terreau propice.

Aujourd'hui, loin de la « controverse de Fischer », il faut reconnaître à cet historien d'avoir le premier inscrit le long terme

comme outil d'analyse des mentalités allemandes. Que le principe d'agressivité ait pu être au cœur de la politique allemande ne fait guère de doute, notamment après 1905. Mais ce facteur ne doit pas occulter que les autres Etats concernés par l'entrée dans la guerre doivent voir leurs motivations questionnées avec les mêmes critères. Il est possible également de reprocher à Fischer d'avoir été quelque peu indulgent avec l'Autriche-Hongrie, dont la responsabilité directe ne peut être écartée.

De nouvelles générations d'historiens, depuis les années 1960, ont tenté d'éclaircir les raisons de l'embrasement de l'été 1914.

Depuis la fin de la Grande Guerre elle-même, les regards privilégiant un cumul logique des causes de long terme et de court terme, qui insistaient sur les tensions croissantes, les confrontations multiples et les crises entre grandes puissances, ont été nuancés par des approches culturelles. Aux regards diplomatiques, économiques et politiques sont venus s'adjoindre les regards appuyés sur une histoire des représentations. Les phénomènes d'opinions publiques, dont Jean-Baptiste Duroselle<sup>12</sup> avait suggéré l'importance, ont été considérablement approfondis par Jean-Jacques Becker<sup>13</sup>. La notion de « culture de guerre », introduite au début des années 1990 par Stéphane Audoin-Rouzeau et Annette Becker, sans s'interroger véritablement sur les causes du conflit, a proposé une grille d'analyse globale de la guerre avant d'être vivement discutée et nuancée<sup>14</sup>. Dans cette lecture, la Grande Guerre résulte de nationalismes concurrents qui, ayant profondément imprégné toutes les strates sociales des principaux pays européens, auraient permis le consentement à la guerre.

A l'étranger, une nouvelle génération d'historiens aborde maintenant la question des responsabilités de la guerre à travers des approches de long terme.

Récemment, Benjamin Ziemann, Bernd Ulrich et Jakob Vogel ont replacé la culture militaire allemande dans le moyen terme<sup>15</sup>, tandis

que William Mulligan<sup>16</sup> a rappelé le caractère essentiellement défensif des alliances. Il montre également qu'en 1911 encore, la Triple Alliance est dans un état calamiteux. Ni l'Italie, ni l'Autriche-Hongrie ne sont en mesure de soutenir l'Allemagne dans sa politique marocaine. La crise marocaine a précisément pour impact de renforcer les alliances. Mais cet auteur insiste surtout sur la dégradation des modes de régulation qui avaient permis le maintien de la paix en Europe. Les politiques extérieures plus agressives de Leopold Berchtold, qui dirige les Affaires étrangères austro-hongroises depuis 1912, de Theobald von Bethmann-Hollweg en Allemagne, mais également de Sergueï Sazonov – ministre des Affaires étrangères russe à partir de 1910 – rendent ces modes de régulation dépassés. Certes, aucun de ces trois responsables ne veut consciemment la guerre ; mais leurs attitudes montrent qu'ils sont davantage prêts à en prendre le risque en 1914 que dans les années précédentes.

Lawrence Sondhaus<sup>17</sup>, pour sa part, montre que l'Autriche-Hongrie veut clairement la guerre contre la Serbie – ce que les historiens savaient depuis belle lurette – mais aussi que, le 5 juillet 1914, se déroulent des discussions entre Guillaume II et Ladislas de Szögyeny-Marich, l'ambassadeur d'Autriche-Hongrie à Berlin, d'une part, Hoyos, chef de cabinet du ministère des Affaires étrangères austro-hongrois et Arthur Zimmermann, alors sous-secrétaire allemand à la Wilhelmstrasse, d'autre part. Ces palabres aboutissent à une réunion dans l'après-midi, entre Guillaume II, Theobald von Bethmann-Hollweg, Erich von Falkenhayn, ministre de la Guerre, qui débouchent sur ce que l'historien nomme un « chèque en blanc » que Berlin signe en faveur de Vienne.

Dès lors, que suggèrent ces approches renouvelées ?

## **Des sphères explicatives imbriquées**

Il n'est pas facile de tenir un discours lisible sur les origines de la Grande Guerre. Tant d'éléments interfèrent qu'il est bien délicat de distinguer les causes du conflit, même en sacrifiant à l'exercice un peu formel de la distinction habituelle entre causes lointaines et causes immédiates.

Une remarque s'impose, bâtie sur un constat chronologique<sup>18</sup>. Pourquoi l'Europe échappe-t-elle à la guerre jusqu'en 1913, du fait de modes de régulation internationaux, et pourquoi ceux-ci cessent-ils de fonctionner à l'été de 1914 ?

Pour avancer un ensemble d'interrogations constructives, il faut appréhender les diverses raisons qui aboutissent à l'entrée en guerre en les examinant par cercles concentriques, en partant des éléments les plus visibles pour aller vers les causalités les plus abstraites. La principale difficulté tient au fait qu'il faut penser en synchronie les comportements nationaux marqués par des attitudes spécifiques, et l'étrange alchimie internationale qui donne naissance à la guerre. Cette alchimie procède de lectures nationales entrecroisées qui interrégissent, les unes conscientisées à l'époque, les autres ultérieurement identifiées par les historiens.

Le premier regard qui s'impose est celui de la diplomatie et des relations internationales telles qu'elles fonctionnent à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle et dans la première décennie du XX<sup>e</sup> siècle. C'est la sphère de référence la plus classique, celle de la responsabilité, souvent montrée du doigt, des alliances internationales présentées comme belligènes.

Dans le système de pensée diplomatique du XIX<sup>e</sup> siècle auquel ont été formés les dirigeants civils de 1914, le passage à l'acte guerrier est admis comme un mode de régulation normal dans les relations internationales. La puissance militaire, tout comme aujourd'hui d'ailleurs mais sous un visage bien plus explicite, est considérée comme un élément fort de la recherche de sécurité. Certains

observateurs militaires ont parfaitement mesuré les ravages que peuvent causer les armes modernes, à travers les exemples de la *Civil War* américaine, de la guerre russo-japonaise de 1904-1905, ou des guerres balkaniques de 1912-1913. Ces constats ont inspiré des écrits théoriques qui servent à l'enseignement des élites militaires<sup>19</sup>. Mais la vision de la puissance de feu des armes modernes ne s'est pas encore imposée aux yeux du plus grand nombre, pas plus qu'au regard des hommes politiques. Ainsi, l'horizon-repère de la mort de masse n'existe pas encore véritablement dans l'opinion publique. Dès lors, le recours à la guerre est vu par les diplomates, les gouvernants et, bien entendu, les militaires, comme un acte possible, légitime et normal. La décennie qui court de 1894 à 1905 est d'ailleurs particulièrement violente. La guerre sino-japonaise de 1894-1895, le conflit gréco-ottoman de 1896-1897, la guerre entre l'Espagne et les Etats-Unis en 1898, la guerre des Boers de 1899-1902 et enfin celle de Mandchourie en 1904-1905 ponctuent une décennie très guerrière. Dans le même temps, toutes ces guerres restent localisées et laissent à penser aux dirigeants que leur risque d'extension est limité.

A bien des égards, la Grande Guerre se situe dans la queue de comète des XVIII<sup>e</sup> et XIX<sup>e</sup> siècles, où bien des responsables politiques ont déclenché des guerres pour des raisons parfois futiles en estimant que les opinions publiques les suivraient. Après tout, le prétexte de l'entrée en guerre de la France en 1870 a été bien mince : il a tenu à une dépêche télégraphique manipulée par Bismarck. Conrad von Hötzendorf, chef de l'état-major autrichien, a envisagé, plusieurs années avant la crise de juillet 1914, une guerre préventive contre la Serbie, voire contre l'Italie.

Si le recours à la puissance armée apparaît comme normal à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle, deux retournements diplomatiques majeurs concourent à l'alourdissement du climat international sur le moyen terme des décennies qui s'étendent de 1890 à 1913<sup>20</sup>.



En Allemagne, le passage de la diplomatie bismarckienne à celle, plus agressive, de Guillaume II, constitue une prise de risque non négligeable. A force de rechercher une « place au soleil », la *Weltpolitik* de l'empereur est ressentie par les autres puissances comme un facteur de tensions dans les relations internationales. En 1911, l'ancien président américain, Theodore Roosevelt, avertit le diplomate allemand Hermann von Eckardstein, que les Etats-Unis seraient amenés à intervenir si l'équilibre européen était rompu. Mais l'argument joue peu car, en Allemagne, les diplomates sont de plus en plus convaincus que leurs adversaires veulent encercler le Reich. Par ailleurs, la Grande-Bretagne modifie substantiellement son attitude traditionnelle. Alors qu'elle s'évertue depuis 1815 à ne pas se lier par des alliances diplomatiques contraignantes, attendant simplement de l'Allemagne qu'elle maintienne un équilibre européen, elle se rapproche de la France parce que Berlin menace le principe du *Two-Power Standard* <sup>21</sup>. C'est dans ce contexte seulement que les Français deviennent des alliés, après le règlement de la grave crise de Fachoda, en 1898, et dans des conditions parfois difficiles<sup>22</sup>. Mais cette entente, fragile, reste bien volatile. Des propositions émergent pour préconiser une alliance avec l'Allemagne, notamment dans les milieux d'opposition à Lord Salisbury, tandis qu'en 1900 et 1901 Théophile Delcassé et le comte Lamsdorff élaborent encore des plans germano-français contre la Grande-Bretagne.

Le grand tournant diplomatique se situe entre 1904 et 1907. En se rapprochant de la France, la Grande-Bretagne change le visage de décennies d'attitudes anglaises, d'autant plus qu'en 1907 l'entente russo-britannique parachève un système d'alliances qui tranche radicalement avec le *credo* du XIX<sup>e</sup> siècle : aucun diplomate n'aurait alors pu penser que Londres et Saint-Pétersbourg pourraient un jour coopérer.

En 1905, la première révolution russe affaiblit pour quelques années la Russie. L'Allemagne en est la principale bénéficiaire. Libérée, pour un temps de la crainte de combattre sur deux fronts, elle développe des attitudes plus agressives. La déclaration d'indépendance de la Bulgarie sur l'Empire ottoman et l'annexion de la Bosnie par l'Autriche-Hongrie, en octobre 1908, révèlent que l'Allemagne est désormais un soutien sans faille de l'Autriche, ce qui accentue le risque d'une politique jusqu'au-boutiste. Dès 1906, après la conférence d'Algériss qui solde la première crise marocaine, Guillaume II déclare que les relations avec l'Autriche-Hongrie sont maintenant plus importantes que jamais. Au début de 1909, les deux chefs d'état-major allemand et austro-hongrois, Helmut von Moltke et Franz Conrad von Hötzendorf, discutent des actions militaires à mener en commun et considèrent que la Russie n'est pas en état de répondre à un *ultimatum*. Une partie de ces représentations mentales prévalent sans doute encore en 1914.

Avec la deuxième crise marocaine de 1911, l'Entente cordiale se renforce. Au début de 1911, la rivalité franco-allemande à propos du Maroc rebondit sur une question de droits commerciaux. Cette crise d'Agadir constitue indubitablement un moment charnière, du point de vue de la montée des rivalités internationales, après la crise de Tanger de 1905<sup>23</sup>. Les positions du secrétaire d'Etat aux Affaires étrangères de Berlin, Alfred von Kiderlen-Wächter, montrent qu'il a voulu explicitement une évolution des accords de 1906 à propos du Maroc, qui puisse être favorable à l'Allemagne. Le 17 mai 1911, les troupes françaises entament une marche sur Fez. En réplique, Guillaume II envoie le bâtiment *Panther* devant le port d'Agadir. Le président du Conseil français, Joseph Caillaux, propose aux Allemands des compensations territoriales, mais la *Willemstrasse* exige la totalité du Congo français en échange du Maroc. Le discours du Premier ministre britannique, le 21 juillet 1911, s'avère capital dans ce contexte. Il assure la France du total soutien de la Grande-Bretagne, obligeant

l'Allemagne à faire marche arrière, posture qui se solde par les accords du 4 novembre 1911.

Après l'humiliation de 1905, les guerres balkaniques (1912-1913) dont l'Empire ottoman fait les frais, marquent le retour en force de la Russie, provoquant la colère de l'Autriche-Hongrie et l'inquiétude de l'Allemagne. La deuxième crise marocaine et les guerres balkaniques – même si l'une comme les autres trouvent une résolution pacifique – marquent bien la fin du long XIX<sup>e</sup> siècle, du point de vue diplomatique. Désormais, la paix apparaît comme un édifice fragile. Dès lors, l'idée d'un possible conflit entre grandes puissances réapparaît chez les politiques comme chez les militaires.

Les systèmes d'alliances ont-ils joué de manière aussi rigide qu'on le lit souvent ? Les accords militaires – parfois secrets<sup>24</sup> – amènent-ils inéluctablement la guerre ?

Les conflits balkaniques de 1912-1913 ont montré que les alliances étaient faites pour évoluer en se formant ou se défaisant au gré des événements. La Grande-Bretagne entre en guerre non pour soutenir la France mais pour défendre la Belgique envahie. En 1914, l'Italie demeure à l'écart du conflit alors qu'elle appartient à la Triplice, système d'alliance qu'elle partage avec les Empires centraux, même si ceux-ci se méfient des comportements de leur alliée. Non sans raison : un accord secret entre la France et l'Italie est conclu en juin 1902. Moyennant l'assurance que la France lui laisse les mains libres en Tripolitaine, l'Italie s'engage à rester neutre en cas de conflit franco-allemand. Quand elle entre en guerre au printemps de 1915, c'est à front renversé, contre ses alliés programmés. En 1916, la Roumanie fait de même. Pourtant, en 1914, l'essentiel des accords est appliqué.

Car ces alliances ont d'abord et avant tout une vocation défensive. En août 1911, Alexandre Iswolsky, l'ambassadeur de Saint-Pétersbourg à Paris, le rappelle à Joseph Caillaux. Dans la crise

marocaine, l'attitude de la Grande-Bretagne consiste, dans un premier temps, à ne pas trop soutenir la France. C'est seulement lorsque les exigences allemandes paraissent disproportionnées au *Foreign Office* que Londres se décide à appuyer fermement Paris. Le ressenti des diplomates est donc largement aussi important que les traités.

Il est vrai, cependant, que des noyaux durs d'alliances existent de part et d'autre. L'alliance franco-russe, malgré l'incohérence idéologique de l'union entre une République et un Empire, est assez solide. Le soutien de la Russie à la Serbie est également puissant, Nicolas II se posant en protecteur des Slaves du Sud. L'alliance des deux Empires centraux, Allemagne et Autriche-Hongrie, est forte. Vienne se sent autorisée à en finir avec la Serbie parce qu'elle se sait totalement soutenue par Berlin. En France, Raymond Poincaré s'attache à consolider l'alliance franco-russe, d'abord comme président du Conseil, à partir de janvier 1912, puis en 1913 en tant que président de la République. Théophile Delcassé, ancien ministre des Affaires étrangères, est nommé ambassadeur à Saint-Petersbourg dans cette perspective.

En demeurant dans la sphère du regard des Etats, d'autres niveaux de lecture peuvent jouer. En cette première décennie du XX<sup>e</sup> siècle, il existe une « Europe des soldats ». Dans ses *Lettres, notes et carnets*, le jeune officier Charles de Gaulle devait parler par la suite de l'« Internationale des soldats ». L'imprégnation des sociétés par la chose militaire est réelle, même si les montées de pacifisme sont attestées à la même époque et par un jeu en miroirs bien compréhensible.

En France, les lois<sup>25</sup> de 1889 et de 1905 ont rendu le service militaire universel et peu de jeunes hommes échappent à la conscription. Ils ne songent d'ailleurs pas à s'y soustraire, tant s'est ancré l'adage « bon pour le service, bon pour les filles », qui assimile le temps de la caserne à un rite de passage essentiel de la masculinité.

Des comportements similaires se sont développés en Allemagne. En revanche, la Grande-Bretagne échappe à ce tropisme puisqu'elle demeure fidèle à l'armée de métier, jusqu'à 1916.

Mais l'« Europe des soldats », ne vaut pas uniquement par la base et les gros bataillons de conscrits. Elle s'exprime aussi au niveau des élites militaires par la circulation des idées. Par l'intermédiaire de revues spécialisées, comme la *Revue militaire* en France, les soldats s'informent sur les pratiques de l'autre, en termes doctrinaux comme pour l'emploi des forces. A ce propos, contrairement à une image d'Epinal qui a la peau dure, l'armée allemande suit les mêmes préceptes que son adversaire français et croit tout autant aux vertus de l'offensive.

L'Europe des soldats vient renforcer l'Europe des diplomates et des alliances par le biais d'accords militaires discrets mais importants. Les travaux de William Philpott<sup>26</sup> montrent que les contacts entre armée française et armée anglaise s'amorcent à partir de 1904. Les attachés militaires français qui se succèdent à Londres<sup>27</sup> entre 1905 et 1911 notent les progrès réalisés par l'armée britannique dans la préparation d'une *British Expeditionary Force* (BEF) destinée à venir combattre sur le continent. Des visites mutuelles de Foch et de Wilson, en 1909-1910, montrent que l'interpénétration des méthodes d'état-major est plus avancée qu'on ne le croit habituellement. La nomination de sir John French, en tant que chef de l'état-major impérial en 1911, est un signe de l'esprit « continentaliste » de l'armée britannique et le colonel de La Panouse signale en 1913 « des progrès [...] dans la préparation de l'armée anglaise en vue d'une guerre continentale<sup>28</sup> ». Sans avoir reçu d'ordres formels de la part des dirigeants britanniques, les militaires essaient donc de maximiser le soutien qu'ils pourraient apporter à leur allié<sup>29</sup>. La réalité des alliances est donc vécue sur le plan militaire au moins au niveau des états-majors.

Représentants de la grandeur nationale, les milieux militaires arrivent à se faire attribuer des budgets en hausse, notamment en Allemagne, afin d'adapter les armées à la modernisation des matériels. Ces dotations croissantes amènent ce qu'il est convenu de baptiser « course aux armements ». Au vrai, cette « course » est loin d'être aussi importante qu'on ne l'écrit parfois. Si elle avait été effective, les armées en campagne auraient-elles manqué d'obus au milieu de l'été 1914 ? Au premier chef, cette pseudo-compétition concerne les marines allemande et britannique à travers la politique de construction des dreadnoughts, puissamment armés et blindés. Guillaume II veut faire de sa flotte de guerre un élément déterminant de sa *Weltpolitik*. Von Tirpitz applique les vœux de son empereur et entend clairement concurrencer la puissance navale britannique. En France, des programmes sont également lancés dans la marine ou dans l'armée de terre, notamment dans l'artillerie. Certains sont cependant annulés à la veille même de la guerre, comme celui de l'artillerie lourde, preuve supplémentaire que cette notion de « course aux armements » est à relativiser.

L'augmentation des dépenses militaires s'inscrit aussi dans une lecture mondiale et les possessions coloniales n'y sont pas étrangères. Avant d'être des zones de développement ou d'exploitation, les colonies ont d'abord été des escales pour les bâtiments de guerre.

Précocement, l'Europe des soldats a inclus les colonies. Loin de la lecture culpabilisante d'aujourd'hui, il est prévu, bien avant la guerre, de faire appel aux troupes indigènes, ce qui apparaît alors comme naturel en échange des apports de la colonisation<sup>30</sup>. Les Empires sont donc perçus comme d'éventuelles réserves de soldats, même si l'on ne songe pas forcément à venir les faire combattre en Europe, notamment dans le cas français, pour pallier les déficiences de la démographie nationale<sup>31</sup>. Dès 1908, l'ancien saint-cyrien devenu homme politique, Adolphe Messimy, présente un projet d'armée arabe, avant que le colonel Mangin ne parle de « force noire » en

1909, et que le général Pennequin n'emboîte le pas en 1911 en proposant de constituer une « armée jaune ».

A ces regards diplomatiques et géostratégiques qui s'expriment lors de la crise de l'été de 1914 s'ajoutent les données de politique intérieure.

En France, le parti radical-socialiste, élément clé des combinaisons ministérielles, bien représentatif des classes moyennes, rassemble dans ses attitudes les contradictions assez significatives d'un climat intérieur compliqué. Incontestablement patriote au plan international, le parti radical est tout autant pacifiste dans ses prises de positions intérieures. Les débats sur le vote de la loi des trois ans, le 3 mars 1913, sont, de ce point de vue, significatifs. Les radicaux, regroupés autour de Caillaux, et les socialistes, autour de Jaurès, s'opposent à une coalition comprenant la droite, mais également des transfuges de la gauche, comme Aristide Briand ou Louis Barthou. Une des raisons avancées pour faire passer la loi, qui allonge le service militaire d'un an, consiste à avancer l'argument d'une éventuelle « attaque brusquée » allemande. Mais les effets collatéraux de cette présentation sont importants. Une part notable des opinions publiques françaises en arrive à penser que l'éventualité d'une attaque allemande est une réalité, tandis qu'en Allemagne la loi de trois ans est vue comme une préparation des Français à la revanche et le président Poincaré comme un fauteur de guerre.

En Allemagne, certaines sphères politiques et sociales, au sein desquelles se cimentent des solidarités objectives entre civils et militaires, ont pu envisager une guerre courte et victorieuse pour détourner les socialistes – la puissance politique montante – de leurs revendications sociales. Le SPD, au vrai, recueille 34 % des voix aux élections générales de 1912 et inquiète les classes dirigeantes.

En Russie, alors en pleine mutation économique et politique depuis la révolution de 1905, la forte croissance et les contradictions

sociales débouchent sur un panslavisme revivifié qui se marque à la veille de la guerre par un rejeu germanophobe dans de nombreux courants de la société, et plus nettement encore par l'arrivée du gouvernement Goremykine qui succède au gouvernement Kokovtsov, en janvier 1914. Sean Mc Meekin<sup>32</sup> a récemment souligné les responsabilités russes dans les évolutions de l'été 1914. Une économie en pleine expansion et une population croissante masquent mal, selon lui, la fragilité de l'Empire et son complexe d'infériorité face à l'Allemagne mais aussi face à la Turquie, l'amenant à développer des plans pour s'emparer de Constantinople, démanteler l'Empire ottoman, annexer la Galicie et étendre sa domination sur la Pologne.

Les analyses économiques ont longtemps été mobilisées, jusque dans les années 1970, par une historiographie encore mal départie des analyses marxistes ou qui se situait consciemment ou non dans le sillage jaurésien. Le capitalisme porterait en lui la guerre comme la nuée l'orage. Pourtant, la logique du discours léniniste, qui considère le colonialisme comme un enfant naturel du capitalisme et l'impérialisme comme le facteur débouchant inévitablement sur la guerre, peut être facilement contestée. Si de fortes rivalités coloniales ont existé avant la Grande Guerre, c'est surtout entre la France et l'Angleterre et c'est sur les territoires africains qu'elles se sont exprimées. L'axe Ouest-Est de la conquête coloniale française en Afrique buta à Fachoda, au Soudan, sur l'axe britannique plutôt Nord-Sud et faillit embraser les deux pays. Dans un premier temps, Bismarck a d'ailleurs favorisé l'expansion coloniale française, encourageant la III<sup>e</sup> République à renoncer à l'Alsace-Lorraine en échange de conquêtes lointaines et espérant, au passage, que la discorde régnerait entre grands Empires coloniaux. Les choses changent au début du XX<sup>e</sup> siècle à propos du Maroc, comme nous l'avons vu.



Des frictions économiques existent cependant entre la France et l'Allemagne. Elles portent sur la Turquie ou proviennent du dynamisme du commerce allemand, mais ces rivalités trouvent des solutions pacifiques. Dans l'Empire ottoman, les intérêts financiers français représentent 45 % de la dette publique de la Sublime Porte et 60 % de ses investissements privés. L'Allemagne s'en émeut, et s'assure du soutien du mouvement « Jeunes-Turcs », qui avance que l'Allemagne est le seul Etat n'ayant jamais annexé de territoires turcs. Plus généralement, le commerce extérieur allemand s'accroît de 124 % entre 1894 et 1914, servi par l'efficacité de représentants de commerce redoutés par leurs concurrents français et britanniques nettement moins agressifs et davantage enclins à « attendre le client ». La flotte de commerce allemande, considérablement développée, représente presque deux fois la puissance de la flotte française à la veille de la guerre. Des points d'accord sont pourtant trouvés lorsque les titres du *Bagdadbahn*, reliant Constantinople à Bassora, sont admis à la Bourse de Paris, en février 1914. Bien davantage que des rivalités coloniales et impérialistes, ce sont donc des solidarités financières et des répartitions de tâches qui s'esquissent entre capitalisme français et capitalisme allemand<sup>33</sup>.

Dans la crise de l'été 1914, les questions coloniales ne jouent qu'à la marge car les enjeux sont européens. C'est seulement *a posteriori* quand il s'agit de déterminer des « buts de guerre », en 1915 et au-delà, que le « parti colonial » revendique les colonies allemandes à titre de compensation. Jacques Marseille a montré, au début des années 1970, que les Empires coloniaux, Empire britannique excepté, ne sont pas, avant la Grande Guerre, des partenaires économiques privilégiés de leurs métropoles. Avant 1914, l'Empire français ne pèse que 10 % dans l'économie nationale, tandis que l'Empire allemand ne représente que 1 % de l'activité économique de sa métropole. Ce n'est qu'avec la Grande Dépression des années 1930, que la France découvre véritablement son empire.

L'argument faisant de la Grande Guerre un enfant naturel de rivalités économiques au sein de la sphère coloniale ne résiste pas à l'analyse bien que des lectures inspirées de ce schéma persistent toujours. Ainsi Mario Isnenghi et Giorgio Rochat parlent-ils de « la Grande Guerre comme apogée des crises de la société libérale<sup>34</sup> ».

Si l'on quitte la sphère des phénomènes réels et factuels pour aller vers celle des mentalités, nous entrons dans des registres porteurs de sens mais bien délicats à manier. Depuis une vingtaine d'années, les explications appuyées sur une histoire des représentations se sont imposées au détriment de causalités plus anciennes. Cette histoire consiste à embrasser le regard d'un groupe humain afin d'en cerner les comportements. La manière dont le groupe voit le monde qui l'entoure et s'y perçoit est effectivement essentielle, qu'il s'agisse de groupes restreints ou d'entités nationales. L'histoire des représentations avance que la perception des faits prime souvent sur les faits eux-mêmes. Elle offre ainsi une piste de recherche féconde, à condition que les faits et la chronologie ne soient pas pour autant omis, voire niés.

Les systèmes de représentations mentales mutuels révèlent une dimension explicative essentielle dans les origines de la Grande Guerre. Dans les années qui précèdent le conflit s'exprime un ensemble de peurs emboîtées, qui fait que l'étranger – l'autre – est présenté comme le fauteur de troubles qui menace la paix.

En Allemagne, le panslavisme inspire de grandes craintes qui s'appuient sur des comportements anciens. A la fin des années 1870, certains discours de Bismarck évoquaient déjà la supériorité présumée des peuples allemands sur les peuples slaves. Le pangermanisme constitua alors à la fois un enjeu et une réponse face au panslavisme perçu comme une menace. C'est aussi une occasion d'achever l'unification allemande, qui, ne l'oublions pas, s'est réalisée à travers des étapes guerrières, tout comme en Italie d'ailleurs, en s'opposant à un danger commun. L'*Alldeutscher Verband*, dont Heinrich Class devient le porte-parole en 1908,

exprime bien ces alarmes. Les Allemands qui se reconnaissent dans cette mouvance considèrent le panslavisme russe, et non la France, comme le principal danger.

En 1906, la course engagée par l'Angleterre contre l'Allemagne pour disposer d'autant de navires de ligne modernes constitue, selon John Keegan<sup>35</sup>, la plus populaire et la plus importante question de politique intérieure en Grande-Bretagne. Nombre d'indices, notamment dans la littérature, attestent de cette crainte de voir la *Royal Navy* surclassée. Arthur Conan Doyle intitule une des aventures de Sherlock Holmes *Les Plans du Bruce-Partington*, sur fond de rivalité navale. Le *Jingoïsm*, sentiment populaire mêlant nationalisme et populisme, ne s'est jamais vraiment démenti depuis la crise avec la Russie en 1878. La phraséologie impérialiste de Joseph Chamberlain a fait mouche dans les sphères dirigeantes comme dans les catégories populaires en réaffirmant que l'Angleterre était la nation la mieux née pour gouverner le monde. Ces thématiques portent d'autant plus qu'elles entrent en résonance avec un sentiment de déclassement au niveau international, même si la Grande-Bretagne demeure la première puissance économique mondiale. En effet, depuis 1913, pour la première fois, les Etats-Unis sont devenus la première nation manufacturière, dépassant leur ancienne métropole dans le rôle de *Workshop of the World*. Au niveau européen, la production industrielle allemande dépasse désormais celle de la vieille Angleterre, ce qui nourrit des interrogations sur la grandeur britannique et des doutes sur la capacité des élites insulaires à retrouver la pugnacité de la révolution industrielle. Par ailleurs, la crise irlandaise semble menacer la grandeur politique du Royaume. Le rejet du *Home Rule*<sup>36</sup>, par les protestants de l'Ulster comme par les nationalistes catholiques, focalise l'attention du personnel politique. L'Angleterre se réveille diplomatiquement à la mi-juillet 1914 pour tenter d'empêcher la guerre.

Le nationalisme français est puissant dans les années qui précèdent la Grande Guerre. Renouvelé par l'affaire Dreyfus, il est aussi renforcé par les déçus de la gauche des premières années du XX<sup>e</sup> siècle. Les cas les plus souvent mis en exergue sont ceux de Charles Péguy ou d'Ernest Psichari, neveu d'Ernest Renan<sup>37</sup>. Mais un nationalisme plus ancien s'exprime largement, appuyé sur la vision retenue de l'adversaire potentiel<sup>38</sup>. En 1909, Maurice Barrès, dans *Colette Baudoche*, rassemble tous les stéréotypes que la droite nationaliste développe à l'égard des Allemands.

« Le cœur tout en feu, il voyait les deux femmes comme des rebelles tapies au fond de leur obscure retraite. Ses camarades l'entraînèrent. Les brasseries regorgeaient d'officiers, de fonctionnaires avec leurs familles et de vieux guerriers aux gosiers desséchés par les hoch ! L'inoubliable grand-père, l'épée de Brandebourg, le loyal Allemand et le fidèle Poméranien, toute ferblanterie de l'empire s'entrechoquaient dans la multitude de toasts. Les orchestres jouaient sans relâche des morceaux patriotiques, et de temps à autre, s'ils entonnaient la *Wacht am Rhein*, la salle entière chantait. Dans la griserie de tout ce peuple de Germains, on sentait l'orgueil de se trouver sur un sol conquis. Les sentiments guerriers héréditaires, depuis assoupis chez le jeune professeur, reprenaient en lui toute leur virulence<sup>39</sup>. »

Est-il étonnant, à la lecture de ces lignes, que certains journaux de l'arrière aient pu développer des thématiques sur l'odeur de l'ennemi ?

Chez les maurrassiens, on juge la revanche inévitable et indispensable. Mais Charles Maurras reprend souvent l'expression « la France n'est pas défendue », estimant par là que la préparation à la guerre, sur le plan matériel et plus encore moral, n'est pas effective. Il dénonce les pacifistes et estime que la monarchie allemande est bien plus apte à mener la guerre que la République française.

La fameuse enquête, *Les Jeunes Gens d'aujourd'hui*, menée par Henri Massis – proche de Maurice Barrès – et Alfred de Tarde en 1912, sous le pseudonyme d'Agathon, d'abord publiée dans *L'Opinion*, avant de l'être sous forme d'un livre publié chez Plon en 1913, est également symptomatique des états d'âme d'une jeunesse quantitativement étroite, celle des lycées et des universités. L'enquête révèle bien les

« jugements et les partis pris des membres de la “jeune élite intellectuelle” tiraillés depuis quelques années par divers courants de pensée, dont le bergsonisme et le maurrassisme. D'après l'enquête d'Agathon, Bergson mérite d'être grandement loué pour sa métaphysique car il a délivré la jeune génération du matérialisme par sa distinction entre l'intelligence et l'intuition et il l'a éveillée à un sens des réalités spirituelles<sup>40</sup> ».

Amenés à devenir des décideurs, ces jeunes Français revendiquent le goût de l'action et de la vitalité, certaines formes d'anti-intellectualisme – queue de comète de l'affaire Dreyfus, sans doute –, et rejettent ce qui apparaît comme des valeurs « féminines ».

Tous ces sentiments nourrissent la conviction que la guerre peut être un recours possible en cas de crise internationale, mais surtout qu'elle est de plus en plus inévitable. James Joll et Jean-Jacques Becker parlent d'une « résignation fataliste à la guerre mondiale<sup>41</sup> ». Wolfgang J. Mommsen évoque pour sa part une « guerre inévitable » à partir de 1911. S'agit-il seulement de reconstructions téléologiques d'historiens ?

Un « climat particulier » semble effectivement régner dans les années qui précèdent la déflagration de 1914<sup>42</sup>. Alors au *summum* de sa puissance, la presse mentionne le risque de conflit<sup>43</sup>. Ce péril semble même accepté par une part des opinions publiques, notamment dans les segments élitaires. En Allemagne, Friedrich von Bernhardt,

auteur reconnu par le succès de *Unsere Zukunft* (« Notre avenir »), en 1912, et de *Vom heutigen Kriege* (« La guerre aujourd'hui »), en 1913, avance l'idée que la société se régénère par la guerre.

« C'est dans la sélection que réside la force créatrice de la guerre. Parce que la guerre, et la guerre seule, opère une telle sélection, elle est une nécessité biologique, un régulateur indispensable de la vie de l'humanité, car sans elle, s'effectuerait une évolution malsaine, excluant tout progrès de l'espèce et, par suite, toute réelle culture<sup>44</sup>. »

En Italie, la puissance du mouvement nationaliste est très grande. Enrico Corradini est persuadé que le royaume doit transmettre les valeurs de sa civilisation à l'Afrique pour reconstituer la grandeur passée de l'Empire romain. En 1910, il fédère autour de lui l'Association nationale italienne, tandis que Giovanni Papini exalte les valeurs de la pensée italienne. L'exemple italien le plus célèbre de l'état d'esprit de l'avant-guerre demeure cependant celui de Filippo Marinetti (1876-1944). Parfaitement bilingue, Marinetti, éditeur de poésie et auteur d'une biographie d'un autre chantre du nationalisme, Gabriele D'Annunzio, publie en France, dans *Le Figaro* du 20 février 1909<sup>45</sup>, le *Manifeste technique de la littérature futuriste* dans lequel il lance l'exhortation « détruisez les musées, les bibliothèques, toutes les Académies ». En 1912, il publie, *La Guerre, seule hygiène du monde*, revendiquant, à la manière d'un Bernhardt, l'idée d'une véritable régénération sociale et culturelle par la guerre.

Pourtant, ne déduisons pas trop vite de ces arguments, souvent avancés, que toutes les opinions publiques européennes acceptent sans détour l'idée de guerre. L'ampleur des manifestations d'opposition à la guerre à l'extrême fin juillet 1914, longtemps minorée, prouve le contraire.

Le grand vainqueur de la période est sans aucun doute possible le sentiment de peur. Peur du déclassement économique et politique chez

les puissances de la première génération industrielle, peur de l'encerclement en Allemagne, peur de la révolution et de l'affaiblissement politique en Russie, peur de l'éclatement dans l'Empire multiethnique austro-hongrois, ce sont les hantises qui s'expriment le plus. Face à ces craintes, l'idée que la solution guerrière pourrait constituer une issue pour régler les incertitudes de l'époque chemine assurément selon des rythmes nationaux différents. Les stéréotypes, qui ne meurent jamais, sont visiblement refourbis à partir de la crise marocaine, alimentant les fantasmes de barbarie ou d'agressivité à l'égard de l'adversaire potentiel.

Ainsi l'ambiance de l'époque comme les peurs accumulées expliquent-elles les acceptations intellectuelles du conflit et nourrissent-elles un grand fatalisme. A partir de 1911 se diffuse un climat d'angoisse face à une crise possible dont chacun, du haut en bas de l'échelle sociale, estime qu'elle est de la responsabilité de l'autre. D'un point de vue purement « mécaniste », ce système d'explications n'est certes guère valorisant. C'est pourtant lui qui, ajouté à tous ceux que nous avons envisagés précédemment, offre la piste la plus féconde pour comprendre l'événement majeur que représente l'entrée en guerre.

La crise se noue dans des évolutions de très court terme qui s'enchaînent de la fin du mois de juin à la fin du mois de juillet 1914.

L'assassinat du grand-duc austro-hongrois François-Ferdinand<sup>46</sup>, le 28 juin 1914, ne représente aucun caractère existentiel ni pour la double monarchie d'Autriche-Hongrie, ni pour la Sainte Russie. Mais cet assassinat se pare immédiatement d'une forte charge politique. En effet, adopter une attitude de souplesse reviendrait pour les dirigeants russes à renoncer à leur politique balkanique et à accepter de voir l'influence autrichienne se renforcer en Europe du Sud-Est. Il faut cependant un certain temps pour que Saint-Pétersbourg arrête sa

position. A maints égards, la date du 24 juillet 1914 est plus importante que celle du 28 juin. C'est en effet ce jour-là que l'attitude russe est fixée, dans la fermeté. Dès cette date, affirme Sean McMeekin, la Russie commence à mobiliser secrètement, cinq jours avant la mobilisation officielle. Jusqu'au 24 juillet, les responsables austro-hongrois, qui veulent incontestablement profiter de cette crise pour mettre au pas la Serbie et l'empêcher de fédérer les Slaves du Sud autour d'elle, pensent sans doute que le conflit peut demeurer localisé. Une expédition punitive contre la Serbie doit permettre de régler une situation dégradée. Mais dans cette politique du risque calculé, l'attitude russe change la donne. Désormais, l'Autriche envisage une première extension du conflit en raison de l'attitude de la Russie. Dès lors, comment peut réagir l'Empire allemand, qui se sent menacé par les Russes ?

Le 28 juillet, Londres propose une solution diplomatique déclinée par Vienne qui se sait soutenue par Berlin. Ce refus exprime bien la conviction des chancelleries : s'appuyant sur des analyses militaires, elles savent que, désormais, la parole revient aux armes. En trois jours, les événements se précipitent. La mobilisation allemande du 31 juillet est décidée avant même que la nouvelle de la mobilisation russe n'arrive à Berlin. On sait aujourd'hui que si la France avait répondu favorablement à l'ultimatum allemand du 31 juillet lui demandant de rester neutre en cas de conflit entre l'Allemagne et la Russie, l'ambassadeur von Schoen avait ordre de rendre les choses inacceptables pour Paris, notamment en revendiquant les villes de Verdun et Belfort comme gages.

De multiples erreurs d'analyse peuvent être identifiées, *a posteriori*, de la part des décideurs, tant civils que militaires.

Chez les premiers, elles sont dues en partie au fait que le personnel politique ignore généralement tout des choses militaires. En France, par exemple, pas plus Georges Clemenceau que Raymond



Poincaré<sup>47</sup> ne se sont réellement préoccupés des questions militaires. Seul Jean Jaurès tranche en ce domaine dans le paysage parlementaire français, en produisant une réflexion authentique dans ce registre<sup>48</sup>.

Par ailleurs, la crise de l'été échappe en partie aux pouvoirs centraux, à des degrés divers. Ainsi, les ministres des Affaires étrangères ne contrôlent pas forcément leur personnel diplomatique et les ambassadeurs sont parfois chargés de gérer la crise à la place de leur ministre. Face aux ultimes propositions d'une solution pacifique venues de Londres le 28 juillet 1914<sup>49</sup> que l'Allemagne semble tentée de soutenir, l'ambassadeur d'Autriche-Hongrie à Berlin, Szögyeny, fait savoir à son gouvernement qu'il ne faut pas tenir compte de ce soutien<sup>50</sup>. Certes, le gouvernement de Vienne ne demande sans doute qu'à être convaincu, mais il n'empêche que l'ambassadeur se retrouve crédité d'un rôle disproportionné par rapport au pouvoir central.

Des responsabilités personnelles peuvent également être identifiées. Franz Conrad von Hötzendorf, chef d'état-major et modernisateur de l'armée impériale autrichienne, voit au moins deux raisons d'intervenir contre la Serbie. D'une part, cette intervention conforte son opinion, construite de longue date, qu'il faut mener des actions militaires préventives contre les ennemis de la double monarchie ; elle lui offre d'autre part l'opportunité de montrer que sa modernisation de l'armée est réussie en la jetant dans l'action.

Visiblement arrivé au pouvoir sans disposer de l'envergure intellectuelle nécessaire pour assumer ses lourdes fonctions, Nicolas II tergiverse. Oscillant entre volonté de négociation et fermeté, il se laisse manipuler par Sergueï Sazonov, correspond avec son cousin Guillaume II<sup>51</sup>, espère à la fois préserver la paix tout en soutenant ostensiblement l'allié serbe.

Au cours de l'été 1914, les généraux pèsent d'un poids considérable dans certains pays. Conrad von Hötzendorf exerce un tel ascendant sur le ministre des Affaires étrangères, qu'il ne le tient pas informé des avis motivés des militaires autrichiens qui l'alertent sur la

probabilité d'une déclaration de guerre russe<sup>52</sup>. Du 28 au 31 juillet, les généraux russes disposent d'une influence considérable. Le 28 juillet, le tsar décrète la mobilisation de treize corps d'armée, face à la frontière austro-hongroise, même si Sazonov sait pertinemment qu'un plan de mobilisation partielle est impossible à mettre en place. Durant la journée du 29 juillet, la *Stavka*<sup>53</sup> fait pression sur l'indécis monarque pour qu'il ordonne une mobilisation générale. Ce dernier tergiverse, accepte puis renonce, avant de céder aux arguments des militaires le 30 juillet. Christopher Clark a récemment qualifié les dirigeants européens de « somnambules » pour caractériser leur marche vers l'abîme en juillet 1914.

Certains historiens tendent aujourd'hui à se livrer à l'exercice, périlleux au plan méthodologique, de l'uchronie ou du *What if* anglo-saxon. Chacun lance ses hypothèses sur le registre : « Que ce serait-il passé, si les éléphants d'Hannibal avaient pris froid dans la traversée des Alpes ? » Plus sérieusement, afin de montrer les limites du caractère inéluctable de la Grande Guerre, que se serait-il passé si l'Autriche-Hongrie, au lieu de chercher à s'assurer durant de longues semaines du soutien de l'Allemagne, avait frappé « à chaud » la Serbie ? Les Etats européens se seraient-ils sentis obligés d'intervenir dans une énième crise balkanique ? Poussons cette logique plus avant : les processus complexes évoqués antérieurement révèlent un état de la démocratie qui, alors faiblement participative, se caractérise pourtant par un début de développement des techniques de communication. Qu'en serait-il aujourd'hui, à l'heure d'Internet et des blogs ? Les opinions publiques auraient-elles laissé se poursuivre le processus jusqu'aux déclarations de guerre ? La Grande Guerre reflète, c'est une tautologie, un état de développement des régimes d'Europe occidentale et de leurs modes de fonctionnement.

Ce point est sans doute ce qui est le plus difficile à penser pour l'historien, et le plus douloureux à envisager pour le citoyen. La

Grande Guerre n'avait sans doute rien d'inéluctable et doit son existence à des concours de circonstances de long, moyen et court termes, qui fabriquent l'« incompréhensible », pour reprendre le terme de Jean-Baptiste Duroselle<sup>54</sup>. « Rien n'est donc écrit à l'avance et la Première Guerre mondiale, pour être effectivement le produit de logiques puissantes, n'était pas forcément inscrite dans la destinée du monde<sup>55</sup> ».

Sans doute faut-il laisser la parole à Raymond Aron<sup>56</sup>, afin d'exprimer les incertitudes qui pèsent encore aujourd'hui, plus de quarante ans après que ces propos eurent été tenus. « Si les hommes d'Etat et les peuples avaient agi selon la rationalité économique, la guerre de 1914 n'aurait pas eu lieu. Ni les monopoles ni la dialectique n'avaient rendu inévitable ce qui était irrationnel. »

La véritable clé des comportements d'acceptation de la guerre, tant par les élites que par les opinions publiques, tient, en ultime analyse, dans la perception du temps imaginé de la guerre. Tous les indicateurs d'opinion sont unanimes pour exprimer une conviction commune et totalement partagée. Si la guerre doit avoir lieu, elle sera forcément courte.

## **Les outils militaires : prêts à l'action**

A partir du moment où la diplomatie renonce, la parole est désormais aux plans de guerre, d'autant que, nous l'avons vu, l'existence de plans de campagne a pu pousser les diplomates à accepter l'idée de la guerre par un pervers jeu en miroirs.

Le plus ancien des plans de campagne est celui des Allemands et date de la fin de l'année 1905<sup>57</sup>. Chef du grand état-major de 1891 à 1906, le comte Alfred von Schlieffen a notablement fait progresser la pensée militaire allemande. Avant lui, la crainte d'être attaqué sur deux fronts par les Russes et les Français se traduit par la recherche

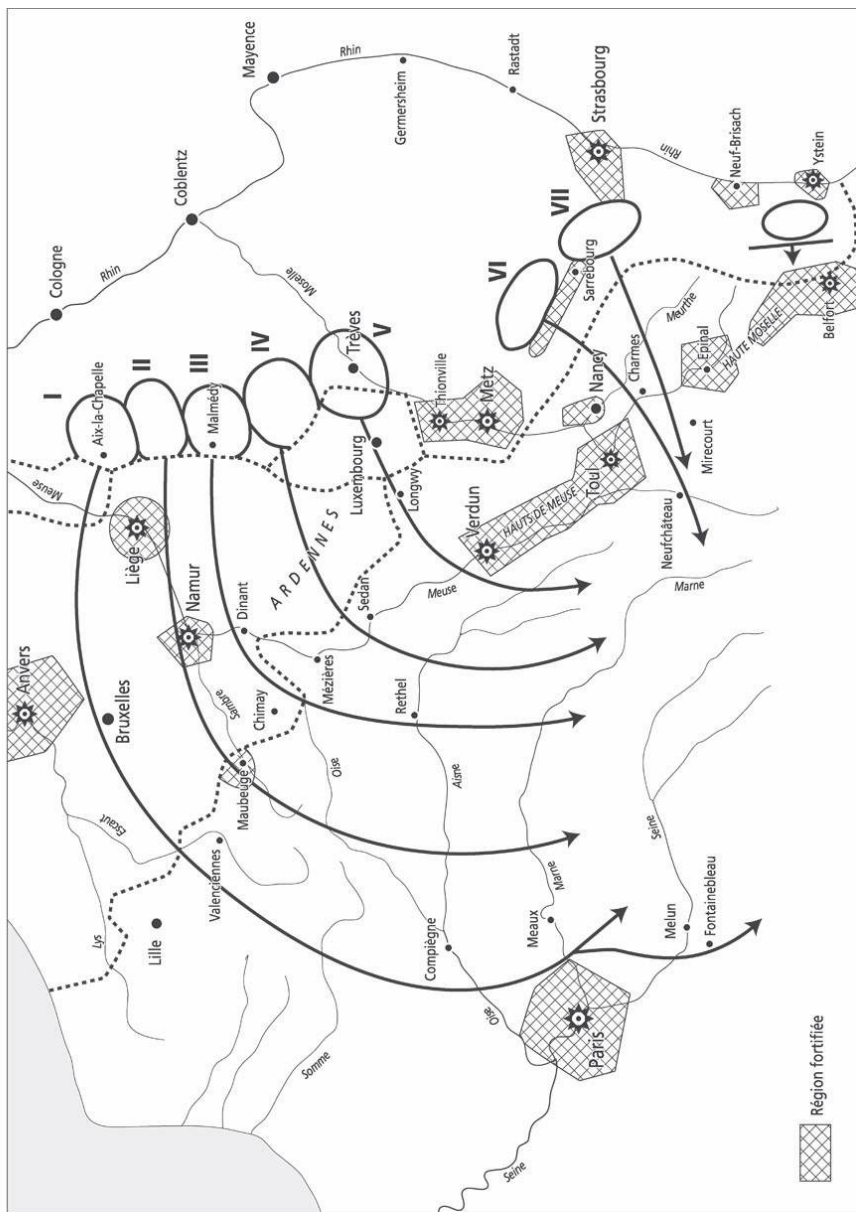
d'une répartition équitable des forces allemandes sur deux fronts. Schlieffen pense au contraire en termes d'opérations successives. Dans son esprit, la France doit être vaincue très vite, avant que les armées allemandes ne se tournent contre la Russie. Ayant intégré les possibilités de dérobades des Russes du fait de l'immensité de leur territoire, il comprend qu'il ne faut pas céder à la tentation de vouloir vaincre cet empire rapidement. En outre, les forces tsaristes sont réputées lentes à mobiliser. Il faut donc se tourner d'emblée contre la France, en l'attaquant brutalement. Le deuxième présupposé de son plan tient à ce qu'il raisonne en termes d'encerclement des armées françaises plutôt qu'en termes de choc frontal. Selon quel axe conduire cette attaque ? Par la Suisse ou par la Belgique ? L'option suisse est rapidement écartée : le terrain ne se prête guère à une manœuvre rapide et débouche sur des espaces vides. La Belgique constitue en revanche la voie la plus courte et peut déboucher rapidement sur Paris. Il s'agit alors de déborder les armées françaises sur leur gauche autour d'un axe Thionville-Metz-Verdun, pour les refouler dos aux Vosges et les battre à front renversé. Dans cette hypothèse, une offensive française en Lorraine, envisagée par Schlieffen, ne peut qu'aggraver la situation des Français qui se retrouveraient en pointe et seraient donc plus faciles à tourner.

Au vrai, il n'y a pas UN plan Schlieffen, mais des dizaines de plans en fonction des variantes envisagées. Terence Zuber<sup>58</sup> a montré que l'on doit à Gerhard Ritter la popularisation de la vision traditionnelle du plan Schlieffen que l'on trouve désormais dans tous les manuels d'histoire sous sa forme la plus connue.

Du milieu des années 1880 à 1913 l'armée allemande maintient deux plans de déploiement de ses troupes (*Aufmarsch* I et II). L'*Aufmarsch* I envisage une guerre contre la seule France en fonction d'une improbable attaque de la Russie, tandis que l'*Aufmarsch* II prévoit un combat sur deux fronts.

Si nous en restons aux schémas popularisés par Gerhard Ritter, le plan Schlieffen est difficile à mettre en œuvre. Il s'agit de tourner l'ennemi en Belgique tout en le fixant en Lorraine. Pour ce faire, il faut disposer d'une supériorité numérique incontestable. La manœuvre ne peut s'opérer qu'en violant les frontières d'un Etat, neutre depuis 1839, dont l'Allemagne a elle-même garanti la neutralité. Mais la Belgique est considérée par beaucoup d'experts militaires, tant français qu'allemands, comme un champ de bataille naturel. « On peut dire que toutes les nations qui ont quelque chose à voir avec cette question considèrent la violation de la neutralité belge comme un fait acquis<sup>59</sup>. » Il faut surtout que l'aile marchante de la manœuvre se comporte comme un véritable rouleau compresseur en balayant les forces ennemies devant elle. Elle doit donc disposer d'une masse de manœuvre considérable et établir un « planning » de son avance. Schlieffen décide de consacrer pas moins de cinquante-deux divisions à cette aile marchante pour déferler sur la Belgique en suivant plusieurs axes de progression. Le groupement nord doit avancer sur Liège puis Bruxelles, le groupement centre sur Dinant puis Maubeuge, le groupement sud sur le Luxembourg et Sedan. Il s'agit surtout de ne pas s'arrêter sur Paris, mais de contourner la capitale française par l'ouest, sur l'axe de la basse Seine, afin d'enfermer les armées françaises dans une énorme nasse. Une attaque ultérieure est prévue de Metz à Epinal. Jusqu'à sa mort en 1912, Schlieffen insiste constamment sur l'importance des flancs et de l'aile marchante.

# 1. PLAN SCHLIEFFEN ALLEMAND\*



\* Les chiffres romains représentent les armées allemandes.

Son successeur, Helmut von Moltke, dit « le jeune », en référence à son oncle vainqueur de Sedan en 1870 – dont il fut un moment l'aide de camp –, modifie ce schéma en le privant d'une part de sa substance. Il est vrai que le développement militaire de la Russie l'oblige à intégrer un risque oriental plus menaçant qu'à l'époque de l'élaboration initiale du plan allemand. Mais c'est sans doute aussi un caractère moins trempé, un moindre goût du risque, qui l'amènent à rééquilibrer les forces entre les deux fronts. Le plan Schlieffen est tout sauf monolithique et Moltke le modifie constamment. Dans un mémorandum du 21 décembre 1912, il déclare que seule une marche à travers le territoire belge permet de pouvoir attaquer et vaincre l'armée française en terrain dégagé<sup>60</sup>. Mais Moltke est loin de limiter ses préparatifs à la seule offensive à outrance à l'Ouest, même si c'est seulement après la crise balkanique de décembre 1912 qu'il abandonne l'idée que la guerre puisse se circonscrire à un front unique<sup>61</sup>. Par ailleurs, les militaires allemands gardent pour eux certaines parties du plan. Guillaume II, dont les hauts responsables militaires allemands savent la propension au bavardage, ignore certains aspects du dispositif. Le chancelier Bethmann-Hollweg n'est pour sa part informé que le 31 juillet 1914, selon Annika Mombauer<sup>62</sup>.

Echaudés par la défaite cuisante de Sadowa en 1866, les Austro-Hongrois ont longtemps confiné leur armée à des exercices routiniers destinés à flatter le sens de la parade et des apparences d'un François-Joseph vieillissant. A partir du début du XX<sup>e</sup> siècle, le grand-duc héritier désigné, François-Ferdinand, prend de plus en plus d'importance dans l'appareil militaire austro-hongrois. C'est lui qui impose Franz Conrad von Hötzendorf comme chef d'état-major. A partir de 1909, l'armée austro-hongroise se prépare sérieusement à la guerre, en liaison étroite avec Berlin. Car, aux yeux de l'état-major

allemand, la tâche qui échoit à son alliée consiste d'abord et avant tout à fixer les Russes suffisamment longtemps pour régler le sort de la France. Le dispositif de guerre de Vienne consiste donc à masser son plus important groupe d'armées face aux Russes, chargé d'attaquer en direction de Lublin, tandis qu'un deuxième groupe doit faire face aux Serbes. Un troisième groupe d'armées, placé en réserve, rejoindrait l'un ou l'autre front selon les évolutions diplomatiques. En cas de neutralité russe, il renforcerait le front serbe, mais se porterait en Galicie en cas de belligérance de Saint-Pétersbourg.

Chez les Français, le plan XVII est en vigueur depuis avril 1914. Ce n'est pas un plan de campagne mais un plan de mobilisation et de concentration des troupes. Le premier plan de ce type a été imaginé en 1875, adoptant comme postulat le respect par les Allemands de la neutralité belge. Il s'agit alors surtout de couvrir les centres industriels du Massif central, notamment la ville de Saint-Etienne et ses industries d'armement. Par la suite, les plans se succèdent parce qu'à partir de 1878 la violation de la neutralité belge est prise en compte (plan III), mais aussi en raison du développement des infrastructures ferroviaires (plan V). A partir de 1887, les progrès du chemin de fer permettent une concentration plus rapide des troupes et, dans le contexte du boulangisme, l'idée d'offensive resurgit. Le plan VIII prévoit d'attaquer la première ligne allemande sur un axe Metz-Strasbourg. Les plans sont alors rapidement révisés en fonction notamment de la montée en puissance d'une armée de conscription, à travers la loi du 15 juillet 1889 qui débouche sur le plan X, ou la loi du 25 juillet 1893<sup>63</sup> qui engendre le plan XIII (1895). Avec une masse centrale de deux armées, six divisions de cavalerie et dix divisions d'infanterie en couverture, ces schémas s'adaptent aussi bien à des opérations offensives qu'à des opérations défensives.

En 1905, la réduction du service militaire à deux ans voulue par la gauche française oblige, une nouvelle fois, à repenser les plans français. Le général Lacroix, alors désigné pour commander en chef

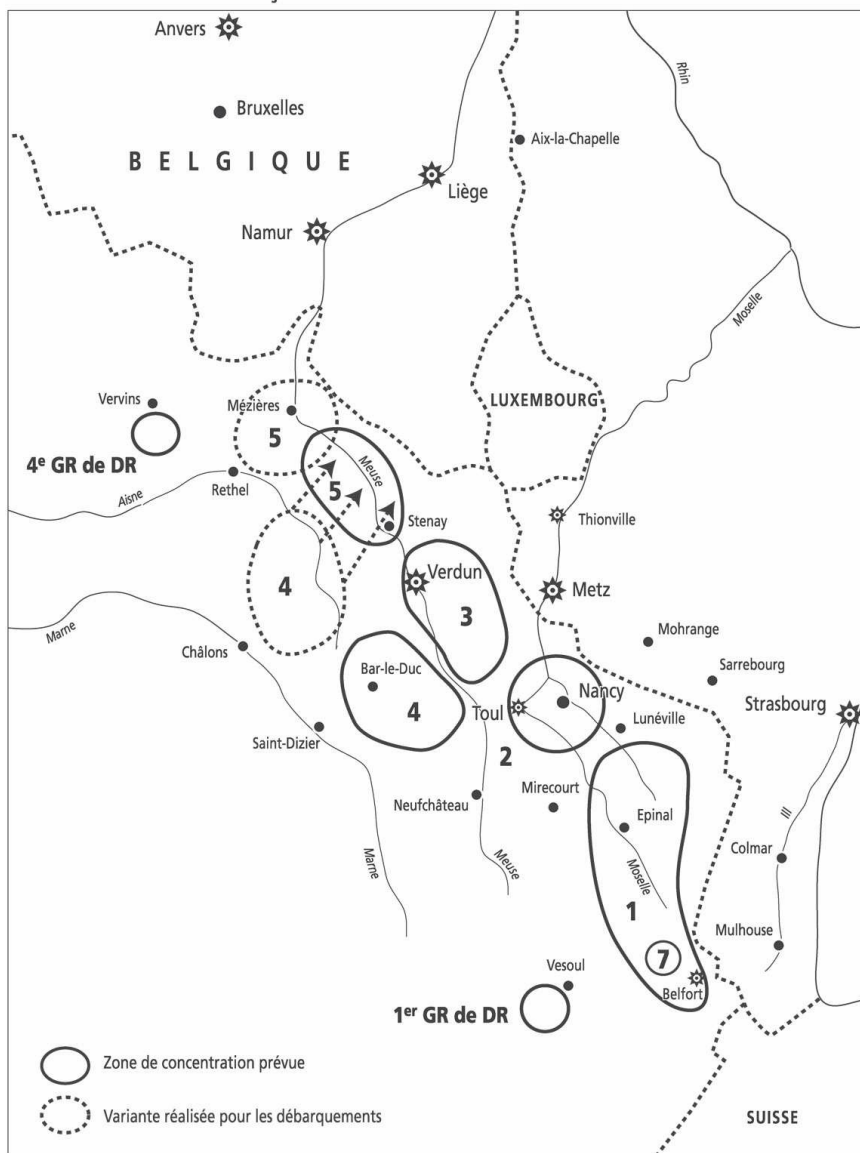


les forces françaises, tire les leçons de la guerre russo-japonaise de 1904-1905 et décide de renforcer les fortifications verdunoises afin de protéger les mesures de mobilisation dans le plan XVI, mis en vigueur en mai 1909. Un rideau de trois corps d'armée à mobilisation rapide, déployé le long de la frontière, doit permettre la concentration des troupes. Le plan XVI n'exclut pas une violation allemande de la frontière belge, d'autant plus que des renseignements fournis par un informateur, connu sous le sobriquet du « Vengeur », a confirmé en janvier 1904 que Berlin ne comptait pas s'embarrasser de ce détail. Mais la réalité du personnage du « Vengeur » est aujourd'hui contestée et le plan français s'attend aussi à une attaque centrale qu'il s'agit d'empêcher avant le 11<sup>e</sup> jour de mobilisation. En 1910, le général Michel, commandant en chef désigné, comprend l'essentiel du plan Schlieffen dans sa version de 1906. Dans une première coopération interarmées, il travaille avec le *War Office* britannique et propose de revenir totalement sur le plan de concentration français et de créer un corps destiné à une puissante offensive en Belgique. Ce regard suppose d'une part de déployer les forces françaises tout le long de la frontière belge et, d'autre part, d'envoyer immédiatement les réserves au combat. Soumises au Conseil supérieur de la guerre le 19 juillet 1911, ces propositions sont toutes rejetées. Le général Gallieni a été la cheville ouvrière de ce refus car il souhaite remplacer Michel par son ancien subordonné, Joseph Joffre. Ce dernier est nommé chef d'état-major général le 28 juillet 1911. Dès le 29 août il précise, dans une note, qu'il s'agit d'organiser « l'offensive française et non la parade à une offensive allemande<sup>64</sup> ». Pour la première fois, le polytechnicien qu'est Joffre pense en termes de plan de transport, notamment pour assurer le déplacement du corps expéditionnaire anglais. En 1912, Joffre, reprenant en partie les idées de Michel, envisage aussi de porter la guerre en Belgique, mais il en est dissuadé par Raymond Poincaré, qui souhaite, bien sûr, conserver l'alliance avec l'Angleterre<sup>65</sup>. A partir du printemps de 1913, les renseignements

recueillis par le 2<sup>e</sup> bureau montrent clairement, d'un côté, que l'Italie n'est pas une menace, de l'autre, que l'Allemagne est prête à lancer une offensive brusquée contre la France.

La loi de retour aux trois années de service militaire, adoptée le 7 août 1913, constitue le dernier élément dans la réflexion stratégique française. L'état-major travaille sur plusieurs hypothèses d'action allemande<sup>66</sup>. A partir d'une attaque frontale sur la Lorraine, des opérations secondaires plus ou moins vigoureuses sont envisagées sur l'Alsace, Verdun ou la Belgique. Le plan XVII entre en vigueur le 15 avril 1914 et fait l'impasse sur le front des Alpes, preuve que les Italiens ne sont pas perçus comme menaçants, au bénéfice du théâtre d'opérations du Nord-Est, couvert de la frontière suisse jusqu'à Hirson. Le plan de transport est particulièrement soigné et l'état-major dispose de dix lignes ferroviaires indépendantes afin de pouvoir engager les unités de cavalerie dès le quatrième jour après la mobilisation. Le plan d'opérations prévoit que les armées françaises se portent, « toutes forces réunies à l'attaque des armées allemandes », au nord de la ligne Verdun-Metz, d'une part, et entre Vosges et Moselle, d'autre part. Chacune des cinq armées entrant en campagne reçoit des objectifs précis.

## 2. CONCENTRATION FRANÇAISE\*



\* Les chiffres représentent les armées françaises.

En Grande-Bretagne, la *Royal Navy* constitue l'outil militaire principal et le plus prestigieux. Elle assure la défense des voies maritimes de communication et la défense des îles Britanniques. L'armée de terre constitue surtout une force de police, notamment tournée vers l'Inde. Si les effectifs sont modestes, puisque la conscription n'existe pas, c'est une armée de qualité, même si la guerre des Boers de 1899-1902 a révélé quelques lacunes. L'expérience africaine a permis aux officiers de se construire un savoir-faire tactique dans les « petites guerres ». La véritable modernité de l'armée anglaise se situe pourtant sur un tout autre plan. La défense est désormais pensée dans le cadre d'une communauté élargie qui a amené la création en 1904 d'un chef d'état-major impérial. La conscription a été envisagée un moment en 1907, par le ministre de la Guerre Lord Haldane. Ce dernier a créé une troupe de première ligne de trois cent mille hommes que l'empereur Guillaume II ne tarde pas à qualifier de « méprisable petite armée ». Haldane instaure également une force territoriale susceptible d'être engagée après une instruction complémentaire. Ses réformes se fixent un objectif de quarante-six divisions pour l'armée de terre. Les divisions immédiatement disponibles pour une intervention sur le continent passent de quatre à six entre 1905 et 1911. Mais surtout, le principe même d'une action aux côtés des Français sur le continent est désormais acquis, à la suite des contacts secrets noués entre l'état-major anglais – par l'entremise du général Henry Wilson notamment – et l'état-major français<sup>67</sup>.

La *Stavka*, l'état-major russe, a construit ses plans de guerre à partir de plusieurs constats. Les Russes ont compris que la France serait attaquée la première par les Allemands. Il leur faut donc empêcher l'effondrement de l'allié occidental tout en devant, dans le même temps, pouvoir parer à une offensive austro-hongroise. Fixer des forces allemandes en plus grand nombre possible et résister aux

poussées autrichiennes constituent les deux composantes de leur pensée stratégique. Les Russes savent qu'il leur faut de soixante à quatre-vingt-dix jours pour assurer la concentration de leurs troupes<sup>68</sup>, mais ils acceptent l'idée d'attaquer en Prusse-Orientale avant l'achèvement de celle-ci. Leur I<sup>re</sup> armée doit déboucher vers Königsberg, tandis que leur II<sup>e</sup> armée doit marcher sur la Vistule. En outre, quatre armées sont prévues pour faire face à la Galicie contre les Austro-Hongrois. Les III<sup>e</sup> et VIII<sup>e</sup> armées fonçant vers Lemberg doivent ensuite faire route vers Vienne. A Saint-Pétersbourg, l'optimisme règne en maître !

Mais les plans de campagne ne sont rien sans des doctrines d'emploi révélant les systèmes de représentations des militaires.

Du côté français, il est de bon ton, hier comme aujourd'hui, y compris chez les historiens, de s'en prendre au lieutenant-colonel Louis Loyseau de Grandmaison et à « sa » prétendue doctrine de l'offensive à tout crin. C'est méconnaître le personnage et ses enseignements, et tout ignorer du fonctionnement de la hiérarchie militaire française ainsi que des convictions qui inspirent les armées étrangères.

Le lieutenant-colonel Loyseau de Grandmaison est placé à la tête du 3<sup>e</sup> bureau<sup>69</sup> de l'état-major français le 24 octobre 1908. Comme beaucoup d'officiers de sa génération, il a analysé les causes de la défaite française de 1870 et essayé d'intérioriser les enseignements de Clausewitz. Pour lui, vaincre c'est avancer. Comme son « patron » Foch, il est persuadé que la victoire dépend d'un ascendant moral pris sur l'adversaire. Le perdant est celui qui pense avoir perdu. Mais de Grandmaison n'est absolument pas l'irresponsable meurtrier que l'on dépeint trop souvent. Il perçoit parfaitement les différences de cultures militaires des adversaires potentiels de la France et propose de s'y adapter, en fonction d'ailleurs de stéréotypes nationaux alors en vogue. « Face aux Autrichiens et surtout aux Russes, on pourrait

prendre son temps et envisager un combat prudent et méthodique ; face aux Allemands, il ne faut pas leur laisser le temps de préparer à loisir méthodiquement leurs attaques<sup>70</sup>... » Dans une forme d'interculturalité militaire qui peut être identifiée dans une certaine proximité intellectuelle avec le plan Schlieffen d'origine, Loyseau de Grandmaison préconise surtout de réaliser l'effort offensif dans des directions précisées plutôt que de manière linéaire.

« Le gros des forces sera fractionné en colonnes très inégales n'ayant qu'une seule préoccupation, celle d'atteindre à tout prix, pour leur propre compte, quoi qu'il arrive, l'objectif fixé, et que l'on ne craigne pas que dans la réalité on ne s'occupe pas assez de ses voisins : on s'en inquiète toujours trop. »

Dans la gestion des réserves, de Grandmaison est judicieux dans ses préconisations. Il refuse que les réserves se destinent à

« soutenir les défaillances des troupes engagées en se consumant dans la lutte mais à donner, aux points où le succès est voulu et possible, le surcroît de puissance nécessaire pour aboutir<sup>71</sup> ».

On reproche volontiers à de Grandmaison sa fameuse phrase, « allons jusqu'à l'excès et ce ne sera peut-être pas assez », en oubliant le paragraphe qui la précède. Ce paragraphe mérite pourtant d'être rappelé car il s'inscrit non seulement dans une sphère de pensée militaire mais aussi, plus généralement, dans un environnement intellectuel, assez révélateur d'un climat français dans lequel le bergsonisme tend à l'emporter sur le kantisme.

« Il faut toujours dans le combat, arriver à faire quelque chose qui serait impossible entre gens de sang-froid. Par exemple la marche sous le feu. Ces choses ne deviennent possibles qu'à des gens surexcités en face de gens déprimés. L'expérience de tous les temps montre que dans l'offensive la sûreté s'obtient en provoquant le premier chez l'adversaire,

cette dépression qui le rend incapable d'activité. Il n'existe pas d'autres moyens que l'attaque immédiate et totale. La moindre réticence avouée, même dans le détail, risque de lui faire perdre toute sa valeur. Pratiquement quand on entre dans l'exécution, rien n'est plus difficile à admettre pour une mentalité actuelle. [...] Notre conclusion sera qu'il faut s'y préparer et y préparer les autres en cultivant avec passion, avec exagération et jusque dans les détails infimes de l'instruction, tout ce qui porte, si peu que ce soit, la marque de l'esprit offensif<sup>72</sup>. »

Louis Loyseau de Grandmaison, qui a simplement le tort d'être « dans l'air du temps », ne donne que deux conférences à l'état-major de l'Armée, en février 1911. Ce serait accorder plus d'importance que ne peut avoir un simple lieutenant-colonel, si en cour soit-il, que de leur prêter un rôle déterminant. Ce n'est en aucun cas Loyseau de Grandmaison qui a construit la doctrine française de l'offensive. La rédaction des textes réglementaires montre qu'une ambiance existe bel et bien dans le milieu des « Jeunes-Turcs » protégé par Joffre. Dans cette mesure, de Grandmaison n'est finalement qu'un symbole – et aujourd'hui un bouc émissaire. Les concepts de mobilité – meilleur gage pour échapper au feu – sont traduits par la littérature officielle dans les textes réglementaires. Effectivement, le *service en campagne* de 1913 montre par exemple une réelle évolution dans les rôles dévolus à l'artillerie et à l'infanterie.

« L'action de l'artillerie ne saurait être indépendante de celle de l'infanterie, parce que le feu de l'artillerie n'a qu'une efficacité restreinte contre un adversaire abrité et que, pour l'amener à se découvrir, il faut l'attaquer avec de l'infanterie<sup>73</sup>. »

Des observateurs militaires ont assisté aux différents conflits qui précèdent la Grande Guerre. Il est facile de trouver des experts ayant insisté sur les effets ravageurs de la mitrailleuse, notamment à travers l'exemple des combats de Mandchourie. Tout comme aujourd'hui, les experts ont cependant développé des avis contradictoires, et

l'information, bien que disponible, n'a pas nécessairement rencontré un écho important auprès des responsables des doctrines militaires. A la suite de la guerre russo-japonaise de 1904-1905, et malgré les expériences de combats défensifs autour de Port-Arthur, déjà marqués par l'emploi du binôme mitrailleuses-tranchées, les observateurs ont paradoxalement surtout retenu l'esprit offensif des Japonais qui les avait amenés à la victoire.

Sous l'influence de la mise en service de matériels nouveaux et plus performants dans l'infanterie comme dans l'artillerie, mais aussi comme conséquence du passage à de gros effectifs apportés par le principe de la conscription qu'adoptent plusieurs Etats, toutes les armées européennes publient de nouveaux règlements de manœuvre et d'emploi entre 1910 et 1913. Or, dans cette littérature militaire européenne, les proximités de pensée permettent de revenir sur un certain nombre de stéréotypes bien ancrés.

Les principales armées sont toutes converties aux thématiques de l'offensive. « Le texte nouveau réalise, par rapport à l'ancien, un incontestable progrès. L'esprit offensif le plus pur l'anime d'un bout à l'autre », affirme le *Nouveau Règlement sur le service en campagne* de l'armée austro-hongroise de janvier 1913<sup>74</sup>, tandis que son homologue russe, paru en mai 1912, avance que « seule l'offensive permet d'imposer sa volonté à l'adversaire ». « Le feu décide rarement de la victoire ; il ne fait que frayer le chemin pour la charge à la baïonnette [...]. Ceci est la partie la plus importante de l'instruction du fantassin », renchérit le règlement de manœuvre britannique du 30 mai 1911. Les Allemands seraient-ils pour leur part adeptes de la défensive ? Répondre par l'affirmative méconnaîtrait les dimensions essentielles du plan Schlieffen ainsi que les règlements de leur armée. « Ce qui caractérise la doctrine allemande, en effet, c'est qu'elle est profondément imbue de l'esprit offensif<sup>75</sup>. » A la veille de la Grande Guerre, le corps de cavalerie allemand est renforcé, afin de



pouvoir précéder le mouvement de treize régiments de chasseurs à cheval<sup>76</sup>.

Des philosophies différentes président cependant à la mise en œuvre des plans de mobilisation et de campagne. C'est tout particulièrement vrai dans le registre de l'usage de l'artillerie. En France, de vifs débats agitent les mondes parlementaire et militaire sur la nécessité ou non de développer à côté du remarquable canon de 75 des pièces plus lourdes mais moins aptes à accompagner l'offensive. Finalement, les députés annulent à la veille de la guerre les programmes d'artillerie lourde. Les Allemands procèdent au choix inverse en diversifiant les calibres et en engageant précocement l'artillerie lourde. Leurs artilleurs font école dans l'armée austro-hongroise qui se dote d'obusiers lourds fabriqués par la firme Skoda. L'usage des mitrailleuses suscite également d'intenses réflexions. Comme on l'a vu, la guerre de Mandchourie en a montré l'efficacité en combat défensif, surtout associée aux barbelés. Pourtant, la hantise d'une trop importante consommation de munitions empêche d'en penser l'emploi massif, sauf dans le cas des armées allemandes. Alors que les Britanniques ont largement été les initiateurs de l'arme, ils en limitent l'usage car ils pensent qu'elle est inadaptée à un combat offensif. L'armée russe, fortement influencée par les doctrines françaises, en borne aussi l'usage surtout pour des raisons de faibles dotations en munitions.

Toute la pensée militaire de l'époque est donc préparée à l'idée de chocs offensifs massifs. Qu'en est-il des opinions publiques ?

La chronologie du déclenchement de la guerre est bien connue mais il convient de conserver à l'esprit les enchaînements rapides qui se succèdent en trois jours.

Le 1<sup>er</sup> août, peu avant 19 heures, l'Allemagne déclare la guerre à la Russie. Dès la soirée du 2 août, les troupes allemandes entrent au

Grand-Duché de Luxembourg et en Belgique, après que Bruxelles a reçu un ultimatum lui demandant de laisser passer les colonnes allemandes qui mettent en œuvre le plan Schlieffen. Le 3 août, à 18 h 15, l'Allemagne déclare la guerre à la France tandis que les Britanniques annoncent qu'ils secourront la Belgique si ses frontières sont violées. Mais le 4 août, à 8 heures, les troupes allemandes pénètrent en Belgique.

Comment les sociétés européennes réagissent-elles ?

## Face à la guerre

En France, les premiers vrais débats sur une possible guerre se déroulent lors du vote de la loi destinée à rallonger la durée du service militaire. Ramené à deux ans en 1905, le gouvernement propose de le faire repasser à trois ans. Les controverses sur la loi de trois ans révèlent bien des clivages qui excèdent les lignes de partage de l'affaire Dreyfus et se poursuivent après l'adoption de la loi le 19 juillet 1913. A la séance du 23 novembre 1913, le député André Lefèvre, membre de la Fédération des gauches, rappelle :

« En 1913, l'Allemagne a dépensé 814 millions pour son matériel de guerre : nous en avons dépensé pour le nôtre 429 millions. Par conséquent, à l'infériorité de 917 millions que nous venons de constater dans cette période de onze années (1902-1912), vient s'ajouter une autre de 400 millions pour l'année en cours<sup>77</sup>. »

Jean Coly, député socialiste de la Seine de 1910 à 1914, rétorque pour les opposants à la loi :

« Les partisans de la loi de 3 ans [...] nous la présentent comme une grande loi de salut national, et ils nous disent : si vous ne votez pas cette loi, vous encourez les plus lourdes responsabilités et vous exposez le pays aux plus graves dangers<sup>78</sup>. »

Il souligne ainsi que les partisans de la loi ont tenté de culpabiliser les opposants en maniant l'argument de la responsabilité de l'avenir du pays, argument fréquemment employé par tous les courants politiques. Le ministre de la Guerre, Eugène Etienne, républicain de gauche, élu d'Oran et grand animateur du « parti colonial », réplique fort classiquement à cette argumentation :

« Certains ont prétendu que nous avons agi sous le coup d'une espèce d'affolement... d'autres ont déclaré que nous voulions simplement profiter de cette circonstance pour faire œuvre de réaction... Le devoir qui incombait à tout gouvernement, le gouvernement actuel l'a simplement rempli. Il a donc pris les mesures qui s'imposaient<sup>79</sup>. »

Pour le très court terme de l'été de 1914, Jean-Jacques Becker<sup>80</sup> a proposé une chronologie en trois temps pour expliquer les comportements de la société française.

Le premier stade est celui de la tranquillité, auquel succède celui de l'incrédulité et de la stupeur, pour enchaîner sur le stade de la résolution. Il serait possible, sans doute, d'objecter que l'incrédulité et la stupeur sont assez incompatibles avec la conviction que la guerre était inévitable depuis 1905, preuve que les comportements humains sont toujours plus complexes dans l'immédiateté que ce que l'historien perçoit avec un siècle de recul. Il n'empêche, les comportements sociaux de l'été 1914 ne doivent pas être lus à l'aune de ceux d'aujourd'hui. Point de notion de « démocratie participative » alors ; une unique source d'information par la presse qui, même si elle connaît des tirages exceptionnels, ne concerne directement qu'une minorité de Français. Un système d'information du plus grand nombre, et notamment des ruraux, encore largement construit sur la rumeur bruissante des marchés et des champs de foire, lieux stratégiques de la diffusion des nouvelles, tout comme la « roulante » allait l'être dans la guerre des tranchées.

Les représentations mentales actuelles suggèrent que les opinions publiques ont eu leur mot à dire dans le déroulement des événements. Certains en font même un signe évident du consentement à la guerre. C'est être oublieux du simple enchaînement des faits.

La guerre s'impose aux opinions bien davantage qu'elles n'ont de prise sur elle. La guerre s'avance avant que les opinions publiques, dans leurs différentes composantes segmentées, puissent se solidariser, s'organiser et s'exprimer. Choquées au sens médical du terme, les opinions sont contraintes de s'adapter dans l'urgence et de réagir à une donnée qui s'impose à tous : la guerre est là. Méconnaître cette dimension, c'est s'égarer sur bien des comportements de l'époque. Mais cette analyse oblige à comprendre les emboîtements chronologiques entre certains débats de l'année 1913 et la cascade d'événements de très court terme qui déferlent entre le 24 juillet et le 4 août 1914. En effet, dans cette décade tragique se concentrent les ingrédients de l'étrange alchimie qui produit l'acceptation de la guerre par le plus grand nombre.

La famille politique socialiste mérite un examen particulier. Lors du congrès socialiste de Bâle des 24 et 25 novembre 1912, les options sont clairement affichées. « J'appelle les vivants pour qu'ils se défendent contre le monstre qui paraît à l'horizon », déclare Jean Jaurès en parlant de la guerre. A Paris, du 14 au 16 juillet 1914, les socialistes français se déclarent favorables à une « grève générale simultanément et internationalement organisée dans les pays intéressés » pour empêcher la guerre. La stratégie des socialistes français consiste bien à faire pression sur le gouvernement en appelant à l'opinion publique<sup>81</sup>. Sans entrer dans le détail des analyses de chacun des dirigeants socialistes, le sentiment national n'est nié ni par Jean Jaurès, ni par Marcel Sembat. Jaurès affirme que la fonction des masses en démocratie est d'intimider les gouvernants. De ce point de vue, son assassinat le 31 juillet, par le Rémois Raoul Villain,

désarçonne les socialistes français et facilite le ralliement à la guerre sur la base d'une défense patriotique.

En Allemagne, les socialistes constituent une puissance électorale réelle. Mais le SPD est divisé en courants opposés, entre les « centristes » de Kautsky et l'aile gauche groupée autour de Liebknecht et Luxemburg. Pourtant, ensemble, ils ont conscience que la défense du plus puissant mouvement socialiste d'Europe passe par la défense de l'Allemagne, ce qui structure aussi une part de leurs comportements et explique notamment le vote des crédits de guerre par certains d'entre eux.

Ainsi la famille politique la mieux placée, dans ses discours comme par son expérience militante, pour entraver la marche à la guerre, en accepte-t-elle elle aussi l'hypothèse.

Au premier rang des préoccupations des Français en ce mois de juillet 1914 se situent non pas les événements internationaux, mais une affaire politico-privée bien connue. Le procès de Mme Caillaux, du 22 au 29 juillet, est bien davantage médiatisé que la crise austro-serbe. L'épouse en secondes noces du ministre des Finances en exercice, Joseph Caillaux, a tué Gaston Calmette, directeur du journal *Le Figaro*, dans la crainte que le quotidien ne divulgue des lettres privées rédigées avant son mariage. La crise internationale n'occupe véritablement la presse qu'à partir du 25 juillet. L'assassinat de Jean Jaurès, le 31 juillet, est largement commenté et les premières affiches de la mobilisation sont apposées sur les murs français le 1<sup>er</sup> août à 17 heures. Malvy, ministre de l'Intérieur, a beau écrire : « la mobilisation n'est pas la guerre. Dans les circonstances présentes, elle apparaît au contraire comme le meilleur moyen d'assurer la paix dans l'honneur », personne ne s'y trompe, surtout pas les mobilisés.

Au total, pourtant, les opinions publiques européennes sont tout sauf enthousiasmées par la perspective d'un départ « la fleur au fusil ». La complexité et la nuance prévalent avec, cependant,

l'identification possible d'une tendance à l'acceptation fataliste de la guerre au nom de la conviction partagée que chaque nation se sent attaquée.

Cette résignation varie selon les Etats. En France ou en Belgique, le sentiment d'avoir été agressé débouche non sur une unanimité complète mais sur le sentiment majoritaire qu'il faut en finir avec l'Allemagne. La psychose de guerre semble plus forte en Allemagne qu'en France et *a fortiori* qu'en Grande-Bretagne. En Russie, l'indifférence domine, mêlée au sentiment de subir la décision de dirigeants lointains et inconnus. Les catégories urbaines et éclairées manifestent leur sentiment antiallemand, en pillant précocement les magasins arborant une enseigne teutonne et en allant se faire bénir par le couple impérial lors d'une manifestation de masse le 2 août 1914. Les ouvriers, pourtant peu favorables au régime, ne manifestent pas massivement contre la guerre. Les opposants légaux au régime du parti constitutionnel-démocrate (KD), se rallient à la guerre et au gouvernement. Mais les socialistes, mencheviks comme bolcheviks, votent tous contre les crédits de guerre. Que pensent l'immense majorité des moujiks ? Ils subissent incontestablement la mobilisation de mauvaise grâce et en se résignant à leur sort, bien que les sources manquent pour décrire plus précisément leurs comportements.

A Paris, le pavé des grands boulevards est occupé par une manifestation nationaliste le 29 juillet mais, le 27, les pacifistes ont été aussi nombreux. Quelque 20 000 manifestants se mobilisent contre la guerre à Lyon, 10 000 à Montluçon et 5 000 à Brest. Il faut aussi comptabiliser les manifestations qui sont dispersées par la police comme à Reims ou Nantes et celles qui sont purement et simplement interdites comme à Rouen, Nîmes ou Toulouse<sup>82</sup>. Ces démonstrations mériteraient d'être mieux analysées aujourd'hui. Pour le reste, les travaux de Jean-Jacques Becker, même s'ils doivent d'être affinés par des monographies urbaines et une meilleure approche des milieux ruraux, demeurent valides. Les campagnes reçoivent la déclaration de

guerre avec consternation au beau milieu des gros travaux des champs de l'été. Sur le temps très court de quelques jours, la conviction d'être attaqué et d'avoir à se défendre débouche pourtant sur la « ferme résolution » qu'évoque l'historien Marc Bloch, mobilisé lui aussi.

Sous réserve d'inventaire, c'est sans doute dans l'Empire austro-hongrois que les sentiments guerriers sont les plus ouvertement exprimés, notamment à Vienne.

En Allemagne, où l'attentat de Sarajevo est ressenti comme un défi aux familles régnantes, l'opinion souhaite une juste punition aux assassins de François-Ferdinand et soutient, par voie de conséquence, l'allié austro-hongrois. « La Serbie doit mourir », proclame alors un slogan. Pourtant, sur le très court terme, les choses évoluent. Les discours guerriers sont forts lorsque l'opinion pense que la guerre ne va toucher que l'Autriche et la Serbie. Lorsque l'Allemagne est de plus en plus ouvertement concernée, les propos sont moins virulents. A Berlin aussi, des manifestations pacifiques se déroulent tout comme dans les grandes villes ouvrières, telle Hambourg. La gauche du SPD, autour de Rosa Luxemburg, joue un rôle important dans leur organisation<sup>83</sup>. Le 28 juillet, près de cent mille personnes se rassemblent à Berlin pour manifester contre la guerre. Pourtant, les sentiments patriotiques semblent aussi plus enclins à se manifester qu'en France. Il reste bien des travaux à mener sur ces registres.

Les Britanniques ne réagissent pas tout à fait sur le même mode, ni selon la même chronologie. Les problèmes continentaux paraissent très éloignés de leurs préoccupations. L'Irlande à deux doigts de la guerre civile comme les graves questions sociales éloignent mentalement les îles Britanniques du continent. Pour l'opinion britannique, le véritable électrochoc résulte de l'invasion de la Belgique par les Allemands. Alors qu'environ cent mille manifestants protestent contre le risque de guerre le 2 août, l'opposition disparaît lorsque la nouvelle de l'invasion de la Belgique est connue. La ville ouvrière de Manchester, où les oppositions avaient été jusque-là les

plus fortes, se rallie totalement à l'idée de venir en aide au petit royaume attaqué.

La véritable clé de compréhension de cette acceptation se situe sans doute dans la représentation du temps de la guerre dans les opinions publiques, qui, à leurs yeux, doit être forcément un temps court. C'est bien dans cette perception/représentation d'un temps de guerre bref et donc compatible avec les activités normales d'une société que la volonté d'en finir a pu jouer.

Il faut également, pour comprendre l'époque, ne pas projeter nos comportements contemporains sur ceux d'hier. Les sociétés européennes d'il y a un siècle fonctionnent davantage sur les notions de devoir que sur celles de droit. Leurs institutions – Eglise, Armée, mais aussi Ecole et Justice – inculquent toutes l'obéissance et le respect des hiérarchies sociales. C'est derrière cette évidence que se trouve l'explication ultime de l'attitude des opinions publiques face à la guerre européenne d'août 1914<sup>84</sup>.

Toute l'Europe, cependant, n'entre pas en guerre et il faut s'en souvenir également. Les rythmes du conflit sont pluriels. Angleterre, Belgique, Serbie, Autriche-Hongrie, Allemagne et Russie entrent en guerre dès août 1914. Les royaumes scandinaves n'y participent pas plus que celui des Pays-Bas. L'Italie et l'Empire ottoman attendent 1915 pour se déclarer, la Roumanie et le Portugal, 1916. L'Espagne demeure à l'écart de la mêlée tout autant que la Suisse. Ces Etats neutres vont devenir des enjeux très importants pour les belligérants.

Sur un tout autre plan s'impose un constat évident, bien qu'il soit rarement rappelé. A l'exception notable de la Serbie, qui se trouve au cœur même des débats, les Etats belligérants de 1914 sont les enfants chéris de la révolution industrielle. En un siècle de croissance, ils ont accumulé des richesses incroyables. Tous les niveaux de vie, même ceux des plus humbles, ont crû dans des proportions non négligeables.



Ce fait n'a rien d'anodin. Il explique la possibilité de financer les lourds programmes d'armement lancés dans les dernières années du XIX<sup>e</sup> siècle et les premières du XX<sup>e</sup>. Il permet également de financer la guerre quatre années durant. La « révolution industrielle » est la véritable matrice de la Grande Guerre. C'est elle qui, à bien des égards, la rend possible.

## 2

### **L'été le plus meurtrier**

Dans l'outillage mental de la première décennie du XX<sup>e</sup> siècle, le phénomène guerrier n'est pas pensé dans la durée. Dès la première moitié du XIX<sup>e</sup> siècle, les travaux de Clausewitz ont convaincu les stratèges que la prochaine guerre comporterait d'emblée une « montée aux extrêmes » seule capable de détruire rapidement les armées de l'adversaire. De ce fait, le conflit serait violent mais bref<sup>1</sup>. Le général Berthelot, principal adjoint de Joffre, en est intimement persuadé. « Je réserve mes souvenirs pour notre retour en fin de campagne<sup>2</sup> », écrit-il à sa belle-sœur à l'entrée en guerre. Rapidement, cependant, le champ de bataille ordonne. Les types de combat connus dès août 1914 montrent, sur tous les fronts, le primat alors inédit d'une consommation militaire de masse en hommes, en matériels et en munitions et l'impossibilité corrélative de voir se réaliser les schémas conceptuels d'une victoire rapide. Rappelons d'emblée une évidence niée par certaines approches actuelles de l'historiographie : la Grande Guerre est avant tout une suite complexe d'opérations militaires qui interviennent sur des théâtres variés, dans des espaces différents, des collines de l'Artois aux sables de la péninsule Arabique, de la mer du Nord aux flots des îles Falklands.

#### **Echec de la guerre éclair à l'ouest**

La guerre aurait pu commencer en Suisse car les Allemands avaient un temps envisagé de tourner les Français par la Confédération. Quoi qu'il en soit, les forces helvétiques sont mobilisées le 1<sup>er</sup> août 1914 pour parer à une éventuelle violation de leur neutralité. C'est pourtant en Belgique que la guerre débute – ce qui ne constitue pas une surprise totale. Le coup de main (*Handstreich*) sur Liège est programmé pour la première fois dans l'une des variantes de 1908-1909 de l'*Aufmarschplan* I, le plan Schlieffen modifié par Moltke le jeune. Dès la création de la Belgique, le jeune royaume fut perçu par ses voisins comme le lieu privilégié d'affrontements à venir. Théophile Lavalée, professeur de géographie et de statistique militaire à Saint-Cyr, écrit dès 1866, à propos de la neutralité de la Belgique, qu'elle est « chimérique et impossible : par la nature de son sol et sa configuration géographique, c'est le théâtre obligé des invasions françaises, c'est le champ clos que la nature semble avoir préparé à la France et à ses ennemis pour y vider leurs querelles<sup>3</sup> ».

Dans ce choc immense, envisagé de longue date, les forces mises en action sont énormes et projettent d'emblée le front occidental dans un modèle de guerre nouveau. Mais les acteurs mettront plusieurs semaines avant de percevoir cette nouvelle réalité.

Quelles sont les forces en présence ? En France, le 30 juillet 1914, le ministre de la Guerre, Adolphe Messimy<sup>4</sup>, demande « pour des raisons diplomatiques » aux forces françaises de conserver une distance de dix kilomètres entre elles et les frontières avec l'Allemagne, mais aussi le Luxembourg et la Belgique. Bien après les événements, Joffre déplore cette injonction ; il dénoncera après coup l'immixtion des politiques dans la gestion du conflit : « La question des 10 kilomètres était venue compliquer la situation, car nous avons dû abandonner des positions que nous serions sans doute obligés de reprendre plus tard au prix de luttes coûteuses<sup>5</sup>. »

La France lance 46 divisions d'active, 25 divisions de réserve, 12 divisions territoriales, 10 divisions de cavalerie dans la bataille. Aux 880 000 hommes des classes présentes au service militaire (1911-1913) s'ajoutent 2 220 000 réservistes (classes 1900 à 1910) et 1 540 000 territoriaux (classes 1886 à 1899). Les équidés aussi sont mobilisés. Les 130 000 chevaux et mulets présents aux armées le 31 juillet sont rejoints par 220 000 montures réquisitionnées.

Les Anglais débarquent 6 divisions d'infanterie, un corps de cavalerie, 3 groupes d'artillerie montée, un groupe d'obusiers lourds et des unités du génie, soit 160 000 hommes, dont 140 000 combattants. En outre, le gouvernement britannique peut compter sur la participation active des *Dominions*, ce qui n'allait pas forcément de soi au vu des tensions qui avaient opposé Londres à certains territoires dans les années précédant la guerre. L'Australie fournit immédiatement 20 000 hommes, le Canada 8 000 hommes, et la Nouvelle-Zélande 5 000. Ces chiffres peuvent paraître modestes ; ils éclairent cependant, dans le système de volontariat, l'engagement des *Dominions* aux côtés de leur métropole. Le 7 août, Lord Herbert Horatio Kitchener, ministre de la Guerre britannique, demande l'incorporation d'urgence de 100 000 volontaires dans l'armée britannique.

Les Russes mobilisent 4,7 millions de conscrits, tandis que les Allemands en rassemblent 3,7 millions. En 1914, l'*Ersatz Reserve* (réserve d'active) qui regroupe les hommes de vingt à trente-deux ans, compte 900 000 hommes. La *Landsturm* (réserve au sens français) comptabilise les quelque 2 millions d'hommes de trente-neuf à quarante-cinq ans. Les Austro-Hongrois, alignent 2 millions de soldats. Jamais de tels effectifs n'ont été précédemment réunis. Armés par des technologies qui ont progressé dans des proportions considérables depuis une cinquantaine d'années, ils expliquent les chocs titanesques et meurtriers qui se produisent à l'été 1914.

Comment se déroulent les opérations militaires, de Morhange à la Marne ? Le 4 août 1914, les Allemands du 20<sup>e</sup> *Armee Korps* (AK) s'attaquent aux forts de la couronne de Liège. Cette place, dont la possession est déterminante dans la réalisation du plan Schlieffen, tombe le 7 août. Le bombardement massif par des obusiers lourds, dont des 420 mm, scelle le sort des forts de la cité wallonne dont le dernier ouvrage, celui de Pontisse, tombe le 13 août, après l'explosion d'une partie du fort de Loncin. Prévue par le plan Schlieffen, cette résistance ne compromet pas l'avance allemande. La principale erreur des stratèges belges a bien été de penser que les fortifications meusiennes seraient capables de tenir un mois, malgré l'absence de troupes d'intervalles<sup>6</sup>.

Le 8 août 1914, Joffre lance son « instruction générale n° 1 » qui énonce clairement que « l'intention du général commandant en chef est de rechercher la bataille, toutes forces réunies, en appuyant au Rhin la droite de son dispositif général ». Les Français mobilisent un total de dix lignes ferroviaires, dont Joffre est un spécialiste, pour appliquer le plan XVII. Treize mille locomotives, quatre cent mille wagons et trois cent soixante-cinq mille agents servent à cette fin. Comme prévu, l'armée française lance son offensive en Alsace à partir de Belfort. Lors de la prise d'Altkirch, la presse évoque pour la première fois des « assauts à la baïonnette », expression qui va faire florès ensuite. En attaquant en Alsace, il s'agit bien davantage de se situer sur le champ politique, mémoriel et sentimental de 1870 que de chercher une véritable décision militaire même si la conviction de Joffre d'attaquer au centre du dispositif ennemi, qu'il croit le plus faible, n'est pas inepte. Dès le 9 août, les Allemands contre-attaquent et les Français doivent abandonner Mulhouse. L'échec, patent, n'est pas seulement militaire. Le discours sur la nécessaire reconquête des « provinces perdues » s'effondre.

Du 15 au 23 août, se déroule ce qu'il est convenu d'appeler la « bataille des frontières ». A vrai dire, cette expression dissimule des

combats fort différents, au moins géographiquement. La Lorraine se trouve au cœur des plans français, tandis que les Ardennes et Charleroi deviennent des champs de bataille qu'imposent les Allemands.

Morhange et Sarrebourg, les 19 et 20 août, constituent les deux noms symboliques d'un même type d'affrontement<sup>7</sup>. Ce premier engagement majeur revêt une dimension « matricielle » déterminante. Le front, qui se présente sur soixante-dix kilomètres de large, comprend une série de combats successifs, sur le sol du *Reichsland* de la Lorraine annexée.

Le premier vrai combat d'infanterie commence à Lagarde, dans la vallée du Sânon. Pris facilement le 10 août par les Français, le bourg est reconquis par les Allemands dès le lendemain, après des tirs d'artillerie qui bousculent les troupes françaises. Les Allemands connaissent parfaitement le territoire et en exploitent le moindre accident. Cet épisode dans lequel les Français se sont laissé surprendre par un retour offensif commence, en outre, à jeter le doute sur les attitudes des soldats du XV<sup>e</sup> corps originaire du Midi. Mais le choc principal se produit du 18 au 20 août sur Sarrebourg et Morhange.

Si ces combats résonnent aujourd'hui, dans la mémoire française, comme les moments forts du sacrifice des pantalons rouges à des conceptions tactiques dépassées, il ne faut pas oublier que les pertes allemandes sont tout aussi considérables. La puissance de feu surprend chacun des adversaires. « Notre offensive est lente, car elle est neutralisée par le feu de l'infanterie et des mitrailleuses ennemies<sup>8</sup> », écrit alors un général bavarois. Épuisés par les opérations de Lorraine, les Allemands n'ont aucun moyen de poursuivre et de concrétiser leur avantage contre leurs adversaires.

Ces batailles apportent également un nombre considérable d'enseignements. La méconnaissance du terrain et surtout du dispositif ennemi ont provoqué, du côté français, de nombreuses déconvenues.

Dès les premiers combats, les manques en artillerie lourde se révèlent aux yeux de tous. L'attitude allemande consiste à s'appuyer sur des défenses reconnues et le plus possible préparées à l'avance.

Les Français font la sinistre expérience d'un terrain « machiné » par les Allemands, notamment par des fortifications de campagne, mais surtout d'une artillerie lourde dont ils ne soupçonnaient pas la puissance. Un soldat allemand commente, le 15 août :

« On commença à organiser des tranchées d'abri, à enterrer les canons, à raser les groupes d'arbres qui nous gênaient, à tendre des fils de fer sur les ponts, les gués, les fleuves, les croisements de routes<sup>9</sup>. »

Le 20 août, le repli des troupes fatiguées de la II<sup>e</sup> armée de Castelnau entraîne celui de la I<sup>e</sup> armée de Dubail. Castelnau, sévèrement tancé par Joffre, reçoit l'ordre de s'installer en défensive sur le Grand Couronné, qui domine Nancy, tenu par le 20<sup>e</sup> corps dont Foch vient de prendre le commandement. Le prince Rupprecht de Bavière y casse les dents de ses Bavarois. Moltke décide alors de prélever six divisions de réserve, destinées initialement au front belge, les dernières dont il disposait, et de les affecter au front de Lorraine. Le plan Schlieffen « idéal » connaît déjà des adaptations : l'aile marchante – véritable obsession de Schlieffen – est sacrifiée.

En Belgique, ce sont les Alliés qui subissent les événements. Le 2<sup>e</sup> bureau du Grand Quartier Général (GQG) a sous-estimé la puissance de l'aile marchante allemande<sup>10</sup>. Ce n'est que le 16 août que Joffre autorise Lanrezac – qui « a l'œil » et a compris l'ampleur du mouvement de l'aile droite allemande – à positionner son armée dans le saillant de Sambre et Meuse. Les Anglais prolongent le dispositif vers Mons. La coordination entre Belges, Anglais et Français est loin d'aller de soi et, dès le mois d'août 1914, se pose un problème qui devient récurrent jusqu'en mars 1918, celui d'un commandement allié unifié.

Pour tenter de briser l'aile marchante allemande, Joffre lance neuf corps d'armée dans les Ardennes vers Arlon. Le combat se trouve immédiatement fractionné par la topographie compartimentée du massif ardennais, réduisant les possibilités d'usage de l'artillerie. Mais l'action générale voulue par Joffre tourne court et se transforme en une série de combats décousus. L'impétuosité de certains chefs de corps, qui n'ont pas eu le temps d'intégrer dans leurs systèmes de pensée les nouveaux règlements d'infanterie de 1914 prévoyant des actions concertées avec l'artillerie, amène des pertes extraordinairement élevées. Partout, à Bertrix, Rossignol ou Virton, les Français sont rejetés. Le 23 août, le recul du 17<sup>e</sup> corps et du Corps colonial, tous deux fort éprouvés, entraîne le repli général sur la Meuse.

C'est autour de la ville de Charleroi que se situent les engagements les plus vifs. L'armée de Lanrezac affronte la II<sup>e</sup> armée de von Bülow. Le général Franchet d'Esperey, sur le point de bousculer les Allemands, doit se replier parce que le général de Langle de Cary est battu à sa gauche<sup>11</sup>. Les Anglais fléchissent aussi à Mons, face à von Kluck. Lanrezac ordonne alors une retraite qui lui sera reprochée, alors qu'elle sauve incontestablement ses troupes d'un encerclement en train de se produire.

A propos des combats de Belgique et des Ardennes, les chiffres parlent d'eux-mêmes. Pas moins de quatre-vingt mille soldats français sont tués, dont quarante mille dans les Ardennes belges, du 22 au 25 août 1914<sup>12</sup>. Ces premiers heurts révèlent l'horreur des certitudes développées par les deux camps sur la capacité à vaincre l'ennemi rapidement par un choc violent. A la date du 24 août, le plan français a totalement échoué. Le colonel von Seeckt, du 3<sup>e</sup> corps d'armée (AK) écrit alors que « Paris est déjà à portée de main ». Pourtant, les Français ne s'effondrent pas. Joffre tient fermement en main ses troupes et entame une retraite méthodique, en lançant aussi souvent



que possible des contre-attaques courtes et violentes afin de protéger leur repli. Au passage, il limoge une centaine de généraux.

Des coups de frein à l'avance allemande sont donnés sur la Meuse par l'armée de Langle de Cary et par des éléments du détachement d'armée de Foch, dans le secteur de Signy-l'Abbaye, dans les Ardennes. Mais, à l'ouest du front occidental, les choses ne s'améliorent pas pour l'Entente. Les Anglais de Smith Dorrien sont bousculés par von Kluck dans la région du Cateau, entraînant le repli de tout le BEF (*British Expeditionary Force*) vers le sud. Les Français du général d'Amade se trouvent alors totalement lâchés par les Britanniques et sont contraints de refluer sur la Somme et la basse Seine. Joffre crée dans l'urgence la VI<sup>e</sup> armée, confiée au général Maunoury, avec des éléments ramenés de Lorraine pour combler l'espace laissé par les Anglais.

Le 29 août, l'armée du général Lanrezac se trouve en pointe dans la région de Guise. Le GQG lui impose d'attaquer les flancs de von Kluck, malgré des objections sur le moral des soldats. Après une difficile manœuvre de conversion face à von Bülow qui descend du Nord, Lanrezac, dans des combats féroces, obtient un succès tactique incontestable, malgré la défection des Britanniques qui arguent de l'état de leurs troupes pour ne pas participer au combat. Le colonel Huguet, officier de liaison de Joffre auprès du général French, lui envoie le 28 août, à 20 h 30, le télégramme suivant :

« Le maréchal regrette de ne pouvoir coopérer à l'action générale dans la mesure désirée par vous. Les troupes, fatiguées, exigent au moins un jour de repos dans les emplacements occupés ce soir. Après-demain, elles seront capables d'occuper la ligne du canal Crozat, si nécessaire. Si, ultérieurement, l'armée française est victorieuse, le maréchal mettra ses troupes à votre disposition comme réserve<sup>13</sup>. »

Le message est assez clair : « Gagnez d'abord, messieurs les Français, et nous vous soutiendrons », semble dire French. A plus d'un

titre, pourtant, la manœuvre de Lanrezac sauve tout simplement le BEF. Au plan symbolique, la réputation de la Garde impériale allemande est écornée puisqu'elle est tenue en échec par les Bretons du 10<sup>e</sup> corps et repoussée. Le succès est tactique, mais également stratégique : il permet à l'aile gauche des forces de l'Entente de poursuivre leur repli en cohérence les uns par rapport aux autres. A bien des égards, la victoire défensive de Lanrezac à Guise oblige von Kluck, qui a pris conscience du « trou » qui existe entre son armée et celle de von Bülow, à infléchir sa marche à compter du 30 août, laissant Paris sur sa droite. Cette victoire, qui donne aux Français, et plus encore aux Anglais, les moyens humains de préparer la bataille de la Marne, ne profite pourtant pas à Lanrezac, limogé par Joffre, le 2 septembre 1914, et remplacé par Franchet d'Esperey. Le premier avait, il est vrai, vertement pris position contre les « stratèges à la manque » qui entouraient Joffre, ce que les « Jeunes-Turcs » ne pouvaient tolérer.

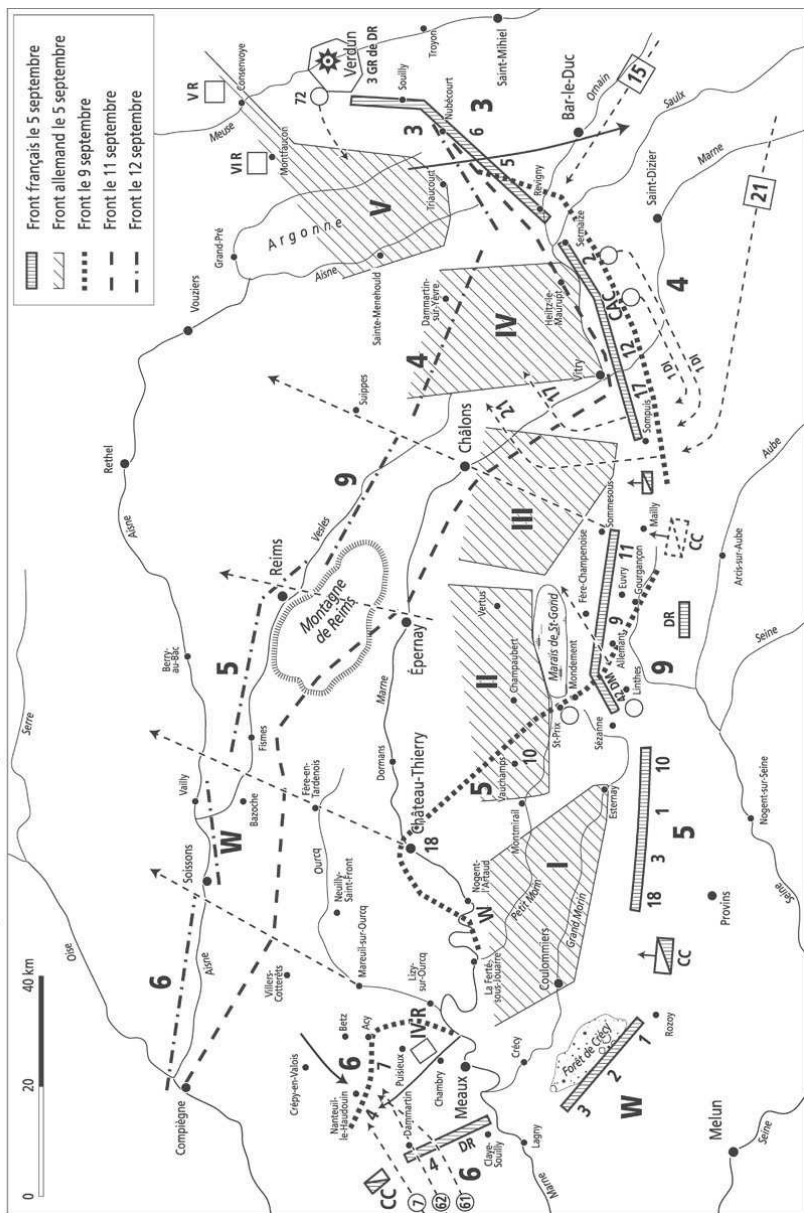
A la fin du mois d'août 1914, trois semaines après les premiers combats, les Allemands semblent en passe de l'emporter avant la fin de l'été. Pourtant, ils pâtiennent d'une mauvaise coordination entre leurs différentes armées, et les renseignements qu'ils recueillent ne sont pas de meilleure qualité que ceux que les Français glanent. Von Bülow s' imagine avoir définitivement vaincu Lanrezac après la bataille de Guise. Von Kluck, croyant au décrochement définitif des Anglais, est trop en pointe par rapport à von Bülow. Leurs erreurs tactiques se concrétisent dans l'inflexion vers le sud-est de l'armée de von Kluck qui, pensant couper toute possibilité de retraite à Lanrezac, ne voit pas que les Français ont reconstitué une armée devant laquelle il expose son flanc à compter du 30 août.

Un élément joue alors un rôle déterminant dans la stratégie française. Le camp retranché de Paris, sous la main ferme de Joseph Gallieni, et la place de Verdun, sous celle du général Michel

Coutanceau, tiennent bon. Ces deux môles permettent à Joffre d'élaborer la stratégie de la Marne. Le 1<sup>er</sup> septembre, des observations aériennes confirment, outre les renseignements donnés par l'interrogatoire d'un officier allemand capturé près de Coucy, l'inflexion vers le sud-est de l'armée de von Kluck.

Il importe peu alors d'entrer dans les sempiternels débats entre militaires « joffristes » ou « galliénistes », pour savoir à qui revient le mérite de la victoire de la Marne. On sait les antagonismes qui opposent les deux hommes, d'autant plus que Joffre a été le subordonné de Gallieni. Les regards des deux généraux sont en fait complémentaires. Gallieni voit le premier la possibilité de manœuvre, mais Joffre, par son regard d'ensemble, la met en musique. Le général en chef, c'est bien lui. Dans l'urgence, il pare au plus pressé. Il faut convaincre les Anglais, mal remis de leurs revers, de participer à la bataille. Il faut demander à Foch et à Franchet d'Esperey quand ils peuvent contre-attaquer. Le 4 septembre, à 22 heures, l'ordre général n° 6 de Joffre précise : « Il convient de profiter de la situation aventurée de la I<sup>re</sup> armée allemande pour concentrer sur elle les efforts des armées alliées d'extrême gauche. » Ce n'est que le 5 septembre que von Kluck découvre l'armée de Maunoury. La bataille de la Marne débute.

### 3. LA BATAILLE DE LA MARNE (6-12 SEPTEMBRE)



Les multiples dimensions de l'affrontement sont connues de longue date, y compris la symbolique miraculeuse. En 1915, une rumeur enfle, affirmant que les troupes françaises ont été menées à la victoire de la Marne par des apparitions de la Vierge Marie. Même des prisonniers allemands attestent avoir vu une dame en blanc devant les troupes qui les bousculaient. Cette légende joue incontestablement des rôles pluriels, notamment celui de réconcilier les catholiques et les anticléricaux français dans une ambiance tendue. Les explications du succès allié relèvent pourtant de critères objectifs.

Si le terme générique de « bataille de la Marne » a été consacré, le front concerné s'étale, en fait, sur deux cent cinquante kilomètres. La bataille s'engage le 6 septembre. A l'ouest, Maunoury et les Anglais, qui n'ont qu'un rideau de cavaliers allemands devant eux, progressent, tandis que le centre du front tenu par Foch doit reculer au sud des marais de Saint-Gond. A droite, de Langle de Cary met en difficulté le duc de Wurtemberg, qui sollicite le secours de von Hausen. C'est au cours de ces journées qu'un colonel d'artillerie déjà chenu, Robert Nivelles, témoigne de la maîtrise et de la connaissance de son art. Dans la nuit du 6 au 7 septembre, il rassemble deux groupes d'artillerie de campagne, et à deux mille mètres des fantassins allemands qui menaçaient le 7<sup>e</sup> corps, dont deux régiments refluaient en désordre, il foudroie, par un feu rapide à trente coups/minute de chacune de ses pièces, l'avance ennemie<sup>14</sup>. Le lendemain 7 septembre, von Kluck recentre son armée sur l'Ourcq et contraint von Bülow à se replier. Au prix de rudes combats, Foch parvient à contenir la Garde allemande dans les marais de Saint-Gond. Le 8 septembre, malgré le renfort symbolique de huit bataillons transportés par les fameux taxis de Paris, la situation de Maunoury est inconfortable face à la totalité de l'armée de von Kluck. Mais c'est au centre, sur Foch, que se joue vraiment la situation. Le 9 septembre, le lieutenant-colonel Hentsch<sup>15</sup>, envoyé personnel de Moltke, conseille à l'état-major de von Kluck le repli sur un front cohérent de Soissons à Verdun. Von Kluck, en se

repliant sur l'Aisne, laisse une brèche de soixante kilomètres ouverte entre lui et von Bülow. Malheureusement pour les Français, les divisions de Maunoury ne s'en aperçoivent que tardivement. Le 9 septembre, c'est sur la partie centrale du front, dans les terribles combats de Mondement, que se joue encore la bataille où les Marocains de Humbert, opportunément soutenus par l'artillerie de Grossetti, résistent aux Allemands.

Le jeudi 10 septembre, Moltke commande la retraite de l'ensemble de l'aile marchante allemande. En une journée, Maunoury progresse de quinze kilomètres.

La bataille se transforme en poursuite. Mais comment conserver assez d'énergie pour repousser les Allemands quand les soldats de la V<sup>e</sup> armée française ont parcouru six cent cinquante kilomètres à pied en trois semaines ? Le 11 septembre 1914, selon les mots que Joffre adresse au gouvernement replié à Bordeaux depuis le 3 septembre, « la bataille de la Marne s'achève par une victoire incontestable ». Mais la poursuite s'avère délicate tant les troupes sont épuisées et les stocks de munitions entamés.

Les commandants d'armée ont peut-être manqué d'initiative, usés physiquement et nerveusement, comme leurs troupes, pour penser une attaque alors qu'ils avaient géré la retraite trois semaines durant. Le corps de cavalerie de Conneau s'enfonce profondément dans les lignes allemandes sans être suivi. Sarrail ne s'en prend pas aux colonnes ennemies qui battent en retraite le long de l'Argonne. Franchet d'Esperey, qui avait commandé en second un régiment à Reims, soigne son entrée dans la ville et... perd du temps qu'il faudra compenser par beaucoup de sang dans les offensives de Champagne de 1915.

Dans la nuit du 12 au 13 septembre, les Allemands se replient partout mais ils s'installent sur toutes les lignes de crête, sur le Chemin des Dames, comme sur les monts de Champagne. Les Alliés

allaient passer quatre années à reconquérir ces points hauts, d'autant plus que les premières tranchées sont venues les fortifier.

La bataille de la Marne est terminée. Les Français ont rétabli la situation, mais n'ont pas chassé les Allemands de leur territoire. Du côté allemand, la sanction principale concerne Moltke le jeune, remplacé le 14 septembre par Erich von Falkenhayn.

Le front étant figé des Vosges à l'Oise, les généraux français ou allemands rêvent de tourner leur adversaire par l'ouest, seul espace encore disponible pour le mouvement stratégique.

## **La « course à la mer », une fiction mémorielle**

La mer du Nord ne constitue en aucun cas un enjeu. Il ne s'agit pas de savoir qui des deux adversaires y parviendra le premier, mais bien de poursuivre des opérations construites sur le contournement de l'ennemi. Bien que validée par la mémoire collective, l'expression de « course à la mer » se révèle donc fallacieuse.

Le 18 septembre, Joffre transfère de Toul à Montdidier la II<sup>e</sup> armée de Castelnau, afin de déborder l'aile droite des forces allemandes. Falkenhayn dirige quant à lui la VI<sup>e</sup> armée de Rupprecht sur Saint-Quentin tout en essayant de fixer les Français sur Verdun. Les combats s'ancrent alors à l'ouest de Péronne, tandis que, du 20 au 25 septembre, sur le secteur de Verdun, les Allemands marquent des points importants en s'emparant du fort du camp des Romains et en constituant le saillant de Saint-Mihiel, en pointe dans les lignes françaises, que les troupes américaines devaient reconquérir seulement à la fin de l'année 1918.

Le 3 octobre 1914, Joffre crée une X<sup>e</sup> armée, confiée au général de Maud'huy, afin de déborder les Allemands toujours plus au nord-ouest. La bataille se développe surtout en Artois pour la maîtrise des crêtes de Notre-Dame-de-Lorette, Carency, Souchez, Vimy, Ablain-

Saint-Nazaire. Les Français font feu de tout bois et jettent dans la bataille des forces disparates regroupées sous le commandement du général d'Urbal. Arras, qui allait subir un long bombardement, demeure aux mains des Français grâce à la 77<sup>e</sup> DI, du général Barbot. Le 4 octobre 1914, Joffre nomme le général Foch « adjoint du commandant en chef » pour coordonner toutes les actions entre l'Oise et la mer.

Plus au Nord, Falkenhayn a compris l'importance du port d'Anvers. Il s'en empare le 9 octobre, mais l'armée belge réussit à s'extraire de la nasse en direction d'Ostende. Les Français de Foch couvrent alors la retraite belge grâce à la brigade de fusiliers marins de l'amiral Ronarc'h, alors que les Anglais de Rawlinson n'interviennent que tardivement.

Les Allemands s'emparent de Lille le 13 octobre puis la bataille se déplace entre la Lys et la mer, les Allemands conservant dans l'ensemble l'initiative. A Dixmude, les fusiliers marins de Ronarc'h se défendent avec acharnement. Les troupes se battent dans un environnement aquatique. Les portes des écluses de Nieuport ont été ouvertes le 26 octobre 1914 et les deux adversaires s'affrontent durement pour le contrôle des remblais. La région de l'Yser est devenue un immense lac où flottent des cadavres des deux camps. Le choc est considérable. Du côté allié, en octobre-novembre, sur un front d'une cinquantaine de kilomètres, l'armée belge, deux corps d'armée et trois divisions de cavalerie britannique, six corps d'armée et sept divisions de cavalerie françaises font face aux Allemands, soit un total d'une quarantaine de divisions sur un vingtième du front alors que quatre-vingts divisions seulement sont étalées sur le reste du front occidental, jusqu'à la Suisse.

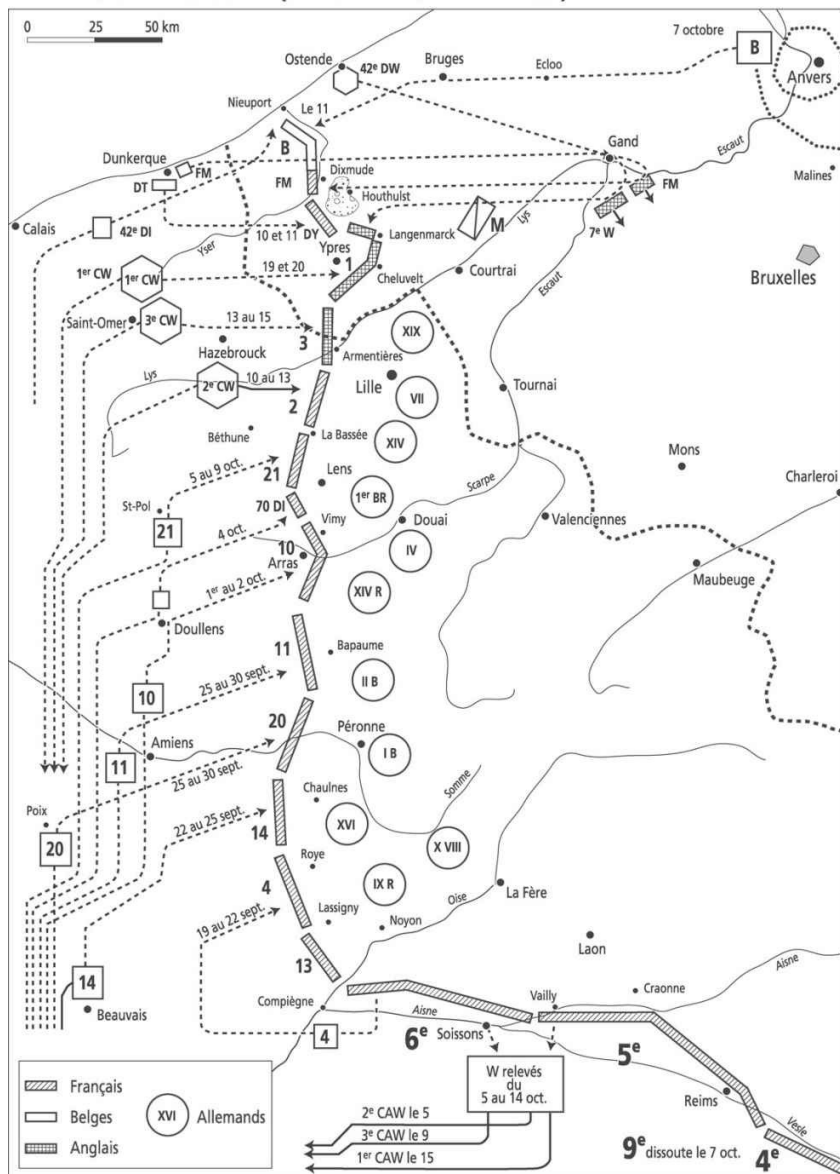
Les combats sont terribles, notamment du 16 au 31 octobre. Les Belges résistent avec l'énergie du désespoir. Les Anglais se battent avec acharnement. Un bataillon des *London Scottish* perd 34 % de son effectif en deux jours<sup>16</sup>. Du côté allemand, cette bataille est



marquée par le phénomène des « jeunes régiments ». La IV<sup>e</sup> armée, qui attaque sur l'Yser, est composée d'étudiants et même de lycéens, encore fascinés par la guerre telle qu'ils l'imaginent et non par celle qui se vit au ras du sol. Montant à l'assaut en chantant le *Wacht am Rhein* et le *Deutschland über alles*, ils subissent des pertes effroyables.

Du 30 octobre au 6 novembre, devant le point aveugle que constitue désormais le front de l'Yser, ennoyé et bloqué par la mer, les combats se déplacent un peu plus au sud, sur Ypres. Les Anglais, mis à mal, sont soutenus par Foch, qui alimente sans cesse la bataille en renforts français. Entre le 10 et le 17 novembre, Falkenhayn tente une dernière fois une offensive sur Ypres et Dixmude. Cette dernière ville tombe entre ses mains. Mais tout aussi épuisés que leurs adversaires, les Allemands, qui ont dû, de surcroît, prélever en urgence six divisions du front français pour les envoyer en Silésie, doivent renoncer à leurs attaques.

#### 4. LA « COURSE À LA MER » (20 SEPTEMBRE-20 OCTOBRE)



Durant la troisième semaine de novembre, alors que les soldats sont en campagne depuis cent vingt jours, le front occidental se calme. Les tranchées, déjà connues durant la bataille des frontières et de plus en plus nombreuses en août et septembre, se multiplient jusqu'à former des réseaux enchevêtrés qui s'étalent sur sept cent cinquante kilomètres des Vosges à la mer du Nord. Si subsiste l'espoir que la guerre peut être terminée à Noël – on le pensait couramment en août –, les blocages stratégiques du front occidental suggèrent le contraire et disent que la guerre change de nature, de forme et de mode de résolution. De fait, un premier type de guerre s'achève, fait de pertes immenses, d'une culture du combat relativement archaïque que redouble pour beaucoup, officiers inclus, la surprise que représente la puissance des armes modernes.

## **Les fronts ouverts : fronts orientaux, fronts maritimes, fronts lointains**

En même temps que les combats commencent en Belgique, ils se font navals. Les deux croiseurs allemands *Goeben* et *Breslau* bombardent en effet, dès le 4 août 1914, les ports de Philippeville et de Bône, en Algérie.

En 1914, les différents plans d'opérations ne s'étendent guère sur les dimensions maritimes de la guerre, ce qui représente un paradoxe. Alors que la « course aux armements », profitant surtout aux marines, a accru les tensions internationales depuis la fin du XIX<sup>e</sup> siècle, l'outil naval et son emploi pèsent peu dans l'entrée dans le conflit.

La supériorité des flottes de l'Entente, qui représentent quatre millions de tonnes pour un million deux cent mille tonnes pour les Empires centraux, garantit dans l'absolu la liberté complète de manœuvre pour les Alliés et la possibilité d'instaurer un blocus efficace.

En mer du Nord se produisent rapidement des combats. Les Allemands entendent protéger la baie d'Heligoland où mouille l'essentiel de la flotte de haute mer, et son chef, l'amiral Ingenohl, reçoit des ordres de prudence. Après un engagement naval en Baltique, les Allemands abandonnent le nord de cette mer aux Russes.

Le 28 août, l'amiral anglais Beatty cingle sur Heligoland et coule trois croiseurs allemands avant que les cuirassés n'aient eu le temps d'intervenir. C'est à coups de champs de mines que les Allemands vont désormais protéger leur principale base navale. Mais les sous-marins allemands prennent à leur tour l'offensive en coulant cinq croiseurs anglais dans les eaux écossaises. Pour la première fois, le 20 octobre 1914, un navire de commerce, le *Glitra*, est envoyé par le fond, premier d'une longue série et signe évident que la logistique représentera un enjeu crucial de la guerre, notamment pour l'Angleterre.

L'amiral von Spee, chef de la flotte allemande du Pacifique, en mouillage dans l'archipel des Carolines, quitte cette zone en raison de la menace de la flotte japonaise et se dirige vers l'Amérique du Sud, en bombardant au passage Papeete. Le 1<sup>er</sup> novembre 1914, une rencontre navale importante se produit à hauteur du cap Coronel, au large du Chili. Les canons de marine allemands envoient par le fond deux bâtiments anglais, le *Good Hope* et le *Monmouth*, de l'amiral Cradock. Humiliés par cette défaite, les Anglais envoient l'amiral Sturdee aux trousses de von Spee, en route pour rentrer en Allemagne. Le 8 décembre, le choc intervient au large des Falklands. En trois heures, le *Scharnhorst*, le *Gneisenau*, le *Leipzig*, le *Nürnberg*, disparaissent, l'amiral von Spee mourant dans le naufrage du *Scharnhorst*. Un seul bâtiment, le *Dresden*, échappe aux tirs anglais. Le choc est immense en Allemagne. Le beau « jouet de guerre » de Guillaume II qu'était la flotte de haute mer est sérieusement malmené.

La guerre maritime prend alors un nouveau visage, surtout dans la mer du Nord. De même que sur le continent, le couple technique

mitrailleuses-barbelés s'impose pour bloquer toute initiative, le binôme champ de mines-sous-marins l'emporte sur mer. Les Allemands tentent encore quelques passes d'armes, en bombardant les côtes anglaises. Le 3 novembre, c'est Yarmouth qui subit le feu, puis le 16 décembre Hartlepool et Scarborough. Il faut attendre le 24 janvier 1915 pour voir un affrontement naval majeur, avec la bataille de Dogger Bank, en mer du Nord.

Sur le continent européen, la guerre se fait terrestre sur de vastes étendues et sur des fronts beaucoup plus ouverts qu'à l'Ouest qui s'étendent de la Prusse-Orientale à la Galicie et à la Serbie.

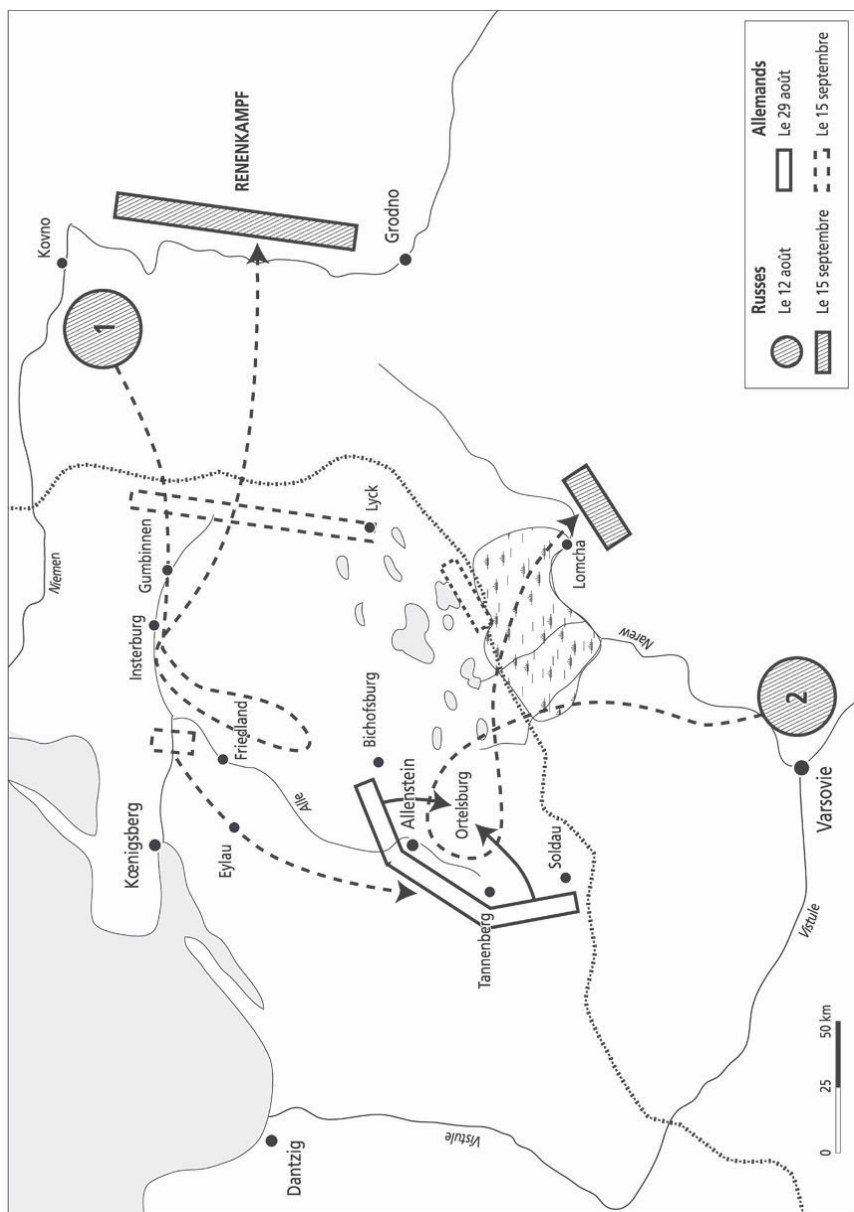
Pour les Russes, l'armée austro-hongroise constitue le principal adversaire mais, dès le 4 août, l'ambassadeur français à Saint-Pétersbourg, Maurice Paléologue, insiste auprès de Nicolas II pour que l'armée russe attaque au plus vite les Allemands afin de soulager les Français sur le front occidental. Le 7 août 1914, la I<sup>re</sup> armée russe du général Pavel von Rennenkampf entre en Prusse-Orientale. Mais, face aux Russes, les Allemands n'opposent encore que neuf divisions. L'armée du Niémen, sous les ordres du général Rennenkampf, et celle de la Narev, sous le commandement du général Samsonov, attaquent à cent cinquante kilomètres l'une de l'autre, sans liaison. Le 20 août, Rennenkampf rencontre les forces allemandes du général Prittwitz et les bouscule. Mais le général russe, considérant que ses troupes, qui viennent de marcher durant huit jours, sont fatiguées, leur accorde le lendemain une journée de repos, que les Allemands utilisent aussitôt pour se dérober. La cavalerie russe ne sait pas entamer de poursuite et perd le contact. Devant l'avancée des Russes, la stupeur est immense en Allemagne. En quarante-huit heures, Prittwitz est limogé, sa VIII<sup>e</sup> armée est renforcée de deux corps d'armée et la direction en est confiée au binôme Hindenburg-Ludendorff. Laissant un rideau de troupes devant Rennenkampf, les Allemands préparent la bataille qui a lieu, le 26 août, à Tannenberg. En trois jours, l'armée de Samsonov est

écrasée, encerclée, vaincue. Quatre-vingt-dix mille hommes et treize généraux sont capturés, tandis que son chef se suicide.

Quinze jours plus tard, c'est à l'armée de Rennenkampf de subir un échec majeur, aux lacs Mazures (7-8 septembre). Mais, à la différence de Samsonov, Rennenkampf parvient à sauver ses troupes et à repasser le Niémen. A la fin de 1914, les Allemands étrillent donc les Russes dont les projets de poussée en Allemagne se concluent par des désastres. Mais les incitations françaises pour que l'armée tsariste entre en campagne rapidement ont été suivies à la lettre. Dire que la victoire française sur la Marne doit beaucoup aux Russes relève de l'évidence : les Allemands ont été obligés de transférer des troupes sur le front de l'Est face à la rapide entrée en action des troupes impériales. Joffre devait s'en souvenir en 1915 : des offensives à l'ouest permettront d'alléger la pression qui pèse sur les troupes russes.

Sur le front austro-russe, le 21 août 1914, un immense choc de cavalerie se produit à Yaroslavitzé, en Galicie. La 10<sup>e</sup> division de cavalerie tsariste du général Keller affronte, à l'ancienne, à coups de sabres et de lances, la 4<sup>e</sup> division de cavalerie autrichienne du général Zarembo. Les Autrichiens doivent se retirer, ce qui confirme que les procédés de combat à l'ouest diffèrent du front austro-russe, où persistent des formes plus ouvertes de guerre. Ce front n'est pas pour autant « démodernisé » : comme à l'ouest, les artilleries y jouent un rôle essentiel.

## 5. OPÉRATIONS EN PRUSSE-ORIENTALE (AOÛT-SEPTEMBRE 1914)



Le début de la campagne est favorable aux Autrichiens. Du 26 au 31 août, le général Auffenberg bouscule la V<sup>e</sup> armée russe de Plehve et tout Vienne est alors en liesse. Mais les Russes se ressaisissent. Le grand-duc Nicolas abandonne ses projets de marche sur Berlin et considère que la Galicie doit retenir toute son attention. Le 5 septembre, c'est au tour des Austro-Hongrois d'être bousculés par la Garde russe à Tarnavka et d'être contraints à la retraite. Les revers autrichiens sont aggravés par les défaites de la rivière Gnila-Lipa, de Jelibor et de Yantchine. Conrad, le général en chef austro-hongrois, tente de rétablir la situation, mais échoue après les durs combats de Rawa-Ruska. Les Austro-Hongrois laissent cent vingt mille prisonniers aux mains des Russes. Preuve de l'intensité des combats, les Russes, tout comme les Français à la suite de la bataille de la Marne, épuisés, ne peuvent poursuivre en Galicie. L'allié allemand doit alors soustraire des forces du front occidental pour secourir des Autrichiens malmenés.

Cette dimension est trop souvent occultée dans la mémoire collective française qui minore l'importance des combats à l'est de 1914. Or, les Allemands sont amenés à fractionner leurs forces et à jongler dans leur répartition en fonction des événements. Cette division, que le plan Schlieffen voulait supprimer en remportant une victoire rapide et définitive à l'ouest, avant de traiter le front est, s'avère déterminante durant toute la durée de la guerre, jusqu'à la défection russe de la fin 1917.

A partir de la mi-septembre, Hindenburg, qui vient de recevoir le renfort de six corps d'armée et d'une division de cavalerie, prélevés sur l'ouest, s'enfonce dans le vide qui existe entre les armées russes de Galicie et celles de Prusse-Orientale. La bataille d'Augustovo est un échec et les Allemands doivent encore se replier en Prusse-Orientale. C'est bien à une possible invasion de son pays qu'Hindenburg, promu maréchal, doit faire face. Il dispose de deux



armées, la VIII<sup>e</sup> armée de Prusse-Orientale (von François) et la IX<sup>e</sup> (Mackensen). Le 11 novembre, Mackensen perce le front entre les I<sup>er</sup> et II<sup>e</sup> armées russes. La situation évolue rapidement. Les troupes allemandes, qui avaient commencé à exploiter la percée, sont elles-mêmes encerclées par une manœuvre habile du grand-duc Nicolas. Les Allemands brisent l'encerclement au prix de lourdes pertes.

L'année 1914 s'achève sur le front de l'est, par la « bataille des quatre rivières » en décembre. Il s'agit, un peu comme pour la Marne, d'une suite de combats plutôt que d'une bataille unique. Le 2 décembre, Mackensen attaque et le front russe est rompu. Au prix de pertes énormes (la 51<sup>e</sup> division russe est réduite, par exemple, à quatre compagnies), les Russes se rétablissent cependant tant bien que mal et aucune décision n'est obtenue à la fin de 1914.

Qu'en est-il des Serbes dans le même temps ? Les Austro-Hongrois sont décontenancés. Ils pensaient que les opérations contre cette petite armée seraient une promenade de santé. Or, ils sont battus à la bataille du Tser et laissent au voïvode Putnik cinquante mille prisonniers. Malgré les avis de Conrad, qui pense que la guerre se joue en Galicie, le général Potiorek, soutenu par la cour, attaque en force sur la Save. Les Autrichiens enfoncent alors les lignes serbes et s'emparent de Belgrade le 30 novembre. Mais ce succès est de courte durée. A partir du massif du Rudnik, où ils se sont solidement installés en défensive, ravitaillés par la France et la Russie, les Serbes reviennent en offensive, repoussent les forces de Potiorek et reprennent leur capitale le 15 décembre 1914.

La guerre revêt aussi, dès 1914, des dimensions mondiales. Des opérations militaires menacent les colonies allemandes, *confetti* d'un Empire encore en construction à la veille de l'embrasement. Les colonies allemandes sont d'emblée isolées et d'autant plus vulnérables que leurs possibilités de ravitaillement sont minces dès lors que la flotte de guerre est confinée dans ses ports. Dès août 1914,

les Australiens et les Néo-Zélandais occupent sans coup férir les Samoa, les Salomon et la Nouvelle-Guinée allemandes. Soixante mille Japonais – auxquels se joignent mille cinq cents Britanniques – attaquent le territoire allemand de Kiao-Tcheou, dont le port de Tsing-Tao tombe le 7 novembre 1914.

En Afrique, le Togo allemand est littéralement pris en sandwich entre les Britanniques qui s'emparent de Lomé à partir de leur base de *Gold Coast*, le 7 août 1914, et les Français qui attaquent en venant du Dahomey. Le 16 août, les Allemands sont battus lors des combats de la rivière Lili. Mais les opérations sur le continent africain se révèlent plus ardues pour les Alliés que dans le Pacifique. Au *Kamerun*, les Allemands de Zimmermann, qui commande quelques soldats blancs et environ six mille Askaris<sup>17</sup>, résistent aux Français du général Aymerich venus du Gabon et du Soudan et aux Anglais en provenance du Nigeria. Les opérations se poursuivent tout au long de l'année 1915 et ce n'est que le 18 février 1916 que les derniers éléments allemands capitulent.

Plus au sud, la situation du Transvaal est périlleuse pour les Anglais. Comment vont se comporter les Afrikaners une dizaine d'années après la guerre des Boers ? Ce conflit avait été marqué par les exactions de l'armée britannique contre les populations civiles. La politique de regroupement des civils dans des *Concentration Camps* destinés à priver les combattants boers de tout soutien logistique avait provoqué une terrible mortalité. Or, s'il y a bien une tentative de soulèvement contre les Anglais, le vaincu de 1902, le général Botha, ainsi que le général Smuts la répriment et affirment leur loyauté à l'égard de Londres. Botha marche ensuite sur le Sud-Ouest africain allemand. D'abord battu, il amène néanmoins à la reddition les cinq mille hommes du colonel Francke en juillet 1915.

En Afrique-Orientale allemande, le lieutenant-colonel von Lettow-Vorbeck administre la preuve de son talent. Ayant mobilisé 11 000 Askaris avant la guerre, encadrés par 3 000 Allemands, il

rejette à la mer les 6 000 soldats britanniques qui tentent de débarquer le 4 novembre 1914 à Tanga. Sa partie de cache-cache avec les troupes britanniques dure jusqu'à la fin de 1918<sup>18</sup>.

Un autre théâtre d'opérations tend à se dessiner à la fin de 1914. L'Empire ottoman, officiellement neutre, a cependant signé un accord avec les Allemands, le 2 août 1914, qui a entraîné l'arrivée dans les eaux turques de deux croiseurs devenus soudainement ottomans par la grâce de quelques manipulations diplomatico-juridiques. En réplique, l'Entente a miné les détroits tandis que les Turcs minaient les eaux des Dardanelles, interdisant ainsi toute liaison entre les marines russes et anglo-françaises. La tension croissant, l'état de guerre est proclamé entre l'Empire ottoman et l'Entente le 2 novembre 1914. Les premiers échanges d'artillerie suivent immédiatement aux Dardanelles. Afin d'assurer leurs approvisionnements pétroliers à partir d'Abadan, les Britanniques débarquent la 6<sup>e</sup> division indienne dans le golfe Persique. Mais les premiers vrais combats interviennent plus au nord, sur le front du Caucase entre les troupes d'Enver Pacha, ministre de la Guerre du cabinet « Jeunes-Turcs », et les Russes. D'abord battus, les Russes se rétablissent sous le commandement de Ioudénitch, qui stabilise la situation.

Cette première approche montre que les extensions géographiques de la guerre sont déjà considérables dès 1914. En cela, elle mérite l'appellation de « guerre mondiale » bien avant ses multiples élargissements diplomatiques, une dimension que renforce l'appel aux forces coloniales. Malgré l'expérience de la guerre de 1870, pour la première fois aussi massivement, des troupes levées dans les Empires vont combattre en Europe, renforçant la puissance du choc. Plus généralement, l'ensemble du phénomène guerrier connaît d'emblée des évolutions rapides et brutales.

## La surprise de la puissance du feu

De fait, les soldats et bien des officiers n'ont pas saisi les progrès énormes réalisés par les armements en quelques décennies, ou ne les ont pas intégrés dans leurs représentations mentales. Les combats meurtriers des 18-19 août 1870 à Saint-Privat et Gravelotte ont été oubliés, dans l'armée allemande comme dans l'armée française.

En 1870, un bataillon français compte théoriquement 900 hommes et le Chassepot tire environ 8 coups à la minute. Un bataillon déverse donc sur ses adversaires 7 200 balles de 11 mm en une minute. A la veille de la Grande Guerre et jusqu'en 1916, un bataillon rassemble un effectif de 1 100 hommes. La cadence raisonnable de tir du Lebel modèle 1886/93 pour un soldat moyennement entraîné étant de l'ordre de 15 coups à la minute, le mur de feu qu'une unité dresse devant son adversaire est de l'ordre de 16 500 balles. En moins de cinquante ans, entre 1870 et 1914, la puissance de feu a donc été multipliée par près de 2,5, sans même tenir compte de la dotation en armes collectives.

Un autre paradoxe s'impose. Parmi les meilleurs observateurs militaires, qui ont mesuré les progrès considérables réalisés dans les armements terrestres, beaucoup estiment que la puissance de feu de l'adversaire peut être contournée par le mouvement et la fougue offensive. Ils admettent également des pertes élevées lors de la « bataille décisive ». « Leur esprit paraît encore pénétré de la hantise des pertes et ils font presque un dogme de l'impossibilité d'avancer sous le feu de troupes bien postées<sup>19</sup> », note le général Berthelot à propos de l'allié russe en septembre 1913.

Plusieurs éléments caractérisent l'originalité de la campagne de 1914. L'expression de la puissance industrielle des pays développés qui s'affrontent se marque par une massification du feu d'artillerie et d'infanterie. La notion de « mur de feu » s'exprime à plein, affolant les soldats. Les mitrailleuses Maxim allemandes, Saint-Etienne ou Hotchkiss françaises, Vickers anglaises, provoquent des ravages. Une

vraie débauche de munitions se produit. Les Allemands y sont peut-être un peu moins mal préparés que les Français. En effet, leurs manœuvres d'avant-guerre les ont sans doute accoutumés à cette puissance de feu puisqu'ils y consomment alors deux fois plus de munitions d'entraînement que leurs futurs adversaires<sup>20</sup>.

Les effets de la puissance de feu se mesurent parfois sur le mode de l'humour noir. Après la bataille de la Marne, le soldat Gérard Castandet, du 18<sup>e</sup> régiment d'infanterie, constate que son sac à dos est totalement déchiqueté par les balles et reçoit le surnom d'« homme écumoire<sup>21</sup> ». L'excitation de la bataille, surtout quand on y est vainqueur, débouche aussi sur une exaltation de la puissance de feu que perçoivent les combattants de base. « Hourra ! Ils tombent comme des mouches ! Lisière gauche du bois, 1 200 ! Bravo ! oui, c'est ça ! L'un d'eux (soldats allemands) apportait sans cesse des munitions. Je voyais les bandes de cartouches passer comme des flèches par la platine de la mitrailleuse, je voyais aussi les visages surexcités mais pleins de jubilation des tireurs et officiers<sup>22</sup> », s'exclame le 6 septembre 1914 le soldat allemand Hans Rodewald en décrivant le fonctionnement d'une mitrailleuse de son unité.

Durant cette première phase, la puissance de feu de l'ennemi s'exprime surtout par l'artillerie. Le sergent Lenquette subit ce déluge le 8 septembre 1914. « Vers midi, on a marché en avant sous un feu très violent d'artillerie, j'ai eu une bille de plomb au genou, on marche sur Corfélix, à l'entrée du village, une grêle d'obus sur nous et une bille de plomb est rentrée dans ma poche et a abîmé mon carnet. » Le sous-lieutenant Jobit, du 43<sup>e</sup> RA, note dans son carnet intime, le 16 septembre 1914, dans les combats de Muizon, près de Reims, que sa batterie « a vraiment consommé 20 000 projectiles de 75 dans la journée d'avant-hier ».

Chaque soldat doit alors conjurer sa peur ou à tout le moins l'apprivoiser. Le sang-froid et l'expérience de ceux qui survivent comptent alors beaucoup. La foi, la superstition, voire les deux

combinées aident les combattants à dompter leurs craintes. Le *Petit Memento du soldat chrétien*, publié par l'évêché de Dijon<sup>23</sup> après les premiers combats, conseille cette prière : « Mon Dieu, j'ai peur... je suis entre vos mains et vous êtes mon père. » Il justifie la mort par une vie meilleure, « l'entrée au ciel, séjour de bonheur parfait, n'est accordé qu'à ceux qui l'auront mérité<sup>24</sup> ».

Mais c'est sans doute la spécificité des sociétés militaires – aujourd'hui comme hier – qui explique les comportements au feu. Dans l'armée, l'homme n'est jamais seul. Une section d'infanterie réunit soixante individus mais constitue surtout une unité, à tous les sens du terme, unie par son chef, le sous-lieutenant, soudée plus encore par les escouades où chacun se connaît. En permanence sous le regard des camarades de combat ou des chefs de contact, le soldat ne réagit pas comme un individu, mais comme l'élément constitutif d'un tout. Se poser la question fondamentale des raisons qui ont fait tenir les soldats durant les quatre années de la Grande Guerre en ignorant cette dimension expose à de graves incompréhensions.

## **L'effondrement des systèmes de pensée : la surprise imposée du « système-tranchées<sup>25</sup> »**

À l'ouest comme à l'est, les batailles de l'été de 1914 scellent la fin de la croyance en une « bataille décisive », pourtant solidement ancrée depuis le début des années 1880 dans les états-majors européens. Les observateurs les plus avertis des progrès de l'armement estimaient qu'au vu des performances croissantes de l'artillerie et des feux de l'infanterie, le choc serait terrible mais forcément bref. Les taux de pertes élevés, attendus du fait des progrès armuriers, ne sauraient s'installer dans la durée.

De ce point de vue, les enseignements de l'été 1914 sont effrayants et contradictoires. Les évolutions se font, « à chaud », dans l'immédiateté des combats et en réplique à ceux-ci. Le 23 août 1914,

durant la bataille de Dinant, le colonel de Fonclare, qui commande le 127<sup>e</sup> RI dissèque les procédés allemands de la bataille : reconnaissance aérienne préalable, préparation d'artillerie massive, infiltration appuyée par les mitrailleuses. Il conclut, « une merveilleuse leçon pour nous<sup>26</sup> ». Le général Fayolle, le 25 août, note :

« A la 70<sup>e</sup> [DI] catastrophe entre 7 et 9 heures dans l'attaque d'Hoéville : il y a beaucoup trop de monde en ligne... il n'y a aucune reconnaissance, aucune préparation par le feu... Pas de patrouilles de combat, pas d'éclaireurs, les masses d'hommes inutiles ! Aucune préparation. C'est fou ! »,

mais dès le lendemain, 26 août, il change de ton :

« L'ordre est de repartir en avant. On recommence, mais cette fois très prudemment, très lentement. La leçon a été bonne [...] Je marche par bonds sous la protection de toute l'artillerie et après reconnaissances faites<sup>27</sup>. »

A la 13<sup>e</sup> division comme dans de nombreuses autres divisions de l'armée française, le règlement qui prévoit l'offensive à outrance n'a tenu qu'une demi-journée. Deux semaines plus tard, le général de Castelnau, commandant la II<sup>e</sup> armée ordonne :

« les gros d'infanterie ne doivent entrer en scène qu'après que toute l'artillerie, protégée par un minimum d'infanterie bien disposée et bien abritée, aura agi sur l'infanterie ennemie<sup>28</sup> ».

Durant cette phase des premières semaines de la guerre, les taux de pertes sont très élevés du fait que les mentalités anciennes ne se sont pas encore adaptées à la puissance des armes. A Lagarde, le lieutenant-colonel Simonet explique en partie l'échec par l'insouciance de l'infanterie.

« Disposée en cordon autour du village, vrai nid à obus, elle gratte à peine le sol, ne songe même pas aux liaisons et communications intérieures. Trop livrée à elle-même, trop inconsciente encore du danger, elle s'offre, insouciant, aux coups de l'ennemi<sup>29</sup>. »

Ainsi, pour ces raisons et d'autres encore, malgré les efforts réitérés des deux camps, « LA » bataille décisive n'a pas lieu. Ou plutôt, toute une série de batailles pensées comme décisives par leurs concepteurs, mais aussi par ceux qui les vivent ou les subissent sur le terrain, ne débouchent que sur un blocage du champ de bataille.

Devant la puissance du feu de l'adversaire, les fronts se fixent et s'enfoncent dans le sol. Le recours à la fortification de campagne (la tranchée) est prévu par tous les règlements des armées de l'époque. Le procédé n'a rien de nouveau. Expérimenté depuis l'Antiquité à travers les sièges de ville, il a connu une première renaissance au XVII<sup>e</sup> siècle, avec le développement de l'artillerie. Le feu de l'ennemi oblige à « baisser la tête » et à rechercher la protection du sol.

Sur le terrain, les combattants constatent rapidement que l'enfoncement dans le sol bloque toute manœuvre tactique. Le 10 octobre, le sous-lieutenant Robert Porchon, saint-cyrien tué aux Eparges en 1915, dont Maurice Genevoix devait faire l'un des plus beaux héros de *Ceux de 14*, note dans une lettre à sa mère :

« Nous ne faisons pas une guerre intéressante pour le moment. Nous sommes toujours dans nos bois dont je vous avais parlé où nous venons à tour de rôle avec les autres régiments de la division... Des deux côtés, Français et Allemands, on se retranche à qui mieux mieux. Tranchées, réseaux, abattis, etc. Si bien que les positions deviennent impenetrables, si bien que l'action se borne à des canonnades qui vous forcent à rester terrer [*sic*] au fond des tranchées<sup>30</sup>. »

Une manière de faire la guerre s'achève. Le feu a provisoirement tué le mouvement. Mais les Français se sont-ils constamment contentés



de subir ces évolutions guerrières ? Une certaine tradition accrédite cette vision en insistant sur l'incapacité des généraux français à s'adapter aux techniques de la guerre nouvelle. Cette lecture est pourtant invalidée par les sources allemandes. Dans la *Relation officielle de la guerre mondiale, 1914-1918*<sup>31</sup>, les Allemands reconnaissent qu'à partir d'octobre 1914, dans les combats très particuliers de l'Argonne, qui se déroulent en milieu forestier :

« (...) le soldat allemand dut apprendre à s'adapter complètement à cet état de choses. Il se développa un genre de combat tout nouveau, empruntant son caractère spécial à la manière des Français de mener la lutte. Ceux-ci opposaient aux attaques allemandes des tranchées successives, établies le plus souvent de façon à se flanquer réciproquement ».

Les historiens militaires allemands de l'entre-deux-guerres reconnaissent ainsi la précocité de la capacité à s'adapter des Français.

Signe patent de ces évolutions, le général Louis Napoléon Conneau – fils du médecin de Napoléon III – commandant les 1<sup>er</sup> et 2<sup>e</sup> corps de cavalerie, rédige dès le 14 octobre 1914 un projet d'organisation des « bataillons de cavaliers à pied ». Le combat de tranchées oblige les cavaliers à combattre démontés. Le 9<sup>e</sup> régiment de hussards de l'armée française fournit un détachement d'hommes à pied pour combattre dans le secteur de Wilverghem, durant la première bataille d'Ypres.

Par ailleurs, sous prétexte d'entretenir le moral des troupes, des directives nourrissent la guerre elle-même. Ainsi, du côté français, le général Auguste Dubail, à la tête de la 1<sup>re</sup> armée, prescrit-il, le 26 novembre 1914 :

« de perfectionner l'instruction du tir, en faisant journellement tirer à chaque jeune soldat dans la tranchée, six balles sur un but déterminé

(embrasure ou créneau adverse) sous la surveillance d'un gradé ou d'un ancien qualifié<sup>32</sup> ».

La guerre s'installe. L'échec de la guerre traditionnelle imaginée est symbolisé, sur le front occidental, par la pathétique odyssée du corps de cavalerie français du général Jean Sordet. Parti des Ardennes françaises, il monte sur Liège le 10 août sans réussir à accrocher la cavalerie allemande qui préfère se dérober. De nombreux chevaux meurent après un périple de deux cent soixante-quinze kilomètres mené en cinq jours. L'exploration stratégique échoue, mais les pertes, dues à de nombreuses escarmouches sont, en même temps, très sévères. Le 16 août, chacune des trois divisions du corps a perdu un quart de ses effectifs. Les premiers vrais chocs se produisent le 18 août face au corps de cavalerie de von Marwitz et surtout le 21 août au nord de Charleroi où des forces allemandes très supérieures en nombre obligent le corps de Sordet à faire retraite. Le 25 août, il est sur Walencourt, pour venir en aide à des troupes britanniques désarmées. A la fin du mois d'août 1914, l'unité qui n'a pourtant ménagé ni sa peine, ni ses hommes, ni ses chevaux et qui a parcouru mille cinq cents kilomètres en un mois, a quasiment cessé d'exister, s'étant constamment, ou presque, heurté à un vide voulu par l'adversaire.

Le verrouillage du front occidental des Vosges à la mer du Nord aboutit aussi parfois à des situations étonnantes. La 23<sup>e</sup> compagnie du 205<sup>e</sup> RI, commandée par le capitaine Colbert de Laplace, un réserviste, est isolée des lignes françaises dans les combats du 2 septembre entre Laon et Chamouille, dans l'Aisne. Elle entame un périple de quatre-vingt-dix-huit jours sur les arrières des lignes allemandes jusqu'à Signy-le-Petit, dans les Ardennes, où à bout de ressource, après avoir enterré ses armes, elle se rend aux Allemands.

Les conséquences des immenses chocs frontaux de l'été 1914 se situent sur des registres très différents.

## L'ampleur des pertes

L'ampleur des pertes est la conséquence la plus dramatique des premières semaines de guerres. Même s'il est difficile, en 1914, d'en tenir un état définitif, les évaluations ultérieures sont assez précises en ce qui concerne l'armée française. La disparition des archives allemandes suite aux bombardements alliés de la Seconde Guerre mondiale ne rend pas les choses plus simples. La traduction en français, par les professeurs du cours d'allemand de l'Ecole supérieure de guerre, de la *Relation officielle de la guerre mondiale*, déjà mentionnée, atteste que les pertes allemandes au cours des trois semaines qui courent de mi-octobre à la première semaine de novembre, dans la ruée des Flandres, sont considérables. La IV<sup>e</sup> armée compte 39 000 morts et blessés, 13 000 disparus, tandis que la VI<sup>e</sup> armée dénombre 27 000 morts et blessés et 1 000 disparus.

Le *trend* de pertes est semblable dans toutes les armées engagées en 1914 et l'armée française peut servir d'indicateur. Les pertes<sup>33</sup> moyennes définitives, par année de guerre, sont les suivantes :

1914 (5 mois seulement) : 301 350 hommes  
1915 : 348 850  
1916 : 252 300  
1917 : 163 700  
1918 : 223 300

L'année 1914 est donc incontestablement l'année la plus meurtrière en proportion (même si l'année 1915 la surpasse en chiffres absolus), ce que confirment les moyennes mensuelles. Durant cette année terrible, chaque mois voit mourir ou disparaître 60 270

soldats français, soit trois ou quatre fois plus que pour toutes les autres années de guerre. Si l'on réagit, en suivant l'historien Rémy Porte, en rapportant les pertes aux effectifs totaux, les taux sont de 2,95 % entre août et décembre 1914, de 1,09 % pour 1915, de moins de 1 % ensuite.

Si l'on dispose de moins de renseignements pour les blessés, les « approximations vraisemblables » sont de 98 000 blessés par mois en 1914, 85 000 en 1915, 46 000 en 1916, 31 000 en 1917.

Côté français, ces pertes considérables affectent plus particulièrement les régions militaires du Centre et du grand Ouest. La région militaire d'Orléans connaît des taux de 20,2 %, celle du Mans, de 20 %. Limoges (19,6 %), Rennes (19,5 %) et Bourges (19,3 %) suivent alors que Paris souffre d'un taux inférieur (10,5 %). L'infanterie, qui fournit les gros effectifs, perd un soldat sur quatre et un officier sur cinq.

Une image d'Epinal attribue l'essentiel de ces pertes au pantalon rouge des fantassins des régiments d'infanterie. Alors que les Anglais ont équipé leur armée d'un uniforme de couleur *kaki* après la guerre des Boers, d'autres nations leur emboîtent le pas après la guerre russo-japonaise de 1904-1905. L'Allemagne adopte le *Feldgrau*, tandis que les Etats-Unis, l'Autriche-Hongrie et même la Serbie dotent leurs combattants de teintes discrètes. Les généraux français sont-ils d'indécrottables traditionalistes qui se muent en infâmes meurtriers par incompetence à l'été de 1914 ? La réalité est plus complexe. L'état-major général a bien étudié un uniforme moins visible dès la fin des combats d'Afrique du Sud en 1902. Plusieurs tenues sont essayées, du « vert réséda » de 1902 au « beige » de 1906. Mais le monde politique se montre rétif aux changements. Lors de la revue du 14 juillet 1912, à Longchamp, plusieurs compagnies du 28<sup>e</sup> RI défilent les unes avec un uniforme « gris-vert », les autres avec un uniforme « gris bleuté », une autre avec un uniforme dessiné par Edouard Detaille. *Le Gaulois* regrette l'ancien uniforme et *Le Petit Journal*

constate que la foule « acclame la vieille tenue ». Le maintien du vieil uniforme de 1867 est donc dû non à l'impéritie des militaires mais à un consensus politico-médiatique qui en fait un symbole. Pendant les premières semaines de la guerre, les Allemands et les Anglais, pourtant dotés d'uniformes discrets, subissent d'ailleurs des taux de pertes comparables aux régiments de ligne dotés du fameux pantalon rouge.

Si le niveau des pertes n'est pas connu sur le coup, les soldats les mentionnent dans leurs lettres, malgré la désorganisation du service du courrier due à la guerre de mouvement. Les annonces de deuil se multiplient en province, *via* les maires ou les gendarmes. L'énormité des pertes, ressentie, pose des questions capitales à la communauté nationale tout en ancrant les phénomènes de deuil précocement et massivement dans les sociétés en guerre. Mais l'été de 1914 n'est pas seulement marqué par cette terrible hécatombe ; il questionne aussi sur les attitudes des soldats.

## **Consentement et coercition**

L'historiographie française a été scindée depuis le début des années 1990 par un débat houleux entre deux lectures présentées comme opposées alors qu'elles sont complémentaires. Les uns ont voulu voir dans les attitudes des soldats de 14 un consentement de type eschatologique ; les autres ont rétorqué que les soldats avaient tenu bon en raison de la contrainte. J'ai tenté de montrer<sup>34</sup> l'inanité de cette opposition il y a déjà une décennie.

Que les soldats soient partis en août, non dans l'enthousiasme mais bien décidés à faire leur devoir, ne fait aucun doute. Mais les conditions du combat, loin d'être celles qu'ils envisageaient, émoussent rapidement leur combativité, d'autant plus que les pertes d'officiers « désencadrent » les soldats. Le jeune sous-lieutenant Porchon, encore élève à Saint-Cyr à la déclaration de guerre, juge en termes peu amènes ses soldats le 6 septembre 1914 :

« j'ai une section déplorable. Une bande de voyous ivrognes. Hier à Condé, il y avait un peu de vin. Beaucoup étaient à demi saouls, tire-au-flanc, fainéants, rouspéteurs, indisciplinés etc, etc, etc.<sup>35</sup> ».

Pour maintenir la discipline dans les dures conditions de la retraite, Joffre et ses grands subordonnés doivent faire jouer les multiples niveaux de contrainte prévus par les règlements militaires, car les signes qui attestent de la part des soldats d'un refus déjà conscientisé de la guerre qu'ils subissent se multiplient.

La mauvaise volonté à marcher, l'état d'esprit dégradé en offrent un premier signe.

« Déroute morale et physique. Il n'y a plus rien à tirer de cette troupe. Si on ordonnait une nouvelle marche au feu, on ne ferait pas arriver sur la ligne le quart des hommes. Les officiers de troupe s'en rendent parfaitement compte. La mutinerie couve. On ne demande qu'à disparaître des opérations »

note dès le 26 août, le sergent René Minard, du 28<sup>e</sup> Régiment de Territoriale dans son journal intime<sup>36</sup>.

L'apparition des mutilations volontaires reflète à sa manière les stratégies individuelles qui visent à contourner la guerre. Les médecins militaires, dont beaucoup sont des réservistes, développent une véritable hantise de la blessure volontaire, assimilée à un refus de la guerre. Le 26 décembre 1914, au sein du 1<sup>er</sup> RMTA, le tirailleur Zhiriet, accusé d'automutilation, est condamné à mort et exécuté le lendemain. Mais les premières traces de mutilations volontaires sont attestées dès août 1914, au sein de la 57<sup>e</sup> DI de réserve<sup>37</sup>.

De même, le moral des troupes françaises qui retraitent est atteint, comme le confirment de nombreux témoignages. Bien qu'il ait été écrit légèrement après les événements, *Ceux de 14* de Maurice Genevoix

exprime bien la rupture de l'imaginaire guerrier qui saisit rapidement les soldats confrontés à la réalité de la guerre moderne, au début de la campagne. « Il me semble que je viens d'échapper à une espèce d'envoûtement. Mais c'est fini, ce charme abominable est mort<sup>38</sup> », écrit-il à propos de la première quinzaine d'octobre 1914.

« Actuellement les officiers considèrent qu'on ne peut plus porter les hommes en avant. Ils se laisseraient tuer sur place plutôt que de quitter la tranchée, et les chefs qui essaient de les porter en avant sont tués sans aucun résultat. Mais pour la défensive, on peut compter sur eux<sup>39</sup> »

confie dans une lettre à sa famille le sous-lieutenant de réserve André Rendu, du 13<sup>e</sup> RI à la fin d'octobre 1914, lors des terribles combats du Bois-Brûlé, entre Côtes de Meuse et Moselle. Du côté allemand, le bilan n'est pas plus encourageant. A la fin d'octobre 1914, le journal de marche du XXIII<sup>e</sup> corps de réserve souligne que :

« cette journée du 22 octobre faisait ressortir, chez les nouveaux corps, plus clairement encore que la veille, les signes d'un relâchement de la discipline pendant le combat. La troupe avait perdu tout ressort<sup>40</sup> ».

Dans ces conditions, l'usage de la contrainte appliquée à ses propres soldats constitue une nécessité que perçoit le GQG. L'ordre général n° 11 du 2 septembre 1914 de Joffre, lancé en pleine retraite, énonce clairement les arguments antagonistes du bien-être – très relatif – des hommes et de la contrainte brutale :

« les précautions les plus minutieuses, comme les mesures les plus draconiennes seront prises pour que le mouvement de repli s'effectue avec un ordre complet, afin d'éviter les fatigues inutiles. Les fuyards, s'il s'en trouve, seront pourchassés et passés par les armes<sup>41</sup> ».

Ainsi, le chef de bataillon Frédéric Wolff du 36<sup>e</sup> régiment d'infanterie coloniale est-il fusillé, le 1<sup>er</sup> septembre 1914. Son unité s'est laissé aller à un « sauve-qui-peut » le 25 août<sup>42</sup>. Selon le général André Bach, c'est la journée du 19 septembre 1914 qui détient le record de la répression, puisque, ce jour-là, pas moins de quinze soldats sont exécutés après jugement par un tribunal militaire et fusillés à Châlons-sur-Marne<sup>43</sup>. Dans ce système de coercition, la prévôté, c'est-à-dire la gendarmerie dans ses attributions de la zone des armées, joue un rôle somme toute assez réduit. La gendarmerie aux armées n'a pas encore pris ses marques et c'est plutôt la hiérarchie militaire qui agit directement<sup>44</sup>.

Comment cette poigne de fer a-t-elle été perçue par les soldats ?

Outre que les codes sociaux de 1914 acceptent mieux qu'aujourd'hui le recours à la contrainte, les soldats, même s'ils rechignent, comprennent le caractère exceptionnel de la situation qui commande, comme dans les grands drames nationaux, les comportements sévères de la hiérarchie. André Bach cite les réactions du caporal Théophile Maupas, le 2 novembre 1914, lorsqu'il assiste à l'exécution de cinq soldats du 247<sup>e</sup> RI qui avaient quitté leur tranchée devant l'ennemi. Le futur fusillé de Souain de mars 1915 comprend ces exécutions : « Ah ! la discipline militaire en temps de guerre, c'est terrible, mais c'est nécessaire<sup>45</sup>. » Dans l'atmosphère de la retraite, les Français ne sont pas les seuls à adopter les méthodes les plus fermes. Le 13 octobre 1914, le roi Albert de Belgique publie un ordre du jour exigeant que chacun résiste sur place ; il menace tout soldat parlant de recul de l'assimiler à un traître à la patrie.

## **Joseph Joffre, le grand communicateur**

Les limogeages sont le signe le plus évidemment visible de la poigne de fer de Joseph Joffre, mais aussi de sa capacité à montrer son efficacité. Le général en chef reçoit le pouvoir – octroyé par



décret le 15 août 1914 – de mettre directement à la retraite un général qui ne serait pas à la hauteur de la situation.

Le lieutenant-colonel Bel, que le général de Castelnau surnomme « Robespierre », mais qui est beaucoup plus fréquemment appelé « Fouquier-Tinville », tient ostensiblement sur le côté de son bureau de Chantilly un tas de lettres d'interventions de parlementaires auxquelles il se flatte de n'avoir pas répondu. Il est souvent l'envoyé direct de Joffre pour annoncer à tel ou tel qu'il est relevé de son commandement. Portez « aux fonctions les plus hautes des jeunes hommes énergiques, décidés à vaincre à tout prix. Eliminez les vieillards sans pitié », avait ordonné le ministre de la Guerre Messimy, retrouvant le ton de Saint-Just. Des grands noms de l'armée sont remis à disposition du ministre sans commandements ou envoyés dans des fonctions de seconde zone, notamment dans la région militaire de Limoges : Lanrezac, Pau, Michel, Bonneau, Sordet, d'Amade. Mais ils ne sont pas les seuls. A la fin de l'année 1914, 144 généraux sur un total de 344 ont été écartés. Les conséquences sont énormes et largement positives pour certains. Afin de remplacer les « limogés », les promotions rapides se multiplient. Colonel d'artillerie en août, Robert Nivelle devient général de division en novembre 1914. Philippe Pétain connaît également une progression foudroyante. Foch passe du commandement d'un corps d'armée à celui d'un groupe d'armées. La question a été posée de savoir si, ce faisant, Joffre avait poussé vers la sortie un certain nombre de « discriminés positifs », promus plus par leur républicanisme que par leurs talents réels au moment de l'« affaire des fiches » de 1904. En fait, Joffre sait surtout se séparer des officiers généraux ou supérieurs qui n'ont pas su résister à l'énorme pression physique et psychologique imposée par l'intense guerre de mouvement. De même, le Pyrénéen ne craint pas de montrer du doigt d'autres soldats originaires du sud de la Loire. C'est au cours de la bataille du Grand Couronné que naît la légende noire du

15<sup>e</sup> corps, qui marque encore les postures mémorielles de la Grande Guerre aujourd'hui.

Le 20 août 1914, le sous-lieutenant Morin, du 5<sup>e</sup> hussards, en reconnaissance devant Fonteny, constate :

« Je rejoins le régiment et j'assiste à la fuite éperdue des méridionaux. C'est une honte. Ils n'ont plus de sacs, plus de fusils, ils ont jeté leurs mitrailleuses pour monter sur les mulets<sup>46</sup>. »

S'agit-il d'une reconstruction mémorielle ? Cette vision rejoint, en tout cas à l'époque, le discours officiel que Joffre tient le lendemain au ministre de la Guerre Adolphe Messimy.

« L'offensive en Lorraine a été superbement entamée. Elle a été enrayée par des défaillances individuelles ou collectives qui ont entraîné la retraite générale et nous ont occasionné de très grosses pertes. J'ai fait replier en arrière le 15<sup>e</sup> corps, qui n'a pas tenu sous le feu et a été cause de l'échec de notre offensive. J'y fais fonctionner ferme les Conseils de Guerre<sup>47</sup>. »

L'affaire est relayée dans *Le Matin*, du 24 août 1914 par le sénateur de la Seine, Auguste Gervais, de la Gauche démocratique, très proche de Messimy<sup>48</sup>. Si des défaillances sont avérées, elles ne concernent cependant pas que le 15<sup>e</sup> corps, mais également le 20<sup>e</sup> et le 16<sup>e</sup>, pourtant composés de troupes levées au nord de la Loire, notamment en Lorraine pour le 20<sup>e</sup>.

La cohésion nationale est ainsi questionnée. Le Midi « rouge », soulevé en 1907, fournit-il de bons combattants à la Nation ? Cette question invite à interroger les Français et leurs représentations de la guerre, voire le positionnement de certains intellectuels qui assimilent la guerre à une « croisade ». Quoi qu'il en soit, Joffre, toujours prompt à faire retomber sur d'autres ses propres erreurs, exploite un

argument qui sert ses capacités de manipulation des journaux et des milieux politiques.

## **Le barbare c'est l'autre**

Le 31 juillet 1914, Guillaume II proclame l'« état de danger de guerre » qui produit des conséquences immédiates dans les « provinces perdues » de 1870. En Alsace et dans une partie de la Lorraine, les autorités civiles sont placées sous le contrôle des autorités militaires. La dictature militaire se met alors rapidement en place. Des personnalités connues pour leurs sentiments francophiles sont arrêtées et emprisonnées à Ehrenbreitstein ou placées en résidence surveillée en Allemagne. La liberté de réunion comme les libertés individuelles sont suspendues, la presse censurée, les journaux français supprimés. Ces mesures perdurent jusqu'en 1918. Elles s'inscrivent dans une volonté de germanisation de la Lorraine et de l'Alsace qui touche toutes les strates de la société : l'école, la religion, les associations, l'administration même communale, l'économie. Ces mesures, ajoutées aux contraintes de l'état de guerre, éloignent progressivement les Lorrains comme les Alsaciens du Reich et du *Deutschtum*.

Mais les exactions prennent un tour beaucoup plus tragique en Belgique dès l'entrée des troupes allemandes.

La première exécution de masse de civils intervient le 5 août 1914 ; trois jours après, près de huit cent cinquante personnes ont été tuées. Après l'attaque du fort de Fléron, la seule 14<sup>e</sup> brigade de l'armée allemande – notamment les 27<sup>e</sup> et 165<sup>e</sup> régiments d'infanterie (IR) – massacre un grand nombre de civils. A Soumagne, le 5 août, des hommes sont choisis parmi les habitants et exécutés devant leurs femmes et leurs enfants. Les victimes sont achevées à la baïonnette. L'une d'entre elles, protégée par le corps de ses camarades, a pu témoigner par la suite<sup>49</sup>.

Située à l'est de Bruxelles, Louvain constitue un exemple dramatique de cette terrible invasion. Les Allemands entrent dans la cité universitaire, déclarée ville ouverte<sup>50</sup>, le 19 août. Aucun incident n'est à déplorer jusqu'au 25 du même mois. Mais ce jour-là, entre 17 h 30 et 19 heures selon les documents, l'alarme résonne dans la ville. A partir de 20 heures, des tirs éclatent, des soldats allemands surgissent dans les maisons et ouvrent le feu<sup>51</sup>. Certains hommes sont immédiatement abattus, d'autres sont exécutés en sortant de chez eux. Toute la ville, des habitations aux bâtiments commerciaux, est délibérément incendiée. De la bibliothèque et de ses trois cent mille volumes ne subsistent que des cendres. Le 26 août, le massacre continue. Deux mille bâtiments brûlent jusqu'au 28 août. A Ethe, les comportements allemands sont identiques. Le dimanche 23 août, les Allemands « bouchèrent hermétiquement l'entrée du soupirail » de la cave où treize personnes avaient trouvé refuge. Ils « contemplèrent les effets de leur œuvre<sup>52</sup> ». Trois personnes seulement parviennent à en sortir vivantes. Quatre fusillades collectives se produisent dans ce même village le 23 août. Au total, la commune d'Ethe – mille huit cent quatre âmes en 1910 – perd deux cent onze habitants lors de l'invasion allemande.

John Horne et Alan Kramer ont finement analysé ces exactions. L'armée allemande au début de la campagne n'est pas forcément bien commandée au niveau des chefs de corps et des commandants de compagnies ou de sections, et n'est pas encore aguerrie. Or on sait combien une troupe peu formée se révèle facilement touchée par la peur, laquelle ouvre la porte à bien des exactions. L'incompréhension que suscite la résistance de la modeste armée belge, dont bien des militaires allemands pensaient qu'elle consentirait à la traversée de son territoire, voire leur présenterait les armes, débouche sur des comportements de vengeance. La hantise des premiers combats entraîne de nombreuses méprises et les troupes allemandes sont victimes de nombreux tirs amis. Surtout, la réminiscence des combats

français de 1870-1871 amène les soldats, *via* un certain nombre de leurs officiers, à considérer qu'ils affrontent une *Volkskrieg* qu'animent des francs-tireurs sans uniforme leur tirant lâchement dans le dos. Cette résurgence mémorielle constitue sans doute l'une des explications majeures des comportements allemands en Belgique. Une dimension supplémentaire serait peut-être à aller rechercher du côté du *Kulturkampf* jadis mené contre les catholiques : les Allemands accusent souvent les curés belges d'animer la résistance contre leurs troupes.

En France, les crimes de guerre sont également nombreux. Des violences sont perpétrées contre les civils dans bien des communes, Audun-le-Roman ou Gerbéviller par exemple. A Mont-Saint-Martin, près de Longwy, seize habitants sont tués et soixante-seize maisons incendiées. A Longwy même, des maisons sont également brûlées. A Chenières, vingt-deux habitants sont exécutés. Les Allemands invoquent toujours le même motif : « La population avait tiré sur la troupe. Ce prétexte était absolument faux. Dans tous les interrogatoires, les témoins insistent sur ce fait que les armes avaient été déposées d'avance à la mairie<sup>53</sup>. » A Fresnois-la-Montagne, cinquante et une personnes sont tuées, dont dix-sept femmes. A Rouvres, en Meuse, face à la résistance des troupes françaises, les Allemands incendient le village et tirent sur les habitants essayant d'échapper aux flammes.

Les Allemands ont-ils le monopole des exactions sur le front de l'Ouest ? Certains auteurs en doutent. « Toutes les armées d'invasion s'en sont rendues coupables en grand nombre : Russes en Prusse-Orientale et en Galicie autrichienne, Allemands en Russie, en Belgique, dans le nord de la France, Autrichiens en Serbie<sup>54</sup> ». Les troupes russes en Prusse-Orientale, les Austro-Hongrois en Galicie commettent des exactions à l'égard des civils, moins systématiquement qu'en Belgique ou que dans le nord de la France, mais de manière

importante. La mystique de la guerre populaire et des réminiscences de 1870 est sans doute moins prégnante qu'à l'ouest. Il n'empêche que, par le biais de la fantastique caisse de résonance que constitue une presse au *summum* de sa puissance, les crimes des armées en campagne servent à stigmatiser l'adversaire. La guerre de 1914 n'invente pas la barbarisation de l'ennemi – pratique courante depuis l'Antiquité – mais la rend d'autant plus systématique que chaque camp s'est autopersuadé d'avoir été entraîné dans une guerre de défense au nom de sa liberté. Des images de pseudo-supériorité raciale vieilles comme le monde et ragaillardies par le siècle des nationalismes achèvent de légitimer ces violences.

De ce point de vue, le bombardement de la cathédrale de Reims permet aux Français de présenter les Allemands comme des barbares n'hésitant pas à détruire un édifice sacré, fleuron de l'art médiéval.

Les Allemands ont occupé la ville de Reims du 4 septembre au 12 septembre 1914<sup>55</sup>. Le *Kronprinz* y a passé une nuit et, s'il n'y a pas eu d'autres exactions que des réquisitions et la levée de sanctions financières, les Allemands emmènent dans leur retraite une centaine d'otages. Épuisées et les caissons vides, les troupes françaises ne peuvent pas débloquer totalement la cité champenoise et les Allemands s'accrochent sur la ceinture de forts Séré de Rivières qui la couronnent, hormis le fort de la Pompelle qui verrouille la vallée de la Vesle. Si ces forts, non modernisés, ne présentent guère d'utilité défensive, les Allemands disposent là de positions d'artillerie de toute première valeur. Dans l'après-midi du 19 septembre, les artilleurs allemands ouvrent le feu sur Notre-Dame de Reims. L'échafaudage de bois installé sur la tour nord pour sa restauration s'embrase et communique le feu à la « forêt », nom donné à la charpente en châtaignier de l'édifice. En fin d'après-midi, l'incendie est visible à des kilomètres à la ronde. Plusieurs centaines de Rémois assemblés sur le portail nord empêchent des blessés allemands, au

nombre d'une centaine, rassemblés dans la cathédrale au moment de l'évacuation de la ville par leurs troupes, d'en sortir jusqu'à ce que le clergé de la cathédrale réussisse à faire sortir le plus grand nombre d'entre eux. Des corps calcinés allaient être retrouvés encore en 1915.

Immédiatement après l'incendie, un débat international se développe. Les Allemands accusent les Français d'avoir placé des observateurs d'artillerie sur les tours de la cathédrale. Tué en 1915 comme brancardier, l'abbé Thinot, photographe passionné, était, il est vrai, allé prendre des clichés sur les tours après le départ des Allemands. Des positions allemandes, il a pu être confondu avec un observateur d'artillerie. Les Français reprochent aux Allemands d'avoir tiré sciemment sur l'édifice religieux. Si le cardinal Luçon ne voit pas sa cathédrale brûler, puisqu'il siège à cette date au conclave qui doit élire Benoît XV, il se démène pour que le pontife nouvellement élu prenne position... Ce que Benoît XV se garde bien de faire. En renvoyant les deux adversaires dos à dos, il y gagne la réputation de pape proallemand en France et profrançais en Allemagne !

Quoi qu'il en soit, cet incendie embrase le monde entier. Au Canada, une affiche favorable à l'enrôlement suggère de s'engager « avant qu'ils n'en fassent autant à vos cathédrales ». John Horne a bien identifié les résonances entre la construction de l'Etat-nation et les conséquences du bombardement<sup>56</sup>. Les milieux bellicistes italiens en tirent argument pour que l'Italie, alors neutre, entre en guerre. Aux Etats-Unis, des intellectuels, notamment dans le milieu des architectes, exigent que Washington intervienne. L'incendie de Notre-Dame de Reims achève de désigner les Allemands comme des barbares aux yeux des alliés de l'Entente et place la guerre dans une rivalité propagandiste, qui constitue une dimension capitale du conflit. Pour la République française, le symbole permet de faire jouer plusieurs niveaux culturels emboîtés. D'une part, les quelques dizaines de milliers de Rémois qui n'ont pas fui la ville bombardée sont érigés en

symbole de résistance d'une République agressée. D'autre part, la cathédrale martyrisée des sacres royaux opère la synthèse des mystiques monarchiques et républicaines.

## **Gouverner la guerre**

Rapidement, la question des relations des militaires aux pouvoirs civils se pose. Puisque la guerre n'est pas achevée suite à la fameuse bataille décisive, qui doit la diriger ?

La question mérite d'être posée à deux niveaux bien différents. Au sein des Etats belligérants en 1914, mais également dans le cadre de la Triple Alliance ou de l'Entente.

Au niveau de chacun des Etats, les relations entre politiques et militaires prolongent des traditions nationales que la guerre altère cependant.

Bien des interrogations méritent d'être soulevées, notamment dans les comportements des Français durant ces trois premiers mois de campagne. La notion de peuple en armes héritée de la Révolution est ainsi questionnée.

En France, le décret du 28 octobre 1913 sur la « Conduite des grandes unités » précise bien que :

« le gouvernement, qui assume la charge des intérêts vitaux du pays a seul qualité pour fixer le but politique de la guerre. Si la lutte s'étend à plusieurs frontières, il désigne l'adversaire principal contre lequel doit être dirigée la plus grande partie des forces nationales ; il répartit en conséquence les moyens d'action et les ressources de toutes natures et les met à l'entière disposition des généraux chargés du commandement en chef sur les divers théâtres d'opérations<sup>57</sup> ».

Le décret du 2 décembre 1913 sur le service des armées en campagne divise le territoire en « zone de l'intérieur », restant sous l'autorité du ministre de la Guerre, et « zone des armées », placée



sous l'autorité du général commandant en chef. La liste des départements classés en « zone des armées » ne cesse de changer au cours de la guerre, en fonction des évolutions militaires.

Neuf ministres de la Guerre se succèdent entre le 13 juin 1914 et le 18 janvier 1920. Les rapports de pouvoirs sont construits souvent en marge des planifications officielles, en fonction des atomes plus ou moins crochus que des personnalités fort variées nouent entre elles.

Dans les premières semaines de la guerre, Adolphe Messimy, ancien officier ayant rompu avec l'armée pour entrer en politique et en journalisme avant d'y revenir, retrouve les accents de 1793. « Donnez-moi la guillotine et je vous promets la victoire », aurait-il avancé. En ces moments dramatiques, ses propos se veulent sur le même mode.

« Vous voudrez bien, à l'avenir, faire venir les officiers relevés de leur commandement au Grand Quartier Général par automobile et les faire passer en Conseil de Guerre. J'estime qu'il n'est pas, comme en 1793, d'autres peines que la destitution et la mort. Vous voulez la victoire : prenez-en les moyens rapides, brutaux, énergiques et décisifs<sup>58</sup>. »

Mais, signe d'une incontestable différence entre discours théorique et attitude de fait, dans le même temps, il laisse à Joffre une totale liberté d'action avant d'en devenir un adversaire acharné. Le départ du gouvernement pour Bordeaux et le remplacement de Messimy par Alexandre Millerand laissent encore plus le champ libre à Joffre.

« Je tiens à rester seul juge de ce qu'il est utile de dire de manière à ce que les opérations militaires ne puissent en souffrir. Le gouvernement de Paris est sous mes ordres, et par suite, n'a pas à correspondre directement avec le gouvernement<sup>59</sup> », écrit-il sans sourciller à son ministre Millerand.

Il est vrai qu'en début de campagne, sans pour autant parler d'une « dictature des militaires<sup>60</sup> », les urgences de la situation obligent à raccourcir les circuits décisionnels coutumiers. Joffre et le GQG tendent à se passer de l'avis de la Direction de l'artillerie du ministère de la Guerre, seule apte en théorie à engager des commandes d'armement. Le ministère organise les productions de l'arrière. Dans cette perspective se tient à Bordeaux le 20 septembre 1914 une réunion au cours de laquelle Alexandre Millerand propose de créer des groupes régionaux d'industriels. Millerand laisse à Joffre les réalités décisionnelles et se choisit un chef de cabinet militaire qui est un proche du généralissime, le colonel et futur général Buat.

Dans le faisceau complexe de rivalités et superpositions de compétences qui existent entre des administrations ou des institutions mêlant civils et militaires, il est difficile de s'y retrouver. Plusieurs constats peuvent cependant être dressés. Les ministres de la Guerre (civils comme militaires) sont soumis durant toute la guerre à la double contrainte de la défense de la majorité parlementaire du gouvernement et du vote des budgets par l'Assemblée. Leur marge de manœuvre est ainsi limitée. Les militaires qui accèdent au ministère sur la durée de la Guerre<sup>61</sup> ne sont pas forcément au fait des mœurs parlementaires. Les bureaux de l'état-major de l'armée expriment des besoins qui diffèrent parfois des vœux qu'exprime le GQG responsable des opérations. A partir de décembre 1914 et du retour à Paris des Assemblées et du gouvernement, les parlementaires s'efforcent de reconquérir leur pouvoir écorné par les militaires.

Les liens entre politique et armée se complexifient. Certains généraux se choisissent à la mobilisation des officiers d'ordonnance influents dans le milieu politique. Le général Humbert fait appel au journaliste Raymond Recouly, et Ferdinand Foch, au député de Saint-Brieuc Charles Meunier-Surcouf, tandis que les généraux connus pour leurs sympathies à gauche, comme Sarraïl, demeurent en contact permanent avec les milieux politiques parisiens.

Joseph Joffre est hostile au déplacement de la Direction des opérations de guerre du Grand Quartier Général au ministère de la Guerre pour deux raisons. D'une part, il juge les civils incompetents, et il craint, d'autre part, une absence totale de gestion prospective des opérations, en raison de l'instabilité gouvernementale que la guerre ne fait pas disparaître.

A Chantilly, Joffre s'entoure d'un état-major assez nombreux d'une centaine d'officiers qu'il mène à guides courtes, tout autant que les commandants d'armées. Le 3<sup>e</sup> bureau, avec le colonel Maurice Gamelin, le lieutenant-colonel Renouard, le commandant Fessard et le capitaine Faure, descend ainsi dans le détail des opérations au lieu de les laisser aux commandants sur le terrain. Joffre sait surtout construire autour de lui un « système médiatique » qui le protège et le dédouane en cas d'échec. Sa section d'information est dirigée par le diplomate Gabriel Puaux, puis par le journaliste Maurice Pernit. Bon connaisseur des questions internationales, ce dernier organise un réseau de diffusion des nouvelles, à destination notamment des attachés militaires des ambassades, en lieu et place du ministère des Affaires étrangères. Ainsi la direction de la guerre est-elle laissée globalement à l'entourage immédiat de Joseph Joffre durant les premiers mois de la guerre. C'est lui qui concerne, *de facto*, l'essentiel des pouvoirs.

En Allemagne, Moltke, malade et déprimé, délègue les décisions à un *triumvirat* composé du lieutenant-colonel Tappen, qui s'occupe des questions opérationnelles, du lieutenant-colonel Hentsch, au renseignement, et du colonel von Dörmann. On peut s'étonner que de simples lieutenants-colonels jouent un rôle aussi déterminant, mais c'est la preuve que von Moltke commande mal et de trop loin. Hentsch, en particulier, joue un rôle très supérieur à celui que son grade lui confère. La crise du commandement allemand apparaît clairement le 14 septembre, lorsque von Moltke se présente très marqué par la fatigue. A cette date, certains conseillers militaires de

Guillaume II, le général von Lyncker, chef du cabinet militaire par exemple, demande à écarter le vieux chef au profit de Falkenhayn. Un compromis destiné simplement à sauvegarder les apparences est trouvé. Moltke conserve son titre de façade mais Falkenhayn, nommé quartier-maître général, le doublonne en fait.

En Allemagne, les rapports entre pouvoirs militaires et autorités civiles semblent se dessiner plus nettement qu'en France au profit des premiers et avec le consentement des secondes. Tout comme en France, le *Burgfrieden* – l'Union sacrée – est socialement construit sur la conviction que la guerre doit être courte. Dans ce contexte, chacun accepte tacitement de ne pas commenter les décisions militaires et le législatif cède le pas à l'exécutif. Le parlement se cantonne volontairement aux questions secondaires, les arbitrages essentiels relevant désormais de la Commission du budget. Cependant, en réalité, les choses sont encore plus simples. De fait, la loi prussienne du 4 juin 1851 s'applique à l'ensemble du Reich et permet le transfert du pouvoir exécutif en temps de guerre aux généraux commandant les secteurs de corps d'armée. Ces chefs dépendent directement du seul *Kaiser*. Une militarisation de la société allemande se met donc en place : les généraux, chefs de commandements régionaux, assument la responsabilité de la sécurité intérieure et sont responsables du contrôle de la presse et de la censure<sup>62</sup>.

En Russie, le pouvoir législatif de la Douma, difficilement installé après la révolution de 1905, se met de lui-même entre parenthèses au début de la guerre. Passé le 8 août 1914, l'exécutif gouverne par décrets, les *oukases*. Le pouvoir législatif n'a plus la moindre prise sur la direction de la guerre.

En Autriche-Hongrie – empire multiethnique –, les minorités ne s'insurgent pas ouvertement contre le conflit. Pourtant, la situation politique est difficile dès avant l'entrée en guerre. Face au blocage parlementaire qui résulte de l'opposition entre nationalités, l'exécutif gouverne par décrets et le parlement n'est plus réuni. Le véritable

pouvoir décisionnaire ressort de l'état-major et de son chef, le comte Franz Conrad von Hötzendorf. A travers lui, c'est bien l'armée qui dispose des leviers de commande essentiels, un peu sur le modèle allemand.

En Angleterre, la forme gouvernementale ne change pas aux débuts de la guerre. Vainqueurs des conservateurs en 1906 et 1910, les libéraux d'Herbert Asquith gouvernent jusqu'en 1915. Le ministre de la Guerre, Herbert Horatio Kitchener, concentre toutefois une part capitale du pouvoir. Dans ces conditions, le gouvernement peine à assumer son rôle. Tout comme en France, le haut commandement se plaint de manquer de munitions. Il va falloir attendre la réforme gouvernementale de juillet 1915 intégrant, sous la houlette de David Lloyd George, chancelier de l'Echiquier, le ministère de l'Armement à cette structure pour que l'exécutif civil reprenne la main par rapport au ministère de la Guerre.

Au niveau des alliances, les choses sont plus compliquées encore, comme l'a souligné le maréchal Joffre dans ses mémoires.

« Dans la pratique, le problème est infiniment complexe. Il est souvent difficile de marquer la frontière entre le domaine de la politique pure et celui de la stratégie. Ce problème, déjà ardu par lui-même, l'est encore bien davantage quand il se pose au sein d'une coalition dans laquelle les intérêts politiques et militaires s'enchevêtrent et parfois se contredisent<sup>63</sup>. »

Chez les Alliés les combats de 1914 aboutissent à des opérations peu coordonnées, mais la nécessité d'un état-major interallié ne se fait pas encore sentir. Au moment de la bataille de Charleroi, la mésentente entre les généraux Charles Lanrezac et John French a pesé lourd dans l'évolution des attitudes des uns et des autres. L'historien Jean-Baptiste Duroselle pointait avec humour les prétentions et le chauvinisme britanniques estimant avoir gagné la bataille de la Marne

à eux seuls, parce qu'ils avaient avancé dans la brèche ouverte entre l'armée von Kluck et celle de von Bülow, en d'autres termes parce qu'ils n'avaient personne devant eux<sup>64</sup>. En revanche, préfigurant son action en 1918, Ferdinand Foch réussit assez bien avec Albert, roi des Belges, comme avec le général anglais French. L'un et l'autre acceptent ses directives, ce que Lanrezac n'avait pas réussi à imposer à French.

Joffre a une vision d'ensemble de la guerre qui explique certaines de ses attitudes ultérieures. Il pense en permanence le front occidental à la lumière du front oriental. A Chantilly, il reçoit fréquemment le général Gilinski, représentant du tsar. Du côté des Empires centraux, les relations sont difficiles également. Les Austro-Hongrois font échouer définitivement la réalisation du plan Schlieffen, au vrai déjà menacé par les multiples adaptations subies, par leur incapacité à remporter des succès face aux armées russes et même aux modestes forces serbes.

Dans la gouvernance de la guerre, la dimension économique s'impose par ailleurs dès les premiers combats. Les chocs initiaux imposent des consommations inédites de matériels militaires qui montrent à l'envi que les nécessités industrielles s'imposent : la guerre va se gagner dans les usines.

En France, il n'existe pas de ministère de la Défense capable d'organiser la production. Les arsenaux pourtant diminués par la mobilisation des effectifs militaires doivent suffire à la production<sup>65</sup>. A la fin de l'année 1914, le déficit en fusils du côté de l'armée française est de 730 000 armes, perdues ou détruites. Ce manque oblige à pousser les cadences de production, qui montent à 2 000 fusils par jour, ainsi qu'à acheter des fusils japonais (50 000) et états-unis (100 000 Remington). Pour l'artillerie, le vieux mal français que constitue la politique des stocks et les refus parlementaires de voir construits des canons lourds, oblige à utiliser, faute de mieux, les

canons de 90 du système De Bange, sortis des arsenaux entre 1878 et 1882, parce qu'il reste des stocks d'obus.

Les niveaux inattendus de consommation de munitions sont attestés des deux côtés. Chez les Français, dans la première semaine de la guerre, la consommation a, contre toute attente, largement dépassé, en quantité et en rapidité de consommation, les prévisions du temps de paix. Les armées françaises sont entrées en campagne avec un approvisionnement de 1 400 coups par pièce de 75. Pendant la bataille de la Marne, la consommation par pièce monte parfois à 300 coups par jour<sup>66</sup>. La crise des munitions devient patente à la fin de la poursuite. Les entrepôts de l'arrière ne disposent plus que d'une faible réserve de 45 coups par pièce alors que la production journalière d'obus se limite à 8 000 ou 10 000 coups quotidiens. C'est dans ces circonstances que, le 20 septembre, Joffre demande au ministre de la Guerre, Alexandre Millerand, une production de 50 000 obus par jour. Le 21 septembre, après la réunion qu'il tient la veille à Bordeaux avec les représentants de l'industrie privée et ceux des ministères de la Guerre et de la Marine, Millerand répond franchement : « Elle est impossible dans les conditions actuelles [...] je ne désespère pas pourtant d'arriver à 30 000 coups dans trois semaines, quatre au plus<sup>67</sup>. »

Du côté allemand, les mêmes constats s'imposent.

« Vers le milieu du mois d'octobre, la Direction Suprême se trouvait en face d'un déficit angoissant en munitions d'artillerie. Il ne pouvait pas être immédiatement comblé. La gravité de la question des munitions détermina le général von Falkenhayn, peu de jours après sa prise de commandement, à adresser aux commandements de l'armée la recommandation suivante, lourde de conséquences : "restreindre les actions à grande distance. Se constituer des réserves pour la décision"<sup>68</sup>. »

Trois semaines après le début des combats, chacun a compris, dans les milieux gouvernementaux comme dans les milieux militaires décisionnels, que la victoire doit se construire dans les usines. Reste à relever le défi de la mise en place d'une véritable économie de guerre. Mais la guerre, qui ne répond pas aux images que les communautés nationales s'en étaient forgées, recompose également les comportements sociaux.

## Une pensée normative de la société en guerre

Les médias, à l'époque la presse écrite, jouent un rôle éminent dans ce processus.

Dès le 5 août 1914, alors que la loi sur la censure vient d'entrer en vigueur, Raymond Poincaré, président de la République, reçoit les directeurs des grands quotidiens nationaux pour les féliciter de leur « attitude patriotique et [de] la si haute considération qu'ils ont de leur tâche<sup>69</sup> ». Tout le monde ne perçoit pourtant pas l'attitude patriotique selon les mêmes normes. « Les journaux et les communiqués officiels ont tort de tant insister sur les succès : ils sont souvent démentis le lendemain<sup>70</sup> », déplore le général Gallieni le 22 août dans ses carnets personnels.

Le 8 août 1914, le philosophe alors très en vogue, Henri Bergson, dans une allocution à l'Académie des sciences morales et politiques, énonce ce qui va constituer dès lors le *credo* français. « La lutte engagée contre l'Allemagne est la lutte même de la civilisation contre la barbarie. » Le linguiste Albert Dauzat, de passage en Suisse après sa réforme définitive, le 13 novembre 1914, ne partage pourtant pas cette opinion. « La vraie France n'est pas représentée par les journaux qui crachent et bavent à jet continu sur l'adversaire et qui excitent le peuple à des haines de race<sup>71</sup> », note-t-il. La presse oscille entre plusieurs attitudes. Surveillée, censurée, elle manque cruellement de nouvelles vérifiables, ce qui l'amène à broder, voire à inventer des



bonnes nouvelles alors même que les revers se multiplient. Le « bourrage de crâne » fleurit alors. Les Allemands affamés se rendent contre des tartines ; les balles allemandes ne blessent pas ; le *Kronprinz* est mort ; les victoires se multiplient (alors que les troupes alliées sont en pleine retraite) ; les troupes russes sont à trois jours de Berlin ; la « turpinite<sup>72</sup> » constitue une arme miracle. Bref, le « mensonge patriotique » fleurit. Il a pour fonction de faire vendre du papier, même en l'absence d'informations réelles autres que les communiqués quotidiens du GQG. Le journal concurrent ne voulant pas être en reste de celui qui a lancé une « nouvelle », les mêmes sornettes sont propagées en boucle. Dans sa thèse consacrée au « bourrage de crâne », Fabrice Pappola montre bien la circulation de la désinformation. Dès le 6 août, *La Dépêche* annonce que la famine guette l'Allemagne, avec un grand titre, « Ils ont faim ». Le 16 août, *Le Matin* annonce sur le même registre, « famine assurée », tandis que le lendemain, 17 août, c'est *Le Petit Niçois* qui reprend l'information. Comme pour refermer la boucle, *La Dépêche* développe à nouveau la thématique, le 19 août : « La famine guette l'Allemagne. Elle pourrait être vaincue par le “général Faim”, tout comme Napoléon fut battu par le “général Hiver”<sup>73</sup>. » Du coup, s'instaure une chape de pensée patriotique, surtout dans les jours où la patrie semble en danger, qui s'impose comme discours dominant lorsque la guerre s'installe.

En France, l'instauration d'un discours conformiste de la guerre s'identifie particulièrement dans la rivalité entre cléricaux et anticléricaux, qui, mal guéris de leurs haines réciproques malgré les apparences de l'« Union sacrée », rivalisent de patriotisme. Une spirale « inflationniste-patriotique » se développe. Il s'agit de ne pas se laisser distancer sur ce terrain ce qui aboutit à des discours convenus et stéréotypiques, qui amusent ou désolent les véritables combattants, dès la fin de la « course à la mer ».

Dans les autres pays belligérants, des discours comparables sont tenus même s'ils n'obéissent pas aux mêmes logiques de rivalités

entre cléricaux et anticléricaux. Aucun courant politique, aucune frange sociale ne souhaite apparaître, dans un premier temps du moins, comme celui ou celle qui oserait remettre en question un unanimisme de façade construit sur la conviction, partagée par le plus grand nombre, d'avoir été attaqué.

En Allemagne, la censure, assumée par les militaires, permet d'occulter tout débat politique. Les « directives générales » touchant la presse, annoncées officiellement le 28 novembre 1914, mais appliquées bien avant dans les faits, se montrent explicites : « La politique extérieure menée par le chancelier, sur ordre de sa Majesté, ne doit pas être perturbée, en ces temps difficiles, par une critique ouverte ou allusive<sup>74</sup>. »

Les deux millions d'engagés volontaires britanniques semblent montrer l'adhésion d'une immense majorité de la population à la guerre défensive, notamment à l'égard de la Belgique. En fait, les choses sont un peu plus complexes. D'une part, le régime DORA (*Defence of the Realm Act*) menace de saisie tout journal qui publierait des nouvelles démoralisantes. Par ailleurs, tout comme en France et en Allemagne, une partie de la société non combattante et la presse dans sa totalité rivalisent de patriotisme, projetant l'engagement comme un impératif catégorique et stigmatisant ceux qui chercheraient à s'y soustraire comme autant de couards manquant de virilité<sup>75</sup>.

Si miracle il y a, après quelques semaines de guerre, il ne se situe ni sur la Marne ni sur les lacs Mazures, mais bien dans la conviction que l'ensemble des sociétés belligérantes partagent d'avoir été attaquées et d'avoir à se défendre – une conviction qui renforce le discours patriotique convenu et oblige au silence ceux qui ne le partagent pas.

A la fin de l'année 1914, la guerre que chacun s'était plu à imaginer courte s'enlise dans la boue des tranchées.

Au plan militaire, la fin de l'été le plus meurtrier fait émerger à nouveau l'importance du sentiment du territoire chez les Français. C'est la valeur symbolique que les politiques comme les militaires accordent à la reconquête des portions du territoire envahi qui explique, autant que les théories de l'« offensive à outrance », la série d'assauts que les Français lancent en 1915. En cela il n'y a pas de rupture conceptuelle. Pour les uns – les politiques – comme pour les autres – les militaires –, la guerre est encore bel et bien pensée comme devant être courte à la fin de 1914. Malgré les blocages du front occidental imposés par le « système-tranchées » qui s'est mis en place, les généraux français, à l'image du pouvoir politique, veulent croire que l'année 1915 sera l'année de la libération du territoire national.

Chez les autres belligérants, l'année se termine douloureusement. Les Russes se sont bien battus et pansent leurs plaies. Les Austro-Hongrois n'ont pas réussi à se débarrasser de la Serbie dont ils étaient persuadés ne faire qu'une bouchée. Les Anglais bousculés à plusieurs reprises sur le front occidental redécouvrent les opérations continentales qu'ils avaient perdues de vue depuis Waterloo, hormis en Afrique ou en Asie. Les Allemands, qui ont bien failli l'emporter, sont tout aussi épuisés que leurs adversaires. A l'ouest, ils se sont installés sur les points hauts, bien décidés à laisser les Alliés attaquer.

Toutes les stratégies de 1915 sont ainsi posées.

Le *Home Front* a déjà révélé toute sa puissance. Le choc des artilleries a dévoilé l'importance des industries d'armement, et plus généralement les quantités hallucinantes de denrées que consomment les troupes en campagne. Le véritable front de la guerre est bien le front industriel, et ce, dès la fin de l'année 1914. L'industrialisation de la guerre est en marche et les besoins sont bien identifiés, même si l'intendance est encore loin de suivre.



### 3

## **1915 : la guerre s'invente dans les tranchées**

L'année 1914 s'est achevée sur le sentiment, largement partagé, en France notamment, que les Allemands se positionnaient en défensive et qu'un dernier coup de boutoir permettrait de reconquérir les territoires perdus tout en mettant fin victorieusement à la guerre. L'idée de la percée obsède encore le monde politique, comme elle fascine les dirigeants militaires. En cela les opérations lancées au cours de l'année 1915 se situent bien dans la filiation intellectuelle de celles montées à la fin de l'année 1914. Mais, dans le même temps, chefs comme soldats perçoivent rapidement et spontanément les nécessités de développer des artilleries de plus en plus puissantes afin de venir à bout des tranchées de l'adversaire. En ce sens, 1915 est une année d'attente des gros canons qui doivent permettre la victoire. La pensée de la nécessaire industrialisation de la guerre est déjà là, mais les moyens indispensables pour sa réalisation ne sont encore qu'à l'état de projets. En attendant que ces moyens arrivent, les Alliés, qui veulent tenter de l'emporter rapidement, sont contraints de substituer du travail au capital en faisant donner leurs infanteries, véritablement mises à mal durant l'année.

### **A l'Ouest : la dernière année des illusions d'une guerre courte et le sacrifice de l'infanterie**

Après le limogeage de von Moltke, Falkenhayn reçoit le commandement en chef des armées allemandes. A la fin de 1914, son analyse est, en gros, la suivante : il s'agit pour les Allemands de s'installer dans la durée à l'ouest, sans reprendre l'offensive comme en 1914, tant leurs pertes ont été importantes et surtout tant il s'agit de préserver l'acquis territorial constitué en 1914, afin de négocier éventuellement. De plus, il faut bien reconnaître que le haut commandement allemand, décontenancé par l'échec du plan Schlieffen à l'ouest, est à court d'idées stratégiques. Pour lui, il est donc urgent de ne rien faire sur ce front. En revanche, c'est bien du front de l'est que Falkenhayn estime avoir des choses à attendre. Il lui faut, pour le moins, constituer l'équivalent du glacis que les Allemands ont réussi à arracher aux Français et aux Belges, et, au mieux, vaincre les Russes ou les amener à traiter séparément.

Cette analyse de Falkenhayn signifie qu'il laisse l'initiative aux Franco-Anglais à l'ouest, qui saisissent toutes les occasions pour tenter de refouler les Allemands.

Six grandes offensives sont lancées par les Alliés au cours de l'année 1915. Quelles en sont les différentes motivations ?

Depuis l'invasion d'août 1914, dix départements français sont totalement ou partiellement occupés par les Allemands, venant priver les Français d'une capacité productive importante. Le premier impératif d'offensive ressort donc de l'ordre économique. Il faut aux Français tenter de récupérer une part de leur potentiel productif. Une raison géo-politique s'impose également. Il faut comprendre que le front occidental est quelque part le prolongement de la Vistule et des Carpates pour le général Joffre. Il assume d'ailleurs là parfaitement son rôle de général en chef, qui se mêle parfois de politique du fait de la grande latitude d'action que l'exécutif lui a laissée. En décembre 1914, les troupes russes perdent toute la rive ouest de la Vistule. Si le front oriental s'effondre, comme c'est à craindre, les Allemands pourraient ramener des troupes de celui-ci et disposer

d'une importante supériorité numérique sur le front occidental<sup>1</sup>. Mais les opérations en Artois, Champagne et Woëvre sont aussi, d'une certaine manière, le prolongement des Flandres car, le 15 janvier 1915<sup>2</sup>, Joffre demande au président Poincaré de faire pression sur les Britanniques afin qu'ils puissent relever le plus rapidement possible les Français « dans la partie de notre ligne qui s'étend jusqu'à la mer », afin de rendre des renforts français disponibles pour des opérations plus à l'est.

Une raison d'ordre psychologique joue également dans l'organisation de ces offensives. Joffre veut garder l'initiative. En cela il a intégré les réflexions sur la guerre du colonel Ardant du Pic, tué en 1870, aussi bien que celles de Clausewitz et de l'« école de l'offensive », et il s'agit de garder l'ascendant moral sur l'adversaire. Mais à ces dimensions qui caractérisent la culture militaire de Joffre, s'en ajoute une autre, moins avouable. Le général en chef est incontestablement marqué par la retraite de fin août 1914 et par l'attitude de certaines troupes françaises durant cet épisode dramatique, et il n'a sans doute plus une énorme confiance dans un certain nombre d'unités françaises. Avec son système de représentations mentales du XIX<sup>e</sup> siècle, il considère que lancer des attaques doit permettre de maintenir le moral des troupes. C'est donc une conjugaison de facteurs qui fait pencher la balance française vers des offensives répétées qui doivent agir comme autant de coups de boutoir contre l'adversaire allemand.

Passer à l'offensive est une chose, mais encore faut-il choisir judicieusement l'espace de front concerné. Les choix géographiques sont, en fait, assez limités. Les zones boisées du Noyonnais comme la forêt de Saint-Gobain sont interdites, car trop peu aptes à des mouvements de grande ampleur. La région fortement peuplée des alentours de Lille présente, pour les Allemands, des avantages en termes de défensive, du fait que la densité des habitations peut leur permettre de transformer chaque maison en point d'appui fortifié.

En revanche, la région des houillères d'Arras à Lens, la vallée de la Somme au nord de Compiègne et la Champagne « pouilleuse » entre Reims et l'Argonne s'imposent<sup>3</sup>, ainsi que la plaine marécageuse de la Woëvre, au pied des côtes de Meuse, sur le saillant de Saint-Mihiel. C'est par des offensives successives que Joffre compte surprendre les Allemands. Car la logique de ces offensives est bien là. Il s'agit encore d'exploiter la surprise avec des moyens techniques limités. En 1915, Joffre entend mener une guerre avec les moyens de 1914, alors qu'il a déjà compris que l'industrialisation de la guerre est désormais inéluctable et constitue le seul moyen de la gagner.

## **Les offensives de l'année 1915 sur le front occidental**

Les offensives d'Artois et de Champagne constituent des opérations liées qui sont pensées en même temps. En effet, Joffre veut bousculer les Allemands en deux endroits, notamment entre la Suippe et le cours supérieur de l'Aisne. Croit-il sincèrement lui-même aux possibilités d'une percée de grande envergure ? Il est permis d'en douter quand on sait qu'aucun but derrière les lignes allemandes n'est identifié et donné comme objectif aux troupes menant l'assaut, ce qui semble militer en faveur d'une « attaque-cobaye » destinée à démasquer les points forts de la défense et les armements de l'adversaire, et à maintenir la combativité des soldats français. Mais cela relève surtout d'une conception opportuniste de Joffre qui décide que cette attitude doit lui permettre de consacrer les efforts au point du front sur lequel les évolutions locales peuvent se révéler les plus favorables.

En Champagne, Joffre valide une proposition d'offensive élaborée par le général de Langle de Carry, chef de la IV<sup>e</sup> armée française, le 15 décembre 1914. Les opérations sont déclenchées le 20 décembre, après l'échec, le 17 décembre, de l'aile artésienne de l'offensive. Elle se poursuit jusqu'en février avec quelques maigres succès locaux,



comme au nord et à l'ouest de Perthes, où la deuxième ligne allemande est atteinte. A partir du 21 février, les Allemands contre-attaquent partout, notamment de nuit, et ne sont que difficilement repoussés. Le 25 février, Joffre renforce la IV<sup>e</sup> armée en lui adjoignant le groupement Grossetti qui comprend les 12<sup>e</sup> et 16<sup>e</sup> CA. Le 15 février, Joffre indique à Fernand de Langle de Cary : « je compte sur vous et j'ai confiance dans la IV<sup>e</sup> armée. Pour vous permettre d'exploiter le succès, vous serez appuyé en temps utile par toutes les forces dont je pourrai disposer ». L'attaque est reprise sur le centre du front de Champagne, mais, partout, l'artillerie allemande surclasse les canons français par ses tirs de contre-batterie. De Langle persiste dans ses assauts jusqu'au 18 mars 1915, en faisant entrer en jeu le 16<sup>e</sup> corps de Grossetti.

La dimension industrielle de la guerre s'invite massivement, mais surtout dans une dimension très négative, dans cette première offensive de Champagne. La IV<sup>e</sup> armée de De Langle connaît en effet une sévère crise au sein de l'artillerie, dite « crise des éclatements ». Sur son front, pas moins de cent soixante-seize cas d'explosion de tubes sont recensés. Si bien que de Langle ordonne de « ne faire usage du canon de 75 qu'en cas d'absolue nécessité<sup>4</sup> », ce qui n'est pas le moindre des paradoxes dans une offensive.

Joffre lui-même, dans l'analyse qu'il fait de la première offensive de Champagne, livre une piste d'explication de l'échec, reliée à la nécessaire industrialisation de la guerre :

« Les troupes, malgré le mauvais temps persistant, s'étaient admirablement battues. Ce qui surtout me contentait, c'était de constater que nous étions parvenus, dans un effort continu, à traverser toutes les organisations ennemies. Ce succès, pour modeste et incomplet qu'il fût, m'apparaissait comme une première étape vers la victoire que nous saisirions quand notre matériel aurait un suffisant développement, et quand nos méthodes de combat seraient au point<sup>5</sup>. »

Qu'en termes pudiques ces choses-là sont dites, bien après coup...

Au moment de l'échec de la première offensive de Champagne, Joffre lance plus à l'est l'offensive de la Woëvre.

Le saillant de Saint-Mihiel est constitué depuis la fin de septembre 1914. Menaçant les arrières de Verdun, permettant aux Allemands des tirs de flancs de Pont-à-Mousson à Marbotte à l'est et du bois d'Ailly à Fresnes en Woëvre à l'ouest, il faut aux Français tenter de le réduire. Le 13 mars 1915, alors qu'il devient évident que la percée escomptée en Champagne ne se réalise pas, Joffre ordonne au général Dubail<sup>6</sup> une opération de dégagement de ce saillant. Il reçoit la mission d'assurer

« la couverture de Verdun sur la rive droite de la Meuse et devra faire effort en Woëvre, sur les flancs et les derrières des forces ennemies engagées dans la direction de Saint-Mihiel, pour dégager complètement les côtes de Meuse<sup>7</sup> »

et ainsi de permettre le rétablissement de la liaison Bar-le-Duc/Verdun par le rail.

En fait, la décision d'attaquer en Woëvre a été prise dès le 21 janvier 1915. L'étude d'une éventuelle offensive de reconquête du saillant de Saint-Mihiel fait l'objet de différentes propositions qui empruntent la chaîne hiérarchique. Le général Roques (I<sup>re</sup> armée) demande à ses subordonnés (division de marche de la place de Verdun, 6<sup>e</sup>, 8<sup>e</sup>, 31<sup>e</sup> CA et 73<sup>e</sup> DR) de lui fournir des pistes de réflexion. Le général Herr (6<sup>e</sup> CA) propose de contrôler la crête des Eparges, afin de mieux déboucher en Woëvre. Les opérations sur les Eparges sont donc conçues comme le préalable indispensable à la réalisation de l'offensive en Woëvre, puisqu'il s'agit de s'emparer de la crête des Eparges – située en fait sur la commune de Combres – qui permet une vue complète sur la plaine de la Woëvre. L'attaque sur les Eparges, prévue pour le 14 février, est repoussée au 17, tellement le temps est

épouvantable. L'offensive est relancée le 18 mars 1915 avec deux actions de diversion, l'une sur Consenvoye et la vallée de la Meuse, l'autre sur Marchéville, par les troupes du général de Morlaincourt, qui commande la division de marche de Verdun, dans laquelle sert le romancier Louis Pergaud, prix Goncourt 1910, récemment promu sous-lieutenant et qui disparaît vers Marchéville. Cette diversion est bloquée très rapidement et les Allemands peuvent à nouveau concentrer leurs feux sur les Eparges. Au prix de combats dantesques, les Français s'emparent de la crête le 9 avril, avant de devoir l'abandonner à nouveau à la fin du mois d'avril.

Pendant que se déroule la bataille des Eparges dont Maurice Genevoix a rendu compte avec génie, en Woëvre les Allemands ont eu largement le temps de se retrancher depuis septembre 1914. Les troupes qui font face aux Français sont sous les ordres du général von Stranz. Par l'ampleur prévue de l'offensive, dans la mesure en tout cas des moyens matériels et technologiques de l'année 1915, l'opération de la Woëvre constitue incontestablement une des grandes offensives de l'année 1915, même si la mémoire collective l'a quelque peu occultée aujourd'hui.

Dans cette offensive, Joffre ajoute une raison qui n'est pas sans intérêt pour la compréhension culturelle du milieu des élites militaires de l'époque. « Il est possible que j'aie dans peu de temps des disponibilités que je compte employer à des actions offensives de nature à maintenir le moral du pays et à nous conserver la priorité des opérations<sup>8</sup>. » Des raisons autres que strictement militaires apparaissent ainsi dans le déclenchement des opérations. Il s'agit de maintenir le moral du *pays* et non des *soldats* et de « garder la main ». Une explication, ressortant tout à la fois de l'habileté de Joffre et d'un regard culturel propre aux sphères dirigeantes de l'armée, peut être avancée pour justifier cette attitude. Le « faire-savoir » de Joffre est remarquable dans le registre de la manipulation de la presse et des hommes politiques. Les opérations en Woëvre relèvent, pour une part

au moins, d'une « stratégie de communication » autant que d'une tentative militaire<sup>9</sup>. Quand on sait l'importance que les journaux de l'arrière accordent au communiqué officiel quotidien, il est possible de mieux saisir une volonté de Joffre de « remobiliser » l'opinion à un moment où le doute commence déjà à s'installer face à des combats qui se prolongent au-delà de ce qui avait été mentalement accepté au début de la guerre.

En mars 1915, Joffre décide que l'attaque sera brusquée et lancée par surprise. En apparence, le débat est tactique. Joffre s'oppose au plan préconisé par le général Roques qui voudrait une préparation minutieuse et méthodique. Les faits s'imposent d'eux-mêmes cependant : Joffre n'a tout simplement pas les moyens en artillerie et moins encore en munitions pour faire procéder à une longue préparation de démantèlement des défenses allemandes. Les moyens mis à la disposition du général Dubail sont pourtant conséquents : Au nord, les 1<sup>er</sup> et 2<sup>e</sup> corps de Gérard, qui viennent de combattre en Champagne. Au sud, les 12<sup>e</sup>, 8<sup>e</sup> et 31<sup>e</sup> corps de Roques, soit toute la I<sup>re</sup> armée, ainsi que le 1<sup>er</sup> corps de cavalerie. Le 17<sup>e</sup> corps, de retour de Champagne lui aussi, est placé en arrière des troupes du général Gérard pour exploiter un succès éventuel. Il s'agit, en théorie, d'opérer un mouvement de tenailles sur les deux côtés du saillant de Saint-Mihiel.

Le secret est-il bien gardé ? Après coup, et sans aucun doute dans une procédure de justification, le général Micheler, alors chef d'état-major de la I<sup>re</sup> armée, écrit à Antonin Dubost, président du Sénat : « et puis, bien des choses réalisables ont été gâchées, soit par des gens à cerveau trop étroit, soit par des indiscretions trop fréquentes de gens de l'intérieur trop renseignés<sup>10</sup> ». Au total, un millier de pièces de campagne (900 de 75 et 100 de 90 mm), 360 d'artillerie lourde, des « crapouillots » de l'artillerie de tranchée, selon le général Daille<sup>11</sup>, sont mis en œuvre. Joffre précise le tableau :

« comme artillerie lourde, la I<sup>re</sup> armée reçut 360 pièces allant du 95 au 220. L'artillerie de campagne comptait plus de 900 pièces de 75 et 100 pièces de 90, sans parler de nombreuses pièces d'artillerie de tranchée. Ces derniers engins venaient, il est vrai, de sortir à peine des usines ; ils étaient peu connus du personnel appelé à les servir, et ils ne furent que d'un médiocre rendement<sup>12</sup> ».

Le 30 mars, des opérations limitées sont lancées à l'ouest de Pont-à-Mousson dans le Bois-le-Prêtre à titre de diversion. Au début du mois d'avril, l'ensemble du dispositif français est en place. La préparation d'artillerie, qui doit être, à l'origine, brève mais aussi violente que possible, voit son efficacité diminuée par une météo exécrable. Joffre, qui rappelait à de Langle quelques mois plus tôt que la météo jouait aussi bien contre les Allemands que contre les Français, se fait plus circonspect dans ses *Mémoires*.

« Malheureusement, le temps s'était mis à la pluie. Cette circonstance me parut d'abord avantageuse, car elle dissimulait à l'aviation ennemie l'approche et la mise en place des troupes d'attaque ; mais elle eut, en se prolongeant, de fâcheuses conséquences. La Woëvre, déjà très marécageuse en hiver, se transforma en borbier : les tranchées se remplissaient d'eau ; l'installation de l'artillerie, dans les champs détrempés, devenait difficile, l'observation des tirs presque impossible, et les obus faisaient fougasse dans le sol spongieux. Les troupes et les états-majors étaient inquiets. Peut-être eût-il fallu surseoir à l'attaque. Mais la vie dans ces tranchées inondées ne se pouvait prolonger longtemps, et remettre l'attaque, c'était se retirer le bénéfice, si recherché comme je l'ai dit, de la surprise. Le général Dubail donna le signal de l'offensive<sup>13</sup>. »

Sur le terrain, les obus explosent dans la boue sans forcément détruire les réseaux de barbelés ennemis. Les fantassins doivent monter à l'assaut sur un sol complètement fangeux. En bref, la surprise ne joue pas. Joffre reconnaît l'échec de l'offensive en Woëvre.

« Elle ne donna à peu près aucun résultat. Les 1<sup>er</sup> et 2<sup>e</sup> corps, constitués en détachement provisoire sous les ordres du général Gérard, se heurtèrent sur le front entre Parfondrupt et Maizeray à des défenses partout intactes. Le 12<sup>e</sup> corps échoua pareillement. Les attaques se poursuivirent les 6 et 7 avril au milieu des mêmes difficultés et avec un égal insuccès<sup>14</sup>. »

Il ordonne de transformer la tentative de surprise en attaque d'usure... Dans le même temps, il retire à Dubail trois corps d'armée<sup>15</sup>, comme s'il savait que l'attaque n'a dorénavant aucune chance de déboucher. Sur la fin du mois d'avril 1915, les Allemands, sur leurs gardes, ramènent dans la région d'importants renforts. Le 24 avril, après une sérieuse préparation d'artillerie, ils attaquent sur la tranchée de Calonne et sur les Eparges dont ils reprennent la crête. Les combats se poursuivent en Woëvre jusqu'à la fin avril. C'est incontestablement un échec pour l'armée de Dubail.

En mai 1915, Joffre tourne alors son attention sur l'Artois. C'est Ferdinand Foch, récemment mis à la tête du groupe d'armées du Nord, qui doit être le maître d'œuvre de l'action offensive. Il dispose de 15 divisions d'infanterie et de 3 divisions de cavalerie, mais surtout de 780 canons de 75 et de 300 pièces lourdes. Au nord du dispositif français, les Anglais de la I<sup>re</sup> armée de Haig doivent attaquer sur un front de six kilomètres, à hauteur de Neuve-Chapelle. L'offensive est déclenchée le 9 mai avec, comme objectif prioritaire, la crête de Vimy, promontoire dominant la plaine de Lens. Parce que la préparation d'artillerie est efficace dans ce secteur, le 33<sup>e</sup> corps d'armée, sous les ordres du général Philippe Pétain, obtient de réels succès. La 77<sup>e</sup> DI du général Barbot prend Souchez et poursuit jusqu'à Givenchy, bien que Barbot lui-même soit tué. Fayolle et sa 70<sup>e</sup> DI prennent Ablain-Saint-Nazaire et Carency. La division marocaine de Blondlat prend Vimy. La percée est-elle en train de se réaliser ? Non, car la déconvenue suit de près les espoirs. L'exploitation n'est pas possible car, par surcroît de prudence et afin de pouvoir les envoyer

sur tout point du front d'attaque, les réserves sont stationnées beaucoup trop loin en arrière, à une douzaine de kilomètres. Elles n'ont pas le temps d'arriver avant les violentes contre-attaques allemandes. Les points les plus avancés, notamment la crête de Vimy, doivent être abandonnés. Un mois de durs combats permet aux Français de se maintenir sur Notre-Dame-de-Lorette, Ablain-Saint-Nazaire et Carency. A la mi-juin 1915, le général d'Urbal tente de relancer l'action, sans aucun gain territorial. Les Anglais de Haig, chargés du secteur de Neuve-Chapelle ne font pas mieux. Eux aussi manquent d'artillerie lourde, eux aussi tombent sur un secteur soigneusement préparé par les Allemands, avec abris profonds, nids de mitrailleuses et de *Minenwerfer* sous blockhaus bétonnés, et surtout plusieurs lignes de défense inextricablement enchevêtrées qui rendent toute percée impossible.

En septembre, le moral français est jugé suffisamment élevé par le Grand Quartier Général pour que l'offensive soit relancée en Champagne, en collaboration avec une attaque franco-anglaise sur le front d'Artois. Le front d'attaque est large de trente-cinq kilomètres, de l'Argonne à la Suippe. La IV<sup>e</sup> armée occupe l'ouest du front, tandis que la II<sup>e</sup> armée est chargée de l'est. La préparation d'artillerie dure trois jours, à partir de la nuit du 21 au 22 septembre 1915. Ses objectifs sont situés jusqu'à six kilomètres en profondeur. Les canons de 75 de l'artillerie de campagne parviennent à détruire la quasi-totalité des défenses allemandes de première ligne. L'artillerie lourde n'est pas encore assez puissante, en revanche, pour obtenir des résultats significatifs<sup>16</sup>, avant que dix-huit divisions ne partent à l'assaut. Au centre du dispositif, la 10<sup>e</sup> division d'infanterie coloniale du général Marchand – héros malheureux de l'épisode de Fachoda en 1898 – avance sur les hauteurs de la ferme de Navarin et aborde la butte de Souain. Elle a progressé de trois kilomètres en trois quarts d'heure. Mais l'artillerie allemande l'arrête et la fait refluer au sud de

la ferme de Navarin. Le 26 septembre, la deuxième ligne allemande est abordée sur douze kilomètres. Joffre croit tenir la percée, mais il est contraint d'avoir recours à une partie de l'artillerie du camp retranché de Paris pour poursuivre l'effort<sup>17</sup>. Le 28 au matin, devant le renforcement de l'artillerie allemande, l'offensive est suspendue. Les hommes sont épuisés et l'artillerie lourde allemande a finalement raison des poitrines françaises.

L'attaque conjointe anglaise sur l'Artois est décevante également. A Loos, le 20 septembre 1915, les troupes de Haig s'emparent des premières lignes allemandes. Plus au sud, les troupes françaises de Fayolle et de Maistre progressent également de six kilomètres. Mais, cette fois, c'est Joffre qui interrompt le processus d'avancée en rappelant que l'objectif principal demeure l'offensive de Champagne et en privant de renforts le front d'Artois.

Pour vraiment comprendre les opérations militaires sur le front occidental en 1915, il faut également se souvenir qu'à côté des grandes offensives dont nous venons de parler Joffre lance toute une série de combats locaux destinés à « grignoter » les Allemands. Berry-au-Bac et la côte 108 à l'ouest de Reims, Bois-le-Prêtre en Lorraine, Vauquois dans l'Argonne, deviennent autant de lieux connus de l'arrière et où le combat de mines, comme nous allons le voir, permet de pallier l'absence d'artillerie lourde. Pas davantage que les grandes offensives, ces combats locaux ne débouchent sur autre chose que l'usure des hommes. Le « grignotage » de Joffre a surtout consisté en une stratégie d'attente des moyens de la guerre industrielle, et c'est surtout le moral des hommes qui a été grignoté.

Malgré des gains territoriaux minimes, les espoirs de percée sont donc constamment déçus sur le front occidental. Le renforcement considérable du « système-tranchées<sup>18</sup> », mais également certaines erreurs tactiques du côté français, comme la mauvaise position des réserves lors de l'offensive d'Artois ou la deuxième bataille de



Champagne, font qu'aucune percée n'est possible au cours de l'année 1915. Les hommes n'ont pourtant pas démérité et l'infanterie est véritablement l'arme souffrante durant cette deuxième année de guerre. Les pertes françaises, par exemple, sont considérables. Du 15 février au 30 mars 1915, la première bataille de Champagne débouche sur un total de 56 000 pertes (tués, blessés, disparus, prisonniers). Du 31 avril au 31 juillet, la bataille de la Woëvre fait 88 000 victimes, tandis que la bataille d'Artois, du 9 mai au 25 juin, cause la perte de 112 000 hommes. La deuxième bataille de Champagne, du 25 septembre au 10 octobre 1915, est cependant la plus meurtrière, avec 126 000 pertes<sup>19</sup>. Le consentement de 1914 s'épuise sérieusement dans toutes les tranchées des Vosges à la mer du Nord, remplacé par des sentiments plus fluctuants et beaucoup plus complexes face aux réalités de la guerre.

## **1915 : une nouvelle forme de guerre. Les spécificités du combat en montagne**

Même si cela peut paraître étrange au lecteur, il faut rassembler les Vosges et l'Italie dans un même regard. En effet, les cimes ne sont plus épargnées par les batailles et des combats très spécifiques s'y déroulent.

Les Vosges sont le lieu de combats acharnés en 1915 et en cela obéissent aux logiques tactiques de l'année, qui visent la multiplication des offensives locales. L'action est forcément compartimentée par les reliefs, et la maîtrise des points hauts est encore plus impérative qu'en plaine. De la fin de l'année 1914 à la fin de l'année 1915, les Vosges sont un secteur très actif du front. Les cols, du Bonhomme ou de Sainte-Marie, les sommets comme le Linge, le Hohneck et surtout l'Hartmannswillerkopf, deviennent des lieux de combats acharnés.

Les Français veulent non seulement tenir des observatoires sur la plaine du Rhin, mais également montrer, après les navrants combats d'Alsace de l'été 1914, que cette « Province perdue » est toujours au cœur de leurs préoccupations. Il faut donc y être actif militairement. Le 5 juin 1915, une première offensive française permet d'obtenir des succès locaux sur Metzeral et l'Hilsenfirst. Les combats sur le Linge et le lac Noir ou le Sudelkopf en constituent des étapes. Mais c'est surtout les très durs combats de l'Hartmannswillerkopf qui représentent le plus important symbole de cette guerre en montagne. Occupé sans combat en 1914, les Français sont chassés des sommets du « Vieil Armand » – surnom donné à l'Hartmannswillerkopf par les troupes françaises – le 19 février 1915. S'ensuivent des combats terribles au mois de mars, durant lesquels le sommet change plusieurs fois de main. Le 21 décembre 1915, les Français réussissent à prendre le mont, avant de le perdre définitivement en janvier 1916. Durant tout le reste de la guerre, les troupes françaises demeurent accrochées à contre-pentes et le sommet est contrôlé par les Allemands. Durant tous ces combats, les Français utilisent beaucoup les troupes de chasseurs alpins ou des Vosges, troupes spécifiques créées en décembre 1888, pour servir en montagne. Ces troupes sont issues de la réflexion d'un des théoriciens français de la guerre en montagne, le général Paul Arvers (1837-1910). Ce dernier avait su convaincre le pouvoir politique de dédier des troupes aux spécificités du combat en montagne, à l'image de ce qui se fait dans d'autres pays de l'arc alpin, et notamment chez les Italiens, les Bavares et les Autrichiens, qui créent également leurs *Alpini* pour les premiers et leurs *Alpenkorps* pour les seconds. Dans les Vosges, les Français déploient notamment trente-trois bataillons de chasseurs – avec des régiments d'infanterie, dont les 133<sup>e</sup> et 152<sup>e</sup> – qui se voient attribuer par leurs adversaires bavarois et wurtembourgeois le surnom de « Diables bleus ».

Depuis 1914, l'Italie est le lieu de débats virulents pour savoir s'il convient de participer à la guerre ou pas. Dès 1914, les garibaldiens<sup>20</sup> ont fait leur choix, à front renversé par rapport aux systèmes d'alliance de la fin du XIX<sup>e</sup> siècle. Après de vifs débats, l'Italie se lance dans la guerre. Les conditions de cette entrée de l'Italie dans la guerre sont complexes et les deux camps ont besoin d'elle. Après la guerre de 1870, beaucoup d'Italiens rêvent de récupérer l'Italie « non délivrée » de l'Autriche-Hongrie, notamment le Trentin, même si l'expansion coloniale sert d'exutoire aux ambitions italiennes émergentes, avec certains succès, comme en Erythrée, mais aussi avec des échecs cinglants, comme en Ethiopie où la défaite d'Adoua de 1896 résonne funestement. En 1914, l'Italie ne fait pas jouer son alliance de 1882 avec l'Autriche et l'Allemagne, d'autant que le Premier ministre Antonio Salandra est déjà favorable à une intervention aux côtés de la France. La question du Trentin demeure essentielle et les Allemands l'ont compris, qui développent des pressions importantes sur leur allié autrichien pour qu'il lâche du lest. La réaction autrichienne est trop lente et les Italiens négocient avec les Alliés leur participation à la guerre, au prix de promesses intenable. Les interventionnistes constituent une minorité agissante assez disparate. Les nationalistes, autour de Gabriele D'Annunzio, multiplient bruyamment les prises de position bellicistes. Les nationaux-révolutionnaires, groupés autour de l'ancien pacifiste Benito Mussolini, font de même. Luigi Federzoni, animateur de l'Association nationaliste italienne et de l'hebdomadaire *Idea Nazionale*, n'est pas en reste sur le sujet et exalte l'engagement précoce des garibaldiens. Les responsables italiens font monter les enchères. Le 26 avril 1915, le traité secret de Londres donne un mois à l'Italie pour rejoindre le camp des Alliés. Au début du mois de mai, Giovanni Giolitti, homme fort de la politique italienne depuis plusieurs décennies, continue de pencher pour la neutralité et l'exprime au Parlement. Du 14 au 17 mai, les interventionnistes de

tous bords s'emparent de la rue et manifestent pour une entrée en guerre. La pression est telle que le Parlement vote les crédits de guerre. Si l'entrée en guerre se fait à contre-alliance, elle s'explique largement aussi par des arguments très matériels et concrets, notamment la dépendance de l'Italie à l'égard des approvisionnements britanniques, en matière de charbon entre autres. Dans ces conditions, le 23 mai 1915, l'Italie déclare la guerre à l'Autriche-Hongrie, mais pas à l'Allemagne, dans un premier temps du moins.

Si le royaume italien s'est considérablement développé depuis les années 1880, il n'en demeure pas moins que son armée est loin d'être au mieux de sa forme, encore marquée par son expérience, pas très heureuse, d'Éthiopie en 1896 ou de Libye en 1912. L'armée italienne manque d'artillerie moderne ou de mitrailleuses. Sur 406 batteries de campagne, 135 seulement sont équipées de pièces modernes. L'artillerie lourde ne comprend que 28 batteries et les munitions plus encore que les pièces manquent cruellement. Mais surtout les six cent cinquante kilomètres de frontière avec l'Autriche-Hongrie sont composés des sommets alpins, à l'exception d'une étroite plaine côtière, qui viennent donner une connotation toute nouvelle à la guerre. Les Autrichiens, tout comme les Allemands sur le front de l'ouest, ont acquis les points hauts, y compris en territoire italien. Le seul point d'attaque réellement praticable est la plaine de l'Isonzo, qui s'étend de la mer Adriatique aux contreforts des Alpes.

Neuf cent mille hommes – soit trente-cinq divisions – ont été mobilisés dans une discrétion relative, avant la rupture avec les Empires centraux. S'y ajoutent les « milices mobiles » de la réserve. Les Italiens, menés d'une main de fer par le général Luigi Cadorna, passent pourtant à l'offensive. A quatre reprises, au cours des mois de juin, juillet et octobre 1915, les Italiens tentent de forcer les défenses austro-hongroises sur l'Isonzo, sans y parvenir. A la fin de l'année, les pertes italiennes s'élèvent à cent vingt-cinq mille hommes, alors que les défenseurs autrichiens ont perdu cent mille hommes. Le courage

des Italiens n'est pas en cause, bien au contraire. Ils attaquent avec fougue, comme les soldats français en 1914, mais les mêmes causes produisent les mêmes effets. Le manque d'artillerie lourde, les masses compactes de fantassins jetés en avant qui essuient de très lourdes pertes débouchent sur les mêmes déboires, sur la même impossibilité de s'emparer de fronts préparés par les Austro-Hongrois. Les soldats italiens, quand ils arrivent à progresser, sont rejetés par des troupes fraîches de l'adversaire tenues en réserve.

Ces combats de la plaine littorale sont complétés par des combats en montagne, dans lesquels s'illustrent les *Alpini* <sup>21</sup>. Créés en 1872 pour couvrir une éventuelle mobilisation, cette troupe appartient à l'infanterie légère, mais est caractérisée par une capacité de réaction rapide pour l'époque. Dès avant le premier conflit mondial, les *Alpini* jouissent d'une réputation de corps d'élite, marquée par la ténacité et leur endurance au feu. Durant la Grande Guerre, sachant se former aux techniques nouvelles de la guerre adaptées à la haute altitude, les quatre divisions d'*Alpini* participent à des combats spécifiques, mettant forcément en œuvre des effectifs limités. Vaillants au feu, ils gagnent dans les combats de montagne une réputation de troupes solides, même si difficiles à commander au repos. Le prix à payer à ces combats spécifiques de montagne est pour les *Alpini* des pertes importantes, notamment pour l'année 1915. Six cent treize officiers, morts, blessés ou disparus et seize mille deux cent trente-trois hommes de troupes en attestent, soit un peu moins de 10 % des pertes totales de l'armée italienne en 1915, alors que les quatre divisions d'*Alpini* sont loin de représenter 10 % de l'armée italienne de cette année.

Que ce soit dans les Vosges ou en Italie, la spécificité des combats en montagne frappe l'observateur. Des référents techniques qui ont lieu au niveau de la mer ne jouent plus en altitude. Les abaques d'artillerie doivent être revus à la lumière des conditions de pression car la trajectoire des obus n'est pas la même qu'à basse altitude. L'utilisation de patrouilles d'éclaireurs-skieurs camouflés en blanc

l'hiver, celle du rocher en remblai pour créer des protections au lieu de creuser des tranchées en déblais sont, simplement à titre d'exemples, des cas de figure qui affirment les originalités de l'expérience combattante en montagne par rapport aux combats de l'Artois ou de la Champagne. L'aviation ne peut pas être utilisée dans les mêmes conditions non plus, à cause d'une météorologie souvent défavorable. La physionomie du champ de bataille est différente, notamment par le resserrement des lignes adverses sur les sommets qui fait que les ennemis sont parfois à quelques mètres les uns des autres. Les soldats ont vite compris ces différences en s'adaptant rapidement et en développant une culture militaire propre aux unités de montagne<sup>22</sup>.

## **L'ouverture d'un autre front : l'intervention alliée des Dardanelles**

Face à l'incapacité des Austro-Hongrois à venir à bout de la Serbie, Falkenhayn décide de venir en aide à Conrad en lui faisant parvenir pas moins de onze divisions allemandes, sous le commandement du général Mackensen. C'est une manière à peine voilée de reprendre la main et de faire passer le commandement austro-hongrois en position de subordonné par rapport aux Allemands. Avec leurs alliés bulgares, entrés dans la guerre en septembre 1915 aux côtés des Empires centraux, Austro-Hongrois et Allemands lancent une offensive concertée le 7 octobre 1915, visant à encercler les forces serbes. L'offensive est confiée aux généraux Mackensen et von Seeckt. La XI<sup>e</sup> armée allemande, la III<sup>e</sup> armée autrichienne et l'armée bulgare, soit près de six cent mille hommes, convergent contre les deux cent mille hommes du voïvode Putnik, qui commande les troupes serbes. Celles-ci, bien que mal armées, connaissent parfaitement leur terrain de combat et opposent une résistance acharnée. L'armée serbe est cependant contrainte à une retraite

dramatique. Le 8 octobre 1915, Belgrade est prise et, dans leur repli, les Serbes tentent de s'accrocher à la voie ferrée menant à Salonique. Dans le froid hivernal et la neige des montagnes albanaises, le roi Pierre de Serbie espère sauver le plus possible de ses troupes en les dirigeant vers les côtes de l'Adriatique<sup>23</sup>. Les colonnes serbes connaissent la sous-nutrition et le typhus, l'artillerie doit être abandonnée, mais ce sont environ cent cinquante mille hommes qui parviennent au terme de leur équipée terriblement meurtrière, à Saint-Jean-de-Medua, où les vestiges de l'armée serbe sont pris en charge par la flotte de l'Entente et évacués vers l'île grecque de Corfou.

[illegible]



Au plan politique, la retraite de l'armée serbe a de graves conséquences, notamment en Grèce, qui connaît alors une crise majeure. Le Premier ministre Venizélos, favorable aux Alliés, est renvoyé par le roi Constantin II, beau-frère de Guillaume II. Mais c'est surtout la réaction des Alliés qui change la situation militaire.

Le premier lord de l'amirauté, Winston Churchill, est persuadé que la flotte britannique, éventuellement avec le concours subsidiaire de la flotte française, est suffisamment puissante en tant qu'arme autonome pour lui permettre de l'emporter sur les Dardanelles. A la fin de l'année 1914, il a déjà imaginé une opération périphérique sur la Baltique. Les amiraux britanniques, horrifiés, lui ont fait comprendre que l'idée n'était guère raisonnable en raison de la densité des mines dans cette mer fermée, de sa faible profondeur, et de la présence de nombreux sous-marins allemands. Face à l'appel des Russes d'ouvrir un front pour les soulager et à la retraite de l'armée serbe, Churchill imagine une opération navale sur les détroits, pour laquelle il reçoit l'accord de l'amiral Sackville Carden, commandant une escadre... devant les détroits justement. Le plan consiste à forcer les passes avec des bâtiments anciens – afin de ne pas mettre en péril les unités les plus modernes de la flotte de haute mer –, d'atteindre Constantinople et ainsi d'obliger les Ottomans à une paix séparée. De manière plus ambitieuse, à partir de là une force alliée pourrait remonter, sous commandement anglais – c'est un détail qui est loin d'être négligeable en termes géo-politiques –, la vallée du Danube et menacer l'Autriche-Hongrie, puis l'Allemagne, par le sud-est.

Le gouvernement anglais donne son aval au projet, notamment le ministre de la Guerre, Lord Kitchener, preuve qu'en cette année 1915 les Alliés s'accrochent à tous les stratagèmes possibles et imaginables, même les plus invraisemblables, pour en finir avec la guerre.

Le 19 février 1915, la flotte alliée ouvre le feu sur les forts turcs. Si certains canons de l'ennemi sont détruits, les Ottomans disposent

cependant de batteries d'obusiers qu'ils peuvent déplacer à leur convenance. Plusieurs tentatives se succèdent alors. Le 18 mars, à 11 heures, l'escadre des Alliés engage le combat en ligne de file contre les forts terrestres des Turcs. Sur dix-huit bâtiments alliés, trois sont coulés par des mines, dont le *Bouvet*, cuirassé français, qui sombre en quelques minutes, entraînant avec lui plus de six cents marins et son commandant, le capitaine de vaisseau Rageot de la Touche. Trois autres bâtiments sont plus ou moins gravement endommagés. A 17 heures, l'amiral anglais de Robeck fait se retirer tous les bâtiments au moment où le feu turc faiblit considérablement, faute de munitions. Un peu de persévérance au prix de pertes supplémentaires aurait-elle pu changer le cours de la guerre ?

C'est l'incapacité des Alliés à concrétiser une victoire par la seule force navale qui amène la décision d'envoyer le corps d'armée du général Ian Hamilton, le *Mediterranean Expeditionary Force* ou MEF, d'Egypte sur la presqu'île de Gallipoli<sup>24</sup>. Mais il faut plus d'un mois pour rassembler les soixante-dix mille hommes et surtout leurs équipements, car la logistique alliée est terriblement contrainte par les distances et les multiples difficultés à résoudre. C'est seulement le 25 avril 1915 que la flotte alliée peut ouvrir le feu sur les forts ottomans pour protéger le débarquement de troupes, les Français sur une plage, les Anglais sur deux autres et les ANZAC (*Australian-New Zealand Army Corps*) sur deux plages également. Partout, sauf sur la plage française de Koum-Kalé, les hommes débarqués ne peuvent progresser au-delà de quelques centaines de mètres, et des tranchées, comme sur le front ouest, sont creusées pour stabiliser le front au soir du 25 avril. Durant trois mois, Hamilton s'entête, progressant au mieux de quelques kilomètres. Le ravitaillement des troupes débarquées pose des problèmes énormes. L'eau potable doit venir d'Egypte par bateaux-citernes. En août, le général Henri Gouraud<sup>25</sup>, qui a remplacé le général d'Amade à la tête des troupes françaises, suggère à Hamilton une manœuvre de débordement en débarquant un

corps sur les arrières des Turcs à Souvla. Bien entamée, la manœuvre est ensuite bloquée, notamment par l'intervention d'un officier supérieur turc qui devait faire parler de lui par la suite, Mustapha Kemal.

C'est l'échec sur toute la ligne. Au total, les troupes alliées ont perdu cent quatre-vingt mille hommes et les Turcs sans doute près du double. Tandis que Winston Churchill est contraint de démissionner, Hamilton est limogé et remplacé par le général Michaël Monro. Le front se déplace en direction de Salonique avec l'arrivée d'une division française en septembre.

Si l'opération des Dardanelles elle-même est un fiasco, sa conclusion est, en revanche, remarquablement montée. En décembre 1915, ne laissant qu'un rideau de troupes pour faire illusion auprès des Turcs, les Alliés évacuent la totalité de leurs troupes dans la plus grande discrétion.

## **Les fronts orientaux**

Les Russes, dont la presse occidentale avait surestimé la puissance et la solidité, doit supporter un poids inattendu dans les opérations militaires. Pourtant, l'année 1915 commence assez bien pour les armées russes. D'une part, en Galicie, au début du mois de janvier, les Austro-Hongrois sont contraints de se replier, d'autre part, le grand-duc Nicolas a compris la stratégie de Falkenhayn qui pense obtenir un succès à l'Est et s'attend au choc.

Au sein des Empires centraux, les Austro-Hongrois, en difficulté, font appel à l'allié allemand à l'extrême fin de 1914. Si Hindenburg envisage un temps de faire roquer une part importante de son corps de bataille sur le front est, pour y conduire une bataille clausewitzienne d'anéantissement – à un moment où le front de l'ouest montre que cela n'est guère possible –, Falkenhayn est, pour sa part, plus réaliste en envoyant une armée de trois divisions seulement, confiée au général

Linsingen, pour renforcer les Austro-Hongrois sur les Carpates. Hindenburg se voit finalement confier la mission plus modeste de dégager la Prusse-Orientale, en poussant éventuellement son avantage.

Au plan tactique comme au plan stratégique, il faut constamment se souvenir que le front oriental ne recèle pas toutes les dimensions du front occidental. Ce n'est d'ailleurs pas tant en termes de « démodernisation » que le front est pose sa différence. Certes, dans le cas de la Russie, qui connaît une grave crise dans ses approvisionnements militaires, les artilleurs sont privés de la possibilité de répondre coup pour coup aux artilleurs des Empires centraux, par l'incapacité à produire en masse des munitions. Mais c'est dans un autre argument que se situe la différence majeure entre front occidental et front oriental. La densité des troupes qui sont en confrontation sur ce front est assez radicalement différente à l'est par rapport à l'ouest. Lors de l'année 1915, alors que 110 divisions alliées font face à 100 divisions allemandes sur le front de l'ouest (soit approximativement 6,3 kilomètres linéaires par division alliée) sur le front oriental, les Empires centraux opposent 80 divisions aux 83 divisions russes (soit près de 20 kilomètres linéaires par division)<sup>26</sup>. Cette densité de troupes entre deux et trois fois moindre que sur le front occidental se retrouve dans le nombre de pièces d'artillerie. Au plan tactique, la moindre occupation des sols débouche sur des comportements fort différents également. Le nombre de soldats disponibles pour creuser sans cesse des tranchées supplémentaires est bien moindre par exemple. Si bien que le « système-tranchées » ne s'impose pas dans toute son implacable rigueur et surtout dans sa complexité bloquante à l'est autant qu'à l'ouest. Une autre donnée tactique et stratégique développe toute son étendue à l'est. Les voies de communication sont infiniment moins denses et moins bonnes qu'à l'ouest, rendant les approvisionnements en hommes comme en matériels beaucoup plus problématiques pour

les deux camps. Une fois ces considérations posées, quelles sont les grandes évolutions du front oriental en 1915 ?

En Galicie, la forteresse autrichienne de Przemyśl et ses cent vingt mille soldats capitulent face aux troupes russes des III<sup>e</sup> et VIII<sup>e</sup> armées. Mais les Russes sont totalement épuisés par leur victoire. La façade de solidité du « rouleau compresseur » russe commence singulièrement à se craqueler.

En Prusse-Orientale, les Allemands prennent Augustow le 17 février et enferment la X<sup>e</sup> armée russe dans une nasse, permettant aux Allemands de capturer plus de cent mille hommes. Le général Rouski, en rameutant des réserves russes, réussit tant bien que mal à stabiliser le front septentrional.

Si les Russes sont en difficulté au nord, ce sont les Austro-Hongrois qui le sont au sud du front oriental. L'entrée en guerre de l'Italie change singulièrement la donne en mobilisant les troupes autrichiennes sur l'arc alpin, tandis que les Serbes ne sont pas totalement vaincus.

Mais, le « grand coup » vient du général allemand Mackensen, qui se voit confier la nouvelle XI<sup>e</sup> armée, constituée en partie avec des éléments venus de France.

Le 2 mai 1915, après une préparation d'artillerie qui a commencé la veille et fait usage d'obus toxiques, le front russe est enfoncé à Gorlice, créant une brèche d'une vingtaine de kilomètres. Les Russes débordés, leurs canons incapables de répondre par un barrage car ils ne disposent plus que de deux obus par jour et par pièce, se replient précipitamment, tandis que déferlent les troupes de Mackensen et de von Seeckt, son chef d'état-major. Les limites de l'industrialisation russe sont derrière cet échec. Le général Golovine rapporte comment il reçoit l'ordre de l'état-major d'Ivanov d'armer, faute de fusils, une partie de l'infanterie avec des haches montées sur des manches. Lemberg tombe le 22 mai et Przemyśl est reprise le 3 juin. En un mois, les Russes ont perdu près de cinq cent mille hommes, dont de

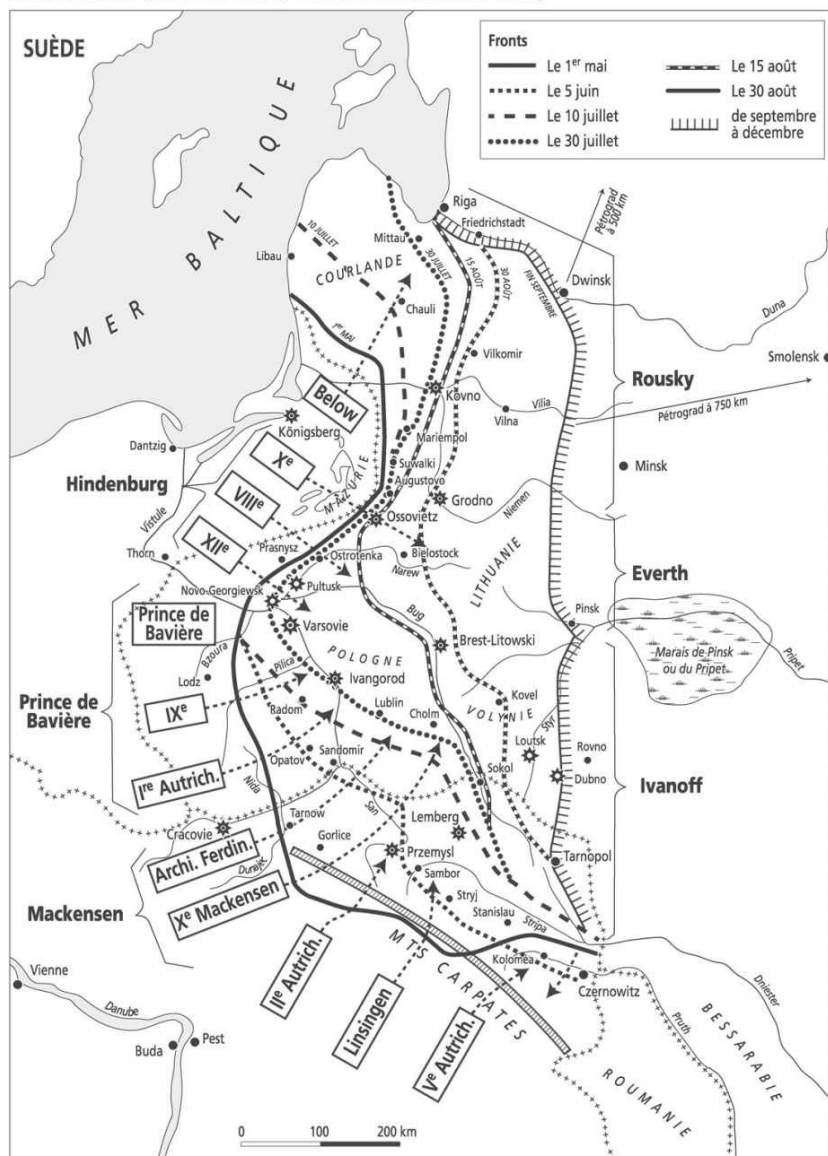
nombreux prisonniers. Sur leur lancée, les Allemands prennent Varsovie le 5 août et Brest-Litovsk le 25 août 1915. Au total, ils ont avancé de cinq cents kilomètres. La percée est bien là, mais pas la victoire. Pourquoi ? En fait, les responsabilités sont partagées. D'une part, un différend stratégique s'élève entre Hindenburg et Ludendorff d'un côté et Falkenhayn de l'autre. Aux deux premiers qui pensent qu'il faut continuer d'acheminer des renforts à l'est pour en finir avec les Russes, répond le second qui s'inquiète de l'offensive française d'Artois. Devant l'empereur Guillaume, c'est Falkenhayn qui l'emporte. Mais si la percée de Gorlice ne se transforme pas en victoire totale pour les Allemands, c'est aussi que les Russes combattent avec l'énergie du désespoir. Au prix du sacrifice des troupes du saillant de la Narev qui permettent le repli, une bonne part des soldats russes échappent à l'encerclement généralisé.

A partir de septembre 1915, à la suite du refus que Nicolas II oppose aux propositions allemandes de paix séparée, Hindenburg reçoit l'autorisation de lancer ses troupes vers le nord du front oriental par la Baltique et Grodno. Fin septembre, les Allemands sont en pays russe et le corps de cavalerie du général von Garnier pense foncer sur Minsk. Il atteint effectivement la Berezina. Mais, une nouvelle fois, les troupes russes font état d'une capacité de défense étonnante malgré les pertes.

Au sud du front oriental, les Autrichiens de Conrad sont arrêtés par Ivanov, qui contre-attaque même les troupes de Léopold de Bavière, qui, au centre du front, sont parvenues jusque dans la région de Pinsk. Ivanov continue ensuite sa contre-offensive en refoulant les I<sup>re</sup> et II<sup>e</sup> armées autrichiennes qui ne doivent leur salut que grâce à l'intervention de renforts allemands. L'année 1915 se termine à l'Est par l'épuisement des forces des uns et des autres et la stabilisation du front selon une ligne globalement nord-sud de l'ouest de Riga à la Roumanie. Hindenburg reconnaît alors, à la fin de 1915 :

« l'ours russe avait échappé aux liens avec lesquels nous voulions le ligoter ; il saignait, à la vérité, de plus d'une blessure, mais il n'était pas frappé à mort<sup>27</sup> ».

## 7. L'INVASION DE LA RUSSIE (DE MAI À SEPTEMBRE 1915)





## Et ailleurs ? Des combats un peu oubliés de la mémoire française

En 1915, la guerre se fait aussi maritime, en surface comme sous les eaux.

En surface, l'année 1915 voit l'affrontement de Dogger Bank, le 24 janvier. Le 23 janvier, les services de renseignements de l'Amirauté britannique font savoir à l'amiral Jellicoe qu'une forte flotte de haute mer allemande, composée de quatre croiseurs de bataille, six croiseurs légers et vingt-deux destroyers partent pour explorer la zone du Dogger Bank, située sur le 55° parallèle par 3° de longitude est, entre l'île d'Heligoland et la côte anglaise de Newcastle. Cinq croiseurs lourds britanniques, accompagnés de quatre croiseurs légers, commandés par l'amiral Beatty, font alors route vers les Allemands. Au matin du 24 janvier, trois croiseurs et pas moins de trente-cinq *destroyers* de la flotte de Harwich rejoignent les bâtiments de Beatty. Les Allemands de l'amiral Hipper engagent le combat vers sept heures. Mais Hipper se rend rapidement compte de la grande supériorité numérique des Anglais. Il décide de rompre le combat et de rentrer sur Heligoland. Poursuivi par les Britanniques, le combat tourne au duel d'artillerie à grande distance. Un millier de coups de canon sont échangés à des portées variant entre quinze et dix-huit kilomètres. Le *Blücher*, qui assure l'arrière-garde allemande, concentre sur lui le feu des canonnières britanniques. Touché vers 10 heures, il résiste jusqu'à midi où il coule finalement après avoir reçu pas moins de sept torpilles et une centaine d'obus. Le sacrifice du *Blücher* permet au reste de la flotte allemande, plus ou moins malmenée, de regagner sa base navale. Les plaies sont aussi dans le camp britannique puisque le navire-amiral de Beatty, le *Lion*, est touché à plusieurs reprises.

Les combats de surface cessent ensuite pour laisser la place au rôle des sous-marins.

Le 1<sup>er</sup> janvier, les Allemands coulent le cuirassé anglais *Formidable*, grâce aux torpilles du U-Boot 24. L'intensification de la guerre sous-marine par les Allemands est une stratégie mûrement réfléchie, élaborée par l'amiral von Pohl qui vise à asphyxier l'économie britannique. Le 4 février 1915, Guillaume II signe une déclaration qui avance qu'à compter du 18 février les eaux internationales entourant les îles Britanniques sont considérées comme « zone de guerre » dans laquelle les sous-marins allemands prendront à partie tout navire de commerce allié. Mais cette déclaration va plus loin encore en expliquant que, devant les procédés des navires britanniques usant de faux pavillons neutres et au nom d'un cynisme bien senti, « il ne sera pas toujours possible d'éviter que des attaques destinées aux bâtiments ennemis n'atteignent les bâtiments neutres<sup>28</sup> ». La réaction... américaine, qui craint pour son commerce, est tellement ferme que la Chancellerie allemande fait marche arrière en promettant de respecter les navires neutres, après avoir pris soin de vérifier leur nationalité. Ainsi, en 1915, se pose déjà la logique qui amène l'entrée en guerre des Etats-Unis en avril 1917, lorsque les Allemands décrètent, cette fois, la guerre sous-marine à outrance.

Le 7 mai 1915, les Allemands coulent le paquebot *Lusitania* de la compagnie britannique Cunard. Ce navire de trente mille tonnes, qui effectue un voyage de retour des Etats-Unis, est envoyé par le fond en mer d'Irlande au large de Kinsale, par l'U-20. Coulant en quelques minutes seulement, le paquebot entraîne avec lui 1 198 personnes, dont 118 ressortissants américains. Une polémique a surgi aussitôt, les Allemands accusant les Britanniques d'avoir inclus des tonnes de munitions dans la cargaison. Les recherches sous-marines récentes ont montré qu'il n'en était rien. Mais la rumeur n'est pas close à propos du paquebot, puisqu'il se dit que des tableaux de maîtres sont enfouis sous les eaux, notamment un Monet, un Rubens ainsi qu'un Titien. En tout cas, la réaction des Etats-Unis est alors très vive. Le 19 août 1915, quatre autres citoyens américains périssent dans le torpillage de

*l'Arabic*. Preuve que la stratégie de torpillage des navires est loin de faire l'unanimité chez les Allemands, le chancelier Bethmann-Hollweg décide d'annoncer qu'à compter du 1<sup>er</sup> septembre 1915 les U-boot ne pourront plus torpiller aucun navire sans avertissement et sans assurer le sauvetage des passagers, tandis que, le 18 septembre, les Allemands déclarent que l'ouest de l'Angleterre et la Manche ne font plus provisoirement partie des zones de guerre.

## **Afrique et Mésopotamie**

Les Allemands sont très actifs au Moyen-Orient depuis les débuts de la guerre. Ils pensent que le facteur religieux peut être un levier important pour lutter contre la présence anglaise, notamment en Egypte. Même si les répercussions sont modestes, les Allemands encouragent les autorités religieuses musulmanes à proclamer, le 14 novembre 1914, le *djihâd*, la guerre sainte, contre les infidèles.

Mais c'est dans la mise sur pied de procédés de guerre en mode dégradé, caractérisé par l'action politique et subversive, que les Allemands innovent le plus. Soulever les populations contre les Britanniques passe par l'organisation d'opérations spectaculaires susceptibles de montrer la puissance des Empires centraux. Les Allemands et leur allié turc lancent ainsi, le 14 janvier 1915, un raid sur le canal de Suez à partir de Bir es-Seba, au sud-ouest de Jérusalem. Le colonel Kress von Kressentein, commande la 25<sup>e</sup> division turque, formant un immense convoi de plus de 12 000 chameaux, 320 bœufs et 1 000 chevaux. La colonne est repérée par des avions français et aussitôt prise à partie par l'artillerie britannique, mais également par les pièces de marine de plusieurs bâtiments ancrés dans le canal. L'opération est un échec total. Les tentatives de soulèvement des tribus du désert aboutissent, pour les Allemands, à un autre échec. En effet, si ces tribus développent une éventuelle rancœur contre les Britanniques, lui répond une rancœur

bien plus grande encore contre le Sultan, soigneusement entretenue par les services secrets britanniques et le fameux Thomas Lawrence dont la notoriété n'est pas encore à son zénith en 1915.

En Perse, parallèlement à la mise sur pied par le prince Henri de Reuss, ambassadeur allemand à Téhéran, d'un réseau politique pour lancer un mouvement opposé à l'Entente, les Turcs attaquent Tabriz, capitale de l'Azerbaïdjan, qu'ils prennent le 4 janvier 1915. Mais leur occupation est de courte durée puisque, le 30 janvier, les troupes russes les chassent à nouveau et les repoussent sur leurs frontières. Russes et Anglais, sans véritablement coopérer dans le secteur, se répartissent les tâches. Dans l'attente d'un accord formel qui intervient seulement le 4 mars 1916, ils se partagent le travail de zones d'intervention en Perse.

En Afrique, après la rapide conquête du Togo allemand, les choses se gâtent pour les Alliés sur l'ouest du continent. Le *Kamerun* allemand oppose une grande résistance grâce aux talents du colonel Zimmermann, qui sait organiser les troupes indigènes en supplétifs très combattifs et relativement bien armés. En février 1916, après de nombreuses manœuvres d'esquive, il échappe aux Franco-Anglais et leur inflige même quelques revers. Après dix-huit mois de combats de « petite guerre », comme les conquérants des colonies ont su les faire, Zimmermann gagne les territoires africains de l'Espagne, Etat neutre, afin de ne pas tomber aux mains des Alliés.

En Afrique orientale, le colonel puis général Paul von Lettow-Vorbeck continue de tenir tête aux Anglais. Passé maître dans les techniques de guérilla, von Lettow, infligeant plusieurs défaites aux troupes britanniques, emmène à sa poursuite d'importantes colonnes, dont celle des Sud-Africains du général Smuts, l'ancien Afrikaner rallié aux Anglais, et les « promène » dans toute la colonie allemande.

## **Le bilan militaire de l'année 1915. Adaptation des chefs et des doctrines, accommodements des hommes**

Un véritable changement s'opère dans l'attitude des chefs dès l'année 1915. Au début de 1915, le stratège français en est encore à la doctrine de la « percée par attaque brusquée », alors qu'en 1916 on parle de « conduite scientifique de la bataille », appliquée à la Somme. Puis allait venir, au cours de l'année 1916 également, l'« école de Verdun », qui devait pousser ses rameaux sur le Chemin des Dames, avant que n'apparaisse « le champ de batailles interarmes » de Pétain en 1917-1918. Le moins que l'on puisse dire, c'est que les états-majors ne restent pas figés dans leurs convictions, contrairement à certains stéréotypes solidement ancrés dans les mémoires.

Les instructions des 2 et 3 janvier 1915 constituent une étape fondamentale dans la conception de la guerre et la mise au point de procédés nouveaux. Le « système-tranchées » évolue rapidement sur le front occidental, pour arriver à un blocage absolu à la fin de l'année 1915. Sans oser l'anachronisme d'une « défense en profondeur », théorisée seulement en 1917, les réalités d'une complexification du système défensif de chacun des adversaires est bel et bien d'actualité dès 1915. Le 3 janvier 1915, Joffre préconise de

« substituer aux lignes de tranchées continues un système de centres de résistance et de points d'appui, soit naturels, soit créés de toutes pièces, séparés par des zones passives bien flanquées et rendues infranchissables par des défenses accessoires. [...] Le flanquement par mitrailleuses en particulier, dont l'expérience journalière avait démontré l'importance, serait assuré en organisant des emplacements de mitrailleuses protégés et dissimulés. Les défenses accessoires des points d'appui comprendraient deux réseaux de fil de fer de 10 à 12 mètres, séparés par une distance de 10 à 20 mètres<sup>29</sup> ».

Cette question est fondamentale pour comprendre la césure qui a pu s'installer entre des chefs lointains et des soldats pataugeant dans la boue. Bien sûr, des liaisons sont organisées, des officiers d'état-major vont se rendre compte sur place. Le 16 janvier 1915, le lieutenant Jauneaud, de l'état-major de la X<sup>e</sup> armée, se rend sur les deuxième lignes du bois de Bouvigny, dans le Nord, et fait son rapport sur des segments de tranchées :

« B-C : bonne tranchée pour tireurs debout, précédée d'un réseau de fil de fer de 7 à 8 mètres d'épaisseur en bon état. Cette tranchée B-C a d'excellentes vues sur le plateau de Lorette. Elle est occupée par des territoriaux de temps en temps. C-D : tranchée assez bonne ayant de bonnes vues, creusée derrière la haie qui ferme le bois où a été laissé un treillage qui clôturait la propriété. Une partie de cette tranchée est occupée de temps en temps. E-F : tranchée en construction. H-G : lacune. Haie non organisée. H-I : lacune, lisière escarpée mais non organisée<sup>30</sup>. »

Au passage, ce scrupuleux lieutenant d'état-major nous ouvre les portes d'un domaine totalement inexploré par la science historique, faute sans doute de sources suffisantes.

Qu'en est-il de la continuité linéaire du contact entre les deux camps de la mer du Nord aux Vosges ? S'il est facile d'imaginer le *continuum* des tranchées sur les points du front les plus célèbres, les plus disputés, les plus médiatisés, qui sait exactement aujourd'hui comment étaient organisés les contacts dans les secteurs calmes ? La photographie aérienne pourrait sans doute nous donner des renseignements sur ces dimensions, à ceci près qu'elle n'a jamais été véritablement interrogée sur le sujet, tout particulièrement important pour juger vraiment de la guerre à ras du sol.

Les états-majors travaillent donc énormément et produisent une littérature impressionnante. Cette dernière est souvent pleine de bon sens et imprégnée de la volonté d'épargner le sang des hommes très

précocement. Les états-majors ne sont pas les monstres sanguinaires décrits par la propagande antimilitariste des années 1920 et 1930, notamment dans la mouvance de l'apparition du parti communiste français. Simplement, leur guerre n'est pas tout à fait la même que celle que vivent les poilus. La Grande Guerre invente effectivement la distanciation entre les généraux et la ligne de feu. Les bonnes idées développées par les bureaux n'arrivent pas toujours jusqu'aux premières lignes et se perdent dans l'imbroglio de chaînes hiérarchiques rendues complexes et lourdes par l'installation d'un front figé. Les instructions du 3 janvier 1915, élaborées dans l'entourage de Joffre, sont ainsi frappées de bon sens. « Des batteries de tous calibres seraient poussées à proximité des premières lignes de manière à lutter de façon décisive avec l'artillerie allemande, même la plus éloignée<sup>31</sup>. » Dès la fin de 1914, il est clairement édicté par les instructions que la préparation d'artillerie doit être minutieuse et que les liens avec l'infanterie doivent être renforcés, notamment par l'envoi en première ligne d'observateurs d'artillerie capables de donner des indications sur l'efficacité des tirs. C'est la victoire des conceptions du sulfureux<sup>32</sup> général Alexandre Percin mais surtout du lieutenant-colonel Samuel Bourguet, artilleur et théoricien de la liaison avec les fantassins, tué à la tête d'un régiment d'infanterie lors des offensives de Champagne de septembre 1915. Celui-ci, dans ses lettres publiées *post mortem*, écrit, par exemple, le 22 avril 1915 :

« Si je quittais le 62, je lui laisserais en héritage une méthode rationnelle de tir des mitrailleuses sur avions, une bonne organisation des liaisons avec l'artillerie, et diverses améliorations du service des tranchées (postes d'écoute en avant des réseaux de fil de fer, régularisation du service des patrouilles de nuit, etc.)<sup>33</sup>. »

Mais cette frénésie d'administration de la guerre a-t-elle seulement atteint les commandants de compagnies sur le terrain ? On constate effectivement que les adaptations doctrinales mettent parfois

du temps à redescendre la chaîne de commandement et sont lentes à être appliquées. Toute la chaîne hiérarchique est en cause. Les attaques sur Perthes (février-mars 1915), sur les Eparges ou plus à l'est sur l'Hartmannswillerkopf (janvier-mai 1915) sont souvent montées en contradiction avec les instructions de janvier, preuve que les mentalités routinières, des chefs comme des exécutants, sont lentes à modifier ou ne le sont pas aussi rapidement qu'il le faudrait, faute de moyens mais pas uniquement.

Une autre dimension, qui se révèle parfois tragique dans les deux camps, commence à émerger de la distanciation, certes nécessaire, des états-majors divisionnaires ou de corps d'armée, par rapport aux combattants de terrain. Les états-majors ne sont pas forcément informés en temps réel des modifications de détails des lignes. Le 13 juin 1915, sur le front du Mesnil, dans la Marne, le général de Langle de Cary pointe du doigt la contradiction des informations qui lui sont données. Une tranchée lui est annoncée comme perdue et reprise, alors qu'il constate :

« Or il résulte de la reconnaissance que j'ai fait faire par un officier de mon état-major que la situation à 196<sup>34</sup> serait telle qu'elle est indiquée sur le croquis ci-joint, c'est-à-dire sensiblement différent de ce que la représentaient, jusqu'au 11 au soir, tous les comptes-rendus. »

Le blocage opérationnel induit par le « système-tranchées » débouche sur l'emploi de techniques et d'armes nouvelles, dont certaines sont parfois une redécouverte de procédés fort anciens.

Il faut d'abord tenter de centraliser un certain nombre de renseignements sur l'ennemi. A un moment où l'aviation ne fait pas encore l'unanimité pour l'observation précise de l'adversaire, le moyen le plus simple est de tenter de ramener des prisonniers, et il faut, pour cela, monter des coups de main locaux. Cette technique perdure jusqu'en 1918. Le 4 avril 1915, le général Dubois, de la VI<sup>e</sup>



armée, par une instruction personnelle et secrète (IPS), prévoit tout un système de récompense à qui lui fournira des prisonniers.

« Le général commandant l'armée allouera 50 francs pour tout homme fait prisonnier, 100 francs si c'est un sous-officier, 300 francs si c'est un officier. Il accordera même une citation, ce qui entraîne l'attribution de la Croix de guerre à tout militaire qui ferait preuve d'audace en allant enlever un prisonnier dans un poste d'écoute<sup>35</sup>. »

Après avoir acquis des renseignements sur l'ennemi, il faut s'adapter au champ de bataille. Alors qu'habituellement le *no man's land* est large de plusieurs centaines de mètres, dans certains combats, rares il est vrai, les adversaires sont très proches les uns des autres, comme en Argonne. A la Main de Massiges, le *Journal de marches et d'opérations (JMO)* du 55<sup>e</sup> RI français indique, en mai 1915 :

« A certains endroits les postes allemands ne sont pas à plus de 15 à 20 mètres des nôtres. Il en résulte des combats fréquents de grenades et de bombes. La mousqueterie est presque nulle ; ce sont toujours les obus, torpilles, les bombes et les grenades qui sont employés dans les actions de chaque jour<sup>36</sup>. »

Il faut réinventer des armes à tir courbe pour atteindre l'adversaire enterré. Les Allemands ont déjà les redoutables *Minenwerfer* dans leurs dotations. Du côté des Français, c'est l'improvisation qui prévaut. On ressort des arsenaux des mortiers de la période de la monarchie de Juillet, notamment des tubes de quinze centimètres de 1839, avant que ne soit inventée une véritable artillerie de tranchée. Les innovations se succèdent ensuite, plus ou moins efficaces, plus ou moins fantaisistes. A l'armée de Sarrail, en Meuse, le capitaine Benoist conçoit un tube permettant de lancer une boîte à grenaille antipersonnel remplie de clous. Mais c'est le commandant Duchêne, chef du Génie de la 20<sup>e</sup> DI de Fayolle, qui, dès

décembre 1914, conçoit un mortier de 58 permettant de réutiliser des douilles d'obus de 75, que l'on trouve en grande quantité sur le champ de bataille. Cet engin, vite surnommé « crapouillot » car il a l'allure d'un batracien, est l'exemple le plus parfait des capacités françaises à développer le « système D » pour pallier les manques qui n'ont pas été identifiés durant le temps de paix<sup>37</sup>.

La guerre des mines relève de la même redécouverte des anciens procédés de guerre. Avant même l'apparition de la poudre et des explosifs, la poliorcétique antique avait inventé la technique consistant à aller effondrer les remparts de l'adversaire en l'affaiblissant par les dessous. La guerre des mines a atteint une sorte de premier apogée aux XVII<sup>e</sup> et XVIII<sup>e</sup> siècles. En 1628, le chevalier Antoine de Ville formule les premiers principes de cette technique, précisée ensuite par les expériences de Vauban. Dans l'armée française, divers documents attestent de la prise en compte de la préparation de ces techniques. En 1880 paraît un *Manuel pratique pour les dispositifs de mines*, renouvelé par l'expérience des débuts de la Grande Guerre par la parution, en 1915, de *L'Instruction des travaux en campagne*. A partir du moment où le front est fixé et que les puissants moyens en artillerie lourde ne sont pas encore présents aussi massivement que les états-majors le désireraient, la technique des mines s'impose comme un moyen logique de la guerre. Dans l'idéal, il s'agit toujours de provoquer chez l'adversaire une brèche, et profitant de son désarroi, de le bousculer. Le 21 décembre 1915, alors que l'emploi des mines est déjà largement effectif depuis octobre 1914, l'instruction du GQG vient théoriser l'emploi de cette technique très particulière.

« Lorsque l'on se trouve en présence d'une partie du front ennemi dont la possession procurerait d'importants avantages, mais dont l'enlèvement par les procédés habituels (attaque de vive force, progression pied à pied à la grenade) serait trop coûteux, on a recours, si le terrain s'y prête, à des attaques à la mine<sup>38</sup>. »

Travail de taupe, faisant appel à des ingénieurs du Génie ainsi qu'à des mineurs-sapeurs, ce type très particulier de combat prend rapidement une dimension de course de vitesse extraordinairement anxiogène. L'adversaire entend les coups frappés pour creuser sous sa tranchée et s'empresse de construire une contre-mine – le camouflet – pour faire sauter la galerie de l'adversaire avant que le fourneau, qui contient les centaines de kilos d'explosif, ne soit prêt. En 1915, la guerre des mines s'étend à l'ensemble du front occidental. Au sud d'Ypres, à Messine ou à Saint-Elloi, à Carency, aussi bien qu'à Givenchy, Vimy, La Boisselle, Fricourt, en Artois, comme dans la Somme, cette technique s'impose. Plus à l'est, les mines sont employées sur le front de Champagne (Berry-au-Bac ou la Ferme d'Alger, près de Reims) comme en Argonne (la Haute-Chevauchée, Vauquois), mais également sur le front lorrain (Verneuille ou Bois-le-Prêtre) et dans les Vosges (La Fontenelle). Même si la technique continue d'être employée tout au long de la guerre – ainsi les Britanniques font exploser dix-neuf mines avant l'assaut des Australiens et Néo-Zélandais sur la crête de Messine, sur le front d'Ypres, le 17 juin 1917 –, la guerre des mines développe toute son horreur en 1915. Le *summum* est atteint dans les combats de Vauquois en Meuse.

« Le général Sarrail décidait en février de reprendre Vauquois, village qui s'élève à l'extrémité nord-est d'un petit massif de hauteurs compris entre l'Aire et un affluent de droite. Cette position masquait les mouvements des Allemands au nord de Varennes, facilitant leur ravitaillement en Argonne, tout en leur donnant un excellent observatoire<sup>39</sup>. »

Du côté allemand, les sapeurs creusent un total de 14 sapes, dont deux d'entre elles descendent à 95 mètres sous la surface de la butte de Vauquois. Ils ont dû, pour cela, traverser 70 mètres de gaize, une vingtaine de mètres d'argile et 5 mètres de sables verts. Les Français

ouvrent 12 sapes jusqu'à moins 50 mètres. Un total de 519 explosions a lieu sur Vauquois, jusqu'à la fin de la guerre, pour des gains territoriaux nuls ou presque. En 1917, la guerre des mines prend sur la butte des allures ahurissantes, puisque les galeries s'abordent les unes les autres, et que l'on s'y bat au pistolet. A la fin de 1915, « nos troupes avaient donné là, presque inutilement, des preuves nombreuses d'héroïsme et de ténacité<sup>40</sup> ».

D'autres techniques se développent en cette année 1915. L'utilisation des gaz de combat s'impose, en violation des conventions de La Haye de 1899 et de Genève de 1907. D'autres y avaient pensé bien avant. Ainsi, pendant l'insurrection vendéenne en 1793-1794, le conventionnel Barrère avait préconisé l'usage de substances toxiques contre les royalistes. C'est l'absence de technologie à l'époque qui l'avait arrêté. En 1915, l'industrie chimique allemande est bien plus développée que celle des Français et même que celles des Anglais. C'est le chimiste Fritz Haber, responsable de l'Institut de recherche en chimie organique de Berlin, qui propose à l'état-major allemand d'utiliser le chlore sous forme gazeuse contre les Alliés. Déjà le 29 octobre 1914, les Allemands ont bombardé Neuve-Chapelle, en Artois, à l'aide d'obus contenant une substance irritante<sup>41</sup>. Mais c'est contre les Russes, le 31 janvier 1915, que les gaz de combat sont mis en œuvre à Bolimov, à une cinquantaine de kilomètres à l'ouest de Varsovie avant qu'ils ne soient déployés sur le front occidental, le 22 avril, dans le secteur d'Ypres. Cent cinquante tonnes de chlore sont lâchées par des cylindres d'acier au gré du vent. La technique des nappes dérivantes de gaz débouche sur une panique considérable des troupes de première ligne et le front cède localement, mais les Allemands sont incapables de poursuivre.

En attendant la production massive d'obus à gaz, seuls capables de limiter les risques d'une dispersion incontrôlable, les Allemands peaufinent leur technique des gaz de combat en multipliant les essais d'utilisation tactique sur le front de l'est avec des nappes dérivantes,

comme sur le front de l'ouest, notamment en Argonne, non seulement en travaillant sur les vecteurs – les obus –, mais aussi, en amont, sur les substances chimiques elles-mêmes. A la fin de l'année 1915, les Allemands ont déjà considérablement progressé dans le registre de la fabrication d'obus lacrymogènes, notamment en calibre 150, mais sans croire véritablement à sa capacité décisionnelle. Ainsi, lorsqu'ils accumulent des réserves de munitions à la fin de l'année 1915, en prévision de leur attaque sur Verdun, les obus chimiques constituent, dans un premier temps, des quantités minimales de stocks. Les Alliés réagissent, bien entendu. Dès le 23 avril 1915, au lendemain de la première utilisation de gaz sur le front ouest, les Français envoient André Kling, directeur du laboratoire municipal de Paris, afin de procéder à une enquête. Des commissions se succèdent en avril et mai au ministère de la Guerre et à la Section technique du Génie. Ces commissions rassemblent militaires et savants chimistes, mais aussi industriels. En août 1915, le général Ozil reçoit la mission de coordonner les efforts des uns et des autres, dans trois directions, le front, les moyens offensifs, les moyens de protection. Pour leur part, après trois semaines de discussion au niveau gouvernemental, les Britanniques se lancent dans la fabrication de gaz de combat, employés pour la première fois par leurs troupes, le 25 octobre 1915, à Loos, sous forme de vagues dérivantes.

Toujours en 1915, le lance-flammes fait son apparition du côté allemand. Le porteur de l'arme doit être doté d'un solide courage. Les bombonnes de liquide inflammable qu'il porte sur le dos présentent des risques majeurs pour lui. Une balle ennemie dans les récipients métalliques, et c'est l'explosion. Les Français et les Britanniques, d'abord réticents, développent l'arme, tout comme ils le font avec les obus à gaz.

Une autre technique, assez traditionnelle puisqu'on l'identifie déjà dans les guerres du Premier Empire, prend à partir de l'année 1915 une dimension particulière. Les tireurs d'élite de part et d'autre s'en

prennent aux officiers. La valeur d'un chef faisant souvent la valeur d'une troupe, la pratique consistant à essayer d'abattre les officiers s'est rapidement développée avec les armes à feu. Les Anglais s'inspirent du nom de la bécasse (*snipe*), que l'on trouve en hiver en Ecosse et en Angleterre, où elle vient hiverner. Son vol rapide et fluctuant en fait un gibier de choix pour les excellents chasseurs. Le *Sniper* est donc un terme issu du vocabulaire cynégétique, comme souvent dans le langage militaire puisque les deux activités connaissent de fortes porosités. On trouve la trace de tireurs d'élite ciblant les chefs durant les guerres civiles en Angleterre, entre 1642 et 1648. Les techniques se développent ensuite et les carabines de précision sont équipées de lunettes de tir dès la guerre de Sécession, décidément innovante sur bien des aspects. A partir de la fin de 1914, lorsque le front se fige, selon l'historien Martin Pegler, un bataillon britannique, dans les secteurs calmes du front, perd chaque jour entre douze et dix-huit hommes du fait des tireurs d'élite allemands. L'avantage des Allemands, habitués à la chasse au gros gibier avec des armes proches de celles de guerre, fait qu'ils disposent de nombreux tireurs d'élite immédiatement disponibles. Les Alliés doivent s'adapter et répondre aux Allemands sur le même registre. En février 1915, le *War Office* fait procéder à l'achat de cinquante-deux carabines de grande chasse, afin de pallier l'insuffisance des armes de précision<sup>42</sup>. L'emploi de tireurs d'élite, dans les deux camps, participe incontestablement d'une dimension anxieuse de la guerre de tranchée, obligeant les hommes à être constamment en éveil et à ne pas prendre le moindre risque de se montrer.

Mais la véritable reine du combat de tranchée, redécouverte en 1915 également, est bel et bien la grenade, et sûrement pas le couteau de tranchée. Sous ses multiples visages – offensives, défensives, incendiaires, à fusil –, elle se révèle d'une redoutable polyvalence. La grenade défensive « quadrillée » permet au soldat à l'abri dans sa tranchée de stopper l'assaut de l'adversaire, lorsqu'il est parvenu à

une trentaine de mètres par la projection de nombreux éclats mortels. La grenade offensive, à l'effet de souffle limité, permet de réduire au silence un adversaire, notamment dans les sapes des tranchées. C'est la grenade et l'arme de poing – pistolet ou revolver – qui sont les vrais outils des « nettoyeurs » de tranchée, qui partent avec une musette pleine de grenades, mais sans fusil et surtout pas avec une baïonnette, bien trop encombrante. Dans ce registre, comme dans d'autres, les Allemands montrent la voie. Ils disposent dès 1913 de la *Kugelhandgranate*, et créent huit modèles différents entre 1915 et 1917, dont la très célèbre grenade à manche de 1915, à la silhouette si caractéristique, encore en service lors de la Seconde Guerre mondiale. Les Alliés se mettent vite à leur école et, à la fin de la guerre, l'armée anglaise dispose de quarante et un types de grenades à la fin de la guerre. Les Français disposent d'une grenade défensive dès 1914 mais, dans les combats de l'Argonne notamment, ont recours à des « bricolages » comme les « pétards-raquettes », simple planchette de bois ou la charge de cheddite ou de mélinite est assujettie avec du fil de fer.

Ces évolutions techniques et tactiques ont de profondes répercussions sur la vie des hommes peuplant la zone du front. Après avoir vu les réactions « d'en haut », il faut partager la vie de ceux « d'en bas » et suivre leurs réactions.

Comment sont vécues toutes ces évolutions de l'année 1915, que cela soit dans les grandes offensives alliées ou dans des « attaques locales » comme celle des Eparges ou de Notre-Dame-de-Lorette, par le « peuple des tranchées », celui qui combat réellement<sup>43</sup> ?

Sans doute faut-il constamment revenir à l'exceptionnel Maurice Genevoix pour saisir certaines dimensions de la réalité des combats de l'année, leur caractère inhumain et répété durant des semaines, l'intensité du feu de part et d'autre, la lumière crue sur les hommes

déchiquetés, tenant par réflexe animal et souffrant, souffrant encore dans l'attente d'une relève qui ne vient pas. Sur un mode littéraire volontairement décalé, Maurice Genevoix décrit les combats des Eparges :

« Depuis hier soir, il n'est rien arrivé d'extraordinaire. Les Boches ont attaqué presque tout de suite, et nous les avons repoussés. Ils ont attaqué dans la nuit, et nous les avons repoussés. Ce matin, ils ont recommencé ; ils recommenceront tout à l'heure. »

Il décrit aussi les traumatismes connus des combattants, non en termes médicaux mais sous des formes simples, néanmoins tellement puissantes :

« Cela ne nous quitte plus guère ; on se sent le diaphragme serré, comme par une dure poigne immobile. Contre mon épaule, l'épaule de Bouaré se met à trembler, doucement, interminablement<sup>44</sup>. »

Mais d'autres récits disent la guerre de 1915, avec tout autant d'intensité. Louis Pergaud, dans son carnet intime, note le 18 février 1915 à propos des la crête des Eparges :

« A 2 heures, nos batteries ont attaqué les Eparges : “bousillage” magnifique. Les éclatements incessants couvraient d'une opaque fumée toute la crête forestière. Le feu a duré jusqu'au soir et pendant la nuit. Ai dîné ce soir-là avec les officiers d'artillerie, charmants camarades enchantés de leur besogne. Vers 10 h, nous nous sommes séparés. Ils retournaient à leurs pièces<sup>45</sup>. »

Les conditions locales de front rapportent des différences de topographie, de climat, d'ennemis. Mais, pour l'essentiel, les modes de combat se ressemblent. Sur le front des Dardanelles, les témoignages disent la même hantise de la proximité avec l'ennemi, la même crainte des balles et des obus.



« A 16 heures, commence un feu d'artillerie terrible de notre côté sur les premières tranchées ennemies. C'est terrifiant de voir la poussière et la fumée formée par l'éclatement des obus 155. Ils sont mieux dirigés que la dernière fois : les effets doivent sûrement être beaucoup plus efficaces. Quant au bruit produit par les éclatements, il déchire les oreilles. L'explosion est toujours suivie par des sifflements divers de durée variable [...]. A ce bombardement les Turcs répondent par une fusillade peu nourrie qui vise surtout les crêtes et les créneaux de nos tranchées : ils tirent pour nous empêcher de sortir de nos trous. Les pauvres ! Ils emploient bien inutilement leurs munitions<sup>46</sup>. »

Sur ce front, les troupes françaises atteignent quarante-deux mille hommes en mai 1915. Les deux brigades de la 17<sup>e</sup> division d'infanterie coloniale sont en grande partie formées d'unités en provenance des colonies ou d'Algérie, de manière à ne pas prélever des troupes sur le front ouest. Cinq bataillons de zouaves, recrutés en Algérie ou en Tunisie, parmi les « Petits Blancs » amènent avec eux la culture « pied-noire<sup>47</sup> ». A Salonique, les effectifs français atteignent cette fois cinquante-six mille hommes en 1916, mais devaient en compter deux cent vingt-quatre mille en mai 1918. Nord-Africains et « Sénégalais » constituent environ la moitié de cet effectif, mais on y trouve également des unités indochinoises, trois bataillons malgaches et des éléments tahitiens. Leur expérience du feu n'est pas celle du front de l'ouest, et, avant que ne se sachent les conditions de combats aux Dardanelles, ce front était réputé comme plutôt « tranquille » et les combattants d'Artois ou de Champagne ont pu en rêver un temps<sup>48</sup>. Le front des Alpes amène aussi son lot de différences. Même s'il convient d'être circonspect à l'égard du *Journal de guerre* de Benito Mussolini, paru en français en 1935, à un moment où Laval tente d'ancrer les relations franco-italiennes, ce témoignage du *Bersagliere* Mussolini, nous dit des choses sur les combats en montagne. Le 29 septembre 1915, Benito Mussolini décrit par exemple un risque spécifique du combat en montagne :

« Dans la grande tranchée que nous occupons, on peut faire du feu. Chaque tente a le sien. Le seul danger ici – outre celui des coups de canons et des balles perdues – est constitué par les rochers qui dégringolent du Vrsig. De temps en temps un cri : Un rocher ! un rocher ! Malheur à qui ne se gare pas à temps<sup>49</sup>. »

Au-delà des différences géographiques, c'est sur les liens que commencent à entretenir le front et l'arrière après un an de guerre qu'il nous faut nous arrêter. Il y a des années-lumière entre les représentations mémorielles du front qui s'installe en 1915, construit sur l'image que l'arrière se fait des combats, voués à d'impétueuses charges à la baïonnette et à des morts héroïques, et la réalité complexe que connaissent les historiens sans réussir souvent à la faire partager par le grand public. Ces mêmes historiens se sont beaucoup interrogés pour savoir quelles étaient les relations entre le monde du front et l'arrière. Un temps, on a cru que les liens étaient surtout faits d'ignorance réciproque avant que la prise en compte du courrier et des relations qui continuaient d'exister entre les soldats et leurs familles ne permettent de montrer combien les relations n'ont en fait jamais été coupées véritablement. Les lettres de soldats à leur famille, échangées au rythme de plusieurs millions par jour, ne sont que rarement porteuses de grands états d'âme philosophiques sur le sens de la guerre. Les soldats font part le plus souvent de leurs besoins matériels (chandail, nourriture, tabac, argent) et remercient leurs correspondants. Ils parlent de la quotidienneté, des choses qui leur arrivent en essayant de rassurer leur famille, et notamment la femme aimée, sur leur propre sort, sans dissimuler les horreurs de la guerre et sans l'aseptiser. Ils décrivent les cadavres, les photographient malgré les interdictions, disant l'horreur des bombardements quotidiens. Mais ils aseptisent effectivement une dimension importante de la guerre : dans un discours fait de « rassurance » à l'égard de la famille, la balle ou l'éclat d'obus sont pour l'autre et une distanciation s'opère entre les risques réellement encourus et les risques dits. De

manière tout à fait impressionnante sur ce point, la mise en parallèle des lettres de Louis Pergaud à sa femme Delphine et des notes jetées dans son carnet intime, projette de manière très concrète cette dimension d'un mode d'expression convenu entre les soldats de la ligne du feu et leurs familles à l'arrière.

En revanche, jusqu'à présent, il est peu d'historiens qui ont envisagé une autre césure, qui s'impose pourtant comme beaucoup plus réelle que celle entre « front » et « arrière ».

La véritable coupure ne se fait pas entre ces deux termes, car la notion de « front » est trop floue. J'ai montré dans d'autres travaux<sup>50</sup> que la notion de « front » doit être singulièrement précisée. En fait, il faut distinguer entre le « monde du feu », constitué par les premières et deuxième lignes de combat, occupées par les unités d'infanterie et d'artillerie de tranchées, le « front arrière », où l'on trouve les troisièmes lignes et l'artillerie légère, et l'« arrière-front » où se trouvent l'artillerie lourde, mais aussi la masse des unités non combattantes, ainsi que tous les services. Cet « arrière-front » concentre de plus en plus de troupes au fur et à mesure que la guerre se technicise et qu'elle s'administre, mais dans le même temps les soldats qui la peuplent ne connaissent la guerre qu'en mode dégradé, loin de la violence extrême des premières lignes. Du prévôt au planton, du bourrelleur au coiffeur, du vétérinaire au conducteur d'automobile, tous ces militaires sont certes dans la zone des armées, mais ils ne sont jamais exposés aux mêmes risques physiques. Ils ne prennent jamais leur « tour de tranchées ». Les réalités du terrain – le « bled » dans le langage des combattants – leur sont tout à fait inconnues. Le sous-lieutenant Porchon, jeune saint-cyrien, qui n'a plus que deux mois à vivre, mesure bien cette césure, entre deux mondes, le 6 février 1915.

« Je connais le terrain, je sais que c'est idiot [d'attaquer], qu'on n'arrivera à rien ; mais la "Brigade" et la "Division", qui connaissent les

choses bien mieux que les gens qui y sont, puisqu'elles sont à 10 km et qu'elles ont le téléphone ont déclaré le contraire<sup>51</sup>. »

L'arrière-front, ce sont les villages de repos, avec leurs habitants demeurés ou revenus dans la zone des armées après la stabilisation du front, par patriotisme, certes, mais surtout pour que ce dernier se conjugue avec leurs propres intérêts matériels. Il s'agit de veiller sur les propriétés, de ne pas laisser les soldats français les piller consciencieusement, mais aussi pour réaliser quelques juteux bénéfices. En économie libérale, il est bien connu que l'intérêt de tous est la somme des intérêts particuliers.

« Ici, on paye tout le double qu'en temps de paix, tout le monde est marchand et tous des vrais rapaces ; les grands commerçants assez rapprochés de la ligne des opérations feront des fortunes colossales, le front étant toujours stationnaire ici »

écrit à sa famille le soldat Germain Cuzacq, le 24 octobre 1915, dans le secteur de Bouxières<sup>52</sup>.

L'arrière-front grouille d'un monde qui remplit des formulaires et des états de dotations, qui administre la guerre relativement à l'abri. Sans cet arrière-front, point de possibilité d'alimenter les premières lignes en hommes, armes et munitions, bien entendu. Mais cet arrière-front si nécessaire à la guerre installée en devient une composante étrange, qui fait le lien avec l'arrière tout court et avec ses comportements. C'est là que l'on trouve une masse considérable de militaires non directement confrontés à la mort. Mis à part le fait que les soldats de l'arrière-front ne sont pas logés en casernes, mais chez l'habitant, c'est bien une vie de garnison qu'ils mènent, avec la même routine militaire, avec les mêmes inspections périodiques, avec les mêmes prises d'armes ou défilés. Cette zone est composée d'embusqués relatifs par rapport aux fantassins de la ligne de feu. Le

cas des personnels vétérinaires, souvent officiers de complément, est rarement évoqué. Aujourd'hui, la profession revendique 125 morts durant la Grande Guerre<sup>53</sup>, sur environ 3 000 mobilisés. 25 seulement des 125 morts sont « tués à l'ennemi », ou « décédés des suites de blessures de guerre », tandis que 11 vétérinaires sont morts d'accidents, dont 5 sont consécutifs à une chute de cheval, « ce qui nous rappelle la dangerosité de l'équitation », écrit sérieusement l'auteur. Cinquante-trois vétérinaires sont morts de maladie, soit 55 % du total des morts. Sans vouloir le moins du monde stigmatiser une profession, généralement fort honorable, vouloir faire de ces personnels des héros de guerre relève, de toute évidence, de la reconstruction mémorielle. Représentatifs surtout de la vie de l'arrière-front, les vétérinaires en montrent aussi les comportements. Emmanuel Dumas avance que « la bravoure et l'abnégation des vétérinaires pendant la Première Guerre mondiale seront récompensées par l'attribution de 1 600 croix de guerre et de 270 croix de la Légion d'honneur », soit plus d'une Croix de guerre pour deux vétérinaires mobilisés et une Légion d'honneur pour environ dix ! A travers l'exemple de cette profession, se trouve conforté le fait que l'arrière-front, plus proche des milieux décisionnels de l'attribution des médailles et récompenses que le véritable combattant, s'en trouve infiniment mieux pourvu.

La crise des effectifs et la chasse aux « embusqués » ne changent pas grand-chose sur la durée de la guerre quant à la densité de troupes qui se trouvent sur les arrières de la ligne de feu. La technicité croissante des armées, dans les deux camps, y est, certes, pour beaucoup. Mais cet argument n'est pas le seul. En avril 1918, Louis Maufrais, qui a été un vrai médecin de poste de secours avant de connaître l'arrière-front, constate encore :

« Nous avons pour nous aider une foule confuse d'infirmiers, brancardiers, cuistots, ordonnances, conducteurs de chevaux, vaguemestres... sans oublier, parmi les ordonnances, Pégase, un vieux

chasseur alpin, territorial savoyard. Un type extraordinaire avec son large béret cassé en avant et un petit bouc de rouquin. Il n'avait qu'un seul défaut : il était soûl tous les soirs<sup>54</sup>. »

L'arrière-front s'organise aussi selon des codes de complaisance qui ne sont pas possibles dans le monde réellement combattant. Ainsi certains officiers font-ils venir plus ou moins discrètement leurs épouses, tentant de reproduire une vie de garnison, avant que la hiérarchie ne mette un frein à ces pratiques jugées trop peu guerrières. Cet arrière-front vit de la guerre, la fait à sa manière en l'administrant, et s'y installe.

L'arrière-front laisse ensuite la place à l'arrière et l'on quitte la zone des armées avec les gendarmes. Au vrai, cette affirmation, qui reprend un dicton alors en vogue parmi les soldats (« le front commence avec le dernier gendarme »), est un peu sévère. L'étude de Louis Panel sur le rôle de la gendarmerie aux armées (la prévôté)<sup>55</sup> durant la Grande Guerre, fait maintenant autorité. L'auteur montre combien le rôle des gendarmes n'est pas aussi caricatural que ce que les poilus ont voulu en faire. L'arme est surtout « une institution en quête de réponses », complexée de ne pas être véritablement une arme combattante et qui entame une campagne visant à diminuer son image répressive.

L'important paradoxe de l'arrière-front est que, constitué majoritairement de troupes non directement combattantes, c'est lui qui développe, bien davantage que la ligne de feu, un discours venu de l'arrière. Les raisons en sont assez simples à comprendre. D'une part, l'arrière-front se trouve en situation de transition et de porosité entre le front proprement dit et l'arrière. Les nouvelles, rumeurs et journaux, y circulent bien plus facilement que dans les tranchées. D'autre part, les militaires qui peuplent l'arrière-front savent pertinemment qu'ils sont des privilégiés par rapport à leurs camarades des tranchées. Se sachant moins exposés, ils ont tendance à emboucher les discours

hyperpatriotiques de l'arrière afin de faire oublier les moindres risques encourus.

Dès les débuts de 1915, la question de la durée de la guerre interroge les soldats. Ils comprennent spontanément que la guerre s'installe pour durer. Même sans avoir des notions poussées d'art militaire, tout combattant véritable voit l'impasse tactique que représente le « système-tranchées ». Le moral n'est plus au beau fixe, comme en attestent la trentaine de cas de fraternisation connus sur l'ensemble du front occidental au moment de Noël et du basculement de l'année à la fin du mois de décembre 1914. Marc Delfaud, instituteur mobilisé comme simple soldat, note dans son carnet intime, à la date du dimanche 3 janvier 1915 :

« Il serait temps d'envisager que quelques événements décisifs se produisent qui permettent d'envisager la fin de cette guerre déjà trop longue et relèvent le moral bien affaibli des soldats. Ceux-ci se désespèrent de voir la guerre s'éterniser, et au point de vue physique, ils sont épuisés par la fatigue : longues nuits sans sommeil, service chargé et pénible, longues factions dans le froid, les pieds dans l'eau et dans la boue, travaux continuels dans les bois pour l'aménagement des tranchées, insuffisance de repos<sup>56</sup>. »

Au cours de l'année 1915, et notamment après la loi Dalbiez du printemps sur laquelle nous allons revenir, qui, au nom de la quête d'effectifs, prévoit des « affectations spéciales » d'ouvriers dans les usines de l'arrière, les demandes de soldats se multiplient auprès de leurs familles. Révélatrice parmi tant d'autres, la lettre du 3 septembre 1915 d'Albert Marquand, qui, sur le front de l'Aisne à cette date, écrit à son père :

« Papa, j'aurais une demande à te faire qui m'a été soumise par le cousin Léon Moreau. Demander à l'oncle Léon s'il pourrait me faire rentrer dans son usine comme ouvrier métallurgiste ou dessinateur.

Justement, je vois que mon camarade Rouvière est rentré dans une usine où il est à l'abri ; pourquoi n'en ferais-je pas autant ? Si l'oncle Léon croit pouvoir me trouver un emploi, j'en ferai la demande en même temps que lui<sup>57</sup>. »

Ces stratégies individuelles d'évitement de la guerre sont le signe d'une lassitude déjà installée des soldats, en même temps qu'elles indiquent combien les élans d'enthousiasme guerrier ont été laminés par la réalité de la guerre. Bien sûr, dans le système social de l'époque, il n'est pas question de se rebeller, pas question non plus de désertir – pour aller où ? –, mais il s'agit de se préserver le plus possible, ce qui n'est d'ailleurs pas incompatible avec la ferme volonté de défendre les tranchées – symbolisation évidente de l'ensemble du sol national – contre l'ennemi.

D'autres stratégies collectives se mettent en place, spontanément, loin des grands chefs et avec l'assentiment des cadres de contact soucieux de sacrifier l'héroïsme à leur tranquillité quotidienne. Le lieutenant Weber, prêtre et officier, le constate en montant en première ligne sur le front de Champagne au printemps de 1915.

« Il fallait trois heures pour se rendre aux tranchées sises sur la butte de Tahure. J'y arrivai à 1 heure du matin et pris place en deuxième ligne. Nous relevions des Bretons, le 93<sup>e</sup> régiment du 11<sup>e</sup> corps : ils étaient là depuis septembre, vivant en paix avec les Allemands<sup>58</sup>. »

Les comportements que Tony Ashworth a nommés le « système du vivre et laisser vivre<sup>59</sup> » est déjà bien en place en 1915.

La routine s'installe aussi pour les soldats du monde du feu, comme pour ceux de l'arrière-front. Maurice Pensuet, ouvrier horloger mobilisé dans un régiment d'infanterie, rapporte son quotidien, si proche de milliers d'autres, notamment au bois de la Gruerie, en Argonne, le 7 août 1915 :



« Chers Parents, je suis toujours en 2<sup>e</sup> ligne, mais il est probable que demain nous remonterons en 1<sup>re</sup> ligne. On nous emploie à faire du travail de défense, abatis pour faire un champ de tir, réseaux barbelés, abris, etc. La pluie de nous abandonne pas et nous sommes faits comme des égoutiers. »

Le même jour, il écrit une deuxième lettre à sa mère, en réponse à un courrier de sa part, dans laquelle il évoque la question récurrente de la nourriture chez les poilus.

« Si vous avez du bon pain, le nôtre est caoutchouté et loin d'être blanc et quand nous allons au repos, les boulangers refusent de nous en vendre. Quant à la nourriture, elle consiste invariablement en "bœuf au riz" ou "bœuf macaroni", quelques fois le riz ou le maca fait place à une cuillerée de patates. De plus nous avons un quart  $\frac{1}{2}$  de vin par jour<sup>60</sup>. »

Le travail est l'activité la mieux partagée par les soldats du front. Les poilus tant du côté allemand que français ont été des manieurs de pioches et de pelles, tout autant que de fusils. Ils ont remué des quantités astronomiques de terre qui a servi à renforcer sans cesse le système défensif des deux côtés, rendant de plus en plus complexe le « système-tranchées ». Albert Marquand, le 7 septembre 1915, décrit à un ami une de ses journées en ces termes :

« Actuellement nous faisons des tranchées de première ligne. Il y a un cordeau par terre et on creuse à côté sur une largeur de 1 mètre à peu près, et tu peux croire qu'on a vite fait un trou à l'abri des balles de mitrailleuses, car ils nous éclairent toute la nuit avec des fusées éclairantes. On commence à travailler à 10 heures et sans discontinuer jusqu'à 2 heures du matin, et nous faisons 10 km pour rentrer dans notre bois. [...] Enfin on arrive à 4 heures, on se couche par terre et on dort jusqu'à 10 heures (la soupe). Puis on nettoie son fusil et on passe des revues diverses jusqu'à 5 heures du soir (la soupe) et nous repartons à

6 heures du soir. Aussi, tu peux croire qu'avec cette vie on n'en peut plus<sup>61</sup>. »

Pour s'adapter à la vie des tranchées tous les moyens sont bons aux soldats du « monde du feu ». Le 7 janvier 1915, le sous-lieutenant Robert Porchon écrit à sa mère comment il se protège de la pluie en première ligne, sur le front des Eparges où il allait être tué. « On va chercher au village des grandes tuiles cylindriques, on en recouvre les abris et on met du fumier dessus pour ne pas se faire repérer par les aéros<sup>62</sup>. »

Avec les fronts installés, les services de santé aux armées peuvent également se poser. L'année 1914, ils ont eu fort à faire, mais ont surtout développé, dans les rangs de l'armée française, une doctrine de prise en charge des blessés inadaptée<sup>63</sup>. Considérant qu'il fallait traiter les blessés dans les hôpitaux bien équipés de l'arrière, les médecins militaires ont fait subir de longs voyages en train aux blessés, dont un grand nombre sont morts de gangrène gazeuse. En 1915, commence à être pensée une « médecine de l'avant », mais qui est lente à se mettre en place. Si les postes de secours animés par des aides-majors ne chôment pas, dans les ambulances de l'arrière-front la vie est souvent tranquille et bien monotone, quoique très différente d'une ambulance à l'autre. Prosper Viguière, médecin-chef de l'ambulance 8/18, note avec précision le nombre de blessés qu'ils reçoivent<sup>64</sup>, ainsi que la nature de leur blessure et les interventions qu'il effectue. En un mois, par exemple, du 1<sup>er</sup> au 31 décembre 1915, 26 entrants arrivent dans son ambulance, dont 3 blessés par balles et 17 par éclats d'obus. Les autres cas sont des soldats qui se sont blessés avec des outils de travail. En revanche, l'aide-major Georges Faleur, médecin de ville dans le civil, connaît une guerre bien tranquille, à l'exception de la bataille de la Marne et d'un « coup dur » où il doit traiter trois cents gazés dans la journée, ce qui lui vaut

d'ailleurs la Croix de Guerre. Pour le reste, les jours s'écoulent de manière plutôt monotone en cette année 1915, sur l'arrière-front qu'il décrit si bien en creux :

« Mardi 23 mars : de garde aujourd'hui, je puis me faire remplacer l'après-midi par Pottier pour aller en voiture avec Bachy et de la Grandière faire une promenade à Vrigny. Nous avons trouvé là les officiers du 6<sup>e</sup> chasseurs d'Afrique, qui nous ont offert le thé sur l'invitation du commandant Hue. Nous préférons de beaucoup être à Villedommange, plutôt qu'à Vrigny, qui est un sale petit trou. Les pays que nous avons traversés, Jouy et Pargny, sont remplis d'autos (poids lourds)<sup>65</sup>. »

Pour les simples soldats, les « toubibs » sont des embusqués, doublés en outre d'officiers qui doutent de la réalité de certains maux. D'où des réactions parfois hostiles comme celle de Maurice Pensuet :

« Que les majors et leurs aides de l'arrière viennent faire un petit stage au front, mais au front en 1<sup>re</sup> ligne, et ils constateront que ceux qui ont recours à eux sont dignes d'avoir tous les soins voulus<sup>66</sup>. »

Heureusement pour les poilus, l'année 1915 est aussi celle de l'instauration de plusieurs « béquilles<sup>67</sup> », matérielles et symboliques, qui leur permettent de supporter leur sort. Nous n'en retiendrons, dans un premier temps, que trois.

Les permissions sont instaurées à partir de juillet 1915<sup>68</sup>. Théoriquement, les « permes » doivent revenir à raison d'une semaine tous les quatre mois. Elles sont cependant laissées à l'appréciation des chefs de corps. Une certaine inégalité s'instaure et, par exemple, un médecin d'arrière-front comme Georges Faleur, bénéficie de conditions assez favorables. Dans un régiment d'infanterie, les choses sont moins évidentes. Marc Delfaud note, le dimanche 4 juillet 1915 :

« Bonne nouvelle : le général commandant le Détachement d'Armée de Lorraine a décidé d'accorder des permissions de huit jours à tous les hommes qui sont sur le front depuis le début ou depuis plus de six mois, à condition de n'avoir pas plus de huit jours de prison depuis le 1<sup>er</sup> janvier. Je me trouve dans les conditions voulues. Mais comme il ne partira que 4 % de l'effectif à la fois, et que je suis dans les derniers à passer, je ne suis pas sûr de partir<sup>69</sup>. »

Pour ceux mobilisés au début d'août 1914, c'est un an passé sans voir les leurs qui s'achève.

La Croix de Guerre, relève d'une volonté symbolique de la Nation de distinguer les meilleurs soldats. Le sénateur Ernest Cauvin et Maurice Barrès en font la proposition, et le député Georges Bonnefous, élu de Seine-et-Oise, dépose un projet de loi le 23 décembre 1914. La Croix de Guerre devient une réalité le 25 mars 1915. Censée distinguer les soldats courageux, elle est attribuée assez fréquemment dans des conditions douteuses. Comme toutes les distinctions, la proximité du pouvoir décisionnaire compte bien davantage que la réalité des actes de courage militaire. Les témoignages de très nombreux vrais combattants sont légion pour contester certaines attributions<sup>70</sup>.

Le théâtre aux armées constitue une autre forme de « béquille ». Il s'agit de divertir le soldat, de lui faire oublier durant quelques instants sa dangereuse quotidienneté. Des artistes de renom s'y produisent, pas seulement acteurs de théâtre. Ainsi Théodore Botrel, le créateur de *La Paimpolaise*, exempté de service militaire, mais engagé volontaire au théâtre aux armées, donne-t-il plus de mille quatre cents concerts devant les troupes, ce qui lui vaut... la Croix de Guerre avec pas moins de trois palmes !

Mais, à côté de ces compensations matérielles ou symboliques, il y a aussi la justice militaire qui s'exprime dans toute sa rigueur, même si celle-ci fait partie des codes sociaux acceptés par la société de

l'époque. Selon André Bach, 1915 est l'« année des bavures ». Sur ce registre aussi, il s'agit d'une année de transition entre le système judiciaire de 1914, hérité du code de justice militaire de 1873, et les aménagements des années ultérieures. André Bach comptabilise 496 condamnations à mort pour l'année (dont 9 légionnaires d'origine russe et 18 soldats africains) et 111 grâces présidentielles sont accordées<sup>71</sup>. L'année 1915 connaît notamment l'affaire Bersot et celle des fusillés de Souain. Les deux affaires ont été largement instrumentalisées dans les années de l'après-guerre et, jusqu'à aujourd'hui, notamment par la Ligue des droits de l'homme. Porté devant le tribunal militaire par son chef de corps, le colonel Auroux, pour avoir refusé d'enfiler un pantalon en mauvais état, sans doute prélevé sur un mort, Bersot est exécuté en février 1915 pour refus d'obéissance. En 1921, il est réhabilité et lavé de cette accusation.

En mars 1915, le 336<sup>e</sup> RI, de la 60<sup>e</sup> DI de réserve, tient le secteur de Souain, au cœur des combats de Champagne. Après un refus de monter à l'assaut, trente soldats sont incarcérés et vingt-quatre envoyés devant le tribunal militaire pour « refus d'obéissance », ce que les prévenus admettent. Quatre caporaux issus de la 21<sup>e</sup> compagnie qui a refusé l'ordre d'assaut – les caporaux Théophile Maupas, Louis Lefoulon, Louis Girard et Lucien Lechat – sont condamnés à mort le 16 mars 1915 et exécutés dans les deux jours qui suivent. Le général Reveilhac a incontestablement voulu faire un exemple. Blanche Maupas, l'épouse du caporal, instituteur dans le civil, œuvre énormément après la guerre, par le biais de la Ligue des droits de l'homme et de l'Association républicaine des anciens combattants (ARAC), courroie de transmission du parti communiste, présidée par Henri Barbusse, pour faire de l'exécution des caporaux un exemple de la tyrannie militaire. Les hommes sont réhabilités en 1934.

L'année 1915 est, au plan militaire, une année charnière. Les techniques de combat évoluent d'autant plus que la guerre s'enfonce dans le sol des tranchées. Les soldats français commencent à être vêtus et nourris pour une guerre de longue haleine et non pour une aventure militaire de l'été. La capote bleu horizon remplace la veste bleu marine, les troupes coloniales sont habillées de kaki. Le casque Adrian, calqué sur la bourguignotte médiévale, vient tenter de préserver la vie des « bonhommes » comme les soldats se surnomment entre eux. Les hommes se font rares en 1915, au regard des pertes. Les états-majors apprennent lentement à ménager la « pâte humaine ». En France, la classe 1915 doit être appelée dès décembre 1914 pour combler les vides. Les Allemands sont à peine mieux lotis. L'appel de la *Landsturm* de deuxième ban, c'est-à-dire les hommes âgés de trente-neuf à quarante-cinq ans, doit être mis en place. Il faut également leur donner les moyens de se battre. Puisqu'ils deviennent plus précieux, il faut les doter d'une puissance de feu supérieure. Pour la première fois de l'histoire de l'armement, l'armée française dote ses escouades d'un fusil-mitrailleur, le fameux « Chauchat », du nom d'un de ses concepteurs. D'un poids de 8,5 kilos, il est doté d'un chargeur semi-circulaire de 20 cartouches. Le tireur est suivi d'un pourvoyeur et le « couple » de soldats ainsi organisé autour de l'arme automatique et portative dispose d'une puissance de feu efficace de 140 coups/minute<sup>72</sup>. Cela n'a rien d'anecdotique. Le visage de la guerre change profondément et l'année 1915 est celle de la transition entre des formes traditionnelles et des formes nouvelles de combat. Les hommes des tranchées eux-mêmes ont bien perçu ces nouveaux visages de la guerre. Le lieutenant d'infanterie Jean-Julien Weber, rappelle à la fin de 1915 :

« Je note ici, pendant que j'y pense, les “nouveau-tés de guerre” que j'ai remarquées. Les Allemands ont des obus à sillage lumineux, “obus traceurs”, pour tirer sur les avions ; la nuit, ils leur lancent des fusées à chenilles, espèces de chapelets à grains lumineux et incendiaires (nombre

variable) et à monture invisible ; ils étudient le vent avec des ballons-sondes qui nous apportent en même temps des *Gazettes des Ardennes*<sup>73</sup>. Eux comme nous ont un appareil pour surprendre les conversations téléphoniques du vis-à-vis : d'où la nécessité de se taire. Nous avons un appareil qui repère ou non les batteries adverses<sup>74</sup>. »

Dans les airs, l'aviation n'est déjà plus la même en 1915 que ce qu'elle était en 1914. Ses fonctions de renseignement se sont élargies au combat et elle devient une arme au sens strict.

A bien des égards, la bascule de la Grande Guerre s'opère dès 1915, avant même la guerre « industrielle » souvent décrite pour l'année 1916. A partir de la fin de l'année 1915, se dessinent clairement deux catégories de pays belligérants. D'une part ceux qui sont en état de produire massivement les moyens nécessaires à la guerre industrielle (France, Allemagne, Angleterre), et d'autre part ceux qui ne le peuvent pas ou ne le peuvent plus. La Russie au début de 1915 fabrique 13 000 obus par jour alors qu'elle en consomme en moyenne 45 000 dans le même temps<sup>75</sup>. La Russie, l'Italie, ou la Serbie plus encore, sont dépendantes des livraisons des pays alliés. Au début de 1915, la France fournit 2 000 obus de 75 par jour à la Serbie et 1 000 aux armées belges<sup>76</sup>.

L'artillerie devient de plus en plus la reine des batailles. D'août 1914 à l'automne 1915, l'augmentation du nombre de batteries d'artillerie dans l'armée allemande est déjà tout à fait impressionnant, progressant de 688, soit une moyenne de 51 batteries supplémentaires chaque mois<sup>77</sup>.

En cette année 1915, marquée par une contradiction élémentaire entre l'impérative nécessité d'industrialiser la guerre et l'incapacité encore à le faire sur une grande échelle, les efforts de fabrication amènent aussi d'autres problèmes. Confier la fabrication d'obus à des entreprises qui n'en avaient pas la moindre expérience est parfois risqué, surtout d'ailleurs pour les servants des pièces. Ainsi pour les obus de 75, fabriqués par la technique des projectiles forgés

immédiatement avant la guerre et qui se trouvent en dotation au moment des combats de l'été 1914, les accidents de tirs sont de l'ordre de un pour cinq cent mille coups. Au printemps de 1915, notamment en Champagne où arrivent les obus fabriqués avec des techniques simplifiées par des entreprises reconverties, le risque monte à un accident pour quatre mille coups<sup>78</sup>. D'août 1914 à avril 1915, l'artillerie française perd davantage de pièces du fait de projectiles défectueux (570) que du fait de l'ennemi (450).

La fin de l'année 1915 est lourde de sens. En novembre, le Conseil de guerre allemand qui se tient à Pless en Galicie, sous la direction de Falkenhayn, prend deux décisions d'une importance capitale. Il écarte d'une part la proposition de Hindenburg de continuer les efforts à l'Est pour éliminer la Russie. Il décide d'autre part, après près d'un an de posture défensive à l'ouest, de préparer une offensive sur ce front, d'abord centrée sur Belfort, puis, en décembre 1915, sur Verdun.

Du côté des Alliés, à partir de juillet 1915, les réunions se multiplient. Un accord est signé entre Joffre et French, même si ce dernier, pas très disposé à se rapprocher des Français, se voit imposer une coopération poussée avec ces derniers par son ministre de la Guerre, lord Kitchener. En septembre, Joffre reçoit la visite de Cadorna, généralissime italien. Le 8 octobre, Kitchener vient à Chantilly au GQG de Joffre et ce dernier se rend à Londres le 29 du même mois. En d'autres termes, dès la fin de l'année 1915, se pose la question d'un commandement interallié unifié, sinon unique. Pourtant, il va falloir attendre les conditions dramatiques de mars 1918 pour y parvenir. Du 6 au 8 décembre 1915, une grande réunion se tient à Chantilly, à l'invitation de Joffre<sup>79</sup>. Elle rassemble le maréchal French, son chef d'état-major, le général Murray, le général Gilinsky, chef de la mission militaire russe en France, le général Porro, sous-chef d'état-major italien, le général Wielmans, chef d'état-major belge, le colonel Stephanovic, attaché militaire serbe auprès de Joffre.



Il s'agit donc d'une rencontre exclusivement militaire. Il ressort de la réunion des décisions importantes. Il s'agit d'obtenir la victoire en 1916 en coordonnant des offensives concordantes sur les fronts franco-anglais, russe et italien. « L'action générale aurait lieu le plus tôt possible », dit Joffre dans ses mémoires<sup>80</sup>. Si une vraie fidélité joffrienne à l'égard de la Russie s'exprime, c'est surtout sur le front occidental que le général en chef craint une offensive allemande. Il a identifié six secteurs susceptibles de constituer des zones d'attaques. En cela la conférence de Chantilly constitue bien l'imposition d'un regard français sur les stratégies périphériques britanniques. Elle constitue aussi la preuve de l'habileté manœuvrière de Joffre à se poser comme le chef général capable d'amener les armées à la victoire en 1916.

Avec Chantilly, c'est malgré tout l'idée d'une gigantesque bataille interalliée qui se profile. Les plans d'action pour 1916 sont dans les cartons de part et d'autre.

Qui prendra l'initiative le premier ?

## 4

# 1915-1916 : les sociétés dans la guerre

La notion de « front intérieur » a pris une importance considérable dans les travaux historiques contemporains. Non sans raisons. Car si une partie des citoyens combattent, les autres poursuivent leurs activités du temps de paix, même si ces dernières sont fortement orientées par la guerre. L'importance de l'arrière ne constitue pas une nouveauté absolue : le fameux dessin de Forain<sup>1</sup> – « Pourvu qu'ils tiennent ! Qui ça ? Les civils ! » – ne date pas de 1917, comme beaucoup le croient, mais bien du... 5 janvier 1915. C'est dire l'importance que revêt 1915, un millésime quelquefois bien oublié des historiens.

La gouvernance du conflit constitue une première dimension à envisager. Car dans les démocraties comme dans les Etats autoritaires qui participent à la guerre se pose la délicate question des relations entre civils et militaires, entre exécutif et législatif, entre instances officielles et groupes de pression. Après un an ou deux de guerre, la question des buts de guerre aurait mérité d'être posée. Or, n'ayant jamais été véritablement définis au moment où débute le conflit<sup>2</sup>, les Alliés peinent à élaborer un document commun qui pourrait informer la conduite de la guerre lorsque celle-ci s'installe dans la durée. Le 5 septembre 1914, le « pacte de Londres » précise simplement que ni

les Anglais, ni les Français, ni les Russes, ne déposeront les armes avant la défaite totale des Empires centraux. Au fur et à mesure que la guerre s'installe, les équilibres politiques entre Alliés sont révisés<sup>3</sup>. Mais beaucoup ignorent les termes du traité de Londres. De même, les représentants du peuple italien n'apprennent que bien après 1915 les conditions qui avaient présidé à l'entrée en guerre de leur pays<sup>4</sup>. Les négociations entre Alliés furent donc loin d'être menées dans la transparence. A l'extrême fin de l'année 1915, Lord Grey, ministre britannique des Affaires étrangères, prend contact avec les Américains pour envisager une future Société des Nations ; mais il négocie en parallèle des traités secrets pour démembrer les Empires allemands et ottomans...

Quels buts les belligérants poursuivaient-ils ? Georges-Henri Soutou montre que les dimensions économiques du conflit sont perçues par les milieux d'affaires et par les gouvernements, mais que les points de friction entre Alliés ne manquent certes pas. Dans tous les pays belligérants les patronats sont d'ailleurs divisés et les groupes de pression, comme le Comité des forges en France, ne sont pas aussi puissants que certains l'ont dit. La complexité règne incontestablement dans ce registre comme dans bien d'autres concernant la Grande Guerre. La conférence alliée de 1916 débouche d'ailleurs sur un échec et les intérêts nationaux ne s'estompent pas vraiment. Les Britanniques cherchent à détruire la flotte de guerre allemande, à confisquer la flotte marchande du Reich ainsi que ses colonies tout en s'assurant le contrôle de la Mésopotamie. Les Allemands affrontent une situation contradictoire. Ils réclament la fin de l'encerclement économique, mais tablent sur des conquêtes, contradiction difficile à faire admettre à la population. Dès lors, en effet, que l'entrée en guerre a été justifiée par la conviction que l'Allemagne était attaquée, comment légitimer une entreprise d'expansion ? Or, le programme du 9 septembre 1914, qui doit en partie aux analyses économiques de Walter Rathenau, prévoit de

constituer un espace européen contrôlé par l'Allemagne, courant des Pays-Bas à la Pologne. Dans cette lecture d'une *Mittel Europa*, France et Belgique doivent être asservies et une partie de leur territoire annexée ou, à tout le moins, administrée par Berlin.

Mais l'installation des sociétés dans la guerre oblige également à répondre aux besoins industriels du front tout en essayant de maintenir le niveau de vie des civils, au risque, sinon, d'affronter de graves troubles sociaux. Certaines normes sociales s'imposent par ailleurs à la vie publique bien davantage qu'à la vie privée. Le poids du discours patriotique, très lourd, semble dominer si l'on se borne à lire la presse. Mais l'historien dispose heureusement d'autres sources, privées ou publiques, qui lui permettent de nuancer cette fausse évidence. A l'arrière, les modes de vie se situent dans une marge que bornent le rigorisme du discours public et certains phénomènes de compensation – ce qui rend ardue leur mesure exacte. Prendre en compte le front intérieur oblige également à envisager certaines catégories de genre – les femmes, les enfants – auxquelles des travaux spécifiques ont été consacrés depuis déjà plusieurs décennies.

Certains phénomènes originaux frappent les sociétés en guerre et sont rendus possibles par elle. La Belgique dans sa quasi-totalité ainsi que dix départements français sont occupés, ce qui amène à s'interroger sur le comportement de leurs populations. En 1915, l'Empire ottoman se lance dans l'extermination des Arméniens – une rupture fondamentale.

Enfin, bien que les sociétés en guerre soient focalisées sur cette dernière, des rapprochements entre ennemis se sont aussi produits à l'époque. Il faut en tenir compte afin de présenter un tableau aussi complet et nuancé que possible des sociétés en guerre.

## **Diriger, administrer, financer la guerre**

Loin de la zone des combats, les questions de la vie quotidienne priment pour les civils quelle que soit leur empathie pour leurs

soldats. Ces questions essentielles montrent l'importance du « moral », au vrai concept bien flou et soumis à bien des représentations.

Une double évolution se développe dans de nombreux pays en guerre. La demande en main-d'œuvre opère une pression à la hausse sur les salaires mais l'inflation grignote une bonne part de ces gains. Le premier mouvement explique que certains ouvriers non mobilisés, ainsi que des ouvrières, en nombre croissant, gagnent mieux leur vie qu'avant la guerre, en regard de leurs salaires nominaux. Mais le deuxième mouvement, souvent plus rapide et plus important que le premier, vient réduire leur pouvoir d'achat réel, ce qui alimente la grogne. En France, l'indice des prix de détail dans les villes de plus de dix mille habitants passe de la base 100 en juillet 1914 à l'indice 261 en octobre 1918. Loin de s'arrêter avec la guerre, l'inflation se poursuit et à la fin de 1920, le même indice est à 452. Certains mécontentements sont précoces. Au pays de Galles, les mineurs revendiquent des hausses de salaires dès 1915. En Allemagne, les employés travaillant dans des secteurs non directement liés aux industries d'armement voient leurs revenus salariaux réels baisser de 10 % pour chaque année de conflit.

Aux regards de ces mouvements des prix, la question de l'alimentation revêt donc une importance cruciale dans les sociétés en guerre. De ce point de vue, les Empires centraux sont plus mal lotis que les pays de l'Entente car les blocus jouent contre eux. Convaincus, par ailleurs, comme tous les dirigeants occidentaux, que la guerre serait courte, les autorités allemandes n'ont pas constitué de stocks alimentaires. Les adaptations s'opèrent dans l'urgence. A la fin de 1914, le *Bundesrat*, réunissant les délégués des Etats fédérés, fixe un maximum des prix, mais sans mesure de contrainte. Après le pain, les pommes de terre et le sucre, d'autres denrées alimentaires sont frappées d'un maximum au cours de l'année 1915. En mai 1916, Berlin crée l'Office du Reich pour le ravitaillement

(*Reichsernährungsamt*) mais se contente de le juxtaposer aux autorités militaires régionales sans le doter de pouvoirs supplémentaires<sup>5</sup>. Largement dominés par les éléments militaires, les pouvoirs publics allemands choisissent délibérément de privilégier le ravitaillement des troupes. Du coup, elles ne peuvent ravitailler convenablement l'arrière, d'autant que l'efficacité du blocus allié se renforce à partir de 1916. Avant la Grande Guerre, l'Allemagne importait 19 % des denrées qu'elle consommait, dont 42 % des graisses. La structure décentralisée du pouvoir allemand aggrave les effets du blocus. Car des offices communaux (*Kommunalverbände*) sont aussi compétents pour le rationnement et la répartition des denrées. Alors que certaines autorités locales imposent des prix maximum, des commerçants peu scrupuleux vendent à meilleur prix dans une région limitrophe. Les pénuries s'installent donc précocement. Dès 1916, la récolte de pommes de terre est catastrophique et sa consommation s'effondre, passant de l'indice 100 en 1913 à 31 entre juin 1916 et juillet 1917, ce qui suscite de profondes protestations contre les pénuries. Comme toujours, la politique de prix imposés débouche sur la génération d'un marché parallèle ou « marché noir ». Pour empêcher les abattages clandestins de porcs alimentant ce marché, les autorités allemandes imposent les premiers exemples de procédures de « traçabilité » des viandes en exigeant un certificat de décès des porcs.

Les populations alliées sont mieux traitées. En France, la production agricole, malgré la mobilisation des hommes et des bêtes de trait, arrive tant bien que mal à se maintenir à niveau, malgré des différences sectorielles importantes. Si l'Angleterre peut redouter, en 1915 puis en 1917, une asphyxie économique en raison de la guerre sous-marine, elle parvient malgré tout à faire face. Cela dit, des pénuries existent. Dès 1915, les autorités françaises conseillent de ne pas manger de gâteaux même si la carte de pain n'est introduite qu'à la fin de 1917 et n'est étendue aux autres denrées alimentaires qu'en

janvier 1918. Sur ce plan, les dirigeants français et britanniques ont mieux compris que leurs homologues des Empires centraux l'importance de nourrir décentement l'arrière pour garantir la paix sociale, elle-même nécessaire à la poursuite de la guerre. Alors que les deux pays peinent à coopérer sur le plan militaire, ils s'accordent précocement pour qu'une « Commission internationale interalliée de ravitaillement » fonctionne à partir du 15 août 1914.

La prolongation de la guerre pose de singulières questions aux sociétés européennes et à leurs élites politiques – à commencer par la préservation des fonctionnements parlementaires et le partage des responsabilités entre civils et militaires d'une part, exécutif et législatif, d'autre part. Dans ces adaptations, les cultures politiques nationales s'expriment à plein.

En France, l'atmosphère de défaite d'août-septembre 1914 amène le Parlement à quitter Paris pour Bordeaux, comme en 1871. Mais avant cet exil volontaire, deux lois votées dans la précipitation les 4 et 5 août déposent les parlementaires de l'essentiel de leurs pouvoirs. Le 4 août, un premier texte autorise l'exécutif à ouvrir des crédits sans consulter les députés. Le lendemain, une autre loi autorise le gouvernement à engager des dépenses par décrets. Le même jour, le Parlement se déclare en vacances. Il n'est réuni à nouveau que le 22 décembre 1914. Les pouvoirs – tant exécutifs que législatifs – s'en remettent alors aux militaires et acceptent la diminution de leurs prérogatives. La stabilisation du front amène à redéfinir la zone des armées dans une acception plus étroite qu'en août 1914. Ce n'est qu'en septembre 1915 que les préfets et les maires retrouvent, hors cette zone, leurs pouvoirs de police.

La guerre se décide-t-elle au ministère du même nom ? Rien n'est moins sûr en France, en raison de la croissance exponentielle des rouages administratifs destinés à la gérer. Plusieurs ministres se succèdent boulevard Saint-Germain. Alexandre Millerand paie son

soutien inconditionnel à Joffre d'attaques personnelles qui le visent lors des conseils des ministres. Lors de la séance du 1<sup>er</sup> juillet 1915, ses collègues le clouent au pilori. Député-combattant, neveu de Jules Ferry, Abel Ferry, à la plume souvent acide, rapporte :

« pendant deux heures ce fut alors un assaut successif de tous les ministres [...] comme Millerand doit souffrir ! Il est immobile, figé dans son mutisme, mais son visage se fait à mesure plus terreux. Il voit son œuvre déchiquetée [...] on dépèce son ministère en donnant les marchés de l'intendance à Thierry, le service sanitaire à Godart ».

Lors d'une visite ultérieure de Millerand en Woëvre, Ferry renchérit : « C'est le ministre bon client. Pas d'esprit critique. Il prend tous les boniments pour argent comptant<sup>6</sup>. »

Avec Gallieni, les choses pourraient changer, en raison des rivalités qui l'opposent à Joffre, son ancien subordonné. Pourtant, sans prendre le général Gallieni pour un naïf – ce qu'il n'est assurément pas<sup>7</sup> – il s'est visiblement égaré en politique. Ses propos en octobre 1915 en attestent :

« Je me demande toujours comment j'ai pu accepter le ministère. Je me suis colossalement trompé : ma santé ; ce n'est pas mon milieu ; trop de surmenage, etc. ; et puis la situation est tellement grave et complexe<sup>8</sup>. »

Gallieni ne s'impose pas face aux députés. Le 19 février 1916, lorsque Abel Ferry lui reproche d'avoir fait du GQG un ministère autonome, le ministre se tait et laisse Aristide Briand répondre. En pleine bataille de Verdun, le 6 mars 1916, en conseil des ministres, Gallieni lit une « note sur le haut commandement », véritable charge contre Joffre. Le tollé est tel que le principe du départ de Gallieni est acté dès cette date. Enfin, avec le général Pierre Roques, on ne peut



pas dire que le ministère de la Guerre ait renforcé son poids face au GQG<sup>9</sup>.

Les ministres ne sont pas les seuls à participer à une sphère décisionnelle qui se complexifie. Comment concilier les regards de l'exécutif et du législatif ? Comment permettre aux militaires d'exprimer leurs besoins en matériels sans que ces requêtes débouchent sur une hypercompétence par rapport aux fonctionnements institutionnels habituels ? La création de sous-secrétariats d'Etat spécialisés et la tenue de « comités secrets<sup>10</sup> » comme de commissions parlementaires<sup>11</sup>, l'instauration de missions de contrôle des parlementaires aux armées puis du « comité de guerre » ont permis de résoudre cette quadrature du cercle, comme l'ont souligné Marc Olivier Baruch<sup>12</sup> et Fabienne Bock<sup>13</sup>.

En règle générale, le pouvoir législatif reprend progressivement la main dans la direction de la guerre, même s'il faut attendre le gouvernement de Georges Clemenceau, à la fin de 1917, pour que les civils l'emportent vraiment. Dès 1915, la reconquête des élus contre les militaires est sérieusement engagée. Le général Gustave Pedoya, député radical-socialiste, demande en janvier de la même année que des parlementaires puissent effectuer des missions d'inspection aux armées, ce que Joffre n'accepte sans restriction qu'au mois de juin. Pedoya se rend malgré tout sur le front de l'Yser au début du mois de mai 1915, malgré les menaces d'arrestation que Joffre fait peser sur lui.

Les commissions permanentes permettent à des députés ou sénateurs de se spécialiser dans certaines questions, tout en préservant un secret relatif des débats, puisqu'elles se composent d'une vingtaine ou d'une trentaine de parlementaires seulement. Mais la véritable nouveauté parlementaire française de la Grande Guerre tient dans les comités secrets. Les députés et sénateurs siègent alors à huis clos et leurs débats ne sont pas publiés au *Journal officiel de la République française*. Les sénateurs inaugurent le procédé du 16 au 22 juin 1916

et peuvent, pour la première fois, critiquer la façon dont Joffre et le ministre de la Guerre, Briand, conduisent le conflit. Un second comité secret se tient en décembre 1916 ; deux autres suivent au cours de l'année 1917.

Dès la première réunion de la Chambre à Paris en janvier 1915, la question du contrôle politique de la conduite stratégique de la guerre est posée. En mars 1915, le sénateur Raphaël Milliès-Lacroix, rapporteur du budget de la guerre, souhaite revenir au contrôle parlementaire et conteste les options de Millerrand. Les députés et sénateurs s'érigent de plus en plus en experts et s'interrogent sur les questions liées à la production ou à l'emploi du matériel d'artillerie. Un député, Maurice Bernard<sup>14</sup>, présente le 18 octobre 1915 à la sous-commission de l'armement un rapport sur la répartition de l'artillerie dans lequel il relate son expérience de lieutenant de chasseurs à pied.

« Répartition de l'artillerie : De toutes les observations recueillies sur ce point, il résulte que, dans l'ensemble, l'artillerie n'est pas suffisamment à portée de ceux qui doivent l'employer. Il faut avoir vu, avoir vécu ces attaques, pour se rendre compte du rôle qu'est appelée [*sic*] à jouer l'artillerie, de la nécessité d'une liaison intime, absolue entre la troupe d'attaque et cette artillerie. A chaque minute, à chaque seconde, les situations se modifient, les objectifs varient, des obstacles nouveaux apparaissent brusquement. Il faut qu'à la seconde d'après le tir soit déclenché<sup>15</sup>. »

De même, Albert Lebrun<sup>16</sup> présente le 6 septembre 1916 un rapport sur l'usure du matériel d'artillerie. Flaminius Raiberti<sup>17</sup> – éphémère ministre de la Guerre en décembre 1920 – communique à la commission du budget un rapport sur la mobilité du matériel d'artillerie suite à sa visite aux VI<sup>e</sup> et X<sup>e</sup> armées<sup>18</sup>.

Le 22 décembre 1916, alors que Joffre, a quitté ses fonctions cinq jours plus tôt, Jules Jeanneney<sup>19</sup> réclame que l'on établisse « les rôles respectifs, dans la conduite de la guerre, du gouvernement et du

commandement ». Le sénateur propose que le gouvernement répartisse les moyens et les ressources, organise économiquement la guerre, coordonne les actions financières et diplomatiques ; le commandement en chef s'en tiendrait à un rôle stratégique consistant à diriger les opérations militaires.

Les commissions permanentes du budget ou de l'armée jouent un rôle grandissant avec Raoul Peret<sup>20</sup>, rapporteur général du budget en décembre 1915. Autour de lui, les députés Lebrun<sup>21</sup>, Raiberti<sup>22</sup>, Dumesnil<sup>23</sup> et Legrand<sup>24</sup>, posent un regard attentif sur les sommes qu'exige le ministère de la Guerre ou que les Chambres attribuent. Au début de l'année 1917, la commission de l'armée de la Chambre des députés est organisée en trois sections. Elle comprend une vingtaine de parlementaires, dont le redouté Abel Ferry<sup>25</sup>. Ses enquêtes et ses rapports sont craints aussi bien par les ministres de la Guerre successifs que par celui de l'Armement. Alphonse Accambray – député radical-socialiste de l'Aisne – est un des parlementaires les plus actifs dans ce registre. Créée avant la guerre, la commission sénatoriale de l'armée voit l'arrivée de Georges Clemenceau en janvier 1915. A partir du 4 novembre de la même année, ce dernier préside non seulement cette commission mais aussi celle des Affaires étrangères, créée en février 1915. Il détient alors un pouvoir considérable. Louis Loucheur montre dans ses *Carnets secrets* l'angoisse d'Albert Thomas lorsqu'il est auditionné par ces instances<sup>26</sup> où Charles Humbert<sup>27</sup> se révèle également très actif, jusqu'à son arrestation, le 13 novembre 1917<sup>28</sup>.

Ainsi, députés et sénateurs – notamment de gauche – se montrent attentifs dans la surveillance des budgets militaires et des questions d'armement. Le registre de compétence des commissions est vaste puisqu'elles s'intéressent à la Poste comme aux services de santé, aux armements comme aux munitions.

Les pratiques décisionnelles quotidiennes recomposent les équilibres en s'efforçant de répondre aux besoins de la campagne

militaire sans que s'imposent d'autres approches qu'empiriques. Au niveau de l'exécutif, les créations se multiplient également. Le ministère de la Guerre crée, dans un premier temps, quatre sous-secrétariats : Munitions, Santé, Artillerie et Organisation du ravitaillement. Il s'agit de repositionner le personnel politique face aux militaires<sup>29</sup>, mais aussi de garantir la majorité gouvernementale en confiant des maroquins à des parlementaires.

L'arrivée d'Albert Thomas change radicalement la donne. Le député socialiste considère que l'effort de guerre à l'arrière est indissociable des sacrifices consentis par les poilus à l'avant et engage un effort majeur d'organisation et de rationalisation<sup>30</sup>. On sait le jugement flatteur d'Abel Ferry sur Albert Thomas : « Il est le seul de tous, militaires ou civils, que la guerre ait révélé<sup>31</sup>. » Le ministre de la Guerre, Alexandre Millerand, accompagne les efforts de son sous-secrétaire d'Etat à l'Artillerie et aux Munitions en lui donnant les moyens d'agir. S'il ouvre la voie à de nombreux heurts avec le GQG lors de la mobilisation de l'industrie française, le télégramme du 10 juin 1915 est sans ambiguïté :

« Vous avez le droit de réclamer nominativement des ouvriers spécialistes, quelle que soit leur classe, même les classes 1914, 1915 et 1916, quel que soit leur grade, où qu'ils se trouvent dans la zone de l'Intérieur et dans la zone des armées<sup>32</sup>. »

La coordination de la production de guerre se trouve alors dérivée du ministère de la Guerre vers les sous-secrétariats qu'il a lui-même contribué à créer et à faire vivre. Au sous-secrétariat à l'Artillerie, Albert Thomas dispose de sept généraux-inspecteurs à l'été de 1916. Lors de la création du ministère de l'Armement, douze généraux travaillent avec lui, pour l'essentiel issus de l'Artillerie, et en particulier des services en charge des arsenaux ou habilités à traiter avec le secteur industriel privé. Une autre césure s'exprime donc : parmi les militaires travaillant à la conduite politico-militaire de la

guerre, une distorsion oppose les « armes combattantes » et les « armes techniques », plus présentes dans les instances gouvernementales.

L'autonomisation des services du ministère de la Guerre et des sous-secrétariats d'Etat doit beaucoup à la 3<sup>e</sup> Direction (Artillerie), placée en position centrale dans le dispositif militaro-industriel. Dès avant la guerre, elle disposait traditionnellement en propre de capacités de production et avait l'habitude d'une forme de négociation avec les industriels. C'est elle qui semble la plus capable d'identifier les sites, les usines et les ateliers susceptibles d'être reconvertis pour les fabrications de guerre, d'organiser la production, de définir les caractéristiques techniques et opérationnelles des matériels et d'en certifier la conformité et la qualité, en relation avec des besoins directs exprimés par le terrain. Le général Baquet est placé à sa tête le 3 octobre 1914. Polytechnicien, brigadier depuis 1912, il rejoint Albert Thomas en tant qu'adjoint le 20 mai 1915.

D'autres structures procèdent d'une sorte de délégation de pouvoir du ministère de la Guerre. Par décret du 14 décembre 1916, un sous-secrétariat d'Etat des fabrications de guerre est institué au ministère de l'Armement ; il dirige, entre autres, la Direction générale des fabrications de l'artillerie<sup>33</sup>.

Le 31 décembre 1916, le décret fixant les attributions du nouveau ministre de l'Armement et des Fabrications de guerre, désormais ministère de plein exercice, rappelle les motifs de cette création.

« En raison du développement considérable des services chargés de la fabrication du matériel de guerre, et aussi de l'importance toujours croissante des besoins de l'armée, il a paru nécessaire de constituer un ministère de l'Armement et des Fabrications de guerre, dont les attributions doivent être définies. Ce ministère recevra la plupart des attributions antérieurement conférées au sous-secrétariat d'Etat de l'Artillerie ; son action s'étendra sur la fabrication de tous les matériels de guerre de l'armée. Il réalisera la coordination de tous les efforts de

l'industrie nationale en ce qui concerne les matières premières, les moyens de fabrications et la main-d'œuvre<sup>34</sup>. »

Au total, les Français déploient, dans le registre des instances administrativo-politiques une créativité considérable. « En 1918, reprenant les indications figurant dans le “Tableau général de la composition des Ministères” Pierre Renouvin recensait 291 offices, comités ou commissions chargés de questions relatives à l'état de guerre, dont 80 au sein du seul ministère de la Guerre<sup>35</sup>. » Renouvin lui-même parlait de « végétation administrative<sup>36</sup> ».

En Angleterre, les relations sont plus simples dans la mesure où les militaires ne sont jamais laissés la bride sur le cou. A partir de mai 1915, l'organisation de l'économie de guerre revient à un ministre civil, David Lloyd George. A la fin de la même année, le Premier ministre, Herbert Asquith, prend l'habitude de réunir les ministres directement concernés par la gouvernance de la guerre dans un *War Cabinet*. Si ce dernier prend l'avis des militaires, il ne les associe cependant pas aux décisions. Se réunissant au moins une fois par jour, c'est l'instance véritablement dirigeante de la guerre. Avec le gouvernement de Lloyd George, en décembre 1916, la pratique des décrets s'impose, au détriment du Parlement. Il invente aussi la procédure du vote bloqué qui permet à l'exécutif de faire passer un projet de loi, quelle que soit sa complexité, par le biais d'un vote binaire (« oui » ou « non »).

La question du partage des pouvoirs n'épargne pas l'Italie. Tout comme Joffre en France, le général Cadorna estime qu'il n'a pas à rendre compte de ses décisions au pouvoir politique. Sous les gouvernements successifs d'Antonio Salandra et de Paolo Boselli, en 1915 et 1916, c'est bien Luigi Cadorna qui tient le rôle essentiel ; il faut attendre son éviction après la catastrophe militaire de Caporetto pour voir le rôle des instances civiles réévalué.

En Russie, le Parlement élu, la *Douma*, est suspendue le 8 août 1914. Le gouvernement dirige simplement par décrets, les fameux *oukases*. Mesurant le mécontentement que provoquent les mauvais approvisionnements dans le pays, le chef du gouvernement, Ivan Goremykine, décide de convoquer la *Douma* en juillet 1915. Une majorité parlementaire, le « bloc progressiste » s'y forme alors et exige du pouvoir une série de réformes auxquelles Goremykine ne souscrit pas. Par ailleurs, Nicolas II a décidé de prendre personnellement en main le commandement des opérations militaires. Du coup, la tsarine Alexandra, d'origine allemande, gouverne officiellement à sa place. Or, elle est depuis longtemps sous l'influence du douteux Grigori Raspoutine, prêcheur errant à la vie compliquée, qui a trouvé à la cour une source de pouvoir et de richesse considérables. Il tente à plusieurs reprises d'influencer la tsarine dans ses décisions politiques, à tel point qu'en octobre 1916 Raspoutine est nommément pris à partie à la *Douma*. Un complot permet au prince Félix Youssouppoff, au grand-duc Dimitri et au député Vladimir Pourichkevitch de l'assassiner dans la nuit du 16 décembre 1916. La crise est donc bien plus grave en Russie que dans les autres pays belligérants. Au-delà d'une question de gouvernance, elle est en proie à la déliquescence et son pouvoir central est contesté dès la fin de l'année 1916.

En Allemagne, les tensions entre pouvoirs civils et militaires existent également. Le 10 novembre 1916, après l'échec de l'offensive sur Verdun, le chancelier Bethmann-Hollweg s'adresse au Reichstag pour répondre aux propositions de paix du président fédéral états-unien, Woodrow Wilson. Le chancelier allemand avance que l'Allemagne est prête à coopérer à la future Société des Nations, voire à en prendre la tête. Il s'agit d'empêcher les militaires allemands de créer l'irréparable en reprenant la guerre sous-marine à outrance, suspendue après le torpillage du *Lusitania*. Des évolutions politiques, il est vrai, marquent le Reich de Guillaume II. En décembre 1914, seul

Karl Liebknecht avait voté contre les crédits de guerre au Reichstag ; en décembre 1915, quinze députés adoptent, cette fois, cette position. Mais, au vrai, le quartier général demeure le véritable dirigeant de la nation allemande en guerre. La direction de l'économie de guerre par les militaires prend de la consistance sous Erich von Falkenhayn (août 1914-octobre 1916), mais se trouve surtout renforcée par le binôme Hindenburg-Ludendorff. Au sein de ce tandem, c'est d'ailleurs le second qui détient la réalité du pouvoir et se comporte à bien des égards comme le « chancelier-réel », Bethmann-Hollweg étant pour sa part le « chancelier-en-titre ». En Allemagne, les débats sur la gouvernance de la guerre empruntent un tour spécifique compte tenu de la culture décentralisée des différents Etats qui voient leurs prérogatives entamées au profit des pouvoirs centraux. C'est ainsi, du moins, qu'ils perçoivent en mai 1916 la création d'un Office de guerre de l'alimentation.

En Autriche, depuis le mois de mars 1914, le comte Karl von Stürgkh gouverne par ordonnances et le Parlement n'est plus réuni. Jusqu'à la fin de 1916, le vieil empereur François-Joseph fait appel aux conseils de son entourage. Le comte Stürgkh développe des efforts considérables pour que Conrad, le chef d'état-major, n'outrepasse pas ouvertement ses pouvoirs. Mais il est assassiné le 22 octobre 1916. Le 21 novembre, le vieil empereur s'éteint à son tour, à l'âge de quatre vingt-six ans. La donne change alors considérablement car son successeur, son neveu Charles I<sup>er</sup>, âgé de trente ans, comprend que les Empires centraux ne peuvent remporter la victoire. Preuve que la double monarchie est arrivée aux limites de ses fonctionnements, la Hongrie continue dans le même temps de faire fonctionner son régime parlementaire. Formé à Oxford, le comte Istvan Tisza dispose d'une majorité à la Chambre et demeure jusqu'à son éviction par Charles I<sup>er</sup>, en 1917, un chaud partisan de l'alliance avec Berlin. Il refuse également de céder face aux militaires. Cependant, en Autriche comme en Hongrie, l'armée conserve d'importants pouvoirs et une



indépendance certaine dans la mesure où les soldats prêtent serment à l'empereur et n'ont, du moins en théorie, de comptes à rendre qu'à lui.

Par-delà ces questions politiques, celle de la production représente un enjeu crucial. Sur ce plan, la France est pénalisée puisque, dès les premières semaines de combat, son territoire est amputé de dix départements qui totalisent à eux seuls 80 % de la production de fonte, 75 % de celle de la houille et 60 % de l'acier. Le chômage frappe durement l'économie dans le dernier trimestre de 1914, car la mobilisation a provoqué du chômage technique ainsi que la fermeture de nombreuses entreprises artisanales. A partir des débuts de 1915, la production reprend, mais le manque de main-d'œuvre qualifiée éclate au grand jour.

D'entrée de jeu, les autorités se préoccupent de parer au manque d'hommes. Comment faire face en s'appuyant sur les seules règles connues à l'époque des responsables économiques ou politiques, à savoir celles du libéralisme ? Il faut par conséquent les adapter et accepter que des soldats puissent être soustraits du front pour participer à l'effort dans les usines. Mises en sursis, affectations spéciales..., il s'agit de dégager le plus possible d'hommes jusque-là mobilisés, tout en répondant aux besoins militaires. D'autres moyens sont partout utilisés, qu'il s'agisse du recours aux heures supplémentaires, aux jeunes hommes non encore mobilisables ou au travail des femmes. Encore convient-il sur ce dernier point de distinguer les réalités quotidiennes des images stéréotypées, voire propagandistes, qui ne représentent que l'écume du phénomène. Car les femmes étaient, avant même 1914, déjà massivement engagées dans l'industrie. Si la féminisation des postes de travail frappe dans l'Hexagone plus qu'ailleurs, c'est que le taux de travail féminin y était plus bas qu'ailleurs en Europe (10 % environ de la population active, pour dépasser les 20 % en 1918). Mais, en Angleterre ou en Allemagne où la main-d'œuvre était déjà féminisée à 33 % avant la

guerre, la pénétration des femmes dans les usines ne progresse que d'une dizaine de points.

Car les femmes sont engagées par défaut, la plupart du temps. En France comme dans les autres pays industrialisés, les syndicats s'étaient toujours montrés hostiles à la féminisation du travail industriel, car elle était vue comme un moyen de briser les grèves. C'est également par défaut que les femmes occupent de plus en plus de postes qualifiés. Un signe, au demeurant, ne trompe pas : dès le retour des hommes, en 1919, les postes les plus qualifiés sont à nouveau masculinisés, une tendance visible avant même l'armistice. A l'arsenal de Tarbes, 5 331 femmes, sur un effectif global de 14 777 salariées travaillaient au 17 mai 1917 ; elles ne sont plus que 4 865 en septembre 1918<sup>37</sup>. En revanche, les femmes s'imposent dans les métiers des services et du commerce, ce qui marque une réelle évolution par rapport à l'avant-guerre. Dans l'industrie et le commerce, *le* secrétaire est en passe d'être remplacé par *la* secrétaire. Dans certains services publics, comme l'administration des Postes ou l'enseignement primaire, la féminisation est patente ; elle le demeure après le conflit, amorçant ici un mouvement sans retour. Cette évolution touche tout aussi bien l'Allemagne que l'Angleterre. Pour mobiliser les femmes, le Reich n'a pas hésité à créer un bureau *ad hoc* confié à Marie-Elisabeth Lüders. Mais le slogan qu'il emploie – « les femmes mobilisent les femmes » – occulte la volonté masculine de retrouver, la paix venue, ses postes de travail...

La mobilisation du deuxième sexe reste cependant insuffisante pour satisfaire les besoins en main-d'œuvre. L'appel aux travailleurs étrangers ainsi que le recours aux prisonniers de guerre s'imposent donc à l'ensemble des belligérants. Quatre-vingt-deux mille travailleurs étrangers – Portugais, Grecs ou Espagnols en majorité – gagnent la France. Dans chaque département, un comité d'action économique coordonne l'emploi de la main-d'œuvre, en lien avec les autorités militaires<sup>38</sup>. Parallèlement, un service de la main-d'œuvre

agricole accueille jusqu'au 1<sup>er</sup> janvier 1919 plus de cent quarante-six mille Portugais et Espagnols. Le ministère de la Guerre régit pour sa part l'entrée de quelque cent quarante mille travailleurs venus de l'Empire. En Angleterre, revenant sur la vieille distinction syndicale opposant ouvriers qualifiés (*skilled workers*) et non qualifiés (*unskilled workers*), la puissante fédération syndicale du *Trade Union Congress* accepte, à la fin de 1916, de mêler dans des équipes de travail les deux catégories – c'est le principe de *Dilution* –, moyennant le droit de délivrer des sursis d'incorporation. Par-delà les tensions qui le parcourent, le marché du travail suscite donc également des négociations sur le mode du donnant-donnant bien éloignées du patriotisme de façade affiché officiellement.

L'économie de guerre qui se met progressivement en place n'est en rien théorisée, pas plus que la mainmise de l'Etat sur les rouages productifs habituels, même si un Albert Thomas a réfléchi avant la guerre au rôle de l'Etat dans l'économie. Tous les pays belligérants cherchent à satisfaire les besoins civils tout en répondant aux commandes considérables que passent les militaires.

Dans toutes les sociétés se développe une forme d'économie mixte. Il ne s'agit pas de renoncer aux vertus du capitalisme, mais bien de les adapter à une situation de guerre. Les liens noués allaient s'avérer cependant durables. De ce point de vue, la Grande Guerre marque bien la maturation de nouveaux modes de relations économiques entre l'Etat et les entrepreneurs privés, dans lesquels l'Allemagne constitue un exemple avancé. Fort de l'accord de Falkenhayn, alors ministre de la Guerre, l'industriel Walther Rathenau crée le 9 août 1914 un Office de guerre des matières premières<sup>39</sup>. Il s'agit autant de répartir les matières premières dans le Reich que de trouver des *ersatz*, d'exploiter les pays occupés tout en fabriquant en quantités suffisantes les biens que les militaires réclament.

Le Royaume-Uni faisait figure de parangon libéral. Au XVIII<sup>e</sup> siècle, Adam Smith l'avait, il est vrai, théorisé, et Londres avait imposé le « laisser-faire, laisser passer » au niveau international en instaurant notamment le libre-échange au tournant des années 1840. Revenant sur ses convictions les plus ancrées, l'Angleterre va très loin dans l'organisation d'une économie encadrée par l'Etat<sup>40</sup>. Les gouvernements de coalition d'Asquith, mais plus encore de Lloyd George – ce dernier comprenant pour la première fois des travaillistes – prennent le contrôle de secteurs clés de l'économie. Les compagnies de chemin de fer, dès 1914, puis la flotte de commerce, les raffineries et les usines de munition, sont tour à tour contrôlées par l'Etat. En 1915, un ministère des Munitions est créé tandis que le *Munitions of War Act* jette les bases de l'économie de guerre. Après les déboires de l'offensive des Flandres de 1915 où les approvisionnements militaires ont fait cruellement défaut – manque révélé par le *Shells Scandal*<sup>41</sup> –, les autorités se préoccupent de coordonner les différentes productions. Dans le même temps, elles interdisent la grève, alors même que l'Angleterre avait été le premier pays à la tolérer dans la première moitié du XIX<sup>e</sup> siècle. En 1915, soixante usines d'armement ouvrent leurs portes ; un *Department of Scientific and Industrial Research* est créé en 1916 afin d'assurer un lien entre la recherche fondamentale et l'industrie. Complément indispensable de cette économie encadrée, la rationalisation de la production progresse. Elle vise à gérer au mieux les maigres ressources de main-d'œuvre laissées disponibles par la mobilisation des hommes, à gérer également une autre pénurie, celle des matières premières, particulièrement aiguë dans les Empires centraux. Ces *process* de rationalisation se lisent tant au niveau de la production – des machines vérifient, mieux qu'avant guerre, la qualité des pièces fabriquées – que sur l'emploi – les machines-outils permettent d'employer une main-d'œuvre non qualifiée. Sur le long terme économique, tous ces processus découlent des procédures introduites à la fin du

XVIII<sup>e</sup> siècle, qui permettaient des économies de capital variable par l'emploi de travailleur(se)s déqualifié(e)s, moins coûteux à rétribuer. Les méthodes de fractionnement du travail, étudiées dès avant la guerre par Frederick W. Taylor, commencent alors à s'imposer, même en France, pays du petit atelier plutôt que de l'usine. La standardisation accompagne la parcellisation du travail, au prix parfois de quelques déboires, dans l'artillerie par exemple, comme nous l'avons vu avec la « crise des éclatements » ou le *Shells Scandal*. S'il faut attendre le 10 juin 1918 pour qu'une Commission permanente de la standardisation voie le jour, sa réalité s'impose bien avant, dès les années 1915-1916.

Pour compenser la pénurie de matières premières, l'Allemagne exploite les territoires qu'elle occupe mais mise aussi sur des produits de remplacement, les *ersatz*. Les chimistes allemands inventent l'ammoniac, le caoutchouc ou la cellulose synthétiques. Les appels au patriotisme des populations se multiplient pour qu'elles offrent leurs instruments de cuisine en cuivre ou en aluminium. Les enfants des écoles ramassent les glands pour en extraire un *ersatz* d'huile, tandis que les orties sont utilisées pour confectionner des fibres textiles. L'Allemagne s'assure également les services d'Etats neutres, dont chacun sait, à l'époque, qu'ils sont souvent des puissances réexportatrices vers l'Allemagne ou l'Autriche. La Suède, les Pays-Bas ou la Suisse ferment ainsi les yeux sur certains approvisionnements, notamment en minerais de fer, qui filent vers le Reich. De même, la cour de Potsdam n'a jamais manqué de champagne, semble-t-il.

D'autres changements s'opèrent et préfigurent les grandes évolutions de l'entre-deux-guerres. En France, la pénurie de charbon pour les centrales électriques ouvre une voie royale à l'hydroélectricité, développée dans les Alpes entre 1916 et 1918, qui se poursuit dans les années 1920. Les jeunes industries comme celles

de la chimie, des constructions mécaniques ou de la téléphonie bénéficient à plein de ces processus de rationalisation. Dans cette lignée, de nouvelles générations de patrons émergent, sachant saisir des opportunités, comme aux plus beaux jours des débuts de la révolution industrielle, mais profitant tout autant des rationalisations ainsi que des aides financières que les Etats dispensent en faveur des reconversions industrielles.

La question du financement de la guerre se pose en des termes différents pour les Etats de l'Entente et ceux des Empires centraux. Dans un premier temps, la conviction que la guerre sera courte l'emporte aussi sur un plan financier. Au cours de l'année 1914, la France finance ses dépenses de guerre par un simple système d'avances de la Banque de France. Tous les pays belligérants affrontent un même dilemme : faut-il recourir à l'emprunt ou à l'impôt ? Alexandre Ribot, ministre des Finances, opte clairement pour l'emprunt et pour l'inflation. La Banque de France est autorisée à augmenter considérablement la masse de monnaie en circulation – elle croît de seize milliards et demi entre 1914 et 1916. L'inflation fiduciaire est donc clairement choisie. Mais les Etats recourent aussi aux emprunts auprès de l'épargne nationale. Outre les bons de la Défense nationale émis, en France, pour vingt-deux milliards entre 1914 et 1916 à court terme – au taux de rétribution très élevé pour l'époque de 5 % – s'ajoutent les grands emprunts annuels de la Défense nationale (le premier est lancé en novembre 1915, un second en octobre 1916).

Alors première puissance économique, le Royaume-Uni dispose d'une monnaie qui est, tout au long du XIX<sup>e</sup> siècle, la devise internationale de paiement *de facto*, malgré l'instauration officielle d'un *Gold Standard*. L'Etat britannique sert donc de banquier à l'Entente, tout en finançant la guerre par un impôt proportionnel sur le revenu, l'*Income Tax*. Créé par William Pitt le Jeune en 1799 lors des

guerres contre la France, cet impôt progresse de 40 % en quatre ans. De plus, l'Angleterre emprunte à sa population à long plutôt qu'à court terme. Au total, ses modes de financement sont plus matures et plus assumés que dans les autres pays de l'Entente, bien que la Grande-Bretagne n'échappe pas à l'endettement extérieur. A la fin de la guerre, les Etats-Unis sont, à son égard, créditeurs d'un milliard de livres. De même, l'inflation progresse, passant pour une base 100 en 1913, à l'indice 120 en 1915, 150 au milieu de 1916 pour atteindre 250 en 1919.

De la même manière, l'Italie, tout en finançant sa guerre en empruntant, essentiellement auprès de l'Angleterre, connaît aussi une forte inflation, due au dérapage de la masse monétaire. La Russie, pour sa part, finance sa guerre comme elle a financé son industrialisation, par l'emprunt sur l'extérieur. De 1914 à 1917, la dette, également souscrite surtout en Angleterre, est pratiquement multipliée par deux, passant de huit milliards de roubles à près de quinze.

En revanche, les puissances centrales ne peuvent guère emprunter à l'étranger. Dès 1915, les banques privées états-uniennes choisissent leur camp et prêtent à taux préférentiels aux Etats de l'Entente. Du coup, l'Allemagne s'appuie sur des emprunts à court et à long terme et accepte l'inflation plutôt que de recourir à la fiscalité. Certes, un impôt sur les bénéfices industriels, le *Kriegsteuer*, est bien créé en 1916, mais les entrepreneurs sont rétifs à le verser. Dans l'Empire austro-hongrois, le recours à l'inflation est d'autant plus massif que l'Autriche-Hongrie n'est alors pas une grande puissance financière. Entre 1914 et 1916, le niveau des prix dans la double monarchie a pratiquement été multiplié par quatre.

## **Gagner la guerre par le verbe**

Comme nous l'avons vu, l'entrée dans la guerre ne s'est pas faite à l'unanimité, même si la presse a eu tendance à étouffer les voix qui

s'élevaient pour s'opposer à la guerre. Après deux années de conflit, la haine de l'adversaire et les discours patriotiques exacerbés continuent de nourrir les colonnes des journaux. Mais ce discours est-il le résultat d'une propagande voulue et concertée ou bien le reflet d'une demande venue des lecteurs et plus globalement de l'ensemble des sociétés en guerre ? Pour Stéphane Audoin-Rouzeau et Annette Becker, cette dernière interprétation ne fait aucun doute<sup>42</sup>. Jean-Jacques Becker va dans le même sens. « Il est nécessaire de retourner les termes habituels du débat : ce n'est pas la propagande qui a créé la "culture de guerre", c'est la "culture de guerre" qui s'est exprimée par la propagande<sup>43</sup> ». Mais la situation semble à bien des égards plus complexe.

En effet, les médias écrits, seuls disponibles à l'époque, n'ont pas attendu la Grande Guerre pour fixer leur ligne de conduite à l'égard des grands événements politiques ou sociétaux. Dès lors que les journaux d'information générale choisissent d'abaisser leur prix de vente au numéro en ayant recours à la « réclame » et aux annonceurs afin que même les revenus les plus modestes puissent acheter les journaux, ils doivent s'affranchir d'avis trop tranchés par rapport non aux opinions publiques mais à ce que les rédacteurs en chef estiment être l'opinion à l'aune de leur propre système de représentations. Durant l'affaire Dreyfus, la plupart des journaux à fort tirage n'abordent la crise qu'à la marge. Car la presse généraliste évite de choquer son lectorat en fonction de ses attentes supposées relues par les journalistes. Le conformisme s'impose donc aux dépens de l'information. Car la presse fonctionne d'abord et avant tout sur le principe de l'entreprise capitaliste qui doit faire des bénéfices. Durant la Grande Guerre, elle accepte donc, par peur de disparaître au vu de la raréfaction des lecteurs mobilisés et de la production de pâte à papier, de se conformer au discours ambiant. C'est tout particulièrement flagrant dans le cas de la presse sportive qui, faute d'événements sportifs à se mettre sous la dent, se lance, pour survivre,



dans un discours d'aphorisation comparant la guerre à un « grand match<sup>44</sup> ». Or, tous les pays ont besoin de héros pour accepter l'idée d'une guerre qui s'éternise. Les combattants sont bien entendu érigés en héros purs se battant pour la défaite totale de l'ennemi, le haïssant prodigieusement et multipliant contre lui de fougueux assauts. Mais, pour des raisons de cohésion sociale, l'arrière aussi doit être héroïsé. Dès lors, la presse renonce à tout recul critique et embouche les trompettes du conformisme patriotique. Après le « profil bas » de l'affaire Dreyfus – surtout ne pas en parler –, le « profil haut » du discours hyperpatriotique s'impose.

Bien des voix se prêtent au jeu dès lors que le débat légitime la guerre. En Allemagne, Thomas Mann situe l'enjeu entre *Kultur* et *Zivilisation*. Selon lui, le premier terme correspond aux valeurs d'humanisme et d'idéalisme que l'Allemagne incarne, tandis que le second intègre le matérialisme et l'abstraction mécanique, dont la France et la Grande-Bretagne seraient porteuses<sup>45</sup>. La légitimation théorique de la guerre est en marche.

Ne confondons cependant pas presse et propagande. Le « bourrage de crâne », de fait, n'a duré qu'un temps. Faute d'informations au début de la guerre, les journalistes, interdits de front, inventèrent des mensonges patriotiques qu'ils débitèrent avec l'aplomb habituel des médias. Mais, par la suite, la situation évolua. Ainsi la censure veille, mais de manière différentielle. Des articles interdits à Paris sont publiés tels quels dans la presse de province. Les affirmations de haine, d'animalisation ou de mépris de l'adversaire sont des phénomènes qui, s'ils sont partagés par une partie des intellectuels et des Eglises, viennent de la presse et ne font guère partie du monde du front. En outre, ces thématiques relèvent des pratiques de guerre depuis la plus haute Antiquité et ne constituent pas des comportements intrinsèquement nouveaux. Dans le même ordre d'idée, que des intellectuels appartenant à des sociétés qui se sont lancées dans le conflit mettent leur talent au service de la légitimation de la victoire

ne saurait étonner. Comment justifier une guerre si les sociétés qui les ont consenties ne tentent pas de s'autopersuader qu'elle est juste et légitime ? Quel pouvoir – démocratique ou non – aurait accepté de se lancer dans l'aventure guerrière si on lui avait dit qu'elle n'allait se terminer qu'à la fin de l'année 1918 ?

Les institutions sont alors mises à contribution pour renforcer la cohésion des sociétés en guerre. Les autorités morales sont convoquées pour légitimer le conflit. Ceux qui s'expriment ne craignent pas, en raison de leur âge ou de leurs fonctions, de rejoindre le monde des tranchées ; ils peuvent être d'autant plus jusqu'aboutistes dans leurs propos. Toutes les Eglises nationales sont confrontées, durant la guerre, à la contradiction fondamentale entre les valeurs dont elles sont détentrices : charité, amour du prochain, soif de justice, et le constat cruel qu'une guerre provoque des morts, des blessés, des désespérés en nombre croissant en raison des batailles de masse et de la durée de la guerre. Dans les Etats où existe une religion officielle, la confusion entre souhaits des pouvoirs civils et comportements religieux des Eglises s'opère aisément. Dès le 3 janvier 1915, les autorités britanniques décident de consacrer le premier dimanche de l'année à une prière solennelle et collective intitulée *Day of Humble Prayer and Intercession*, afin d'obtenir « la bénédiction de Dieu sur les armées alliées ». Toutes les parties au conflit convoquent Dieu, mais ce n'est ni la première ni la dernière fois. En Allemagne<sup>46</sup>, où cohabitent deux grandes religions occidentales, l'Eglise catholique, menacée durant le *KulturKampf*, espère un réveil religieux qui ne se concrétise pas après les premières semaines de la guerre. Les Eglises protestantes sont pour leur part modérées. Si, au début de la guerre, l'exaltation est de rigueur et les actions de grâces nombreuses, soulignant des « succès magnifiques et des victoires dont le ciel a béni nos armes », elles rappellent ensuite que « les ennemis sont aussi des enfants de Dieu »<sup>47</sup>.

En France, après les combats de l'affaire Dreyfus et ceux de la séparation de l'Eglise et de l'Etat, l'Eglise catholique, accusée d'être à la solde de la papauté et de s'accrocher à l'obscurantisme, se trouve condamnée à crier plus fort que les plus patriotes des anticléricaux. De ce point de vue, elle se situe dans la stricte continuité d'une rivalité avec les milieux républicains anticléricaux, telle qu'elle s'exprime depuis le début des années 1880. Les Eglises réformées, que certains accusent d'être à la solde des Allemands, entonnent également le refrain patriotique de crainte de se couper de la communauté nationale.

Les intellectuels se mobilisent durant la guerre, pour des raisons similaires. En France, les intellectuels de gauche, comme Victor Basch, dirigeant de la Ligue des droits de l'homme, créée au moment de l'affaire Dreyfus, retrouvent les clivages issus du discours révolutionnaire de 1792-1794. « Cette guerre est la lutte des peuples désireux de se libérer contre le militarisme, contre l'impérialisme », déclare Basch. Remplaçons les termes « militarisme » et « impérialisme » par celui de « despotisme », et nous avons là le discours de la guerre révolutionnaire de 1792. Dans d'autres camps idéologiques, que le Dr Edgar Bérillon parle de « psychologie de la race allemande », ou de la « bromidrose fétide » de la même race<sup>48</sup>, lors d'une conférence à la Société de médecine de Paris, le 23 avril 1915, n'est finalement représentatif que de la fragilité des savoirs médicaux sous d'apparentes certitudes scientifiques. Les conférences d'Henri Bergson, président de l'Académie des sciences morales et politiques avançant, en termes outranciers, la supériorité de la culture française sur la culture allemande<sup>49</sup>, ne font que prolonger des débats de pouvoirs universitaires contre les philosophes allemands et la victoire du bergsonisme déjà établie avant la guerre. Ainsi, la Grande Guerre permet à Henri Bergson, désormais sans concurrence allemande, de poser ses propres analyses, comme autant de certitudes nationales.

Comment penser dès lors les thématiques de « croisade » employées çà et là durant la guerre ? En France, la résurgence du mythe de Jeanne d'Arc – alors ancré à gauche –, semble plutôt faire pencher la balance vers les images consistant à « bouter l'ennemi hors de France », plutôt que de libérer les lieux de la Nativité des serres des infidèles. Le fait que le territoire français soit envahi, à la différence de l'Allemagne, induit certes des différences de comportements. Il est plus facile en France qu'en Allemagne d'emboucher ces thématiques puisque le sol national est envahi. « Entendez-vous dans nos campagnes, mugir ces féroces soldats », dit déjà le « chant de guerre pour l'armée du Rhin », devenu *Marseillaise*. De plus, les pratiques de l'occupation en Belgique ont incontestablement constitué un marqueur essentiel de la « barbarisation » du peuple de Goethe. Tous ces comportements débouchent sur un conformisme patriotique largement diffusé par la presse. Comment ne pas se dire patriote face à un discours niveleur et réducteur ? Face à ce consensus, comment échapper à la « bien-pensance » normative des discours ? Ce n'est pas la première fois durant la Grande Guerre que les stéréotypes l'emportent contre la complexe vérité historique. Lors de la bataille d'Antietam, le 17 septembre 1862, l'une des plus meurtrières de la guerre de Sécession, un soldat nordiste comprend déjà cette logique :

« Nous avons entendu dire durant toute la guerre que “l'armée brûlait du désir de marcher contre l'ennemi”. Cela devait être vrai, car des journalistes tout à fait sincères l'ont dit et leurs rédacteurs en chef l'ont confirmé, mais quand on se mettait en quête de ceux que cette envie démangeait, ils faisaient toujours partie du régiment d'à côté. La vérité, c'est que quand les balles s'enfoncent dans les troncs d'arbre et que les projectiles fracassent les crânes comme des coquilles d'œuf, l'envie dévorante qui brûle dans le cœur de tout homme est de se trouver ailleurs<sup>50</sup>. »

Dans le remarquable témoignage de son enfance en Provence, récemment publié, celui qui devait devenir le grand historien Henri Michel dit bien la césure qui se crée entre l'arrière désinformé et les soldats lorsqu'ils reviennent du front, à compter du printemps 1915.

« Cependant le vrai visage de la guerre commençait à faire son apparition avec les premiers permissionnaires, après que se fut écoulée la première moitié de 1915. Ce qu'ils décrivaient n'avait pas grand-chose à voir avec ce que les journaux racontaient [...]. Tout avait commencé par de longues marches et contre-marches, dont le sens leur échappait. Puis étaient venus les bombardements d'artillerie contre lesquels la seule chose à faire était de s'aplatir et de se coller au sol [...] des blessés qui pleuraient, geignaient et râlaient, et qu'on devait abandonner à leur sort ; un adversaire qu'on ne voyait que rarement en face, et qu'on ne repérait que par sa mitraille ; la fatigue qui abattait les corps, et la peur au ventre qui minait les cœurs ; moins un combat qu'une épreuve sans fin [...]. Rares étaient ceux qui avaient conservé un peu de leur exaltation initiale, qui étaient capables de récits cohérents, qui gardaient le sens du devoir et l'espoir dans l'avenir, qui parlaient de la France et pas seulement de leur pauvre moi [...] mais si nous les écoutions avidement, nous ne les entendions pas plus qu'on ne prête attention à ce que dit un malade qui délire [...]. Nous, nous savions tout [...]. L'important, nos journaux nous le disaient [...]. En somme, à l'arrière, protégés contre toute possibilité de déception puisque sans contact avec l'affreuse réalité, nous connaissions mieux la vérité des choses de la guerre que ceux qui se colletaient avec elle, qui y perdaient leur foi avec leur bon sens, leur sang avec leur raison d'être<sup>51</sup>. »

Ici ou là, pourtant, des voix s'élèvent contre ce conformisme de pensée, tel Gonzague Truc, grand spécialiste de Jean Racine, mais aussi proche de l'*Action française*, qui fut pourtant un des journaux les plus conformistes de la guerre. Décrivant l'ambiance intellectuelle de Paris dans la *Grande Revue* de 1915, il note :

« et les conférences pullulèrent où, devant un verre d'eau, on m'opposa le génie français au pédantisme teuton, sans d'ailleurs expliquer autrement que par un ramassis de lieux communs ce qu'on entendait par là. On démontra, ou plutôt on affirma, que tout ce qui est français est bon et que tout ce qui est bon n'est pas allemand<sup>52</sup> ».

En Allemagne, le 4 octobre 1914, si 93 intellectuels soutiennent les yeux fermés leur gouvernement qui nie toute exaction en Belgique, un autre manifeste « Aux Européens », signé de quatre savants berlinois, dont Georg Nicolaï et Albert Einstein, appelle au rassemblement des intellectuels du Vieux Continent et à la création d'une « Ligue des Européens » pour préserver des valeurs intellectuelles communes<sup>53</sup>. Epiphénomène, dira-t-on ? Mais dans un milieu aussi fermé que celui des scientifiques allemands de 1914, qu'il se trouve déjà quatre hommes pour signer un manifeste en opposition au discours dominant signifie clairement que l'unanimité de façade de la culture patriotique n'est pas une réalité pleine et entière dans les sociétés en guerre.

Est-on par ailleurs certain que les discours enflammés de la presse sont entendus, et plus encore acceptés ? La question de la réception de l'information est, du point de vue méthodologique, ardue à trancher. Qui lit quoi et où ? Avec quel quant-à-soi et quelles représentations, ces informations – haine de l'ennemi, héroïsme sublimé, discours de croisade – sont-elles reçues ? Les archives départementales, et notamment les rapports de préfets, semblent infirmer l'omnipotence de certaines thématiques dans les milieux ruraux, encore majoritaires à l'époque. Comme le préconisait Jean-Jacques Becker, il faut peut-être à nouveau retourner les termes habituels du débat. Le discours de guerre ne forge pas la conviction de chacun, pas plus qu'il ne crée une culture. Il révèle, au mieux, une volonté d'uniformisation sociale inachevée. Et le discours de haine à l'égard de l'ennemi, vraie spécificité française, permet sans doute de cicatiser les plaies béantes et encore vives de la Nation, de l'échec

de la restauration monarchique de 1877 à l'affaire Dreyfus, de l'affaire des fiches aux débats sur la laïcisation de la société.

Le contre-exemple russe confirme au demeurant qu'aucune des sociétés en guerre n'a véritablement réagi à l'identique. Point d'idée de croisade, passé les premières semaines de guerre. Point de société unanimement tendue vers la guerre et la victoire totale. On assiste simplement à une déconstruction sociale entre les *Nizy* (basses classes) et les *Verkhi* (classes élevées) dans l'armée. L'arrière est déstructuré également et les failles d'une société insuffisamment modernisée et d'une économie à la croissance forte mais fragile se révèlent au grand jour. Selon l'historien Nicolas Werth, la reconversion de 80 % des usines vers la production de guerre disloque le marché intérieur et réduit le ravitaillement des civils. Faute de pièces de rechange, tout le système de transports est désorganisé, révélant la cruelle dépendance de la Russie à l'égard de l'extérieur. Les grévistes passent de 35 000 au second semestre 1914, à 560 000 en 1915 pour atteindre les 1 100 000 en 1916<sup>54</sup>. Les intellectuels russes ne se mobilisent d'ailleurs pas au nom d'une « culture de guerre » : leur combat se situe ailleurs, dans l'exigence d'une réforme politique et sociale.

Dans le discours médiatique de la guerre, surtout français, certaines catégories de genre se situent au cœur du fonctionnement du front intérieur.

Depuis les travaux novateurs de Françoise Thébaud<sup>55</sup>, les femmes ont suscité de nombreuses études qui permettent de mieux cerner leur rôle entre 1914 et 1918<sup>56</sup>. Remplaçant les hommes au travail, dans les villes comme dans les campagnes, les femmes sont aussi les infirmières qui soignent, les « marraines de guerre » qui réconfortent, mais surtout les épouses et les compagnes qui, par leurs lettres, maintiennent le lien avec la vie antérieure du soldat. Au regard de l'homme en guerre, elles jouent le rôle fondamental d'horizon-repère,

pour l'essentiel comme pour l'anecdotique, comme par exemple la série pléthorique des cartes postales érotiques à destination des poilus dont le corpus n'a pas encore été vraiment étudié. Mais, avec leurs propres regards, les femmes sont tout autant plurielles dans leurs comportements que les hommes. L'élan torrentueux vers la profession d'infirmière qui marque notamment les femmes de la bonne bourgeoisie ou de l'aristocratie dans les premières semaines de la guerre retombe aussi vite que le volontariat masculin. « Très vite la figuration s'estompe [...] les prestations de salon ne sont qu'une facette de cet engagement », relève la duchesse d'Uzès, elle-même infirmière<sup>57</sup>. En Allemagne, dès le 3 août 1914, le *Nationaler Frauendienst* (Service national des femmes) se met en place afin d'assister les épouses dont les maris sont au front, mais aussi de créer un bureau de placement. Dans le même temps, le mouvement social-démocrate appelle les travailleuses à se placer au service de la patrie<sup>58</sup>. Si un réel enthousiasme semble s'emparer du deuxième sexe, dans les premières semaines de guerre, le désarroi, voire la détresse ne tardent pas à s'imposer face à une guerre qui dure. Les pénuries qui surgissent plus précocement outre-Rhin obligent les femmes dotées d'un emploi à allonger considérablement leur journée pour faire la queue devant les magasins, tandis que le prix des loyers s'oriente à la hausse, les propriétaires cherchant ainsi à compenser les effets de l'inflation. A partir de 1915, les tickets de rationnement s'imposent et le quotidien est de plus en plus dur à assumer. En 1916, le gouvernement parle officiellement de « mobilisation des femmes », même si le chancelier Bethmann-Hollweg refuse de les soumettre à un service obligatoire. Un Service auxiliaire (*Hilfsdienstgesetz*) est cependant créé et confié à Marie-Elisabeth Lüders qui, en Belgique occupée, s'était chargée de surveiller les femmes se livrant à la prostitution professionnelle ou occasionnelle.

L'approvisionnement se détériorant, les manifestations de femmes se multiplient dès novembre 1915 à Berlin, Aix-la-Chapelle, Leipzig



ou Munster. Le 9 février 1916, les femmes de Hanovre manifestent pour réclamer la ration de viande qui n'a pas été distribuée par incompétence des autorités<sup>59</sup>. Les démonstrations contre les pénuries s'étendent à Munich, Nuremberg et Hambourg, où treize femmes et enfants sont sérieusement blessés par la police lors de la répression du mouvement.

Au total, la Grande Guerre, dans l'ensemble des pays belligérants, déplace les césures sexuelles habituelles. Les femmes sont de plus en plus employées dans des activités qui n'étaient pas forcément les leurs avant la guerre. Mais ont-elles perçu ces mutations comme autant d'émancipations ? Si la part la plus militante d'entre elles les a ainsi considérées, la majorité, désorientée, a été marquée par l'immense surcroît de travail et d'anxiété que la guerre apportait. Les femmes ont-elles fermement soutenu l'effort de guerre et agi par total patriotisme ? Si, dans tous les camps, des photographies de propagande le suggèrent, leurs motivations demeurent aussi nombreuses et variées que pour les hommes. La nécessité de trouver un travail en l'absence du mari ou du compagnon demeure l'élément premier de leur engagement, une tendance bien amorcée avant 1914. Comme le constate Jay M. Winter :

« il se peut que le patriotisme en ait entraîné beaucoup au début, mais très vite elles [les femmes] trouvèrent moins de charme au travail de guerre, partageant en cela l'avis de la seconde catégorie de travailleurs recrutés dans l'industrie de guerre, les adolescents<sup>60</sup> ».

Les enfants ont été aussi instrumentalisés dans la guerre des mots, surtout en France. L'école a joué de toute évidence un rôle majeur dans cette instrumentalisation<sup>61</sup>. Tout l'enseignement est repensé en fonction de la guerre et Albert Sarraut, ministre de l'Instruction publique, rappelle en 1915 que les maîtres doivent faire comprendre les événements qui se déroulent sous les yeux des enfants et exalter dans leur cœur la foi patriotique. Cette position ne surprend guère

quand on replace l'attitude du ministre dans la chaîne des discours sur l'école depuis la fin des années 1870 et l'installation de la République. Le véritable maître à penser de l'école laïque et républicaine est bien Ferdinand Buisson (1841-1932), protestant libéral, qui fut directeur de l'enseignement primaire au ministère Jules Ferry de 1879 à 1883. Député radical du XIII<sup>e</sup> arrondissement de Paris, de 1902 à 1924, président de la commission de la séparation de l'Eglise et de l'Etat, il rapporte sur la loi supprimant l'enseignement congréganiste. Or qu'écrivait ce pédagogue militant ? La morale laïque enseigne

« la claire notion du devoir, les idées de justice et de bonté, l'habitude de la réflexion, la culture de la conscience, l'amour du travail, le sentiment des droits de l'homme et de la dignité humaine, et enfin le véritable patriotisme<sup>62</sup> »

même si cette prise de position contredit d'autres propos du même Buisson qui, en 1912 rappelait : « nous n'avons pas le droit de toucher à cette chose sacrée qui s'appelle la conscience de l'enfant<sup>63</sup> ». Quoi qu'il en soit, les continuités prévalent sur les ruptures dans les programmes scolaires de la guerre et dans l'instrumentalisation des enfants par l'institution scolaire, tant laïque que confessionnelle. Les petits garçons s'amusent à jouer à la guerre ? Mais où est la nouveauté ? Le *War Game* est, sous toutes ces formes, de toutes les époques dans la culture occidentale, et aujourd'hui encore, ils représentent plus de 80 % des jeux vidéo. Héritage de la Grande Guerre ou plus simplement *habitus* culturel occidental de très long terme ?

Durant la guerre, les petites filles mêlent, elles aussi, des comportements nouveaux à des pratiques culturelles anciennes. Elles entretiennent, pour la première fois massivement, des correspondances avec leurs pères mobilisés, au même titre d'ailleurs que leurs frères. Certaines, dans les milieux urbains notamment, se sentent mentalement

mobilisées et tricotent des écharpes pour les poilus<sup>64</sup>. Mais la guerre change-t-elle profondément les comportements quotidiens, notamment dans les jeux développés par les jeunes filles ? La poupée ne devient pas forcément patriotique.

Les adolescents représentent une autre catégorie qu'il convient d'étudier pour elle-même. Yves Pourcher<sup>65</sup> a été l'un des premiers à s'intéresser à une classe d'âge encore mal identifiée à l'époque. Le front intérieur connaît aussi des déstructurations psychologiques du fait de l'absence massive des pères. Certains adolescents s'organisent en bandes, agressent et volent, sous l'influence de personnages de la fiction cinématographique comme *Fantomas* ou *Arsène Lupin*. Car les salles de cinéma ou les Caf'Conc' ne projettent pas que les documentaires patriotiques réalisés à partir des prises de vue de la Section cinématographique des armées, créée au printemps de 1915. L'influence de ces séances sur une microsociété adolescente plus ou moins livrée à elle-même dans certains milieux montre l'importance de la fragilisation de l'arrière. Il faudrait aussi continuer de travailler sur des thématiques qui méritent encore de l'être. Moins assurés des lendemains, les jeunes hommes ont-ils changé leurs rituels de conquête des jeunes filles ? Ces dernières se sont-elles senties moins tenues de respecter des convenances sociales ? En d'autres termes, quels ont été les impacts sociologiques de la guerre sur les codes sociaux ? C'est à coup de monographies que la réponse viendra. Mais Louis-Ferdinand Céline a, en 1932, dans *Voyage au bout de la nuit*, déjà indiqué bien des fonctionnements sociaux de l'Arrière.

Le front intérieur subit, par ailleurs, bien des divisions sur des questions qui interrogent l'administration de la guerre à travers le thème des « embusqués ». Comme l'a montré Charles Ridel<sup>66</sup>, c'est la délibération sur la proposition de loi du député radical-socialiste catalan Victor Dalbiez qui permet d'identifier socialement le problème. Il s'agit, devant la crise des effectifs, d'incorporer en 1915

la classe 1917, composés non d'enfants, certes, mais de mineurs au regard de l'époque. Le texte s'intitule officiellement « loi assurant la juste répartition et une meilleure utilisation des hommes mobilisés ou mobilisables<sup>67</sup> ». Le ministre de la Guerre, Alexandre Millerrand, a demandé que l'on puisse soustraire du front des ouvriers spécialisés afin de les faire travailler dans les usines qui les réclamaient impérieusement. Alors que la loi Dalbiez voulait « arracher jusque dans ses racines [...] cette fleur empoisonnée du favoritisme et de l'arbitraire<sup>68</sup> », elle est utilisée à contre-emploi. La société française découvre alors qu'une foule d'hommes adultes est employée à des tâches non combattantes. Elle constate, par la même occasion, que la mort de masse frappe moins indistinctement que ce qu'affirme le discours officiel. Face à la crise des effectifs, la chasse aux embusqués est officiellement ouverte et Gallieni – éphémère ministre de la Guerre – la mène avec vigueur. Georges Berthoulat, dans *La Liberté*, le surnomme « le grand débusqueur<sup>69</sup> ». Le 23 novembre 1915, il demande aux gouverneurs militaires qu'on lui communique le nombre d'hommes du service armé employés dans les sections des commis et ouvriers militaires d'administration<sup>70</sup>, afin de les remettre à la disposition du front. Plus généralement, Gallieni s'élève contre le système des recommandations<sup>71</sup> venues des sphères influentes.

Surgit pourtant une question dérangeante. Le ministère de la Guerre lui-même n'a-t-il pas servi de lieu de repliement à certains embusqués ? La croissance impressionnante de ses services alimente chez Georges Clemenceau ou chez Emile Durkheim, la conviction que le ministère sert bien souvent de « planque ». Il y a sans doute là une part de vérité, mais comment faire fonctionner une machine administrative aussi imposante que le boulevard Saint-Germain sans lui affecter le personnel nécessaire ? Cette question récurrente, posée dans toutes les guerres, interroge l'équilibre à trouver entre effectifs « aux armées » et effectifs « à l'arrière ». La question sociale de l'« embusquage » s'atténue dans la deuxième moitié de la guerre sans

toutefois disparaître totalement. Elle montre à quel point une longue guerre de masse induit des dérèglements par rapport aux normes civiles et militaires habituelles.

Dans la longue liste de ces dérèglements, deux d'entre eux concernent l'approche des fronts intérieurs. L'un découle du gouvernement allemand, l'autre de l'Empire ottoman mais ils relèvent de sphères décisionnelles assez proches l'une de l'autre et mobilisent l'image de l'ennemi, ce qui justifie leur traitement commun.

## **Des exactions à un génocide**

La Grande Guerre permet l'exaspération de comportements latents, sinon programmés avant elle. De ce point de vue, deux exemples sont particulièrement éloquentes.

Les concepts d'occupation et de résistance sont attachés, dans la mémoire collective, au vécu de la Seconde Guerre mondiale. Pourtant, la Grande Guerre les connaît déjà, selon des modalités finalement assez proches<sup>72</sup>. Le premier conflit mondial étend les occupations à dix départements<sup>73</sup> du nord et de l'est français, mais également à la quasi-totalité du territoire belge, hormis une parcelle autour d'Ypres. Pour la France, trois millions quatre cent mille hectares sont contrôlés par l'ennemi, soit 6 % du territoire national. Sans trop flirter avec l'anachronisme, il est possible d'emprunter à Philippe Burrin, spécialiste des occupations durant la Seconde Guerre mondiale, une définition de ces phénomènes.

« L'occupation étrangère est une intrusion, brutale, massive, dans les cadres familiers d'une société. Elle impose une autorité et exige une obéissance qui ne se fondent plus sur la tradition ou le consentement. Elle dérange les réseaux et les routines de la vie collective, elle place groupes et individus devant des choix auxquels les circonstances donnent de la gravité<sup>74</sup>. »

Durant longtemps, l'historiographie des occupations a été réduite<sup>75</sup>. Relancée dans les années 1990 par des études et la publication de témoignages<sup>76</sup>, elle est désormais bien connue pour le Nord<sup>77</sup>, la Belgique<sup>78</sup>, les Ardennes<sup>79</sup> ou la Meuse<sup>80</sup>.

Il est difficile de dresser un bilan global des comportements d'occupation, tant varient les attitudes des responsables de *Kommandantur*, selon le vieil adage militaire, « tel chef, telle troupe ». Pourtant, de grandes tendances se dessinent, au rythme de quatre années d'occupation. Les commandements d'armée constituent la structure opérationnelle de l'occupation, ce qui explique des zones évolutives. Le commandement des étapes comprend des organismes emboîtés allant des inspections aux *Kommandanturs* installées dans les chefs-lieux de canton. Le troisième et dernier niveau comprend les *Kommandanturs* locales qui contrôlent une ou plusieurs communes. Les populations occupées ont bien du mal à échapper à ce maillage. La *Feldpolizei* est tout particulièrement chargée de les surveiller, alors que la *Militärpolizei*, comme son nom l'indique, se contente de surveiller les soldats allemands.

A partir d'octobre 1914, l'invasion se fait occupation. Les communautés villageoises ou urbaines doivent cohabiter dans la durée avec l'occupant.

Le regard que les soldats allemands ont porté sur les populations dominées a rarement été pris en compte dans la mesure où les documents privés du côté allemand restent rares. Trop de journaux intimes manquent à l'appel. Les publications, en revanche, existent mais en nombre assez limité. Des imprimés illustrés, comme l'*Illustrieter Zeitung* du 24 août 1916, représentent les Ardennes occupées. Bien entendu, la dimension propagandiste y joue un rôle important et de nombreuses photographies montrent des ouvriers et

ouvrières de la vallée de la Meuse fraternisant avec leurs occupants. Un album intitulé *Anno dazumal in der Champagne 1914-1917* pratique à l'identique. Plus intéressant, l'ouvrage *Land and Leute. Der Etappen-Kommandatur-Charleville* comprend deux photos par page qui décrit les conditions de vie des Ardennais avant la guerre. Puis viennent des photographies des villages ardennais. L'église est toujours privilégiée, comme si les Allemands voulaient prouver au monde entier que les accusations de barbarie et de prolongements du *Kultur kampf* qui leur ont été portées, notamment lors du bombardement de la cathédrale de Reims, le 19 septembre 1914, n'étaient que légende.

Il faudrait surtout creuser la complexité des attitudes quotidiennes forcément faites de diversité, la foule des gestes ordinaires, dans les communautés rurales réduites, et l'acceptation progressive de l'autre, qui constituent une dimension encore insuffisamment explorée.

Les Allemands ont besoin d'interlocuteurs-relais dans les communautés occupées. A Warmeriville, ils remplacent le maire et imposent un conseil communal de dix membres âgés en moyenne de cinquante-huit ans. Chacun dispose d'un brassard blanc pour être distingué des habitants soumis au travail forcé. A Poix-Terron, la *Kommandantur* oblige l'un des conseillers à assurer le rôle de maire. En 1915, sept autres personnes sont nommées par l'occupant. Le président de la chambre de commerce de Cambrai est nommé sous-préfet. Ces actes d'autorité abondent et placent les administrateurs dans des situations inconfortables. En butte aux exigences des Allemands et aux récriminations de leurs concitoyens, leur rôle est délicat. En effet, les communes occupées doivent organiser l'approvisionnement des populations, prendre en charge les familles nécessiteuses, notamment par le biais de chantiers municipaux, poursuivre la scolarisation des enfants demeurés dans la commune et, bien entendu, servir d'otages le cas échéant. Ces personnes-relais ne peuvent que multiplier les protestations contre les conditions

d'occupation, à l'instar de Léon Pailliette, membre de la commission de Charleville, qui en février 1917, proteste contre le recensement des jeunes filles de quinze à dix-sept ans. Les instituteurs des régions occupées affrontent des situations tout aussi délicates. Comment ne pas être tiraillé entre son envie de servir la communauté locale et son attachement patriotique ?

Les occupations concernent au premier chef les relations de travail. Dès la fin de l'année 1914, le marché du travail est contrôlé par l'occupant. A Warmeriville, un contrôle des corvées est imposé dès le 8 février 1915 et tous les hommes du village – soit environ cent cinquante disponibles – sont quotidiennement répartis, après l'appel de 7 heures, en vingt-trois équipes de travail.

Une véritable économie de prédation s'installe. Au début de l'Occupation, chaque inspection d'étapes possède son comité économique indépendant. En septembre 1916, une centralisation s'opère avec la création, à Charleville, d'un *Wirtschaftsausschuss beim General Intendant* (comité général économique auprès de l'Intendant général). Des délégués sont alors envoyés dans chaque armée pour diriger l'exploitation des régions occupées. Les taxations en tout genre fleurissent. Une taxe sur les chiens avait déjà existé en France au XIX<sup>e</sup> siècle. Les Allemands la ressuscitent dans les Ardennes occupées ainsi que dans le Nord. Tous les propriétaires de chiens doivent s'acquitter d'une taxe payable au 1<sup>er</sup> avril de chaque année, dont le montant varie selon la nature du canidé (chien de garde ou non de dix à vingt marks). Instaurée par la *Kommandantur* de Poix-Terron dès le 15 avril 1915, la mesure est généralisée à l'ensemble du département en 1916. Signe d'une administration tatillonne, l'animal doit porter au cou une plaque attestant du paiement de cet impôt. Dans la foulée, bien des chiens sont abattus, ce qui n'étonne pas. Les Allemands restaurent également des prélèvements sur l'utilisation de



certains biens collectifs comme les ponts, notamment ceux qu'ils ont reconstruits après l'invasion.

Les impositions relèvent d'un genre encore différent. Les conventions internationales de La Haye de 1899 et 1907 ont, il est vrai, admis la possibilité de demander des participations financières aux occupés, afin de subvenir en partie aux besoins de l'armée occupante. Dans les Ardennes, la première imposition est attestée en janvier 1915. Puis elles se multiplient, augmentant singulièrement pour une même commune. Gespunsart se voit réclamer huit cent soixante-quinze marks en janvier mais onze mille neuf cent treize marks en juin. Le numéraire se faisant rare, il faut tenter de faire appel à l'épargne des habitants, en les attirant par des taux, rémunérateurs pour l'époque, de l'ordre de 3 ou 4 %. Mais l'épargne se cache dans l'attente de jours meilleurs. Les communes occupées recourent alors à de la quasi-monnaie, sous forme de bons au porteur, et se regroupent en syndicats d'émission de bons à partir de 1916, comme celui de Charleville qui rassemble cinquante et une communes.

Les occupants multiplient également les réquisitions de toutes sortes (métaux ferreux et non ferreux, laine). Mais ce sont les prélèvements de denrées alimentaires qui sont le plus durement ressenties par les populations occupées. Même dans le Nord, où les rations des mineurs sont supérieures à ce qu'elles sont ailleurs, la sous-alimentation sévit. En février 1915, la ration quotidienne de pain à Warmeriville est de 380 grammes mais passe à 270 grammes en mars, 150 grammes fin mars et 100 grammes en avril. Né au printemps de 1915, le comité d'alimentation du nord de la France crée des émules, par exemple à Charleville. Il s'agit de fédérer l'ensemble des comités de ravitaillement de la France occupée, sur le modèle de la *Commission for Relief in Belgium* (CRB) mise en place en octobre 1914. La CRB collecte des fonds venus des pays neutres, notamment d'Espagne et des Etats-Unis. Le 2 juillet 1915, Warmeriville reçoit un premier envoi : « 17 sacs de farine grise,

blutée une seule fois, mais ayant bon aspect<sup>81</sup>. » Grâce à ces dons, la situation s'améliore. En décembre 1915, la ration de pain quotidienne remonte à 300 grammes, puis à 400 grammes en 1916.

Les déplacements forcés de population constituent une des formes les plus visibles de l'occupation – une dimension qui a particulièrement ému les opinions publiques.

Dès 1915, les Allemands cherchent à se débarrasser des « bouches inutiles », notamment les femmes de Lille. Ils reproduisent ici des comportements très anciens, puisqu'ils remontent aux phénomènes guerriers du Moyen Âge. Pendant les sièges des villes, il était fréquent d'expulser *manu militari* les femmes et les enfants qui ne pouvaient pas participer directement à la défense et coûtaient de la nourriture. En janvier 1917, dans le Nord, certains enfants sont envoyés en Hollande.

Les Allemands vont cependant plus loin, se livrant à des pratiques qui s'apparentent à des rafles de main-d'œuvre. Dès le 20 septembre 1914, des hommes de Valenciennes sont envoyés en Allemagne, comme prisonniers civils. A Denain, le 19 octobre 1916, deux cent cinquante hommes sont emmenés et les rafles se multiplient. Tous les citoyens de Warmeriville sont transférés dans les Ardennes, le 22 mars 1917, hormis cent vingt-deux d'entre eux qui restent sur place, sur ordre des Allemands. Jusqu'alors, la dimension pénible de l'occupation était compensée par des repères stables : les habitants vivaient encore dans leur maison, leur lit, leur environnement. Avec l'évacuation, c'est une population clochardisée, soumise à la perte irrémédiable de ses biens et de ses repères, qui se déplace vers les Ardennes.

Les femmes sont les victimes les plus emblématiques de ces transferts. Jeanne Paquel, de la Meuse, est déportée le 19 octobre 1914 en Bavière, au camp d'Amberg – elle rentre cependant en France *via* la Suisse et Annemasse le 6 février 1915. Mais c'est surtout la

déportation massive des jeunes femmes de la région Lille-Roubaix-Tourcoing qui a le plus marqué l'opinion. En pleine bataille de Verdun, les Allemands déportent près de vingt mille femmes à partir du 22 avril 1916. De nombreux témoins attestent de la brutalité des soldats. Chaque jour, à raison d'une vingtaine d'hommes baïonnette au canon, les maisons d'un quartier précis sont fouillées, et les femmes de vingt à trente-cinq ans sont emmenées. A une époque où les conventions sont telles que les catégories sociales s'ignorent largement, la promiscuité entre des femmes de la bourgeoisie et des ouvrières est ressentie comme un outrage. Les rumeurs les plus folles circulent également. L'une avance que les femmes « raflées » vont se voir couper les seins. L'évêque de Lille a beau protester contre ces exactions, rien n'y fait : les occupants déportent les Lilloises dans d'autres départements français occupés, Marne, Somme ou Ardennes, où elles sont mises aux travaux agricoles.

Des mesures vexatoires fleurissent également. L'occupant interdit ainsi aux Français d'arborer les couleurs nationales, y compris sur des médailles. A Charleville, des habitants sont arrêtés pour avoir porté leur médaille du travail. Viennent ensuite les manifestations de toute-puissance. A L'Echelle, dans les Ardennes, le premier chef de poste allemand réquisitionne, l'arme au poing, toutes les bouteilles de vin du lieu, vin de messe y compris. A Denain, le 21 décembre 1917, vingt-six notables sont réquisitionnés pour servir de gardes-voies. Toutes les femmes de Lille, y compris celles qui appartiennent à la bonne bourgeoisie, sont l'objet de visites sanitaires, qui relèvent habituellement du monde de la prostitution. Dans les Ardennes, les Allemands obligent les communes à nettoyer les trottoirs et à sortir les poubelles à heure régulière. Des amendes sanctionnent tout manquement. A Gernelle, le 1<sup>er</sup> mai 1915, la municipalité est condamnée à deux cents marks d'amende pour avoir laissé un tas de fumier au bord de la route. La démarche n'est pas seulement humiliante. Elle consiste à montrer combien les Français sont sales et

répugnants au vu des critères allemands. Derrière l'œuvre « pédagogique » se profile la volonté de démontrer que le vainqueur apporte avec lui les bienfaits de son ordre, un ordre fait pour s'installer dans la durée...

Afin de faciliter le contrôle des populations, les Allemands imposent l'affichage d'une liste (15 cm × 20 cm) à l'entrée de chaque habitation. Elle mentionne les noms, prénoms, âge, sexe et profession de chacun de ses occupants. Dans certains lieux (Charleville en juillet 1915, Sedan en septembre de la même année), il est interdit d'héberger quelqu'un à son domicile sans autorisation de l'occupant, et il est interdit de passer la nuit hors de chez soi.

Le ramassage des bois morts pour le chauffage est réglementé ; les arbres de haute futaie sont considérés comme appartenant aux Allemands. La chasse est interdite, il va de soi, puisque la possession d'armes à feu l'est aussi. Mais la pêche l'est tout autant, au moins dans les Ardennes, car elle inciterait au désœuvrement<sup>82</sup>.

Une mesure parmi les plus vexatoires, venant entériner l'état d'infériorité des populations occupées, oblige à saluer tout officier allemand. Dès le 19 avril 1915, une affiche avertit les habitants d'Avesnes que chacun doit saluer les officiers allemands non seulement en inclinant la tête mais en se découvrant. Dans les principales villes des Ardennes, la mesure signée Graf Arnim, « Major und Kommandant », précise en français, le 5 avril 1917 :

« Les habitants de sexe masculin âgés de plus de 12 ans sont tenus à saluer, en se découvrant, les officiers et fonctionnaires ayant rang d'officiers de l'armée allemande, de la marine impériale et des Etats alliés. Les personnes civiles sont tenues de céder poliment dans la rue le pas aux officiers et aux fonctionnaires nommés ci-dessus. Toute contravention sera punie d'amende jusqu'à 150 marks ou d'internement en rapport. »

Mais comme cette ordonnance doit être renouvelée à quatre reprises (les 2 mai, 28 novembre 1917, 2 juillet et 9 août 1918), il est possible de conclure que les Ardennais mettaient une bien mauvaise volonté à la mettre en pratique. De fait, certains hommes préférèrent sortir tête nue plutôt que d'avoir à se découvrir.

Toutes ces attitudes de l'occupant recomposent les attitudes des populations occupées. Toute la palette des comportements humains se déploie, de l'accommodement au rapprochement vers ceux qui semblent en position de force, en passant par la résistance.

L'occupé développe souvent des formes de résistance passive qui empruntent le visage de l'inertie. Aux interdictions d'arborer les couleurs nationales répondent des répliques imaginatives. Ainsi, le 14 juillet 1915, trois jeunes filles de Péronne se promènent-elles dans les rues, l'une en robe rouge, l'autre en robe blanche et la troisième en robe bleue<sup>83</sup>. L'institutrice de Villers-Plouich, dénoncée pour avoir fait chanter *La Marseillaise* en classe, est condamnée à quatre mois de prison, preuve que des formes de collaboration existent également, *via* la délation qui n'attend pas Vichy pour prospérer<sup>84</sup>. Les protestations officielles des personnalités publiques relèvent d'une forme de résistance très proche. Mgr Alexis Charost, archevêque de Lille depuis 1913, en appelle à Benoît XV, à chaque fois que les Allemands prennent une décision qui lui paraît contestable<sup>85</sup>. Jos Schramme, échevin de Bruges et avocat, proteste contre le travail forcé imposé aux civils. Il est condamné à plusieurs mois de prison et enfermé dans le vieux château de Sedan. Après avoir fait lire dans toutes les églises de Belgique une lettre pastorale dans laquelle il rappelle que le monarque est la seule autorité légale, le cardinal Mercier, primat du royaume, est arrêté.

Mais des formes plus conscientes de résistance existent également.

Des filières d'espionnage et de renseignements se constituent. Le terme de « réseau » serait sans doute anachronique, mais, dans le vocabulaire de l'époque, il est possible de parler de « services ». L'exfiltration des soldats de l'Entente demeurés en arrière des lignes au moment de l'invasion, ou de prisonniers de guerre évadés, constitue une part notable de la résistance à l'occupation. Le sergent Adolphe Lambert du 45<sup>e</sup> RI, est ainsi dissimulé dans la Somme durant un an<sup>86</sup>. A Lille, 1 500 territoriaux de la garnison disparaissent dans la nature après la prise de la ville. Le commandant Caron, puis Eugène Jacquet, courtier en vin, les assistent *via* leurs réseaux amicaux, non sans risques : Jacquet est fusillé le 22 septembre 1915. Anne-Marie L'Hôtelier, qui dirige l'hôpital de Cambrai, aide une soixantaine de soldats français à s'évader. Arrêtée en octobre 1916, elle est condamnée à dix ans de travaux forcés à Sieburg<sup>87</sup>. Dans les Ardennes se produisent des exemples identiques. Après les combats de Bertrix du 22 août 1914, cent quarante soldats isolés dans les bois de Beauraing sont pris en charge par la population.

La collecte de renseignements de tous ordres – horaires de passage de train, emplacements des batteries allemandes, nature des approvisionnements, relèves de troupe – qu'il faut faire parvenir à Londres ou à Paris, sont des réalités durant la Grande Guerre, revivifiées durant la Seconde. L'historienne Chantal Antier a d'ailleurs relevé la comparaison en parlant d'une « armée des ombres » en 1914-1918<sup>88</sup>.

La collecte des renseignements emprunte des formes variées. L'aviation joue déjà un rôle majeur, et des missions spéciales mais risquées consistent, pour les pilotes militaires, à déposer des agents dans des zones peu surveillées. Ainsi, dans les Ardennes, des espions français sont-ils déposés sur le plateau des Hauts-Buttés.

C'est en Belgique que la Résistance organisée est la plus développée, avec l'aide des Services secrets britanniques puisque plus de trois cents « services » semblent avoir existé. Lorsque le

réseau « Colon » est fondé en novembre 1914 par des cheminots, Eugène Fortems y entre sur les recommandations de son ami Armand Gillis<sup>89</sup>. L'organisation dispose de quatorze postes d'observation et de quatre-vingts recrues, ce qui en fait le troisième réseau de renseignement en Belgique.

Mais c'est évidemment le fameux réseau de la « Dame Blanche », réseau de « tous les superlatifs »<sup>90</sup>, qui demeure le plus connu. Il compte neuf cent quatre agents assermentés, auxquels s'adjoignent cent quatre-vingts auxiliaires. Son efficacité est réelle puisque les historiens belges avancent qu'à la fin de la guerre il a fourni à lui seul 75 % des renseignements collectés en pays occupés. Ce service a particulièrement bien intériorisé les réflexes de cloisonnement nécessaires à la vie clandestine. Au total, seulement quarante-cinq de ses membres tombent aux mains de l'ennemi alors que les autres réseaux connaissent des pertes comprises entre 25 % et 50 %. C'est à la destruction du réseau de Dieudonné Lambrecht, fusillé le 18 avril 1916, que la « Dame Blanche » prend son essor. L'ingénieur Walther Dewé, cousin de Lambrecht, prend le relais, puis Emile Régnier en devient l'un des principaux responsables en août 1917. Le service connaît plusieurs noms, notamment celui de « Corps d'observation allié », mais c'est la dénomination de « Dame Blanche » qui s'impose. Le nom fait référence à la légende germanique qui affirme que la mort des Hohenzollern sera annoncée par l'apparition d'un spectre blanc. Tous services confondus, plus de mille deux cents membres dépendent au total du *War Office*. Certains sont organisés militairement, en compagnies et en bataillons, placés sous la direction d'officiers traitants.

Comme durant la Seconde Guerre mondiale, la fourniture de faux papiers constitue une activité essentielle de la Résistance. Les instituteurs, souvent secrétaires de mairie<sup>91</sup>, ont plus facilement accès à des vrais papiers officiels vierges. Louis Bonnay-Malberg fournit ainsi des pièces ayant toutes les apparences du vrai dans la Meuse.

Mais il faut surtout une âme à la résistance et des moyens de faire connaître le sens du combat. De la même manière que pendant la Seconde Guerre mondiale se développent des journaux clandestins structurant et diffusant la pensée résistante dans toutes ses composantes politiques, la Grande Guerre procède à des éditions clandestines. Une association catholique de Gand crée *Le Mot du soldat* en janvier 1915, qui vise à faire passer des correspondances clandestines entre la Belgique et la France. En 1915, *Le Journal des occupés inoccupés* voit le jour à Lille et devient ensuite *La Patience*, publié, bien entendu, clandestinement. L'abbé Pinte, Firmin Dubar et Joseph Willot, qui animent le journal, sont arrêtés sur dénonciation puis internés en Allemagne. La parution de *L'Oiseau de France*, à Roubaix, atteste tout autant que les exemples précédents de la volonté d'animer un discours résistant.

En raison de leur surreprésentation démographique dans les populations occupées, les femmes participent activement à ces activités de résistance.

Dès septembre 1914, plusieurs Françaises, dont la princesse Marie de Croÿ, Jeanne de Belleville ou Louise Thuliez, aident les soldats anglais demeurés dans la forêt de Mormal. Ramenés en Belgique, ils sont pris en charge par le réseau d'Edith Cavell qui les exfiltre aux Pays-Bas. Toutes sont arrêtées entre le 31 juillet 1915 (Louise Thuliez) et le 6 septembre (princesse de Croÿ). La personnalité d'Edith Cavell (1865-1915) a, non sans raisons, retenu l'attention. Originaire du Norfolk, la jeune femme poursuit ses études dans toute l'Europe. S'installant en Belgique en 1906, elle devient infirmière. Dès la fin de 1914, elle organise un réseau d'évasion des soldats alliés. Dénoncée, arrêtée le 5 août 1915, elle reconnaît son rôle de passeur. Le général von Bissing refusant toute mesure de clémence, elle est exécutée dans la nuit du 11 octobre 1915. « Mieux eût valu pour l'Allemagne perdre un corps d'armée que d'avoir fait ainsi exécuter Miss Cavell », écrit alors le *New York Herald*. Outre



celle d'Edith Cavell, cinq condamnations à mort sont prononcées mais la peine de mort de Jeanne de Belleville et de Louise Thuliez est commuée sous la pression internationale, notamment celle du pape et du roi d'Espagne.

Née le 15 juillet 1880, Louise de Bettignies est la fille d'un industriel de la faïence de Saint-Amand-les-Eaux. Elle a étudié à Oxford et parle plusieurs langues dont l'anglais et l'allemand. Elle a séjourné en Italie, comme préceptrice auprès de la famille Visconti, ainsi qu'en Bavière et en Autriche. Rentrée en France au début de l'année 1914, elle peut quitter la ville de Lille et se trouve à Saint-Omer, lorsqu'elle est recrutée par l'*Intelligence Service*. Elle passe alors en Angleterre où elle est formée au travail clandestin. Son réseau compte environ quatre-vingts personnes, dont Louis Sion, industriel de Tourcoing, ou le commissaire Lenfant. Dénoncée, arrêtée le 20 octobre 1915, elle est condamnée à mort le 16 mars 1916, mais voit sa peine commuée en détention à perpétuité le 23 mars. En janvier 1917, elle prend la tête d'une révolte de prisonnières dans la forteresse de Siegburg. Opérée d'un abcès de la plèvre, elle est transférée à Cologne le 24 juillet 1918 et y meurt le 27 septembre.

Au total, certains paradigmes qui allaient être identifiés dans la Seconde Guerre mondiale sont déjà bien présents dans la Grande Guerre. La résistance conscientisée ne doit pas être confondue avec des formes plus ou moins épidermiques et individuelles de manifestations contre l'occupant. Etre *avec* la résistance de tout cœur, ne signifie pas être *dans* la résistance active à laquelle seule participe une minorité d'occupés.

Mais, aux yeux de l'occupant, tous ces signes manifestent des formes intolérables d'insoumission à son autorité et des contestations inacceptables des projets qu'il envisage pour les régions occupées, annexions incluses. Il déploie donc une intense activité pour les éradiquer. A cette fin, il mobilise des personnels variés. A l'inspection d'étape, un officier de gendarmerie commande une

centaine d'hommes dont le champ d'action est constitué par le territoire de l'Inspection. La gendarmerie allemande n'est pas simplement chargée de la police ordinaire du maintien de l'ordre et de la circulation. Elle participe aussi aux réquisitions et surveille la main-d'œuvre mobilisable. Mais les Allemands installent aussi une *Geheime Feldpolizei*, une police secrète, qui dépend directement de Charleville. Chaque armée dispose d'un officier et d'agents de la GFP, qui parcourent le pays en civil. Mais, la répression allemande est efficace et, dans la deuxième moitié de la guerre, les formes de résistance semblent faiblir.

La peine de mort est généralement requise dans les cas graves de résistance, nous l'avons vu. Le jeune Léon Trulin, qui fait du renseignement pour les Anglais, est arrêté et exécuté le 8 novembre 1915. Sa statue se dresse aujourd'hui au centre de Lille. Au total, les fusillés auraient été au nombre de mille cent trente-cinq. Les condamnations à mort ne concernent pas les seuls militants actifs de la Résistance. Des soldats tentant simplement de retrouver leurs lignes en sont également victimes. En janvier 1915, deux officiers français demeurés à Douai, qui tentent de rejoindre leur unité déguisés en femmes, sont arrêtés et fusillés<sup>92</sup>.

Si les occupés doivent s'accommoder des occupants, ces derniers sont aussi contraints de préserver *a minima* les populations occupées.

Certains signes montrent que les Allemands tentent de nouer des compromis, mesurant que, dans l'urgence de la guerre, ils ne peuvent faire *tabula rasa* de la culture et des pratiques en vigueur dans les territoires qu'ils dominent.

Ainsi le système éducatif français dans les départements occupés se maintient-il. A Lille, les enseignements universitaires se poursuivent, malgré la dispersion des collections de certaines bibliothèques et bien que les étudiants soient constamment placés sous la menace du travail forcé. Les enseignements secondaires et primaires souffrent surtout de la réquisition des locaux, fréquemment

transformés par les Allemands en logements pour la troupe, voire en ambulances. A Mouzay, dans la Meuse, les occupants, dès leur installation, décrètent que tous les enfants de six à douze ans doivent fréquenter l'école régulièrement, sous peine d'amende<sup>93</sup>. Les instituteurs restent globalement libres de leurs programmes, ce qui souligne les limites d'une totalisation complète de la guerre.

Une autre comparaison avec le second conflit mondial s'impose. Les cinq longues années de captivité en Allemagne entre 1940 et 1945 ont permis aux soldats français prisonniers de guerre de mieux connaître l'adversaire et de briser les stéréotypes qui lui étaient affectés<sup>94</sup>, permettant, entre autres, le rapprochement franco-allemand dans les décennies 1950 et 1960. Pourquoi en irait-il autrement à propos des civils occupés entre 1914 et 1918 ? Sans forcément dépasser les clivages nationaux – l'obstacle de la langue jouant à plein –, les appréhensions les plus fortes s'estompent parfois, notamment dans les communautés villageoises où l'occupant peut prendre le visage de braves hommes peu belliqueux. En effet, ce ne sont jamais les meilleures troupes, trop nécessaires sur le front, qui constituent les cadres de l'occupation.

Se développent alors des comportements pluriels qui échappent à toute taxinomie. Des femmes de Rethel lavent le linge des Allemands et le repassent moyennant une modeste rétribution. Cette cohabitation, citée à titre d'exemple, est sans doute monnaie courante dans bien des régions occupées.

Les compagnies houillères adoptent, à l'instar des entreprises françaises de la zone nord entre 1940 et 1942, une posture ambiguë. Principales pourvoyeuses d'emploi dans le département, elles cherchent à produire plus. Mais, en œuvrant pour l'ennemi, elles mènent une « collaboration objective »... qui préserve l'emploi des locaux. De fait, les rendements se maintiennent. En janvier 1916, le directeur de la fosse de Saint-Pierre de Thivencelles signale que « l'effort des ouvriers fait la plus grande partie de cette

amélioration<sup>95</sup> ». En Belgique, la *Flamenpolitik* entraîne dans son sillage quelque quinze mille Flamingants<sup>96</sup>. Le gouverneur, le général von Bissing, annonce le 31 décembre 1915 l'ouverture d'un crédit dans le budget de 1916, afin de rouvrir l'université de Gand où les cours doivent être donnés en néerlandais. Le 21 mars 1917, un décret vient séparer administrativement la Belgique occupée et, le 22 janvier 1918, le Conseil de Flandre proclame l'indépendance de la province. Les historiens belges débattent encore aujourd'hui pour savoir qui, des Flamingants ou des autorités occupantes allemandes, a manipulé l'autre. A tout le moins, les traces mémorielles de l'occupation et les césures qui en ont découlé pèsent lourd dans l'entre-deux-guerres et leurs effets se prolongent aujourd'hui même dans les relations complexes qui unissent les communautés wallonne et flamande.

Des lectures parfois trop théoriques amènent à penser en mode binaire. Les occupés auraient été soit des victimes, soit des résistants. Or, la cohabitation entre les dominants et les dominés ne se définit pas sur les seuls registres de l'ignorance, de l'exclusion ou de la haine. Ce serait oublier la durée de la guerre et la capacité de l'homme à s'adapter, même à l'insupportable. Si, en 1925, la plume simpliste d'un Georges Gromaire pouvait décrire l'univers des régions occupées en opposant victimes absolues et bourreaux volontaires, cette peinture semble désormais pour le moins datée.

De même, les femmes réprimées pour collaboration ne forment que la partie émergée de l'iceberg et ne sauraient être saisies sous les seuls prismes de la vénalité et de la sexualité dévoyée. La femme tondue, en 1918 comme en 1945<sup>97</sup>, n'est-elle décidément qu'une prostituée ? Comment penser dans ces catégorisations les histoires d'amours sincères ? Certes, la prostitution sévit dans les zones occupées, qu'elle soit occasionnelle et due à la misère, ou régulière, phénomène classique que motive la présence massive de troupes. Les uns avancent le chiffre de deux cents prostituées à Sedan, tandis qu'à Maubeuge, mille quatre cent soixante-quatorze femmes sont internées

dans un *Lazaret* spécialisé dans les maladies vénériennes, tant les Allemands craignent pour l'intégrité physique de leurs hommes<sup>98</sup>. Mais les véritables histoires d'amour existent aussi. A la gare de Charleville, certaines Ardennaises pleurent leur compagnon allemand en partance pour le front. A Novion-sur-Meuse, une femme porte le deuil de son amant allemand. Pasteur dans les Ardennes, Alfred Cosson cite deux histoires d'amour. Une femme du Fond-de-Givonne vient lui demander de baptiser l'enfant né de sa liaison depuis deux ans avec un occupant. Un soldat allemand, veuf et père de huit enfants, propose à une Française, veuve également, de convoler en justes noces<sup>99</sup>.

Mais des formes de collaboration existent aussi, comme le confirme l'ampleur de la délation. D'autres cas, plus emblématiques encore, peuvent être distingués. Dans les Ardennes, un appariteur de mairie se réjouit de chaque victoire allemande et mène avec rudesse ses compatriotes au travail. Les rédacteurs de la *Gazette des Ardennes*, français pour la plupart, se placent au service des nouveaux maîtres. Le premier numéro paraît le 1<sup>er</sup> novembre 1914. Outil essentiel de la propagande allemande dans les départements français occupés, ce sont des journalistes français qui y travaillent, sous la direction du *Rittmeister* Schnitzer. Henri Laverne – condamné à mort après la guerre – et René Prévost, Alsaciens germanophiles, animent le journal. Le tirage s'effectue dans les locaux et sur les machines du *Petit Ardennais*. D'abord hebdomadaire, la fréquence monte à trois puis quatre numéros par semaine. La *Gazette* est surtout lue parce qu'elle diffuse des listes de prisonniers : les Allemands larguent des exemplaires en arrière des lignes françaises, satisfaisant l'attente des familles anxieuses d'avoir des nouvelles des leurs.

Les répressions sauvages et juridiques de la fin de l'année 1918 et des débuts de 1919, que nous reverrons, sont actuellement mieux connues. Comme dans les années 1944-1945 se développe, dès novembre 1918, une répression extrajudiciaire, prompt,

spectaculaire et arbitraire, suivie d'une épuration judiciaire plus mesurée<sup>100</sup>.

Le second exemple de dérèglement majeur induit par l'état de guerre concerne un véritable massacre planifié. En germe avant même la Grande Guerre, il est rendu possible par le conflit. Mobilisés par bien d'autres enjeux, les regards internationaux se détournent et favorisent le passage à l'acte.

En avril 1915, deux millions de citoyens turcs d'origine arménienne vivent dans l'Empire ottoman. En août 1916, plus d'un million deux cent mille d'entre eux sont morts, les autres ayant opté pour l'exil ou survivant dans l'angoisse<sup>101</sup>. Comment en est-on arrivé là ? Présentes depuis le VII<sup>e</sup> siècle au sud du Caucase, les populations arméniennes commencent à être perçues comme des ennemis intérieurs par les Turcs à partir de 1878, quand la Sublime Porte n'est plus que l'ombre d'elle-même et subit revers sur revers, notamment dans ses territoires européens. La communauté arménienne est, il est vrai, souvent plus éduquée à l'occidentale que le reste des populations ottomanes. De ce fait, elle peut être vue comme une communauté hostile, d'autant que les Arméniens demandent des réformes et sont protégés par la communauté internationale. Ils tendent donc à apparaître comme des « infidèles » aux yeux des Turcs. Avant même la Grande Guerre, en 1895 et 1896, le sultan fait procéder au massacre de cent mille à deux cent mille Arméniens, malgré les protestations des diplomates occidentaux. Par un effet *boomerang*, ces violences renforcent le parti *Daschnak*, de la Fédération révolutionnaire arménienne (FRA) qui s'abrite en Russie. Le coup d'Etat turc de 1908 organisé par le parti « Union et Progrès » (*Ittihad ve Terraki*), tente d'instaurer un régime constitutionnel, mais jusqu'en 1914 les coups de force se succèdent. Les Arméniens servent de boucs émissaires aux difficultés du nouveau régime : en avril 1909, trente mille d'entre eux sont encore massacrés. La Russie s'inquiète alors du sort de ces

populations et impose aux Turcs, le 8 février 1912, un accord soumettant le sort de cette minorité au regard de deux inspecteurs européens. Pour un petit groupe au sein des « Jeunes-Turcs », c'est la preuve que les Arméniens sont des « ennemis de l'intérieur » avec lesquels il faut en finir. A l'entrée en guerre de la Turquie aux côtés des Empires centraux, le 2 novembre 1914, la volonté de châtier les Arméniens se transforme en un véritable programme. La défaite militaire de la II<sup>e</sup> armée ottomane contre les Russes, en janvier 1915, à Sarikamish, offre le prétexte idoine. Suite à ce revers, les débris de cette armée se replient en accusant les Arméniens de les avoir trahis. Selon de nombreux témoignages émanant notamment de diplomates occidentaux, le génocide commence le 24 avril 1915, à Constantinople, par une rafle banale et somme toute assez habituelle. En deux jours, près de trois mille membres de l'*intelligentsia* arménienne sont arrêtés. Une fois les élites arméniennes dans l'incapacité d'organiser la moindre résistance, entre mai et juillet 1915, les massacres se développent aussi bien dans les villes que dans les campagnes. Suivent des mesures de déportation visant les survivants. Femmes, enfants, vieillards peuplent les convois, les hommes valides ayant été généralement exécutés auparavant. L'allié allemand se voit d'ailleurs contraint d'intervenir. A la suite des protestations du général allemand Liman von Sanders, les mesures de déportation se font plus discrètes.

Les débats actuels portent sur l'existence d'ordres attestés. Si aucun pouvoir n'aime à se voir rappeler ses prises de position écrites, la documentation officielle – sous forme de messages chiffrés et décodés – ainsi que les nombreuses dépositions de fonctionnaires civils ou militaires attestent bien de la volonté génocidaire des autorités turques. Partiellement révélé en 2005, le journal de Talaat Pacha, ministre de l'Intérieur « Jeune-Turc », recèle notamment un carnet chronologique qui dresse un véritable état des lieux « avant » et « après » la déportation. Au moment où le gouvernement ordonne

d'interrompre les massacres, des expressions comme « politique d'extermination » apparaissent, *a posteriori*. L'« organisation spéciale » (*Teshkilat-i Mahsusa*), structure paramilitaire secrète, constitue le principal acteur du génocide. Elle a d'abord eu pour fonction de semer la terreur dans les territoires russes avant de se livrer à la chasse aux Arméniens. Le massacre révèle ainsi des procédures qui confirment que la guerre a parfois été instrumentalisée, par les uns et les autres, pour exécuter des projets parfois envisagés de fort longue date.

Mais à côté de ces pratiques terribles de massacres et d'occupation, les années 1915 et 1916 sont également le théâtre de tentatives de paix proposées ici et là. De même, elles voient les premières remises en cause de l'« Union sacrée » ou du *Burgfrieden*, qui n'attendent pas 1917 pour se manifester. Une fois encore, comme pour les opérations militaires, l'année 1915 constitue un moment crucial.

Au rebours de son image publique de « roi-chevalier », le monarque belge, Albert I<sup>er</sup>, conserve constamment des contacts avec les Allemands de 1914 à 1916, à l'insu de son propre gouvernement, comme le montrent ses *Carnets*, publiés en 1991<sup>102</sup>. Des hommes d'affaires servent d'intermédiaires, mais ces négociations n'aboutissent pas.

Après la percée de Gorlice, en août 1915, l'Allemagne suggère à Nicolas II de traiter. Certains hommes politiques allemands, tel Heffelerich, ancien patron de la *Deutsche Bank*, qui est alors secrétaire d'Etat au Trésor, démarchent l'ambassadeur de Russie en Suède. Bethmann-Hollweg couvre ces négociations car il souhaite lui aussi une paix séparée avec Petrograd, au risque de satisfaire le vieux rêve russe d'un accès aux détroits du Bosphore.

De plus en plus épuisés militairement, les Austro-Hongrois partagent ce point de vue et Conrad juge même possible un



retournement d'alliance avec la Russie. Le 25 juin 1915, Andersen, qui sert d'intermédiaire officieux du ministère des Affaires étrangères allemand, reçoit l'ordre de se rendre discrètement à Petrograd en portant une proposition de paix séparée. Les Allemands insistent également auprès du « cousin Nicolas » en soulignant qu'il s'agit là d'une opportunité de sauver sa dynastie, preuve que, dès 1915, les menaces révolutionnaires sont prises au sérieux, même si le tsar se réfugie dans un aveuglement total. Le 3 août, Petrograd décline solennellement cette offre. Comment expliquer cette décision russe dont il est facile de mesurer les conséquences, notamment pour la guerre à l'Ouest, si le tsar avait fait une réponse inverse ?

Le nationalisme russe, qui s'est développé dans les années 1912 et 1913 à Petrograd, explique sans doute en partie cette réaction. Mais, en 1915, le climat a changé et une partie de la bourgeoisie libérale est devenue largement aussi antigouvernementale qu'antiallemande. La conviction qu'ont les Russes de ne pas être battus joue également pour beaucoup. Dès lors, les réminiscences d'un nationalisme panslave se dressant contre les prétentions teutoniques ont pu peser. Mais les analyses personnelles de Nicolas II ont également joué. On sait son manque de sens politique et la conviction qu'il développe que la charge de tsar lui a été imposée. Coupé des réalités sociales de la Russie, vivant dans une bulle d'où il n'a accès ni au peuple ni aux soldats autrement qu'à travers des parades, il ne mesure pas l'ampleur des revers de son armée et l'état pitoyable des approvisionnements. En prenant personnellement le commandement des troupes, le 8 septembre 1915, même s'il s'entoure du général Alexeïev comme chef d'état-major, il ne fait que dégrader plus encore la situation.

Le 27 mai 1916, à Washington, Woodrow Wilson prononce un discours important qui préfigure ses « 14 points » de janvier 1918. Par sa voix, les Etats-Unis se positionnent sur la scène internationale<sup>103</sup> et réclament autant le droit des peuples à disposer

d'eux-mêmes que le droit du monde à être libéré de toute agression. Le président fédéral renchérit le 18 décembre 1917. Il demande à tous les belligérants de préciser à quelles conditions, selon eux, la paix pourrait être rétablie. L'Allemagne rejette cette proposition dès le 26 décembre, se sentant alors en position de force et sachant surtout qu'elle n'a plus rien à attendre des Etats-Unis.

Par ailleurs, les oppositions à la guerre commencent à s'exprimer dans différents milieux et, au premier chef, dans les milieux socialistes. Entre le 5 et le 8 septembre 1915, dans la petite ville suisse de Zimmerwald, trente-huit militants socialistes venus de onze pays se réunissent, dont les syndicalistes français Alphonse Merrheim, de la Fédération des métaux, et Albert Bourderon de la Fédération des tonneliers. S'ils ne représentent pratiquement qu'eux-mêmes, cette réunion clandestine montre cependant que les minorités socialistes, réduites au silence par les courants majoritaires ralliés à la défense nationale lors de l'entrée en guerre, recommencent à donner de la voix. En grande partie rédigée par Trotski (Léon Bronstein), la résolution finale appelle « les peuples » à rétablir la paix. Du 24 au 30 avril 1916, une autre conférence socialiste se tient, cette fois dans le village de Kienthal, toujours en Suisse. Quarante-quatre participants s'y rassemblent, dont trois Français, et, pour la première fois, trois députés : Pierre Brizon, député de l'Allier, Jean Raffin-Dugens, député de l'Isère, et Alexandre Blanc, député du Vaucluse. Est-il anodin de constater que les trois hommes sont instituteurs ? Le basculement d'une profession passant d'un discours patriotique à celui d'un pacifisme prolétarien n'est-il pas en germe chez ces trois parlementaires ? Si ces deux événements ne reçoivent qu'un faible d'écho dans la presse, les idées de Zimmerwald et de Kienthal se fraient progressivement leur chemin au sein des partis socialistes européens. En Grande-Bretagne se développent, par exemple, des mouvements proches de l'objection de conscience ou du syndicalisme

d'extrême gauche. Dès 1916, Beatrice Webb condamne la conscription et va jusqu'à évoquer un *Servile State*. Des meetings tentant d'empêcher la conscription sont organisés, auxquels participent, entre autres, John Maynard Keynes. En Allemagne, Clara Zetkin, très proche de Lénine, relaie dans le mensuel *Die Gleichheit (L'Egalité)*, dont elle est rédactrice en chef, l'appel de Berne, ville dans laquelle elle tient un « Rassemblement des femmes pour la paix » du 16 au 28 mars 1915, tandis que Rosa Luxemburg, après un séjour en prison, distribue clandestinement son manifeste, « Aux femmes du peuple des travailleurs, Où sont vos maris ? Où sont vos fils ? », ce qui lui vaut une deuxième arrestation. En France, dès la fin de 1915, Pierre Renaudel, un des hommes forts de la SFIO, qui prend la tête du journal *L'Humanité* après l'assassinat de Jean Jaurès, est de plus en plus pris à partie par les « minoritaires », partisans de la paix, dans les réunions publiques. Le 13 novembre 1915, alors qu'il vient d'affirmer devant la 14<sup>e</sup> section parisienne du Parti que la guerre doit aller jusqu'au bout, « c'est-à-dire jusqu'à l'écrasement des deux puissances centrales », il s'entend rétorquer par des militants socialistes : « jusqu'à la mort du dernier homme », ou encore : « allez-y donc combattre vous-même jusqu'au bout »<sup>104</sup>.

Bien sûr, un drapeau rouge n'a jamais fait la révolution et ces comportements ne signifient pas que le refus de la guerre soit devenu majoritaire. Mais ils disent une lassitude de la guerre qui ose désormais s'exprimer.

## **5**

### **1916-1917 :**

### **le temps des hyperbatailles**

En 1916 et 1917, les états-majors constatent les limites des percées tentées en 1915. Sur le front occidental, ils ont compris que la seule manière d'enfoncer l'adversaire était de choisir un point du front et d'y concentrer des moyens en artillerie inconnus jusqu'alors. Il s'agit d'expérimenter la technique du marteau-pilon à l'égard de l'ennemi sur des fronts étroits pour rendre l'attaque plus puissante encore. Mais, en face, l'adversaire aligne des moyens comparables. Cette montée en puissance liée à une industrialisation de la guerre modifie l'expérience combattante des hommes qui participent à ces « hyperbatailles », comme de ceux qui les dirigent.

Plusieurs paramètres aident à dessiner les contours de cette notion – à commencer par la durée. Le concept de « bataille décisive » du XIX<sup>e</sup> siècle est comme étiré sur le temps médian de plusieurs semaines, voire de plusieurs mois, qui s'apparente à l'infini pour ceux qui vivent le combat au quotidien. La bataille s'installe dans la durée et dans le même temps en très haute intensité de feu. La densité des hommes sur le champ de bataille constitue une seconde dimension capitale. Des troupes en nombre considérable sont rassemblées sur plusieurs positions successives dans l'offensive pour les uns, dans la défensive ou la contre-offensive pour les autres. La troisième

dimension caractéristique tient dans l'accumulation énorme des moyens matériels déployés pour l'emporter ou se défendre. La montée en puissance de l'artillerie constitue alors non seulement un argument technique – la possibilité de démanteler les défenses de l'adversaire –, mais également un argument moral, dans la mesure où les généraux se montrent soucieux d'économiser les hommes qui deviennent rares suite aux hécatombes de 1914 et de 1915.

La dernière considération concerne l'emploi d'innovations tactiques qui cherchent à rompre la terrible contrainte du « système-tranchées ». Ces innovations passent par l'emploi de matériels nouveaux : chars de combat, aviation, techniques de liaison particulièrement sophistiquées – et donc fragiles – entre l'artillerie et l'infanterie.

Ces batailles, en somme, sont conçues comme une accumulation fantastique de moyens devant permettre de réaliser enfin la percée tentée et espérée depuis octobre 1914. Mais les soldats qui se meuvent dans la boue des tranchées jettent un autre regard sur ces affrontements et atteignent parfois les limites de leurs capacités de résistance et de souffrances. Les outrages aux corps sont nombreux dans cette forme paroxystique de guerre ; les adaptations imparfaites des fantassins ne pallient que partiellement un sort que les autres armes n'envient guère.

## **1916, à l'Ouest, du nouveau : Verdun**

En février, les Allemands prennent les Alliés de court à Verdun. Tout n'a-t-il pas été dit et écrit sur ce haut lieu de la guerre ? La Bibliothèque nationale de France possède trois cent soixante-quatorze ouvrages sur la bataille et le fonds *Gallica* recense onze mille huit cent vingt-quatre référencements. Même s'il existe des batailles plus meurtrières, plus « européennes », Verdun demeure, aux yeux des Français, LA bataille emblématique de la Grande Guerre<sup>1</sup>.

Guerre dans la guerre, pour reprendre les termes de Paul Valéry, c'est une bataille paradoxale à bien des égards. Même si les objectifs réels du Reich ont suscité bien des débats, il est certain que la V<sup>e</sup> armée du Kronprinz, qui engage le combat sur un front limité avec une exceptionnelle concentration d'artillerie, cherche à épuiser l'ennemi. Or, après les ultimes rejeux de la bataille au printemps de 1917, les pertes allemandes atteignent quasiment celles des Français – une situation pour le moins décevante pour les attaquants.

La guerre devient par ailleurs une « guerre de mouvement immobile ». Certes, les Allemands avancent alors au maximum de six à sept kilomètres, mais, rapportés à un rythme quotidien de la bataille, ils progressent d'une vingtaine de mètres par jour. Pourtant, les « micro-mouvements » ne s'interrompent jamais. Les actions offensives ou contre-offensives pour reprendre tel élément de tranchée ou tel retranchement se succèdent quotidiennement sur toute la période des combats.

Les choix tactiques français sont tout aussi paradoxaux. La décision de résister le dos à la Meuse relève d'un choix politique et non d'une option strictement militaire. Il aurait été plus raisonnable de repasser le cours d'eau et de se battre sur un front raccourci. Mais c'est la volonté politique de maintenir la résistance qui fait rapidement toute la symbolique du lieu côté français. Le sol national se trouve métaphorisé dans le seul nom de « Verdun », paré de tous les symboles nationaux. Un autre paradoxe encore tient dans le choc des noms sans cesse répétés par la presse du monde entier durant des mois de combats acharnés, qui tendent à faire penser à un immense champ de bataille, alors que les lieux célèbres – les forts de Douaumont ou de Vaux, le village de Fleury, le bois des Caures, la côte 304, ou le Mort-Homme – ne sont éloignés que de quelques kilomètres, voire de quelques centaines de mètres les uns des autres. D'Avocourt à l'ouest à Moulainville à l'est, le front couvre moins de vingt kilomètres. L'espace distendu par le ton des communiqués occulte l'étroitesse du

champ de bataille. Ultime paradoxe enfin, des millions d'hommes, dans les deux camps, ont fréquenté le site mais la plupart des combats, à l'exception des « grands coups » du 21 février ou de la reconquête de Douaumont, n'ont concerné que des unités élémentaires. La compagnie constitue ici l'unité de référence, comme souvent. Les échelons supérieurs – régiment, brigade et *a fortiori* division – ignorent le plus souvent la réalité locale du combat.

Le moral des troupes françaises évolue lui aussi de manière paradoxale. Elevé quand la situation militaire est grave, à la fin du mois de février 1916, il se détériore quand la situation commence à s'améliorer. Le 14 mai 1916, certains soldats du 140<sup>e</sup> RI refusent par exemple de monter en ligne. Au moins cinq régiments sont touchés par des troubles plus ou moins graves qui se traduisent par des refus similaires<sup>2</sup>. Le 9 juin 1916, la 17<sup>e</sup> compagnie du 347<sup>e</sup> RI commandée par le sous-lieutenant Herduin et la 19<sup>e</sup> compagnie commandée par le sous-lieutenant Millant sont presque encerclées devant la ferme de Thiaumont après quatre jours de combat. Leur colonel a été tué, et les deux officiers prennent sur eux de se replier avec la quarantaine d'hommes encore en ligne. Ils gagnent Verdun et omettent de rédiger un rapport sur les conditions de leur repli. Qu'ils aient enduré les plus grandes souffrances ne fait aucun doute mais, aux yeux de la culture militaire de l'époque, la faute professionnelle est indubitable. Le général Boyer, commandant la 52<sup>e</sup> DI, les fait fusiller sans jugement le 11 juin<sup>3</sup>. D'autres signes collectifs attestent d'un moral en berne de part et d'autre, même si les archives militaires restent bien entendu silencieuses sur ces points sensibles. Les redditions en masse, signe évident de découragement, marquent l'envie d'échapper à ces terribles combats. Le 21 février, des compagnies entières se rendent aux Allemands<sup>4</sup>, trop heureuses d'en terminer avec l'enfer. Déjà Ardant du Pic avait montré qu'au-delà d'un seuil de peur la dose de courage du groupe combattant se dissolvait<sup>5</sup>.

Acquérant la dimension d'un duel promis aux deux adversaires depuis plus de quatre décennies par les discours de revanche, la bataille de Verdun revêt une dimension tragique et emblématique de l'ensemble de la Grande Guerre aux yeux des Français. Mais pourquoi le Grand Quartier Général allemand choisit-il cette place pour attaquer et quels sont ses objectifs et ses moyens ?

En termes de moyens, l'artillerie est désormais considérée comme la reine de la bataille en 1916, même si ce n'est pas elle qui conquiert en dernier ressort. Les formations d'artillerie continuent d'augmenter dans l'armée allemande. De l'automne de 1915 à janvier 1917, la croissance est de 640 batteries, soit 43 batteries supplémentaires par mois. L'artillerie de campagne est évaluée par les Français à 9 486 pièces, armant 2 290 batteries. Toutes les divisions d'infanterie possèdent, en principe, un régiment d'artillerie de 9 batteries de 4 pièces. L'artillerie de campagne non endivisionnée est destinée à augmenter la puissance des divisions de fantassins dans les secteurs où le besoin existe<sup>6</sup>.

Pour comprendre les objectifs, il faut se souvenir que, dès la fin de 1915, l'Allemagne souffre des effets du blocus allié. Il lui faut marquer un point à l'ouest pour éventuellement imposer une paix victorieuse aux Alliés. Par un autre paradoxe encore, s'attaquer à la région fortifiée de Verdun et ses vingt-huit forts présente un avantage. Si, à la suite d'une attaque brutale, cette ceinture tombe, les Français n'ont plus d'obstacle à opposer à une avance sur Paris, ce qui permet au passage de bloquer les projets d'offensive alliée prévue pour le printemps (la Somme) dont les Allemands sont informés. Le souvenir de 1792 pèse également. Les Allemands considèrent que les Français mettront toute leur ardeur à défendre un symbole digne de Valmy, proche géographiquement. Tactiquement, la position de Verdun forme un léger saillant. Les artilleurs allemands peuvent donc effectuer des tirs de flancs, et la Meuse, qui coule sud-nord, en compartimentant le terrain, rend la défense délicate. Avantage de taille pour les



assaillants, les possibilités de ravitaillement des défenseurs se réduisent à la route Bar-le-Duc/Verdun – elle deviendra la « Voie sacrée » – et au « Meusien », à voie métrique<sup>7</sup>. A l'inverse, les Allemands n'ont aucune difficulté logistique, la plaine de Woëvre ouvrant largement sur la place de Metz qui sert de base arrière. L'option d'une attaque sur Belfort fut un temps retenue : elle aurait réactivé d'autres enjeux mémoriels liés cette fois à 1870, qui laissaient penser aux Allemands que les Français relèveraient aussi le défi d'une défense acharnée ; *in fine*, Verdun l'emporta chez les militaires allemands.

Que souhaitent-ils ? Veulent-ils percer ou « saigner à blanc » l'armée française ? Cette version officiellement retenue en Allemagne sera développée *a posteriori* par Falkenhayn en personne. En 1920, le général vaincu écrit *Die Oberste Heeresleitung 1914-1916 in ihren wichtigsten Entschliessungen*. Dans ce témoignage tardif et reconstruit, il développe la thématique de la « saignée à blanc ».

« Derrière les lignes françaises, le long du front de l'Ouest, il y a suffisamment d'objectifs abordables que le gouvernement français sera forcé de défendre. Qu'il le fasse et alors les forces françaises vont s'épuiser, car il n'y a pas d'issue, et peu importe, dans ce cas, que nous atteignons notre but ou pas. S'il ne le fait pas, alors le but que nous poursuivons est à portée de main et l'impact sur le moral de la France sera immense<sup>8</sup>. »

Les historiens allemands débattent de la réalité de la version du « Mémoire de Noël » suggérant cette stratégie que Falkenhayn aurait remis à Guillaume II en décembre 1915. La plupart des documents disponibles aujourd'hui accréditent la thèse d'une construction *a posteriori* destinée à justifier l'échec devant Verdun<sup>9</sup>.

Une fois le lieu choisi, les Allemands aménagent le terrain, en construisant les *Stollen*, abris souterrains pour l'infanterie. Ils

concentrent également une artillerie impressionnante. Environ 1 500 pièces, dont 600 lourdes, sont rassemblées devant les lignes de ce qui est, depuis 1915, un secteur calme. Si l'accumulation de pièces était déjà dans l'air du temps lors des offensives de Champagne de septembre 1915, l'échelle change désormais de manière radicale. Les Français avaient accumulé 1 100 pièces sur 25 kilomètres en Champagne ; les Allemands en alignent 1 500 sur 10 kilomètres à Verdun. Ces préparatifs sont si visibles qu'ils alertent les services de renseignement français. Des hommes prestigieux élèvent la voix pour pointer le risque d'une attaque sur ce front. Député de Nancy et gendre du général Boulanger, le lieutenant-colonel Emile Driant, qui tient avec deux bataillons de chasseurs le bois des Caures, use de son privilège de parlementaire pour prévenir ses collègues de la Chambre, sans passer par la voie hiérarchique, ce que Joffre supporte mal. Commandant le secteur fortifié de Verdun, le général Frédéric Herr informe sa hiérarchie des faiblesses de sa défense : à partir du 5 août 1915, précise-t-il, les forts de la ceinture Séré de Rivières, dont certains avaient été modernisés par l'adjonction d'une carapace de béton, comme Douaumont, voient leurs batteries transférées. En trois mois, quarante-trois batteries lourdes dotées de cent vingt-huit mille coups quittent la place. Aucun de ces hommes n'est pourtant entendu : Joseph Joffre ne souhaite pas détourner le moindre moyen de la préparation de son offensive de la Somme, programmée pour le printemps de 1916. Il fait cependant placer en réserve deux divisions, la 37<sup>e</sup> et la 48<sup>e</sup>.



Le 21 février 1916, le déluge de feu se déclenche vers 7 heures du matin et se poursuit jusqu'à vers 16 heures pour atteindre une densité jusque-là inégalée. Les fantassins allemands – soixante mille hommes appartenant à trois corps d'armée – s'avancent alors, persuadés qu'aucun être humain n'a pu survivre à cet enfer. Mais, si les premières positions, totalement bouleversées, sont prises facilement, les lignes de soutien, pourtant largement démantelées, voient surgir des groupes de soldats survivants. C'est là, d'ailleurs, un autre paradoxe de la puissance de l'artillerie. Le terrain est tellement bouleversé qu'il complique la progression des assaillants et fournit des abris sommaires aux défenseurs. Du 22 au 24 février, les Allemands avancent, mais les Français s'accrochent, malgré la perte du fort de Douaumont et les paniques qui se produisent. Driant est tué le 22 février et le bois des Caures perdu. Au cœur de la crise, la région fortifiée de Verdun est dissoute et le front confié au général Philippe Pétain, qui prend la II<sup>e</sup> armée. Du 26 février au 1<sup>er</sup> mai, la bataille se stabilise et s'étend. Le 9 avril 1916, une offensive allemande se déclenche sur les deux rives de la Meuse, suscitant le fameux mot d'ordre de Pétain, « On les aura ! ». A partir du 1<sup>er</sup> mai, l'affrontement se mue en un combat d'usure. Par trois fois, les Allemands essaient de forcer la rive droite. La fin de l'année est plutôt française. Charles Mangin attaque le 24 octobre sur la rive droite. Après la reprise des forts de Vaux et de Douaumont, la contre-attaque française se déploie à partir du 15 décembre 1916. Le printemps de 1917 voit les derniers combats d'importance et les Français reconquérir à peu près la totalité du terrain perdu en février 1916<sup>10</sup>. Avec Pétain arrive le général Robert Nivelle, commandant le 3<sup>e</sup> corps d'armée. Ses conceptions en artillerie font merveille lors de la reprise du bois de la Caillette. Il sait aussi faire impression auprès du personnel politique. En visite à Verdun, le 18 avril 1916, le président Poincaré note ainsi :

« Le général Nivelle, qui commande devant Douaumont et Vaux, nous explique les offensives qu'il prépare pour dégager le fort de Vaux et reprendre si possible celui de Douaumont. Le général parle clairement, sobrement, paraît froid et résolu ; de tous, c'est un de ceux qui nous font, à Roques<sup>11</sup> et à moi, la meilleure impression<sup>12</sup>. »

Le 29 avril 1916, Joffre nomme Nivelle au commandement de la II<sup>e</sup> armée, Philippe Pétain étant promu à la tête du groupe d'armées du Centre. Nivelle et Mangin préparent la reprise de Douaumont, confiée au 11<sup>e</sup> corps d'armée de Mangin. Nivelle fait surveiller étroitement les lignes allemandes et améliorer les liaisons au sol par l'emploi de nombreux émetteurs de radio sans fil et prépare, par diverses instructions, les fantassins à l'emploi massif de l'artillerie. La préparation d'artillerie commence le 20 octobre 1916 ; les soldats se lancent à l'assaut quatre jours plus tard, à 6 heures du matin, et s'emparent de tous les objectifs qui leur étaient assignés. Les troupes de Mangin auraient peut-être pu aller plus loin, mais Philippe Pétain, son supérieur, a ordonné que les troupes s'installent sur les positions conquises. Après une semaine de terribles combats, les Allemands évacuent le fort de Vaux le 2 novembre 1916 – en raison notamment d'une intense préparation d'artillerie. Le 15 décembre, la « méthode Nivelle » est à nouveau couronnée de succès à Vacherauville, Louvremont, Bezonvaux et la côte du Poivre. Ainsi, en décembre 1916, le général Nivelle est-il au sommet de sa gloire. Quant il s'agit de remplacer Joseph Joffre, son nom vient tout naturellement à l'esprit des hommes politiques qui choisissent les commandants en chef.

Les dimensions aériennes de la bataille sont extrêmement importantes également. Au début des combats, l'aviation allemande est omniprésente et hégémonique. Les pilotes du Reich recyclent l'idée du barrage d'artillerie en l'adaptant aux airs. Le « barrage » consiste à faire voler en permanence une vingtaine d'avions qui montent une garde vigilante et s'attaquent au moindre intrus. Joffre

comprend alors la nécessité de rétablir un équilibre aérien. Il unifie le commandement de l'aviation de combat et le confie au commandant Charles Tricornot de Rose, qui avait créé la première escadrille de chasse du monde à Châlons-sur-Vesle, près de Reims, le 1<sup>er</sup> mars 1915. On connaît les termes de Joffre : « De Rose, je suis aveugle ! Balayez-moi le ciel ! » Au bout de quelques semaines, les quinze escadrilles françaises sont étalées de Bar-le-Duc à Lemmes, de Vadelaincourt à Brocourt. Elles sont équipées du Nieuport 11, dit « bébé » en raison de sa relative petite taille (5,8 mètres de longueur, pour 7,5 mètres d'envergure). Plus agile que le Fokker E III, il peut voler à 162 km/h et est surtout le premier aéroplane totalement dédié à la chasse. Charles de Rose préconise les actions collectives et interdit les missions individuelles, il fixe des règles de vol en groupe et rétablit progressivement l'équilibre tactique grâce à des innovations impressionnantes en termes d'emploi de l'arme<sup>13</sup>.

Le sort des combattants, français mais aussi allemands, est totalement tragique dans les premiers jours. Sur la seule journée du 21 février 1916, on parle d'un million d'obus tirés. Les unités françaises en ligne sont déstructurées, répondant à un sursaut défensif du sol national sans doute, mais plus encore à un refus animal de mourir. Pétain, qui commande finalement peu de temps devant Verdun, opère pourtant un choix essentiel. Il organise la « noria » des unités. Du coup, sans doute les deux tiers de l'armée française passent par Verdun, ce qui fait immédiatement de ce site un symbole beaucoup plus partagé que les autres batailles de la Grande Guerre au sein de l'armée. Au contraire, les Allemands décident de reconstituer sur place les effectifs : ce sont les mêmes unités qui y combattent. Les survivants voient ainsi les trous se creuser parmi leurs compagnons, de nouveaux visages, qu'ils n'ont souvent pas le temps de connaître, remplacer ceux de camarades connus. De la même manière, le système de relève n'existe pas du côté allemand et les permissions sont rares.

Même si, en compensation, l'arrière-front allemand est doté de facilités inconnues des soldats français, des cinémas pour la troupe aux brasseries produisant la bière, ces conditions n'aident guère à soutenir le moral du soldat allemand.

La « Voie sacrée » voit passer un camion toutes les trente secondes au temps fort de la bataille – soit l'acheminement quotidien de 2 500 tonnes de vivres, 2 000 tonnes de munitions et 20 000 hommes. Les unités de territoriaux (surnommés les « terribles taureaux » par les régiments d'active), chargés de l'entretenir en comblant les ornières et les trous, se sentent participer à la bataille et diront au retour de guerre qu'ils « ont fait Verdun », élargissant encore le champ du partage collectif de la bataille. La logistique, il est vrai, est essentielle et Metz pour les Allemands, comme Bar-le-Duc pour les Français, jouent un rôle déterminant. Avant la bataille de Verdun notamment, le service de santé de la III<sup>e</sup> armée et de la région fortifiée de Verdun, placé sous l'autorité du médecin général Mignon, décide de réorganiser les formations sanitaires de la zone des étapes. Le personnel est renforcé par des équipes chirurgicales à Bar. Preuve que le passage des troupes est colossal dans cette ville qui sert de base arrière d'approvisionnement durant toute la guerre et plus particulièrement durant la bataille de Verdun, le montant des indemnités de logement et de cantonnements reçus par la cité est conséquent : 113 868 F pour 1915, 230 668 F en 1916, 100 000 F en 1917, soit un total de 559 455 F sur la durée de la guerre<sup>14</sup>.

Cette bataille titanesque saigne les deux adversaires pour des gains territoriaux insignifiants. Comme d'habitude, la guerre des chiffres s'installe. Les services de santé français évoquent 376 000 pertes (tués, blessés, disparus) entre le 21 février et le 25 décembre 1916, auxquels ils ajoutent les 65 000 pertes du 20 juillet au 15 novembre 1917<sup>15</sup>. Le rapport de Louis Marin de 1920 avance 162 440 tués et disparus (dont 101 151 disparus) et 216 337 blessés. Les Allemands auraient pour leur part 143 000 tués et disparus et

190 000 blessés<sup>16</sup>. En chiffres absolus, la Somme est plus meurtrière que Verdun, mais trois arguments dépassent cette comptabilité macabre pour en faire, côté français, la bataille la plus emblématique de la Grande Guerre.

D'une part, les deux tiers de l'armée française passent par Verdun, ce qui permet à un grand nombre de régiments de se l'approprier dans le registre mémoriel. Ramenée à l'étroitesse du champ de bataille, la densité de morts est d'autre part très supérieure à celle de la Somme<sup>17</sup>. Dans cet affrontement ne combattent enfin que des troupes françaises – métropolitaines et coloniales – qui ne doivent rien aux Alliés, ce qui nationalise cette victoire défensive.

## La Somme

Tout comme Verdun, la Somme est une de ces hyperbatailles aux significations complexes et emboîtées. Les historiens britanniques la considèrent encore souvent comme « leur » bataille, alors que les Français estiment qu'elle résulte de la conférence de Chantilly tenue du 6 au 8 décembre 1915. Joffre veut une offensive sur la Somme, alors que les Anglais auraient souhaité une bataille dans les Flandres. Même lorsque la menace sur Verdun se précise, le général français ne se laisse pas détourner de ses projets. L'historien William Philpott, du *King's College* de Londres, a récemment souligné le caractère franco-britannique de cet affrontement :

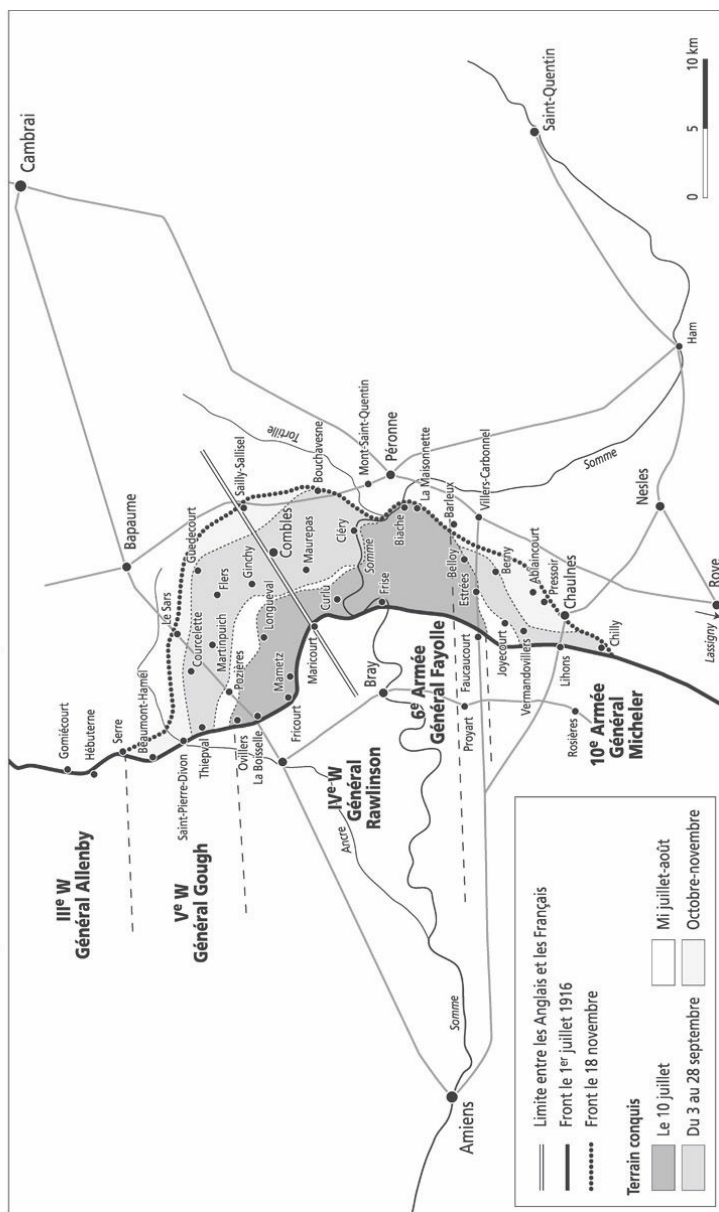
« La Somme ne fut pas simplement une opération britannique. L'Australie, la Nouvelle-Zélande, l'Afrique du Sud, le Canada ont tous laissé leurs jeunes hommes et leurs mémoriaux sur le champ de bataille, testaments de pierre qui attestent de la cohésion impériale à côté des monuments anglais, écossais et Irlandais [...]. La Somme fut une offensive franco-britannique, supportée aussi bien par les troupes françaises que par les troupes britanniques en nombre à peu près équivalents, dirigée par des Français et faisant partie d'une stratégie



beaucoup plus large dans laquelle les Russes et les Italiens ont joué un rôle<sup>18</sup>. »

La bataille a été planifiée pour le 1<sup>er</sup> juillet 1916. C'est en effet à ce moment que doivent se faire sentir les effets de l'instruction des « volontaires de Kitchener ». Ces derniers se sont certes engagés en masse, mais ils ont été incorporés de manière parfois contestable. Au lieu d'être dispersés dans les bataillons afin de profiter de l'expérience des anciens, ils ont été regroupés par comté d'origine, par quartiers de grandes villes, parfois même par métier. Des officiers de la milice ou de l'armée des Indes en retraite dans la mère patrie ont été appelés pour les commander. Tous manquent singulièrement d'expérience de la guerre dans son état de développement de 1916. Tel officier d'artillerie venu de l'infanterie ne sait que faire de ses canons. Winston Churchill, qui a certes reçu une formation militaire, mais qui a quitté le service armé comme lieutenant en... 1899, se retrouve un temps, après son échec des Dardanelles, à la tête d'un régiment d'infanterie à la fin de 1915. Il tente de former ses fantassins avec des « commandements sérieusement dépassés et venus de la cavalerie<sup>19</sup> ». Une formation approfondie s'avère donc nécessaire pour les hommes comme pour les officiers. En outre, l'horizon de l'été 1916 doit permettre à l'industrie britannique de produire les matériels nécessaires à l'offensive.

# 9. BATAILLE DE LA SOMME (1<sup>er</sup> JUILLET-18 NOVEMBRE 1916)



Le terrain choisi pour l'attaque n'est pas facile. Compartimenté au nord de la zone d'offensive, maillé de nombreux villages qu'il faudra prendre et que les Allemands ont transformé en bastions, il se transforme au sud, sur le plateau de Santerre, en pente faiblement ondulée qui descend doucement vers la vallée de la Somme. En outre, tout comme en Champagne, les Allemands tiennent les positions hautes, même si cette notion est très relative dans la Somme.

Les états-majors commencent à préparer leurs plans le 18 février 1916. Trois jours après, le déluge de feu s'abat sur Verdun mais Joffre maintient « son » offensive sur la Somme, tout en se voyant contraint de la modifier. C'est dans ce contexte que les Français demandent aux Britanniques de s'investir davantage pour compenser les effectifs que les premiers sont obligés d'acheminer sur la Meuse. L'ensemble de la X<sup>e</sup> armée française d'Artois roquant vers le sud est ainsi relevé par des troupes de l'*Union Jack*. Le front choisi comporte 25 kilomètres de zone d'attaque britannique (26 divisions) et 16 kilomètres de portion française (14 divisions). La V<sup>e</sup> armée britannique du général Hubert Gough doit attaquer en direction de Beaumont/Saint-Pierre-Divion/Thiepval, tandis que la IV<sup>e</sup> armée de Henry Rawlinson doit marcher plus au sud, de La Boisselle à Maricourt. Les Français du général Marie-Emile Fayolle couvrent la vallée de la Somme proprement dite, de Maricourt à Fay, et la X<sup>e</sup> armée de Joseph Micheler occupe la portion la plus méridionale du dispositif, jusqu'à Chilly. En face, la II<sup>e</sup> armée allemande de Fritz von Below dispose de seulement sept divisions mais tient des positions défensives solidement organisées et sans cesse perfectionnées depuis 1914. Trois lignes de défense successives sont établies. Pourtant bien renseigné par ses aviateurs, Falkenhayn, aussi obnubilé par Verdun que Joffre l'est par la Somme, se refuse à voir le risque, alors que toute l'Angleterre parle ouvertement de la « grande offensive ». Pas moins de neuf divisions composées de soldats britanniques et de l'Empire sont déplacées d'Egypte en France dans la première moitié de 1916.

Les hommes se doutent qu'un « grand coup » se prépare et les rumeurs vont bon train. La presse britannique prend le relais, informant ouvertement l'opinion publique du *Big Push*, comme est alors appelée l'offensive prévue<sup>20</sup>. La liste des matériels divers exigés par Foch pour l'offensive des deux armées est tout à fait impressionnante : 1 069 pièces d'artillerie lourde, 1 908 pièces d'artillerie de campagne, 5 millions d'obus de tous calibres, 2,5 millions de grenades, 330 tonnes de barbelés, 3 200 téléphones avec 13 200 kilomètres de câbles téléphoniques, sans compter la longue litanie des matériels de transport, cuves à eau potable, locomotives, voitures, camions, postes de secours, etc., nécessaires au développement d'une attaque dans la seconde moitié de la guerre<sup>21</sup>.

En tant que commandant du groupe d'armées du nord, en accord avec Haig pour les troupes britanniques, Foch élabore ce qu'il est convenu d'appeler la « doctrine de la Somme », qui consiste surtout à éviter de renouveler les erreurs de l'année 1915. Comment trouver la brèche ? L'artillerie doit d'abord abattre par pans successifs la défense de l'adversaire. Il faut donc attaquer sur des fronts étroits pour donner aux fantassins chargés de progresser un appui maximal de l'artillerie. Les effets de la canonnade doivent être vérifiés par des prises de vues aériennes systématiques. Pour les assauts de l'infanterie, les terribles pertes de 1914 et 1915 restent dans les mémoires. Il ne s'agit plus de se ruer en masse, mais de mener un combat « conduit d'objectif en objectif » en lignes fluides et aérées. Les terribles pertes britanniques de juillet 1916 résultent, entre autres, de l'impréparation de ces troupes à ces nouvelles dispositions : elles présentent des lignes denses et compactes comme au temps des premiers combats.

Assurés d'une nette supériorité aérienne de 3 contre 1, les Alliés ouvrent la préparation d'artillerie le 24 juin 1916 – elle dure jusqu'au 30 juin. Malheureusement, le brouillard qui règne plusieurs jours durant empêche de constater ses effets. Les tirs de préparation sont

complétés par des tirs d'interdiction nocturnes qui visent à empêcher les Allemands de réparer les dégâts causés le jour. Au nord du secteur français, les troupes de Maurice Balfourier attaquent le 1<sup>er</sup> juillet à 7 h 30 et avancent rapidement de deux à quatre kilomètres. Il n'en va pas de même à sa gauche où les Britanniques se heurtent à des réseaux de barbelés qui n'ont pas été atteints par l'artillerie. Pris sous les feux de mitrailleuses qui sont réapparues après le pilonnage des premières lignes, le carnage, épouvantable, provoque des milliers de tués aux premières heures de l'offensive. Progressant avec méthode dans les jours qui suivent, la VI<sup>e</sup> armée de Fayolle enfonce le front allemand sur huit kilomètres, une brèche que la cavalerie française est prête à « exploiter ». Une crise franco-britannique se développe alors. Haig estimant qu'il n'a pas à étendre son action après les terribles pertes du 1<sup>er</sup> juillet, c'est avec l'apport du 20<sup>e</sup> corps d'armée français que les troupes de Rawlinson, le 14 juillet, s'emparent sur plusieurs kilomètres de la seconde ligne de défense allemande. Les Allemands ne réagissent pas car, à ce moment-là, les combats de Verdun sont terribles. Mais ils lancent une violente contre-attaque sur les troupes de Rawlinson le 18 juillet, dans le secteur du bois Delville, au sud de Flers. Si les opérations se poursuivent durant tout le mois d'août, les Allemands ne peuvent engager suffisamment de troupes : une sérieuse crise d'effectifs les oblige à appeler de façon anticipée la classe 17. Joffre en profite pour relancer la bataille lors de l'entrée en guerre de la Roumanie.

Les combats reprennent en septembre et octobre 1916. Une deuxième crise franco-britannique surgit alors : Joffre demande à Haig d'attaquer le 1<sup>er</sup> septembre, mais, ce dernier, estimant qu'il n'a pas à dépendre des Français, refuse d'agir avant le 15. Finalement, l'offensive s'échelonne en trois temps : le 4 septembre, la X<sup>e</sup> armée française de Joseph Micheler attaque au sud de la Somme ; la VI<sup>e</sup> armée de Fayolle passe à l'action sur la partie centrale du front le 12, suivie par les Britanniques le 15. Les Français sont à nouveau à deux

doigts d'effectuer la rupture du front allemand par le biais de la VI<sup>e</sup> armée, d'autant que la cavalerie est prête à exploiter la percée après la prise de Bouchavesne. Le 15 septembre, les Britanniques attaquent sur Guinchy et Flers, utilisant pour la première fois des chars. Quand le premier tank D1, commandé par le capitaine H. W. Mortimore, apparaît, les soldats allemands s'enfuient, totalement paniqués. Un tank baptisé « Crème de menthe » prend le village de Courceleite, l'appui du tank D17 permettant de s'emparer de Flers. Le sous-lieutenant Mac Pherson se suicide parce que son tank, comme bien d'autres, est immobilisé sur panne – en laissant ces mots : « Mon Dieu, j'ai été lâche<sup>22</sup>. »

S'ils inspirent provisoirement une véritable terreur chez les fantassins allemands et remontent le moral des soldats britanniques, les tanks ne modifient pas radicalement la situation. Certes, les quarante-neuf chars alors disponibles dans toute l'armée britannique sont envoyés en France. Mais dix-huit seulement peuvent participer aux attaques ; de plus, ils sont dispersés sur trois secteurs, ce qui limite leur efficacité.

La lutte se poursuit jusqu'au 15 octobre. Le gouvernement britannique renâcle à poursuivre les attaques face à l'ampleur des pertes mais aussi parce que les capacités productives en munition ont atteint leurs limites. Des attaques locales visant à contrôler de précieux observatoires, Ablaincourt ou Beaumont-Hamel, par exemple, interviennent cependant en octobre et en novembre 1916. Mais le temps automnal et la boue limitent les possibilités de mouvement des hommes et des matériels.

Les pertes de cette hyperbataille sont considérables de part et d'autre. Le capitaine Wilfrid Mile donne pour les Britanniques 419 654 (tués, blessés, disparus) jusqu'au 30 novembre 1916, tandis que Winston Churchill avance le chiffre de 513 279 pertes dans la seconde moitié de 1916. Certains affirment que, le 1<sup>er</sup> juillet 1916, les troupes britanniques ont perdu 40 000 hommes (tués, blessés,

disparus) dans les premières heures de l'offensive. Entre le 1<sup>er</sup> juillet et le 20 novembre, les Français ont perdu pour leur part 154 446 hommes dans la VI<sup>e</sup> armée et 48 131 dans la X<sup>e</sup>, les Allemands sans doute 597 000 hommes sur le front de l'ouest de juillet à octobre 1916 (en intégrant Verdun)<sup>23</sup>. Au total, 1 312 856 hommes auraient été tués, blessés ou auraient disparu dans ces terribles combats de la Somme, marqués par l'omniprésence de la boue. Incapable de compenser ces pertes, les Allemands sont obligés de recruter des soldats de plus en plus jeunes. Mais c'est le simple soldat Albert Day, du 4<sup>e</sup> bataillon du régiment du *Gloucestershire* qui résume sans doute le mieux la détresse des soldats britanniques qui doivent attaquer le 1<sup>er</sup> juillet :

« C'est un fait. Nous souhaitions être blessé. C'était notre seul espoir dans les trois ou quatre premiers jours de la Somme. Si vous n'étiez pas blessé, vous étiez tué<sup>24</sup>. »

## Côté italien

Rarement un nom aura, à lui seul, autant symbolisé la guerre sur le front des Alpes que celui de l'Isonzo. Le cours d'eau qui donne son nom au Verdun italien se jette dans le golfe de Panzano, au nord-ouest de Trieste. Mais ce nom couvre pas moins de onze batailles successives qui s'étalent de 1915 à la fin de 1917. A leur manière, les combats représentent bien l'hyperbataille de la *Gerbirgkrieg* – la « guerre de la montagne ».

En 1916, l'Italie consent un effort considérable. Alors qu'en 1915 elle disposait de 25 divisions, elle en aligne 48 à la fin de 1916, ayant réussi à créer 24 nouveaux régiments d'infanterie, 2 de *Bersaglieri* et 26 bataillons d'*Alpini*<sup>25</sup>. En mars de la même année, grâce à ces forces nouvelles, les Italiens lancent une cinquième bataille de l'Isonzo afin d'alléger la pression allemande sur Verdun. En vain, d'autant que les Autrichiens passent ensuite à l'offensive. Franz Conrad von Hötzendorf envisage une expédition punitive (*Strafexpedition*) contre

les Italiens. La logique autrichienne est qu'il lui est de plus en plus difficile de combattre sur les deux fronts – russe et italien. Il convient dès lors, en profitant de la provisoire neutralisation des Russes, de briser le front italien puis d'envahir la Vénétie et d'occuper Venise, afin d'être en position de force pour négocier. Le terrain d'attaque choisi par les stratèges de la double monarchie est situé dans le Trentin, entre la Brenta et l'Adige. Falkenhayn estime que le succès de l'opération nécessite vingt-cinq divisions mais refuse de prêter quatre divisions supplémentaires aux troupes austro-hongroises alors qu'elles ne peuvent en aligner que dix huit. Prévue au 15 avril, l'attaque est repoussée au 15 mai en raison de fortes chutes de neige. Les Austro-Hongrois déploient deux mille pièces d'artillerie quand les Italiens leur en opposent que huit cents environ. Les Italiens ne sont pas totalement surpris car, malgré les précautions prises par les Austro-Hongrois, des signes avaient alerté le Grand Quartier Général d'Udine. Pourtant, les Autrichiens avancent assez vite d'une douzaine de kilomètres et occupent le plateau de l'Asiago, sans pouvoir cependant déboucher dans la plaine littorale et encore moins s'emparer de Venise. Au prix d'efforts considérables, les Italiens se rétablissent dans la dernière semaine du mois de mai 1916. Les attaques austro-hongroises se poursuivent jusqu'au 15 juin dans des conditions de plus en plus difficiles. En effet, le 4 juin 1916, à la demande de Rome, les Russes attaquent sous le commandement du général Broussilov et les soulagent considérablement. Pour les historiens Giorgio Rochat et Mario Isnenghi, la *Strafexpedition* échoue en raison de l'impossibilité d'acheminer des pièces d'artillerie lourdes au plus près possible de la ligne de feu, à cause de la nature montagneuse du terrain. L'infanterie d'assaut, à elle seule, ne peut faire la décision. Les pertes italiennes sont de l'ordre de 76 000 hommes, contre 30 000 aux Austro-Hongrois. Mais les disparus italiens, pour l'essentiel des prisonniers, sont au nombre de 41 000



(contre 2 000 Austro-Hongrois), ce qui en dit long sur la combativité de la troupe<sup>26</sup>.

Dans la foulée du repli austro-hongrois, les Italiens veulent pousser leur avantage. Au début du mois d'août 1916, ils attaquent, une fois encore, sur le front de l'Isonzo. Les batailles se succèdent alors sur ce front étroit, entre le 6 août (6<sup>e</sup> bataille) et la fin novembre 1916 (10<sup>e</sup> bataille). En deux jours, les Italiens bousculent les premières lignes austro-hongroises et s'emparent de la ville de Gorizia le 8 août. Comme Joffre en Champagne en septembre 1915, Cadorna est persuadé d'avoir percé et lance ses *Bersaglieri* et des cavaliers à la poursuite des troupes adverses. Mais ces dernières, soigneusement repliées sur les deuxième lignes situées à trois kilomètres de Gorizia, stoppent net l'offensive qui a coûté 20 000 morts et 50 000 blessés pour « le premier authentique succès de la guerre italienne<sup>27</sup> ». Au début du mois de novembre 1916, la 9<sup>e</sup> bataille de l'Isonzo durant laquelle les Italiens tentent d'avancer dans le Trentin se solde par 37 000 autres tués. Lors des 10<sup>e</sup> et 11<sup>e</sup> batailles (novembre-décembre 1916), la situation devient tragique. Les deux adversaires semblent aussi épuisés l'un que l'autre. Pour enrayer les désertions qui se multiplient, le général Cadorna autorise le 11 novembre la pratique de la décimation : « les commandants ont le droit et le devoir de tirer au sort parmi les suspects et de les punir par la peine de mort ». Mais les Austro-Hongrois sont tout aussi épuisés. Leur front est proche de l'effondrement sur le plateau de Baisizza et il faut l'apport de troupes allemandes lors de la 11<sup>e</sup> bataille pour rétablir la situation.

Hyperbataille, les combats acharnés de l'Isonzo le sont aussi par les techniques utilisées. Le 29 juin 1916, les Austro-Hongrois emploient massivement des obus toxiques. Des trésors d'ingéniosité sont utilisés pour militariser le difficile espace alpin. Des téléphériques sont montés à dos d'homme pour installer des pièces sur des sommets étroits et apparemment inaccessibles. Pourtant, les

limites sont aussi perceptibles et mesurables dans les deux armées. Lors des batailles successives de l'Isonzo, les troupes austro-hongroises manquent de ravitaillement autant que de moral – sauf pendant la *Strafexpedition*. De même, les Italiens ne peuvent concrétiser leurs avancées, la logistique ne suivant pas. Ces éléments pointent les limites de l'industrialisation de l'Italie comme de l'Autriche-Hongrie.

## **1917 à l'Ouest, fureurs et déchirements : le Chemin des Dames**

L'offensive du mois d'avril 1917 entre le Chemin des Dames et les monts de Champagne a fait couler beaucoup d'encre, à l'époque et aujourd'hui encore<sup>28</sup>. Opération pensée par Joffre et réalisée par Nivelle, son échec a déclenché une polémique immédiate qui ne s'est jamais calmée depuis, à la mesure des immenses et bruyants espoirs qu'elle avait soulevés. Plusieurs aspects ont suscité le débat, du massacre des troupes coloniales aux piètres performances des services de santé, de la surprise largement éventée aux mouvements de mutinerie des armées françaises qui suivent l'offensive. Si l'échec du Chemin des Dames est profondément ancré dans la mémoire collective française et bien souvent instrumentalisé par des mémoires rivales, c'est bien parce qu'il est suivi des plus importantes manifestations collectives contre la manière dont la guerre est menée au sein des régiments français.

Comment se situe la bataille dans le contexte politique et militaire ?

Que Robert Nivelle soit un bon technicien de l'artillerie ne fait aucun doute. Sa rapide montée en grade s'opère, tout comme pour Philippe Pétain, par le biais des limogeages de l'été de 1914, qu'il faut bien remplacer, mais aussi par ses compétences techniques, une

solide foi dans quelques formules-choc et sa capacité à faire parler de lui. En 1915, il déclare par exemple :

« Ce n'est pas l'infanterie qui nous manque, ni l'infanterie ennemie qui nous arrête, mais uniquement l'artillerie dont la tâche est facile puisque la tranchée indique les points où nous sommes obligés de déboucher<sup>29</sup>. »

Après ses succès à Verdun à l'automne de 1916, la presse l'encense, en France comme à l'étranger. La culture de l'arrière exploite sa popularité et des chansons à sa gloire fleurissent, comme *La Nivellette* ou *Le Noël du poilu*. Joffre, qui se sait en posture délicate, lance même à Philippe Pétain : « Vous aurez beau faire, il en sera ainsi, vous serez le battu, Nivelle le vainqueur de Verdun<sup>30</sup>. » Si la mémoire des Français d'aujourd'hui a donné tort à Joffre, c'est incontestablement parce que le rôle de Robert Nivelle et les responsabilités qui lui sont attribuées dans l'affaire du Chemin des Dames ont largement occulté son rôle durant la bataille de Verdun. Si Nivelle arrive au premier plan, c'est que l'aura de Joffre décline. A la fin de 1916, ce dernier agace les hommes politiques qui, oubliant qu'ils l'ont nommé, pensent qu'il dispose de trop de pouvoirs. Même Aristide Briand, qui l'a longtemps soutenu, estime qu'il doit le sacrifier pour se sauver lui-même. Car, malgré la façade de l'« Union sacrée », l'instabilité gouvernementale française demeure et les combinaisons ministérielles évoluent en fonction des rumeurs de couloir. Briand doit justifier l'action de son gouvernement dans un comité secret houleux tenu du 28 novembre au 7 décembre 1916. Il se sauve en sacrifiant Joffre et en proposant la création d'un comité de guerre, visiblement copié sur le *War Committee* britannique. C'est dans ces conditions que la Chambre lui vote la confiance le 7 décembre par 334 voix contre 160. Mais se débarrasser de Joffre pose quelques problèmes de fonctionnement au sein de l'alliance militaire avec les Anglais. Les 15 et 16 novembre 1916, en effet, les

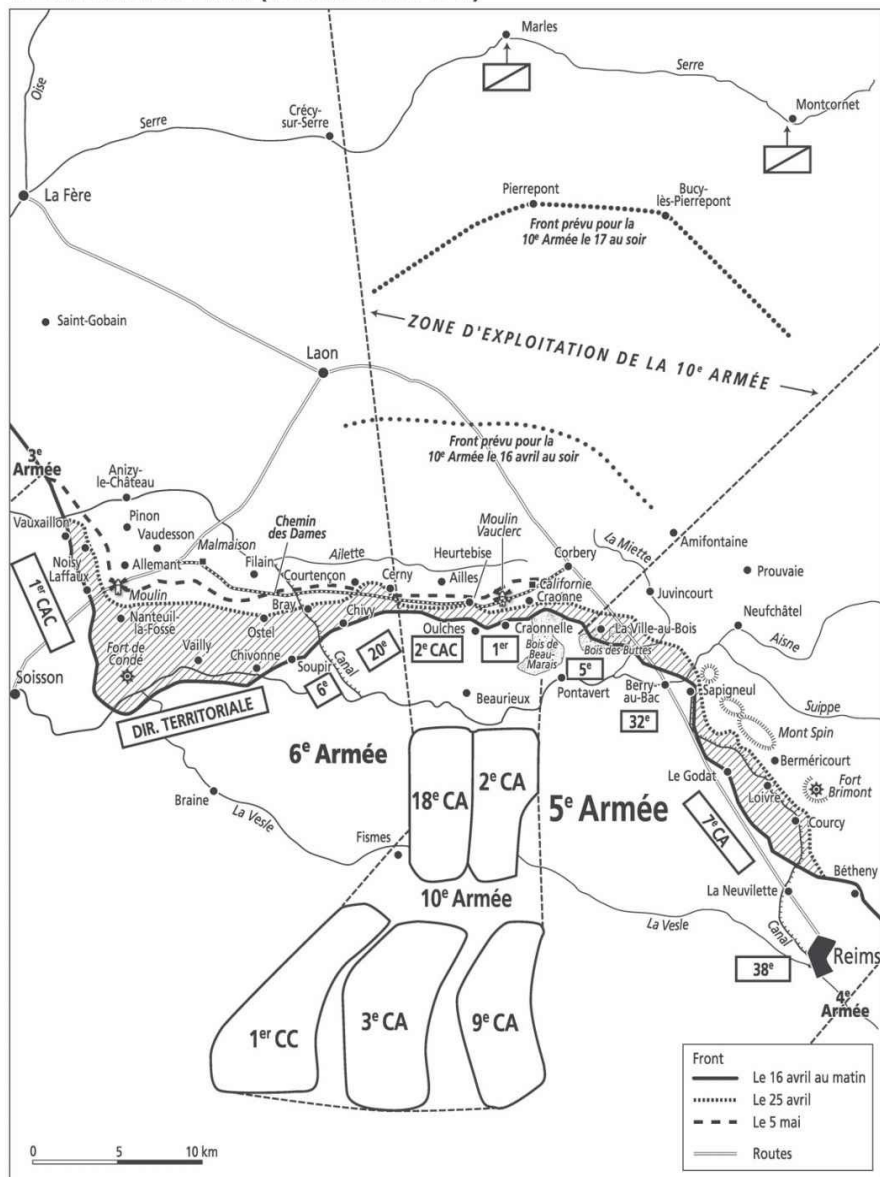
commandants en chef alliés ont établi les plans de bataille pour l'année 1917. Joffre dévoile le nouveau plan d'attaque préparé par le 3<sup>e</sup> bureau la veille de l'ouverture du comité secret, pour garder la main. Joffre sacrifié pour satisfaire la Chambre, trois hommes s'imposent dès lors pour le remplacer et poursuivre les projets alliés : Castelnau, Foch ou Pétain. Joffre, qui a encore son mot à dire et s'accroche, ne veut pas de Pétain, jugé trop pessimiste, qui n'entretient pas les meilleures relations avec le Parlement. Castelnau est sans doute le meilleur, mais il est suspect aux yeux des députés de gauche qui le jugent trop peu républicain. Foch est aussi perçu comme un clérical et des rumeurs courent sur son mauvais état de santé. Joffre avance alors le nom de Nivelle, espérant en faire son homme de paille. Présenté comme un fonceur brillant et un organisateur hors pair, le général séduit d'autant plus le monde politique qu'il n'a pas eu le temps de s'y faire connaître et de s'y construire des réseaux : chacun pense donc pouvoir le contrôler. Il dispose seulement de l'amitié du député de la Meuse, André Maginot, et de celle d'Albert Thomas, désormais ministre de l'Armement. De confession protestante, il échappe à l'accusation d'appartenir à la « jésuitière » comme Castelnau ou Foch. Mais Nivelle a aussi des ennemis, Paul Painlevé au premier chef. Ce dernier se dépense pour faire échouer sa nomination – en vain. Nivelle s'installe à Chantilly comme commandant en chef des armées le 16 décembre – mais il faut attendre le 26 pour qu'il agisse réellement en remplacement de Joffre qui accède à la dignité de maréchal. Robert Nivelle développe des défauts personnels incontestables. Il prétend tout diriger et ne sait pas déléguer, par exemple. Il se fâche rapidement avec le général Micheler, chargé de diriger le groupe d'armées de réserve qui doit soutenir la future offensive et tente surtout de rester en contact permanent avec Mangin pour continuer de faire fonctionner le « binôme gagnant » de Verdun.

Bien plus encore que les autres grandes offensives, le projet militaire de Joffre, repris par Nivelle, doit être resitué dans son contexte dans la mesure où les conditions politiques et militaires du printemps de 1917 n'ont plus rien à voir avec celles de 1914. Le Chemin des Dames se caractérise en effet par de fortes interférences entre sphère politique et sphère militaire. D'un point de vue militaire, le plan s'appuie sur la conviction qu'une percée est possible sur le Chemin des Dames. Développé par Nivelle, le plan est présenté dans deux IPS<sup>31</sup>, les 30 et 31 décembre 1916, à Micheler d'abord, à Franchet d'Esperey – remplaçant de Foch au groupe d'armées du Nord – ensuite. Il s'agit de provoquer la rupture du front ennemi sur des secteurs complémentaires en associant Français et Britanniques. Au nord, le GAN de Franchet doit attaquer avec ses I<sup>e</sup> et III<sup>e</sup> armées françaises, tandis que les Anglais fixeront les Allemands. La région de l'Aisne est cependant privilégiée comme point de rupture probable. Le redoutable Abel Ferry ne tarit pas d'éloges sur ce plan qu'approuve un comité de guerre. Nivelle, qui parle parfaitement anglais (sa mère, Theodora Sparrow, est née dans le Kent) semble avoir été convaincant le 15 janvier 1917 devant le *War Committee*. Toujours est-il que les Anglais approuvent son schéma, même si Lloyd George a surtout voulu désavouer le général Haig qui souhaitait mener sa propre offensive à l'été de 1917. Du coup, le *War Cabinet* force la main à Haig et confie la direction de la campagne de printemps à Nivelle. Haig manifeste alors une évidente mauvaise volonté. D'autres difficultés s'accumulent. Dès le 5 janvier, Charles Mangin comprend que le projet d'attaque est connu des députés, malgré le caractère « secret » des comités, et que les rumeurs circulent. De fait, les Allemands prennent les devants. A partir du 9 février 1917, les Allemands appliquent le plan *Alberich*, que Ludendorff prépare depuis quatre mois, dans le plus grand secret. En se repliant, les Allemands économisent des forces en raccourcissant leur front, ce qui désoriente le 2<sup>e</sup> bureau du GQG français. La directive finale de

Nivelle essaie d'intégrer l'ensemble de ces inconnues de l'équation. Au nord, les troupes britanniques tiennent compte du repli allemand sur la ligne Hindenburg. La VI<sup>e</sup> armée de Mangin doit attaquer sur l'Aisne entre Missy à l'ouest et Oulches à l'est. La V<sup>e</sup> armée (Mazel) entre Oulches et Reims, et la IV<sup>e</sup> armée (Anthoine) à l'est de Reims sur les monts de Champagne. La X<sup>e</sup> armée (Duchêne), intercalée entre les VI<sup>e</sup> et V<sup>e</sup> interviendra pour exploiter la percée attendue. Mais, le 20 mars 1917, le gouvernement Briand tombe et Alexandre Ribot le remplace. Or il nomme au ministère de la Guerre Paul Painlevé<sup>32</sup>, dont on sait l'antipathie qu'il voue à Robert Nivelle. Les oppositions à l'offensive, tues jusqu'alors, commencent à s'exprimer. Le 6 avril 1917, jour même de l'entrée en guerre des Etats-Unis, un comité de guerre se réunit à Compiègne à la demande du président de la République. Placé sur la sellette, Nivelle, décrit comme « amer et hautain » par Paul Painlevé, aurait menacé de démissionner. Pourtant, les discussions semblent avoir porté sur l'opportunité d'attaquer et non sur le lieu de l'attaque et ses modalités. Quoi qu'il en soit, les effets de ce comité sont tout à fait délétères. Sans démettre Nivelle, l'exécutif civil l'a affaibli devant ses grands subordonnés. Sans remettre en cause l'offensive, il l'a rendue plus polémique et moins discrète encore, dès avant son exécution. Des parlementaires écrivent au général Mangin pour déclarer criminelle l'attaque qui doit être lancée<sup>33</sup>. Autant dire que la sérénité ne règne ni au GQG, ni dans le microcosme politique parisien. Plus grave encore, les plans deviennent un secret de polichinelle. Informés par leurs observations aériennes, les Allemands constatent la construction de voies ferrées d'approvisionnement, de hangars à avions et de parallèles de départ. Les nombreuses visites de parlementaires, toujours flanqués d'une cohorte de journalistes, que Nivelle permet, à la différence de son prédécesseur, rendent l'offensive transparente pour tous. Y compris pour les soldats, bien entendu. Pourquoi la rumeur ne les aurait-elle pas atteints ? Si l'on en croit le contrôle postal aux armées, ils

semblent confiants. Ils constatent l'afflux des matériels et des trains de munitions. En outre, Nivelles est un homme de l'art, qui sait ce qu'il fait. Il les mènera à la percée, et donc à la victoire. Un dernier coup de collier et les Allemands seront renvoyés de l'autre côté du Rhin...

## 10. OFFENSIVE DU G.A.R. (16 AVRIL-5 MAI 1917)





Le 16 avril 1917, l'opération commence par une préparation d'artillerie décevante. Certes, les cinq mille pièces sont installées, mais le feu n'atteint pas la densité souhaitée. Surtout, les observations d'impacts et les modifications de tirs sont difficiles à réaliser en raison des conditions météorologiques. A 6 heures, le temps est couvert et brumeux quand les troupes montent à l'assaut. Le bilan de la première journée, moins catastrophique qu'on ne l'affirme fréquemment, ne correspond pas à la percée annoncée et attendue. La VI<sup>e</sup> armée a bien progressé sur sa droite et a réussi à s'installer sur la crête du Chemin des Dames, mais elle n'arrive pas à progresser au-delà. Sur sa gauche, le 6<sup>e</sup> corps d'armée est bloqué sur les 1<sup>re</sup> ou 2<sup>e</sup> lignes allemandes. La V<sup>e</sup> armée s'empare de plusieurs villages tenus par les Allemands (Loivre, Bermericourt, Courcy) et gagne la 2<sup>e</sup> ligne, sauf à Craonne, où le 1<sup>er</sup> corps d'armée s'enlise la journée durant. En partie composées de coloniaux, les troupes, prises à partie par des mitrailleuses protégées par des abris bétonnés intacts, n'avancent plus. La 10<sup>e</sup> division du général Marchand, l'ancien adversaire de Kitchener à Fachoda, est bien éprouvée. Au soir du 17 avril, 60 % seulement des soldats du 57<sup>e</sup> bataillon de tirailleurs sénégalais ont atteint la 3<sup>e</sup> position. Certains d'entre eux errant à la recherche d'un chef de contact tué offrent une cible facile aux mitrailleuses ennemies. Marchand observe que « les Sénégalais du 88<sup>e</sup> bataillon, signalés au général commandant le 2<sup>e</sup> CAC comme insuffisamment confirmés, ont donné les plus grands déboires » et craint qu'ils ne cèdent à la panique. La rumeur enfle que des tirailleurs en fuite envahissent les ambulances. De fait, un train sanitaire a été pris d'assaut à la gare de Courlandon, près de Fismes<sup>34</sup>. Mais tous les « assaillants » n'étaient sans doute pas des tirailleurs.

Dans le secteur de Berry-au-Bac, les chars du commandant Bossut sont lancés mais subissent un cuisant échec. Quatre-vingt-un tanks ont fait mouvement depuis Pontavert. Huit des 48 chars du groupement Chaubès, en panne, ne peuvent participer au combat. Sur trois groupes

de blindés, une dizaine d'entre eux seulement en réchappent. Le groupe de Bossut n'est pas plus heureux et le commandant lui-même est tué dans son Schneider. Sur 720 personnels engagés, 180 sont tués, blessés ou disparus, soit un taux de perte de 25 %. Mais surtout l'infanterie d'accompagnement n'a pas suivi, décimée par les mitrailleuses allemandes<sup>35</sup>. Sur le front de la IV<sup>e</sup> armée, le 8<sup>e</sup> corps s'empare sous une pluie battante du mont Cornillet et du mont Blond, mais n'arrive plus ensuite à progresser.

Selon Denis Rolland, Nivelle ne se serait pas entêté, au rebours de ce qu'avance sa légende noire. Il apporte, il est vrai, des arguments convaincants. Le général cherche à joindre Painlevé pour faire le point avec lui, le 16 au soir, sans y parvenir. Visiblement, le ministre s'esquive. Compte tenu des relations entre les deux hommes, il souhaite sans doute voir le général boire le calice jusqu'à la lie. Le 17 avril, Nivelle ordonne à Micheler de consolider l'occupation de la crête du Chemin des Dames, tandis que la V<sup>e</sup> armée continue d'attaquer. Il modifie donc le plan originel. Pour complaire aux élus, le général Micheler a autorisé la présence de certains d'entre eux à Roucy. Georges Clemenceau ou Louis Loucheur, par exemple, assistent au déclenchement de l'offensive. L'arrivée massive de blessés a dû les impressionner. Le député Albert Faure, que les affaires Oustric et Stavisky devaient faire tomber ensuite, demande au président Painlevé d'interrompre l'offensive. Le 19 avril, ce dernier rencontre Nivelle à Compiègne, puis le 22 s'entretient avec Mazel à son PC de Jonchery-sur-Vesle. C'est là qu'est prise la décision de renforcer l'aile droite de l'offensive sur Reims et les monts de Champagne en stabilisant simplement la partie occidentale du Chemin des Dames, ce qui revient à renforcer le rôle de Mazel par rapport à Nivelle. Le 22 avril, toujours, mais à Paris cette fois, la politique interfère derechef avec la stratégie. Reçu à l'Elysée, le député Jean Ybarnégaray, de la Fédération républicaine, également lieutenant à l'état-major du 249<sup>e</sup> RI, avertit le président Poincaré de l'échec de

l'offensive. La fin de la crise politico-militaire est connue. Le 29 avril 1917, Robert Nivelle décide de nommer Philippe Pétain comme chef d'état-major général. Pour la première fois dans sa lettre de commandement, il est bien précisé : « le gouvernement peut apposer son veto aux plans du général en chef, non pas y substituer les siens<sup>36</sup> ». Robert Nivelle est mis en congé pour neuf mois. Suivent les règlements de comptes. Par exemple, Adolphe Messimy, ministre de la Guerre en 1914, qui n'avait jamais accepté sa mise à l'écart, se déchaîne contre les « Jeunes-Turcs » que Joffre avait largement nommés dans l'entourage de Nivelle.

Les politiques ont désormais des objectifs très clairs. Ils savent que la France et les Français sont à bout, ce que Painlevé exprime naïvement : « ce que nous voulons, c'est une méthode quasi scientifique pour obtenir le rendement maximum<sup>37</sup> ». C'est d'ailleurs la conviction que Robert Nivelle pouvait leur apporter cette méthode infaillible qu'ils lui reprochent après coup.

Quel bilan dresser, dès lors ? Si la percée relève du vœu pieux – c'est une tragique évidence – les Français ont avancé de six à sept kilomètres, ce qui correspond à la progression allemande sur Verdun dans la journée du 21 février 1916. Sur les monts de Champagne, quatre observatoires importants sont conquis, même s'il faut attendre les attaques de mai et juin 1917, pour que les avancées les plus importantes se produisent. Plus de vingt mille hommes, neuf cents pièces d'artillerie, de tous calibres, et un millier de mitrailleuses ont été saisies. En 1915, l'offensive du Chemin des Dames aurait été célébrée comme un grand succès. Au printemps de 1917, ces succès sont insuffisants tant la lassitude de la guerre est grande.

Painlevé évoque de lourdes pertes – cent dix-huit mille hommes, tués, blessés ou disparus du 16 au 25 avril. Collationnant les chiffres donnés par les services de santé pour la « 2<sup>e</sup> bataille de l'Aisne » du 16 avril au 20 août 1917, Frédéric Guelton indique le chiffre de vingt mille pertes. La bataille a été assurément meurtrière, mais le Chemin

des Dames, plus que d'autres combats encore, s'inscrit aussi dans une guerre des chiffres emblématiques des enjeux mémoriels et idéologiques contemporains.

## Vimy et Passchendaele

Vimy ne constitue pas seulement une hyperbataille. Dans la mémoire canadienne, la crête du Pas-de-Calais représente un élément-repère de la Grande Guerre. Au vrai, les Canadiens ont payé le prix fort pour cette victoire acquise en 1917. En 1915, le secteur a été très disputé. Les Français ont repris Carency et Neuville-Saint-Vaast, ainsi qu'Ablain-Saint-Nazaire et Souchez. Au nord de la crête de Vimy, Notre-Dame-de-Lorette a été reconquise après des combats acharnés et une lutte atroce, à l'exception du Bois dit « en hache », à l'extrémité est du plateau. En 1916, cette partie du front est redevenue calme et les Allemands en ont profité pour le fortifier. De nombreux souterrains – dont certains remontent, dit-on, aux guerres de Religion – structurent alors les défenses allemandes, permettant d'abriter de nombreux soldats. A la mi-octobre 1916, les troupes canadiennes quittent la Somme et passent l'hiver aux pieds de la crête, dans un secteur alors jugé « tranquille ».

La possession de la crête de Vimy par les Allemands représente un danger dans l'optique de l'offensive de la III<sup>e</sup> armée britannique programmée devant Arras au printemps. A la I<sup>re</sup> armée britannique revient de lever l'hypothèque. Les quatre divisions du corps canadien sont alors affectées à sa conquête. La topographie du front est telle que les troupes situées à droite doivent parcourir quatre mille mètres avant d'accéder aux lignes allemandes, les assaillants de la partie gauche, à hauteur de la cote 145, se trouvant à seulement sept cents mètres des lignes adverses. Si l'assaut doit s'opérer en plusieurs étapes, la crête doit être conquise sept heures après les débuts de l'attaque<sup>38</sup>. Outre l'artillerie de campagne (480 pièces de 18-pdr<sup>39</sup> et 138 obusiers de

4,5-inch<sup>40</sup>) de la I<sup>re</sup> armée, le corps canadien est doté de 245 pièces lourdes soit une densité d'un tube pour vingt mètres de front canadien.

La préparation d'artillerie commence le 20 mars 1917, deux semaines avant l'attaque sur le front de la III<sup>e</sup> armée. A partir du 2 avril, c'est l'ensemble du front des III<sup>e</sup> et I<sup>re</sup> armées qui s'embrase. Les canons de campagne tirent 155 000 obus du 20 mars au 2 avril puis 492 000 du 2 au 9 avril. Il s'agit surtout de détruire les réseaux de barbelés allemands avant l'assaut. Avec les pièces de gros calibres, plus de 750 000 obus sont envoyés sur la crête de Vimy. Les soldats allemands endurent de tels tourments qu'ils surnomment cette période la « semaine de souffrance ». Le 9 avril, à 5 h 30, les attaquants s'ébranlent. Le général Byng a donné des ordres qui tranchent singulièrement avec la philosophie de combat qui règne alors au sein des troupes britanniques :

« Si une division ou une brigade est tenue en échec, les unités qui la flanquent ne doivent en aucun cas interrompre leur progression. Elles formeront plutôt des flancs défensifs dans cette direction et avanceront elles-mêmes de manière à envelopper l'emplacement fortifié ou le centre de résistance qui fera obstacle. C'est en fonction de cet objectif qu'on lancera les réserves derrière les sections de la ligne où l'avance aura réussi, et non de celles où elle aura été retenue<sup>41</sup>. »

Ainsi, dans une communauté de pensée militaire internationale – les mêmes causes engendrant les mêmes effets –, Allemands comme Britanniques commencent à penser ce qui assurera le succès des Allemands à Riga à la fin de la Grande Guerre puis au début de la Seconde Guerre mondiale avec les *Panzers* de Guderian : foncer là où l'ennemi résiste le moins sans trop tenir compte des portions qui tiennent. L'assaut est impétueux et les assaillants « s'appuient sur le barrage » roulant, le suivant au plus près. Les mitrailleurs allemands laissés en mission de retardement sont tués ou capturés sur leurs pièces qui infligent pourtant de lourdes pertes aux Canadiens. Huit

tanks ont participé à l'assaut, mais leur rôle reste limité, faute d'une doctrine d'emploi. Certains s'étant rapidement embourbés, ils sont surtout la cible des photographes. Mais la résistance allemande se durcit, et les Canadiens doivent combattre trois jours pleins pour s'emparer de la crête de Vimy. Alors que la 2<sup>e</sup> division canadienne affronte une résistance résolue, la 3<sup>e</sup> division parvient devant les lignes allemandes sans avoir été repérée. L'avance, rapide dans un premier temps, bute sur la contre-attaque menée à deux reprises à la grenade par les Allemands, notamment ceux du 262 IR. La capture de la côte 145 met un terme à la conquête de la crête de Vimy par les Canadiens, même s'il faut attendre le 12 avril pour que tombent les deux dernières enclaves allemandes sur la crête – la « pustule » et le Bois en hache. Empêchés de s'installer à contre-pente, les Allemands doivent abandonner Liévin. Comme en Champagne deux ans auparavant, les unités de cavalerie sont rassemblées pour exploiter la percée. Mais, comme en 1915, malgré l'« industrialisation de la guerre », les batteries d'artillerie de campagne britanniques, en plein mouvement et ralenties par la boue, ne peuvent soutenir l'effort des fantassins. Les cavaliers de la 3<sup>e</sup> division lancent bien une charge contre Monchy ; ils évitent de trop lourdes pertes grâce à une tempête de neige qui arrive à dissimuler leur repli. Les Allemands s'installent alors en défense sur la ligne Oppy-Méricourt. Au total, les pertes canadiennes s'élèvent à plus de 10 500 hommes dont 3 500 morts. Les pertes allemandes, non établies, semblent du même ordre. S'y ajoutent 10 000 prisonniers pour les deux premiers jours d'offensive. Les Australiens sont chargés de déplacer la bataille sur le secteur de Bullecourt, qui est certes pris, mais ils ne parviennent pas à percer la ligne Hindenburg, malgré leurs lourdes pertes. Ainsi s'achève la bataille pour Vimy.

Sur le front belge, dans la foulée de Vimy, pour permettre à l'armée française de se reprendre après les mutineries, mais aussi parce qu'il estime que l'armée britannique peut accomplir la percée à

elle seule, le général Haig lance, le 12 octobre 1917, une offensive contre le village de Passchendaele. Le 2<sup>e</sup> corps australien-néo-zélandais (ANZAC) est chargé de prendre le village – ou ce qu’il en reste. Le 26 octobre, ce sont les Canadiens qui sont mis à contribution. L’entrée dans les ruines de la commune, le 6 novembre 1917, marque la fin de la 3<sup>e</sup> bataille d’Ypres. Les pertes sont terribles : entre le 31 juillet et le 6 novembre, trois cent dix mille Britanniques et deux cent soixante mille Allemands tombent ou sont blessés pour Passchendaele. Surtout, les conditions climatiques effroyables rendent le combat dantesque. La boue, maîtresse absolue du champ de bataille, s’insinue partout ; les trous d’obus remplis d’eau, où tombent les soldats et dont ils n’arrivent pas à sortir, provoquent bien des noyades.

## Revers italiens

Le nom de Caporetto résonne sinistrement en Italie comme ailleurs, symbole mémoriel de l’une des plus singulières défaites de l’armée italienne<sup>42</sup>. Mais elle marque aussi la reprise en main de l’Italie en guerre, un pays qui se transforme profondément à la suite de cet électrochoc.

Au cours de l’année 1917, le général Luigi Cadorna a littéralement épuisé ses troupes sur le front de l’Isonzo. Le moral de l’armée italienne est alors singulièrement atteint – on décompte soixante dix mille déserteurs au 1<sup>er</sup> octobre 1917<sup>43</sup>. L’armée austro-hongroise n’est pas dans une situation idyllique pour autant. Les soldats tchèques ou roumains commencent à désertir pour le camp ennemi ; et l’équipage d’un torpilleur se rend le 5 octobre. La lassitude de la guerre est telle que le général Arz von Straussenburg, successeur en mars 1917 de Conrad au commandement en chef, envisage sérieusement un repli vers l’est. Les Allemands ne l’entendent pas de cette oreille. Ils envoient le général Krafft von

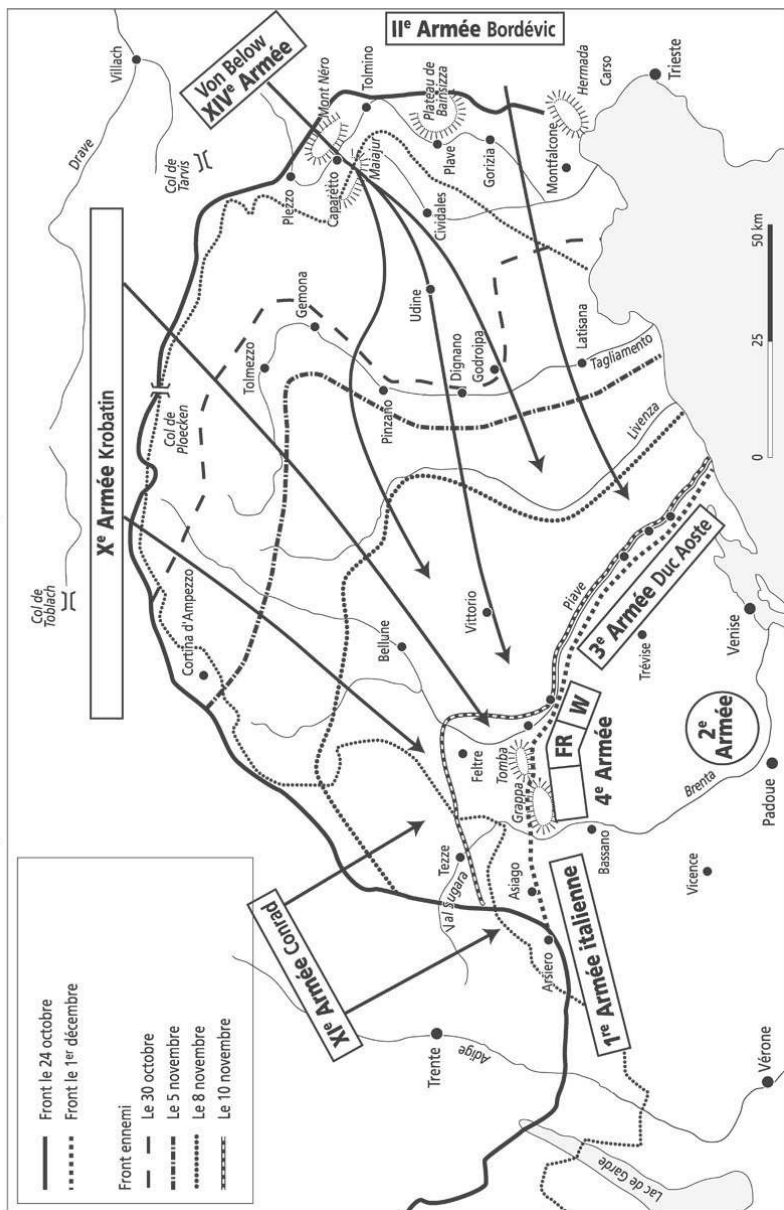
Delmensingen, ancien commandant de l'*Alpenkorps*, reconnaître le front de l'Isonzo. La décision est prise de former une XIV<sup>e</sup> armée composée de sept divisions allemandes renforcées de l'*Alpenkorps* et de huit divisions autrichiennes. Le commandement en est confié au général Otto von Below. Il s'agit ici de remonter le moral des Autrichiens afin de les empêcher de signer une paix séparée, en infligeant une sévère défaite aux Italiens.

La ville de Caporetto se situe au carrefour de plusieurs vallées alpines. Elle est choisie afin d'accentuer l'effet d'embouteillage et de désorganiser la défense italienne. Les Italiens sont, certes, avertis de la manœuvre par des déserteurs tchèques qui les ont informés des préparatifs ; ils se trouvent cependant incapables d'imaginer une parade. Le commandement italien manque de cohésion et, circonstance aggravante, le chef de la II<sup>e</sup> armée, malade, est indisponible.

Le 24 octobre 1917, les Austro-Allemands lancent une intense préparation d'artillerie de six heures. Quatre d'entre elles sont consacrées au bombardement à gaz, selon la tactique mise au point contre Riga un mois avant. Il s'agit de bombarder les arrières de l'adversaire en obus toxiques pour empêcher ravitaillements et renforts de parvenir sur la ligne de feu, mais aussi de stresser les combattants, obligés de porter le masque à gaz durant de longues heures, avec la dimension évidemment anxiogène que cette épreuve représente.



# 11. CAPORETTO – RETRAITE ITALIENNE (24 OCTOBRE-10 NOVEMBRE 1917)



Les troupes d'assaut se ruent ensuite, sans se préoccuper des points de résistance, selon la tactique du « flot dans le sens de la plus grande pente ». Les points sommitaux ou les centres de résistance sont laissés à l'action de troupes de deuxième échelon. Le succès est total et les troupes italiennes s'effondrent. Le 24, les Allemands avancent de vingt-huit kilomètres. Les 26 et 27 octobre, la déroute est consommée, le Frioul est envahi, et Udine, ancien siège du PC de Cardona, est prise. Le détachement du capitaine Rommel, comprenant quatre compagnies du bataillon wurtembourgeois de montagne, s'empare de trois lignes de défense italiennes, au prix de 6 tués seulement, en moins de quarante-huit heures. Les pertes humaines italiennes se montent à 11 000 morts et 29 000 blessés, auxquels s'ajoutent surtout 280 000 prisonniers et environ 300 000 hommes débandés qui errent à leur gré sur les routes. Les pertes en matériels sont tout aussi colossales. Trois mille deux cents canons, soit approximativement la moitié de l'artillerie italienne d'alors, sont perdus, et sans doute 3 000 mitrailleuses. Selon Mario Isnenghi et Giorgio Rochat, près de 400 000 civils fuient également l'avance des troupes austro-allemandes<sup>44</sup>. A la date du 9 novembre, les Austro-Allemands ont progressé d'une centaine de kilomètres et occupent la moitié de la Vénétie.

Le secours vient tout à la fois d'un sursaut italien et de la solidarité interalliée. Prêts à envoyer des renforts (deux divisions rejoindront l'Italie), les Anglais refusent de les voir commandés par Luigi Cadorna. C'est donc en partie sous la pression britannique que le général Armando Diaz le remplace le 9 novembre. La France réagit tout aussi rapidement en dépêchant six divisions dès le lendemain du désastre. Elles constituent la nouvelle X<sup>e</sup> armée commandée par le général Paul Maistre. Dans le même temps, une mission est confiée au général Foch<sup>45</sup>, alors sans commandement, qui va expérimenter là une première expertise interalliée. Sur place dès le 29 octobre, alors que la situation n'est pas encore stabilisée, il rencontre dans les jours qui

suivent le roi Victor-Emmanuel, le président du Conseil Vittorio Orlando et le ministre des Affaires étrangères Sydney Costantino Sonnino. Le 13 novembre 1917, le général Diaz demande vingt divisions, mais Foch refuse d'aller au-delà de douze. Au total, onze divisions alliées seront versées. Foch refuse de les voir combattre en première ligne, considérant que la défaite de Caporetto découle d'un manque de réserves et d'un défaut d'organisation de l'arrière. Ces troupes doivent donc servir à pallier ces défauts. Grâce au sursaut italien, les lignes sont rétablies sur la Piave et bénéficient d'un raccourcissement de deux cents kilomètres. La situation reste cependant tendue car, du fait de la disparition quasi complète de la II<sup>e</sup> armée italienne, les Alliés, en situation d'infériorité numérique, n'alignent que 44 divisions contre 55 pour les Austro-Allemands. Ces derniers tentent alors de pousser l'avantage. Le 10 novembre, les Autrichiens relancent l'assaut sur le plateau de l'Asiago mais les Italiens, cette fois, s'accrochent, malgré la perte du Monte Tomba. Le 4 décembre, les assauts reprennent, mais pour la première fois les Alliés participent directement aux combats. Les Alpains français de la 47<sup>e</sup> DI reprennent le Monte Tomba le 30 décembre. En janvier 1918, toutes les petites têtes de pont austro-allemandes au sud de la Piave sont résorbées. Les troupes des Empires centraux ont raté l'occasion de mettre l'Italie à genoux.

Succédant à la défaite italienne, ce grave échec des Centraux surprend mais s'explique. De fait, plus l'offensive austro-allemande avance, plus elle peine à assurer son ravitaillement, notamment en artillerie. Par ailleurs, le commandement n'a pas su définir rapidement des axes de poursuite. Surtout, l'énergie retrouvée des Italiens change radicalement la situation. Ce que nous pourrions appeler l'« esprit de la Piave » remplace le « syndrome de Caporetto », ce que résume l'écrivain Curzio Malaparte dans *Viva Caporetto* : « Vive la guerre, Vive la Patrie<sup>46</sup>. » L'humiliation subie face aux Alliés, les réputations condescendantes, voire injurieuses, toujours faciles à imposer mais

lentes à modifier, ont profondément meurtri les Italiens. Comme l'indique Giovanna Procacci, la hantise de voir se développer des revendications pacifistes évoluant dans un sens révolutionnaire, joue aussi beaucoup dans la reprise en main du moral, alors même que les causes de la défaite sont strictement militaires<sup>47</sup>. Ces éléments nourrissent aussitôt des débats mémoriaux sur une bataille, qui, partiellement compensée par la victoire de Vittorio-Veneto, n'en reste pas moins essentielle dans la mémoire meurtrie de l'Italie en guerre.

Créée dans les premiers mois de 1918, une commission d'enquête publie trois volumes de récits, de témoignages et de cartes en 1919. Une tendance de l'historiographie italienne considère aujourd'hui Caporetto comme la « désagrégation de l'image traditionnelle du fantassin chrétiennement résigné et patient<sup>48</sup> ». Mais Renzo de Felice<sup>49</sup> avait avancé une piste d'explication intéressante en travaillant sur les rumeurs du printemps 1917, – avant la bataille, donc –, insistant sur le bruit qui courait alors d'une amnistie censée intervenir dès la fin de la guerre en faveur des déserteurs et insoumis. Dans cette lecture, la panique de Caporetto marquerait l'intériorisation d'une rumeur désagrégeant la discipline militaire.

La défaite a été paradoxale puisqu'elle a permis un vrai sursaut patriotique. Caporetto a pour conséquence la plus visible de réduire au silence les opposants intérieurs à la guerre, tant à la gauche qu'à la droite de l'échiquier politique<sup>50</sup>. Dès lors se construit le mythe d'une défaite fondatrice ayant permis à la Nation de reforger son unité. Instrumentalisé par le régime mussolinien, ce mythe persiste pourtant bien au-delà.

Le 23 octobre 1917, la veille de l'attaque austro-allemande sur Caporetto, Philippe Pétain lance la bataille de la Malmaison. Voulue comme « bataille-école », ce succès tactique cesse au bout d'une semaine quand son objectif, le canal de l'Oise à l'Aisne, est atteint.

Cette offensive ne relève pas véritablement de la catégorie des hyperbatailles, mais constitue plutôt l'élément d'une thérapie voulue par Pétain pour compenser l'échec du Chemin des Dames. Après cet échec, Pétain, à la tête des armées françaises, souhaite que l'infanterie française retrouve pleinement ses capacités de combat. Des images stéréotypées continuent, aujourd'hui encore, de circuler à l'égard de la Malmaison. Présentée comme une victoire complète et « technique » sur un front limité, elle est souvent donnée comme l'exemple même de la « méthode Pétain » – une vision cependant réductrice.

Cette offensive est, il est vrai, soigneusement préparée et bénéficie de moyens importants. Après l'échec du Chemin des Dames, Pétain fixe clairement le cap : réussir des attaques aux objectifs limités en ménageant le plus possible les hommes. Pour cela, il faut substituer du matériel à des poitrines, mais en revenant symboliquement sur les lieux de l'échec d'avril 1917, comme en manière de catharsis. Onze kilomètres de front sont sélectionnés par l'état-major entre La Chapelle Sainte-Berthe et Allemant, de part et d'autre du moulin de Laffaux. Il faut obtenir « la certitude de vaincre par une écrasante supériorité en artillerie », affirme Philippe Pétain<sup>51</sup>. La densité en pièces d'artillerie est impressionnante. Tous calibres confondus, 2 429 tubes sont mis en œuvre, soit pratiquement 221 pièces au kilomètre linéaire – soit une augmentation impressionnante de 66 % par rapport à l'offensive d'avril. Les pièces ne sont rien sans leurs munitions ; là encore, les efforts logistiques et financiers sont énormes. Du 23 octobre au 3 novembre 1917, 4,850 millions d'obus de toutes natures – du 400 mm à la torpille de « Crapouillot » – sont tirés, nécessitant la rotation de 400 trains de 30 wagons chacun. Par cette seule dimension sur un laps de temps aussi limité, la Malmaison mérite le qualificatif d'hyperbataille. Sept divisions appartenant à la VI<sup>e</sup> armée du général Paul Maistre participent à l'offensive. Mais la supériorité française ne se situe pas seulement au niveau de l'artillerie puisque les Allemands n'opposent que quatre divisions de la VII<sup>e</sup>

armée du général Max von Boehn. Après l'avance des Français, les Allemands menacés sur leurs flancs se replient le 2 novembre derrière le cours de l'Ailette, perdant près de 40 000 hommes et abandonnant 11 000 prisonniers, 210 canons lourds et 750 mitrailleuses. La victoire française, qui sonne comme le signe d'une restauration d'une armée en proie au doute depuis avril est-elle pour autant aussi nette ?

Les chars français ont été engagés, en intégrant un « retour d'expérience » des combats de Berry-au-Bac, du mois d'avril. Leur action a été décisive. C'est l'apport de l'artillerie spéciale, qui permet d'emporter la décision, contrairement à Berry-au-Bac et seuls 6 chars sur 68 et 82 hommes sont perdus. Tout comme en avril, pourtant, émergent des problèmes. Le taux de panne est impressionnant. Sur 63 chars quittant les positions de départ, une vingtaine seulement ont pu jouer un rôle tactique et un quart d'entre eux ont été immobilisés par des pannes. Les pertes de l'infanterie à la Malmaison suscitent aujourd'hui encore des évaluations divergentes. Longtemps, les chiffres officiels ont évoqué quatre mille tués, pour l'ensemble des 14<sup>e</sup> et 21<sup>e</sup> corps d'armée, soit environ 8 % des effectifs engagés. Mais les services de santé avancent une estimation de vingt mille pertes, englobant blessés et disparus, du 23 octobre au 10 novembre 1917<sup>52</sup>. Récemment, Denis Rolland a comparé les pertes de la période du commandement de Robert Nivelle et de celle du commandement de Philippe Pétain de mai à novembre 1917. Pour la séquence du 15 septembre au 30 novembre 1917, qui intègre l'attaque sur la Malmaison, il décompte vingt-six mille cinq cent sept pertes – tués, blessés ou disparus<sup>53</sup>. Force est donc de relativiser la notion d'une attaque peu coûteuse en hommes. La victoire se situe sans doute sur un tout autre plan, le talent de faire-savoir de Philippe Pétain et de son entourage. Rappelons que ce général adore être entouré d'opérateurs photographiques et sait apparaître comme l'« apaiseur ».

## Les autres fronts de 1916-1917

En 1916 et 1917, deux offensives russes se déploient sur le front de l'est et représentent les ultimes efforts militaires de l'Empire. A titre anecdotique, mentionnons que ces deux attaques sont identifiées par le nom du général Broussilov qui les a commandées. Est-ce le seul point de comparaison avec l'offensive dite « Nivelles » du Chemin des Dames ? Ou le syndrome de la défaite pousse-t-il à les baptiser du nom de leur commandant en chef ?

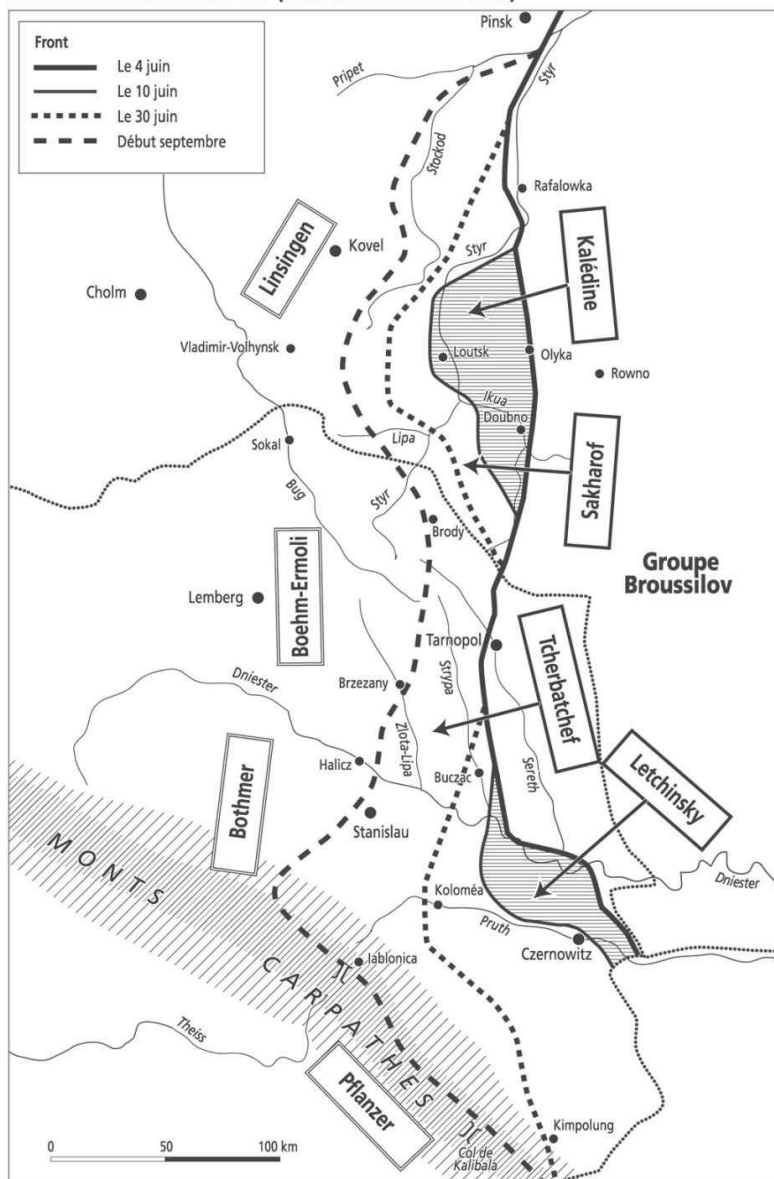
L'offensive allemande sur Verdun, qu'il convient de relier à l'effort autrichien sur le front italien, oblige les Alliés à réagir. Pour les Français et les Italiens, la Russie, tant bien que mal remise de ses revers de 1915, doit reprendre l'initiative afin de les soulager. En termes géostratégiques, la Russie doit également marquer sa reconnaissance envers la France, en souvenir de l'aide apportée en 1915. En 1916, la reconstitution des armées tsaristes, paradoxale après ses déboires de l'année précédente, impressionne sur certains registres mais inquiète sur d'autres<sup>54</sup>. Toujours fidèles à l'alliance, ses chefs acceptent de pousser l'effort en termes d'armement et de lancer une attaque conforme aux vœux des Alliés. Le 2 mars 1916, Joffre leur a demandé d'intervenir au plus vite dans l'espoir de desserrer l'étau sur Verdun. Le 15 mars 1916, les Russes se lancent sur le front balte, contre les Allemands. Les déficits en artillerie, et plus encore en couverture aérienne, conduisent à un rapide échec et à des pertes humaines impressionnantes : environ quatre-vingt mille soldats russes meurent alors « pour Verdun ».

Le 22 mai, c'est le roi d'Italie, Victor-Emmanuel, qui appelle au secours, les Autrichiens venant de bousculer ses troupes dans le Trentin. Une nouvelle opération est alors planifiée, cette fois-ci contre les Autrichiens, au sud du front. Les Français jugent positivement ce déplacement du centre de gravité de l'offensive vers le sud car, à leurs yeux, il doit entraîner la Roumanie, encore réticente à entrer en guerre aux côtés de l'Entente.

Le général Alexis Broussilov dispose de 4 armées et de 38 divisions mais affronte 4 armées austro-hongroises de 37 divisions. En outre, son infériorité en artillerie est patente. Alors que ses adversaires alignent 2 600 pièces, il ne dispose que de 1 700 canons. En revanche, Broussilov peut compter sur un allié imprévu : la mésentente qui sévit depuis plusieurs mois entre les Allemands et le commandement autrichien assuré par Conrad. De plus, la diversité ethnique des troupes austro-hongroises est immense. Si le haut commandement de la double monarchie juge fiables les hommes de culture germanique, hongroise et polonaise, il n'en va pas de même pour les éléments tchèques et slovènes dont il se méfie et qui, à ce titre, ne sont que tardivement engagés.



## 12. OFFENSIVE BROUSSILOV (4 JUIN-SEPTEMBRE 1916)



Le front d'attaque s'étend de Kovel, au nord, à la frontière roumaine, au sud. Pour compenser les lourdes pertes de 1915, les moujiks ont été recrutés en masse, sans consultation ni consentement, selon les procédures habituelles du régime tsariste. Elles forment désormais un ensemble de cent vingt-cinq divisions. Les chefs de section ayant été, comme souvent, les premières victimes des opérations de 1914 et de 1915, cent quarante-quatre écoles forment en quatre mois des aspirants<sup>55</sup>.

En amont de l'offensive russe, les efforts militaires ont été colossaux, au prix sans doute du sacrifice des civils. La production industrielle augmente à un rythme impressionnant. Entre la fin de 1915 et juin 1916, la fabrication des munitions d'artillerie du calibre 76 passe de 100 000 obus par mois à plus de 800 000. Dans le même temps, la production des cartouches d'infanterie bondit de 69 à 85 millions d'unités par mois. Les lignes du Transsibérien ont été doublées et permettent à l'Entente d'envoyer des matériels plus facilement à l'allié russe par Vladivostok. Broussilov, sachant qu'il ne dispose pas de la supériorité numérique, table sur la surprise. Il renonce à une intense préparation d'artillerie qui aurait averti l'adversaire et choisit d'attaquer sur un large front – ce qui nuance la notion « d'hyperbataille » pour le front est. Les Autrichiens ont, pour leur part, développé un système défensif élaboré sur cinq lignes emboîtées, correspondant assez bien « au système-tranchées » décrit pour le front ouest.

La première offensive Broussilov est lancée le 4 juin 1916, à un moment où la bataille de Verdun atteint son deuxième *summum*. Sur près de trois cent cinquante kilomètres de front, grâce à un mouvement d'ailes, les troupes russes bousculent les Austro-Hongrois, qui se replient en désordre ou se rendent. Les Russes prennent Loutsk, Doubno, Czernowitz et atteignent la Galicie autrichienne. Au premier jour de l'offensive, 13 000 soldats austro-hongrois sont capturés. Les unités dans lesquelles se trouvent des Slaves se rendent massivement

et accueillent les Russes en libérateurs. Après une semaine de combat, Broussilov a avancé d'une quinzaine de kilomètres et capturés 70 000 soldats ennemis, signe, pour la double monarchie, d'une catastrophe annoncée. Début juillet 1916, les Russes ont progressé d'environ cent kilomètres et capturé 350 000 soldats, amenant Vienne à appeler Berlin à la rescousse.

Mais les troupes russes connaissent des difficultés qui ne doivent rien à l'opposition de l'adversaire. Des désaccords émergent au sein de la *Stavka* et les généraux Kouropatkine et Ehvert se montrent réticents à pousser plus loin. Les Russes s'essouffent également pour des raisons endogènes. Les moyens de transport pour acheminer renforts et ravitaillement manquent cruellement. Petrograd demande à Broussilov de poursuivre l'effort en juillet et août 1916 pour répondre aux exigences des Alliés. Si les Russes entrent le 8 juillet à Delatyn, à moins de cinquante kilomètres de la frontière hongroise, ils endurent d'immenses pertes humaines, parfois évaluées à un million d'hommes. L'autre facteur décisif tient dans la réaction allemande. Craignant un effondrement massif de son allié, Falkenhayn décide d'envoyer douze divisions, péniblement rameutées du front occidental, en pleine bataille de Verdun. Mais les Autrichiens doivent acquitter un prix élevé : les Allemands tentent d'imposer que le commandement de l'ensemble du front leur soit confié. Cette solution est cependant trop humiliante pour Vienne, et un partage du front est *in fine* décidé. Si les Austro-Hongrois conservent, au moins nominalement, la direction des opérations au sud d'une ligne Lemberg-Tarnapol, le prince héritier Charles, qui commande en titre, est flanqué d'un adjoint allemand, le général Hans von Seeckt. Malgré ces remaniements, au début du mois d'août 1916, les Autrichiens sont bousculés à nouveau et la frontière hongroise est atteinte au col de Jablonica.

Sans pouvoir gagner à elle seule la guerre à l'Est, l'armée russe a remporté avec l'offensive Broussilov sa plus grande victoire. Mais elle s'y est totalement épuisée et, même s'il est délicat de le mesurer,

le découragement qui gagne la troupe, en raison notamment des efforts consentis, alimente en partie les rêves de paix qui conditionnent la révolution de 1917. Autre conséquence évidente de ces premiers succès, la Roumanie entre en guerre le 17 août 1916, après s'être vu promettre des sessions de territoires sur la Transylvanie et certains territoires bulgares. Les armées de Bucarest s'emparent facilement de la capitale de la Transylvanie, Hermannstadt (aujourd'hui Sibiu en Roumanie), dans la mesure où les Austro-Hongrois déploient peu d'énergie à la défendre.

Dernier acte de participation à la guerre de la Russie en pleine révolution, la deuxième offensive Broussilov de 1917 s'inscrit dans de toutes autres conditions. Le régime a changé et Kerenski mobilise certains ministres alliés, dont le Français Albert Thomas, pour tenter de ranimer chez les soldats russes un minimum de réflexe guerrier. Kerenski en personne prononce de nombreux discours enflammés devant les troupes. Le 1<sup>er</sup> juillet 1917, le général Broussilov, promu commandant en chef de l'ensemble des forces russes, le 4 juin précédent, lance trois armées en direction de Lemberg. L'effort principal est demandé à la VIII<sup>e</sup> armée du général Lavr Kornilov, au sud du Dniestr. Si les troupes russes, les trois premiers jours de l'offensive, connaissent quelques succès, notamment contre la III<sup>e</sup> armée autrichienne, elles se débandent avant même la contre-offensive des Centraux. Dès le 19 juillet, les forces germano-autrichiennes répliquent et drossent leur adversaire jusqu'en Bucovine. A cette date, il en est déjà pratiquement fini de l'armée russe en tant que force organisée.

Mais évoquer l'immense front oriental amène à envisager l'entrée en guerre de la Roumanie, ainsi que les opérations sur le front des Balkans. Car, le 27 août 1916, Bucarest déclare la guerre à Vienne et la situation à l'Est change radicalement.

En 1914, la position de la Roumanie est des plus inconfortables. Les Austro-Hongrois contrôlent toujours des terres qu'elle considère comme irrédentes (Bucovine, Transylvanie et Banat de Temesvar). Vaincue par les Roumains au cours de la guerre balkanique de 1913, la Bulgarie veut récupérer la rive droite du Danube. Les Alliés courtisent la Roumanie avec les yeux de Chimène car le pétrole, dont le pays est riche, devient une denrée essentielle. Mais la Russie a privé en 1877 la Roumanie de la Bessarabie, et les Roumains, réticents à entrer en guerre aux côtés de cet empire, demeurent neutres aux débuts du conflit. En outre, Ferdinand I<sup>er</sup> de Hohenzollern-Siegmaringen, roi de Roumanie, élevé à l'allemande, n'a découvert le pays qu'en 1884 et ne s'y installe véritablement qu'en 1889, quand son oncle, le roi Carol I<sup>er</sup>, sans descendant, en fait son héritier. L'opinion publique est pourtant plutôt francophile – les élites roumaines parlent alors couramment français –, ainsi que le Premier ministre Ion I. C. Bratianu et la reine Marie d'Edimbourg, petite-fille de la reine Victoria. Ces attitudes prêchent en faveur d'un engagement aux côtés des Alliés ; les succès de l'offensive Broussilov achèvent de convaincre les dirigeants roumains. Pourtant, un parti proallemand se groupe autour du ministre Petre Carp (1837-1919), un Moldave qui a fait ses études en Allemagne et pousse au rapprochement avec les Empires centraux. Le 17 août 1916, les conventions politiques et militaires entre Alliés et Roumains sont signées. Le 29 août, l'Allemagne déclare la guerre à la Roumanie, suivie, le 30 août, par la Turquie.

Le plan roumain d'entrée en guerre a été bien suivi et analysé par Jean-Noël Grandhomme à travers sa biographie du général Berthelot<sup>56</sup>, qui commande la mission militaire française en Roumanie à partir de septembre 1916. Assez vite, en effet, les événements se précipitent. Forte de vingt-cinq divisions et de quatre cent quarante mille combattants, l'armée roumaine est instruite à l'allemande mais n'en a pas les capacités opérationnelles, faute d'artillerie ou de

munitions. De plus, les plans pâtissent d'emblée d'une faiblesse conceptuelle puisqu'ils suggèrent de marcher sur Budapest en laissant Bucarest sans protection. Les soldats de Ferdinand I<sup>er</sup> entrent en Hongrie sans résistance, les troupes de la double monarchie se repliant. Par ailleurs, Falkenhayn, limogé, est remplacé par le binôme Ludendorff-Hindenburg qui envoie immédiatement des troupes prélevées en Courlande, en Italie et sur le front ouest pour renforcer l'allié autrichien. Les troupes roumaines ont alors fort à faire face à des troupes largement aguerries et s'effondrent. Le 1<sup>er</sup> septembre 1916, éclate un événement imprévu : la Bulgarie déclare la guerre à la Roumanie. Dès le 6 septembre, trente mille soldats roumains de la 17<sup>e</sup> division sont capturés dans la ville de Turtucaia sur le Danube. Les Roumains renoncent dès lors à leur offensive en Transylvanie. Le 21 septembre, Falkenhayn passe à l'attaque et rejette les Roumains sur la frontière des Carpates. En revanche, la II<sup>e</sup> armée roumaine du général Alexandru Averescu résiste victorieusement aux Allemands autour du col de la Tour-Rouge, malgré les performances à plus de deux mille mètres d'altitude de l'*Alpenkorps* allemand, au sein duquel combat notamment le jeune Erwin Rommel. Les Russes étant incapables d'acheminer des renforts envers l'allié roumain, les Allemands reprennent l'offensive à compter du 19 octobre 1916 et franchissent le Danube le 23 novembre. A partir du 2 décembre, l'offensive allemande emporte tout sur son passage. Bucarest est évacuée sans combat, à la suite d'une négociation entre les Roumains et Falkenhayn, preuve que la totalisation de la guerre est, somme toute, partielle. Les Roumains se retirent en relativement bon ordre mais procèdent à des destructions industrielles, notamment dans la zone pétrolière de Ploiesti. Le gouvernement roumain s'installe à Iasi. L'entrée en guerre de Bucarest avait suscité de grands espoirs chez les Alliés ; elle se solde par une déception militaire. Les Français envoient une mission dirigée par le général Berthelot et composée d'officiers qui servent de conseillers aux officiers roumains<sup>57</sup>.

Mais c'est en 1917 que la Roumanie connaît son hyperbataille. Les Français ont accepté de renforcer leur dispositif en envoyant plus de 500 canons, 92 avions et 37 pilotes, mais aussi des armes d'infanterie et une masse d'équipements. Les Roumains sont en position d'attaquer dans les Carpates, à partir du 22 juillet 1917. Le succès de cette offensive conduite par le général Avarescu est menacé par la défection de la IV<sup>e</sup> armée russe touchée par le défaitisme révolutionnaire. Réagissant avec célérité, le général August von Mackensen comprend la situation et passe à l'attaque sur Marasesti avec la XIV<sup>e</sup> armée. Durant une quinzaine de jours, les combats font rage. « Je suis dans le petit Verdun roumain », affirme alors un officier français de la mission Berthelot<sup>58</sup>. Il est vrai que la lutte est acharnée. Le général Popescu lance même deux régiments à l'arme blanche dans la forêt de Razoare. Sans revêtir les dimensions de Verdun, la bataille de Marasesti révèle surtout la renaissance de l'armée roumaine, sous l'influence de la mission française. La fierté nationale est restaurée, ce que l'adversaire reconnaît. « Les Roumains se sont relevés de leur défaite, et leurs troupes, grâce à l'aide de Français et d'Anglais, sont à nouveau bien équipées et organisées<sup>59</sup>. » Mais un officier allemand, fait prisonnier le 7 août, trahit le fond de la pensée de ses troupes : « Nous voulions attaquer les Russes et nous avons trouvé les Français<sup>60</sup>. »

Pourtant, la situation se retourne rapidement du fait de la déliquescence des armées russes dont certaines concluent, dès novembre 1917 des armistices locaux. « On joue aux cartes avec l'ennemi dans les tranchées allemandes ou autrichiennes. On s'embrasse, on partage alcool et cigarettes<sup>61</sup>. » Les troupes russes de Roumanie commettent leurs premières exactions contre leurs officiers. Les comités de soldats menacent, arrêtent, puis, de plus en plus, exécutent des officiers, dont plusieurs se réfugient auprès de la mission Berthelot. Du fait de la défection russe, les Roumains sont

contraints de signer l'armistice de Foczani avec le général allemand Kurt von Morgen. Le roi Ferdinand a obtenu des Allemands que la mission française de Berthelot puisse regagner la France, ce qu'elle fait en transitant par Mourmansk. Avec la fin de la guerre pour les Russes en révolution, les Roumains entrent en Bessarabie le 23 janvier 1918 à l'appel de la République moldave proclamée le 2 décembre 1917. Bucarest concrétise ainsi un vieux rêve : réintégrer la Moldavie dans son giron, alors qu'elle avait été victime depuis 1812 de la russification.

Sur le front des Balkans, la guerre d'usure succède dès 1915 aux grandes batailles. Ses modalités renouent avec les conflits anciens. Ainsi, les maladies provoquent des ravages dans la troupe. De plus, les divergences de stratégie divisent, dès la fin de l'année 1916, les Alliés. Les Italiens tournent leur regard vers l'Albanie et les Anglais vers le Proche-Orient. Ayant connu précocement des commandements proches de la sphère politique en administration centrale, le général Maurice Sarrail se comporte en régent et se prend pour un grand politique. Chouchou de la Gauche républicaine<sup>62</sup>, ses options idéologiques<sup>63</sup> lui ont valu son grade de colonel en 1905 et son généralat en 1907. Débarqué de la tête de la III<sup>e</sup> armée d'Argonne à l'été de 1915, placé à la tête de l'armée de Salonique, il ne commande pas moins de vingt-trois divisions.

Les opérations militaires s'engagent en février 1917 dans de difficiles combats de montagne à près de deux mille mètres. Les Alliés conquièrent la région située au sud du lac d'Ochrida mais, face à la résistance des Austro-Hongrois, Sarrail arrête l'offensive le 23 mai sur le front de Macédoine. Cette période est surtout marquée par la fin de la crise grecque. Le roi Constantin prétend maintenir son pays dans une stricte neutralité qui s'apparente de plus en plus à une politique agressive à l'égard des Alliés. Il fait par exemple mouiller des mines dans l'isthme de Corinthe afin de gêner leurs bâtiments.



Appuyés sur un corps expéditionnaire en majeure partie français, mais qui compte aussi un millier de soldats russes et quelques centaines de Britanniques, les Alliés remettent un ultimatum à Athènes exigeant l'abdication du roi. Du coup, la Grèce déclare la guerre à l'Allemagne le 30 juin 1917. Eleuthérios Venizélos devient l'homme fort de la Grèce pour quelques années. Au plan militaire, les reproches se multiplient à l'encontre de Sarrail, qui commande de manière cassante et se trouve en mauvais termes avec les Alliés. Après l'arrivée de Georges Clemenceau au pouvoir, il est remplacé par le général Adolphe Guillaumat le 14 décembre 1917. C'est ce dernier qui prépare la grande offensive de Macédoine dont la responsabilité opérationnelle revient à son successeur Louis Franchet d'Esperey.

Si la notion d'« hyperbataille » au Moyen-Orient et en Afrique ne répond bien entendu pas aux mêmes canons que sur le front ouest, l'année 1917 n'en connaît pas moins une densification des combats. Si les formes de lutte rappellent les combats de la conquête coloniale et ne mobilisent que des effectifs relativement modestes, des matériels lourds sont cependant utilisés et la montée en intensité est incontestable.



Le Proche-Orient est essentiellement le champ de manœuvre des Anglais, mais les Français affirment leur présence militaire et politique au travers de la mission du colonel Brémont pour frapper l'Empire ottoman sur son flanc, mais également avancer des pions pour l'après-guerre. Le golfe Persique et la Mésopotamie sont reconnus comme zone d'obédience britannique par les accords Sykes-Picot de 1916. Les Anglais décident donc d'envoyer une masse considérable de soldats afin de s'attaquer à la garnison turque de Kut el-Amara, sur le cours du Tigre, tombée le 29 avril 1916 aux mains des Ottomans, bien conseillés par les Allemands, après un siège de cinq mois. Le général Frederik Maude dispose de plus de quatre-vingt-quinze mille combattants pour venir à bout de dix-huit mille Turcs. Ces derniers parviennent à évacuer la ville juste avant l'encerclement complet de leurs forces, le 14 février 1917. Maude pousse alors jusqu'à Bagdad à cent soixante kilomètres plus au nord-ouest. En entrant dans la ville, le 11 mars 1917, il affiche clairement les ambitions politiques de la Couronne en promettant d'établir un gouvernement national irakien dès que la guerre sera terminée. Le général britannique lance ensuite des attaques le long du Tigre et de l'Euphrate, les deux fleuves majeurs de la région. Le 2 avril 1917, ses troupes ont pris contact avec les divisions russes de Perse, qui, dans le contexte révolutionnaire de l'époque, font preuve d'un faible mordant. Le front russo-turc de Perse cesse quasiment d'exister et, le 7 décembre 1917, un armistice signé entre les bolcheviks et Istanbul vient le neutraliser définitivement. Les Britanniques veulent alors pousser leur avantage. La disparition du vieil adversaire russe constitue pour eux une aubaine. Ils progressent sur l'Euphrate et le Tigre et s'approchent de Mossoul. Le décès du général Maude de typhus, le 18 novembre 1917, ne modifie guère la donne, bien au contraire. Son successeur, le général Guillaume Raine Marshall, qui commande sur l'ensemble du front du Moyen-Orient, obtient des renforts, preuve que Londres attache la plus grande importance à cette

région, bien éloignée de la Somme mais qui représente à ses yeux un enjeu autrement plus important. D'autant plus que les Turcs n'admettent pas la chute de Bagdad et rassemblent quatre-vingt-dix mille hommes pour tenter d'y revenir. Les Allemands ne sont pas en reste et le général Falkenhayn, déconsidéré par l'échec de Verdun, est dépêché, à la demande d'Istanbul, pour diriger un « haut commandement du Proche-Orient » qui comprend un état-major allemand fort d'une soixantaine d'officiers. Les Allemands envoient également un corps symbolique de six mille hommes pour combattre aux côtés des Turcs.

Cela dit, les Allemands considèrent la reprise de Bagdad comme un objectif secondaire au regard de l'offensive britannique en Palestine. En janvier 1917, les Britanniques échouent devant la ligne de résistance développée par le général allemand Friedrich Kress von Kressenstein entre Beersheba et Gaza. Face à ces échecs, les Anglais veulent en finir avec la Palestine ottomane. Ils envoient deux cent mille hommes au général Edmund Allenby, qui remplace Guillaume Marshall, et lui ordonnent de progresser méthodiquement vers le nord. En mai, Thomas Lawrence, qui a réussi à soulever les Bédouins de Fayçal et du chérif Abdullah, prend lui-même la tête d'une force de deux mille cavaliers arabes et enlève Akaba le 5 juillet, après un périple de mille cinq cents kilomètres. Aussitôt, il rentre au Caire pour faire connaître son exploit au haut-commissaire britannique sur place, Sir Reginald Wingate. Sachant plus que jamais assurer sa propre promotion, Lawrence obtient carte blanche. Désormais, il n'a de comptes à rendre qu'au seul haut-commissaire et s'affranchit de toute hiérarchie militaire. Lorsque le général Allenby lui demande le 15 octobre 1917 de relancer la révolte arabe au moment où il compte déclencher son offensive, Lawrence tergiverse et privilégie les enjeux politiques sur les enjeux militaires. Tout au plus consent-il à déployer un commando chargé de faire sauter l'important viaduc de Yarmouk, situé à l'est de Nazareth sur la ligne ferroviaire Amman-Alep.

Le 27 octobre 1917, Allenby passe à l'offensive avec de gros moyens. Plus de cinq cents pièces sont réunies, ainsi que des tanks Mark II et une importante aviation, tandis que les canons de marine d'une flotte anglo-française mouillée au large de Gaza soutiennent l'attaque. Constatons que deux des principaux protagonistes de ces opérations, le major von Papen – futur chancelier allemand – et le général Allenby arrivent tout droit des combats d'Artois. Ils importent des procédés de combat qui sont ceux du front occidental, même s'ils disposent de moyens inférieurs. Très violente, la préparation d'artillerie détruit largement Gaza et Beersheba dont s'emparent les Britanniques. Le 9 novembre, les Turcs se replient alors à une quarantaine de kilomètres au sud de Jérusalem que les Germano-Turcs se décident à abandonner sans combat, sans doute pour ne pas risquer de faire de la ville sainte de trois religions un lieu d'affrontement. Liman von Sanders, qui remplace alors Falkenhayn, replie donc ses troupes au nord de Jérusalem dans laquelle les premières troupes britanniques entrent le 9 décembre 1917. Le 11 décembre, Allenby – mais aussi le major Thomas Lawrence –, François Georges-Picot, présent au Caire depuis 1915, et le colonel Piépape, chef du détachement français de Palestine, arrivent conjointement en Palestine, préfigurant le partage territorial de l'après-guerre sous mandat de la SDN. Cette affaire laisse cependant des marques : Français et Italiens se sentent marginalisés par les Britanniques.

Car c'est bien en termes diplomatiques que la Palestine s'impose dans la guerre. Si la geste de Thomas Lawrence est bien connue, d'autant plus qu'elle a été magnifiée, voire mythifiée par le cinéma, d'autres puissances s'intéressent à la région. En juin 1916, un mois après le début de la révolte arabe contre l'Empire ottoman, les Britanniques, par le truchement du colonel Sir Mark Sykes, prennent nettement position : « nous devons nous montrer pro-Arabs, favoriser le renouveau de la culture, de la langue et de la race arabe<sup>64</sup> ». Les Allemands ne sont pas en reste. Placée sous le commandement du

major von Stotzingen, une mission composée de quelques officiers-experts (ethnologues, linguistes et officiers de transmission) parcourt le Hedjaz jusqu'au début du mois d'août 1916. Bien qu'il demeure aujourd'hui encore opaque, son but consistait vraisemblablement à installer une station de radio permettant de communiquer avec les troupes du général von Lettow-Vornek en Afrique orientale tout en alimentant une propagande anti-anglaise dans les territoires musulmans. Comment les Français pourraient-ils, dès lors, se désintéresser de la question ? En comité secret du 22 juin 1916, Aristide Briand annonce aux députés que « les Arabes, ayant le Chérif à leur tête, se sont dressés contre les Turcs et ont proclamé leur indépendance ». Les Anglais, pour ne pas sembler manipuler totalement l'opération, demandent le concours des Français qui s'empressent d'acquiescer. Paris tient en effet à garder une influence dans la région syrienne tout en retenant des troupes turques. Reprenant une thématique empruntée au Second Empire, la république anticléricale se présente aussi comme la protectrice des lieux saints de la chrétienté et de l'islam. A partir du 5 août 1916, une mission militaro-religieuse est envoyée à Djeddah. La dimension religieuse est prise en charge par le Marocain Kaddour Ben Ghabrit désigné par le ministère des Affaires étrangères<sup>65</sup>. Il doit notamment encadrer six cents pèlerins en provenance d'Afrique du Nord vers La Mecque. La mission est placée sous les ordres du colonel Edouard Brémond, arabophone et bon connaisseur des questions musulmanes en Afrique du Nord, qui a été un temps détaché auprès du sultan du Maroc pour organiser les forces chérifiennes. La mission Brémond fluctue entre mille cent cinquante-trois officiers, sous-officiers et hommes de troupe en janvier 1917 et six cent quatre-vingt-quatorze hommes au 1<sup>er</sup> octobre 1918. Numériquement plus importante que l'entourage de Thomas Lawrence, elle est dotée de deux batteries d'artillerie, d'une compagnie mixte de sapeurs-mineurs et de télégraphistes. Mais un obstacle de taille se dresse. Alors que les effectifs militaires auraient

dû être composés « exclusivement d'officiers indigènes musulmans<sup>66</sup> », la ressource manque cruellement, notamment en officiers spécialistes. Surtout, la mission met du temps à prendre son essor, les Anglais multipliant les embûches. Pourtant, des officiers d'exception, à tous les sens du terme, composent la mission du colonel Brémont. Parmi eux se trouve le lieutenant-colonel Cherif Cadi, Algérien ayant pu accéder par le système des bourses à l'Ecole polytechnique. Devenu citoyen français, il assume sa double condition d'officier français et d'Algérien musulman. Le capitaine Rosario Pisani participe aux côtés de Thomas Lawrence à une expédition vers le Nord. Le capitaine Mohammed Ould Ali Raho est lui aussi connu de Lawrence et ce dernier lui rend hommage en termes flatteurs : « [Il] possède l'entière confiance de l'émir Abd-Alla et s'est acquis dans tout le Hedjaz une grande réputation de courage et de science militaire<sup>67</sup>. » Les Hachémites constatent qu'un musulman peut devenir officier dans l'armée française et Aziz Bey s'en ouvre à un médecin de la mission militaire française, qui

« n'a rien vu de tel dans l'armée italienne en Tripolitaine, ni dans les troupes égyptiennes, où un Anglais ne peut être qu'officier supérieur, tandis qu'un commandant égyptien cédera le pas à un lieutenant de l'armée britannique<sup>68</sup> ».

A l'époque, l'armée française est en effet moins tributaire d'une vision raciale que ses homologues. La mission Brémont, clairement politique, cherche à être un agent d'influence. Pourtant, par réductions budgétaires successives de la Chambre des députés, son financement est réduit à sa plus simple expression. Comme souvent, les Français ne se dotent pas des moyens de leurs ambitions. Obnubilé par le seul front du nord-est, le Grand Quartier Général français ne voit pas l'intérêt de financer le plus largement possible la mission du colonel Brémont. Le monde politique partage la même cécité. La mauvaise volonté des Britanniques, peu enclins à partager le Proche-Orient avec

les Français, fait le reste, ce que rapporte le lieutenant de Saint-Quentin, le 20 août 1917, en évoquant l'arrivée de soldats français à Akaba :

« On peut être certain que le major Lawrence les a vus arriver sans plaisir et qu'il fera son possible pour les empêcher de quitter la côte. Il est en effet, sans mesquinerie, mais avec autant de résolution que de franchise, hostile à toute action française en Arabie, Syrie et Palestine. Son opposition est d'autant plus nette qu'il croit sincèrement la fonder non pas sur les anciennes rivalités de missionnaires et d'archéologues, où il l'a puisée, mais sur les intérêts supérieurs de la race arabe<sup>69</sup>. »

En novembre 1917, les troupes du colonel Brémont sont placées sous commandement anglo-chérifien. Brémont ne sera jamais le Lawrence français ; il n'aura pas, non plus, son David Lean pour le magnifier.

Ces dissensions franco-britanniques permettent de soulever un problème important, souvent identifié sur des fronts très différents, mais auquel les Alliés se sont bien gardés de répondre avant d'y être contraints par la crise militaire du printemps de 1918. La question est celle d'un éventuel commandement interallié permettant à un seul général et à son état-major d'avoir un regard d'ensemble sur les opérations. L'enjeu d'un commandement unifié, si ce n'est unique, est évoqué dès la bataille de la Marne de 1914, mais les Anglais de French ne veulent pas entendre parler d'un coordonnateur français. La question se pose d'ailleurs aussi à l'égard des Belges une fois que la quasi-totalité de leur territoire est occupée. Elle se repose à nouveau en 1915, pour coordonner les offensives de l'année, et commence à être évoquée en décembre à la conférence de Chantilly. Joffre a bien un regard interallié, mais les Britanniques, comme les Italiens, sur le front de l'ouest, tiennent à leur indépendance. Les préparatifs de l'offensive de la Somme sont émaillés également de différends entre



Français et Anglais sur la répartition des missions aussi bien que sur les buts à atteindre. Ces différends se retrouvent lors de l'offensive de printemps de 1917. Or, les dissensions sont complexes, car elles sont loin de se réduire à une simple opposition entre Britanniques et Français. Lors de la crise de l'offensive du Chemin des Dames, Lloyd George a tendance à soutenir Robert Nivelle contre Douglas Haig par exemple. Il faut le coup de massue de la percée allemande de mars 1918 et la contrainte des événements pour que les Alliés occidentaux en arrivent à créer un commandement unique confié à Ferdinand Foch, même si subsistent des réticences.

## Les opérations navales

Sur mer, l'année 1916 est également marquée par la seule bataille d'envergure de toute la guerre. En janvier 1916, malade, l'amiral Hugo von Pohl, qui commande la flotte de haute mer allemande, renonce à ses fonctions et meurt peu de temps après, le 25 février 1916. Contrairement à son prédécesseur, son successeur, l'amiral Reinhard Scheer, ne souhaite pas garder son bel outil de guerre à l'abri de ses bases, mais l'utiliser pour battre l'ennemi anglais. Pour ce faire, il élabore une stratégie à double effet. D'une part, il entend harceler les ports britanniques à l'aide de sous-marins en coulant les bâtiments au moment où ils appareillent. D'autre part, il lance en haute mer des croiseurs chargés d'attirer les grands navires de ligne britannique sur les cuirassés allemands. Cette stratégie a des visées de politique intérieure. Avec von Tirpitz, Reinhard Scheer a été l'un des créateurs de la *Hochseeflotte*. S'inscrivant dans une réaction corporative classique de lutte entre « terriens » et « marins », il souhaite que « son » outil, qui a coûté fort cher au Reich, soit présent au jour de la victoire. Et, le 23 février 1916, Guillaume II l'autorise à mener les actions qu'il souhaite.

Après avoir envisagé plusieurs scénarios, il imagine une forme de défilé des unités allemandes remontant le Jutland et se dirigeant le

long de la côte norvégienne, afin, par provocation, d'attirer tout ou partie des fleurons de la *Royal Navy*. Le 31 mai 1916, sa flotte quitte Wilhelmshaven<sup>70</sup>. Seize dreadnoughts, 6 cuirassés, 9 croiseurs et 62 torpilleurs cinglent plein nord. Mais l'amiral Jellicoe a également pris la mer la veille, car des renseignements ont filtré. Sa flotte comprend alors 151 unités dont 24 dreadnoughts, 9 croiseurs de bataille, 7 croiseurs cuirassés et plus de 74 destroyers. Depuis quelque temps, Jellicoe est sur la sellette : l'opinion publique n'admet pas que la flotte ne parvienne pas à empêcher les raids de sous-marins ennemis sur l'embouchure de quelques fleuves côtiers de l'archipel britannique. Tout comme Scheer, il a besoin d'une victoire. Le 31 mai, à 14 h 30, les avant-gardes des deux flottes entrent en contact. Les Allemands prennent le dessus et coulent l'*Indefatigable* et le *Queen Mary*, tandis que plusieurs navires allemands sont touchés. Le gros de l'escadre de Scheer se rapproche alors de l'amiral Beatty, qui cherche à attirer les navires allemands vers les pièces de 381 mm de Jellicoe. Mais les composantes de la force navale britannique manœuvrent en ordre dispersé : l'amiral Horace Hood recherche Beatty, tandis que l'amiral Robert Arbuthnot engage ses forces sans liens avec les autres chefs. A partir de 18 h 15, pourtant, Jellicoe reprend le contrôle de la situation et regroupe sa flotte en un seul ensemble. Mesurant la gravité de la situation Scheer décide la retraite générale au prix d'une prouesse technique, chaque unité virant à lof pour lof vers le sud-ouest. Ce repli n'en reste pas moins dangereux pour les Anglais. L'*Invincible* est touché et les obus allemands tuent l'amiral Hood. Considérant qu'il s'est peut-être retiré un peu trop rapidement, Scheer décide de reprendre le combat. Il tombe sur le centre du dispositif anglais, et quatre croiseurs de bataille ainsi que des torpilleurs lancent une ultime charge contre Jellicoe qui s'écarte puis revient ; mais les navires allemands se sont entre-temps esquivés derrière un épais rideau de fumée et regagnent leurs bases.

Qui a gagné la bataille du Jutland-Skagerrak<sup>71</sup> ? Depuis le 1<sup>er</sup> juin 1916, les polémiques n'ont jamais cessé. Si l'on considère que la victoire appartient au dernier présent sur le champ de bataille, les Britanniques ont gagné. Mais la victoire tactique se situe du côté allemand qui bénéficie d'une meilleure coordination des efforts ; de même, ce sont bien les Allemands qui conservent l'initiative, même dans la retraite ; et le bilan avantage le Reich qui ne perd « que » 2 551 tués et 507 blessés contre 6 094 morts, 674 blessés et 177 prisonniers pour leurs adversaires. Côté britannique, 112 000 tonnes ont été envoyées par le fond contre 60 000 tonnes côté allemand. Plus encore, Scheer a prouvé qu'il pouvait porter de rudes coups à la première puissance navale mondiale. Il s'agit, dans le même temps, d'une victoire incomplète dans la mesure où Scheer souhaite avant tout préserver l'essentiel de ses forces en évitant d'affronter le gros de la flotte adverse. En Angleterre, la polémique porte, dès l'époque, sur les hommes et leurs responsabilités, et notamment sur l'attitude timorée de Jellicoe. L'amiral Beatty n'a pas été le dernier à affirmer que son supérieur avait manqué une belle occasion de détruire l'adversaire. Devenu *First Sea Lord*, Jellicoe lui laisse sa place à la tête de la Grande Flotte. Winston Churchill, dont on sait les formules parfois assassines, aurait affirmé que Jellicoe était le seul homme capable de perdre la guerre en un après-midi. Ses partisans, dans les années 1925, déplacent le curseur en rendant Beatty responsable du revers britannique. Ce dernier a, il est vrai, commis des erreurs majeures en n'informant pratiquement jamais son supérieur de ses positions. La plupart des pertes importantes frappent d'ailleurs l'escadre de Beatty. La fin véritable de la bataille se situe sans doute le 4 juillet 1916, lorsque l'amiral Scheer écrit à l'empereur Guillaume II :

« il ne peut y avoir aucun doute que l'issue la plus heureuse même d'une bataille navale ne forcera pas l'Angleterre à conclure la paix [...]

ce résultat qui ne peut être atteint qu'en consacrant l'arme sous-marine à la lutte contre le commerce britannique ».

Ainsi, l'homme même qui voulait que la marine de surface participe à la victoire se replie sur le choix de la guerre sous-marine à outrance. Il s'agit bien d'un aveu d'impuissance, à tout le moins d'une reconnaissance implicite de défaite. Quoi qu'il en soit, la *Hochseeflotte* ne sort pratiquement plus de ses bases, à l'exception d'une ultime tentative en août 1916.

Au total, la bataille du Jutland-Skagerrak constitue bien une hyperbataille. Seul véritable grand affrontement de la Grande Guerre, elle signe la confrontation de deux doctrines issues des années 1890. Les Anglais privilégient la vitesse et la puissance de tir de leurs canons, tandis que les Allemands choisissent la protection et les lourds blindages de leurs navires. Cette bataille consacre également la fin d'un mythe né à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle sur la puissance absolue de la force navale et notamment des dreadnoughts. Ainsi les représentations de la bataille navale ont-elles vieilli, tout comme les représentations de la bataille terrestre avaient été invalidées en quelques semaines en août 1914. Elle provoque proportionnellement des pertes aussi considérables. Équivalent maritime de la « bataille décisive » chère à Clausewitz, elle n'a cependant pas été poussée à son terme de peur de détruire les lourds investissements consentis durant la course aux armements navals de la dernière décennie du XIX<sup>e</sup> siècle.

Limitée dans le temps, la bataille du Jutland-Skagerrak n'offre guère l'opportunité de questionner la motivation des combattants.

Directement confrontés à la puissance destructrice de chacun des adversaires, sur le front occidental mais également sur les fronts balkaniques et orientaux, les soldats de la « ligne de feu » eurent en revanche largement le temps de s'interroger.



## 6

# **Hommes à la peine dans la tourmente des hyperbatailles**

Les hyperbatailles ne le sont pas uniquement par la dimension industrielle qu'elles revêtent. Pour les hommes de la ligne de feu, elles constituent les pentes d'un Golgotha dont beaucoup ne redescendent pas. Quel que soit le front concerné et le camp, leur expérience du combat, de la blessure ou de la mort alimente des questions récurrentes. Les hommes souffrent de traumatismes nombreux, s'interrogent sur le sens du combat, réagissent avec leurs tripes tout autant qu'avec leur esprit, se réfugiant dans des attitudes de sauvegarde afin de durer. Les hyperbatailles questionnent aussi l'historien sur le niveau de perception et de vécu de la guerre. Batailles statiques, terribles boules de feu sur les premières et secondes lignes pour les fantassins, elles se font travail, métier, cadences à tenir pour les artilleurs et pour les multiples autres troupes de plus en plus nombreuses au fur et à mesure que l'on avance dans la guerre, dont le rôle consiste à alimenter la bataille, sans être directement exposées aux combats. Pour les régiments d'infanterie, les hyperbatailles sont souffrance et mise en danger de sa vie. Pour le front arrière, elles sont un rythme de coups de canon à tenir, protection à prendre contre les obus de l'adversaire, tandis que pour les arrières-fronts, elles se font canevas de tir, comptabilité d'obus, de blessés ou

de rations. Il y a ceux qui font leur devoir en exposant leur corps au risque permanent du champ de bataille et ceux qui, tout en faisant la guerre, ne font pas tout à fait la même que celle des soldats de la ligne de feu. Cette dichotomie n'est pas assez fréquemment mise en avant.

## **Les classiques du discours combattant**

Le discours des poilus tient à des points essentiels qui alimentent la mémoire combattante après la fin de la Grande Guerre.

Toutes ces batailles sont marquées par les temps de combats et plus encore par l'attente pleine d'angoisse.

Le sous-lieutenant Raymond Jubert, tué près de Douaumont, en août 1917, a bien décrit la fatalité qui s'attache au sort du fantassin de Verdun ou d'autres hyperbatailles.

« Le fantassin n'a d'autre mérite qu'à se faire écraser ; il meurt sans gloire, sans un élan du cœur, au fond d'un trou, et loin de tout témoin. S'il monte à l'assaut, il n'a d'autre rôle que d'être le porte-fanion qui marque la zone de supériorité de l'artillerie ; toute sa gloire se réduit à reconnaître et à affirmer le mérite des canonniers<sup>1</sup>. »

L'assaut demande des efforts surhumains.

« Je me dresse, crie de toutes mes forces : “En avant !” et cours à toutes jambes, tête baissée, sans regarder devant moi, au milieu des balles qui claquent à mes oreilles. Ma section me suit dans un tintamarre de gamelles et de bidons heurtés par les fourreaux de baïonnettes. Hors d'haleine, je me jette par terre en pleine course et chacun m'imité<sup>2</sup>. »

Le contact avec l'ennemi est forcément brutal, comme Dominik Richert le décrit lors d'un assaut contre les Russes au début de l'année 1917 :

« Vers le soir, on reçut l'ordre de préparer l'assaut. Chacun d'entre nous devait accrocher trois grenades à main au ceinturon et planter sa baïonnette au canon [...]. Tous nous avons grimpé hors de la tranchée en courant à travers les barbelés, en direction des Russes, aussi vite que nous le permettait la neige épaisse et gelée. Lorsqu'on s'approcha de la tranchée ennemie, l'artillerie allemande recula son tir, tandis qu'à droite et à gauche des obus s'abattaient sur les positions ennemies pour les empêcher de nous prendre de flanc. Arrivés à la tranchée russe, nous avons jeté quelques grenades à main avant d'y sauter. Les quelques Russes qui occupaient la tranchée furent totalement surpris. Quelques-uns se défendirent. De notre côté, deux hommes furent tués et trois autres blessés<sup>3</sup>. »

Repousser l'assaut ennemi constitue un autre moment de *climax*, même si, dans les lettres à leurs familles, les soldats ont tendance à dissimuler les risques réels en minorant leurs propos. Quelques semaines avant d'être tué devant Verdun, Germain Cuzacq, le 30 juin 1916, écrit en termes pudiques à sa femme :

« les Boches ont tenté de nous attaquer sur le front de notre cinquième bataillon ; nous avons pris les emplacements de combat ; ils avaient auparavant très violemment bombardé nos tranchées, mais cette fois-ci, ils n'ont pas réussi<sup>4</sup> ».

Et surtout, subir..., subir le feu d'artillerie qui désespère car le soldat ne peut lui opposer que le fatalisme et l'attitude de l'autruche.

« Les explosions de leurs obus se succèdent sans arrêt sur le bois et notre artillerie ne tire pas. Par moments, mes mains tremblent ; les villages et les collines semblent se resserrer comme pour nous écraser<sup>5</sup>. »

Les conditions matérielles sont terribles dans les tranchées. Tour à tour, la boue, le froid, l'eau ou au contraire la chaleur et la poussière sont des ennemis quotidiens et bien décrits. La vermine qui grouille et



dont le soldat ne peut se débarrasser qu'une fois redescendu dans les villages de l'arrière-front, sont des moments qu'il faut subir avec distanciation, sous peine de perdre raison.

La détresse humaine atteint des sommets. Jean-Julien Weber note :

« les tranchées (boyaux) n'offraient pas une image très intéressante. Des cadavres sur tout le chemin, français et ennemis. Une boue épaisse commençait à les recouvrir. On les piétinait forcément. Dans un coin d'un boyau, neuf Français du 9<sup>e</sup> gisaient l'un sur l'autre, tués par une mitrailleuse. Devant mon poste, un de nos sergents et deux hommes bouchaient le passage. C'était atroce. La nuit, il gela. Les cadavres furent pris dans la boue et on ne put les en détacher. Ce n'est que plus tard qu'on parvint à les en décrotter<sup>6</sup> ».

La solidarité des « pauvres couillons du front » entre eux est réelle. L'homme de corvée qui prend des risques considérables pour ramener aux copains le « jus » et le « singe » est une image qui relève, certes, d'un certain nombre de *topoi* du front, mais elle n'en demeure pas moins une réalité du monde du feu, de même que sont aussi attestés des comportements d'héroïsme gratuit pour sauver un camarade ou un chef. Une véritable sociabilité du monde du feu se construit dans les tranchées. Elle relève largement de la camaraderie militaire qui est de toutes les époques et qui constitue une référence culturelle essentielle à la société militaire<sup>7</sup>.

Par-delà ces images, tout à la fois vraies mais réductrices, une dimension n'a que très rarement été abordée par les historiens, celle des perceptions différentes de l'acte guerrier lui-même en fonction de la place sur le front, mais surtout en fonction des discours-sources qui nous sont parvenus.

Un exemple concret suffira à faire comprendre la difficulté méthodologique que nous voulons suggérer. Le 5 mai 1917, les Français apprennent par un officier allemand fait prisonnier que les pentes du mont Cornillet, à l'est de Reims, sont percées de trois

tunnels, qui permettent d'abriter trois bataillons. Dans la nuit du 9 au 20 mai, l'objectif est « traité » par les artilleurs français, aidés dans la mise au point de leurs tirs par des reconnaissances aériennes et par la vapeur d'eau sortant des bouches d'aération des tunnels. Cent soixante-seize pièces françaises de tout calibre tirent huit mille obus sur les entrées des tunnels, dont un canon de 400 mm sur rails tirant depuis le camp de Châlons. La pièce de 400 tire 18 coups de réglage et 18 coups d'efficacité. Ce n'est que le 21 mai que les fantassins français allaient pouvoir se rendre compte des dégâts occasionnés, en s'emparant des pentes du Cornillet. Le médecin-major du 1<sup>er</sup> zouaves pénètre avec trois autres soldats dans la galerie centrale, partiellement obstruée. Sur une trentaine de mètres, les cadavres allemands s'entassent sur plusieurs épaisseurs. Pour les artilleurs de la pièce de 400, la guerre se fait abstraite, sans autre menace qu'aérienne, qui n'a pas encore la puissance de celle de la Seconde Guerre mondiale. Travailleurs de la guerre, ils alignent les obus selon un rituel immuable, en imaginant peut-être l'effet de leurs projectiles, mais sans en voir réellement les conséquences matérielles et humaines sur le terrain. Cette guerre déresponsabilisée, réduite à un travail que l'on fait comme à l'usine, est finalement peu connue et mérite bien des travaux, ne serait-ce que parce que, entre 1916 et 1918, les artilleurs de la « lourde » ou de l'ALGP (artillerie lourde à grande portée) sont de plus en plus nombreux.

En d'autres termes, plus on s'éloigne de la ligne de feu, moins l'historien dispose de témoignages nombreux. Les artilleurs ont moins témoigné que les fantassins et, au sein de l'artillerie, les « lourds » ont moins témoigné que les artilleurs de campagne. Le témoignage de Gaston Pastre est quelque peu isolé, du côté de l'immense production testimoniale française. Ses pièces de 120 sont souvent prises à partie par les 105 et 210 allemands, mais les risques encourus ne sont cependant pas en proportion de ceux connus des fantassins. Ce déficit documentaire explique en partie pourquoi le témoignage fantassin a

été plus sollicité que d'autres, outre le fait qu'il permet évidemment de développer bien davantage, selon les époques et les regards, aussi bien les discours héroïsants que victimaires.

## **Des questions lancinantes**

Si les conditions de combat et plus généralement de survie dans les tranchées ont été partout érigées en modèle mémoriel, rarement les attitudes consistant à tenter d'y échapper ont été rassemblées en un argumentaire précis. Abordons simplement ici quelques points nodaux des attitudes d'accommodement par rapport à la bataille.

Tout d'abord, c'est bien d'un point de vue collectif qu'il convient de réfléchir. Si les soldats étaient encore des individus civils, entités en soi, peu de temps avant leur entrée dans le monde militaire, ils cessent de l'être quand ils endossent l'uniforme. C'est méconnaître la culture militaire occidentale – et notamment l'intégration dans des groupes emboîtés : escouades, sections, compagnies, régiments – que d'affirmer que « la masse des soldats de la Grande Guerre sont au fond des civils en uniforme – en tout cas l'immense majorité d'entre eux, en dehors des officiers de carrière<sup>8</sup> ». Outre que la majeure partie des officiers présents dans les tranchées sont des réservistes, des soldats qui n'ont pourtant pas directement de contact avec le combat, comme Albert Thibaudet, expriment fort bien cette collectivisation du regard essentiel à la compréhension de leur expérience : « Le Poilu est devenu le collectif multiforme et ténébreux de la nation<sup>9</sup>. »

De fait, un groupe militaire ne se compose pas seulement de la somme des individus qui le forment. Comme un équipage de bateau, il se confie à un « pacha » et distille une alchimie faite de comportements collectifs qui ne s'expliquent que dans le sentiment d'appartenance à une culture de groupe – que fragmentent parfois fêlures et lignes de failles. Dans leurs héroïsmes comme dans leurs

lâchetés, dans les mouvements de consentement comme dans les contestations de la guerre, les comportements doivent se lire à la lumière de ces comportements collectifs.

Les raisons qui font tenir les soldats durant les hyperbatailles ont suscité des polémiques opposant diverses tendances historiques. Il ne s'agit ici ni de revivifier un débat, finalement artificiel, ni de caricaturer les pensées, mais d'en préciser les enjeux.

Tout historien de la Grande Guerre sait que les raisons qui amènent les soldats de la « ligne du feu » à demeurer au combat dépendent d'un « faisceau de facteurs<sup>10</sup> » bien éloigné d'un comportement moniste.

Le sentiment patriotique joue, évidemment, surtout d'ailleurs dans des attitudes défensives. Il n'est cependant pas antinomique d'une lassitude croissante, et voisine avec des stratégies personnelles qui cherchent à contourner la guerre. La contrainte qui pèse sur les soldats appartient intrinsèquement à la culture militaire et se trouve profondément intériorisée par les combattants. Mais pèsent bien d'autres facteurs. La solidarité de groupes restreints, le « micro-consentement » aux chefs de contacts, quand ils sont compétents et protecteurs, l'adhésion à l'esprit de corps et au sens de la camaraderie militaire, en offrent de bons exemples. Il faudrait y ajouter l'énergie ou l'exaspération du désespoir parfois. Sans revenir sur la lecture d'ensemble, proposée dans mes travaux antérieurs<sup>11</sup>, insistons sur quelques points essentiels.

Les rythmes du front jouent un rôle capital. Des moments de distanciation par rapport au combat existent, même dans les « hyperbatailles » et structurent le temps des poilus en autant de périodes chronologiquement autonomes et segmentées. Le combattant cherche alors à survivre à la période de l'exposition maximale au risque, pour passer à la période de « repos » sur l'arrière-front, souvent en déconscientisant le temps du risque subi. Le soldat « répugne à penser l'avenir, de peur du cafard », résume Albert

Thibaudet dans une lettre du 18 octobre 1917 adressée à Charles Maurras. D'origine médicale, la « vision en tunnel », développée par Richard Holmes, rend bien compte du phénomène psychologique qui s'empare de tout combattant placé en environnement hostile<sup>12</sup>. De fait, les médecins décrivent sous le terme de « vision tunnelisée » la perte de la vision périphérique et la rétention de la vision centrale. Dès que tombe le stress du combat, le soldat ressent un sentiment de lassitude et de fatigue, véritable « choc en retour » proportionnel à l'angoisse ressentie sur le champ de bataille. D'où l'importance des alternances entre phases de combat ou en tout cas de stress intense et distanciations par rapport à ces phases. Les médecins militaires savent aujourd'hui que le seul remède au stress du combat tient dans le repos accordé au soldat, dans une zone suffisamment hors de portée des armes de l'ennemi. Le système de rotation institué par Pétain à Verdun – les unités ne restent qu'un temps déterminé sur le champ de bataille – intègre, sans avoir été médicalement théorisé à l'époque, les risques de voir s'effondrer la capacité combattante des troupes.

De même, les combattants adoptent des comportements que l'on aurait tendance à attribuer le plus souvent aux secteurs moins exposés. Ce système du « vivre et laisser vivre<sup>13</sup> », décrit par Tony Ashworth, consiste à ménager l'adversaire afin qu'il ne soit pas tenté de répliquer. Ce *modus vivendi* marque les zones à la faible activité guerrière et irrite les hiérarchies militaires qui tentent toujours de maintenir l'agressivité des soldats. Avec la complicité d'officiers subalternes partageant le regard d'accommodation de leurs hommes, consistant à « durer sans pépin » en attendant la relève, ce système débouche parfois sur un aménagement des rapports officiels qui décrivent des tentatives d'assaut totalement imaginaires. Bien sûr, ces comportements restent exceptionnels, mais, bien que les archives soient, par définition, silencieuses sur ces cas, ils ont été sans doute plus nombreux qu'il n'y paraît au premier abord. La lecture sans parti pris des témoignages suggère d'ailleurs que le *Live and Let Live*

*System* a existé même durant les « hyperbatailles ». Ainsi, lors de l'assaut sur la crête de Vimy, le 9 avril 1917, l'officier des transmissions de la 11<sup>e</sup> brigade canadienne, E. L. M Burns, constate-t-il que les soldats peuvent éviter de provoquer l'adversaire, même au cœur de l'assaut.

« Risquant un œil circonspect au-dessus du parapet, j'aperçus deux ou trois Allemands enfoncés jusqu'à la taille dans [une] tranchée... à 150 verges<sup>14</sup> au plus. En les voyant se comporter comme à une chasse au garenne, tandis que les hommes qui m'entouraient ne se montraient eux-mêmes guère plus combatifs que des lapins, je sentis la colère me gagner. Je demandai à un soldat... qui restait bouche bée, à quoi, selon lui, pouvait bien servir son fusil<sup>15</sup>. »

En redescendant de la bataille de Verdun, le régiment de Jean-Julien Weber prend le secteur de Suippes, au mois d'avril 1916. Il constate, avec un regard quelque peu condescendant sur les soldats de l'ouest : « nous relevions des Bretons, le 93<sup>e</sup> régiment du 11<sup>e</sup> corps : ils étaient là depuis septembre, vivant en paix avec les Allemands<sup>16</sup> ».

Au cours de la fin des années 1990 et des années 2000, l'un des débats les plus virulents entre historiens de la Grande Guerre a porté sur la validité du concept de « brutalisation », dû au sociologue germano-américain George Lachmann Mosse. Cet auteur a travaillé essentiellement sur la société allemande d'après-guerre, en essayant de montrer qu'une part de la violence politique de l'époque venait des tranchées. Pour les historiens qui l'ont importé en France, des seuils de violence intériorisés ont aussi été franchis chez les combattants.

« Chacun est à son tour témoin et acteur de violences insoutenables, qui rendent l'individu capable d'une brutalité inouïe, dont il gardera de profondes séquelles. Des prisonniers sont exécutés sur place ; d'autres, civils ou militaires, sont placés comme boucliers humains à portée de tirs

de leurs concitoyens. [...] Les conditions de combat, au plan technique et psychologique, sont telles qu'on ne peut porter aisément assistance aux blessés trop exposés : l'adversaire tire sur les brancardiers<sup>17</sup>. »

Des prisonniers sont exécutés sur place ? N'est-ce pas le cas depuis la plus haute Antiquité<sup>18</sup> ? A lire les chroniques de Jean Froissart, les raisons de connaître des traumatismes psychiques dans les guerres de la fin du Moyen Age sont loin d'être absentes, contrairement à l'image mythique du combat chevaleresque. Au moment de la révolte des Jacques dans le Beauvaisis, le chroniqueur rappelle :

« Si s'assemblèrent les gentils hommes étrangers et ceux du pays qui les menoient. Si commencèrent aussi à tuer et à découper ces méchantes gens, sans pitié ni merci ; et les pendoient par fois aux arbres où ils les trouvoient. Mêmement, le roy de Navarre en mit un jour à fin plus de trois mille, assez près de Clermont en Beauvoisin<sup>19</sup>. »

Quant à l'exécution d'otages, elle se pratique avec une facilité déconcertante. Robert de Canolles en fait ainsi exécuter huit : « si les fit monter sur celle table l'un après l'autre, et par un ribaut couper les têtes et renverser ensemble ès fossés, les corps d'un lez et les têtes de l'autre<sup>20</sup> ». Tout à la fois pieux et violents, les chevaliers développent des tendances contradictoires, et plusieurs causes, évoquées par Richard W. Kaeper, motivent le franchissement de seuils de brutalité<sup>21</sup>. Le 12 avril 1204, les chevaliers et leurs gens d'armes participant à la IV<sup>e</sup> croisade s'emparent de Constantinople. Aucun quartier n'est accordé et deux mille Grecs sont massacrés. Pour achever les blessés, des armes spécifiques sont mises au point qui portent des noms tous plus symboliques les uns que les autres, les « bouges » ou les « miséricordes ». Plus près de nous, les guerres napoléoniennes montrent à l'envi un traitement des prisonniers de guerre relevant de pratiques très brutales. Le 25 septembre 1799, Zurich est enlevée aux

troupes russes. Georges Bangofsky, un hussard, témoigne, même s'il reprend sans doute des *topoi* de description de bataille : « toute la garnison fut passée au fil de l'épée ; les fossés des remparts, remplis de cadavres<sup>22</sup> ». Le même raconte comment, ayant fait prisonnier un officier russe en 1806, il l'abat sommairement parce qu'il ne peut s'en encombrer. « C'est dans cette affaire que nous avons pris les premiers Kalmouks<sup>23</sup> armés de flèches. Aucun d'eux n'obtint pardon : ils étaient trop vilains<sup>24</sup> », note-t-il, le 16 juin 1807. En 1848, lorsque Messine capitule devant les troupes des Bourbons de Naples, le général Filangeri ordonne de n'épargner aucun ennemi, même blessé. Interdiction est faite aux médecins militaires de relever et de soigner les blessés de la garnison vaincue<sup>25</sup>.

On tire sur les ambulances durant la Grande Guerre. Là encore, où est la nouveauté ? Pendant les combats du siège de Rome en 1849 par les troupes du général Nicolas Oudinot, les ambulances adverses sont violemment bombardées, et en toute connaissance de cause. L'ambulance française, dite de la « Maison aux volets verts », en particulier, essuie un feu nourri. Pendant la guerre de Crimée de 1854-1856, le maréchal Pierre-Joseph Bosquet écrit :

« Durant toute la journée, deux pièces placées au bas du Flageolet avaient tiré sur nos soldats pendant que, sans armes, ils s'occupaient à relever les blessés de l'ennemi en même temps que les nôtres. »

Par ailleurs,

« après la bataille de Traktir, deux batteries russes, auxquelles les Français ont donné le sobriquet de “Gringalet” et “Bilboquet”, font feu sur les médecins et les infirmiers occupés à relever les blessés des deux camps<sup>26</sup> ».

Certains historiens justifient la « brutalisation » dans les tranchées par le recours dans les combats au corps à corps d'armes blanches



des nettoyeurs de tranchées. Ils refléteraient une volonté d'exterminer l'ennemi droit dans les yeux, à une très faible distance. L'usage du couteau de combat nécessite pourtant une formation spécifique qui n'est donnée aux commandos britanniques que durant la Seconde Guerre mondiale. Il faut des troupes supérieurement entraînées pour manier l'arme blanche efficacement. Le pistolet automatique, le revolver, le *Trench Gun*<sup>27</sup> que les Américains apportent avec eux dans les combats de 1918, et plus encore la grenade, reine des combats de tranchées, sont, au vrai, les véritables armes des « nettoyeurs de tranchées », par ailleurs bien peu nombreux. De même, rares sont les combats rapprochés durant la Grande Guerre, même au cours des hyperbatailles. Pendant le conflit, 90 % des morts sont dus à l'explosion d'un obus venu de plusieurs kilomètres ou d'une balle de mitrailleuse ou de fusil tirée à plusieurs centaines de mètres<sup>28</sup>. Autant dire que l'usage des armes blanches reste tout à fait exceptionnel entre 1914 et 1918. Ce thème a été largement surdimensionné par les promoteurs hexagonaux des théories de George Lachmann Mosse. En outre, la lecture en termes de brutalisation tient insuffisamment compte des évolutions de très court terme, dans le cours même du combat.

L'extrême violence effective du combat rapproché est intrinsèquement liée à la peur de ceux qui y participent. La plupart des soldats engagés dans un combat rapproché sont avant tout envahis par cette peur. Ils cessent de penser rationnellement avec le cortex frontal, pour utiliser le cortex médian, partie la plus primitive du cerveau, difficile à distinguer du cerveau animal. C'est dans ces conditions qu'ils sont capables de tuer n'importe qui se place au travers de leur chemin, si grande est leur crainte d'être tué. Mais qu'en advient-il lorsque le combat s'achève ? La tension retombe rapidement – tout comme l'extrême violence du choc. Les témoignages de soldats venant immédiatement en aide à un adversaire après l'avoir blessé abondent ; ils attestent de la dimension schizophrénique du combat.

Force donc est de reconnaître que la Grande Guerre n'innove pas fondamentalement en termes de franchissement de seuils par rapport aux mœurs guerrières de l'époque et d'un passé plus lointain. « The essence of war is violence and moderation in war is imbecility », avance Lord Thomas Macaulay dès 1831, bien avant la brutalisation de George Lachmann Mosse. Plus que de franchissements de seuils de violence intériorisés, il faudrait souligner l'importance de la massification du champ de bataille et de son « encagement » dans l'incontournable « système-tranchées ». Il faut aussi déplacer le questionnement et interroger les rythmes de la guerre, qui sont la vraie nouveauté de 1914-1918, même s'ils ont pu être évoqués dans les conflits du tout début du XX<sup>e</sup> siècle.

La véritable nouveauté réside sans doute dans les conséquences psychologiques de ces hyperbatailles ininterrompues et aux coups sans cesse SUBIS du fait de l'artillerie ennemie, qui engendrent des troubles nouveaux. En cas de combat prolongé, les « poches de respiration » possibles pour le combattant se raréfient par la DUREE du combat. Le système nerveux sympathique mobilise l'énergie du corps humain en direction de l'action, tandis que le système parasympathique permet les processus de récupération. En temps normal, les deux systèmes s'équilibrent. Dans le stress des hyperbatailles, le corps est amené à lâcher du lest pour assurer sa survie. D'où des phénomènes incontrôlés de défécation ou de mictions. Surtout, les corps finissent par tarir leurs réserves d'énergie. L'épuisement physique et émotionnel, bien entendu connu et ressenti dans toutes les batailles des siècles antérieurs, radicalisé par la durée des hyperbatailles, est sans doute la dimension qui s'est le plus exprimée après ces types de combat, pouvant déboucher sur des traumatismes psychologiques majeurs, même si la médecine militaire de l'époque savait mal en identifier les symptômes.

Pourtant, dès l'apparition du « mur de feu » dû aux armes modernes, les médecins militaires réfléchissent sur ces nouveaux

syndromes. En 1902, Emmanuel Régis publie *Note sur le délire aigu*<sup>29</sup>, tandis qu'en 1909 André Antheaume et Roger Mignot dirigent *Les Maladies mentales dans l'armée française*<sup>30</sup>. En 1913, le Dr Simonin parle de « psychose des combats », à la suite des troubles observés durant la guerre russo-japonaise de 1904-1905, par le Dr Jakubowitz, par exemple. Dans un ouvrage paru en 1906, Ivan de Schaeck décrit un certain nombre de ces comportements.

« L'isolement de certains postes [...] l'incertitude des événements, provoquent fréquemment une surexcitation nerveuse, voisine de la folie. Il y a quelques jours, on pouvait voir en gare de Liao-Yang, un train entièrement rempli de militaires et de civils atteints d'aliénation mentale, à destination de Petersbourg<sup>31</sup>. »

On sait que les théorisations arrivent plus tard, notamment durant la Grande Guerre, avec Thomas W. Salmon en 1917. Les médecins se divisent alors en trois grands groupes de pensée. Les premiers avancent que les traumatisés psychiques relèvent de micro-lésions du tissu nerveux. D'autres considèrent les traumatisés comme de simples simulateurs. Un troisième groupe estime enfin que les traumatismes relèvent de facteurs psychiques et non de facteurs organiques.

Qu'expriment les soldats eux-mêmes des craintes qui peuvent provoquer autant de désordres post-traumatiques ? Le 8 avril 1915, en Lorraine, le soldat Marc Delfaud, constate :

« La 17<sup>e</sup> compagnie a beaucoup souffert pendant les trois jours passés dans les tranchées : trois tués et une vingtaine de blessés. Dans les tranchées, trois hommes sont devenus fous pendant le bombardement, deux à la 18<sup>e</sup> compagnie et un à la 19<sup>e</sup>. C'est un enfer<sup>32</sup>. »

Pour sa part, Maurice Genevoix a exprimé dès 1915 la quintessence des angoisses du fantassin soumis à d'intenses bombardements tout autant qu'à d'horribles combats rapprochés :

« Cela ne nous quitte plus guère ; on sent le diaphragme serré, comme par une dure poigne immobile. Contre mon épaule, l'épaule de Bouaré se met à trembler, doucement, interminablement<sup>33</sup>. »

Les Allemands ne sont, bien entendu, pas en reste. Même s'ils allaient rapidement apprendre à ne plus redouter les *Tanks*, la première apparition des blindés britanniques à Flers, en 1916, provoque des traumatismes inédits.

« Un homme arriva en courant de la gauche : "Il y a un crocodile qui rampe à l'intérieur de nos lignes !" Le malheureux avait perdu la tête. Il venait de voir un char pour la première fois et avait assimilé à un monstre cet énorme engin se cabrant et basculant. L'ennemi avait amené un char dans nos lignes et, nouvel engin de combat dont nous n'avions pas soupçonné l'existence et contre lequel nous n'avions pas de parade. Tirer au fusil dessus revenait à tirer à la sarbacane<sup>34</sup>. »

Juste après un bombardement terrible sur la côte 304, près de Verdun, en 1916, le médecin-lieutenant Louis Maufrais voit des Allemands et des Français, sans armes, déambuler sur le champ de bataille, tous choqués :

« Aucun d'eux n'est équipé, pas plus les Allemands que les Français. Les hommes se croisent, ils ne se parlent pas. Tous sont brisés. Plus bons à rien. Dégoûtés de tout. De la guerre en particulier. Les Allemands, comme les Français, sont à chercher quelque chose, des blessés, des morts, ou rien<sup>35</sup>. »

C'est bien devant de telles descriptions que les mots associés aux traumatismes de guerre prennent tout leur sens : « obusite » pour les Français, *Shell Shock* ou *Battle Shock* pour les Britanniques. Quelles lectures en donnent alors les médecins militaires<sup>36</sup> ? Si le « cafard » est de toutes les guerres et dit la fatigue du conflit, l'émotionné du

champ de bataille relève d'une autre catégorie. Il cherche d'abord et avant tout à fuir le combat.

« Il a l'œil hagard, le nez pincé, le visage pâle, l'air effaré ; il se précipite dans le coin le plus reculé du poste de secours, s'affale à terre ou sur un banc, s'y blottit, s'y recroqueville et ne bouge plus. Si on l'interroge, il a l'air mentalement absent. Le lendemain, en toute bonne foi, il dira qu'il a perdu connaissance et ne se souvient de rien »

déclare le Dr André Léri<sup>37</sup>.

Les formes sont multiples et variées sans qu'il soit utile de toutes les recenser. Le médecin général Louis Crocq et d'autres ont d'ailleurs fort bien dressé le tableau exhaustif de ces traumatismes<sup>38</sup>.

Il s'agit bien plutôt de saisir la façon dont les médecins appréhendent ces comportements traumatiques – une question assurément complexe. Le savoir médical du médecin est confronté à ses lectures sociales, à sa grille d'analyse comportementale d'un monde de combat qui ne lui est pas forcément connu à titre expérimental. Ainsi le Dr Chamart voit-il arriver un commotionné qui a été enseveli sous des décombres. Sa réaction est alors immédiate : « Ah, il n'est pas brillant ! Le ferait-il au chiqué ? Il reste comme un gros tas, affalé au fond d'un boyau, avec des yeux de merlan frit<sup>39</sup>. » Le traitement des « hystériques de guerre » illustre assez bien la manière dont les patients sont traités par les médecins militaires français de la Grande Guerre. Le secrétaire d'Etat, Justin Godart, prescrit dans un premier temps, de les regrouper dans des dépôts « réputés pour leur énergie ». Il s'agit bien de « secouer » des soldats que l'institution juge comme autant d'hommes manquant de dignité. Plus explicitement encore, Pierre Marie, en décembre 1917, considère que les hystériques sont des simulateurs inconscients. Des mesures thérapeutiques brutales, comme le « torpillage » par décharges électriques, que préconise Clovis Vincent, chef du service de neurologie de Tours, sont appliquées. Pour Alain Larcen et le

médecin-chef Jean-Jacques Ferrandis : « André Léri, de l'ambulance 15/20 du centre neurologique de la II<sup>e</sup> armée, renvoyait au front 92 % de ses patients<sup>40</sup>. » Dès lors, on comprend le système de représentations parfois hostiles que les poilus développent à l'égard des médecins.

A tout le moins, ces comportements confirment que les médecins ignoraient ce que pouvaient être la guerre de tranchées et ses angoisses – du moins ceux qui n'officiaient pas directement en postes de secours<sup>41</sup>. Une récente synthèse vient d'ailleurs de mettre à plat un certain nombre de questionnements liés à la pratique de la psychiatrie de guerre en 1914-1918<sup>42</sup>.

Dès lors, les troubles psychiatriques ont tendance à être appréhendés, dans un premier temps du moins, de la même manière que le sont les tentatives d'automutilation. A l'époque de la Grande Guerre, la culture virile et patriotique de l'arrière-front, à laquelle adhèrent la majorité des personnels médicaux, ne peut considérer ces comportements que comme la manifestation d'une couardise pour tenter d'échapper à la guerre. Dans le code de justice militaire de 1873, l'automutilé est d'ailleurs assimilé à un déserteur. Il encourt les mêmes peines et nombres d'automutilés ont été passés par les armes.

« Il faut que les hommes qui seraient assez misérables ou assez lâches pour tenter de se soustraire par une condamnation ou une mutilation volontaire à leurs devoirs envers la patrie, sachent bien qu'il n'y a aucune porte ouverte à leur lâcheté »

écrit le général Dubois, commandant le 9<sup>e</sup> CA, dès le 1<sup>er</sup> octobre 1914<sup>43</sup>. Il n'en va pas tout à fait de même pour les troubles d'ordre psychiatrique, dans la mesure où, à la différence de l'automutilé, le soldat atteint de ces troubles ne tente pas de fuir la guerre par un acte volontaire, mais y échappe comme à tout ce qui l'entoure, de manière inconsciente. Comment dans ces conditions ne va-t-il pas être perçu comme un simulateur ayant trouvé une forme moins violente que

l'automutilation pour quitter la zone de mort ? Mais la simulation est un acte individuel ; les cas de véritables psycho-traumatismes, lorsqu'ils se massifient, posent un réel problème aux médecins militaires et les obligent à renouveler leurs approches du phénomène. Elle confronte *in fine* la psychiatrie militaire à ses pratiques professionnelles, à son niveau de savoir clinique et à la généralisation de ce savoir au sein d'une profession qui se divise quant aux traitements à appliquer.

Lorsque les troubles psychiatriques ne sont pas reconnus, le soldat peut être tenté de passer à l'acte définitivement pour sortir tout aussi définitivement de la guerre. Peu d'études existent encore, faute d'archives, sur les suicides aux armées. Pourtant, l'armée s'en préoccupe précocement, dès l'instauration d'un service militaire de masse. Dès 1881, le Dr Louis Jean-Etienne Mesnier, publie *Du suicide dans l'armée*<sup>44</sup>. Denis Rolland propose l'estimation de cinq mille cinq cents suicidés au minimum, chiffre corrélé aux hyperbatailles. Les pics de suicides sont identifiés en juin-juillet 1916 (au moment du deuxième sommet d'intensité de la bataille de Verdun et de celle de la Somme), avril-mai 1917 (le Chemin des Dames), mais aussi juillet 1918 lors de la deuxième bataille de la Marne<sup>45</sup>.

Face aux hyperbatailles, les soldats de la ligne de feu cherchent à échapper à la guerre en prenant physiquement et plus encore psychologiquement leurs distances avec la zone mortifère et anxiogène. Plusieurs possibilités sont utilisées, indiquant d'ailleurs au passage qu'en cas de stress extrême l'homme peut échapper aux réflexes collectifs et même à la solidarité du groupe primaire.

## **Les permissions**

La permission constitue la forme la plus institutionnelle de ces échappées. Pour les soldats, elle offre le moment privilégié de la

« respiration » face à la guerre, le temps partagé avec les parents, les amis, la femme aimée surtout. Il faut en passer par de longues heures de train, mais aussi des formalités paperassières dont on se dispense parfois, la difficulté à s'installer pour quelques jours seulement avec d'autres repères que ceux du front, la peine à dire avec de pauvres mots l'expérience tragique du fantassin. Mais, malgré tous ces obstacles, la permission permet de se distancier par rapport à la guerre. En revanche, les autorités militaires portent un regard contradictoire sur ces « échappées belles ». Elles savent que les soldats ont besoin de ces instants dans une guerre qui s'éternise. A ce titre, elles créent un système de permissions qui reviennent théoriquement tous les quatre mois, au printemps de 1915. Dans le même temps, elles craignent que le contact de l'arrière et d'éventuels propagateurs de pacifisme n'érode la combativité des hommes. L'un des rites les plus importants du retour vers l'arrière tient dans la formation de trains spéciaux pour permissionnaires. Les archives départementales de l'année 1917 révèlent que l'ambiance y est des plus délétères. Outre les dégradations matérielles infligées aux voitures et aux wagons, les hommes laissent libre cours à des manifestations de défoulement variées et souvent débridées que les gardes-voies et autres gendarmes censés assurer l'ordre dans les gares sont impuissants à réprimer. De plus, ils propagent des nouvelles détestables, selon le sous-préfet de Ribérac :

« Ces hommes, en effet, au lieu d'apporter des paroles consolantes, au lieu de glorifier les actes admirables qu'ils accomplissent et voient accomplir tous les jours, disent à chaque retour que leurs chefs les trahissent, que des régiments entiers, là-bas, refusent de marcher au moment des offensives<sup>46</sup>. »

Le 26 juin 1917, le commissaire spécial de la gare de Châteaubriant en Loire-Inférieure mentionne un « soldat porteur d'un drapeau rouge qui était très excité et qui brisait les vitres en passant



dans les gares ». Quand il est arrêté, cent cinquante soldats descendent du train pour prendre sa défense. Le 18 juin 1917, à la gare d'Orléans, on crie : « A bas la guerre », tandis que le 14 juin le général de L'Espée, commandant la XI<sup>e</sup> région militaire, signale au préfet que, dans la gare de Chantenay, des « civils se portent sur le passage du train des permissionnaires et poussent des cris séditeux qui sont repris par les militaires ». Le 11 juin 1917, le commissaire de la gare de Nantes se désole des effets que peuvent produire sur « l'associé » américain qui débarque alors ses premières troupes.

« Les Américains sont consternés de cet état de choses. C'est la déclaration des premiers arrivés en entendant chanter l'*Internationale*, crier "vive la révolution, à bas la guerre" et même "vive l'Allemagne", par des ivrognes. »

Car les autorités civiles, à l'unisson du regard que les autorités militaires portent sur les mutineries dans un système de représentations tout à la fois simpliste, commode et intellectuellement paresseux, estiment que la surconsommation alcoolique<sup>47</sup> explique à elle seule ces débordements... si ce n'est la faute des Bretons mécontents d'être engagés dans l'armée de terre, comme le suggère le même commissaire de la gare de Nantes, le 15 juin 1917. Ce dernier pointe ainsi du doigt la grande punition, ou en tout cas ressentie comme telle, que constitue la mobilisation dans l'arme souffrante qu'est l'infanterie.

« Ce sont toujours les permissionnaires de la Bretagne, notamment ceux du Finistère et du Morbihan, qui paraissent être les seuls auteurs de ces scènes fâcheuses qui se produisent depuis quelques jours. Je me permets, à cet effet, de signaler, à la suite de réflexions entendues à l'occasion de ces incidents que des soldats, pour la plupart des pêcheurs, incorporés à regret dans l'armée de terre, en raison des événements, montrent ainsi ostensiblement leur mécontentement<sup>48</sup>. »

Emmanuelle Cronier a bien montré cette agitation des trains de permissionnaires, notamment ceux qui partent de la capitale vers le front<sup>49</sup>. L'historienne confirme également que les permissions rythment véritablement les horizons d'attente des poilus. « Au front, le moral des hommes est donc soutenu par l'anticipation de la prochaine permission et la remémoration de la précédente. » Fort justement, elle compare le titre de permission à un « brevet de vie<sup>50</sup> ».

Mais les combattants considèrent que des moyens moins officiels permettent d'échapper aux « hyperbatailles ».

## Embuscages et fine blessure

L'embuscage est sans doute la démarche la plus généralisée chez les combattants. Selon Charles Ridet, son historien, il lance un « défi pour la République en guerre<sup>51</sup> », tout en étant perçu par l'arrière de manière évolutive en fonction de la chronologie guerrière. C'est au printemps de 1915 que « la grande colère » de l'opinion se développe. A partir de la bataille de Verdun, le débat se déplace et la priorité donnée à la dimension industrielle de la guerre est mieux acceptée<sup>52</sup>.

Au-delà du regard des civils de l'arrière, que nous avons déjà abordé dans un chapitre précédent, comment le front perçoit-il l'embuscage ? La vision s'appuie sur des comportements propres à la vie militaire et à ses fonctionnements. L'embusqué existe déjà dans la vie des casernes, notamment à travers la pratique consistant à « se faire porter pâle ».

A la guerre, l'embuscage s'appuie sur deux critères fondamentaux, son degré et sa durée. Le degré peut être très variable, car il existe des embuscages *relatifs* et *absolus*. Etre planton au ministère de la Guerre relève du deuxième cas, être téléphoniste sur l'arrière-front relève du premier. L'embuscage ne dépend pas du grade : un simple soldat bourrelier ou un homme servant dans un hôpital vétérinaire est

infiniment plus privilégié qu'un capitaine d'infanterie. La plus ou moins grande extension du temps permettant d'échapper au risque mortel constitue une deuxième dimension fondamentale de l'embuscage. Quelques jours passés loin du front, lors d'un stage de perfectionnement de grenadier ou de tireur fusil-mitrailleur, sont certes « autant de pris » sur la guerre, mais ne peuvent valoir la tranquillité d'esprit qu'apporte un poste de comptable. Maurice Pensuet est, avec bien d'autres, une sorte de soldat-repère, faisant son devoir tout en essayant de se protéger. Catholique, horloger et non pas ethnologue ou relevant d'une profession encore plus rare, il assume les contradictions vécues par les hommes du front. Ni officier ni militant d'un parti politique, il incarne à sa manière l'archétype du mobilisé de la Grande Guerre, sans prétendre représenter les quelque huit millions de Français appelés sous les drapeaux entre 1914 et 1918. Il décrit bien, par exemple, le bonheur de participer à un stage de formation, qui l'éloigne du front. Ainsi, le 5 septembre 1916 :

« Depuis hier 4 heures, je suis à Commercy ; logé à la caserne Oudinot. Je croyais faire un stage de bombardier, total, je fais l'apprentissage du fusil-mitrailleur. [...] Si cela continue je vais passer 8 jours comme un petit rentier<sup>53</sup>. »

A propos d'un ami, il confirme la précarité de certains embuscages : « Jean a réussi à s'embusquer à la cuisine de l'hôpital pour quarante-cinq jours. Je l'ai vu en fonction, faisant la vaisselle et s'arrosant consciencieusement les pieds<sup>54</sup>. » Lorsque les poilus écrivent à leur famille, l'embusqué devient toujours « l'autre » : « hier nous sommes allés visiter B...s [Beauvais] qui est une ville pas mal, mais remplie d'embusqués et où ça commence à mal tourner, au point de vue relations avec eux<sup>55</sup> ».

L'aide-major Faleur, lui-même assez tranquille dans son ambulance de la Montagne de Reims, note bien les conséquences de la

chasse aux embusqués lancée à partir de 1915, avec son regard de « l'arrière-front ».

« Une compagnie du 411<sup>e</sup> est partie ce soir aux tranchées. Ils paraissent avoir une rude appréhension les pauvres bleus, et leurs officiers n'ont pas l'air plus crânes, il y en a beaucoup parmi eux qui étaient jusqu'alors embusqués<sup>56</sup> ! »

Albert Thibaudet, mobilisé comme caporal dans la territoriale se retrouve dans des fonctions de cantonnier.

« Ce qu'il nomme son "civilisme" le conduit à être un embusqué involontaire, un "profiteur invétéré de la guerre", "un poilu de l'arrière". Il n'a aucune illusion sur ses capacités manuelles : employé à casser des cailloux, sa technique est, de son propre aveu, déplorable<sup>57</sup>. »

Les embuscages s'obtiennent par compétence, par hasard, mais se construisent aussi par mise en action de réseaux relationnels. Ainsi Jean Longuet, minoritaire socialiste pacifiste, mais fort déférent envers son « cher collègue » Albert Thomas, lui adresse-t-il volontiers des demandes de protection pour ses électeurs ou des militants de la SFIO. Dès le 8 août 1914, Henry Dispan de Floran, âgé de trente-deux ans et docteur en droit, membre de la SFIO, reconnaît :

« la chance a voulu que je rencontre un ami aide-major qui m'a fait prendre comme infirmier. Me voilà donc un non-belligérant et armé seulement d'un sabre de sergent de ville. Je m'ennuie à mourir et il me semble que cette détestable aventure ne prendra jamais fin<sup>58</sup> ».

Le caporal Albert Marquand, qui n'est ni couard, ni pacifiste, mais simplement un soldat courageux, s'enquiert auprès de son père, dès le 3 septembre 1915, d'une démarche d'embuscage caractérisée.

« Papa, j'aurais une demande à te faire qui m'a été soumise par le cousin Léon Moreau. Demander à l'oncle Léon s'il pourrait me faire rentrer dans son usine comme ouvrier métallurgiste ou dessinateur<sup>59</sup>. Justement je vois que mon camarade Rouvière est rentré dans une usine, où il est à l'abri ; pourquoi n'en ferais-je pas autant<sup>60</sup> ? »

Le 13 septembre, le même soldat constate amèrement à l'égard de l'embuscage obtenu par un autre que lui : « Encore aujourd'hui, il en part un de mon escouade pour la métallurgie, il était agriculteur ! Tu vois d'ici les résultats du piston<sup>61</sup>. »

Il faut également classer dans une tentative d'embuscage relatif les engagements volontaires. On sait aujourd'hui que l'engagement ne signifie pas du tout la même chose en août 1914 et en décembre 1916. Si l'engagement volontaire de 1914 peut signifier un réel sursaut patriotique dans la conviction, alors largement partagée, que la France attaquée doit se défendre, cette attitude s'essouffle rapidement. Les engagements volontaires chutent avec la prise en compte de la puissance de feu qui s'exprime dans les premiers combats, et des pertes qui en découlent<sup>62</sup>. A partir du printemps de 1915, l'engagement volontaire se colore d'une tout autre signification, à la lumière des offensives de 1915 et de la bataille de Verdun de février 1916. En effet, une donnée fondamentale mérite d'être soulignée : le volontaire a le choix de son arme et de son régiment. Dans ces conditions, l'engagement par devancement d'appel devient une stratégie d'évitement non de la guerre elle-même, mais bien de l'arme hyperexposée qu'est l'infanterie.

Choisir l'artillerie lourde, c'est faire son devoir, tout en préservant ses chances de survie dans une arme dont les pertes sont très inférieures à celles de l'infanterie et même de l'artillerie de campagne. Alors que les fantassins subissent sur l'ensemble de la guerre un taux de perte par rapport aux mobilisés de 29 % chez les officiers et de 22,9 % dans la troupe, l'artillerie connaît des taux

respectivement de 9,2 % et de 6 %, sachant que ces taux concernent bien plus l'artillerie de campagne que l'artillerie lourde, plus éloignée du front. Comme le note Jules Maurin à propos du centre de recrutement de Mende.

« C'est justement parce que la guerre tue, mais qu'on s'est rendu compte qu'elle ne tuait pas indistinctement, qu'elle cueillait ses victimes de préférence dans l'infanterie, qu'on s'engage pour tenter d'en échapper<sup>63</sup>. »

Les travaux de Philippe Boulanger ont confirmé au niveau national des évolutions sensibles. A partir de 1915, les motivations patriotiques sont remplacées, selon ses termes, par « une volonté de bénéficier de certains avantages offerts par l'engagement volontaire<sup>64</sup> ». Alors que les volontaires de 1914 optent massivement pour l'infanterie, ils ne sont plus que 4 % en 1918, tandis que 48 % des volontaires de cette même année choisissent la marine et 32 % l'artillerie. C'est seulement en tenant compte de ces postures d'évitement que les remontées de volontariat en 1917 et 1918 s'expliquent<sup>65</sup>.

La « fine blessure » est particulièrement recherchée<sup>66</sup>, car elle éloigne du front tout en maintenant les apparences des comportements militaires les plus courageux. Sans remettre en cause la vie du soldat, elle lui permet de se retirer de la zone mortelle pour une durée plus ou moins longue. Il faut que la blessure soit suffisamment invalidante pour que le soldat puisse emprunter les circuits d'évacuation et passer plusieurs semaines ou plusieurs mois à l'arrière, mais sans engager le pronostic vital. Déjà blessé une première fois, Maurice Pensuet est désolé, le 24 septembre 1916, d'avoir manqué de peu la « fine blessure » :

« Je ne suis pas veinard pour deux sous : figure-toi qu’hier en nous exerçant au jet de grenade avec des engins inertes, j’ai reçu l’un de ces trucs en plein sur la jambe gauche, un peu au-dessous de ma blessure. Quoique cela pèse 1 kg et soit arrivé en pleine force, je n’ai pas la patte cassée. Aujourd’hui j’ai un bleu énorme, le major m’a porté exempt de tout et je vais au massage deux fois par jour. 5 cm plus bas et c’était le genou et la guerre finie ; ce n’était pas mon tour, voilà tout<sup>67</sup>. »

Mais, quelques jours plus tard, ses vœux sont exaucés :

« Je suis un veinard. Cet après-midi, travaillant à découvert, j’ai attrapé la fine blessure. Une balle m’a traversé le pied, bien gentiment, sans rien casser : donc pas à vous tourmenter. A 4 heures je prenais l’auto et me voici à l’hôpital de Commercy, dans un bon dodo. Ce n’est pas assez grave<sup>68</sup>, mais tout de même un peu de bon temps<sup>69</sup>. »

## Protester contre la guerre ?

Il est classique, depuis les travaux pionniers de Guy Pedroncini<sup>70</sup>, de lier les mutineries qui secouent gravement l’armée française au printemps de 1917 à l’échec de l’offensive du Chemin des Dames. Un effet mécaniste se serait ainsi mis en place. Mais les choses sont en vérité plus complexes. Faire de l’échec de l’offensive d’avril LA cause unique des mutineries revient à ignorer un certain nombre d’arguments forts. Tout d’abord, des mouvements graves se sont déjà produits lors de la bataille de Verdun, un an auparavant. Avec son regard de terrain, Maurice Pensuet signale précocement des refus de marcher, souvent liés d’ailleurs à des insatisfactions matérielles. Le 4 juin 1916, au cœur de l’orage de Verdun, « hier une patrouille a refusé de marcher, disant n’avoir pas assez à manger. Je vous assure que ça commence à chauffer<sup>71</sup> ». « Il va y avoir du grabuge à la division. Les hommes refusent de marcher, il a été tiré une balle sur le général<sup>72</sup> », écrit-il le 4 juillet. Simple rumeur ou réalité ? L’ambiance semble en tout cas explosive. De ce point de vue, les mutineries

peuvent être considérées non comme une explosion soudaine et sans préavis, mais, tout au contraire, comme le résultat d'une lame venue de loin, qui a grossi bien avant. Par ailleurs, la chronologie montre que les premières mutineries mentionnées commencent le 20 mai, à un moment où l'offensive est achevée. Des incidents sont constatés dans des unités qui n'ont pas participé à l'offensive ou qui sont au repos depuis. « Les mutins sont-ils des soldats comme les autres ? » s'interroge André Loez<sup>73</sup>. Sont-ce seulement les mauvais soldats qui sont passés massivement à l'acte au printemps de 1917 ? Une réponse négative s'impose ici. Même si des hommes identifiés en amont par l'autorité militaire comme des « meneurs » se portaient parfois à la tête des cortèges de mutins, des soldats ayant fait tout leur devoir, voire plus, les conduisaient également fréquemment.

Le mouvement ne répond pas à la grille traditionnelle obéissance/désobéissance. Les mutineries correspondent surtout à un paroxysme de contestation des méthodes avec lesquelles la guerre est menée, mais ce paroxysme ne se comprend que rapporté aux multiples refus d'obéissance diffus ou au contraire conscientisés et assumés des années précédentes.

L'importance des mutineries dans l'armée française au printemps de 1917 pose question. Certes, des manifestations du même ordre se produisent dans les rangs britanniques au camp d'Etaples en septembre 1917. Ces troubles frappent durement les forces italiennes, notamment à Ravenne en mars et juillet 1917<sup>74</sup>. Les mutineries dans les marines austro-hongroises et allemandes de la fin de la guerre relèvent d'une autre logique de délitement des sociétés en guerre. Dans le cas français, le phénomène étonne par son ampleur. Outre les processus d'entraînements collectifs par effet cumulatif des rumeurs, ces comportements soulèvent le problème des rapports paradoxaux des citoyens français à la chose armée et à l'autorité. Malgré la réalité et l'efficacité de l'acculturation militaire par rapport aux comportements civils antérieurs, des comportements de longs termes



ressurgissent parfois. Les armées révolutionnaires et impériales encore étaient très fortement indisciplinées. La levée en masse de 1793, les phénomènes d'élection des grades de la même période que l'on retrouve chez les fédérés parisiens de 1871, ont laissé des traces mémorielles dans la culture militaire de certains conscrits de 1914-1918, qui ne peuvent se départir d'un regard égalitariste et entendent commenter le bien-fondé de l'action des chefs<sup>75</sup>. Emmanuel Saint-Fuscien a montré que le système de commandement au sein de l'armée française avait suscité une réflexion nouvelle à partir de la massification des armées, dans le dernier quart du XIX<sup>e</sup> siècle. L'élargissement considérable des effectifs, allié à la puissance de feu inédite des armes, amènent à envisager une dispersion sur le champ de bataille qui offre sinon une plus grande liberté, du moins une individualisation du soldat sur le champ de bataille que facilite l'éloignement du regard du chef. Le soldat doit donc être d'autant plus « dressé » en amont du champ de bataille pour qu'il accepte de poursuivre le combat hors de la vue du chef<sup>76</sup>. Les mutineries sont un moment qui vient ruiner ces espérances de la hiérarchie militaire et montrer les limites de l'entraînement des gros bataillons.

Mais le passage à l'acte remet en cause bien d'autres comportements. La revendication de la masculinité marquée par le courage physique emprunte alors un tour inhabituel. Au lieu d'obéir à la hiérarchie, le courage consiste à oser entrer en désobéissance. Certes, nul projet révolutionnaire n'inspire les mutins, contrairement à ce que la hiérarchie militaire a alors avancé – réponse qui évitait de se poser des questions dérangeantes. Mais les mutins ont parfois utilisé des signes révolutionnaires ostentatoires, comme les drapeaux rouges, ou entonné *L'Internationale*. Il s'agit cependant là d'un appareil de contestation plutôt que d'un projet.

Denis Rolland recense 161 manifestations de mutins ayant mobilisé de 59 000 à 88 000 soldats<sup>77</sup>. Autant dire que les chiffres de Guy Pedroncini sont largement révisés à la hausse et que l'on ne peut

plus se contenter d'avancer le seuil de 30 000 mutins. En règle générale, ce sont de larges zones du front qui sont touchées, plus larges que ne le pensait aussi Guy Pedroncini. Le premier événement se produit le 29 avril 1917 au camp de Châlons, mais la crise, contrairement au regard traditionnel porté sur elle, ne s'achève pas avec les mesures d'améliorations matérielles édictées par Pétain. Le dernier mouvement a lieu le 16 décembre à Vailly. Il est donc artificiel d'éluder la profondeur de la crise en affirmant que

« au fond, la grande question n'est pas tant de savoir pourquoi l'armée française a compté trois ou quatre dizaines de milliers de mutins en 1917, mais pourquoi elle n'en a pas compté beaucoup plus, beaucoup plus tôt, et dans des formes beaucoup plus graves d'insoumission<sup>78</sup> ».

D'une part, des mouvements d'insoumission interviennent bien avant 1917 ; d'autre part, quelle forme plus grave d'insoumission peut exister que celle consistant à tirer avec ses armes de guerre contre des installations ferroviaires lors d'un transport de troupes, comme à Cuperly, dans la Marne, le 3 juin 1917 ?

La plus longue mutinerie est le fait du 217<sup>e</sup> RI dans le camp de Mourmelon où elle s'étend du 3 au 12 juin. Sans aucun cri, tout en continuant d'assurer le service intérieur du camp et d'obéir aux officiers, les soldats refusent de se rassembler. Il faut des promesses précises mais aussi l'arrestation de certains hommes considérés comme des « meneurs », pour que l'affaire se dégonfle. Le résultat tient dans neuf jours gagnés sur la guerre. L'essentiel n'est-il pas là ? Dans la grande complexité des mouvements de mutinerie, une dimension particulièrement importante vient d'être mise en lumière par Galit Haddad. Utilisant la source du contrôle postal, et notamment les lettres en provenance de régiments ayant participé aux mutineries, il montre qu'au sein même des unités touchées par les mutineries, un grand nombre de soldats ont désavoué les hommes qui se lançaient dans ce mouvement<sup>79</sup>.

Faillite d'un type de commandement issu du XIX<sup>e</sup> siècle<sup>80</sup>, moment de renégociation dans les rapports officiers/soldats<sup>81</sup>, « rupture de contrat tacite » entre le commandement et la troupe<sup>82</sup>, beaucoup de pistes ont été avancées pour expliquer les comportements de nombreux hommes au printemps et à l'été de 1917.

Certains ont adopté des positions relevant de la dialectique la plus approfondie :

« En poussant loin le paradoxe, ne peut-on pas aller jusqu'à dire que les mutins, loin d'être des opposants "pacifistes" à la guerre – ce qu'ont voulu faire croire et ont cru sincèrement la plupart des autorités militaires, persuadées de l'existence d'un complot socialiste intérieur –, étaient au contraire, à leur manière, les plus ardents des combattants-citoyens : la guerre devait être victorieuse, et le commandement les menait à l'échec au prix de pertes effroyables et inutiles<sup>83</sup>. »

Cette posture est trop paradoxale pour être admise sans administration de la preuve.

A regarder de près les propositions précises faites par le commandement pour étouffer le mouvement du 217<sup>e</sup> RI à Mourmelon, on comprend peut-être un peu mieux les motivations des soldats. Le commandant Vuillemin propose de supprimer les causes du mécontentement en mettant au repos le régiment et en reprenant le rythme des permissions. Il préconise surtout trois mesures : 1) faciliter les départs en permission à un taux élevé, 2) évacuer sur les hôpitaux les malades légers, 3) faciliter les mutations pour l'armée d'Orient<sup>84</sup> de ceux qui se porteraient volontaires. Si le mouvement se dégonfle à la suite de ces promesses, c'est bien que Vuillemin a touché juste. Les soldats veulent ardemment prendre du recul avec la guerre, fût-ce à titre provisoire. Ils veulent tous être des embusqués, au moins pour un temps. Les mutineries sont en partie le résultat de la prise de conscience des erreurs de commandement. Mais s'il s'agissait ici de la cause unique, comment se fait-il que la révolte n'intervienne pas

dès 1915 ? Les mutineries sont surtout le fait de la prise de conscience de l'injustice sociale que représente la guerre de la part des fantassins de toutes sortes, qui voient la technicisation de l'armée française se dérouler sous leurs yeux et un nombre croissant de soldats ne plus être directement combattants, alors qu'eux-mêmes, pauvres « biffins », ne cessent de souffrir et de s'exposer sans cesse depuis 1914.

La matérialité de leurs revendications atteste, au même titre que les grèves ouvrières de l'année 1917, que c'est sur le front de la quotidienneté que la question des mutineries doit être posée à nouveaux frais. Sortir de la guerre quelque temps, décompenser le stress, sont autant de raisons qui expliquent l'attitude des mutins. Au risque de la métaphore médicale repoussée par certains historiens<sup>85</sup>, l'offensive de printemps de 1917 exprime le malaise physique du corps collectif que représente l'armée française, malaise consécutif à bien des traumatismes subis depuis 1914.

L'ampleur de la répression est bien réelle également. Trois mille deux cent quarante-sept soldats passent devant des tribunaux militaires, profondément réformés en 1916, qui donnent désormais au prévenu la possibilité de se défendre. Cinq cent cinquante-quatre sont condamnés à mort<sup>86</sup> et quarante-neuf réellement passés par les armes. Les autres peines de mort furent commuées en peines de prison ou de travaux forcés par les généraux d'armée ou par le président de la République. L'attitude de Philippe Pétain, quand il prend le commandement de l'armée française, est habile tout en restant représentative d'un système de commandement traditionnel consistant à partager son action entre poursuite de la répression et améliorations matérielles au quotidien que les chefs de contacts avaient signalées précocement. Dans ce dernier registre, l'amélioration du système des permissions est capitale et vient apporter de l'eau à notre moulin d'une soif d'éloignement temporaire du front de la part des fantassins, comme clé d'un système régulateur de leur tolérance à la guerre.

Le champ de bataille se vide aussi d'un certain nombre de soldats qui sortent de l'œil du cyclone à plusieurs titres.

## **Les blessés et les services de santé**

L'estimation d'environ vingt millions de blessés pour l'ensemble des pays belligérants semble plausible. Trois millions cinq cent quatre-vingt-quinze mille soldats français l'ont été entre 1914-1918, dont certains à plusieurs reprises. Derrière les chiffres et leur brutalité se cachent autant de parcours individuels, du champ de bataille à l'hôpital de l'arrière, dans des conditions souvent précaires. Gravement blessé à Verdun, le lieutenant Eugène Carrias raconte ainsi son arrivée dans un poste de secours d'Haudainville :

« On m'enlève mes chaussures, on me couche tout habillé et on me recouvre avec des couvertures. [...] Par la porte qui vient de s'ouvrir entrent avec une bouffée d'air froid deux brancardiers portant un blessé. L'infirmier proteste : – Allez-vous-en ! Je n'ai plus de place ! où voulez-vous que je le mette ? L'un des brancardiers parlemente : – Te fâche pas, vieux, c'est partout comme ça et il en arrive toujours ; on a fait trois baraques, et on peut tout de même pas le remporter ! – C'est bon, c'est bon ! il restera sur le brancard dans ce coin, dit l'infirmier, mais ne revenez plus. Je suis arrivé à temps, j'ai occupé le dernier lit vacant. [...] Un docteur, revêtu d'une blouse blanche, entre. Il nous pose des questions sur nos blessures, examine nos fiches et nous promet de s'occuper bientôt de nous en s'en allant ; [...] La nuit arrive sans qu'on se soit occupé de nous. Devant nos protestations qui se font de plus en plus véhémentes, l'infirmier nous engage à patienter<sup>87</sup>. »

Si l'homme souffrant qu'est le blessé constate surtout les dysfonctionnements de sa prise en charge, il faut pourtant souligner les progrès réalisés par la médecine de guerre depuis 1914. En 1912, le professeur Théodore Weiss, de la faculté de Nancy, qui avait lui-

même participé à la bataille de Fröschwiller comme ambulancier en 1870, intègre les apports des conflits récents en rédigeant *Les Blessures de guerre par les armes modernes et leur traitement*. En 1913, il récidive sur un sujet très proche avec *Les Leçons sanitaires de la guerre des Balkans*<sup>88</sup>. Mais c'est surtout le médecin-inspecteur général Edmond Delorme, médecin-chef de l'armée française, qui édicte la doctrine médicale en vigueur au début du conflit. Synthétisée dans le règlement du 26 avril 1910, elle tient en peu de mots : des procédures très simples à l'avant : emballer, étiqueter, expédier les blessés sans pratiquer de traitement chirurgical. C'est à l'arrière que l'essentiel devait être fait par des chirurgiens expérimentés, dans des conditions optimales de sécurité. Malheureusement, cette doctrine se révèle catastrophique. Les temps d'évacuation et de transport des blessés provoquent, notamment pendant la phase de mouvement de 1914, des pertes extraordinairement élevées par gangrènes gazeuses. Quand la guerre s'installe dans les tranchées, les chirurgiens se rapprochent du front sans que l'on puisse toutefois parler d'une « médecine de l'avant ». En 1914, les Allemands disposent d'une organisation plus proche du terrain, dont les Français vont s'inspirer à partir de 1915. Chaque compagnie allemande dispose d'un poste de secours abrité avec quatre brancardiers et un infirmier. Au niveau du bataillon, un ou deux médecins en fonctions peuvent éventuellement être envoyés sur la ligne de feu. Au niveau divisionnaire, une compagnie sanitaire comprend 14 officiers, dont 8 médecins et 210 sous-officiers et hommes du rang. C'est elle qui regroupe les blessés, les trie et apporte les premiers soins.

Le sous-secrétariat d'Etat du service de santé, chargé de moderniser l'approche de la médecine de guerre et de ses rouages, est confié à l'avocat lyonnais Justin Godart (1<sup>er</sup> juillet 1915-2 février 1918) puis au médecin Louis Mourier (5 février 1918-1919). Comme dans les tranchées où les officiers de complément sont plus nombreux que les officiers d'active, le service de santé de 1914 compte 10 490

médecins dont seulement 1 445 du cadre d'active. La bataille de Verdun déverse chaque jour environ 2 500 blessés et il faut s'y adapter rapidement. Les hôpitaux d'origine d'étapes (HOE) sont situés, pour les Français de la II<sup>e</sup> armée, à Baleycourt et Petit-Monthairons, tandis qu'à la III<sup>e</sup> armée, ils se situent à Ancemont, Maison-Rouge et Bar-le-Duc.

Les progrès médicaux sont immenses sur la durée de la guerre. Les avancées sont notables, de l'utilisation des rayons X permettant de commencer à localiser les projectiles dans le corps du blessé jusqu'aux débuts de la chirurgie « réparatrice » et aux premières prises en charges des traumatismes psychiatriques<sup>89</sup>. La transfusion sanguine se généralise à partir de 1917 et les greffes, notamment osseuses, se développent également.

Pour sortir de « l'hyperbataille », que de calvaires successifs pour les blessés ! Du poste de secours des secondes lignes où meurent les plus gravement atteints ou les plus tardivement secourus, jusqu'aux hôpitaux auxiliaires du lointain arrière, la route est longue. Les conditions de transport sont souvent éprouvantes, chaque cahot de la route tirant des cris de douleur au blessé. Mais à l'ultime parcours succèdent les soins et la guérison – dans le meilleur des cas. La sortie de guerre en tout cas.

## Captivité

Etre prisonnier, c'est demeurer militaire, mais être sorti de la mêlée. Là encore, des contradictions s'expriment. On peut s'être battu avec acharnement et n'être pas mécontent d'être capturé. Tous les officiers français ne se sont pas sentis, comme le capitaine Charles de Gaulle, des « enterrés vivants<sup>90</sup> », et malgré les difficultés de la vie quotidienne dans les camps, surtout en Allemagne, les captifs se sont, pour la plupart, installés dans une routine qui leur permet d'échapper au champ de bataille.

Il faut distinguer le moment de la capture et l'installation dans la captivité. La capture représente un moment extraordinairement anxiogène en fonction des circonstances. Lorsqu'elle découle de la reddition collective d'une garnison, comme à Maubeuge ou à Przemysl, la quantité des effectifs concernés fait rarement craindre l'exécution de masse. En revanche, l'angoisse monte lorsqu'elle s'inscrit dans la fureur du combat de tranchée. Selon le degré de maîtrise de soi ou de la peur qu'il ressent, le « nettoyeur de tranchées » qui surgit peut être tenté d'abattre sur place l'homme qui se rend afin de sécuriser ses arrières. Ces cas de figure existent sans qu'il soit, bien entendu, possible de les quantifier. L'immense majorité des soldats qui sont faits prisonniers ont la vie sauve et échappent ainsi aux hyperbatailles. Les photographies de captifs montrent des visages qui sont loin d'être tous marqués par la honte ou le désespoir, quel que soit le camp.

D'inégale durée, le transport constitue un sas de la capture vers l'internement. Des prisonniers allemands sont transportés aussi bien à Noirmoutier que dans les Pyrénées, dans le Kent que sur la Tamise. Des Français sont emmenés dans la Ruhr aussi bien que dans le Brandebourg. A la veille de la Grande Guerre, la codification des lois et coutumes de la guerre et de la captivité s'est considérablement développée à travers la conférence de La Haye de 1899. Elle ouvre un chantier immense en prévoyant la création de bureaux de renseignements sur les prisonniers de guerre.

« Il est constitué, dès le début des hostilités, dans chacun des Etats belligérants [...] un bureau de renseignement sur les prisonniers de guerre. Ce bureau chargé de répondre à toutes les demandes qui les concernent, reçoit des divers services compétents toutes les indications nécessaires pour lui permettre d'établir une fiche individuelle pour chaque prisonnier de guerre<sup>91</sup>. »



Pour la toute première fois, les prisonniers sont distingués des autres catégories de victimes, et notamment des blessés. De même, ils vont pouvoir enfin être comptabilisés au plus vite, afin d'empêcher les éventuelles exactions dont ils pourraient être victimes. Mais bien des problèmes subsistent. Dans un premier temps, les bureaux nationaux n'ont pas obligation de communiquer à l'adversaire des listes de prisonniers. Le système se calque sur le schéma adopté par la Prusse, qui avait créé en 1866 et 1870 un bureau national pour comptabiliser ses propres prisonniers de guerre. Mais le règlement annexé à la Convention de La Haye de 1907 prévoit la création de sociétés de secours pour les prisonniers de guerre. Ces sociétés

« régulièrement constituées selon la loi de leur pays et ayant pour objet d'être les intermédiaires de l'action charitable, recevront de la part des belligérants, pour elles et pour leurs agents dûment accrédités, toute facilité, dans les limites tracées par les nécessités militaires et les règles administratives, pour accomplir efficacement leur tâche d'humanité<sup>92</sup> ».

Il faut attendre la neuvième Conférence internationale de la Croix-Rouge, tenue à Washington en 1912, pour obtenir un résultat concret sur la prise en charge des prisonniers de guerre.

« Le comité international, par l'intermédiaire de délégués neutres, accrédités auprès des gouvernements intéressés, assurera la distribution des secours qui seront destinés à des prisonniers [...] les frais occasionnés ainsi au Comité international seront supportés par les Sociétés de la Croix-Rouge intéressées. Les commissions spéciales pour les prisonniers de guerre se mettront en rapport avec le Comité international de Genève<sup>93</sup>. »

Entre 1914 et 1918, la massification des prisonniers de guerre est évidemment liée à la massification du nombre de combattants. A la fin de la guerre, 6,6 millions de prisonniers de guerre croupissent dans les camps des différents belligérants. Si les Etats-Unis ne détiennent

que 43 000 prisonniers allemands, le Reich contrôle 2,5 millions de soldats de nombreuses armées, la Russie 2,2 millions, la France 350 000 Allemands et les Anglais 328 000<sup>94</sup>. Ces chiffres le suggèrent, la captivité devient dès l'automne de 1914 un enjeu essentiel dans la guerre de propagande que se livrent les puissances belligérantes.

La question des mauvais traitements, dont chaque camp accuse l'autre, apparaît précocement. Le 13 octobre 1914, le baron Albert d'Anthouard, en charge de la question des prisonniers au sein du Comité français de la Croix-Rouge, accuse la Croix-Rouge allemande de ne pas respecter les normes de La Haye ou de Genève. Les Allemands reprochent aux Français d'emmener leurs prisonniers en Afrique du Nord et de confier leur surveillance à des « peuples inférieurs ». La question des rations alimentaires, mais aussi des épidémies qui touchent les camps de prisonniers (en Allemagne, les camps de Cassel, Langensalza ou Wittemberg connaissent des épidémies de typhus entre janvier et juillet 1915), est particulièrement sensible. Le gouvernement britannique rédige un rapport sur l'épidémie de la même maladie qui frappe le camp de Gardelagen au cours de l'été 1915. Bien évidemment, la mauvaise alimentation explique largement cette fragilité face aux épidémies. Si les Allemands contrôlent le plus grand nombre de captifs, ils peinent à nourrir leur propre population. Certes, les conventions internationales obligent à offrir aux prisonniers de guerre les mêmes rations théoriques que les soldats de l'armée régulière ; mais dans les faits, les civils allemands sont privilégiés au détriment des prisonniers. Du coup, la mortalité de ces derniers atteint presque 7 % en terre allemande, soit environ 170 000 hommes, dont 40 000 Français. 60 % des 10 000 hommes de l'armée Townshend capturés en Mésopotamie le 29 avril 1916, meurent en mains ottomanes – pour l'essentiel des soldats indiens.

L'exploitation des captifs à proximité du front suscite de nombreuses polémiques. Les coutumes de la guerre comme les textes existants autorisent leur mise au travail à condition qu'ils ne soient pas exposés au danger du front. La question se pose dès 1914, et en 1916 les plaintes émanent des deux parties. Les autorités militaires françaises délivrent des dérogations pour permettre l'emploi d'Allemands dans les zones où se déroulent des combats. Les Allemands font aménager l'arrière-front par des captifs.

Pour la zone de l'intérieur, la France a établi une « Instruction sur les prisonniers de guerre », datée du 21 mars 1893, qui stipule que « l'Etat peut employer comme travailleurs, selon leur grade et leur condition, les prisonniers de guerre » (article 88). Le 9 février 1916, le ministre de la Guerre crée une Inspection générale du service des prisonniers de guerre, placée sous la responsabilité du chef d'état-major général<sup>95</sup>. Elle traite de toutes les questions d'encadrement, de discipline et d'utilisation des prisonniers. Dès le 18 août 1914, le boulevard Saint-Germain demande

« d'étudier dès maintenant l'emploi éventuel de main-d'œuvre provenant de prisonniers de guerre, pour des travaux publics ou d'intérêt public, et notamment pour l'entretien ou la construction de chemins vicinaux, routes, etc.<sup>96</sup> ».

En septembre 1914, les premiers prisonniers allemands arrivent, par exemple à Tarbes, où ils sont internés dans l'ancien couvent des Carmes du Désert. Ils sont mis au travail pour construire la voie de chemin de fer Lannemezan-Auch, qui n'allait jamais être achevée<sup>97</sup>. Ces premières utilisations ne vont cependant pas sans réticences. A l'été 1915, le préfet de Charente dresse un bilan pour son département et le maire de Brie-sur-Chalais lui répond : « Après avoir consulté l'opinion de la population, dans la crainte d'incidents, quelques personnes (les femmes en particulier) ne paraissent pas disposées à

faire bon accueil aux prisonniers. » Le maire de Coulonges se montre tout aussi réservé :

« Les habitants sont absolument réfractaires à l'idée d'employer une équipe de prisonniers allemands. La main-d'œuvre militaire nous sera absolument nécessaire pour les battages, mais des soldats français seulement<sup>98</sup>. »

En janvier 1915, selon une note ministérielle, un dixième des prisonniers allemands seulement sont occupés. Des régions à l'habitat dispersé comme la Charente mesurent surtout le fardeau qu'impose la garde des prisonniers. « La situation topographique de la commune ne permet pas d'employer des équipes nombreuses où la surveillance serait impossible », observe par exemple le maire de Genouillac<sup>99</sup>. Mais l'intérêt financier que représente pour les exploitants agricoles le moindre coût de la main-d'œuvre captive érode rapidement ces préventions. En Charente, les 571 prisonniers de guerre fournissent 74 078 journées de travail du 26 septembre 1917 au 16 avril 1918, et 65 687 journées de travail entre le 16 avril et le 25 septembre 1918 (pour 590 prisonniers)<sup>100</sup>. Ce total est encore plus impressionnant rapporté au nombre de journées de travail fournies, durant les mêmes périodes, par la main-d'œuvre militaire française composée d'équipes agricoles et de permissionnaires individuels. Sur la première période, 7 114 hommes fournissent 128 572 journées de travail et, sur la deuxième période, 4 079 apportent 64 634 journées. La main-d'œuvre captive est ainsi quatorze fois plus productive que celle des permissionnaires civils et des affectés spéciaux ! Est-ce la main-d'œuvre captive qui est surexploitée ou bien, plus raisonnablement quand on sait « l'embuscage » que représente le travail agricole pour les Français sortis du front et qui n'ont nulle envie d'y retourner, la main-d'œuvre française qui adopte une attitude faite de « pas trop fort le matin et doucement l'après-midi » ?

Globalement, c'est bien la question de la réciprocité dans les traitements qui se pose avec acuité tout au long de la guerre. Si une puissance sait que son adversaire détient un nombre non négligeable de ses soldats, elle sera tentée de les traiter convenablement pour éviter d'exposer ses ressortissants à des représailles. Dans le cas contraire, toutes les exactions sont possibles, ce qui explique le sort tragique subi par les Indiens de l'armée Townshend ou des Roumains tombés entre les mains allemandes.

Preuve que la guerre n'est pas intégralement totalisée en 1914-1918, les belligérants concluent des accords tout au long du conflit. Le 15 mai 1917, Français et Allemands s'entendent à Berne sur l'échange des officiers capturés avant décembre 1915 et âgés de plus de cinquante-cinq ans. En juin 1917, Allemands et Britanniques se rencontrent à La Haye et acceptent d'étendre les critères de l'internement en Suisse. L'accord comprend un volet inédit : il inclut les officiers et sous-officiers souffrant du « syndrome des barbelés » – une forme de dépression liée à la longueur et à la dureté de la captivité.

L'Italie représente un cas à part<sup>101</sup>. Le haut commandement ainsi que le gouvernement sont convaincus que leurs six cent mille captifs sont autant de lâches. Ils refusent donc catégoriquement de leur venir en aide. Le ministre de la Guerre, le général Paolo Morrone, interdit l'envoi de tout secours en affirmant qu'« il s'agit d'empêcher que ne se répande parmi les troupes la conviction qu'auprès de l'ennemi, il est possible de trouver des conditions de vie au moins tolérables<sup>102</sup> ». Loin de rendre les autorités italiennes plus compatissantes, la défaite de Caporetto les pousse à ne pas envoyer de colis de vivres aux captifs. Car Cadorna, dont les erreurs de commandement sont pourtant nombreuses, estime que ce désastre est dû au « vil repli » des soldats italiens. De fait, les trois cent mille soldats capturés au cours de la bataille sont traités par Gabriele D'Annunzio d'« embusqués au-delà des Alpes<sup>103</sup> ».

Au cœur de la guerre, la figure du prisonnier revêt ainsi des dimensions politiques, sociales et culturelles variées qui dépendent des cultures nationales.

## Officiers et sous-officiers des dépôts

Peu d'études ont été consacrées jusqu'à présent aux formations militaires de l'arrière au moment où des « hyper-batailles » se déroulent sur le front, et notamment aux dépôts par lesquels transitent les soldats en cours d'instruction avant de monter au front. Même si certains personnels qui les peuplent sont d'anciens blessés, ces officiers et sous-officiers sont sortis du champ de bataille sans être tout à fait des victimes. Bien que cette réalité reste méconnue, la littérature offre *a posteriori*, et avec le handicap que représentent de possibles reconstructions mémorielles, quelques repères. Paul Vialar, le romancier de *L'Homme de chasse*, publie en 1956 un roman intitulé *Les Morts vivants*, dans lequel il narre la vie d'un jeune bourgeois qui, mobilisé en 1918, va connaître la vie du front et des groupes francs. Passé auparavant par le dépôt, son héros subit les exercices sans cesse répétés sous les ordres d'un capitaine omnipotent et tyrannique.

« Bientôt, ils furent là, une dizaine en cercle autour du capitaine. Il y en avait de toutes les sortes, parmi ces gradés, des gros et des maigres, de pâles et d'écarlates, de surexcités, de passifs et d'inquiets, tous, cependant, possédés d'une seule idée, d'une seule pensée, je le sus bientôt : celle qu'ils avaient, chargés par une chance inespérée de nous "instruire", la bonne place et qu'il ne leur fallait à aucun prix la perdre<sup>104</sup>. »

Car ces officiers et sous-officiers des dépôts n'ont qu'une hantise :

« les autres, s'ils avaient osé, auraient rigolé de bon cœur, seulement, ils n'osaient pas parce que là-bas, à quatre cents kilomètres, à une nuit de chemin de fer, il y avait un endroit qu'ils connaissaient, où il valait mieux ne pas être, d'où ils avaient eu déjà assez de mal à se tirer et où, sergent ou capitaine, on mourrait comme un bonhomme tout court. Alors, ils se taisaient ; ce qu'ils voulaient ; c'était gagner du temps et ce n'était pas ici, moins encore que "là-haut", qu'il fallait jouer les révoltés<sup>105</sup> ».

Bien sûr, le trait est forcé, l'écriture tardive et reconstruite, à la lumière de systèmes de représentations forgés quarante ans après les faits. Il n'y a pas que des couards pour encadrer les recrues dans les dépôts. Il y a surtout des soldats qui ont été blessés, qui ont donc l'expérience du feu, et qui préfèrent – Vialar a sur ce point raison – se confronter à des bleus plutôt qu'à l'ennemi, à des grenades d'exercice plutôt qu'à des tirs réels.

## Les morts

Dimension tragique et traumatique des « hyperbatailles », les vivants doivent cohabiter avec les restes plus ou moins intacts des morts qui leur rappellent en permanence le sort qui les menace. L'outrage fait aux corps, très réel, constitue une régression par rapport aux pratiques antérieures de la guerre. Que les corps déchiquetés soient une des visions courantes du champ de bataille depuis l'utilisation massive des armes à feu, et même avant, ne fait aucun doute. Mais la nouveauté de la Grande Guerre tient au fait que, durant les hyperbatailles, les corps des morts ne peuvent plus être évacués du champ de bataille. Au commencement de la guerre, il existe bien des règles d'inhumation. La notice du règlement du service de santé français prescrit, par exemple, de choisir un « terrain convenable » et de procéder au plus vite à l'ensevelissement. Il est recommandé de creuser des fosses de dix mètres de long sur deux mètres de

profondeur dans lesquelles les cadavres doivent être entassés « sur 3 ou 4 rangs superposés ». Afin de ne pas menacer la remise en culture des sols, il est même demandé de « ne pas étendre sans nécessité absolue la surface des terrains à consacrer aux sépultures<sup>106</sup> ». Une remarque s'impose. Si les adversaires avaient voulu enterrer les morts de part et d'autre à l'issue de la bataille des frontières, c'est au moins trois semaines, selon les normes de travail des fossoyeurs de l'armée française, qu'il aurait fallu consacrer à cette tâche<sup>107</sup>.

Les musiciens-brancardiers sont théoriquement chargés de récupérer les corps durant la guerre de tranchées. Mais la difficulté est trop grande et le risque trop élevé. D'où la cohabitation des vivants et des morts que décrivent tous les hommes de la ligne de feu. Le traumatisme sacrilège d'avoir à marcher sur des cadavres a été décrit bien des fois sans la moindre aseptisation. Ainsi Maurice Genevoix a-t-il parlé de « viande d'homme » en termes qui disent toute l'horreur de cette forme de guerre. Dès le 5 mai 1915, le préfet de la Meuse signale à son ministre :

« tout autour de cette imposante place forte [Verdun], depuis les Hauts-de-Meuse, en passant par les Eparges, jusqu'à Vauquois et l'Argonne, de nombreux cadavres gisent depuis plusieurs mois sur le sol, sans sépulture, et il est impossible de procéder à leur inhumation dans des terrains constamment battus par la mitraille. La putréfaction des corps dégage par places des miasmes et des odeurs nauséabondes que le vent transporte avec la poussière. L'apparition des chaleurs activant la décomposition des organismes laisse prévoir les pires dangers<sup>108</sup> ».

Comme l'a écrit la philosophe Monique Castillo, le corps du soldat exprime une unité organique théorique au sens où le sacrifice de soi « incarne exemplairement cette élévation du "soi" au "tout"<sup>109</sup> ». Or, durant les hyperbatailles, l'élévation au tout prend la forme répulsive du corps démantelé, dégradé, voire dispersé, retrouvant des processus primitifs de démembrement rituels identifiés



dans la jeunesse de l'humanité ou dans des rites punitifs comme l'écartèlement des régicides jusqu'au XVII<sup>e</sup> siècle.

Les morts des « hyperbatailles », aux corps parfois en miettes, sont certes banalisés dans le regard des combattants, tant ils en voient autour d'eux. Dans le même temps, les restes des combattants sont respectés, dans la mesure du possible, en fonction des conditions de combat, par le biais de tombes individuelles ou collectives creusées çà et là sur le parapet de la tranchée, marquées d'une croix de bois sommaire ou d'un fusil planté la crosse en l'air, pour pouvoir éventuellement retrouver la dépouille de ceux qui sont sortis de la bataille par la mort<sup>110</sup>. Les rites funéraires militaires existent toujours, même au plus fort du combat, et tentent de s'adapter à la densité de feu.

Les morts placés sous le regard des encore-vivants constituent bien l'une des dimensions traumatiques les plus importantes des hyperbatailles et offrent le symbole pathétique d'une forme de « guerre bloquée » que les Allemands vont rompre en 1918.

N'oublions cependant pas ceux qui ne sont pas sortis de la bataille, et qui forment les cohortes les plus fortes. Par devoir, par habitude, par lassitude, par fidélité aux copains, ils tiennent et retrouvent en 1918 une forme de guerre oubliée depuis 1914.

## 7

### **Désarrois, révolutions et paix (1917-1918) : les fronts intérieurs**

L'année 1917 fut pour le moins fertile en événements. En février, le régime autocratique russe, qui paraissait encore solide, s'effondre en quelques jours, confirmant que de puissantes tensions internes fragilisaient sa force apparente. La Russie plonge dans le chaos et la minorité bolchevique s'empare du pouvoir en octobre, faute d'avoir eu – entre bien d'autres raisons – un souverain à la hauteur des défis à relever.

L'entrée en guerre des Etats-Unis, et à sa suite d'un grand nombre d'Etats sud-américains, résulte en partie de la chute du tsarisme ; mais elle doit aussi beaucoup au choix de la guerre sous-marine à outrance décrétée par le Quartier général allemand en février 1917. Sachant qu'ils n'ont plus rien à attendre de la part de Washington et malgré la présence d'une forte communauté d'origine allemande au Nouveau Monde, les militaires allemands franchissent le pas. Bien entendu, l'entrée dans la guerre aux côtés de l'Entente de la plus grande puissance industrielle mondiale – qui n'est cependant pas encore la première puissance économique – change radicalement les rapports de forces dans le camp allié. Fort du montant des emprunts souscrits sur leurs banques par bien des Etats en guerre, les Etats-Unis entendent imposer une association plutôt qu'une alliance qui les lierait à des

Etats dont ils soupçonnent qu'ils se sont jetés dans la guerre de manière un peu trop irréfléchie. S'exprime ainsi un rapport de force politique, mais également une conception philosophique liée à la *Manifest Destiny* qui a été un élément déterminant dans la construction intérieure des Etats-Unis. L'opinion publique états-unienne doit donc être scrutée afin de voir comment le président fédéral Woodrow Wilson et ses proches, qui ont basé la campagne de réélection de novembre 1916 sur le slogan « *He kept us from war* » (« Il nous a préservé de la guerre »), ont su aller contre une part de l'opinion, la retourner, ou l'ignorer.

L'espoir que suscite l'arrivée des Américains n'est pas partagé par les seuls militaires français, qui savent leurs troupes à bout de souffle. L'arrière voit en eux des hommes frais et vigoureux capables de remporter toutes les victoires et plus encore de remplacer les soldats de la vieille Europe. Mais les déboires militaires démentent cet optimisme, nous le verrons.

Dire que les opinions publiques et les dirigeants, troublés, sont en proie aux doutes, relève de l'évidence. Les fronts intérieurs des pays belligérants ne réagissent pas à l'unisson aux offres de paix qui émaillent les années 1917-1918. Le refus qui leur est opposé n'indique pas pour autant une volonté inébranlable de poursuivre la guerre à tout prix. En tout cas, les opinions publiques sont de plus en plus désarçonnées par la prolongation du conflit et les épreuves qu'elle provoque. Des voix, de plus en plus nombreuses et impératives, se font entendre pour dire la soif de paix que réclament toujours plus de citoyens.

## Les révolutions russes de 1917

« Nous, les vieux, nous ne verrons pas la révolution », aurait affirmé Vladimir Ilitch Oulianov Lénine (quarante-sept ans) à la fin de 1916. Au début de 1917, ce révolutionnaire professionnel pense donc que les conditions ne sont pas réunies pour que la Russie bascule dans

un mouvement insurrectionnel. Deux mois après, pourtant, la dynastie des Romanov est renversée ; un an plus tard, les bolcheviks se sont emparés du pouvoir par la force. Deux éléments méritent donc d'être distingués en Russie. D'une part, la volonté assez largement partagée d'opérer des réformes intérieures profondes passant, par exemple, par l'abdication de Nicolas II, qui n'est pas nécessairement synonyme de renversement de sa dynastie ; de l'autre, le processus qui, après l'effondrement du tsarisme, aboutit à l'arrivée au pouvoir d'une force minoritaire, mais qui sait aussi réagir intuitivement avant de s'imposer militairement.

Que la guerre soit « un cadeau fait à la révolution », selon les termes du même Lénine, ne fait aucun doute. Encore faut-il s'entendre sur la nature de ce cadeau. Car l'idéologie ne joue pas forcément le premier rôle : les enjeux se situent sur le front de la quotidienneté. Privée des biens d'équipements importés avant guerre, amputée de la partie polonaise relativement industrialisée à l'ouest par les opérations militaires, la Russie s'enfonce dans les pénuries. Devant la détérioration des moyens de transport, la paysannerie vit de plus en plus en autarcie et ne délivre plus que parcimonieusement ses produits aux villes où galope l'inflation portant sur les produits de première nécessité. Face à ce *trend* haussier et à la situation désastreuse des approvisionnements, les revendications salariales explosent, tout comme les demandes sociales qui portent sur la répression d'hypothétiques « accapareurs ».

C'est sans doute sur les campagnes que la pression de la guerre pèse le plus lourdement. Outre le prélèvement des hommes et des chevaux, les réquisitions pour alimenter l'armée et le front se révèlent catastrophiques pour une agriculture en cours de modernisation après la révolution de 1905. S'ajoutent des pratiques militaires brutales mises en lumière par les historiens Peter Holquist<sup>1</sup> ou Nicolas Werth<sup>2</sup>. Les généraux commandant les grandes régions militaires se comportent en maîtres absolus et n'hésitent pas à déporter les

populations jugées « suspectes ». De septembre 1914 à la fin de l'année 1916, selon Nicolas Werth, plus d'un million de citoyens russes, de confession juive ou d'origine allemande, sont déportés sur ordre des militaires. Ces migrations internes forcées font souvent implorer les communautés urbaines et rurales où les réfugiés sont assignés à résidence. C'est donc un régime miné de l'intérieur par des pratiques qui échappent de plus en plus au pouvoir central qui se trouve confronté à des manifestations spontanées contre la pénurie et la vie chère.

Le calendrier de la révolution de février est terriblement resserré. En quelques jours seulement, le régime des Romanov s'effondre, comme si personne ne voulait plus le défendre. Le 23 février 1917, des femmes réclamant du charbon et du pain, auxquelles se joignent des ouvriers de l'usine d'armement Poutilov, manifestent à Petrograd. La répression provoque cent soixante-neuf morts, mais en quelques jours les soldats changent de camp. Dès le 27 février, à l'appel du soviét de Petrograd, la majeure partie de la garnison de la capitale rejoint ceux qui sont désormais des insurgés. Les autorités de la capitale sont dans l'incapacité absolue de rétablir l'ordre. Nicolas II lui-même ne peut rejoindre Petrograd, son train étant bloqué par des soldats révoltés. La confusion atteint son comble au début du mois de mars. Un gouvernement provisoire est constitué par des députés modérés de la Douma, présidé par le prince Georges Lvov, le 1<sup>er</sup> mars 1917. Le lendemain, Nicolas II est poussé à l'abdication par les militaires comme par les civils. Il tente bien de préserver la dynastie en désignant comme successeur son frère, le grand-duc Michel, mais ce dernier refuse un cadeau qu'il sait empoisonné. De ce jour, la dynastie des Romanov, au pouvoir depuis 1613, a vécu. Mais, au vrai, où se situent alors les leviers de commande dans un Etat en pleine déliquescence ?

La partie la plus officielle du pouvoir est constituée par le gouvernement Lvov que dominent deux personnalités. Historien,

ancien professeur à l'université de Moscou, Paul Milioukov (1859-1943) est le principal responsable du mouvement constitutionnel-démocrate à la Douma et détient dans le gouvernement provisoire le portefeuille des Affaires étrangères. A ses côtés, le ministre de la Guerre, l'industriel Alexandre Goutchkov (1862-1936), dont le grand-père était encore serf, est le principal animateur du mouvement « octobriste », rassemblant les partis qui souhaitent, pour leur pays, une monarchie constitutionnelle calquée sur le régime britannique. Mais, en parallèle, fonctionnent des soviets d'ouvriers ou de soldats, notamment à Petrograd. L'armée est au cœur de la chute de Nicolas II, à bien des égards. L'antagonisme entre officiers et soldats atteint des sommets et les premiers se voient dans l'incapacité de se faire obéir des seconds. La guerre a eu raison du « rouleau compresseur », tant vanté par la presse française en 1914. Après les événements de février, le taux de désertion devient considérable et ces soldats qui partent avec leurs armes sont prêts à se raccrocher à tout projet ou toute idéologie leur promettant la paix. Des comités de soldats pullulent et prétendent discuter un ordre avant de l'exécuter, voire élire leurs officiers, vieille réminiscence des débuts de la Révolution française et de la Commune de Paris. Au début du mois d'avril 1917, la crise est ouverte entre le gouvernement provisoire et le soviet de Petrograd. Milioukov rappelle alors la ligne officielle de la Russie révolutionnaire : continuer la guerre aux côtés des Alliés afin d'imposer une paix aux Empires centraux. Or cette vision ne satisfait pas les diverses composantes des gauches russes. Le soviet de Petrograd, tenu par l'aile modérée des socialistes, les *mencheviks*, prône ainsi le « défensisme révolutionnaire » qui consiste à préserver le territoire national pour permettre le développement de la révolution, au prix éventuellement d'une paix blanche sans annexion.

En avril, la solution se trouve dans la rue. Le soviet mobilise la foule et obtient la démission de Milioukov et de Goutchkov. S'il est toujours présidé par Lvov, c'est Alexandre Kerenski, un socialiste

révolutionnaire, qui domine le deuxième gouvernement provisoire. Le glissement à gauche est patent. Tout en proposant une paix sans annexion, Kerenski ne souhaite pas rompre la solidarité militaire avec les Alliés. Ne réussissant pas à susciter une conférence internationale de paix, il se résout, sous leur pression, à ordonner une offensive au général Broussilov.

Devant les contradictions du « défensisme révolutionnaire », les bolcheviks minoritaires développent, pour leur part, la notion de « paix à tout prix », une option de plus en plus écoutée dans le pays. L'état de l'armée est catastrophique, comme le confirment les déboires de la deuxième offensive Broussilov. Après quelques succès initiaux, les soldats refusent purement et simplement de poursuivre l'offensive. « Quelques éléments continuent à abandonner leurs positions et n'exécutent pas les ordres prescrits », note alors pudiquement l'état-major.

Car la victoire des révolutionnaires s'explique en partie par une spécificité russe, celle du soldat-paysan. En rupture de hiérarchie et de discipline, il porte encore son arme et se montre prêt à s'en servir, notamment pour s'approprier les terres par la violence, comme c'est le cas à partir de mars 1917. Face à l'indécision du gouvernement provisoire, la mouvance bolchevique exploite ce mouvement. Dès 1916, Lénine a érigé de plus en plus ouvertement la guerre civile en prolongement de la « guerre impérialiste », afin de permettre aux bolcheviks d'accéder au pouvoir. Il doit pourtant élaborer un tour de passe-passe idéologique, en mettant pour un temps en sourdine la *doxa* marxiste de la lutte des classes entre le prolétariat et la bourgeoisie, afin de mieux redécouvrir le poids des vieilles révoltes paysannes. Car ce ne sont pas les ouvriers de Petrograd ou de Moscou qui ont fait la vraie révolution, mais bien les anciens soldats-déserteurs<sup>3</sup> redevenus paysans qui veulent en finir à tout prix avec la guerre. L'intelligence politique des bolcheviks consiste à être les seuls à défendre l'idée d'une paix révolutionnaire qui, dans leur esprit, doit

déboucher sur la guerre civile, seul moyen d'imposer leurs conceptions.

La « crise de juillet » 1917 reflète les rivalités qui opposent les courants révolutionnaires. Une partie des unités militaires de Petrograd – noyautées par les bolcheviks, mais aussi par les anarchistes, leurs alliés d'un temps qui allaient le payer très cher – craignant d'être renvoyées au front, tentent de renverser le gouvernement provisoire. Après trois jours d'affrontements, ce dernier est sauvé par le retour de troupes loyalistes. En apparence, bolcheviks et anarchistes sont vaincus. Plusieurs dirigeants bolcheviks sont arrêtés, comme Zinoviev ou Trotski, tandis que Lénine s'enfuit en Finlande. En juillet, le gouvernement Lvov dispose ainsi de soutiens suffisants pour résister à un putsch. La crise se solde cependant par le remplacement de Lvov par Kerenski lui-même, qui, d'homme fort, passe au rang de chef de gouvernement. Mais ce dernier, présenté par la presse parisienne comme le Danton russe, manque singulièrement d'audace. Isolé, il n'arrive pas à se tenir à une ligne politique claire. Les partisans du rétablissement de l'ordre se rassemblent alors autour de la personnalité du général Lavr Kornilov. Le commandant de la 48<sup>e</sup> division d'infanterie a été blessé dans les Carpates en 1915, avant d'être capturé par les Austro-Hongrois. Il s'évade en 1916 et devient un héros de l'armée russe. Sous le gouvernement de Kerenski, Kornilov est promu chef de l'armée. Brave, Kornilov l'est incontestablement. Populaire également, mais son sens politique est proche de celui du général français Boulanger, auquel on peut le comparer. Le 28 août 1917, certain que sa personnalité va faire l'unanimité pour rétablir l'ordre, Lavr Kornilov exige de Kerenski la dissolution des soviets et envoie des troupes contre Petrograd, qu'elles ne peuvent atteindre, se délitant avant la capitale sous les coups de la propagande révolutionnaire. Cet essai se solde tragiquement pour Kornilov, qui est arrêté, mais tout autant pour Kerenski. Pour contrer ce qu'il assimile à une tentative césariste, le



chef du gouvernement s'appuie en effet sur les bolcheviks, dont il libère les dirigeants emprisonnés et auxquels il distribue des armes. En s'inféodant aux partisans de Lénine, Alexandre Kerenski perd tout le crédit dont il jouissait dans les milieux militaires et dans une partie de l'opinion.

Pourtant, les bolcheviks sont eux-mêmes divisés sur la stratégie à adopter. Si la majorité des dirigeants pensent que le noyautage des principaux soviets du pays suffit pour les amener au pouvoir en économisant une insurrection armée, Lénine, toujours réfugié en Finlande, rétorque dès septembre 1917 qu'il faut au contraire envisager une prise du pouvoir par les armes. Rentré en Russie, il fait adopter sa position, qui est appliquée le 24 octobre.

Etrange révolution, à vrai dire, que celle d'octobre 1917, la deuxième de l'année pour ce qui n'est plus déjà l'Empire des Romanov. Le constat historique est à des années-lumière des canons de la propagande, mis en scène par le cinéaste Eisenstein et mémorisés par des générations de militants communistes. Pas d'épopée, peu de combats, hormis la prise du Kremlin. Qui s'est aperçu en Russie qu'il s'agissait d'un putsch ? Le Conseil des commissaires du peuple, qui comprend quinze membres, tous bolcheviks, remplace le gouvernement de Kerenski – ce dernier étant en fuite – dans une indifférence générale. Car la confusion règne en maîtresse absolue. En décembre 1917, l'Assemblée constituante programmée depuis la chute des Romanov est élue mais les élections se soldent par un échec cuisant pour les bolcheviks. Si les mencheviks sont laminés avec seize élus seulement, prix à payer de leurs attitudes d'après février, les cent soixante-quinze bolcheviks pèsent bien peu par rapport aux trois cent soixante-dix socialistes-révolutionnaires, plus modérés malgré leur appellation trompeuse. Aussitôt, l'Assemblée constituante annule les décrets pris par le Conseil des commissaires du peuple, notamment les procédures de confiscation-redistribution des terres. Mais cette malheureuse Chambre ne peut rien contre les mitrailleuses

bolcheviques qui l'obligent à s'autodissoudre le soir même de sa première réunion le 5 janvier 1918, Lénine parlant à son égard d'une « plaisanterie démocratique ». Avec cette brutale prise du pouvoir, les théories de Lénine de 1916 sur la guerre civile deviennent réalité. Le régime crée une police politique dans la foulée et ouvre en mars 1918 le premier camp de rééducation par le travail pour les opposants, premier avatar des phénomènes concentrationnaires du XX<sup>e</sup> siècle. La patrie des travailleurs naît dans la violence révolutionnaire qui se pare d'une légitimité idéologique ; les Russes attendront 1991 pour retrouver la voie d'un fragile pluralisme politique.

Les bolcheviks veulent appliquer au plus vite leur programme. Ils entendent d'une part transformer radicalement la société russe par la contrainte, et d'autre part en finir avec la guerre. Ces deux dimensions sont intimement liées : les bolcheviks ont impérativement besoin de la paix sur leurs frontières pour pouvoir ancrer le processus révolutionnaire. La paix ne revêt donc pas la même valeur pour les dirigeants révolutionnaires et pour une large part du peuple russe. Quand le second la souhaite par lassitude de trois années de guerre, les premiers l'exigent pour passer à ce qui prime à leurs yeux, la révolution, au risque de la guerre civile. « Qui ne travaille pas ne mange pas », résume brutalement Lénine pour jeter les bases de l'*homo novus sovieticus*. Quant à la paix, il s'agit de l'établir à n'importe quel prix, en passant par-dessus la tête des Etats, en appelant les peuples à l'imposer à leurs dirigeants. Ainsi le « décret sur la paix » place-t-il d'emblée la recherche de la fin de la guerre dans la perspective d'une révolution européenne. Au nom de leurs traditions révolutionnaires, les classes ouvrières britannique, française et allemande sont appelées à contraindre leurs gouvernements respectifs à mettre fin au conflit, sans annexions, ni contributions. Le 3 décembre 1917, les bolcheviks ouvrent des négociations avec les Empires centraux dans la ville de Brest-Litovsk, prise par les Allemands au cours de l'été 1915. Face à la dissolution

quasi complète de ce qui reste d'armée russe, les représentants des Empires centraux sont largement en position de force. Les bolcheviks tentent de gagner du temps, dans l'espoir qu'éclate une révolution en Allemagne. Le 15 décembre 1917, un armistice de quatre semaines renouvelable est signé<sup>4</sup>. Mais les Allemands sont pressés d'en finir à l'Est, afin de pouvoir transférer le plus possible de troupes à l'ouest, où Ludendorff pense que s'obtiendra la décision finale. Le 16 février 1918, les Allemands et les Austro-Hongrois adressent un ultimatum aux dirigeants bolcheviks divisés sur la position à adopter ; faute de réponse, ils passent à l'attaque le 18 février. En trois jours de combats catastrophiques pour les Russes, les quelques unités encore enrégimentées de l'armée et des milices ouvrières, mal armées et incompetentes au plan militaire, sont bousculées. Allemands et Austro-Hongrois marchent sur l'Ukraine et sur les Pays baltes. Le 23 février 1918, les bolcheviks sont contraints d'accepter, puis de signer le 3 mars, les conditions imposées par les Empires centraux, bien plus rigoureuses encore que celles qui avaient été négociées à partir de décembre. Qu'on en juge : la Russie bolchevique perd huit cent mille kilomètres carrés, soit 26 % de la population, 32 % de sa production agricole, 75 % de son charbon et de son fer. En outre, les Russes doivent livrer quatre-vingt-quatorze tonnes d'or. Ukraine, Biélorussie, Pays baltes et Pologne sont perdus. Enfin, ces conditions contredisent les attendus du « décret sur la paix » qui évoquait une paix sans annexion ni contribution. Les bolcheviks ont cédé des proportions énormes du territoire russe et versé une lourde indemnité. C'est le prix à payer pour que Lénine l'emporte au sein de son parti en imposant sa vision d'un nécessaire passage à la guerre civile, afin d'imposer sa loi aux courants qui ont commencé à se structurer pour abattre le pouvoir des soviets. De fait, l'armée des volontaires de Kornilov s'est regroupée sur le Don. Après la mort de son chef en avril 1918, le général Anton Denikine (1872-1947) lui succède. Une horrible guerre civile s'installe jusqu'à 1923. Marquée par de

terribles exactions de part et d'autre, amplifiée par des interventions étrangères, elle débouche sur la construction d'un Etat totalitaire et supérieurement répressif avant même la mort de Lénine en janvier 1924.

Quelles sont les retombées internationales de cette double révolution ? Dans les démocraties occidentales, tous ou presque applaudissent à la révolution de février. Elle lève en effet la contradiction initiale de l'alliance contre nature entre les principes républicains français et l'autocratie russe, qui avait tant gêné les Etats-Unis par exemple. Tant que les deux gouvernements provisoires de Lvov maintiennent la fiction d'une Russie en guerre aux côtés des Alliés, ces derniers suivent la situation avec un préjugé plutôt favorable. Bien des observateurs accordent leur crédit aux nouveaux dirigeants et estiment que les instances provisoires ne pourront pas mener une politique pire que celle de Nicolas II. En revanche, dès que la sortie de guerre se profile, les Alliés craignent que les Empires centraux ne disposent d'un avantage numérique considérable à l'ouest, leur permettant d'attaquer en force les Franco-Anglais dans l'Hexagone ainsi que les Italiens sur le front des Alpes. En outre, les options idéologiques des bolcheviks ne peuvent que scandaliser les dirigeants européens peu amènes à l'égard des opinions socialistes radicales. Lorsqu'ils apprennent que Lénine a bénéficié de subsides allemands et de facilités de transport pour rentrer en Russie, le leader bolchevik est de plus en plus considéré comme un allié objectif des Allemands, voire comme un jouet entre leurs mains. Au fur et à mesure que la réalité du pouvoir bolchevik et ses pratiques terroristes se dévoilent, les Alliés prennent leurs distances avant d'envoyer des corps expéditionnaires tenter de refouler le communisme.

## **Les Etats-Unis entrent en guerre**

La guerre sous-marine décrétée à outrance en février 1917 par les autorités allemandes jette les Etats-Unis dans la guerre. De fait, elle lèse leurs intérêts économiques dans la mesure où les *farmers* aussi bien que les industriels *yankees* gagnent gros dans les exportations à destination d'une Europe en guerre. Les banques privées américaines, nous l'avons vu, ont choisi leur camp précocement, puisque, dès 1915, elles prêtent largement à la France et à la Grande-Bretagne alors que les prêts aux banques des Empires centraux disparaissent pratiquement. Pour autant, la situation est plus complexe, ce qui invite à suivre les évolutions de l'opinion publique états-unienne depuis 1914 ainsi que les stratégies des pouvoirs publics pour comprendre la manière dont le Nouveau Monde entre en guerre.

La neutralité s'impose au pays en 1914 pour plusieurs raisons. La première d'entre elles est le calendrier. Elu président en novembre 1912, Woodrow Wilson<sup>5</sup> se sait à *mid term* de son premier mandat. Souhaitant être réélu, il ne veut pas mécontenter son électorat. Or, au recensement de 1910, près de neuf millions cinq cent mille Américains sur quatre-vingt-douze millions au total ont déclaré que l'allemand était leur langue d'origine. Wilson sait aussi qu'un grand nombre de juifs persécutés par le tsarisme ont fui la Russie pour faire de New York la plus importante ville juive du monde. Il n'ignore pas, en troisième lieu, que des millions d'Irlandais, catholiques et viscéralement anti-anglais, ont fui l'île verte depuis le XVIII<sup>e</sup> siècle, la maladie de la pomme de terre et la terrible famine qu'elle provoqua accélérant le processus au début des années 1840. De toute évidence, le président fédéral n'entend pas s'aliéner des millions d'électeurs qui envisagent d'un œil noir une alliance avec l'Angleterre honnie ou la Russie détestée et n'imaginent pas attaquer une Allemagne chère à tant de cœurs.

Bien que la liberté des mers soit devenue l'une des thématiques privilégiées de leur progression économique et impériale à partir de la deuxième moitié du XIX<sup>e</sup> siècle – le *commodore* Matthew Perry

avait par exemple obligé certains ports japonais à s'ouvrir le 8 juillet 1853 –, les Américains privilégient les affaires intérieures sous le premier mandat de Wilson. Second président démocrate seulement à être élu depuis 1856, ce dernier souhaite appliquer son programme *progressiste*. Son secrétaire d'Etat, William Jennings Bryan, est tout sauf un va-t-en-guerre. Au printemps de 1915, lorsque le *Lusitania* est coulé avec à son bord des citoyens américains, dans des circonstances vues précédemment, Bryan estime que la réponse de Wilson est trop hostile aux Allemands, ce qui l'amène à démissionner en juin ; à l'inverse, l'ancien président républicain Théodore Roosevelt la juge trop timorée.

Si elle s'émeut de l'affaire du *Lusitania*, l'opinion publique américaine n'en demeure pas moins favorable à la neutralité. La région du *Midwest*, le bassin du Mississippi, ou encore celle de Milwaukee et d'Indianapolis, où vivent de fortes communautés d'origine allemande, restent opposés à toute intervention. Malgré les risques bien réels de tension avec la communauté allemande, le président jette de l'huile sur le feu dans son discours sur l'état de l'Union au début de 1916. Il s'en prend aux Américains d'origine de souche qui auraient selon lui :

« bénéficié des généreuses lois de naturalisation du pays... [et] qui ont distillé le poison du manque de loyauté dans chaque artère de notre corps national<sup>6</sup>. »

Un autre argument s'impose durant la campagne électorale de 1916. Les électeurs de Woodrow Wilson le considèrent comme l'héritier du *progressism* qui avait émergé à l'extrême fin du XIX<sup>e</sup> siècle et que Herbert Croly, journaliste new-yorkais, avait théorisé dans son *Progressive Democracy*, paru en 1914<sup>7</sup>. Définir cette sensibilité n'est pas facile tant elle rassemble des intérêts complexes. Disons simplement qu'à la suite de la « période dorée » de la fin du XIX<sup>e</sup> siècle un certain nombre d'Américains – classes

moyennes aussi bien qu'élites traditionnelles –, se voient dépossédés de certains de leurs privilèges par les *self made men* et autres nouveaux riches. Même si l'archétype du *self made man* relève largement du mythe américain, classes moyennes et élites traditionnelles veulent que le capitalisme sauvage soit limité, ce qui postule une extension des pouvoirs fédéraux. C'est sur ces bases que Woodrow Wilson, ancien professeur d'université à l'expérience politique limitée à un mandat de gouverneur, est élu en novembre 1912. Il applique alors son programme de *New Freedom*, marqué notamment par l'instauration d'un impôt sur le revenu en 1913 et surtout par la modernisation du système bancaire américain, enfin doté d'institutions centrales avec le *Federal Reserve System*, de décembre 1913. Même s'il est en perte de vitesse en 1916, le mouvement progressiste veut que Wilson agisse sur la société intérieure états-unienne sans se laisser détourner de ses objectifs par des impératifs extérieurs. Pour toutes ces raisons, durant la campagne de novembre 1916, les deux grands candidats, le démocrate Wilson, président sortant, et le républicain Charles Evans Hughes, ne reprennent pas la thématique de l'impréparation à la guerre qu'avait évoquée Théodore Roosevelt. Au contraire, c'est sur le slogan « il nous a tenu éloigné de la guerre » que Wilson est réélu.

Comme souvent, pourtant, l'économie a décidé pour lui. Wilson aurait souhaité que les banques américaines s'abstiennent de prêter aux nations européennes en guerre, ou, à tout le moins, prêtent autant aux différents protagonistes. En fait, elles choisissent clairement et précocement leur camp en raison de la crédibilité financière des protagonistes. En prêtant davantage à la France et à la Grande-Bretagne qu'à l'Allemagne ou à l'Autriche-Hongrie, les banques privées indiquent qui, à leurs yeux, est le plus capable de vaincre, donc de rembourser ses créances. Les banques ne sont pas seules à formuler ces pronostics. Selon Lawrence Sondhaus, les exportations américaines, presque tout entières à destination de l'Entente, passent

de deux milliards quatre cent mille dollars en 1914, à cinq milliards de dollars en 1916. Durant la période de neutralité, les exportations de la seule maison John Pierpont Morgan en munitions et denrées diverses pour les Alliés représentent plus du quart de toutes les exportations américaines<sup>8</sup>.

Lorsque, le 31 janvier 1917, l'amirauté allemande lance la guerre sous-marine à outrance, elle sait que les Empires centraux n'ont plus rien à espérer des Etats-Unis qui se cantonnent dans une neutralité de façade ne correspondant plus à la réalité depuis deux ans. L'affaire du télégramme Zimmermann arrive à point nommé pour convaincre l'opinion d'entrer dans la guerre. Le 16 janvier 1917, Arthur Zimmermann, secrétaire d'Etat à la Wilhelmstrasse, adresse un message chiffré à son ambassadeur à Mexico. Intercepté par les services de renseignement britannique, décrypté, le message est transmis à Washington. La teneur en est assez explosive. Zimmermann annonce qu'à compter du 1<sup>er</sup> février 1917, l'Allemagne compte lancer la guerre sous-marine sans restriction, en tentant de laisser les Etats-Unis hors de la guerre. Mais il poursuit en précisant que, si cette tentative échoue, l'Allemagne proposera une alliance et un soutien financier au Mexique pour lui permettre de reconquérir les territoires perdus après le traité de Guadalupe Hidalgo de 1848 – le Nouveau-Mexique, le Texas et l'Arizona. Après avoir prudemment vérifié qu'il ne s'agissait pas d'une tentative de manipulation britannique, Wilson rend le télégramme public le 1<sup>er</sup> mars 1917. Si, dès le 20 mars, le gouvernement américain est résolu à la guerre, ce n'est que les 4 et 6 avril 1917 que le Congrès autorise l'état de guerre. Les débats sont loin d'aller de soi. Le 4 avril, 82 sénateurs votent pour la guerre mais 6 s'y opposent ; à la Chambre des représentants, le surlendemain, 373 « pour » l'emportent sur les 50 votes « contre ».

On le sait, les Etats-Unis entrent en guerre comme Etat associé et non comme allié de l'Entente pour conserver leur liberté de manœuvre mais aussi pour ne combattre que l'Allemagne et non l'ensemble des



Empires centraux. Si Washington déclare finalement la guerre à Vienne le 7 décembre 1917, les Etats-Unis n'entament pas d'action contre la Bulgarie. Fait souvent oublié, ils entraînent dans leur sillage huit Etats latino-américains (le Brésil, le Costa-Rica, Cuba, le Guatemala, le Nicaragua et Panama) qui déclarent la guerre à l'Allemagne également, tout comme le Liberia africain, sous protection américaine depuis la fin de la *Civil War* (il devait théoriquement accueillir d'anciens esclaves libérés du *Deep South*). La Bolivie, l'Equateur, le Pérou et l'Uruguay rompent leurs relations diplomatiques avec le Reich sans pour autant participer au conflit. Haïti, pour sa part, devait déclarer la guerre à l'Allemagne, le... 12 juillet 1918, et le Honduras, le 19 juillet.

L'entrée en guerre des Etats-Unis constitue donc bien un événement majeur de la période, moins en raison du poids militaire de leur armée qui, en 1917, n'existe pour ainsi dire que sur le papier, que pour les répercussions morales et psychologiques de leur entrée dans le conflit. De fait, leur armée permanente dispose à cette date<sup>9</sup> de moins de 140 000 hommes pour 92 millions d'habitants en 1910 – 6 000 officiers et 128 000 sous-officiers et hommes de troupe – qui ont pour vocation première de maintenir l'ordre dans les territoires sous protectorat et de veiller le long de la frontière mexicaine. C'est le cas d'ailleurs en 1916-1917, lorsque le général John « Black Jack » Pershing intervient contre Pancho Villa et pousse jusqu'à Mexico City. A cette modeste troupe d'active, inférieure en nombre et en matériels à celle du royaume de Bavière, qui compte pourtant seulement 7 millions d'habitants, s'ajoute la Garde nationale, soit 14 000 officiers et 180 000 soldats. Réminiscence de la construction des Etats-Unis, cette milice levée par le gouverneur de chaque Etat, ne peut théoriquement combattre que dans le cadre géographique de l'Etat. Outre son manque d'hommes, l'armée américaine, équipée essentiellement pour des opérations de police, manque aussi de matériels. En 1911, le chef d'état-major écrit par exemple que « le

manque d'artillerie de campagne constituerait, dans l'éventualité d'une guerre, une des plus graves menaces<sup>10</sup> ». Conformément à la tradition anglo-américaine, la conscription n'existe bien évidemment pas et le recrutement s'opère uniquement sur la base du volontariat. Si la plupart des officiers sont formés à West Point, il existe également, dans la foulée d'une tradition américaine, la possibilité d'être recruté comme officier en venant directement de la sphère civile. Aux débuts de la guerre de Sécession, en 1861, la majeure partie des généraux *yankees* étaient d'ailleurs des civils, ce qui explique peut-être que les armées nordistes aient subi défaite sur défaite jusqu'en 1862.

Pourtant, le déclenchement de la guerre en Europe amène des modifications importantes aux Etats-Unis. Le *National Defense Act* du 3 juin 1916, réorganise la défense en créant un corps régulier de cent soixante-quinze mille hommes dont le recrutement est prévu sur trois ans. La Garde nationale lui est rattachée en tant que première réserve et, désormais, ses membres prêtent un double serment, à l'Etat local ainsi qu'à l'Etat fédéral<sup>11</sup>. En ce qui concerne le recrutement des hommes, une vraie révolution s'instaure. Le *Selective Service Act* de mai 1917 recense tous les jeunes hommes entre vingt et un et trente ans, tandis qu'en janvier 1918 le Congrès étend la mesure à la tranche des dix-huit à quarante-cinq ans. Une partie est ensuite incorporée par un tirage au sort fondé sur la date de naissance.

Le parti démocrate au pouvoir, traditionnellement plus interventionniste que le parti républicain, poursuit sur sa lancée du *New Freedom* dans l'administration de la guerre. En avril 1917, la Maison-Blanche lance un *Liberty Loan* portant sur cinq milliards d'emprunt, qui allait être reproduit l'année d'après. En juillet 1917, un *War Industries Board*, chargé de centraliser les productions de guerre, est créé, tandis qu'en décembre de la même année les compagnies ferroviaires sont temporairement nationalisées sous l'autorité de la *United States Railroad Administration*. L'organisation de la société américaine en guerre passe aussi par l'instauration de l'*Espionnage*

*Act*, de juin 1917 puis du *Sedition Act* en mai 1918, qui réduisent considérablement les libertés publiques. Ces textes restrictifs, bien souvent oubliés, devaient survivre en partie à la Grande Guerre au nom de la « croisade » pour la liberté<sup>12</sup>.

L'entrée en guerre menace la cohérence de la société américaine. Si les deux grands partis comprennent dans leurs rangs interventionnistes et pacifistes, c'est dans le propre camp de Wilson que se comptent les plus hostiles à l'intervention, notamment parmi les partisans de Bryan dans le *Midwest*.

Plusieurs groupes de pression voient la guerre comme une chance pour leurs revendications, à commencer par les groupes féministes. Le Montana, l'un des Etats qui ont déjà octroyé le droit de vote aux femmes avant 1920, a élu à la Chambre des représentants Jeannette Rankin, une opposante à la guerre. Deux mouvements féministes organisés existent aux Etats-Unis, d'une part le *National American Woman Suffrage Association* (NAWSA), et un groupe plus radical fondé en 1916 par Alice Paul, proche de l'Anglaise Mrs Pankhurst, le *National Women's Party* (NWP). Mais les mouvements suffragistes sont dans le même temps traversés par des thématiques pacifistes qui émanent par exemple du *Women's Peace Party* de Jane Addams, créé en 1915. Après l'entrée en guerre, le NWP, loin d'interrompre ses campagnes pour le vote des femmes, l'intensifie en présentant par exemple la notion de « croisade pour la liberté » et contre l'Allemagne que vante Wilson comme une mascarade tant que le deuxième sexe ne disposera pas de ce droit. Des manifestations de femmes, accompagnées d'arrestations et de grèves de la faim se répètent en 1917-1918. Opposé au vote des femmes lors de sa première élection en 1912, le Président doit tenir compte de cette agitation, et en janvier 1918, il se déclare favorable à la mesure. Si la Chambre des représentants entérine un premier projet, le Sénat le rejette ; il faut donc attendre juin 1919 pour que passe le *Women's*

*Suffrage Act*. En complément, le 19<sup>e</sup> amendement d'août 1920 confère à toute femme américaine de plus de vingt et un ans le droit de vote aux élections présidentielles.

Comme dans les autres pays belligérants, les femmes sont encouragées à travailler dans les industries de guerre, notamment à travers le *Women's Branch* de l'*US Army Ordnance Bureau*. Mais, tout comme en Europe, une fois la guerre terminée, les femmes sont incitées à laisser leurs places aux hommes démobilisés. De fait, moins de femmes sont engagées dans le processus productif en 1920 qu'en 1910.

Par ailleurs, dans un Etat où la discrimination règne officiellement, quelle allait être l'attitude des Afro-Américains ? Les responsables de la communauté noire décident, non sans réticences, de rallier la politique extérieure de Wilson. Après l'instauration de la conscription, les Noirs sont enrégimentés dans des unités non combattantes. Certains seront toutefois intégrés dans des unités combattantes, mais sous commandement et sous uniforme français. Dans le sud, les Blancs s'inquiètent que deux cent mille Noirs du corps expéditionnaire puissent apprendre à manier des armes ; la montée du *Ku Klux Klan* après 1919 n'est sans doute pas étrangère à cette hantise. Au printemps de 1917, dans la région de Saint-Louis, près de deux mille Noirs gagnent la ville chaque semaine espérant trouver du travail dans les usines locales, engendrant des tensions interethniques qui tournent à l'émeute dans l'Illinois en juillet 1917, les Noirs arrivant de la campagne étant perçus comme d'éventuels briseurs de grève par les ouvriers blancs. Plus de cent morts, noirs en majorité, sont alors dénombrés<sup>13</sup>. Si la plupart des dirigeants de mouvements noirs encouragent leurs supporters à oublier provisoirement leurs griefs, certains, comme Philip Randolph, passent la guerre en prison pour avoir appelé les Afro-Américains à s'opposer à la guerre.

Par ailleurs, les Mexicains arrivent en masse durant le conflit, y compris dans des Etats où ils n'étaient pas présents antérieurement, comme dans le *Midwest*. Un peu moins de deux cent mille *chicanos* – dont sans doute plus de cent mille clandestins – viennent travailler dans l'agriculture à la place des soldats mobilisés, créant des flux qui ne s'interrompent pas en 1918.

Les craintes que le pouvoir pouvait développer à l'égard des Germano-Américains s'estompent rapidement. Cette communauté américaine a soif de montrer son intégration et s'autocensure volontiers à l'entrée en guerre. Les journaux qui publiaient en langue allemande cessent leur publication tandis que la musique allemande est proscrite, à l'exception des œuvres symphoniques. Quand l'autocensure ne suffit pas, les comités locaux de vigilance patriotique, comme l'*American Protective League*, veillent et incitent au boycott des magasins tenus par des Germano-Américains. Aux Etats-Unis comme en Europe, les cultures de guerre sont d'abord celles de la chape de plomb du conformisme. Les noms à consonance germanique sont américanisés. Une loi de décembre 1917 prohibe l'alcool et se voit transformée en 18<sup>e</sup> amendement en janvier 1919. Clairement passée contre les brasseurs d'origine allemande, cette disposition entre aussi en phase avec les vieilles revendications des ligues de vertu. Il faut attendre les « 100 jours » du New Deal de 1933 pour que le Congrès supprime l'amendement aux cris « de la bière, de la bière » !

Les socialistes américains, dont certains sont d'ailleurs d'origine allemande, se réunissent en congrès extraordinaire à Saint-Louis, le lendemain de la déclaration de guerre, et condamnent le conflit qu'ils qualifient de « crime contre le peuple des Etats-Unis et les nations du monde ». La plupart des dirigeants du parti socialiste sont alors poursuivis par les autorités fédérales au titre des *Sedition and Espionage Acts*. Eugene Debs, arrêté en juin 1918, et bien d'autres *leaders* passent une partie de la guerre en prison, ce qui n'empêche

pas Debs, candidat à la présidentielle de novembre 1920, de recueillir du fond de sa cellule 3,5 % de voix. A l'image des autres pays, la révolution d'Octobre divise les socialistes américains, partagés entre les thèses léninistes et d'autres lectures du socialisme. Ainsi les Etats-Unis connaissent-ils des évolutions de leurs opinions publiques assez similaires à celles qui marquent les belligérants européens.

## **Echecs à la paix**

Durant toute la guerre, des tentatives de médiation ont été formulées afin que cesse le conflit. Le pape Benoît XV avance les premières offres. Le 8 septembre 1914, saisi « d'une horreur et d'une angoisse inexprimables par le spectacle monstrueux de cette guerre », il lance une « exhortation » aux pays en guerre et renouvelle ses protestations contre la guerre qu'il tente, à travers la diplomatie vaticane, de concrétiser. Mais la République française ayant pris ses distances avec Rome suite à la loi de séparation de décembre 1905, ne supporte pas que le pape joue les bons offices. En outre, Benoît XV pâtit d'une image qui ne facilite pas les choses. Ses prises de position contournées, notamment lors du bombardement et de l'incendie de Notre-Dame de Reims, le 19 septembre 1914, lui ont valu une réputation ambivalente. Le pontife réitère pourtant ses offres. Le 15 août 1917, il rédige une note en cinq points destinée à jeter les bases d'une paix « juste et durable ». Il suggère aux belligérants de réduire les armements au niveau mondial, d'établir une totale liberté des mers, d'évacuer tous les territoires occupés – et notamment la Belgique, qui serait rétablie dans sa souveraineté – et de renoncer à toute indemnité de guerre. Si ce programme semble raisonnable, l'Italie se sent humiliée de ne pas voir citer le cas des terres irrédentes, aux mains des Austro-Hongrois, tandis que la France réagit à l'identique car ni l'Alsace ni la Lorraine ne sont mentionnées. Comme l'Allemagne refuse de s'engager sur le rétablissement de la souveraineté belge, les choses en restent là. Tout au long de la guerre,

l'action du pape est largement conditionnée par le souci d'assurer la pérennité de l'Eglise catholique. L'historienne Nathalie Renoton-Beine a montré combien la diplomatie vaticane s'appuyait aussi sur l'action de réseaux, notamment à travers le général de la Compagnie de Jésus, le comte Ledochowski, de nationalité autrichienne, mais qui réside en Suisse à partir d'août 1915 où il côtoie les légations austro-hongroises et bavaroises auprès du Saint-Siège<sup>14</sup>.

Le roi des Belges, Albert I<sup>er</sup>, essaie également d'ouvrir des négociations à la fin de 1914, afin de dégager un compromis avec Guillaume II. Ces contacts, noués à travers des hommes d'affaires essentiellement, se poursuivent jusqu'en 1916, notamment à l'automne, à l'insu du gouvernement belge replié à Sainte-Adresse, près du Havre. Mais les négociations étaient vouées à l'échec : les Allemands n'avaient en cas de victoire aucune envie de restituer un statut d'Etat libre et indépendant à la Belgique occupée, comme en attestent leurs pratiques d'occupation entre 1914 et 1918.

C'est sans doute le nouvel empereur d'Autriche, Charles I<sup>er</sup>, couronné le 30 décembre 1916, qui est le mieux à même de mesurer l'épuisement de l'Autriche-Hongrie. Il comprend qu'il doit rechercher la paix s'il veut sauver la dynastie des Habsbourg. A son arrivée sur le trône, il prend quelques distances avec les Allemands, en partie sous l'influence de son épouse Zita de Bourbon-Parme, de culture française. Les frères de l'impératrice, Sixte et Xavier de Bourbon-Parme, combattants de l'armée belge, entrent en contact avec les Autrichiens, d'abord en Suisse, puis à Vienne. Charles I<sup>er</sup> et le comte Ottokar Czernin, devenu ministre des Affaires étrangères en lieu et place de Stephan Burian von Rajecz, mènent les discussions. Très ouvert, Charles reconnaît que les Français doivent récupérer les provinces perdues et que la Belgique doit être indépendante. Il n'est en revanche pas question d'octroyer à l'Italie la moindre concession territoriale. Les Français, les Britanniques et les Italiens se réunissent, le 26 avril 1917, à Saint-Jean-de-Maurienne, afin d'envisager une

suite à donner à ces offres. L'opposition italienne s'exprime fortement durant cette réunion et seuls les Britanniques sont en fait prêts à poursuivre les pourparlers. Quoi qu'il en soit, un autre écueil aurait surgi, même si les Alliés avaient accepté ces propositions : les Autrichiens n'avaient aucun moyen de pression sur leur partenaire allemand, et la proposition de Vienne arrive sans doute un peu trop tôt par rapport aux logiques de guerre de Berlin, au moment où se déclenche l'offensive sous-marine à outrance.

Les Allemands lancent également des offres de paix à deux reprises. Le 12 décembre 1916, pour diviser les Alliés, Guillaume II formule une proposition aussi spectaculaire qu'impossible à réaliser puisqu'il n'entend pas céder sur la question de l'Alsace-Lorraine. Le 30 décembre, les Alliés déclinent cette offre qui, en vérité, vise surtout l'opinion publique allemande. Elle cherche à montrer au peuple, pris à témoin, que la guerre se poursuit malgré la volonté de l'empereur. Derrière cette opération de communication s'identifie, en creux, l'extrême lassitude de la société allemande face à la guerre. Cette proposition permet aussi à Woodrow Wilson, tout juste réélu le 7 novembre 1916, de placer les belligérants devant leurs responsabilités. Le Président demande le 18 décembre 1916 que les puissances lui fassent connaître leurs buts de guerre, ce qui embarrasse les deux camps.

En 1917, des contacts plus discrets sont également noués. Démarché par des intermédiaires belges, Aristide Briand, qui a été remplacé à la présidence du Conseil par Alexandre Ribot depuis le 18 mars 1917, accepte de rencontrer le baron von der Lanken en Suisse. Ne voulant pas apparaître comme un défaitiste, Briand informe son gouvernement de ces démarches. Ribot refuse alors que son prédécesseur se rende dans la Confédération helvétique, ce qui rompt les contacts.

Les courants socialistes européens ont été également porteurs de propositions de paix plus ou moins précoces. Les socialistes français,



« majoritaires » – entendons par là la majorité de la Section française de l'Internationale ouvrière (SFIO) qui s'est ralliée à l'idée de guerre défensive –, considèrent encore à la fin de l'année 1915 qu'une « paix durable ne peut être obtenue que par la victoire des Alliés et la ruine de l'impérialisme militariste allemand », comme l'énonce le journal *L'Humanité*, dans son numéro du 9 novembre 1915, sous le titre, « Les conditions d'une paix durable ». Pourtant, au cours de l'année 1916 et plus encore celle de 1917, notamment à l'approche d'une conférence socialiste internationale prévue à Stockholm – qui n'allait pas avoir lieu –, la « famille » socialiste, déjà profondément clivée avant la guerre, connaît des divisions de plus en plus sensibles entre ceux qui sont encore majoritaires et les « minoritaires » pacifistes, qui se font de plus en plus entendre. C'est au 15 mai 1915 qu'il faut remonter pour voir émerger cette minorité au sein de la SFIO. La fédération de la Haute-Vienne – Limoges, la « ville rouge », avait déjà vu naître la CGT en 1895 – publie un manifeste affirmant que le parti « doit se tenir prêt à accueillir toute proposition de paix d'où qu'elle vienne », afin de mettre fin à la « boucherie effroyable »<sup>15</sup>. Le petit-fils de Karl Marx, Jean Longuet, élu député de la Seine en mai 1914, prend rapidement la tête de la tendance minoritaire.

Tous ces contacts et ces tentatives avortées révèlent bien des comportements face à la guerre. Ils ne cadrent pas forcément avec des lectures simplificatrices sur la Grande Guerre faisant des peuples en guerre des entités tout entières tournées uniquement vers la victoire. Toute véritable démarche historienne se doit de rendre compte de la complexité des comportements, sous peine de tomber dans la phraséologie de regards réducteurs.

## **Les opinions publiques face à la guerre**

Comment connaître l'opinion des peuples en guerre entre 1914 et 1918 ? Les sociétés se trouvent alors dans une ère proto-statisticienne et les outils d'appréciation manquent. Aujourd'hui les sondages,

malgré leurs défauts, permettent de fixer une brève image des opinions publiques à un instant « T » donné. Mais aucun de ces outils n'existe au début du XX<sup>e</sup> siècle, ce qui n'a pas empêché de créer des méthodes pour approcher ces phénomènes. Les pouvoirs publics civils comme les évêques ont lancé de nombreuses enquêtes ; les préfets ont pour mission traditionnelle de rendre compte de l'état d'esprit de leur département à l'aide de grilles d'analyse assez fines. Pourtant, les résultats se heurtent à un travers de fond qu'il est bien difficile de contourner : la marge de manœuvre des préfets, sous-préfets et commissaires de police est limitée, car ces fonctionnaires savent ce que veulent entendre leurs supérieurs, ce qui ne les empêche pas parfois de formuler des remarques acerbes. Les journaux prétendent refléter les opinions publiques mais, là encore, il s'agit largement d'une fiction. Les médias de l'époque, tout comme ceux d'aujourd'hui, véhiculent surtout un discours convenu qui se marque par le culte du « marronnier ». Durant la guerre, les « marronniers » de la période du temps de paix sont remplacés par des « marronniers » patriotiques, à l'exception de quelques journaux qui refusent de céder à la facilité et sont alors fréquemment censurés comme *Le Canard enchaîné*, créé en 1915. Comment, dès lors, prétendre relater les évolutions des opinions publiques, en soi terriblement évanescentes ? Cette tâche ne peut s'accomplir qu'en intégrant, outre la partie émergente de l'iceberg que forme la presse, les modes d'expression indirects que constituent certains passages à l'acte dont la fréquence s'accroît au cours des années 1917 et 1918.

Ces deux années sont marquées par des insatisfactions croissantes. Les privations matérielles, bien plus importantes dans les Empires centraux que chez les Alliés, pèsent singulièrement sur les populations civiles. L'inflation prend un tour visible et d'autant moins acceptable qu'elle révèle des disparités sociales éclatantes. Qu'ils soient « nouveaux riches » en France ou *pescecani* (requins) en Italie, tous

ceux qui sont en position d'imposer leurs prix face aux demandes croissantes des Etats et des particuliers font figure de profiteurs d'une guerre qui s'éternise. Le front du quotidien et de ses difficultés constitue, comme souvent, un des enjeux majeurs du conflit. En avril 1917, trois cent mille personnes font grève à Berlin, Halle, Leipzig, entre autres villes allemandes, pour protester contre la diminution de la ration de pain. Des évolutions semblables se font jour en Angleterre, tandis que Vienne et Budapest connaissent aussi d'importants mouvements sociaux. La « vie chère » est un thème prégnant au long des années 1917 et 1918. Mais, à partir de la fin de l'année 1917, s'y ajoute, pour les Français, la hantise des restrictions et des cartes d'alimentation – occasion d'exprimer certaines désolidarisations. A propos des manques identifiés de denrées agricoles, le préfet des Hautes-Alpes précise qu'elles

« n'atteignent en réalité que les populations des villes. Elles s'y soumettent d'autant mieux que les éléments ouvriers trouvent une compensation dans une augmentation de salaire »

et ajoute, se classant sans doute lui-même dans une des catégories qu'il désigne :

« seuls les fonctionnaires et la petite bourgeoisie, somme toute, pâtiront avec leur patriotisme et leur résignation habituelle »<sup>16</sup>.

En janvier 1918, le sous-préfet de Sarlat résume :

« au cas où l'offensive, à laquelle chacun s'attend de la part de l'ennemi, amènerait un revers sérieux, au cas où des restrictions de plus en plus étroites viendraient imposer aux populations rurales elles-mêmes des privations relativement pénibles, je ne puis assurer que des défaillances ne se produiraient pas<sup>17</sup> ».

Les habitants de Périgueux accusent les agriculteurs de pratiquer des prix trop élevés, tandis que ces derniers se lamentent de ne pouvoir vendre au prix qu'ils voudraient. Il « existe une certaine lassitude de la guerre, d'autant plus que cette région a été très péniblement éprouvée par les pertes », mais aussi par le poids « très lourd de l'*occupation*<sup>18</sup> de nos villages par les troupes en cantonnement<sup>19</sup> », résume le préfet de la Marne en avril 1918.

Bien sûr, la majeure partie des populations continue de travailler et de produire pour la guerre. A Bar-le-Duc, ville dont l'importance est capitale pour l'approvisionnement du front de Meuse, l'établissement Kuhlmann, situé rue Bradfer, occupe, en novembre 1916, 102 femmes et 24 hommes au-delà de quarante-neuf ans et 23 « enfants », c'est-à-dire des adolescents, pas encore mobilisables. Trois cent cinquante métiers à tisser tournent pour sortir chaque semaine 40 000 m<sup>2</sup> de tissu, dont 10 000 m<sup>2</sup> sont livrés à l'armée<sup>20</sup>. Plus loin vers l'arrière, le conflit continue de rythmer indirectement la vie urbaine, notamment dans les villes de la XII<sup>e</sup> région militaire (Limoges) et celles de la XVIII<sup>e</sup> (Bordeaux), qui accueillent près de la moitié des blessés<sup>21</sup>. Les traditionnelles industries de la porcelaine de Limoges se reconvertissent rapidement dans la production d'objets de plus en plus nécessaires à la guerre – isolateurs ou bougies de moteur. D'autres industriels limougeaux s'attellent à la fabrication d'obus : la maison Faure emploie, en 1917, cent quatre-vingt-quatorze ouvriers et produit quotidiennement mille deux cents obus de 75<sup>22</sup>.

Les sociétés rurales ont été nettement moins scrutées par les historiens que les villes en guerre et bien des recherches restent à mener, malgré les travaux de Benjamin Ziemann pour l'Allemagne<sup>23</sup>. Les mobilisations touchent majoritairement les ruraux, surtout en France, où ils représentent encore la majorité des habitants jusqu'au recensement de 1931. Partout, l'entrée en guerre a interrompu les gros travaux agricoles de l'été 1914. L'agriculture est mobilisée au même

titre que l'industrie, mais sur un mode dégradé. Non seulement les populations agricoles ont été lourdement ponctionnées par les mobilisations, mais la force de traction, représentée par les chevaux, a largement été réquisitionnée par les armées qui entrent en campagne. En France, les surfaces emblavées diminuent de deux millions d'hectares de 1914 à 1916, entraînant la création d'un Office national de la main-d'œuvre agricole en mars 1915, dont l'un des buts est d'envoyer, dans les campagnes dépeuplées, des chômeurs urbains<sup>24</sup>. Puis, cette mesure ne suffisant pas, le gouvernement décide par les décrets du 2 et 9 février 1916 de créer dans toutes les communes rurales un comité d'action agricole. Ils se chargent d'organiser le travail agricole et de trouver les moyens de mettre le plus possible de terre en culture. Signe évident de la lourdeur administrative française, les comités ont beau gérer l'emploi des prisonniers de guerre, ils doivent obtenir l'aval des ministères de l'Agriculture et de la Guerre. Ce dernier est créé en mars 1916 des Compagnies agricoles, afin de répartir les prisonniers disponibles dans les différents comités d'action agricole.

Malgré tout, la contraction des rendements, bien réelle, est partout attestée. Outre la diminution de la main-d'œuvre, un facteur matériel pèse lourd. Avant la Grande Guerre, les agricultures des pays les plus développés avaient de plus en plus recouru aux composants phosphatés comme engrais artificiels. Avec le conflit, ces produits issus de la chimie sont prioritairement orientés vers les industries d'armement qui en font une large consommation. Du coup, tous les rendements, en France, s'effondrent, au moins jusqu'à 1917. La production de blé chute de 33 %, celle de pommes de terre de 50 %, celle de la betterave à sucre – spécialité de quelques-uns des dix départements envahis – chutant de 80 %. Les réquisitions de chevaux ont été d'autant plus catastrophiques que, durant la guerre de mouvement, ces animaux surutilisés dans des reconnaissances puis pour couvrir la retraite par les unités de cavalerie, sont morts en

nombres considérables dans les premières semaines du conflit. La remonte s'opère en important des chevaux, ce qui pose quelques problèmes. Les chevaux provenant des Etats-Unis sont délicats à dresser, car habitués au *ranching* extensif. Il en va de même pour les animaux de boucherie. La France importe de la viande sur pied d'Espagne ou d'Italie, ainsi que de la viande congelée d'Argentine. Dans les Empires centraux, il n'est pas question de se ravitailler aussi facilement à l'extérieur. Le cheptel porcin allemand est considérablement amoindri dès 1916, tandis qu'à Vienne la production de lait baisse de 70 % entre 1910 et 1918<sup>25</sup>. Malgré la guerre sous-marine qu'elle endure, l'Angleterre, en revanche, s'en sort mieux. Mais il est impossible de connaître l'état de la ruralité russe entre 1913 et les débuts de la collectivisation de 1930, en raison de statistiques nombreuses mais douteuses, produites à partir de la période soviétique. Les évolutions politiques du printemps et de l'automne 1917 constituent pourtant un indicateur non quantifié, mais d'une qualité incontestable, pour témoigner de la dégradation de la situation agricole russe.

La question de la main-d'œuvre se pose avec acuité tout au long de la guerre. Si, en octobre 1914, certains paysans bénéficient théoriquement de deux semaines de permission pour travaux agricoles, la mesure n'est pas appliquée. Ce n'est qu'après le printemps 1916 qu'un système de permissions agricoles est réellement mis en place et que cent quatre-vingt mille mobilisés, pères de famille de cinq enfants, issus du monde rural, sont retirés du front, alors que les ouvriers en avaient été extraits dès le printemps 1915. On comprend dès lors, que les prisonniers de guerre aient été mis prioritairement au travail dans l'agriculture, mais surtout que l'apport de travailleurs immigrés, Espagnols, Italiens, Belges et Portugais, ait pu constituer un complément de main-d'œuvre indispensable qui allait se pérenniser.

Si le déficit de recherches sur les mondes ruraux durant la guerre est bien réel, quelques indicateurs existent néanmoins. En France, le

préfet des Hautes-Pyrénées fait procéder à une enquête approfondie de son département, notamment grâce à des questionnaires diffusés auprès d'une quarantaine d'instituteurs, mais aussi auprès de quelques élus. Les demandes de renseignements sont étalées sur quarante-six communes entre décembre 1917 et janvier 1918. Dans les Hautes-Pyrénées, le manque de main-d'œuvre agricole représente le principal « cri des campagnes » selon l'expression du sous-préfet d'Argelès. Cependant, l'enquête note aussi les capacités d'adaptation des communautés rurales, au prix souvent d'un surmenage des femmes et des hommes âgés. Les emblavures reculent cependant au profit des surfaces consacrées à l'élevage, qui demandent moins de main-d'œuvre. Malgré les fatigues occasionnées, la Grande Guerre constitue incontestablement une période faste pour les milieux agricoles. Pour la première fois, les paysans connaissent de manière généralisée la prospérité. L'allocation journalière versée aux épouses de mobilisés par le gouvernement – 1F 25, augmentée de 0,25 F à chaque enfant – représente des sommes inconnues avant guerre dans bien des régions agricoles pauvres. Lorsque les restrictions s'annoncent, des stocks de denrées se constituent et des pratiques commerciales souterraines se développent. Les instituteurs-enquêteurs savent alors se faire dénonciateurs. Celui de Marseillan tonne contre un paysan qui vend « à prix exorbitants et à des individus suspects, tous les produits de la ferme sans songer un seul instant qu'il pouvait être traître à son pays ». L'enquête sur Saint-Savin va plus loin encore dans la critique :

« Jamais la vie n'a été plus large chez le paysan comme chez l'ouvrier. Le souvenir des morts pour la Patrie s'efface devant le bien-être qu'on retire des pensions et des allocations. L'égoïsme prime, le paysan accapare et recèle. L'exemple en est donné par les réquisitions : le maire n'aura jamais le courage de sévir, au contraire<sup>26</sup>. »

Quand la guerre avance dans le temps, certains comportements ruraux s'accroissent. A la fin de 1917 et en janvier 1918, surtout, l'instauration de cartes d'alimentation pour certaines denrées révèle la résurgence de craintes et de hantises anciennes à l'égard des « affameurs ». Dans le département de l'Allier, où l'on évoque en janvier 1918 une récolte à venir déficitaire en raison des intempéries, ou en Loire-Atlantique où l'on craint le manque de farine, les agriculteurs sont accusés de cacher du grain. Dans son rapport de janvier 1918, le préfet de l'Ain note que les restrictions annoncées ont été accueillies « sans trop de vives réclamations, surtout, je le crains, parce que la population rurale compte bien qu'elle n'en souffrira guère<sup>27</sup> ». Et le sous-préfet de Ribérac décoche la flèche finale en constatant que « la masse de la population n'a jamais eu autant d'argent. La campagne regorge d'économies<sup>28</sup> ». La participation active des ruraux aux emprunts d'Etat confirme la prospérité des campagnes. Encore mal mesurées mais bien réelles, des redistributions foncières marquées par des rachats de terres par des paysans enrichis se sont produites : elles ont suscité des expressions, comme celle de la « floraison active » dans l'Empire austro-hongrois<sup>29</sup>.

Les femmes constituent, avec les hommes les plus âgés et les adolescents, la véritable cheville ouvrière des campagnes en guerre comme le démontrent en creux bien des lettres de poilus qui commentent les activités de leurs épouses, qui ont désormais la ferme à charge. Ainsi, tout au long de sa guerre, Germain Cuzacq, modeste gemmeur des Landes, tué à Verdun en septembre 1916, commente la gestion de la métairie de Geloux. Le 14 février 1915, il note :

« Je vois que vous avez bien vendu les bœufs mais peut-être auriez-vous mieux fait de les garder encore car peut-être aurez-vous dans quelque temps des difficultés pour vous en procurer d'autres et ils seront peut-être encore plus chers<sup>30</sup>. »



Les travaux agricoles l'obsèdent, y compris au moment du sevrage de lait maternel de sa petite dernière. Le 29 mai 1915, il écrit à sa femme : « Je ne vois pas pourquoi tu ne veux pas sevrer la petite. Fais comme tu voudras, mais je crains qu'elle t'affaiblisse trop et que tu en tombes malade après pour les moissons<sup>31</sup>. » Les rythmes agricoles sont constamment suivis, même de loin. « Je suis très heureux que vous ayez semé le maïs, j'espère que vous avez eu beau temps », écrit-il le 23 mai 1916.

## **Les fêlures du monde ouvrier**

A partir de 1917, les formes de la régulation sociale de la guerre instaurées en 1914 s'effritent et sont de plus en plus visiblement contestées. La grève en constitue incontestablement la forme la plus ouverte, mais également ambiguë. Car le recours à la grève ne signifie pas forcément la remise en cause de la guerre. De ce point de vue, deux générations de grèves se distinguent.

Dans la plupart des pays belligérants, la majorité des grèves portent, en 1917 et au début de 1918, sur des revendications matérielles. Provoquée par le coût de la vie et l'inflation, cette première génération de grèves a essentiellement pour but de compenser des pertes salariales. En février 1918, un conflit éclate à Périgueux à l'entrepôt des tabacs. Les ouvriers réclament des augmentations de salaires et la grève s'achève après des négociations à l'amiable<sup>32</sup>. Lorsque les ouvriers de la Compagnie Paris-Orléans cessent le travail dans la même ville en mars 1918, c'est toujours pour des raisons économiques. Les résultats des négociations, le 18 mars, sont éloquents. Les cheminots obtiennent : 1) une indemnité de vie chère de 80 F par mois, 2) un rappel d'indemnité de vie chère pour novembre et décembre 1917, 3) une indemnité de résidence doublée (15 F pour Périgueux), 4) une augmentation de 20 % sur le travail à la

tâche. Pas la moindre revendication d'ordre politique n'est exprimée<sup>33</sup>.

Pourtant, des porosités existent avec des mouvements plus politisés.

A l'arsenal de Tarbes, le 22 février 1918, des ouvrières fabriquant des cartouches ne cessent de travailler pour obtenir une hausse de leurs rémunérations. Selon le rapport de police, elles parcourent ensuite les rues de l'arsenal en « chantant *L'Internationale*, *La Marseillaise*, *Le Pinard* et d'autres chansons qui me sont inconnues. Elles injuriaient les officiers sur leur passage ainsi que les surveillants qui cherchaient à les ramener à la raison [...] elles hurlaient : “Nos poilus ; rendez-nous nos poilus. A bas la guerre ! Nous voulons la paix !” Projection mentale de la part du commissaire de police ou bien reflet de la réalité, le policier note :

« Il semble que ces manifestations, sous des apparences de défense des intérêts de la classe ouvrière, ont aussi le caractère d'une campagne pacifiste qu'il conviendrait d'enrayer sans retard<sup>34</sup>. »

Des évolutions se distinguent, tant dans les positions des appareils, qu'au niveau de la base. Lors de son congrès national tenu à Clermont-Ferrand du 23 au 25 décembre 1917, la CGT se prononce pour une « paix générale », « juste et durable », mais rejette « la paix à tout prix ». On chante *L'Internationale* à Tarbes en novembre 1917, et le milieu patronal, considéré comme « représentant la classe capitaliste », est accusé de favoriser « les profiteurs de guerre qui veulent se débarrasser de la classe ouvrière<sup>35</sup> ».

A partir de mai 1918 surgit une nouvelle génération de grèves. Dans l'entreprise de Louis Renault, dont on connaît le rôle majeur dans le développement des industries d'armement, s'ouvre le 13 mai 1918 un conflit à la nette coloration politique. Il s'étend rapidement à cinquante-trois usines travaillant pour la défense nationale en région

parisienne. Au 14 mai, plus de cent mille grévistes sont comptabilisés<sup>36</sup>. Le centre de gravité du mouvement n'est pas parisien, mais stéphanois, alors même que cette région, qui rassemble les principaux arsenaux français, n'a pas connu de mouvements en 1917. Constitué au début de 1916, le Comité de défense syndicaliste (CDS) se trouve derrière le mouvement et tente incontestablement d'initier une logique « bolchevique » de lutte. Le 19 mai, le bassin de Saint-Etienne connaît une « grève pour la paix » mais le mouvement s'achève dès le 28 mai. Plusieurs raisons se conjuguent pour expliquer cet insuccès. D'une part – et c'est l'argument *princeps* –, les thématiques politiques ne font pas recette, preuve que la lassitude de la guerre ne débouche pas sur un rêve de révolution, d'autant que les slogans, la volonté de mettre fin à la guerre notamment, ne font pas un programme. Le mouvement reste géographiquement cantonné au bassin de Saint-Etienne et ne s'étend pas, faute de relais. Un argument complémentaire peut être avancé : la lutte est essentiellement animée par les ouvriers métallurgistes, qui ne parviennent pas à élargir la base professionnelle des grévistes. Président du Conseil depuis la mi-novembre 1917, Georges Clemenceau a l'intelligence de laisser s'essouffler et s'affaiblir le mouvement avant d'envoyer la troupe. Des conflits du même type frappent d'autres régions françaises. La Fédération nationale du bâtiment distribue des tracts à Brest et à Quimper, le 14 juin 1918, appelant à lire *La Bataille syndicaliste* et à semer « dans les cerveaux la semaille de la révolte<sup>37</sup> ». Pourtant, ces mots d'ordre restent des vœux pieux et la société française du front intérieur n'est pas mûre pour la révolte et moins encore pour la révolution. Le 28 juin 1918, le commandant de gendarmerie de l'arrondissement de Bar-sur-Aube atteste du calme de la ville. Il « n'existe pas de groupement révolutionnaire, ni d'imprimerie clandestine, aucun tract n'a été distribué. Les mesures prises pour cette surveillance sont suffisantes<sup>38</sup> ». A Châteaubriant, le sous-préfet arrive aux mêmes constatations en septembre 1918, à une date où,

certes, le moral a singulièrement remonté du fait du succès des armes alliées : « aucun bruit pessimiste dans l'arrondissement. Pas de manifestes pacifistes<sup>39</sup> ». La surveillance des milieux ouvriers est, en tout cas, très active, preuve s'il en est, qu'à défaut de réel projet révolutionnaire, les autorités le craignent mentalement. Les milieux pacifistes sont étroitement surveillés et des militants comme Sébastien Faure ou une institutrice comme Mélie Brion, sont arrêtés<sup>40</sup>. Pourtant, le parti socialiste SFIO est, au même moment, à son étiage en termes d'adhérents, même s'il remonte spectaculairement à partir d'octobre 1918.

## Les évolutions des courants socialistes

« Bien vite, en effet, le problème de la guerre, c'est la paix », avance l'historien Romain Ducoulombier<sup>41</sup>. Passé l'éphémère temps d'exaltation patriotique de juillet-août 1914, effectivement, la paix devient une question centrale. Mais cette interrogation prend un tour tout particulier dans les familles socialistes européennes. Car si les minorités pacifistes ont été silencieuses en 1914, elles élèvent la voix au fur et à mesure que la guerre se prolonge. La paix semble désirée par des sphères de plus en plus larges, tout en se révélant impossible à obtenir. Dès lors, comment expliquer – si ce n'est à travers un contrôle des discours – que la paix ait pu représenter un horizon d'espérance de plus en plus partagé, tout en apparaissant toujours plus lointaine, sauf à partir de septembre 1918 ?

En France, la minorité qui refuse la guerre commence à se structurer à partir de 1915. Son renforcement constant l'amène à devenir majoritaire en juillet 1918 autour du nouveau secrétaire de la SFIO, Louis-Oscar Frossard, de Marcel Cachin et de Jean Longuet. La minorité tisse progressivement des réseaux, grâce notamment à l'action de Raoul Lamolinairie, dit Verfeuil, et se dote d'un journal, *Le Populaire*, hebdomadaire en 1916, puis quotidien en 1918. En

mai 1917, Verfeuil recrute le jeune Boris Souvarine pour animer la tendance « anti-Thomas » et coordonner la lutte contre les majoritaires toujours attachés à la poursuite de la guerre. Mais la minorité elle-même se divise et compte aussi les « zimmerwaldiens » pacifistes. Disparate mais actif, ce noyau est très proche de la minorité anarcho-syndicaliste de la CGT autour du responsable métallurgiste Alphonse Merrheim, d'Henri Fabre, de Sébastien Faure ou de Raymond Péricat. Ces différents milieux créent en janvier 1916 le Comité pour la reprise des relations internationales (CRRI), à la suite de la participation de Merrheim et d'Albert Bourderon à la rencontre de Zimmerwald. Le CRRI est, selon la formule de Romain Ducoulombier, « le creuset où se politisent les militants qui aspirent à une régénération ascétique des principes et des pratiques du mouvement ouvrier français<sup>42</sup> ». Pourtant, les zimmerwaldiens pèsent peu, d'autant que leurs divisions internes les affaiblissent au niveau international, Lénine animant une « gauche » partisane d'un passage à la guerre civile. La minorité socialiste ne représente pas seulement une nouvelle aile de la SFIO, mais également une tentative de sursaut générationnel consistant à remplacer la génération des hommes qui ont rallié la défense nationale en 1914 par leurs cadets.

En Allemagne, le 1<sup>er</sup> mai 1916, Berlin connaît une manifestation pacifiste au cours de laquelle les slogans « Pain, Liberté, Paix » sont scandés, tandis que Karl Liebknecht est emprisonné pour avoir employé l'expression « A bas la guerre ». Mais c'est surtout à partir du printemps de 1917 que s'expriment des oppositions organisées lorsque se pose la question de l'attitude de la Russie. Le 19 juillet 1917, le *Reichstag* vote une « résolution pour la paix », et pour la première fois le centre catholique rejoint les socialistes<sup>43</sup>. A partir de janvier 1918, de nombreuses grèves d'opposition à la guerre se développent à Berlin, en Rhénanie, à Kiel ou à Hambourg. Plusieurs centaines de milliers d'ouvriers battent le pavé pour réclamer une « paix sans annexion ni contribution », reprenant clairement les mots

d'ordre bolcheviks. Le 31 janvier 1918, une grande manifestation d'environ cinq cent mille personnes est durement réprimée par la police au prix d'un mort et de plusieurs dizaines de blessés et de très nombreuses arrestations. La répression prend alors la forme d'incorporation contrainte dans l'armée : cinquante mille hommes sont ainsi rappelés dans les semaines qui suivent<sup>44</sup>.

Les socialistes anglais sont tout aussi partagés. Si Arthur Henderson, secrétaire du *Labour*, convoque une réunion du *National Executive Committee* (NEC) pour le 4 août 1914, dans le but d'assurer la neutralité du Parti en cas de conflit, l'invasion de la Belgique entraîne un changement radical d'attitude, comme pour l'ensemble de la population britannique. Le 4 août, la réunion se tient bien mais le NEC décide de soutenir la politique de guerre du cabinet Asquith. Les socialistes anglais, tout comme les français, mais pour des raisons différentes, se retrouvent dans la plus parfaite improvisation en 1914. A l'entrée en guerre a été créé un *War Emergency Workers' National Committee* (WEC), censé contrôler les conséquences de la guerre sur les milieux ouvriers. Rapidement, Sidney Webb, créateur en 1884 de la société Fabienne, à la fois socialiste et réformatrice, en prend la tête en maintenant des positions modérées mais en tentant surtout des procédures d'entrisme au sein du parti travailliste et rêvant d'exercer une influence sur l'Etat. Il parvient en partie à ses fins puisque Beatrice Webb devient membre de la Commission d'urgence pour la prévention et le secours de la misère créée par le gouvernement, tandis que lui-même participe au comité pour le logement urbain. En 1917, les apparences de l'Union sacrée dans sa version britannique se brisent aussi. Le *Labour* accepte qu'une délégation se rende à la conférence de Stockholm, provoquant la démission du modéré Arthur Henderson. A la fin de la guerre, les progrès du parti travailliste sont notables. Sa participation au gouvernement à partir de 1916, via les portefeuilles du syndicaliste John Hodge et d'Arthur Henderson, au ministère de l'Education, lui

vaut une nouvelle respectabilité. En décembre 1918, il présente 338 candidats, soit sept fois plus qu'en 1910, et obtient 2,4 millions de voix et 63 députés<sup>45</sup>. Enfin, la révolution bolchevique n'est pas sans conséquences : elle renforce le camp pacifiste, même si la victoire sur l'Allemagne conforte aussi le camp conservateur.

Pour la France, bien d'autres points mériteraient sans doute de susciter des recherches. Si le parlementarisme de guerre a trouvé son historienn<sup>46</sup>, la gouvernance de la guerre par l'exécutif reste encore trop peu fouillée.

La manière dont les chefs de l'armée française sont promus ou limogés en dit d'ailleurs assez long sur la reprise en main de la direction de la guerre par les civils. Alors que Joffre est écarté avec ménagement et se voit élevé à la distinction du maréchalat, six mois plus tard Robert Nivelle est renvoyé brutalement et Philippe Pétain doit passer une sorte d'examen de passage avant d'être désigné comme général en chef.

Le ministère de Paul Painlevé préfigure incontestablement les attitudes d'un Georges Clemenceau se consacrant – ne serait-ce que par son cumul de fonctions de ministre de la Guerre et de président du Conseil – entièrement à la direction de la guerre.

Le ministère de Painlevé marque une étape importante dans la reconquête du pouvoir par les civils. Paul Painlevé succède à Lyautey à l'hôtel de Brienne et souhaite remplacer Robert Nivelle, dont il est un adversaire acharné, par Philippe Pétain, comme nous l'avons vu. Avec Georges Clemenceau<sup>47</sup>, la reprise en main du militaire par le politique se confirme. Pour cet homme de soixante-seize ans en 1917, qui jusque-là a été bien davantage un « tombeur de ministères » – par la magie de sa parole cinglante – qu'un homme de gouvernement, il s'agit de fédérer les énergies. Les ministres que le « Tigre » se choisit sont d'abord et avant tout des techniciens, comme Etienne Clementel au Commerce<sup>48</sup> ou Louis Loucheur à l'Armement, et l'essentiel du

pouvoir est assuré par une « garde rapprochée » dans laquelle figurent Georges Mandel, Jules Jeanneney ou le général Henri Mordacq. Ce dernier joue alors un rôle considérable comme en atteste la lecture de son agenda<sup>49</sup>. Tout au long de la guerre, Georges Clemenceau défend deux principes essentiels à ses yeux : la supériorité du pouvoir civil sur le pouvoir militaire et la lutte contre la censure politique<sup>50</sup>. Tout au long de la guerre, il tonne contre certains hommes politiques français. Ainsi dans *L'Homme enchaîné* du 25 février 1917, il écrit :

« Nos dirigeants, d'imprévision souveraine, mettent leur art à nous assourdir de verbiage, pour nous dissimuler le plus longtemps possible de fâcheuses parties de réalités. C'est ce qu'ils appellent entretenir le courage du pays, comme si le vrai courage pouvait avoir jamais besoin de mensonges. »

Il attaque le sénateur Charles Humbert et plus encore l'ancien ministre de l'Intérieur, Louis Malvy, accusé de n'avoir pas été assez ferme au début de la guerre en ne faisant pas appliquer le « carnet B ». Revenu au pouvoir le 15 novembre 1917 malgré l'opposition des socialistes qui le voient comme un personnage autoritaire, briseur des grèves de 1908 de surcroît, il a trois hantises : le pacifisme, le défaitisme et la trahison. Mais la lassitude de la guerre lui offre le soutien de l'opinion publique car beaucoup estiment qu'il faut en finir, quitte à accepter un pouvoir politique ferme et une dérive autoritaire.

Georges Clemenceau représente celui qui veut faire la guerre pour mieux y mettre fin. Son discours du 8 mars 1918 à la Chambre est resté célèbre. Il répond à l'interpellation des députés Emile Constant et Pierre Renaudel sur les « responsabilités gouvernementales » dans l'affaire de Paul-Marie Bolo, reconnu coupable d'espionnage au service de l'Allemagne et fusillé à Vincennes en 1918. Le président du Conseil affirme alors avec force son programme en le résumant dans une seule expression : « Ma politique étrangère et ma politique



intérieure, c'est tout un. Politique intérieure. Je fais la guerre. Politique extérieure. Je fais la guerre. Je fais toujours la guerre. »

Sur le front parlementaire, la guerre semble enfin menée en France.

Mais le front politique n'est pas le seul lieu des contradictions qui marquent aussi les comportements publics et privés.

Sur le front de la morale et des comportements publics, la communauté nationale française en 1917 et en 1918 est loin d'être tout entière tournée vers la guerre. « La vertu sent toujours le chien crevé », aurait dit Talleyrand. En tout cas, la vertu guerrière publiquement affichée ne s'accorde pas forcément avec la complexité des comportements individuels et doit être stimulée par des mesures de contrainte. Depuis juin 1916, un « service de surveillance des usines et des établissements travaillant pour la Défense nationale » emploie des indicateurs rémunérés. A l'arsenal de Tarbes, la direction demande aux ouvriers de dénoncer leurs camarades en état d'ébriété.

Honnies par les habitants, les réquisitions posent par ailleurs problème. Certes, elles semblent assez bien indemnisées. Ainsi, sur la durée de la guerre, les habitants de Bar-le-Duc, reçoivent-ils sept cent soixante-trois mille francs pour la fourniture de biens divers, des automobiles aux vivres, de l'habillement aux fournitures de cuir. Mais les propriétaires estiment que les versements ne correspondent jamais au juste prix de leurs biens. De plus, l'armée est très lente à payer. Le 15 juillet 1920, la veuve Bourgeois-Thurot, de Loisy-sur-Marne, attend encore les 375 francs d'indemnité complémentaire sur un cheval réquisitionné en mai 1918. A partir de 1917, cependant, le poids des réquisitions est jugé de plus en plus lourd par les populations rurales, d'autant que le prix du blé est administré et qu'un début de rationnement est imposé, ce qui amène des pratiques de dissimulation des grains. Dans une vingtaine de communes du Loir-et-Cher, le préfet trouve 130 000 quintaux de blé cachés. Près de Vitry-

le-François, 368 quintaux de blé sont saisis chez un seul commerçant. Au fur et à mesure que les réquisitions se font pesantes, les procédures pour y échapper se multiplient. Le 16 mai 1917, le maire de Fère-Champenoise refuse de céder 267 quintaux à l'intendance militaire. Son collègue de Faux-Fresnay demande l'annulation d'une réquisition portant sur 1 073 quintaux<sup>51</sup>.

Toutes ces procédures reflètent la lassitude de la guerre tout en renvoyant au vieux réflexe, remontant à la période révolutionnaire, de contournement des pratiques de prix administrés. Elles ne témoignent guère, c'est le moins que l'on puisse en dire, des solidarités nationales gravées dans le marbre d'un discours patriotique qui aurait été unanime et dominant.

La distanciation par rapport aux thématiques patriotiques développées par les journaux constitue une autre forme de la dimension essentielle de la lassitude à l'égard de la guerre et des discours convenus à son égard. Le jeune Henri Michel en atteste. En 1918, il amène à la maison un soldat américain, « sans coiffure, sans arme, sans mission et donc sans autorisation ». Déserteur sans doute :

« Notre devoir ne nous commandait-il pas de le dénoncer ? En 1914, nous l'aurions fait ; en 1918, on n'y pensa même pas. Il y avait donc de la désertion dans l'air. Et brusquement, on apprit que notre village avait son déserteur, le jour où l'on vit arriver, devant la mairie, Martel, des abords de l'Aille, entre deux gendarmes, menottes aux poings<sup>52</sup>. »

Malgré les campagnes d'appel à la vertu au printemps de 1916, lancées notamment par *L'Œuvre* et *La Libre Parole*, Paris demeure un lieu de plaisir, même si la réglementation impose la fermeture des établissements à 22 h 30. Des « matinées » remplacent alors les spectacles de soirée. *L'Olympia*, le *Petit Casino*, le *Concert Mayol*, font salle comble à chaque représentation. Les chansons légères l'emportent largement sur la note patriotique<sup>53</sup>. Les Ballets russes

triomphent dans « Parade », « ballet cubiste ». Certes, une minorité de Français, mais aussi d'étrangers, se retrouvent dans les salles de spectacle pour mener joyeuse vie, mais il n'empêche : les affaires sont florissantes dans ces milieux artistiques. L'actrice Lydiane signe un contrat de 150 000 francs – cent ans de salaire ouvrier – pour tourner trois films spécialement conçus autour de sa célébrité. Max Linder signe le premier « contrat du siècle » pour un montant de 2 millions de dollars, avec une firme américaine. En 1917, les recettes brutes des cinématographes parisiens atteignent 1,580 million de francs et passent à 2,394 millions en 1918<sup>54</sup>, preuve que le besoin de divertissement joue à plein. Et les films patriotiques, s'ils sont toujours projetés, suscitent désormais les *lazzis* des permissionnaires présents dans les salles.

Les femmes sont placées sous surveillance et les ligues de vertus dénoncent les petites annonces qui fleurissent dans *Fantasio*, puis dans *La Vie parisienne*, pour combler la solitude amoureuse des combattants<sup>55</sup>. Le 18 octobre 1917, le *Démocrate hebdomadaire de l'Oise*, s'en prend aux épouses qui trompent leurs maris tandis qu'ils sont au front, en titrant, « Celles qui désertent ». L'assimilation à la lâcheté militaire est patente et les juges appliquent, en quelque sorte, une « double peine » puisque, en cas d'adultère avéré, la condamnation pour la femme est alourdie si son époux est au front. Elle encourt de la prison avec sursis, voire de la prison ferme<sup>56</sup>. Est-ce une forme d'unanimité « par le bas » qui s'exprime dans ces comportements ? Si cette interprétation est plausible, il n'en demeure pas moins que la motivation essentielle semble bien tenir dans la revendication d'une sorte d'égalitarisme face à la guerre. Aucune catégorie sociale ne veut être la seule à en payer le prix.

Sur un tout autre plan, les rivalités anticléricalisme-cléricalisme ne sont pas abolies durant la guerre et, de ce point de vue, l'« Union sacrée » constitue l'écume de la vague. Dans Reims bombardée, la rivalité entre Mgr Luçon, représentant la « résistance » religieuse, et

le maire Jean-Baptiste Langlet, radical anticlérical qui refuse généralement de pénétrer dans la cathédrale lorsqu'il y amène des visiteurs de marque, symbolise bien la poursuite de luttes entamées plusieurs décennies en amont<sup>57</sup>. A Limoges, les rivalités sont particulièrement vives et *Le Populaire du Centre* s'oppose fréquemment à *La Croix de Limoges*. Si le premier publie la liste des morts socialistes au début de la guerre<sup>58</sup>, le second rapporte la démarche de Mgr Quilliet du dimanche 16 août 1914, qui célèbre la messe pour le salut des soldats français. L'abbé Desgranges organise des conférences sur la « rénovation de l'âme française pendant la guerre » ou sur « l'école du sacrifice ». Mgr Quilliet visite fréquemment les hôpitaux et dispensaires et demande que « partout où il y aura des ambulances ou des hôpitaux, que prêtres et fidèles organisent tous les secours religieux et matériels<sup>59</sup> ». Dans la « ville rouge<sup>60</sup> », les rivalités entre les deux camps s'exacerbent. Le 12 décembre 1914, *Le Populaire* accuse les cléricaux de faire du prosélytisme en faisant signer aux blessés des déclarations en faveur de l'Eglise moyennant des biens matériels, chandails, passe-montagnes ou gants<sup>61</sup>. Cette conflictualité ne faiblit pas durant le reste de la guerre. Chacun des deux camps revendique un patriotisme sans faille qui ne fait que prolonger les débats précédant le conflit. Si les lignes ont été recomposées, les enjeux de pouvoir sur les populations demeurent et passent par le contrôle du discours public. Preuve que les failles ne sont qu'à peine voilées par la guerre, elles resurgissent avec force au moment de l'élection du Cartel des gauches en mai 1924.

Quittons la seule dimension française pour évoquer une question importante des fronts intérieurs, connue par l'ensemble des belligérants durant toute la guerre. Si le sort des prisonniers de guerre fait l'objet de débats que nous avons déjà évoqués, une autre catégorie de captifs doit être évoquée. Dès l'invasion de la Belgique, la

question de la protection des populations civiles et de leur éventuel internement dans des camps de regroupement est posée. Plusieurs catégories de populations sont concernées. Les ressortissants étrangers se trouvant sur le territoire devenu ennemi en août 1914 forment une première catégorie à laquelle s'ajoute celle des « envahis<sup>62</sup> ». Une véritable géographie des camps d'internement se met en place entre 1914 et 1918<sup>63</sup>. Les îles Britanniques, pourtant fort accueillantes en termes de « droit d'asile », se referment avec la « grande dépression » de la période 1873-1896 et l'*Alien Act* de 1905 qui permet d'enregistrer et d'expulser les « indésirables ». Durant la Grande Guerre, la notion d'*Enemy Alien* permet aux Britanniques d'interner les civils allemands ou austro-hongrois, au même titre que les militaires prisonniers<sup>64</sup>. En novembre 1917, sur 79 326 personnes retenues en Grande-Bretagne, 29 511 sont des civils. *The Defence of the Realm Act* (DORA) attribue des pouvoirs importants et exceptionnels au pouvoir exécutif. Si la plupart des arrestations s'opèrent, en toute logique, au début de la guerre, 26 000 internés allemands sont, le 18 juillet 1916, internés en Angleterre contre seulement 4 000 Anglais internés dans le Reich. Le 11 juillet 1918, la question des *Enemy Aliens* revient devant la Chambre des communes. Après s'être prononcé pour l'internement systématique de tous les ressortissants ennemis, le ministre de l'Intérieur Sir George Cave, en assouplit les conditions. Dès le mois de janvier 1916, un accord a été, il est vrai, conclu entre la Grande-Bretagne et l'Allemagne pour rapatrier les femmes, les enfants ainsi que les hommes de plus de cinquante-cinq ans. En octobre 1917, dans son *Bulletin international*, le CICR constate : « d'après nos renseignements, il n'y a plus guère de femmes retenues internées en Angleterre contre leur gré<sup>65</sup> ». Les Pays-Bas ont joué les intermédiaires et se sont déclarés prêts à accepter sur leur territoire un total inférieur à seize mille prisonniers civils et militaires allemands.

Le 19 juin 1918, une conférence s'ouvre à La Haye, entre représentants allemands et anglais, sur la question des internés ; elle débouche sur un accord en juillet. L'Australie développe des *Internment Camps*, pour regrouper les ressortissants allemands, dont l'un est ouvert à Liverpool (Nouvelle-Galles du Sud). En outre, Londres confie 7 000 internés à Canberra. En Egypte, le camp de Ras-el-Tin, à cinq kilomètres d'Alexandrie, comprend 470 internés ottomans et austro-allemands lorsqu'il est inspecté par les autorités du CICR en janvier 1917. Au camp d'Ahmadnagar, en Inde, visité le 7 mars 1917, le nombre d'internés est alors de 1 621 au total, réparti en 452 militaires et 1 169 civils allemands et austro-hongrois<sup>66</sup>.

En Allemagne, l'internement des Russes, Anglais, Serbes et Monténégrins, Belges et Français, commence après le 13 août 1914. Le sort réservé aux Français soulève l'opinion à travers la presse dès le 11 mars 1915. Un article de *L'Humanité* dénonce alors les locaux insalubres, la vermine et les maladies mal soignées. Les camps allemands revêtent plusieurs spécificités. D'une part, leurs commandants recourent fréquemment au travail forcé et d'autre part, y cohabitent parfois prisonniers civils et militaires. Les autorités n'hésitent pas à recourir aux représailles. Trois cent mille otages des départements français envahis sont par exemple envoyés au camp de Holzminden en novembre 1916, puis à nouveau quatre cents femmes françaises entre janvier et juillet 1918. Les conditions de ravitaillement s'y dégradent considérablement durant la dernière année de la guerre, à l'image de celles qui règnent dans l'ensemble de l'Allemagne.

En Autriche-Hongrie, Serbes, Italiens, Polonais, Roumains subissent le même sort. Soixante-dix mille Galiciens, dont le sort n'est guère enviable, sont répartis dans différents camps de l'Empire. Une part non négligeable de la population serbe est déportée en Autriche-Hongrie ou en Bulgarie et mise au travail forcé. La liste des nationalités concernées pourrait être allongée considérablement. Selon

la Croix-Rouge bulgare, le nombre de civils grecs capturés par la Bulgarie est de vingt-deux mille en 1918, tandis que la Grèce procède à des internements de Macédoniens.

Certains pays neutres installent aussi des camps d'internement. Des réfugiés belges sont internés aux Pays-Bas. Dans un premier temps, face à l'afflux, ils sont regroupés dans des villages de tentes avant de connaître des baraquements en bois ou en briques. Si les conditions de vie ne sont pas tragiques, le camp de Rijs abrite jusqu'à mille deux cents personnes. Les autorités néerlandaises favorisent les regroupements familiaux et, en juin 1917, trois cent sept internés y vivent avec leurs proches. En Espagne, les Allemands sont regroupés Calle Traversera à Madrid dans un centre géré par le consul d'Allemagne.

En France, la décision d'interner les populations « suspectes » remonte à la mi-septembre 1914, si l'on en croit Louis Malvy, alors ministre de l'Intérieur.

« Les dispositions arrêtées avant la guerre, entre la Sûreté nationale et l'état-major de l'armée, ne prévoyaient que l'évacuation sur les départements de l'intérieur des étrangers appartenant à des pays en guerre avec la France ; cependant, nous avons décidé, le 15 septembre 1914, que les Austro-Allemands seraient internés dans des camps de concentration<sup>67</sup>. »

L'engagement dans la Légion étrangère constitue alors le meilleur moyen pour échapper à cette captivité. Mais comment traiter les Alsaciens-Lorrains, citoyens allemands depuis 1871 mais dont on espère qu'ils pourront redevenir français à court terme ? A partir de septembre 1914, les fils des provinces perdues sont regroupés dans des camps distincts, selon leurs opinions supposées à l'égard de la France. Les dépôts de Noirmoutier ou de l'île d'Yeu rassemblent ceux d'entre eux qui sont jugés les plus germanophiles. A Kerlois, dans le Morbihan, ou à La Chartreuse-du-Puy, en Haute-Loire, elles

rassemblent les familles. Elles regroupent les notables à Lanvéoc, dans le Finistère, ou les « prostituées » à Moëlan, dans le même département. Des dépôts jouissent de traitement de faveur, car ils rassemblent des populations jugées francophiles. A Sarzeau, dans le Morbihan, ou Annot, dans les Basses-Alpes, à Villefranche-de-Rouergue, dans l'Aveyron, ou à Libourne, en Gironde, les internés peuvent aller et venir librement et préparer leur nourriture selon leurs goûts.

Ainsi les années 1917 et 1918 se révèlent-elles angoissantes et périlleuses pour les Etats belligérants et pour ceux qui le deviennent. Si la lassitude de la guerre se développe à peu près partout, elle emprunte des formes variées selon l'état de développement politique et les structures inégalement démocratiques des Etats concernés. En France, les rivalités politiciennes ne cessent jamais et les doutes s'expriment par des évolutions au sein des socialistes minoritaires, mais aussi dans des formes de contestations de la guerre plus ou moins visibles, notamment dans le monde rural. En Angleterre, comme en Allemagne ou en Autriche-Hongrie, les difficultés du quotidien s'extériorisent selon des modalités comparables, quoique à des niveaux différents. La Russie est bouleversée par les soubresauts de deux révolutions qui achèvent de la déstabiliser pour longtemps, malgré la chape de plomb communiste qui s'abat sur elle après une terrible guerre civile. Les Etats-Unis interviennent au nom de grands principes, mais ils n'oublient pas leurs intérêts bien sentis. Les offres de paix qui surgissent témoignent tant de l'épuisement de bien des nations belligérantes que des volontés politiques qui poussent à poursuivre la guerre.

Les opérations militaires de l'année 1918 apportent les éléments de réponse. Si elles semblent accorder la victoire aux Allemands dans une première phase, la seconde annonce leur défaite et la fin d'un conflit que les fronts intérieurs, jusqu'à juillet 1918, jugent



interminable même si les formes de contestations, de plus en plus audibles, ne l'emportent pas.

## 8

### 1918 : comme en 14 ?

En apparence, l'année 1918 renoue avec la guerre ouverte sur le front occidental, comme en 1914. Pourtant, sont-ce les mêmes modalités de combats et les mêmes enjeux qui s'expriment ? Le « modèle de la guerre du XIX<sup>e</sup> siècle » semble désormais bien loin et hommes comme matériels, modes de combat et de commandement, ne sont plus les mêmes. Les Allemands parviennent à réaliser la percée tant espérée et si souvent planifiée par les généraux des deux camps depuis la fin de l'année 1914.

Percer n'est pas vaincre, cependant, et les Allemands s'épuisent à tenter de l'emporter au plan militaire de manière à imposer leur vision politique, avant de reconnaître leur défaite à partir d'octobre 1918. Militairement, les conclusions tirées de cette année 1918, plurielles et variées, nourrissent chez les vainqueurs des dogmes sur la façon de mener et de gagner une guerre grâce à des recettes infaillibles. Sans sombrer dans la téléologie, ces convictions devaient se révéler catastrophiques en emprisonnant le regard des stratèges et des tacticiens de l'entre-deux-guerres.

Sur le front des opinions publiques, l'année 1918 se divise clairement en deux phases. Jusqu'à juillet, l'optimisme prévaut dans les Empires centraux, tandis que les opinions publiques alliées, et surtout françaises, plongent à nouveau dans la dépression qu'elles

avaient connue lors des revers de 1914. Passé juillet, le mouvement s'inverse : désormais, ce sont les opinions des Empires centraux qui se dressent contre la guerre.

## **Afrique, Palestine, Bulgarie : la guerre se gagne à l'est. L'année de la rupture militaire**

En Afrique, en mai 1918, von Lettow-Vorbeck continue de se jouer des Britanniques au Mozambique. Même si les combats ne revêtent pas le caractère industriel qu'ils connaissent en Europe, les petits corps militaires allemands donnent bien du fil à retordre aux Alliés, en immobilisant des forces relativement importantes pour se lancer à leur poursuite. Le 12 juin 1918, marchant vers le sud, von Lettow-Vorbeck prend Alto-Molocue à environ deux cents kilomètres à l'ouest de Nampula au Mozambique. A la fin du mois de juillet, après avoir battu quatre fois les Britanniques et leurs alliés portugais, il arrête sa course vers le sud-est. La poursuite continue et, le 2 septembre, von Lettow-Vorbeck, après de durs combats près de Lioma, échappe à l'encerclement des forces britanniques. Il se paie encore le luxe d'attaquer Fife le 2 novembre 1918 et de pénétrer dans la colonie britannique de Rhodésie. De bout en bout, il demeure en position de force, choisit son terrain de combat et refuse, même après le 11 novembre 1918, de cesser la lutte. S'il accepte les conventions d'armistice le 15, sa reddition n'intervient que le 23 novembre à Abercorn, en Rhodésie. Il n'a plus alors autour de lui que cent cinquante-cinq officiers et sous-officiers allemands et mille cent soixante-huit Askaris. Résistant, y compris dans la négociation, von Lettow-Vorbeck exige que les armes qu'il remet ne soient pas comptabilisées dans le total que l'Allemagne doit livrer selon les conditions d'armistice<sup>1</sup>.

En Palestine, le 19 septembre, le général Allenby relance l'offensive contre les Turcs sur Jaffa et attaque les troupes ottomanes et leurs conseillers allemands sur leur flanc. Les Ottomans sont vaincus à Meggido. Nazareth et Beisan sont prises dans la foulée. Le 23 septembre, les débris de l'armée turque se replient. Le 24 octobre, le général Allenby propose une répartition des zones d'occupation fort défavorable aux Français. Ces derniers recevraient la zone nord littorale, les Anglais l'ensemble de la Palestine, la Syrie intérieure revenant aux Hachémites. Lorsque, le 30 octobre 1918, les Ottomans demandent l'armistice à l'amiral britannique Calthorpe, les représentants français sont exclus des premières négociations. Une manière de guerre froide anglo-française se noue bien dans la région, annonciatrice de rivalités ultérieures.

Sur le front d'Orient, dès le 15 janvier 1918, une partie des dix-neuf bataillons allemands qui combattaient au sein des armées bulgares sont repliés, afin de combattre sur le front ouest. Le 1<sup>er</sup> mars 1918, le général Adolphe Guillaumat conclut, dans un rapport demandé par le ministère de la Guerre, qu'une offensive majeure peut parfaitement être déclenchée à partir du front de Salonique. En mai 1918, Louis Franchet d'Esperey, après son revers sur le front de l'Aisne, se voit limogé. Il va transformer un échec en l'un des plus grands succès militaires de toute la guerre. Nommé à la tête de l'armée d'Orient en remplacement du général Guillaumat, il commande à 26 divisions : 9 grecques, 6 françaises, 6 serbes, 4 britanniques et 1 italienne. Son commandement est moins catastrophique que celui de son prédécesseur, Maurice Sarrail, notamment dans ses attitudes à l'égard des Alliés. Si les Britanniques le surnomment « *Desperate Franky* » du fait de son abord réfrigérant, il sait mettre en musique les différentes forces placées sous ses ordres.

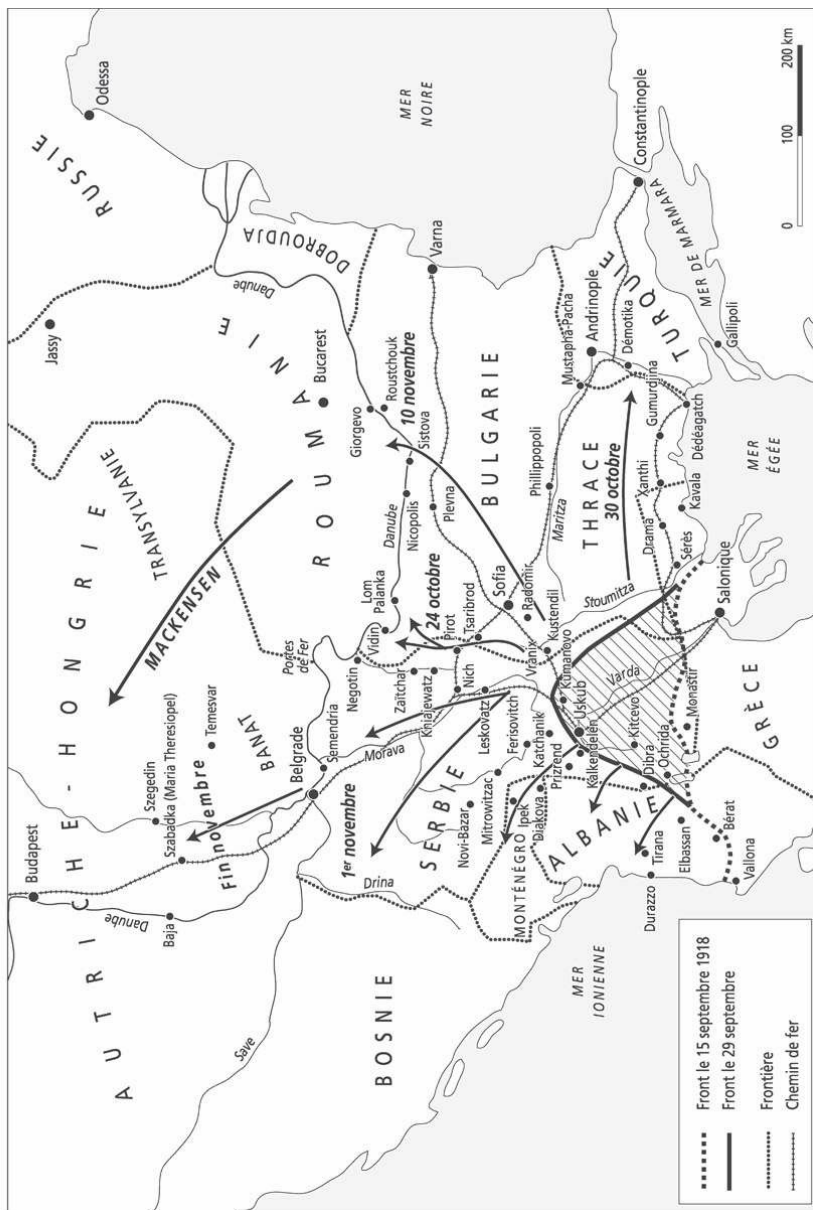
Le 29 juin, à Salonique, Franchet peaufine son offensive sur un front d'une trentaine de kilomètres et, au début du mois de juillet, le prince Alexandre de Serbie accepte son plan. Mais ce n'est que le 4 septembre, après une conférence interalliée tenue à Londres, que les Anglais admettent la nécessité d'attaquer à partir de Salonique.

Le 15 septembre 1918, Franchet d'Esperey déclenche une vaste attaque dans la vallée du Vardar. Alors que le front de l'armée d'Orient était resté immobile depuis 1916, suscitant les *lazzis* sur les « jardiniers de Salonique », la percée s'opère en cinq jours, malgré une résistance acharnée des Germano-Bulgares, vaincus le 21 septembre à Dobro-Polje. Alors que les divisions grecques et britanniques sont tenues en échec par les Bulgares sur le lac Doiran, les troupes françaises et serbes bousculent leurs adversaires. Le 23 septembre, les hommes du général Jouinot-Gambetta réinventent un rôle dynamique pour la cavalerie en marchant en pointe et s'emparent de Prilep, puis, le 29 septembre, d'Uskub (Skopje). Le 28 septembre, les Bulgares envoient une délégation auprès de Franchet qui, le 29, accepte les termes de l'armistice, après la défaite de l'armée bulgare à Uskub-Skopje. Les Alliés envahissent alors la Hongrie. Le 19 octobre, les avant-gardes de l'armée d'Orient atteignent le Danube. Le vernis unificateur de la double monarchie craque alors véritablement. Le comte Mihaly Karolyi, chef de l'opposition à Budapest, accuse Vienne de ne pas défendre les frontières hongroises. Le 24 octobre, le maréchal Svetozar Boroevic von Bojna, commandant autrichien sur le front italien, constate amèrement que des troupes, notamment hongroises, estiment ne plus avoir à combattre sur le front de Vénétie quand elles savent leurs frontières menacées. Le lendemain, deux divisions hongroises demandent à quitter les lignes afin de rentrer dans leur patrie. Le sentiment national s'exprime, désormais, de manière définitivement séparée entre Hongrois et Autrichiens.

L'importance des fronts ottomans et orientaux ne doit pas être mésestimée, même si elle est souvent méconnue de la mémoire française. C'est bien par la Turquie, *via* ses possessions en Palestine, et par la Bulgarie que la Grande Guerre s'achève d'autant plus que ces deux Etats constituent les deux maillons faibles des alliances conclues par les Empires centraux. Mais il ne faut pas pour autant négliger les « effets dominos » qu'induisent les sorties de guerre de ces deux partenaires : elles signalent à l'Empire allemand et plus encore à son alliée austro-hongrois, qu'aucune solution militaire ne peut plus se dessiner désormais.

Les fronts principaux ne doivent pas occulter le fait que la guerre se déroule jusque dans des lieux bien réels mais fort oubliés aujourd'hui. Ainsi, qui se souvient du capitaine Detzner et de sa petite troupe qui, en Nouvelle-Guinée allemande, tiennent la jungle depuis août 1914, et ne se rendent aux Australiens que le 22 novembre 1918 ?

# 14. LA CAMPAGNE DES BALKANS (30 SEPTEMBRE-FIN NOVEMBRE 1918)



Pourtant, c'est le front occidental qui attire les convoitises allemandes. Le Reich veut profiter de l'avantage numérique dont il dispose après la défection des Russes et avant l'arrivée massive des Américains. L'effort auquel il consent doit lui permettre non plus de vaincre mais d'arriver en position de force à la table des négociations.

## **Le front occidental : les Allemands frôlent-ils la victoire ?**

L'armée allemande de 1918 n'offre qu'un lointain rapport avec celle de 1914. Elle n'est plus la « machine à vaincre », selon une expression attribuée au général Ludendorff. Les difficultés d'approvisionnement en matières premières ont diminué la qualité des matériels. Une instruction du 20 avril 1917 prescrit, par exemple, de fabriquer des étuis de balles en fer, faute de cuivre<sup>2</sup>. Du coup, l'armée allemande réutilise des équipements anciens pour répondre à ses besoins sur toute la durée de la guerre, ou emploie des matériels saisis sur l'ennemi. Ainsi les canons de 75 français capturés sont-ils rechambrés en 77 mm et souvent utilisés comme pièces antiaériennes, tandis que les fusils-mitrailleurs Lewis, pris aux Anglais, sont adaptés pour pouvoir tirer la munition allemande<sup>3</sup>. Jusqu'à la fin juin 1918, l'armée allemande est matériellement très puissante. Au-delà, les matériels ne sont plus remplacés et le nombre de pièces d'artillerie décroît. Les aspirations du front intérieur à la paix tout autant que les manques criants de matières premières en sont responsables. A la fin de septembre 1918, le déficit de pièces en raison de l'usure de la destruction ou de la capture, atteint cinq mille tubes.

Mais les problèmes de l'Allemagne tiennent surtout à l'étroitesse des possibilités de recrutement. Les ressources en hommes sont épuisées et la classe 1920 est appelée dans le courant de mai 1918, avec deux ans d'avance. A la fin du mois de septembre 1918, les



régiments allemands sont réduits à deux, voire un seul bataillon, et Hindenburg reconnaît qu'il a dû dissoudre soixante-six régiments.

Le 21 janvier 1918, Ludendorff et Hindenburg arrêtent leur stratégie à l'ouest pour le printemps suivant. Ils prévoient d'attaquer à la jonction des armées françaises et britanniques dans la région de la Somme et de Saint-Quentin, afin de désolidariser les Alliés. En rapatriant leurs forces du front russe, les Allemands savent qu'ils disposent d'une supériorité d'environ trois cent vingt mille hommes : il leur faut impérativement profiter de ce différentiel au plus vite. Le 1<sup>er</sup> mars, les Allemands développent une attaque importante sur le front de Champagne, destinée à tester le dispositif français. Le 10 mars, le haut commandement allemand ordonne de préparer la grande offensive contre les Britanniques.

L'attaque se déploie le 21 mars avec l'offensive *Michael*. Les Allemands lancent deux armées (II<sup>e</sup> et XVIII<sup>e</sup>) appuyées par six mille deux cents canons contre les Britanniques sur le front Saint-Quentin-Amiens. Bousculée, la V<sup>e</sup> armée de Gough se trouve en grande difficulté. Haig multiplie alors les appels au secours auprès du général Pétain. Le 23 mars, les Allemands atteignent Ham et Péronne. Le 24, ils franchissent la Somme au sud de Péronne. Le lendemain, 25 mars, le front britannique est rompu dans le secteur de Beaumont. Le général Emile Fayolle est alors chargé de commander toutes les grandes unités alliées entre la Somme et l'Oise, préfigurant ainsi un commandement unifié dont la gravité de la situation souligne l'urgence. L'arrivée du 5<sup>e</sup> corps d'armée français du général Maurice Pellé ne parvient pas à rétablir la situation puisque ce dernier est à son tour bousculé par les Allemands le 26 mars. Pour parer au plus pressé, les Français rapatrient du front italien la majeure partie de la X<sup>e</sup> armée afin de l'engager à l'ouest.

Ludendorff commet une première erreur tactique le 27 mars, en divisant ses forces en trois groupes progressant sur des axes

différents, ce qui facilite l'organisation de la résistance de ses adversaires. Ce n'est pourtant que le 29 mars que les Alliés le bloquent à environ vingt kilomètres d'Amiens. Au début du mois d'avril, les Allemands relancent leur offensive au sud de cette ville, mais cette fois les Alliés tiennent bon. Au total, les Allemands ont avancé de soixante kilomètres en mettant à mal la défense alliée, mais sans réussir à la démanteler. Changeant leur axe d'attaque, ils passent à l'action le 6 avril sur l'Ailette contre la VI<sup>e</sup> armée française. Mais, le 9 avril, attaquant quasiment tous azimuts, ils lancent aussi l'offensive *Georgette*, dans les Flandres contre les Britanniques. Les troupes portugaises qui tiennent une partie du secteur manquent d'expérience et sont laminées. Le 9 au soir, les troupes de Guillaume II ont avancé de dix kilomètres et prennent Armentières le 11. Le 16 avril, le front britannique est menacé d'effondrement autour d'Ypres. Sur la fin du mois d'avril, les Allemands assaillent encore Villers-Bretonneux, à la jonction des fronts français et britanniques. Perdu le 24, le village est repris par les Australiens le lendemain. Le mont Kemmel est l'objet d'un violent assaut de la part de l'*AlpenKorps*, qui parvient à s'en emparer. Mais, épuisées par cet effort, les troupes allemandes qui poursuivent leur élan dans les Flandres jusqu'au 30 avril ne parviennent ni à percer ni à s'emparer des ruines d'Ypres. Après ces attaques, Ludendorff mesure qu'il a utilisé ses troupes avec prodigalité et qu'il doit se montrer plus sélectif dans ses objectifs. A partir du 10 mai, les Alliés reprennent progressivement le terrain perdu en mars et avril, notamment dans les Flandres. Dès le 21 mai 1918, Foch fait diffuser sa directive numéro 3, qui envisage des contre-offensives de grande envergure.

Comprenant qu'il est désormais inutile d'attaquer sur le front des Flandres où les Alliés se sont renforcés, les Allemands déplacent leur axe plus au sud-est du front occidental sur la Champagne et surtout sur le Chemin des Dames, avec les offensives *Blücher* et *Goertz*, à partir du 27 mai 1918. Ces tentatives pour percer le front adverse en

déplaçant rapidement les axes d'offensives rappellent la tactique employée par Joffre en 1915, bien qu'elles bénéficient d'infiniment plus de moyens matériels. La stratégie allemande s'avère payante. En une journée, le Chemin des Dames est conquis, le 27 mai, par quatre groupements d'assaut. L'Aisne est franchie le même jour. La VI<sup>e</sup> armée de Denis Duchêne est balayée en quelques heures et les Allemands progressent de vingt kilomètres. Le rêve de Nivelle d'avril 1917 devient réalité, mais à l'envers ! L'avancée se poursuit dans les jours qui suivent et le Tardenois puis la Marne sont atteints. Le 31 mai, Philippe Pétain envisage un repli général des armées françaises.

Au début du mois de juin 1918, les Allemands sont à soixante-dix kilomètres de Paris, tout comme au début de septembre 1914. Mais ils n'ont plus de troupes de réserve. Ils progressent encore dans la forêt de Villers-Cotterêts, mais le front se stabilise sur l'Oise et sur l'Aisne.

Les Allemands persévèrent encore par des attaques le 9 juin sur le secteur de Montdidier-Noyon, en direction de Compiègne. Ils avancent à nouveau de dix kilomètres en deux jours. Mais le général Mangin, un des « limogés du Chemin des Dames », a remplacé Paul Maistre à la tête de la X<sup>e</sup> armée et il ordonne de répliquer aussitôt. Durant trois semaines, il multiplie les « coups de sonde » offensifs pour tester ses adversaires.

Le 14 juillet, à la veille d'un autre coup de boutoir allemand sur la forêt de Villers-Cotterêts, les Français renforcent leur dispositif défensif. De fait, ils ont été avertis par des prisonniers allemands capturés, que l'assaut reprendrait le lendemain sur le front de Champagne. Effectivement, le 15 commence l'offensive *Marneschutz-Reims*. Malgré les avertissements, Français, Anglais et Italiens plient dans un premier temps, mais, dès le 17, la résistance alliée se durcit et les troupes coloniales de la V<sup>e</sup> armée qui défendent Reims tiennent bon. C'est là un point capital. En effet, leur résistance crée un saillant ouvert sur le flanc de l'offensive allemande. En juin-juillet 1918, le II<sup>e</sup>

corps d'armée italien avec deux divisions d'infanterie (3<sup>e</sup> division *Napoli* et 8<sup>e</sup> division *Brescia*), un régiment d'artillerie lourde, deux escadrons de cavalerie et des armes de soutien, occupe le secteur de l'Ardre, dans la Montagne de Reims, sous le commandement du général Albricci et plus particulièrement le mont de Bligny, qui constitue, malgré sa modeste altitude – environ deux cents mètres –, un excellent observatoire. Le 15 juillet, les Allemands frappent à la jonction des dispositifs italiens et français de la V<sup>e</sup> armée Berthelot. La 8<sup>e</sup> division italienne est bousculée, mais la 3<sup>e</sup> division tient bon. Le 18 juillet, la 14<sup>e</sup> DI française et la 3<sup>e</sup> division italienne récupèrent une partie du terrain perdu avant que le II<sup>e</sup> corps italien, particulièrement éprouvé (près de huit mille morts et blessés auxquels il faut ajouter quatre mille prisonniers)<sup>4</sup> ne soit retiré du front.

Le 18 juillet, ce sont les troupes de la X<sup>e</sup> armée Mangin et de la VI<sup>e</sup> armée Degoutte qui passent à la contre-offensive. Les deux armées françaises progressent de dix kilomètres en deux jours. De même, les Français attaquent plus à l'est, entre Aisne et Tardenois, à partir du 25 juillet et reprennent le 2 août la ville de Soissons.

Le 8 août, les lignes allemandes sont enfoncées en Picardie par la IV<sup>e</sup> armée britannique de Rawlinson et la I<sup>e</sup> armée française de Debeney. Ludendorff évoque alors un « jour de deuil de l'armée allemande », car plus de 30 000 de ses hommes sont capturés. En fait, le moral des troupes s'est effondré bien avant cette date. Le 2<sup>e</sup> bureau français sait que les revers du 18 juillet en Champagne ont déjà provoqué désertions et cas d'indiscipline en grand nombre chez l'adversaire. Les chefs sont

« témoins de cas d'insubordination graves envers les chefs de convois, le personnel d'escorte, les commandants de gares, les postes de garde. Les soldats n'obéissent ni aux ordres, ni aux instructions, souvent

même ils en sont arrivés à une résistance ouverte et à des voies de fait contre leurs chefs<sup>5</sup> ».

A partir du 10 août, les Alliés attaquent sur l'ensemble des fronts : la III<sup>e</sup> armée française de Humbert sur le Matz, la I<sup>re</sup> de Debeney, sur Montdidier, la IV<sup>e</sup> armée britannique sur Péronne, la III<sup>e</sup> armée britannique de Julian Byng, sur le secteur d'Albert. Dès lors, sans parvenir à faire éclater le front allemand, les Alliés progressent régulièrement.

Le 3 septembre, les Australiens abordent la ligne Hindenburg alors que les Allemands entament un repli général en fortifiant des lignes de défense, entre Saint-Quentin et l'Escaut par exemple. Le 6 septembre 1918, les Français libèrent Ham et Chauny puis poursuivent leur marche en avant.

Le 26 septembre débute la contre-offensive générale sur l'ensemble du front occidental. Les Américains en Argonne et la IV<sup>e</sup> armée de Gouraud en Champagne entament le mouvement, puis l'ensemble des forces alliées progressent de la mer du Nord à la Champagne. Devenue une puissance impressionnante, l'armée de Gouraud comprend 7 corps d'armée de 29 divisions, dont deux américaines, 550 000 hommes et 180 000 chevaux ; elle s'appuie sur 2 760 pièces d'artillerie. Le 2 octobre, le repli allemand s'accroît et Lille est libérée. Le 6 octobre, l'offensive des Alliés se développe. Si les Américains piétinent en Argonne, les Britanniques progressent sur l'aile droite des Alliés, et les Français de Gouraud sur la petite rivière Suipe. Le 9 octobre, Cambrai est reprise et le repli allemand se confirme partout. Pourtant, la combativité de l'armée impériale n'est pas totalement brisée comme le confirme la contre-attaque localisée sur l'armée belge à Roulers, le 11 octobre. Et les Allemands résistent avec acharnement au nord de Verdun. Sur le front occidental, les dernières opérations militaires se déroulent le 11 au matin, au Signal de l'Epine, dans le secteur de Vigne-Meuse.

En 1918, l'allié autrichien connaît aussi des déboires sur le front italien. les Austro-Hongrois tentent aussi de l'emporter comme le font les Allemands à l'Ouest. Le 16 juin, ils lancent deux armées sur Trévis et Venise, mais ne parviennent pas à percer, la crue de la Piave entravant leur avance. Le 19 juin, ce sont les Italiens qui passent à la contre-offensive et rejettent leurs adversaires sur leurs lignes de départ. Démoralisée, l'armée de Vienne est cependant encore capable d'initiatives : le 24 juillet, elle se lance en Albanie contre les avant-postes italiens de la poche de Devoli. Le front est actif jusqu'à octobre, mais les troupes austro-hongroises s'effondrent à compter de début novembre, quand se développent des rumeurs de paix.

Mais les avancées militaires allemandes du printemps et du début de l'été ne sont pas suffisantes pour que les dirigeants du Reich pensent qu'ils peuvent vraiment gagner la guerre. D'autant que les Américains débarquent en masse à partir du printemps de 1918 et participent de plus en plus effectivement aux combats.

## **Les Américains au feu**

L'engagement massif des Américains suscite de violents débats entre les dirigeants alliés et le chef de l'Etat « associé » que prétendent être les Etats-Unis. Un fait objectif s'impose : les armées alliées, épuisées, attendent beaucoup du « sang neuf » américain. La crise des effectifs n'épargne pas le Royaume-Uni, contraint d'enrôler des hommes qui avaient été dispensés jusque-là – mineurs de fond ou ouvriers spécialisés – et d'élever l'âge maximal de la mobilisation à cinquante ans. Toujours est-il que les Alliés escomptent l'arrivée quasi immédiate de 300 000 à 500 000 hommes. Pour le moins, les Franco-Britanniques espèrent voir débarquer 20 000 soldats en état de combattre dès le mois de juin 1917. Mais les Américains ne s'en

laissent pas conter, notamment sur la manière dont leur armée en formation doit être utilisée.

Paris et Londres voudraient clairement s'en servir comme d'un simple réservoir d'hommes leur permettant de mener la guerre à leur guise, tout en palliant la crise des effectifs. Les Américains refusent d'être des partenaires de seconde zone. Ils conçoivent leur intervention en France comme le moment clé d'une politique et pas seulement comme une action militaire. Aussi les débats sont-ils vifs entre Français, Anglais et Américains et grands les déboires alliés, car les Américains ont beaucoup à apprendre. A l'évidence, l'effort de mobilisation des hommes est extraordinaire. En dix-neuf mois, les forces américaines passent du statut d'armée qui n'existe que sur le papier à celles de premier partenaire militaire de l'alliance.

Mais ces troupes doivent se former. Il est d'autant moins facile de se faire une idée claire de la « courbe d'apprentissage » que les Américains eux-mêmes sont aujourd'hui partagés sur le rôle de leur propre corps expéditionnaire, au point d'avoir engendré une abondante littérature sur le sujet<sup>6</sup>. Aux Etats-Unis, les grands acteurs des combats de 1918 ont publié leurs souvenirs ou mémoires. Pershing et Marshall, bien sûr, mais aussi le général Hunter Liggett<sup>7</sup>, le général Joseph Dickman<sup>8</sup> ou encore James G. Harbord<sup>9</sup>, entre autres. Les sources anglaises se sont imposées massivement pour décrire cette période<sup>10</sup>. Le général Robert Doughty, en 1994, affirmait que l'expérience de guerre des Américains avait été « largement formée par l'expérience britannique, ou par le regard britannique de l'expérience des autres<sup>11</sup> ». Les historiens américains ont, il est vrai, fondé leur argumentation sur des ouvrages en anglais pour des raisons de proximité culturelle évidente.

Les regards ont cependant évolué depuis quelques années. Robert Bruce a travaillé sur les archives françaises<sup>12</sup>, montrant qu'une vraie fraternité d'arme existait entre Français et Américains. Des historiens américains commencent à adopter une grille de lecture plus large de la

guerre, tels Michael J. Lyons<sup>13</sup> ou Spencer Tucker<sup>14</sup>. Des travaux – ceux de Kenneth E. Hamburger<sup>15</sup> ou la documentation de l'*US Army Military History Institute* de Carlisle Barracks – se penchent sur l'apprentissage de la guerre à l'européenne par les états-majors et les troupes.

Cela posé, l'expérience de la guerre américaine découle aussi des directives que Wilson adresse à Pershing. Lorsque le secrétaire d'Etat à la Guerre, Newton Barker, décide, le 26 mai 1917, de le nommer à la tête du Corps expéditionnaire américain (CEA), il lui ordonne de refuser que ses troupes servent simplement de renfort aux Alliés. Le président exige qu'elles combattent comme une armée nationale indépendante. Chacun des grands partenaires de l'Alliance arrive donc sur le champ de bataille avec ses propres conceptions.

Côté franco-britannique, chefs et soldats sont persuadés que les Américains manquent d'expérience au feu et qu'il faut les encadrer. Les Américains, pour leur part, estiment que la « vieille Europe » ne sait pas faire la guerre et qu'il faut impérativement sortir du *Trench Warfare*. A leurs yeux, elle mène un combat routinier qui les empêche de parvenir au succès et de déboucher en terrain libre, cet *Open Warfare*, pour lequel le Nouveau Continent estime n'avoir rien à apprendre de l'Ancien.

Depuis la fin de la guerre civile, les forces armées américaines ont désappris à manœuvrer à un niveau supérieur à celui du régiment. Les états-majors américains doivent donc se former autant, si ce n'est plus, que leurs troupes. En 1912, la manœuvre de division est certes réintroduite dans les textes, mais reste inemployée en pratique, lors des expéditions punitives conduites contre les Mexicains, par exemple, preuve que les esprits raisonnent toujours au niveau de la manœuvre régimentaire<sup>16</sup>.

Mais une contradiction marque d'emblée la formation des états-majors. Alors que Pershing clame sa préférence pour l'*Open Warfare*, il prépare ses troupes à une guerre statique. Imprécise, la définition de



l'*Open Warfare* amène quelques déboires. Le général Liggett le constate amèrement : « dans la masse de littérature que j'ai reçue, je ne peux rien trouver qui m'instruise sur cette question essentielle<sup>17</sup> ». L'*Open Warfare* est un concept politique autant que militaire qui permet à Pershing de proposer une réponse doctrinale aux Français et lui permet de rejeter les prétentions hexagonales à vouloir former les Américains à leurs méthodes. La culture personnelle de Pershing, aussi bien que le souci légitime de sa carrière, le condamnent aux résultats. Le général Bullard note d'ailleurs dans son journal : « il recherche les résultats. Il entend bien les obtenir. Il sacrifiera quiconque ne lui en apporte pas<sup>18</sup> ». De manière extrêmement pragmatique, donc, Pershing, au sein de son état-major de cent quatre-vingt-onze personnes, adopte des procédés de management inspirés des entreprises privées, sans pour autant renoncer à s'inspirer du modèle d'état-major français.

La *Training Section* de l'état-major général reçoit la charge de superviser toutes les écoles d'entraînement, de traduire des manuels étrangers et de préparer des manuels proprement américains, « en y incorporant des changements suggérés par les expériences réelles<sup>19</sup> ». Dans les faits, cette conception cohérente est difficile à appliquer car Pershing crée en parallèle treize « écoles de spécialités » devant, au niveau de l'armée, former des officiers qui serviront eux-mêmes ultérieurement d'instructeurs. La cohésion des unités en souffre puisque chacune d'entre elles doit, sans cesse, envoyer des officiers ou des sous-officiers<sup>20</sup> dans ces multiples écoles. Dans la 1<sup>re</sup> division à l'entraînement à Gondrecourt, Marshall note que « la plupart des compagnies ont un seul officier disponible<sup>21</sup> ».

Pourtant, les états-majors américains apprennent vite. Après les combats sur la Somme, du 28 au 31 mai 1918, qui voient pour la première fois l'engagement du niveau divisionnaire américain et dont les retombées psychologiques sont largement supérieures à la modeste

dimension des opérations militaires, les Américains sont persuadés qu'ils n'ont plus besoin de personne pour les conseiller.

« Cette action illustre la facilité avec laquelle nos officiers et nos hommes apprennent et souligne l'importance de mettre sur pied, aussitôt que possible, nos propres divisions et nos grandes unités. Je suis fermement persuadé que nos troupes sont les meilleures en Europe et que nos Etats-Majors sont égaux à tous les autres<sup>22</sup> »

note Pershing, non sans optimisme.

Les défis à relever sont énormes pour de si jeunes états-majors non rompus au maniement des grandes unités. Cet apprentissage se fait parfois par approximations successives. La réduction du saillant de Saint-Mihiel constitue une expérience en grandeur et en temps réels. C'est d'ailleurs dans ces termes que Pershing a plaidé auprès de Foch la nécessité de cette opération. Quelques semaines après, dans l'opération Meuse-Argonne, le travail d'état-major semble avoir été fait convenablement, à en juger par les documents regroupés en 1948 dans les cinq cent quatre-vingt-seize pages du *Military Operations of the AEF*. Il est notamment prévu que des unités de camions chargés de matériaux destinés à réparer rapidement les voies soient organisées<sup>23</sup>. Les premiers communiqués sont encourageants :

« Impression générale de la journée : après un important bombardement des lignes ennemies, nos troupes ont attaqué à 5 h 30 du matin, le 26 septembre, sur le front de la Meuse à Vienne-le-Château, sur environ 30 kilomètres. L'attaque a été un succès total, rencontrant une faible résistance de l'infanterie et de l'artillerie ennemie et se soldant par des pertes légères. Les objectifs de la journée ont tous été atteints<sup>24</sup>. »

Pourtant, l'opération s'essouffle et les ennuis s'accumulent. A la fin de l'opération, le colonel George Marshall, responsable du G-3, rapporte que les approvisionnements sont « normaux à l'exception du

front des 1<sup>er</sup> et 4<sup>e</sup> corps, où ils sont difficiles, bien qu'en voie d'amélioration par rapport au rapport précédent<sup>25</sup> ».

En fait, le travail d'état-major a souffert d'importants dysfonctionnements. Mal approvisionnée, l'artillerie ne peut pas toujours soutenir l'effort des fantassins. Pershing ordonne le 27 septembre 1918 à 23 h 30 de monter à l'assaut ; mais le général Cameron ne reçoit l'ordre que le 28 septembre à 11 heures (quatre heures après le début théorique de l'attaque)<sup>26</sup>. On connaît le jugement que porte Philippe Pétain sur le travail de l'état-major américain lors de l'offensive Meuse-Argonne : « Les raisons de cette stabilisation momentanée sont à rechercher moins dans la résistance de l'ennemi que dans les difficultés qu'éprouve l'état-major américain à mouvoir ses troupes et à les ravitailler<sup>27</sup>. »

Plus ou moins méprisants à l'égard des Américains, ces jugements de valeur n'interviennent que sur un laps de temps inférieur à deux mois. Tâtonnant, l'apprentissage du travail d'état-major est somme toute rapide, d'autant qu'il s'inscrit dans un contexte difficile. Du reste, George Marshall a bien identifié la complexité de l'opération Meuse-Argonne pour des novices, tout comme son poids symbolique.

« Ce n'était pas simplement une armée montant une opération offensive, mais la combinaison complexe de la naissance d'une armée, la mise à sa disposition de toute une logistique et des matériels venus de tous les coins de France, et l'insertion de tous ces menus éléments dans la plus importante bataille à laquelle les troupes américaines aient jamais participé<sup>28</sup>. »

A l'autre bout de la chaîne de commandement, comment se constitue l'apprentissage du combattant américain ?

« J'ai passé une très longue période à pleurer en songeant qu'en 1918 on nous avait envoyé des renforts incapables de distinguer un mortier de tranchée d'un signal de section », fait dire Francis Scott

Fitzgerald à l'un de ses héros, Ben Dragonet, dans *Love Boat III, Fleurs interdites*. Fitzgerald ne trahit pas la vérité historique. Les archives américaines rappellent, par exemple, qu'une section de mortier de la 82<sup>e</sup> DIUS n'avait jamais vu cette arme avant son arrivée en France<sup>29</sup>.

Si les équipements courants de l'armée américaine sont récents et de qualité lorsque les premiers *Sammies* débarquent à Saint-Nazaire, les Américains enregistraient, lors de leur entrée en guerre, un écrasant retard. « La guerre européenne a été mal étudiée, encore plus mal comprise<sup>30</sup> », relève André Kaspi.

Alors qu'ils attendaient des hommes équipés, les Alliés sont donc sollicités pour fournir les armes qui manquent aux *Sammies*. Les Anglais complètent les dotations en fusils par des Lee Enfield, d'ailleurs déjà fabriqués aux Etats-Unis depuis plusieurs années. La France fournit 2 000 des 2 700 avions utilisés, 3 000 des 3 500 pièces d'artillerie et la totalité des chars d'assaut. Les Américains adoptent les pièces françaises de 105 et de 75 mm. Les armements collectifs sont également fournis largement par la France (FM Chauchat et mitrailleuses Hotchkiss) avant que les mitrailleuses et un nouveau FM conçus par la firme Browning équipent l'armée américaine au cours de l'été de 1918. En octobre 1917, les Etats-Unis attendent de la France 620 canons de 75 et 8 millions de coups, 29 000 fusils-mitrailleurs Chauchat, 1 500 mitrailleuses Hotchkiss, 28 mortiers de 240, auxquels s'ajoutent grenades, cartouches et matériels de tranchées. Fort logiquement, les Etats-Unis livrent en contrepartie les matières premières nécessaires.

Le 8 juin 1917, la 1<sup>re</sup> DIUS – aussitôt surnommée *The Big Red One* – est constituée sous les ordres du général Sibert. La première flotte de transport aborde Saint-Nazaire le 26 juin 1917. Au total, jusqu'à la fin de la guerre, les Etats-Unis organisent soixante-deux divisions, dont quarante-trois sont effectivement transportées en

Europe. Avec le *General Organization Project* du 11 juillet 1917, le CA de quatre divisions de combat et de deux divisions servant de base arrière devient la grande unité de référence. D'entrée de jeu, l'*US Army* adopte des divisions richement dotées en hommes (vingt-six mille hommes dont douze mille fantassins). Dans l'offensive, un CA doit mettre en œuvre deux divisions en pointe et deux en réserve. Les unités interarmées dépassent largement les cent mille hommes, dont vingt-quatre régiments d'artillerie lourde. La première grande unité américaine considérée comme apte au combat est la 1<sup>re</sup> DIUS (infanterie), qui avait été couplée durant la dernière phase d'aguerrissement avec la 47<sup>e</sup> division de chasseurs alpins. A la fin février 1918, un 2<sup>e</sup> corps US est confié au général George Read en secteur britannique. Le 3<sup>e</sup> corps est ensuite créé, sous les ordres du général Bullard, et le 4<sup>e</sup> sous ceux du général Dickman. A partir du printemps de 1918, les arrivées de soldats américains se succèdent à un rythme impressionnant. Du 23 mars au 22 juin 1918, 170 000 hommes par mois gagnent la France et encore 260 000 soldats entre le 22 juin et le 26 octobre.

Au 15 juin 1918, 711 259 soldats américains servent en France dont 505 447 dans des unités combattantes. A la conférence de Chaumont du 23 juin 1918, les Français (Clemenceau, Foch, Weygand et Mordacq) demandent aux Américains de porter leurs effectifs à 100 divisions afin de mener l'offensive de 1919. Pershing estime alors qu'il pourra mettre en ligne 80 divisions, soit environ 3 200 000 hommes.

Au moment de la poussée allemande du printemps, les difficiles négociations d'Abbeville, de Beauvais et de Doullens débouchent sur la nomination de Ferdinand Foch à la tête d'un commandement interallié. Pershing persiste pourtant à refuser l'amalgame et exige que l'armée américaine se voie confier une portion de front. Sur ses insistances, durant le mois de juin 1918, les Alliés et les Américains choisissent la Lorraine. De fait, cette région permet un déploiement

sans imbrication avec les armées françaises ou britanniques ; elle dispose d'un réseau ferroviaire dense qui favorise l'installation de nombreux camps d'entraînement ; il s'agit, enfin, d'un secteur calme depuis deux ans. Après l'accord du 26 juin, la 1<sup>re</sup> DIUS prend ses quartiers à Gondrecourt dans la Meuse.

Le combattant américain sur le sol français est victime d'une représentation ambivalente qui couple l'« enthousiasme » d'un côté à l'« incompetence » de l'autre. Selon les Français, sa répugnance à manier la pelle et la pioche conduit à construire des abris individuels insuffisamment profonds. Le *Sammy* voit dans la guerre un sport excitant et non une besogne prosaïque. Il n'arrive pas à régler sa marche, non par manque d'endurance, mais par indiscipline, et quitte les rangs facilement. Il monte à l'assaut après avoir mangé ses vivres de réserve. Telles sont les observations que relèvent, non sans condescendance, les officiers de liaison français.

Au vrai, la situation, au départ, n'est pas bonne. Les soldats qui arrivent en France n'ont au mieux tiré que quelques dizaines de cartouches aux Etats-Unis. Une compagnie de mitrailleuses ne voit sa première pièce que quelques semaines avant l'offensive de Saint-Mihiel<sup>31</sup>.

L'exemple de la 79<sup>e</sup> division se révèle particulièrement éclairant. Ses soldats viennent de Pennsylvanie, du Maryland et du district de Columbia. Les premiers hommes incorporés ont connu un entraînement au Camp Meade (Maryland) d'octobre 1917 à mai 1918. Si l'unité arrive en France le 1<sup>er</sup> août 1918, une part importante de ses soldats n'a été incorporée qu'en juin et n'a pratiquement pas reçu d'instruction. C'est donc dans l'urgence que des champs de tirs sont improvisés pour former les hommes au feu d'infanterie et pour « accoutumer les soldats à leurs armes<sup>32</sup> ».

En 1917, West Point ne forme que quelques centaines de sous-lieutenants par an, même si la loi du 3 juin 1916 autorise la

préparation militaire des étudiants. Les chefs de section sont en nombre insuffisant<sup>33</sup>. Après avoir sous-estimé les besoins, les Américains les surévaluent et forment des sous-lieutenants à raison de cinq mille par mois pour l'infanterie et mille quatre cents pour l'artillerie et le génie<sup>34</sup>. Mais la superficialité de la formation reçue se paie cher dans les forêts d'Argonne.

La doctrine américaine d'emploi de l'infanterie est basée sur la version de 1917 du *Field Service Regulations*, version à peine modifiée de celle de 1911. Ce manuel spécifie que l'assaut doit être mené dans des conditions de supériorité du feu d'infanterie obtenues d'abord et avant tout par la mousqueterie. Pour les Américains, la mitrailleuse, arme reine du front occidental, est perçue comme une « arme d'urgence ». L'artillerie doit, bien sûr, soutenir les soldats, mais le fantassin et sa fougue constituent encore les meilleures armes de l'assaut. Le regard « par le haut » des chefs de guerre américains est bien celui des Français de 1914, qui a coûté tant de pertes dans les six premiers mois de combats, preuve que les doctrines de l'« offensive à outrance » a traversé l'Atlantique avant la Grande Guerre. S'y ajoute une dimension culturelle proprement états-unienne. La formation du tireur au fusil relève de la culture de la frontière où le *Common Man* du front pionnier défend son bien du bout de son *Kentucky Rifle* puis de sa *Winchester*. En cela, elle perpétue un mythe du Nouveau Monde.

L'apprentissage auprès des Français révèle en outre des cultures nationales divergentes, notamment à l'égard des procédures. Les instructeurs français s'expriment surtout par le biais de conférences qui, traduites en direct, font perdre un temps précieux. « L'entraînement avec les Français est lent, et nous avons constaté, après une ou deux démonstrations qu'il est difficile de maintenir l'attention de nos soldats<sup>35</sup> », commente le chef de la 1<sup>re</sup> division US. A l'entraînement succède la participation au combat. Les souvenirs de Hugh C. Hulse<sup>36</sup> éclairent l'ambiance qui prévaut chez les *Sammies*.

Avant l'opération de Meuse-Argonne, ce soldat décrit ainsi l'état d'esprit de son unité :

« Nous avons tous participé à des raids ou des patrouilles sur le front alsacien, mais cette fois-ci c'était la bataille pour de bon. La compagnie tout entière me faisait penser à un groupe de jeunes qui se préparait à aller au cirque ou à un pique-nique. Quant au résultat de la bataille, il ne pouvait y avoir qu'une seule réponse et nous la connaissions. La règle générale était, qu'«une fois le terrain pris par les troupes américaines, il ne fallait jamais le rendre»<sup>37</sup>. »

L'enthousiasme des soldats américains se solde aussi par des comportements maladroits et contre-productifs. En août 1918, en Alsace, Hulse et ses compagnons sont survolés par des avions allemands :

« Presque tous les soldats de la compagnie vidèrent leur fusil sur eux. [...] A mon avis, c'était un gaspillage de munitions. On n'avait fait que leur donner notre position et les avertir que de nouvelles troupes étaient arrivées dans la zone, c'était sans doute ce qu'ils voulaient savoir<sup>38</sup>. »

L'assaut lancé, Hulse explique que des prisonniers allemands ont pris ses camarades pour des Indiens, en raison de leur fougue. Construite dans la panique du combat, cette vision en dit long sur les références qu'intériorisent les troupes, dans les deux camps. « Depuis bien des années nos hommes avaient entendu des histoires des atrocités des Allemands », avance Hulse, qui explique que les Américains, initialement sans doute, sont peu enclins à faire des prisonniers.

Le 15 avril 1918, l'action allemande sur Seicheprey montre que l'aguerrissement des *Doughboys* est encore très imparfait. Lancée par des tirs d'artillerie sur le 102<sup>e</sup> régiment US et plus particulièrement sur un bataillon qui tient ses positions seulement depuis quelques



heures, l'opération tourne à la catastrophe pour les Américains. Leur position est encerclée et le chef de bataillon réagit trop tardivement. Toutes les contre-attaques américaines échouent. Même si les pertes fluctuent selon les sources<sup>39</sup>, le revers est d'importance. Mais les Américains, une fois de plus, apprennent vite et innovent même sur le plan opérationnel. Ainsi, le 11 août 1918, dans le secteur du Spitzemberg, une patrouille de quatre Américains est-elle capturée par les Allemands. Or, un des prisonniers est porteur d'un *Riot Gun*, version guerrière du fusil de chasse utilisant de la grenaille et non des balles. Trouvant l'arme indigne de la guerre, les Allemands menacent de fusiller les soldats qui en seraient porteurs, rappelant ainsi, en miroir, le débat sur l'usage des balles dites *Dum-Dum* par les Allemands au début de la guerre.

Durant la deuxième bataille de la Marne, la 1<sup>re</sup> DIUS reçoit un secteur défensif tandis que les 2<sup>e</sup> et 3<sup>e</sup> (généraux Bundy et Dickman) sont mises à la disposition du haut commandement français. Lorsque Mangin déclenche la contre-offensive, le 18 juillet, il confie une part importante de la tâche au 20<sup>e</sup> CA (1<sup>re</sup> division marocaine, 1<sup>re</sup> et 2<sup>e</sup> DIUS), qui doit conquérir les hauteurs de Soissons. En quatre jours, la 1<sup>re</sup> DIUS avance de onze kilomètres et atteint l'objectif, au prix de très lourdes pertes. La réduction de la vaste poche allemande entre Soissons, Reims et Château-Thierry coûte aux Américains trente mille tués, blessés et disparus. De l'autre côté de la ville de Reims, les Américains combattent en juillet et août sur Souain, Aubérive, Saint-Hilaire, dans lesquels la 42<sup>e</sup> DIUS du Texas participe activement aux combats. Le 8 août 1918, le front se situe sur la Vesle, le long de la ligne Soissons-Reims. Deux CA américains sont engagés (le 1<sup>er</sup> CAUS devant Bazoches, le 3<sup>e</sup> CAUS, devant Fismes). Leur combativité frappe tous les observateurs, Anglais inclus. Car, à cette date, des *Sammies* combattent aussi aux côtés des *Tommies*. Le 8 août, dans la Somme, la 33<sup>e</sup> DIUS s'élance aux côtés des Anglais de Rawlinson (IV<sup>e</sup> armée) et de la I<sup>re</sup> armée française (Debeney).

En septembre 1918, les Américains attaquent, au pied des côtes de Meuse, le saillant de Saint-Mihiel contrôlé par les Allemands depuis la fin de l'année 1914. Les Anglais et les Français fournissent l'aviation, les chars et l'artillerie. Le succès américain est patent, d'autant que les troupes allemandes ont programmé leur repli. Suite à ce succès obtenu sur des troupes peu combatives qui battent en retraite, l'enthousiasme des troupes américaines est à son comble<sup>40</sup>. Saint-Mihiel correspond à leur premier engagement indépendant et bien des soldats croient que rien ne peut plus leur résister. La déconvenue de l'opération « Meuse-Argonne » qui suit est d'autant plus cruelle.

Pourtant, les moyens mis en œuvre sont considérables. Les 3<sup>e</sup> CAUS (général Bullard), 5<sup>e</sup> CAUS (général Cameron) et 1<sup>er</sup> CAUS (général Liggett) sont alignés d'est en ouest. Comme à Saint-Mihiel, les Français fournissent la quasi-totalité des deux mille sept cent soixante-quinze canons utilisés ainsi que les cent quatre-vingt-neuf chars Renault. Les dépôts de munitions sont en général préparés et approvisionnés par les forces tricolores qui, jusqu'au dernier moment, font écran, afin de ne pas montrer à l'adversaire que ce sont les Américains qui vont les attaquer.

Le 23 septembre, à 23 h 30, débute une préparation d'artillerie de six heures. Profitant d'une défense allemande en profondeur, les fantassins américains avancent de sept kilomètres. Si Montfaucon tombe le 27 septembre aux mains du 313<sup>e</sup> RI (79<sup>e</sup> DIUS), en revanche la situation en Argonne est mauvaise. Car, malgré les neuf mille prisonniers capturés, l'offensive, côté américain, est stoppée, alors que, dans les autres secteurs, les Français progressent. Les Américains se heurtent à des difficultés qu'ils avaient mal mesurées. Ils doivent progresser sud-nord alors que les Allemands contrôlent des défilés obligés. Le général von Gallwitz dispose de vingt divisions, dont dix en réserve. Puissant, le système défensif allemand

n'est pas en repli dans cette zone. Quatre lignes de défense sont étalées sur une profondeur de trente kilomètres. Le 26 septembre, l'attaque initiale emporte les premières défenses allemandes – blessant près de Varennes-en-Argonne le lieutenant-colonel Patton. Mais, après la prise de Montfaucon, le général Liggett marque le pas et les Américains sont bloqués trois jours durant. Les Allemands profitent de ce répit pour acheminer des renforts.

Comme lors des opérations de Saint-Mihiel, les Américains souffrent d'importantes difficultés de ravitaillement et de communication. C'est la période où les officiers de liaison français se montrent les plus critiques vis-à-vis des Américains, déplorant leur incapacité organisationnelle. Les embouteillages atteignent des proportions inimaginables. Il faut une heure et demie pour aller en auto du village de Varennes à celui de Bourreuilles, distants de deux kilomètres. Les Américains ont lancé trop de camions en même temps, la police de la circulation a été déficiente, les officiers inexpérimentés, les routes mal réparées.

Du coup, l'artillerie, mal ravitaillée, soutient mal l'infanterie. La liaison artillerie/infanterie est souvent défaillante, les reconnaissances absentes, l'échelonnement des batteries inexistant. Des officiers cherchent leurs unités ou leurs supérieurs et des ordres ne parviennent pas aux soldats. A la fin du mois de septembre 1918, les risques de contre-attaque ennemie sur ce secteur affaibli grandit. Agacé, Foch envisage un éclatement de la I<sup>re</sup> armée américaine, une partie étant placée sous les ordres de Pershing sur les rives de la Meuse, l'autre sous commandement français, positionnée sur l'Argonne. Il met en demeure Pershing d'attaquer sans temps d'arrêt. Les politiques s'en mêlent. Intransigent, Clemenceau exige que le général américain obéisse à des chefs qualifiés, c'est-à-dire français dans son esprit, pour des motifs militaires autant que politiques : il s'agit de minimiser le concours militaire des Etats-Unis pour affaiblir la position de Wilson avant d'éventuels pourparlers de paix. Au total, il faut presque

un mois, du 4 au 30 octobre 1918, pour que les Américains nettoient dans la douleur la forêt d'Argonne. Nous sommes alors bien loin de l'*Open Warfare* qu'ils reprochaient aux Franco-Anglais de ne pas savoir mener.

Les *Sammies* comptent 6 589 et 6 019 morts pour chacune des deux premières semaines d'octobre, 5 159 pour la troisième, 2 700 et 2 000 pour les deux dernières du mois. Soit, en incluant les pertes de septembre, 22 000 morts (contre 35 000 côté français<sup>41</sup>, pourtant plus nombreux et tenant un front bien plus large).

Ne s'agit-il pas cependant de l'inévitable apprentissage que traversent toutes les armées rapidement mises sur pied ? Un an avant cette offensive, l'armée américaine n'existait pratiquement pas.

Au 11 novembre 1918, l'expérience du combat des unités américaines est très variable selon leurs dates d'engagement. Deux jours après le déclenchement de l'offensive Meuse-Argonne, les Allemands constatent que les *Sammies* attaquent encore en colonnes importantes et offrent d'excellents objectifs à leur artillerie et à leurs mitrailleuses. L'expérience reste donc inégale selon les unités mais, dans le même temps, l'US Army prend précocement en compte les *Lessons Learned*, pour employer un terme contemporain.

Quoi qu'il en soit, ni leurs alliés ni leurs adversaires ne remettent en cause leur combativité. Mais les soldats n'ont pas encore appris à se protéger et à creuser, les chefs à économiser les hommes. Fruit du choc de représentations archaïques de la guerre et de la puissance destructrice du feu, ces négligences se soldent par un lourd tribut. Dans le cadre de la contre-offensive Mangin, en quatre jours de combats à partir du 18 juillet 1918, la 1<sup>re</sup> DIUS avance de onze kilomètres mais perd 73 % de ses officiers engagés et sept mille hommes<sup>42</sup>. L'apprentissage s'est fait dans la douleur et l'enthousiasme a été cher payé.

Les enjeux de la participation des troupes américaines ne se mesurent pas exclusivement en termes militaires, loin s'en faut. Le fait que Pershing renvoie fermement les instructeurs étrangers le 4 juillet 1918 – le jour de l'*Independance Day* – ne relève pas du hasard.

La dimension politique de l'engagement militaire américain s'exprime de multiples manières. Les furieux combats du bois de Belleau, sur le front de Château-Thierry, entre le 27 mai et le 25 juin 1918, ont suscité, côté américain, une construction héroïque et mémorielle sans rapport avec leur importance stratégique. Le journal *Paris Herald* ouvre la voie. Les neuf mille sept cent soixante-dix-sept pertes des Marines, dont mille huit cent onze tués, affirment la combativité des troupes américaines. Dès les lendemains des combats, à la fin juin 1918, le lieu est rebaptisé le « Bois de la Brigade des Marines ». En 1920, Shippley Thomas écrit : cette action a été

« en effet très brillante, mais il est dommage que les *Marines* se soient vu attribuer tous les mérites pour une opération à laquelle ont pris part 250 000 fantassins américains et un million [*sic*] de fantassins français et qui a duré 72 jours entre le 27 mai et le 6 août 1918<sup>43</sup> ».

En captant l'événement au détriment des autres forces de l'armée de terre américaine, les Marines ont provoqué un intéressant débat américano-américain. A l'inverse, le rôle réel des 1<sup>re</sup> et 2<sup>e</sup> divisions américaines durant la reconquête du saillant de la Marne est totalement minoré par rapport à l'opération Meuse-Argonne, pour une raison évidente : dans les premières, les 1<sup>re</sup> et 2<sup>e</sup> DIUS combattent au sein de l'armée Mangin et non, comme dans la seconde, de manière autonome.

Ces deux opérations sont politiques autant que militaires. Dès le 15 août 1918, Pershing déclare à Foch :

« J'envisage non seulement l'effet qu'un succès américain produirait sur l'ennemi, mais encore l'effet qu'il exercerait sur le moral des Alliés et

spécialement sur celui du peuple américain, en amenant, comme il le fera certainement, un redoublement d'efforts<sup>44</sup>. »

En d'autres termes, l'AEF a besoin d'actions d'éclat pour se construire des mythes guerriers en 1918. En ce sens, les hauts faits d'Alvin York sont emblématiques bien qu'ils soient aujourd'hui contestés dans leur réalité. Ce caporal du 328<sup>e</sup> RIUS (83<sup>e</sup> DIUS) aurait personnellement abattu vingt-cinq Allemands lors des opérations d'Argonne, en octobre 1918, capturé quatre officiers et cent vingt-huit soldats allemands. Cet exploit lui vaut le grade de *Sergeant*, la *Medal of Honor*, et la 5<sup>e</sup> Avenue le couvre de confettis avant qu'Hollywood ne s'empare du personnage. La construction mythique d'une AEF qui emporte tout sur son passage par sa fougue se mesure aussi par les attributions de la médaille pour l'honneur. Cinquante-trois furent épinglées entre le 26 septembre et le 11 novembre 1918, contre deux mille quatre cent trois depuis sa création le 12 juillet 1862<sup>45</sup>.

Avec la création, le 12 octobre 1918, de la II<sup>e</sup> armée américaine, confiée au général Bullard, les Américains reçoivent enfin satisfaction. La consécration arrive quand l'armée américaine passe de la subordination au général Pétain (chef des armées du nord et du nord-est) à celle du maréchal Foch (commandant des armées interalliées). La dimension politique de la participation américaine s'exprime pleinement. Le 3 novembre, Pershing communique son projet d'offensive sur l'Allemagne, et le 11 novembre voit l'armée américaine installée à l'est de la Meuse. Dès un Mémorandum du 4 juillet 1918, le colonel américain Fiske avait annoncé la lecture états-unienne de la fin de la guerre :

« Ce ne sont ni les Français ni les Anglais, ni les deux à la fois qui peuvent prendre Berlin. Berlin sera prise seulement par une armée américaine, soigneusement instruite, entièrement homogène, dans laquelle l'initiative et l'indépendance des officiers et des soldats auront été développées au maximum<sup>46</sup>. »

Comment, par ailleurs, les Américains sont-ils perçus par les civils français ?

Les sentiments des populations civiles évoluent au fil du temps. Au départ, l'accueil est enthousiaste. L'espoir que les Américains suscitent est proportionnel à la lassitude qu'éprouvent les Français face à une guerre qui s'éternise. Les *Sammies* sont attendus par les poilus comme on attend la relève ou la démobilisation. La population escompte le « soulagement immédiat de diverses misères, puis la victoire totale et brillante<sup>47</sup> ». Les *Doughboys* impressionnent avec leurs chapeaux à larges bords et leur dimension exotique. Une chanson populaire de l'époque évoque « ces Américains, en descendant du train », qui, « d'un salut de la main aux p'tites parisiennes », ouvrant la porte à comparaisons et à idylles – certaines se concluront par des mariages. A Bar-le-Duc, leur arrivée inspire des festivités patriotiques teintées d'une certaine naïveté. Le 4 juillet 1918, l'*Independance Day* est fêté dans la ville. A 11 heures, une délégation américaine composée de six officiers et de nombreux soldats est reçue par le préfet et le maire. Accueillis par la foule aux cris de « Vive l'Amérique, Vive le président Wilson », les *Sammies* répondent par les *Hurrahs* traditionnels. Lors du vin d'honneur, des jeunes filles meusiennes, accompagnées de soldats américains, fixent des bouquets de roses au revers des principaux invités avant de parcourir la ville pour distribuer trois mille bouquets et quatre mille cocardes américaines à la population. Dans son allocution, le maire déclare : « Bar-le-Duc désire que vous vous sentiez chez vous dans ses murs ; soyez les bienvenus, très cordialement<sup>48</sup>. » Mais, introduisant une nuance de taille, le préfet de Haute-Marne, où s'installe le quartier général de Pershing, constate en janvier 1918 :

« Un bon accueil leur est fait partout, on a admis que leur intervention était indispensable pour terminer la guerre de façon heureuse, mais de ce qu'on les coudoie, on est amené à se rendre

compte plus exactement du temps long encore qu'il va leur falloir avant d'être à même de nous donner un concours efficace et définitif<sup>49</sup>. »

Les soldats noirs de l'armée américaine sont frappés par le moindre racisme qui règne en France par rapport à ce qu'ils vivent dans leur propre société, et envie leurs camarades des troupes coloniales.

Assez rapidement pourtant se développent des sentiments plus ambigus, construits sur des comportements sévèrement jugés. Les *Sammies* sont notamment accusés d'ivrognerie, comme si le problème n'existait pas dans l'armée française. Les populations les jugent trop exigeants et trop habitués au confort. Surtout, la virilité du coq gaulois se sent menacée par l'intérêt appuyé que les *Sammies* portent aux femmes françaises. Le *General Order* de Pershing du 7 août 1918 se montre pourtant sans équivoque : « la pratique des rapports sexuels n'est pas nécessaire à la bonne santé », même si l'on peut douter que cette posture soit partagée par tous. Enfin, ils sont accusés de faire monter les prix, leurs soldes étant supérieures à celles du soldat français. L'argument avait déjà été employé à l'égard des *Tommies* et pour les mêmes raisons. Il arrange incontestablement les commerçants français qui attribuent aux Américains les hausses de prix qu'ils pratiquent spontanément. Ce qui n'empêche pas de poser une question : les arrivées massives d'Américains sont-elles l'amorce d'un antiaméricanisme qui se signale comme une exception française ? Un soldat écrit ainsi à sa femme à l'arrière : « Te laisse pas influencer par cette race qui ne vient que pour nous exploiter. D'abord, quand j'irai en perme, que je n'en trouve pas à la maison, ça ferait du vilain<sup>50</sup>. »

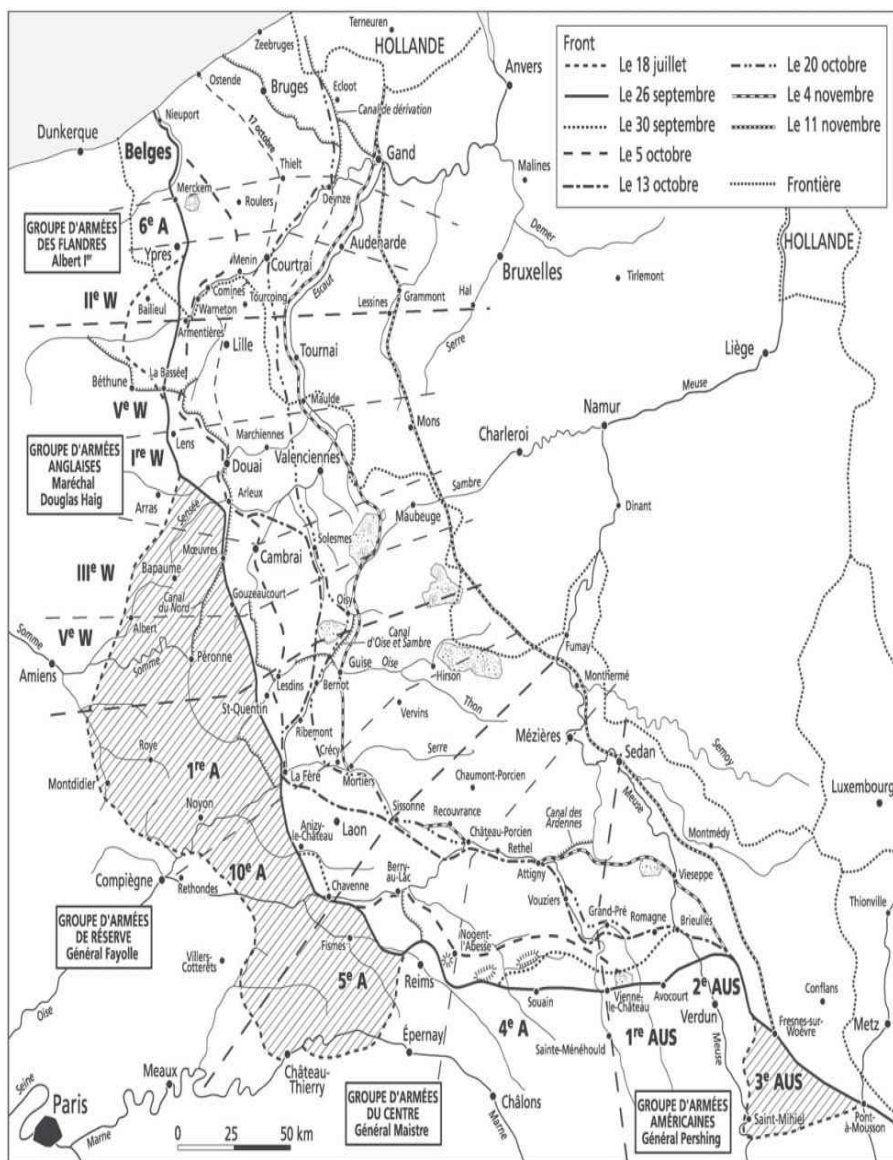
## Enfin un commandement unifié...

A l'heure où les Allemands avancent, la question d'un commandement interallié unique se pose avec acuité. « Seul Foch



semblait posséder les outils intellectuels pour jeter un pont entre tactique et stratégie<sup>51</sup>. » Peu à peu se structure enfin cette organisation intégrée. Le 30 janvier 1918, se réunit à Versailles le Conseil supérieur de guerre interallié. Il est alors décidé que le comité militaire s'installe véritablement en devenant un comité exécutif permanent, présidé par Ferdinand Foch. L'intérêt premier de la démarche consiste à prévoir le principe d'une réserve générale interalliée sur le front occidental. Bien relayé par Georges Clemenceau, Lloyd George a été le principal instigateur de cette mesure qui ne s'impose pas sans mal. Le Premier ministre britannique a dû vaincre les réticences de quelques généraux. Proche de Haig, le général William Robertson est ainsi remercié le 16 février 1918 ; le général Henry Wilson, moins ouvertement francophobe, lui succède. Lloyd George peut ainsi tenir Douglas Haig en rênes plus courtes.

## 15. OFFENSIVE GÉNÉRALE DES ALLIÉS (26 SEPTEMBRE-11 NOVEMBRE 1918)



D'un point de vue militaire, un vif débat s'instaure. D'un côté les généraux commandant les armées nationales, Pétain pour les Français et Haig pour les Britanniques, s'opposent à la constitution d'une réserve importante, tandis que Foch, qui voit de plus haut, la souhaite vivement. Dans la matinée du 26 mars 1918, à Doullens, Foch se voit confier par les gouvernements britannique et français la « coordination » de la conduite des opérations. « Il s'entendra à cet effet avec les généraux en chef qui sont invités à lui fournir tous les renseignements nécessaires<sup>52</sup>. » Haig laisse tomber, du bout des lèvres : « Si le général Foch consentait à me donner des avis, je les suivrais bien volontiers<sup>53</sup>. » Le 3 avril, les compétences de Ferdinand Foch sont élargies puisqu'il se voit confier la direction stratégique des opérations militaires sur le front occidental. Lors de la conférence d'Abbeville des 1<sup>er</sup> et 2 mai, le Conseil interallié étend ses responsabilités à l'ensemble des armées engagées sur les fronts occidentaux. Le 16 mai, enfin, Foch est officiellement nommé général en chef. Ainsi, la gravité des événements a amené à le désigner en plusieurs étapes comme responsable suprême des armées alliées sur le front occidental. Obtenir l'obéissance des chefs ne va cependant pas de soi. Pétain, comme Haig, ne cessent de lui rappeler leurs priorités nationales. Les autorités françaises de l'intérieur cherchent visiblement à ménager la susceptibilité de l'allié britannique. Ainsi le général Coutanceau, commandant la XI<sup>e</sup> région militaire, transmet-il aux journaux un ordre de la censure venu de Paris :

« En ce qui concerne la nomination du général Foch, ne laisser passer dans la presse que des extraits de journaux anglais, en indiquant leur source. A titre de renseignement, pour ménager la susceptibilité du gouvernement britannique, les journaux de province doivent éviter les exagérations des journaux de Paris, qui impriment en très gros caractères la nomination du général Foch<sup>54</sup>. »

Les escarmouches vont se multiplier. Le 17 juin, Pétain refuse par exemple de prêter des troupes aux Britanniques, au mépris des ordres reçus. Il faut l'arbitrage de Clemenceau, qui soutient Foch, pour que l'affaire soit réglée.

Face aux Américains, Foch, au terme des tête-à-tête parfois houleux avec Pershing, parvient à s'imposer. Alors que le 1<sup>er</sup> mai 1918, à Abbeville encore, le général américain refuse l'amalgame entre ses troupes et les unités alliées, lors de l'offensive « Meuse-Argonne ». Mais Foch s'impose indubitablement comme chef, même aux yeux de Pershing.

Malgré les polémiques qui ont porté sur sa santé, sur ses capacités de désobéissance, sur son appartenance à la « jésuitière », un fait s'impose : Foch est un merveilleux catalyseur d'énergie. « Il y a du radium dans cet homme », aurait dit de lui Lyautey. « Rassurant pour les Britanniques, conciliant avec Pétain, Foch démontre qu'il est peut-être aussi bon communicant que stratège<sup>55</sup>. » Bien entendu, les choses ne sont pas simples à gérer au quotidien. A la fameuse directive n° 4 de Pétain du 20 décembre 1917 sur la notion de « défense en profondeur », qui consiste à évacuer directement les premières lignes pour reporter la véritable défense sur les deuxième et troisième positions, Foch répond par l'obligation, morale comme tactique, de défendre le moindre pouce du territoire. Pourtant, malgré des hauts et des bas, de nombreuses animosités et la pression des événements militaires, Ferdinand Foch sait imprimer un vrai caractère au commandement interallié. Le général Maurice de Barescut, qui, proche de Pétain, ne partage pas un enthousiasme débordant pour Foch, avoue : « On peut ne pas être de son avis, mais on ne peut s'empêcher de l'admirer. Volonté, ténacité, toutes les qualités du chef<sup>56</sup>. » Comme le montre Elizabeth Greenhalgh, Foch sait aussi ne pas tout dire aux gouvernants civils, afin de « garder la main », retrouvant ainsi des pratiques de Joffre, mais à un niveau interarmées bien supérieur. Ainsi, le 8 août 1918, Clemenceau s'interroge auprès

de Weygand, chef d'état-major de Foch, pour savoir comment ce dernier a pu trouver des divisions pour lancer l'offensive<sup>57</sup>.

Quoi qu'il en soit, cette expérience du commandement interallié ouvre la porte à de prometteuses expériences ultérieures. Au risque de l'anachronisme, la plupart des opérations de guerre et des interventions extérieures depuis 1945 se sont conformées à ce modèle. Revers de la médaille : lorsque Ferdinand Foch, qui a incontestablement mené les armées alliées à la victoire, veut en 1919, faire valoir son regard géopolitique, il est nettement moins bien entendu.

Le principe du commandement unifié s'impose aussi, soulignons-le, sur le front des Balkans. Georges Clemenceau, qui, on le sait, cumule les fonctions de président du Conseil et de ministre de la Guerre, ordonne au général Franchet d'Esperey de former un corps composé de troupes françaises, britanniques, italiennes et grecques, afin de marcher sur Constantinople. Mais le commandement de cette force interalliée échappe aux Français. Signe que l'on se rapproche du Moyen-Orient, cher à la perfide Albion, il revient au général anglais George Milne.

## **Un bilan des opérations à l'Ouest**

En 1918, les hommes retrouvent la guerre de mouvement après avoir survécu dans la quasi-immobilité du « système-tranchées » durant plus de trois ans. Restaurer les réflexes de l'*Open Warfare* ne va pas de soi, d'autant plus que les armées ont profondément changé. A tous égards, les armées de 1918 ressemblent plus à celles de 1939 qu'à celles de 1914.

L'expérience des combattants est maintenant très importante, pour ceux qui ne sont pas morts. Devenus de vrais professionnels, ils sont désormais appuyés par des armements en plein renouvellement,

encadrés par des organisations différentes de celles qui prévalaient en 1914.

Dans les deux camps, la division d'infanterie demeure la grande unité tactique mais elle n'a plus grand-chose à voir avec celle de 1914. En 1918, un régiment d'infanterie français dispose de trente-six mitrailleuses alors qu'il en comptait six en 1914. Soixante-douze fusils-mitrailleurs, des mortiers de 81 et des canons de 37 renforcent encore sa puissance de feu. Le bataillon, qui mène le combat sur le terrain, a également subi de profondes transformations. Dans un « bâton » français de 1918 ne sont plus rassemblés que six cents à sept cents hommes au lieu des onze cents de 1914. Surtout, pour moins exposer les soldats et pour diluer les dispositifs d'attaque, l'unité élémentaire de combat est devenue la demi-section à deux escouades. La première est constituée de grenadiers, tandis que la seconde s'organise autour de l'arme automatique de soutien qu'est le fusil-mitrailleur. A la fin de l'année 1918, l'armée française teste même les « tiers de section » ou « groupes de combat » constitués autour du même fusil-mitrailleur. Les Allemands ont amorcé le mouvement en raison notamment de la crise des effectifs qui les frappe à partir de 1917. Au début de 1918, le bataillon allemand est constitué de quatre compagnies et d'une compagnie de mitrailleuses. Quatre-vingt-trois groupements de trois compagnies de mitrailleurs d'élite (*M.G. Scharfschüttzentrupp*) renforcent les unités organiques des divisions, à la demande, en fonction des impératifs du combat. Les sections de « fusiliers » sont complétées par les servants de mitrailleuses légères, pendant plus efficace du fusil-mitrailleur dans l'armée française. A partir d'août 1918, les effectifs des bataillons, squelettiques, réduits à environ quatre cents hommes, sont ramenés à trois compagnies.

Surtout, les hommes redécouvrent les techniques d'une guerre de mouvement, qui n'a plus grand-chose en commun avec celle de 1914. Dans l'armée allemande, leur nouvel entraînement leur apprend à se déployer en masses moins compactes, à manier mitrailleuses légères

et autres armes d'appui. Des cours sont donnés aussi bien aux commandants des grandes unités qu'aux officiers subalternes susceptibles d'appliquer la *Stosstrupp-Taktik*, la tactique des groupes d'assaut. La rapidité manœuvrière est avant tout recherchée. Les préparations d'artillerie, courtes mais brutales, utilisent des obus à gaz avant que les unités d'assaut ne s'infiltrant. Le 1<sup>er</sup> janvier 1918, Ludendorff résume sa nouvelle doctrine dans son règlement, « l'offensive dans la guerre de position », qui insiste sur l'effet de surprise<sup>58</sup>. Lors de l'offensive du Chemin des Dames, le 27 mai 1918, les Allemands développent les *Sturmblock*, en renforçant encore les groupes d'assaut. Composé de trente à quarante hommes, chaque *Block* dispose de grenadiers, mais aussi de mitrailleuses légères et d'un mortier. Il progresse en avant des troupes de ligne ; sa mission consiste à aborder et détruire les nids de résistance de l'adversaire<sup>59</sup>.

Du côté allié, la prise de Riga par les troupes du général von Hutier, le 3 septembre 1917, a impressionné les états-majors. Des documents, cartes ou ordres, ont été saisis sur les prisonniers allemands. Ils montrent que la concentration s'est opérée dans la plus grande discrétion avant l'assaut, à cent vingt kilomètres du front. La surprise de Riga et l'emploi conjoint de l'artillerie des bataillons de choc allemands amènent en réplique la fameuse directive n° 4 de Pétain du 22 décembre 1917 que complète une réflexion tactique dans la directive du 20 avril 1918 sur l'organisation des unités, l'emploi des chars et la maîtrise du feu. La directive n° 4 est rédigée à vingt-cinq exemplaires seulement, tous numérotés, destinés aux seuls généraux de groupes d'armées et d'armée<sup>60</sup>. Le pari de Pétain est qu'en cas d'attaque allemande il faut attendre l'ennemi sur des positions de repli situées entre trois et cinq kilomètres des premières lignes et ne laisser que des éléments retardateurs en premières lignes, des « îlots de combat », qui ont essentiellement pour mission d'user l'adversaire avant le choc principal. Signe que les méthodes de commandement ont changé depuis les mutineries de 1917, le général

Lebouc, commandant la 161<sup>e</sup> division d'infanterie (IV<sup>e</sup> armée Gouraud) n'hésite pas à informer ses troupes une semaine environ avant l'attaque allemande sur Reims de cette stratégie, au risque de l'indiscrétion.

« Ils [les Allemands] ne peuvent pas escompter la surprise, comme ils l'ont fait le 21 mars et le 27 mai, puisque nous sommes prévenus. Je dispose à l'heure actuelle de tels moyens en infanterie et en artillerie que vous devez les arrêter net. Ils ne peuvent pas espérer que leur marmitage sur notre première position nous déconcertera, puisque nous n'y laisserons personne. Ils ne peuvent pas croire que tous les obus toxiques qu'ils lanceront sur notre position intermédiaire (que vous tiendrez tous), sur notre deuxième position (que nous tiendrons des camarades de premier ordre, Chasseurs, Tirailleurs) et sur nos batteries (très renforcées), produiront des effets puisque vous serez assez sages pour mettre vos masques dès le début du bombardement<sup>61</sup>. »

Un simple lieutenant comme Jean-Julien Weber comprend parfaitement ce qu'est désormais la stratégie française, en juillet 1918.

« Cette manœuvre consistait à reporter la résistance sur la position intermédiaire fortement tenue, à ne laisser en première position, pour un régiment que deux sections au contact de l'ennemi [...] le rôle de ces fractions était de marquer par des fusées l'avance de l'ennemi ; de dissocier les vagues d'assaut ; de séparer ces vagues du barrage roulant : des mitrailleuses leur étaient jointes. Enfin on avait ypérité les abris abandonnés. En somme, on reportait le front de la IV<sup>e</sup> armée en arrière de trois kilomètres pour éviter l'écrasement et l'enfoncement du front<sup>62</sup>. »

Malgré ces améliorations dans les systèmes de commandement et dans les emplois tactiques, cette nouvelle guerre de mouvement provoque des pertes plus importantes qu'à l'époque des



« hyperbatailles » de la guerre de tranchées. Du 21 mars au 5 juin 1918, la bataille de Picardie cause 69 000 pertes au sein de l'armée française (tués, blessés ou prisonniers). Le front de l'Aisne enregistre 118 000 pertes, et la bataille de Champagne, du 15 juillet au 6 août, 109 000. Au total, 941 000 soldats français sont tués, blessés ou prisonniers entre janvier et le 11 novembre 1918<sup>63</sup>.

## Stratégies et tactiques pour les guerres à venir

La fin de la guerre ouvre la voie à des innovations guerrières promises à un bel avenir.

Au rebours d'une légende solidement ancrée, il est faux d'affirmer que les Allemands n'ont pas compris l'évolution tactique du char de combat et qu'ils ont négligé d'en construire. En fait, leurs choix s'opèrent par défaut, à la différence des Alliés, faute des capacités industrielles nécessaires pour produire la palette de matériels que leurs adversaires sont capables d'élaborer. Au vu de l'étroitesse de la production d'aciers spéciaux, les Allemands ont opté pour les sous-marins plutôt que pour les chars. Dans les années 1920 et 1930, cette abstention relative se révèle d'ailleurs plutôt avantageuse. En effet, alors qu'au sein des états-majors anglais et français les querelles sont légion pour savoir s'il convient de construire un char lourd et lent, pour accompagner l'infanterie, ou un char léger et rapide<sup>64</sup>, capable d'éclairer l'attaque et de percer la défense de l'adversaire, les Allemands, paradoxalement aidés par le traité de Versailles qui leur interdit l'arme blindée, bénéficient de ces réflexions et arrivent à la Seconde Guerre mondiale en ayant échappé à de stériles débats théoriques.

En termes d'utilisation des armements, Ludendorff constitue une importante réserve générale d'artillerie lourde. Il la conçoit comme une arme de décision dans les offensives de 1918, et le colonel Georg Bruchmüller, nommé « conseiller d'artillerie » à l'*Oberste*

*Heeresleitung* (OHL), la dirige en orfèvre lors des percées. En 1918, les Allemands innovent en utilisant massivement les obus à gaz. Il ne s'agit plus des vagues dérivantes utilisées à partir de 1915, mais bien d'obus chargés au sulfure d'éthylène employés, à nouveau pour la première fois sur le front d'Ypres le 11 juillet 1917. Le « gaz moutarde » se révèle plus dangereux que sa version de 1915 car ses effets se font sentir sur plusieurs jours. L'armée britannique perd vingt mille hommes en deux mois, les muqueuses gravement brûlées par ce gaz. Cette utilisation tactique est rapidement imitée par les Alliés et les bombardements par obus à gaz, notamment sur les arrières de l'adversaire, marquent les combats de l'année 1918. Mais, par peur des représailles, ce procédé ne sera pas utilisé massivement dans les combats ultérieurs, durant la Seconde Guerre mondiale notamment.

De même, l'arme aérienne s'impose. Le 24 janvier 1918, les Alliés exécutent un raid massif sur les aciéries de Thionville et sur la ville de Trèves, mais aussi sur la gare de Sarrebourg, la ville de Mannheim et ses industries chimiques. Quatre jours plus tard, les Allemands répliquent par un bombardement sur Paris qui provoque la mort de quarante-sept personnes et en blesse vingt autres. Le 21 février, des appareils austro-hongrois s'attaquent à Venise et d'autres villes italiennes ; le lendemain les Italiens rétorquent en envoyant une escadrille sur Innsbruck. Le 12 mars, les aviateurs allemands bombardent le sud de l'Angleterre et une nouvelle fois Paris. Le 4 juin 1918, une force aérienne de cent vingt avions français est engagée contre les troupes allemandes au sol dans la vallée de la Savières, petit affluent de l'Ourcq, tandis que les Anglais confient au général Hugh Trenchard une *Independent Air Force* qui doit assurer des missions de bombardement stratégique. Toutes les fonctions de l'aviation de guerre sont ainsi assumées. Les réflexions d'un Giulio Douhet, débouchant, dans les années 1920, sur le rôle d'une force d'aviation stratégique et terroriste, découlent directement de ces expériences<sup>65</sup>.

L'utilisation des chars de combat en 1918 n'a déjà plus grand-chose à voir avec les expérimentations malheureuses de 1916 et 1917. La mise au combat du Renault FT 17 constitue une vraie révolution, avec sa tourelle rotative à 360°. Pesant sept tonnes, servi par deux hommes et se déplaçant à huit kilomètre/heure, il se meut plus rapidement qu'un fantassin. Son réservoir lui assure sept à huit heures d'autonomie. Il franchit toutes les pentes ou presque jusqu'à 50 % et n'est pas arrêté par des arbres de trente centimètres de diamètre. Surtout, le FT 17, commandé au total à trois mille sept cents exemplaires, est fabriqué en série, ce qui amène Louis Renault à réorganiser son usine de Boulogne-Billancourt en fonction des impératifs de production<sup>66</sup>. D'autres constructeurs – Berliet ou Delaunay-Belleville – en fabriquent également. En termes d'emploi, la première instruction sort, côté français, le 29 décembre 1917.

Même s'ils ne disposent que de peu de chars, les Allemands les emploient, par exemple le 21 mars 1918. Sur le front du général Gough, ils engagent cinq A7V, de construction allemande, et cinq chars Mark IV anglais capturés. C'est surtout le 24 avril qu'intervient la vraie innovation tactique. Près de Cachy, au sud-ouest de Villers-Bretonneux, trois chars allemands A7V abordent trois Mark IV britanniques : c'est le premier combat chars contre chars de l'histoire du champ de bataille. Du côté des Alliés, la massification rapide de l'usage des blindés est patente. Le 10 juin 1918, le général Fayolle, commandant le groupe d'armées de réserve, ordonne à Mangin de contre-attaquer en lançant sur les flancs de l'adversaire un puissant groupe de blindés. Sur cent soixante-trois rassemblés à la hâte au prix d'un exploit technique impressionnant, cent quarante-sept blindés sont en état de participer à la bataille du Matz. Le 18 juillet, Ferdinand Foch dispose de sept cent trente chars, ce qui représente le plus grand nombre jamais aligné jusque-là. Les Britanniques ne sont pas en reste ; en août 1918, ils engagent six cents chars dans l'offensive de Picardie. Déjà se dessinent des doctrines d'emploi qui assurent, depuis cette

époque, le succès de la mobilité dans le combat. Le binôme char-avion est expérimenté avec succès, grâce à des appuis au sol fournis par la chasse. Chars et avions ont incontestablement permis d'en finir avec les blocages du « système-tranchées ». La contrepartie perverse de ces innovations tactiques arrive bientôt par la conviction que développent bien des grands chefs militaires d'avoir élaboré les méthodes définitives pour gagner toute future guerre. A la guerre comme en bien d'autres domaines, quand la modélisation tourne aux simples recettes dogmatiques, les déboires ne sont jamais loin.

Un constat terrible s'impose néanmoins en 1918. Il tient à l'impasse de la solution militaire pour les Allemands. Bien qu'ils réussissent par trois fois à percer, ils échouent à remporter la victoire car les Alliés disposent des ressources humaines, *via* les Américains, et industrielles pour alimenter le combat et rétablir les situations en laissant leurs adversaires s'épuiser.

## **Dire le feu par l'image et la peinture ?**

Les durs affrontements du premier conflit mondial ont engendré de multiples représentations iconographiques qui nous disent la guerre et ses évolutions.

Depuis les vases grecs, la guerre a toujours alimenté un nombre impressionnant de représentations graphiques. Les XVIII<sup>e</sup> et XIX<sup>e</sup> siècles ont plus ou moins instrumentalisé certains régimes politiques par le biais d'images et de peinture. L'épopée napoléonienne doit beaucoup à la maison Pèlerin d'Epinal, jusque-là plutôt spécialisée dans les images saintes ou divertissantes<sup>67</sup>.

Avec la Grande Guerre se prolonge une complexification amorcée avec la guerre de Crimée et la guerre civile américaine. La photographie est de plus en plus capable de figer des scènes de guerre<sup>68</sup>, et plus encore ses à-côtés. Outre les immenses productions, destinées à convaincre les neutres, de la Section photographique des

armées, créée en 1915, il reste encore à exploiter systématiquement les clichés privés pris par les soldats, plus intéressants car plus spontanés et moins contrôlés<sup>69</sup>.

Mais d'autres formes subsistent. Le dessin est très présent, notamment sous la forme de croquis de soldats, plus nombreux que ce que l'on a pu penser longtemps.

Les peintres ont-ils été réellement silencieux durant la guerre<sup>70</sup> ? « Peintres et sculpteurs ont continué comme si rien ne s'était passé<sup>71</sup> », avance Philippe Dagen. Mais de quels peintres s'agit-il ? La confusion entre les peintres et les avant-gardes signe une généralisation abusive. Que certains artistes aient souhaité prendre du recul par rapport à la guerre est une chose. Que le recul soit avant tout chronologique est tout aussi important. Même si l'année 1917 a été de toute évidence importante pour la peinture<sup>72</sup>, il faut attendre 1932 pour que le célèbre triptyque d'Otto Dix soit créé dans le contexte bien particulier d'un puissant pacifisme. Au total, il est impossible de se contenter du *corpus* des artistes les plus célèbres de leur temps, les André Derain, Fernand Léger ou Pablo Picasso, pour rendre compte de cette question.

Tous les peintres, donc, n'ont pas été silencieux et nombre d'entre eux ont tenté de dire la guerre et y ont participé d'une manière ou d'une autre.

Le camouflage en offre une première version. L'armée française a toujours été plus sensible au camouflage des matériels que des hommes<sup>73</sup>. La mobilisation des techniques de l'art au service de la guerre remonte à Léonard de Vinci au temps où l'artiste se faisait également ingénieur. Graphiquement, il s'agit de casser la forme d'un canon, d'un avion, d'un char bientôt. Le peintre Guirand, qui au sein de l'armée française expérimente à Toul des procédés de camouflage dès septembre 1914, précise qu'il entend forger « un art nouveau destiné à procurer aux combattants des procédés de dissimulation plus

perfectionnés ». Côté allemand, ces techniques sont depuis longtemps intégrées au savoir-faire usuel du combattant. En février 1915, la première équipe de camouflage de l'armée française voit le jour, même si la Section du même nom n'est officiellement créée qu'à la fin de l'année.

Bien des artistes ont présenté leur regard sur la guerre *via* leurs dessins ou leurs peintures à l'instar d'André Dunoyer de Segonzac, avant qu'il ne soit affecté à la Section de camouflage. Peintre au 34<sup>e</sup> RI, Jean Berne-Bellecour laisse des dessins pris sur le vif, comme les *Cuistots du camp n° 5 de Mérecourt. Derrière la bataille. Route de Bouchavesne*, présente en octobre 1916 un soldat tristement campé aux côtés de sa carriole de ravitaillement, un de ses chevaux tué près de lui. Bellecour peint aussi des galeries de portraits donnant parfois dans l'exotisme mais empreints de réalisme, comme dans les scènes de la Brigade indienne d'Amel, en juillet 1915<sup>74</sup>. Surtout connu avant la guerre pour ses œuvres naturalistes et religieuses, le Suisse Eugène Burnand, à partir de 1917 et jusqu'à 1919, s'attache notamment à montrer la réalité multiculturelle des armées alliées en portraiturant des soldats appartenant à presque toutes les puissances belligérantes. D'un quartier-maître de la marine japonaise à Roshan Dean, de l'armée des Indes, du chasseur d'Afrique Martinez, originaire d'Oran, à Cafes Johnson, Jamaïcain de l'armée britannique, sa galerie, saisissante, présente un reflet fidèle des cultures concernées par la guerre<sup>75</sup>. Charles Fouqueray, quant à lui, décrit tant l'arrivée à Dixmude de la brigade de fusiliers marins de Ronarc'h en 1914 que la montée « vers le front » sur la route de Coxyde en 1916.

En Belgique non occupée, l'armée belge crée la Section artistique, avec des peintres comme Fernand Allard l'Ollivier<sup>76</sup>. André Lynen commence par être observateur d'artillerie avant de dessiner des esquisses de paysages utilisées comme bases pour des canevas de tirs. Mais d'autres, qu'ils soient mobilisés ou non, témoignent simplement de la guerre. Anne-Pierre de Kat et son *Moment de détente*, aquarelle

et crayon aux formes déjà abstraites, ou *Au bord de la route*, d'Edmond Demeulenaere en 1917, dessin au contraire très classique, attestent de cette volonté. Certains comme Georges Cartuyvels ne sont pas peintres lorsque la guerre débute. L'architecte commence à dessiner sur le front entre Dixmude et Caeskerke en 1916 et 1917. Son aquarelle du 19 novembre 1917 à Merkhem, dans toute sa simplicité, dit les arbres réduits à des fûts verticaux par les obus. Certains, comme le soldat anversois Karel Lauwers, ne laissent pratiquement qu'une œuvre, un dessin à l'encre colorié qui illustre le livre d'or du 12<sup>e</sup> régiment de ligne.

Chez les Anglais, Paul Nash, considéré comme un artiste britannique majeur du XX<sup>e</sup> siècle, offre *The Ypres Salient at Night*, une impressionnante huile sur toile de 1918, qui se détache du réalisme. Artilleur entre 1916 et 1917, William Roberts est ensuite nommé artiste de guerre. Son *In the Ypres Sector* de 1918, réalisé dans un style qui évoque le cubisme, dit la sombre réalité des combats d'artillerie.

Les peintres allemands ne sont pas en reste. Si, tout comme Willi Pietz ou Hans Pollner, Josef Lutzenberger peint en termes classiques la marche d'une unité de *Minenwerfer* en Flandre en 1917, Erich Erler s'oriente vers une esthétique plus symbolique avec son *Horchposten* ou son *Nächtlicher Anmarsch der Reserven*.

Ces quelques exemples suffisent à démontrer que la guerre a incité les peintres à témoigner, voire à participer au conflit.

L'année 1918 constitue également un moment fort, en France notamment, puisque les combats se rapprochent à nouveau de la capitale.

## Les peurs renouvelées de l'arrière

Avec les revers militaires de la première moitié de l'année 1918, certaines hantises de 1914 resurgissent. Ainsi le préfet de l'Ain évoque-t-il, au début du mois de janvier 1918, le « bruit d'une invasion éventuelle de troupes allemandes par la Suisse<sup>77</sup> ». En termes pudiques, le préfet de l'Allier note, pour sa part, le 10 janvier 1918 :

« Ce qui semble avoir impressionné le plus le public, c'est la défaillance des Russes. Dans les milieux syndicalistes de Montluçon, surtout, l'émotion fut assez vive et si les esprits se sont ressaisis, il n'en reste pas moins un énervement qui, sans aller jusqu'à l'agitation, entretient une certaine vivacité dans les discussions. La confiance dans le succès final et prochain n'est pas aussi ferme qu'il y a quelques mois<sup>78</sup>. »

Le moral des soldats n'est pas forcément au zénith. Le 25 janvier, entre Revigny et Rarécourt, le 272<sup>e</sup> RI connaît des manifestations et des soldats lancent les cris de « A bas Clemenceau ! Vive Caillaux ! ». La surveillance de la troupe se poursuit avec fermeté. Le 9 juin 1918, le lieutenant Noël de la compagnie de gendarmerie d'Arcis-sur-Aube signale que le canonnier René Lahanque, du 70<sup>e</sup> régiment d'artillerie lourde à grande portée, écroué, a écopé de trente jours de prison pour avoir tenu des « propos alarmistes<sup>79</sup> ».

Le retour offensif des Allemands revivifie les mouvements de fuite des populations les plus aisées des zones menacées. Des villes se dépeuplent à nouveau massivement, tout comme Reims avant l'arrivée de l'ennemi le 4 septembre 1914. Le 11 juin 1918, le préfet de Loire-Inférieure note alors : « Un grand nombre de personnes (femmes et enfants principalement) quittent Paris et trouvent difficilement, à Nantes, et dans le département, un logement<sup>80</sup>. »

Les tirs des canons à longue portée ont, il est vrai, beaucoup inquiété les populations parisiennes. La capitale est alors directement confrontée à la guerre qui devient une réalité plus concrète que celle que laissait entrevoir la presse. Les tirs sont le fait de pièces de type



*Wilhelm Geschütz*, ou *Long Max*, que les Parisiens appellent « Grosse Bertha », du nom de l'une des filles du sidérurgiste Krupp. Les obus de quinze kilos ont été tirés de Crépy-en-Laonnois, village situé à cent vingt kilomètres de Paris, puis de Châtel à quatre-vingt-treize kilomètres. Très au point, la technique balistique allemande permet aux obus d'atteindre les hautes couches de l'atmosphère avant d'entamer leur descente sur la cible. Au total, trois cent soixante-sept obus tirés en quarante-quatre bombardements arrivent sur Paris, non sans conséquences tragiques : le vendredi saint 29 avril 1918, soixante-quinze personnes sont tuées d'un seul coup dans l'église Saint-Gervais. Deux cent cinquante tués et six cent vingt blessés ont été, au total, victimes de ces pièces à très longue portée. Les bombardements par avion *Gothas* ont également attisé l'inquiétude des habitants de la capitale, une angoisse qui concerne aussi des villes situées plus près du front. A Châlons-sur-Marne, en avril 1918, le préfet de la Marne stigmatise le comportement de certaines catégories, notamment les commerçants, après que la ville eut subi cinq nuits de bombardements. « Ayant déjà beaucoup gagné d'argent depuis le commencement de la guerre, [ils] n'ont pas voulu s'exposer aux risques de raids d'avions ennemis et sont partis en évacuant leurs marchandises<sup>81</sup>. »

## La fin de la guerre à l'Ouest, enfin

Pour les Occidentaux seule la date du 11 novembre compte sur le plan mémoriel ; mais, à l'échelle universelle, la guerre s'achève en plusieurs étapes.

A la suite du revers de l'été 1918, les dirigeants des Empires centraux changent rapidement d'attitude. Le 14 septembre, les Austro-Hongrois communiquent aux pays neutres, et par leur intermédiaire aux Alliés, une note appelant à la réunion d'une grande conférence internationale devant permettre de « dégager les principes de la paix

future ». Le 3 octobre, le maréchal Hindenburg suggère à l'empereur Guillaume II de faire parvenir aux Alliés des offres de paix, et le lendemain, 4 octobre, Max de Bade, nouveau chancelier allemand, envoie *via* la Suisse une demande d'armistice au président américain Wilson, sur la base des « 14 points » de janvier 1918. Les militaires allemands sont donc maîtres du jeu et souhaitent visiblement traiter directement avec les Etats-Unis. Mais Georges Clemenceau réagit vivement. Il suscite une réunion du Conseil suprême interallié afin d'étudier les conditions à imposer aux Allemands dans la perspective de la fin des hostilités. Le 7 octobre, Vienne adresse pourtant encore directement à Washington une demande d'ouverture de négociations de paix immédiate et sans conditions, par l'intermédiaire de l'ambassadeur de Suède aux Etats-Unis. Un peu partout, des signes d'éclatement de la double monarchie se font jour, malgré la proclamation, le 17 octobre, d'un manifeste de Charles I<sup>er</sup> « A mes peuples », dans lequel l'empereur reconnaît la légitimité des aspirations nationales et admet le principe d'une large autonomie. En réponse, Tomas Masaryk proclame la république de Tchécoslovaquie sur les marches de l'*Independance Hall* de Philadelphie, le 18 octobre, tandis que, le 24, le comte Karolyi proclame l'indépendance de la Hongrie, puis la république, le 17 novembre.

Sur le front d'Orient, les événements se précipitent également. Le 14 octobre, le gouvernement turc transmet à Washington une demande de pourparlers de paix. Quatre jours plus tard, les Ottomans libèrent le général Charles Townshend, prisonnier depuis la capitulation de Kut-el-Amara le 29 avril 1916, et le chargent de conduire les négociations.

Le 21 octobre, Woodrow Wilson annonce qu'il n'acceptera de négocier qu'avec des représentants « authentiques du peuple allemand » ; le lendemain, Ludendorff démissionne et le général Wilhelm Groener lui succède. Berlin annonce accepter à l'avance les

conditions d'armistice au moment où à Kiel éclatent les premières mutineries dans la flotte de guerre. Mais le 1<sup>er</sup> novembre, Guillaume II, qui se trouve à Spa, près de Hindenburg, refuse encore l'idée d'une abdication.

Le 3 novembre, les Austro-Hongrois signent un armistice avec les Italiens à Villa-Giusti. Avancant à marches forcées avant l'entrée en vigueur de la suspension d'arme, les Italiens s'emparent de Trente et d'Udine et capturent des dizaines de milliers de soldats de feu la double monarchie. A l'ouest, le 7 novembre, les Allemands communiquent aux Alliés la composition de la délégation d'armistice ; les plénipotentiaires se présentent sur la route de Fourmies à La Capelle devant les lignes tenues par le 166<sup>e</sup> RI français. Le même jour, une délégation hongroise rencontre Franchet d'Esperey à Belgrade. Les foyers révolutionnaires se multiplient en Allemagne et la ville de Berlin est bloquée par une grève générale. Le 9 novembre, Guillaume II abdique et le chancelier Max de Bade démissionne, remplacé par Ebert. Événement souvent occulté, mais important si l'on considère le climat ultérieur de la fin des années 1930, le parlement de Vienne demande le 10 novembre son rattachement à la patrie allemande, considérant que les Slaves et les Hongrois ont abandonné la double monarchie.

Bien connus, ces éléments chronologiques révèlent à l'évidence l'emballement d'événements interconnectés ainsi qu'une surdétermination du temps court. Relativement lent depuis l'été de 1914, le *tempo* de la guerre s'accélère pour déboucher sur sa conclusion, sur tous les fronts. Comment interpréter ces enchaînements ?

Ludendorff a compris que l'armée allemande était définitivement vaincue sur le terrain. Il ne veut pas d'un effondrement du front et réalise une belle manœuvre<sup>82</sup>. Tant que les troupes allemandes combattent encore en territoire ennemi, il est possible de mettre en

œuvre « une sortie de guerre maîtrisée accompagnée d'une transformation tout aussi maîtrisée du gouvernement du Reich<sup>83</sup> ». En adressant la demande d'ouverture de négociations au seul Wilson et en la subordonnant à une évolution libérale de l'Empire, il espère gagner la sympathie des Américains tout en désamorçant une partie du mécontentement populaire. Il s'agit aussi de dégager les militaires de leurs responsabilités dans la sortie de guerre. Ainsi, les militaires allemands ont mené et mènent encore la guerre, mais ce sont les civils qui doivent la solder. La démarche de Ludendorff oblige à transformer dans la précipitation le régime allemand. De la réforme électorale en Prusse du 24 octobre à celle du 28 octobre transformant le Reich en monarchie parlementaire, les évolutions se font à la hussarde. En s'adressant aux seuls Américains, les Allemands espèrent par ailleurs échapper aux conditions vengeresses que Français, Belges ou Anglais pourraient leur imposer, notamment parce que les « 14 points » parlent de « restauration » des territoires alliés envahis et non de « réparations ». Dans ces conditions, le 6 novembre 1918, Max de Bade nomme pour mener les discussions d'armistice un député du centre catholique, Matthias Erzberger. Celui-ci s'adjoint le diplomate comte Oberndorff, ainsi que le général von Winterfeldt, ancien attaché militaire à Paris. La délégation allemande est complétée par un interprète et un sténographe. Le 9 novembre, les plénipotentiaires apprennent que la révolution a éclaté en Allemagne et que Guillaume II a abdiqué. Dans la foulée, le Kronprinz renonce au trône et un gouvernement provisoire dirigé par le socialiste modéré Friedrich Ebert se met en place. Le 10 novembre au matin, des officiers arrivent du quartier général de Spa et informent Erzberger que l'armée exige un armistice et non une capitulation.

Les Alliés auraient-ils dû alors porter le fer en Allemagne ? En effet, le 14 novembre doit se déclencher une grande offensive alliée en

Lorraine que soutient Philippe Pétain et dont Foch accepte le principe, le 14 octobre.

Cette offensive aurait-elle changé les choses ? Elle se présentait sous un jour ambivalent. Soit les signes de délitement de l'armée allemande se confirmaient et les Alliés entamaient une promenade de santé les menant jusqu'à Berlin. Soit la résistance des Allemands se durcissait radicalement lors de l'invasion de leur territoire et les pertes alliées se seraient considérablement alourdies. *A posteriori*, et de manière certes anachronique, l'attitude de la Wehrmacht à l'Ouest en 1945 offre un exemple éclairant. Les combats d'Aix-la-Chapelle ont été très durs alors même que le nazisme semblait moribond. Malgré l'épuisement de la société allemande de 1918, le réflexe n'aurait-il pas été identique si le sol allemand avait été directement foulé ? Ni Foch ni Clemenceau ne souhaitent en prendre le risque.

Au sein de l'alliance joue également une dimension politique incontestable. Le 11 novembre 1918, les troupes françaises représentent 41 % du total des forces alliées du front ouest, les Américains 31 %, et les Britanniques 28 %. Au rythme de l'arrivée en France des troupes américaines et de leur engagement au combat, les prévisions pour le printemps 1919 bouleverseraient cet équilibre en accroissant la part des *Sammies* à 40 % des forces alliées. Si la guerre devait se poursuivre en 1919, elle serait militairement de plus en plus américaine et les Franco-Anglais auraient de plus en plus de mal à faire entendre leurs voix. Dès lors, on comprend mieux que certains dirigeants, politiques et militaires (Foch ou Clemenceau), se montrent réticents à voir la guerre se prolonger en 1919. A la différence de Mangin ou de Poincaré, ils préfèrent la victoire incomplète du 11 novembre 1918 à une victoire qui, pour être totale, risquerait de se solder par un moindre poids politique pour la France. En revanche, Ferdinand Foch aurait aimé que dès les clauses d'armistice fussent précisées les conditions de la création d'un Etat-

tampon rhénan, à défaut d'annexion pure et simple par les Français. Il ne fut pas suivi.

Dans ces conditions, mieux vaut en finir au plus vite avec la guerre. De ce point de vue, Foch et Clemenceau sont davantage en phase avec les opinions publiques que Pétain ou Poincaré. L'armistice est signé dans la clairière de Rethondes<sup>84</sup>, le 11 novembre à 6 heures du matin ; il entre en vigueur à 11 heures, la suspension des combats étant prévue pour trente-six jours. L'Allemagne doit livrer ses armements, ses matériels ainsi que sa flotte de guerre. Internée à Scapa Flow, en Ecosse, elle se saborde au nez et à la barbe des Anglais en 1919. Les forces du Reich doivent évacuer l'Alsace-Lorraine, le nord de la France et la Belgique. Afin d'éviter toute reprise d'hostilité de la part des Allemands, un blocus rigoureux est maintenu jusqu'à l'été de 1919.

Pourtant, dès l'armistice, les Allemands ne s'estiment pas vaincus. Les divisions de la Garde défilent à Berlin sous la porte de Brandebourg et sont accueillies par Ebert, président du « Conseil des commissaires du peuple », par les mots suivants : « Aucun ennemi ne vous a surpassé<sup>85</sup>. » De même se met immédiatement en place le mythe du « coup de poignard dans le dos », qui avance que les hommes politiques et les révolutionnaires ont trahi l'armée<sup>86</sup>.

Les dispositions militaires de l'armistice passent par la « marche au Rhin » des armées alliées. Le 17 novembre, le général Auguste Hirschauer, lui-même natif de Saint-Avold, en Lorraine annexée en 1870, entre dans Mulhouse à la tête de la II<sup>e</sup> armée française. Le 19, les Français entrent dans la ville de Metz à la suite de la 22<sup>e</sup> DI. Le même jour Philippe Pétain est élevé à la dignité de maréchal. Le 22 novembre, le roi des Belges, Albert I<sup>er</sup>, retrouve Bruxelles, tandis que le général américain John Pershing parade à Luxembourg et qu'Henri Gouraud fait un triomphe à Strasbourg. Dans cette ville, les choses sont pourtant loin d'être simples. Des soldats ayant appartenu à la marine impériale arrivent en masse depuis le 7 novembre à

Mulhouse, Strasbourg et Colmar. Ils créent des *Soldaten und Arbeiterräte* (comités de soldats et d'ouvriers). Sous la direction de Johann Rebholtz, secrétaire d'un syndicat d'ouvriers brasseurs, un Conseil des ouvriers et soldats (COS) de treize membres prend une série de décisions. La confusion la plus totale règne : le socialiste francophile Jacques Peirote proclame la République française, le « Soviet de Strasbourg » la « République d'Alsace-Lorraine » et Rebholtz la « République bolchevique allemande ». Le 13 novembre, le drapeau rouge est brièvement hissé sur la tour de la cathédrale<sup>87</sup>. Cet épiphénomène ne tarde pas à se dégonfler ; il a peut-être été instrumentalisé pour hâter l'entrée des troupes françaises dans la capitale alsacienne. Le 22 novembre, Gouraud, à la tête des 20<sup>e</sup> et 131<sup>e</sup> divisions, connaît une intense heure de gloire au point qu'il va s'attacher durablement à la ville.

Malgré l'exaltation des relations interalliées, des divergences apparaissent sur le sort à réserver aux Allemands. Lloyd George et Wilson pensent que la démocratie va transformer rapidement la société allemande alors que Clemenceau n'y croit guère. Les Anglo-Américains sont hostiles par principe à toute annexion alors que les Français suggèrent plus ou moins discrètement aux Rhénans de demander leur rattachement à la France ou de former un Etat souverain. Trop de maladresses allaient ruiner cette ambition.

Mais, pour l'instant, nul ne perçoit les menaces à venir. Une seule réalité s'impose : C'EST FINI. Une page de quatre années d'horreurs se tourne, ce que les soldats expriment sans fard. Jean-Julien Weber, *a posteriori* certes, reconnaît : « la bête avait vécu<sup>88</sup> », tandis que, pour le commandant Tuffrau :

« c'est la fin des longues heures de nuit dans l'eau glaciale, de la pose des barbelés – le cauchemar des poilus – les heures H, des

franchissements de parapets sous le claquement des mitrailleuses, des barrages d'obus lourds et toxiques, des grenades, de l'arme blanche, de toutes ces cochonneries qui nous font depuis plus de quatre ans une vie de misère et d'angoisse. C'est le retour vers le foyer, vers la femme, les enfants<sup>89</sup> ».

Au passage, il est facile de constater que c'est bien la guerre de tranchée qui « fait mémoire » chez ce combattant et non la « guerre ouverte » de 1918. Le sentiment de soulagement n'a pas forcément grand-chose à voir avec les explosions de joie qui éclatent à l'arrière, ce que relève le soldat Albert Marquand, le 12 novembre, à Vitry-le-François :

« Tous nous étions submergés d'une joie impossible à décrire. Et l'auto enguirlandée par les soins de quelques charmantes jeunes filles, nous sommes repartis dans un rayon de soleil qui avait bien voulu illuminer la ville à cette heure typique [...] hier la population manifestait sa joie délirante<sup>90</sup>. »

Les civils de l'arrière partagent une joie immense. En Dordogne, « la population, sauf l'infime minorité de certains groupes socialistes-révolutionnaires, transportées par la rapidité foudroyante de la Victoire des armées alliées, ont manifesté partout leur joie patriotique, avec un entrain délirant<sup>91</sup> ». Des foules en délire parcourent les rues de Chicago comme de New York. A Paris, dans la matinée du 11 novembre, la fête règne. Il en est de même à Piccadilly Circus à Londres. A 16 heures, à la Chambre des députés, Georges Clemenceau prononce un discours, sans cesse interrompu par les acclamations, dans lequel il rend hommage d'abord à l'Alsace-Lorraine : « j'envoie le salut de la France une et indivisible à l'Alsace et à la Lorraine retrouvées », puis aux morts : « et puis honneur à nos grands morts qui nous ont fait cette victoire. Par eux nous pouvons dire qu'avant tout



armistice, la France a été libérée par la puissance des armes ». Les vivants arrivent en troisième lieu :

« quant aux vivants, vers qui, dès ce jour, nous tendons la main et que nous accueillerons quand ils passeront sur nos boulevards, en route vers l'Arc de triomphe, qu'ils soient salués d'avance ! Nous les attendons pour la grande œuvre de reconstruction sociale ».

Le même Clemenceau est acclamé le soir, au balcon de l'Hôtel de Ville de Paris, où un spectacle patriotique est donné. Pourtant, signe que bien des déchirures ne sont pas refermées même après quatre années de guerre, même dans l'atmosphère de victoire, Clemenceau refuse de participer le 17 novembre à un *Te Deum* à Notre-Dame auquel le convie le cardinal Amette. A Londres, la foule acclame Georges V et sa famille à Buckingham. A Washington, Wilson prononce un discours devant la Chambre des représentants et, quelques jours plus tard, annonce son intention de venir à Paris pour participer à l'élaboration des traités de paix.

Ces sentiments de liesse sont cependant mâtinés du poids énorme des pertes humaines subies comme le montre l'hommage que Clemenceau rend aux morts.

Mais c'est Lloyd George qui, dans son discours de la Chambre des communes, à 16 heures, le 11 novembre, exprime sans doute l'essentiel :

« Ainsi à onze heures ce matin, a pris fin la guerre la plus cruelle et la plus terrible qui ait jamais affligé le genre humain. Pussions-nous dire : ainsi, en ce matin fatidique, toutes les guerres ont pris fin. »

Du terrible bilan à l'espoir le plus fou, les événements allaient-ils lui donner raison ? LA guerre était-elle morte de la Grande Guerre ?



## 9

### 1919 et après

La Grande Guerre ne constitue pas une séquence chronologiquement bornée par le 11 novembre 1918. Le phénomène guerrier ne s'interrompt pas du jour au lendemain et les combats se poursuivent plusieurs années après la fin de la guerre en Europe occidentale, dans le sillage de l'écèlement des Empires centraux et de l'Empire russe.

En Europe, l'ambiance de la fin des combats est suivie, dans la foulée, par des « prises de gages ». Le 30 novembre 1918, l'armée belge entame l'occupation de la région d'Aix-La-Chapelle. A partir du 11 décembre, les garnisons alliées s'installent en Allemagne, selon une répartition géographique. Les Français s'attribuent le secteur de Mayence, les Britanniques celui de Cologne, et les Américains celui de Coblenze.

Dans les Etats, tant vainqueurs que vaincus, la fin de la guerre recouvre des dimensions plurielles qui vont de l'expression d'un fort sentiment de deuil, largement partagé par les sociétés, à l'émergence des mouvements d'anciens combattants, qui estiment avoir des droits sur les sociétés. La guerre alimente également des réflexions sur l'homme et sa nature et plonge les uns dans le doute, tandis que les autres, la majorité sans doute, réapprennent simplement à vivre. Surtout, toute société sortant d'un conflit suscite des rites de

purification permettant aux soldats démobilisés de s'émanciper de la culpabilité d'avoir tué et leur permet d'affecter un sens à leur combat qui s'achève. Ces processus de retour au sein de la communauté des humains passent par des rituels mémoriels qui s'ancrent dans l'après-guerre.

## Les traités

« Si nous tenons le Rhin, la France peut être tranquille. Elle aura à la fois les réparations et la sécurité<sup>1</sup> », avance Ferdinand Foch, le 8 octobre 1918. Les enjeux des traités de paix sont extraordinairement complexes. Il ne suffit pas d'avoir gagné la guerre, il faut aussi que les Alliés, qui n'ont pas toujours partagé des buts de guerre communs, s'accordent sur les conditions qu'ils entendent imposer aux vaincus. Par-delà leurs divergences, les Alliés veulent désigner les responsables de la guerre et assurer leur sécurité. Ils veulent également instaurer un nouvel ordre mondial, construit sur une « diplomatie ouverte » que les Américains souhaitent promouvoir afin de bannir à jamais la guerre. Le « droit des peuples à disposer d'eux-mêmes » devient un argument central dans la revendication de cette nouvelle forme de relations internationales. Signe que les vainqueurs édictent leur conception du monde à venir, la Conférence de la paix, qui siège du 18 janvier 1919 au 10 août 1920, exclut les puissances défaites des négociations : les vainqueurs dictent leurs décisions, sans discussions possibles. Bien davantage encore, pour rendre les réunions rassemblant tous les vainqueurs officiels de la guerre efficaces, c'est le Conseil des quatre qui prend l'essentiel des décisions. S'agit-il, en termes de démocratie décisionnelle, d'une différence majeure par rapport au congrès de Vienne de 1815 ? Le Premier ministre britannique Lloyd George, les Premiers ministres français – Georges Clemenceau – et italien – Emmanuele Orlando –, ainsi que le président fédéral américain Woodrow Wilson, tranchent sur toutes les dimensions des questions relatives aux ci-devant

Empires turc, allemand et austro-hongrois<sup>2</sup>. Comme après toutes les guerres, le *Vae Victis* règne en maître.

En termes chronologiques, le traité de Versailles est, le 28 juin 1919, le premier des traités signés pour officialiser la fin de la Grande Guerre. Seule l'Allemagne<sup>3</sup> est concernée par cet accord qui inclut aussi la création de la Société des Nations (SDN). Berlin doit restituer l'Alsace et la partie de Lorraine, arrachées à la France en 1870. Les Belges annexent, pour leur part, les deux cantons d'Eupen et Malmédy, tandis que le Danemark, qui n'a pourtant pas participé à la guerre, récupère une partie du Schleswig, intégré à la Prusse après la guerre des duchés de 1864. Le glissement vers l'Ouest de l'Allemagne se concrétise par le passage à la Pologne de la Posnanie et de la Prusse-Orientale. Au final, l'ancien Reich perd 15 % de son territoire et 10 % de sa population. Ses colonies sont réparties entre Belgique, France, Angleterre et Japon. Placée sous mandat de la SDN, la région de la Sarre bénéficiera au bout de quinze ans d'un plébiscite qui décidera de son rattachement à la France ou à l'Allemagne. Dans l'intervalle, la France reçoit la propriété des mines de cette riche région afin de se dédommager des destructions allemandes sur son territoire. Les conditions économiques du traité sont sévères. Les grands axes fluviaux sont internationalisés et l'Allemagne doit verser des indemnités pour les navires qu'elle a coulés durant le conflit. Au plan militaire, l'Allemagne se voit privée d'armements lourds. Elle doit livrer cinq mille canons ainsi que l'intégralité de sa flotte et voit sa force terrestre réduite à cent mille hommes. Privée de l'existence d'un grand état-major, il lui est interdit de recourir à la conscription. Partageant une part des hantises de Foch, la France impose la démilitarisation de la rive gauche du Rhin qui doit être occupée par les Alliés durant quinze ans. La dimension la plus célèbre du traité tient dans le fameux article 231 qui stipule que « l'Allemagne reconnaît qu'elle est responsable » de tous les dommages subis par les Alliés et associés. A ce titre, elle doit des « réparations » aux

vainqueurs, sans que le montant à payer soit évoqué, les Alliés se divisant sur ce point lors de la signature du traité. Les représentants allemands sont donc contraints de signer un véritable chèque en blanc aux vainqueurs qui imposent des conditions très dures<sup>4</sup> à leurs anciens ennemis, prompts à considérer le traité de Versailles comme un véritable *Diktat*.

Le 10 septembre 1919, le traité de Saint-Germain-en-Laye entérine le démantèlement de la monarchie austro-hongroise. Humiliation supplémentaire pour Vienne, le traité est rédigé en quatre langues, mais pas en allemand. La Galicie échoit à la Pologne recréée. Les minorités germanophones de Bohême et de Moravie sont intégrées dans le nouvel Etat tchécoslovaque. L'Italie s'étend au nord jusqu'au col du Brenner, mais s'empare aussi du sud du Tyrol, pourtant germanophone dans son immense majorité. Toute réunion administrative avec l'Allemagne (*Anschluss*) est interdite à l'Autriche, réduite à sa plus simple expression. Elle doit en outre financer les réparations et se voit interdite d'instaurer un service militaire.

A Neuilly, le 27 novembre 1919, la Bulgarie reconnaît l'annexion de la partie méridionale de la Dobroudja, annexée par la Roumanie lors de la deuxième guerre balkanique de 1913. Une partie de la Macédoine lui échappe, ainsi qu'une partie de la Thrace qui revient à la Grèce. La Bulgarie se voit ainsi privée d'un accès à la mer Egée. Outre le prix des réparations qu'elle doit verser à ses anciens adversaires, la Bulgarie voit aussi son armée réduite à vingt mille hommes.

Le 4 juin 1920, la Hongrie est au cœur du traité du Grand Trianon, signé à Versailles. L'ancien royaume de la double monarchie perd la Croatie, la Ruthénie ainsi que la Slovaquie reviennent à la Tchécoslovaquie, la Transylvanie à la Roumanie.

Le 10 août 1920, le traité de Sèvres impose l'éclatement de l'Empire ottoman, qui perd toutes ses provinces d'Europe, à

l'exception de Constantinople. Les conditions du traité sont si dures qu'elles suscitent la révolte de Mustafa Kemal, devenu maître du pays en août 1921 et qui anime une résistance aux Grecs.

Signé le 24 juillet 1923, le traité de Lausanne révisé le traité de Sèvres après les combats avec les Turcs. Ces derniers reconnaissent la disparition de l'Empire ottoman et renoncent à leurs anciennes provinces arabes, ainsi qu'à l'île de Chypre, confiée aux Britanniques. En revanche, ils récupèrent la Thrace orientale. Des échanges de populations s'ensuivent. Quatre cent trente mille Turcs musulmans quittent la Grèce, tandis qu'un million cinq cent mille Grecs sont chassés de Turquie dès 1922<sup>5</sup>. Le traité est loin d'être parfaitement appliqué, puisque les minorités grecques ne reçoivent jamais le statut d'autonomie prévu dans ses décisions. Les Alliés, un temps convaincus de la nécessité de créer un Etat kurde, y renoncent finalement. L'essentiel est ailleurs, notamment aux yeux des Anglo-Américains, puisque la liberté de navigation dans les détroits est établie.

Ainsi les vainqueurs redessinent-ils une nouvelle carte du monde. En Europe, les monarchies allemandes s'effondrent. A l'abdication de Guillaume II succèdent celles des grands-ducs de Bade et de Mecklembourg. De nouveaux Etats émergent ou renaissent de leurs cendres – Pologne, Hongrie, Yougoslavie et Tchécoslovaquie. L'Empire austro-hongrois, déjà géant fragile de l'Europe en 1914, disparaît après avoir existé cinq siècles durant et connu les ors de la toute-puissance. Après sa victoire sur Napoléon, il avait, lors du congrès de Vienne, dicté sa loi ; il est désormais réduit au rôle d'une puissance de troisième rang. Vienne la magnifique devient le symbole d'un Etat hydrocéphale à la capitale surdimensionnée.

Mais les règlements diplomatiques de la guerre ne bouleversent pas seulement la carte de l'Europe. Ils modifient à l'évidence la carte mondiale des influences nationales. En Afrique, l'appropriation des

territoires allemands par les vainqueurs modifie les zones coloniales et parachève la polarisation impériale autour de la Grande-Bretagne, de la France, et de la Belgique. Discret vainqueur comme il a été un discret belligérant, le Japon touche habilement les dividendes de sa participation prudente et limitée au conflit et s'empare des possessions allemandes du Pacifique, ce qui lui ouvre d'autres appétits.

La fin d'un monde issu de trois siècles de régulation mondiale par les puissances européennes se lit dans ces remaniements territoriaux qui inaugurent une époque infiniment plus troublée.

## **Une véritable fin de la guerre ?**

La guerre s'achève-t-elle pour autant le 11 novembre 1918 ? A l'évidence, il n'en est rien et les combats consécutifs à l'éclatement du système des frontières issu du traité de Vienne de 1815 commencent avant même le règlement de la guerre en Europe.

Profitant de l'atomisation de la Russie bolchevique, la Finlande proclame, dès janvier 1918, son indépendance sous la direction de Perh Evind Svinhufvud. Des troubles révolutionnaires éclatent, les troupes russes encore présentes basculant dans le bolchevisme. La Finlande connaît alors une phase de chaos révolutionnaire. Les débris de l'armée tsariste passés au bolchevisme prennent Helsinki à la fin de janvier 1918. Svinhufvud confie le commandement des milices antibolcheviques au général Carl-Gustav Mannerheim, issu d'une vieille famille finno-suédoise et officier de cavalerie dans l'armée impériale russe, après ses études à l'école de Saint-Pétersbourg. Les Finlandais font appel aux Allemands qui envoient une « division de la Baltique » de quinze mille hommes aux ordres du général von der Goltz. Ce dernier reprend Helsinki aux troupes bolcheviques le 12 avril 1918. Partout, les troupes de Mannerheim repoussent les révolutionnaires et le général entre en vainqueur à Helsinki le 6 mai. Pour se dédommager de leur investissement militaire, les Allemands



projetent de créer un royaume de Finlande et d'y installer un Hohenzollern, ce qui ne soulève pas l'enthousiasme des populations locales. En mars 1919, Carl Gustav Mannerheim fait admettre par les Alliés le principe de l'indépendance de la Finlande et devient régent, amorce d'une riche carrière.

Profitant de l'écclatement de l'Empire russe et de la guerre civile qui y débute, certains peuples, hier inféodés à Saint-Pétersbourg, tentent de proclamer leur indépendance. Dès le 21 janvier 1918, à Brest-Litovsk, une délégation ukrainienne qui s'était invitée d'elle-même aux négociations – au grand dam des bolcheviks – signe un traité avec l'Allemagne qui interrompt la guerre et permet à Berlin d'accéder aux ressources énergétiques de l'Ukraine.

Si la guerre civile règne brièvement en Allemagne, elle laisse de profondes cicatrices. Le 7 octobre 1918, le *Spartakusbund* annonce qu'il veut instaurer la « dictature du prolétariat » et s'aligne sur la logique bolchevique. Sous l'influence spartakiste, les premières émeutes se déclenchent à Berlin le 22 novembre 1918 et ce courant du SPD prend alors le nom de Parti communiste allemand (KPD). Le 6 décembre, des combats de rues se déroulent dans la capitale allemande et, le 8, un conseil de soldats proclame Friedrich Ebert président de la République. C'est le temps de la « semaine sanglante » de Berlin d'abord, puis dans d'autres villes allemandes. Pour réprimer ces mouvements, le ministre de la Guerre du gouvernement de Philipp Scheidemann, Gustav Noske, membre du parti social-démocrate, député depuis 1906, qui s'est spécialisé dans les questions militaires, s'appuie non seulement sur des volontaires récemment démobilisés, mais lance également un appel aux étudiants. Ainsi, les Corps francs de Waldemar Pabst exécutent les spartakistes Rosa Luxemburg et Karl Liebknecht sur ordre parfaitement assumé de Noske. Les deux dirigeants révolutionnaires ne partageaient d'ailleurs pas les mêmes vues quant à l'avenir de l'Allemagne socialiste. Liebknecht penchait pour une prise du pouvoir par les armes, alors

que Luxemburg se montrait plus nuancée. Quoi qu'il en soit, la république de Weimar s'installe sur les cadavres des spartakistes, ce qui ne reste pas sans conséquences. La rupture est consommée entre socialistes et communistes allemands, qui n'arriveront jamais à s'entendre pour endiguer la montée du nazisme, tant les plaies de décembre 1918 restent vives. Les membres des *Freikorps* sont-ils tous pour autant des soldats démobilisés qui ont ramené avec eux la violence des tranchées ? Cette piste a été théorisée par George Mosse et souvent simplifiée. Si les anciens combattants se joignent aux mouvements qui répriment la tentative révolutionnaire, des étudiants et des lycéens que Noske a su motiver ainsi que des jeunes qui n'ont pas encore connu la guerre y participent aussi. La question des porosités entre sociétés du front et société civile mérite encore d'être précisée.

La guerre civile russe comme la stratégie d'expansion des bolcheviks à l'Ouest pèsent lourd dans le phénomène guerrier qui se prolonge après 1918. Les Alliés sont profondément divisés sur l'attitude à adopter vis-à-vis de la Russie bolchevique. Wilson, avec quelque naïveté ou plutôt une incompréhension fondamentale du totalitarisme bolchevik qui s'exprime d'entrée de jeu, souhaite que les Russes puissent se déterminer librement, sans intervention extérieure. Les bolcheviks ne laissent pas cette hypothèse se développer. Clemenceau rêve de voir se reconstituer une Fédération russe démocratique et puissante, capable de contrebalancer l'influence allemande. Au nom du *Business as usual*, Lloyd George souhaite la reprise rapide du commerce. Dès le printemps de 1918, avant même que la guerre ne soit terminée, Georges Clemenceau, pour qui les bolcheviks sont alors clairement devenus des traîtres à la cause alliée, s'emploie à convaincre ses partenaires de la nécessité d'appuyer militairement les généraux « blancs ». Les Alliés soutiennent le général Denikine dans le Sud russe ainsi que le corps tchèque de Tomas Masaryk qui se lance vers l'Oural. Les Anglais tentent de

pousser à l'unification des forces antibolcheviques en favorisant l'arrivée en Sibérie de l'amiral Koltchak, proclamé « chef suprême » de tous les Russes blancs le 1<sup>er</sup> décembre 1918. Le port de Mourmansk, par lequel avait transité la plus grande part des aides alliées à la Russie, devient alors une base logistique majeure contre le bolchevisme. Au début du mois d'août 1918, Anglais et Américains occupent Arkhangelsk où siègent les corps diplomatiques des Etats de l'Entente. Près de vingt mille de leurs hommes cantonnent dans ces deux ports jusqu'à la fin de l'année 1919. Les premières troupes alliées débarquent à Odessa le 26 novembre 1918. Mais l'expansionnisme bolchevik se poursuit : à compter de janvier 1919, l'Armée rouge progresse dans les Pays baltes et entre à Riga.

En février 1919, commence la guerre russo-polonaise, qui ne s'achève qu'en mars 1921. Faute de définition précise des frontières de la Pologne, et face à la volonté expansionniste des révolutionnaires russes, Polonais et bolcheviks adoptent des attitudes agressives. Les premiers aimeraient récupérer les territoires perdus à la fin du XVIII<sup>e</sup> siècle ; les seconds rêvent d'étendre la révolution et de faire se rejoindre la Hongrie, touchée par des événements révolutionnaires, et l'Allemagne, qui apparaît aux yeux des dirigeants bolcheviks, même s'il s'agit d'une vision fugace, comme la clé de la révolution internationale.

Les bolcheviks prennent l'initiative en déclenchant une offensive militaire, difficilement stoppée par l'armée polonaise, avec l'aide de la mission militaire envoyée par le gouvernement français, placée sous le commandement du général Weygand, et à laquelle participe le capitaine de Gaulle, rentré de sa captivité en Allemagne. Dans une lettre à sa mère, ce dernier note alors, le 3 juillet 1920 :

« Les Russes ont gagné largement la première manche contre les Polonais. Ils vont entamer la seconde d'un jour à l'autre, sans doute sous la forme d'une offensive dans la direction de Minsk cette fois. Ce qu'il y a de plus inquiétant ce n'est pas le recul des troupes polonaises,

que le désarroi de l'esprit public. Le monde politique, en particulier, au lieu de se mettre d'accord et de soutenir un gouvernement quel qu'il soit jusqu'à la fin de la crise, ne fait que redoubler ses divisions et ses intrigues. Depuis la perte de Kiev, il y règne une amertume croissante, les ambitions et les rancunes apparaissent au grand jour, et il n'y a pas moyen littéralement depuis un mois de constituer un ministère qui tienne trois jours debout<sup>6</sup>. »

Revenu de Pologne, de Gaulle fournit dans les premières semaines de 1921 un rapport sur l'organisation et le fonctionnement de l'armée polonaise. Suivant une démarche balancée et politiquement correcte à l'égard de ce que peuvent penser ses chefs, il écrit :

« l'armée polonaise contient une très heureuse proportion de chefs ayant le sens de la guerre, doués de brillantes qualités d'ardeur, de décision, d'énergie, mais ce qui frappe le plus chez beaucoup de chefs d'unités importantes, c'est l'absence de méthode dans l'exercice de leur commandement. Faute de méthode, ils n'obtiennent pas d'eux-mêmes ni de leurs subordonnés un rendement correspondant à leurs aptitudes ».

Attestant aussi que les « leçons apprises » sont très rapidement oubliées, de Gaulle constate :

« l'action par le feu est, par contre, presque complètement négligée. Il semble qu'il y ait une méconnaissance des effets terribles de destruction des armes à feu modernes, notamment des armes automatiques<sup>7</sup> ».

Bien sûr, ce document cherche tout autant à analyser les aptitudes au combat de l'armée polonaise qu'à montrer aux supérieurs du capitaine que ce dernier a assimilé les évolutions technologiques de la Grande Guerre bien qu'il ait été prisonnier de 1916 à 1918. Mais le regard de l'officier français reflète aussi la diffusion des savoirs militaires.

Passé les moments de doute et d'organisation, c'est l'armée polonaise pourtant qui refoule l'Armée rouge. Josef Pilsudski est pour beaucoup dans ce redressement. Etrange parcours que celui de cet homme, au vrai. Condamné pour complot contre le tsarisme et exilé en Sibérie en 1887, puis chef du parti socialiste polonais, le « militaire » polonais, qui avait commencé des études de médecine, lève des brigades qui combattent au sein des armées austro-hongroises contre les Russes. Chef de l'Etat et commandant des troupes polonaises contre les bolcheviks, il se retire de la politique, avant de susciter un coup d'Etat qui le ramène au pouvoir trois ans plus tard. Nommé maréchal en mars 1920, il signe une alliance avec la République ukrainienne contre la Russie bolchevique. En août 1920, la bataille de Varsovie, assez hasardeuse en vérité, mais menée sous sa direction, est marquée par l'incontestable victoire polonaise sur l'Armée rouge que reconnaît, en 1921, le traité de Riga. La frontière entre les deux Etats est en effet fixée sur plus de deux cents kilomètres à l'est de la ligne Curzon, qui délimite le partage ethnique entre Polonais et Ukrainiens/Biélorusses.

En Hongrie, la situation de guerre perdure également à travers l'expérience révolutionnaire de Bela Kun. Le gouvernement de Karolyi est rapidement débordé par les soviets qui fleurissent de toutes parts. Le parti communiste hongrois passe de cinq mille membres en novembre 1918 à soixante-dix mille en 1919. Après avoir été tenté de réprimer le mouvement, Mihaly Karolyi se rapproche des révolutionnaires, devant les prétentions alliées d'amputer la Hongrie de certains territoires au bénéfice des Tchèques et des Roumains. Les révolutionnaires organisent une Armée rouge hongroise et décident d'instaurer la « dictature du prolétariat ». Le 21 mars, Karolyi se démet et cède la place à une République soviétique. Adoptées en un mois, les expropriations, la suppression de la police et de l'armée, la réforme agraire, désorganisent totalement le pays. Rapidement, les révolutionnaires se divisent et l'Armée rouge hongroise est mise à mal

par les troupes roumaines. Fin juillet 1919, le Conseil des commissaires du peuple, poussé à la démission, est remplacé par un gouvernement dit « syndical », lui-même renversé, le 6 août, par l'entrée des troupes roumaines à Budapest. L'amiral Horthy prend alors le pouvoir.

L'implosion de l'Empire ottoman, mais aussi l'effacement de la Russie comme puissance régionale, suscitent rivalités et guerres au Proche-Orient. Les mouvements panarabes et protonationalistes se heurtent aux convoitises occidentales. Toute une série d'accords tentent de prendre en compte les questions moyen-orientales, depuis les accords Sykes-Picot et l'accord franco-arménien de 1916. Par ceux dits « de Deauville » de septembre 1919 réglant la question d'Orient et le sort des minorités, les Anglais consentent que les Français relèvent leurs troupes au Liban et en Cilicie. Paris se sent autorisé à débarquer des troupes, le 18 mars 1919, dans le port d'Eregli pour contrôler la région minière ottomane, juste après l'occupation de Marache par les Anglais en février 1919. Cette intervention résulte, à l'évidence, d'un conflit entre Français et Britanniques sur la Cilicie. Les premiers y déploient une force de quinze mille hommes, pour l'essentiel des volontaires de la Légion arménienne, commandés par cent cinquante officiers métropolitains pour démanteler ce qui reste d'administration ottomane et ne pas se laisser distancer par les seconds. Pour ce faire, Gouraud est nommé commandant en chef de l'armée du Levant et haut-commissaire de la République française en Syrie le 8 octobre 1919. Ayant rang et prérogatives de commandant d'armée, sa lettre de commandement est signée conjointement par Raymond Poincaré, président de la République, Georges Clemenceau, président du Conseil, et Stephen Pichon, ministre des Affaires étrangères. Pendant ce temps, les négociations sur la définition des contours de la Syrie se poursuivent à Paris. Elles associent Fayçal, fils de Hussein et chef des armées arabes qui ont pris Damas et réclament toute la Syrie – intérieure et

littorale –, les Libanais de la Montagne qui exigent un espace indépendant de la Syrie, les Arméniens qui souhaitent une protection française face aux Turcs ; quant à la Palestine, elle est déjà sous tutelle britannique depuis 1917.

Le 25 avril 1920, la toute jeune Société des Nations institue un mandat français sur la Syrie et le Liban qui doit permettre de préparer la région à l'indépendance, lorsqu'un niveau suffisant de développement aura été atteint. Ces mandats confiés par la SDN à des puissances occidentales vainqueurs de la Grande Guerre sont pour le moins ambigus – et la remarque s'applique aussi bien à la Grande-Bretagne en Palestine et en Irak. De fait, il s'agit d'une entreprise de recolonisation à peine déguisée. Dans le même temps, la mesure contredit les engagements sur la souveraineté de la Syrie donnés à l'émir Fayçal par le Quai d'Orsay. Se sentant trahi, ce dernier se fait proclamer roi de Syrie dès le 8 mars 1920, tandis que son frère Abdallah devient gouverneur de Transjordanie en mars 1921.

L'ambiguïté des postures françaises et britanniques, totale, se double d'une rivalité croissante entre les deux anciens alliés. Pour les Français, la guerre est nécessaire pour s'imposer au Levant, non seulement contre Fayçal, mais aussi contre les Turcs de Mustafa Kemal qui soulèvent la Cilicie. Ils connaissent pourtant de cinglants revers. Plusieurs garnisons, à Adana, Mersina, notamment, sont assiégées. A Ourfa, les troupes du général de Lamothe sont battues, le 11 avril 1920, par les troupes turques. Des renforts sont nécessaires et des moyens importants – tirailleurs sénégalais, avions, chars – sont acheminés à Beyrouth. Réclamant douze bataillons supplémentaires, le général Gouraud lance une contre-offensive appuyée par cinquante avions et trois escadrons de blindés. Reprenant toutes les villes assiégées en octobre 1920, il s'attaque ensuite à la région alaouite au printemps de 1920. Un an plus tard, la situation se stabilise lorsque les Français renoncent à la Cilicie. Leur situation est cependant affaiblie. Les Anglais ont permis à Fayçal de devenir roi d'Irak à la

place de son frère Abdallah et maintiennent plus de cent mille hommes en armes qui interviennent directement dans les affaires irakiennes, comme en 1920, où ils répriment une révolte locale. Abdallah devient, avec l'assentiment de Londres, gouverneur de Transjordanie, pays tout aussi artificiellement créé que les autres entités du Proche-Orient de l'époque. En d'autres termes, les Britanniques jouent partout la carte antifrançaise bien que Paris fasse preuve d'imagination dans la gestion administrative de la Syrie. L'Etat des Alaouites est directement dirigé par un gouverneur français alors que les Etats d'Alep, soumis à une administration moins directive, sont dotés d'un gouvernement local auprès duquel siège un haut-commissaire français, chef des troupes sur place. Souvent, les Français reproduisent le système des protectorats appliqué à partir du traité du Bardo de 1881 en Tunisie et de 1912 au Maroc. L'administration locale subsiste parfois, au cas par cas, selon le degré de fidélité à la France, mais chaque niveau de l'administration autochtone est doublé par des militaires français. En juin 1921, Hedjen Kandjar, après avoir tenté d'assassiner Henri Gouraud, s'enfuit dans le Djebel druze où règne une tradition de « bandit d'honneur », et Soltan Attrache, chef druze, lui offre ouvertement l'hospitalité. Aux yeux d'Henri Gouraud, l'attentat de Kuneitra, dont il est victime le 23 juin 1921, implique plus de quinze personnes et résulte de la responsabilité d'Abdallah. Il envoie une unité d'automitrailleuses pour s'emparer du coupable mais celles-ci, prises dans une embuscade, sont détruites.

Si la guerre se poursuit dans la région, c'est parce que les frontières fixées par le mandat de la SDN, artificielles, ne conviennent à personne. La ville d'Alexandrette se voit ainsi coupée de la Turquie dont elle était l'*Hinterland* traditionnel. Par ailleurs, certaines postures desservent les intérêts français. Alors que Paris exige des tarifs douaniers, Londres et Ankara savent s'en dispenser. En 1923, Soltan Attrache se révolte à nouveau et les Français sont contraints d'envoyer des moyens lourds contre lui. Maxime Weygand, qui a



remplacé Henri Gouraud, obtient alors sa soumission. Comprenant les évolutions nécessaires, Weygand installe un Etat syrien élu par un conseil représentatif et doté d'une loi électorale, même si la France continue d'avoir un droit de veto par le biais de son haut-commissaire. Après la victoire électorale du Cartel des gauches, Maurice Sarraïl, bénéficiant de ses amitiés politiques, le remplace. La révolte druze de la Bekaa, appuyée sur les convictions religieuses chiites, se développe. Est-elle en partie fomentée par les agents anglais ? Cette rébellion de 1925 découle tant de l'aspiration nationaliste en faveur d'une Syrie indépendante que de l'agitation traditionnelle de la famille Attrache, auxquelles s'ajoute effectivement un soutien britannique. Mais c'est surtout vers la révolte d'Abd el-Krim au Maroc que se tournent les regards druzes. Le 25 juillet 1925, la colonne du capitaine Normand envoyée contre les Druzes est taillée en pièces et Normand est lui-même tué. Bien pire, la colonne de secours envoyée par le général Michaud, au mois d'août 1925, est littéralement « tronçonnée » à Basr el-Harir et il faut l'intervention des troupes du général Gamelin pour rétablir l'ordre français. Les derniers révoltés druzes, qui s'étaient réfugiés chez les Britanniques, sont livrés par ces derniers, le 7 avril 1927. Il faut donc attendre neuf années après la fin de la guerre en Europe pour que les opérations militaires se terminent dans l'ancien Empire ottoman<sup>8</sup>.

Lieu de la grande révolte de 1916, l'Irlande connaît les affres de la guerre civile de 1922 à 1924, après une vraie guerre d'indépendance. Le 6 décembre 1921, le traité de Londres prévoit la partition de l'île entre nord et sud. Au sud, le statut de *Dominion* est accordé par Londres et un serment d'allégeance est exigé des Irlandais. Les républicains catholiques se divisent alors entre partisans du traité et opposants. Eamon de Valera incarne le second mouvement contre Arthur Griffith, qui décide d'organiser la création d'un Etat libre sur la base que Londres propose. Les déchirements

politiques débouchent sur une douloureuse guerre civile entre « pro » et « anti » traité. Les antitraités noyautent l'IRA (*Irish Republican Army*), tandis que les partisans du traité rejoignent, sous la direction de Michael Collins, l'INA (*Irish National Army*). Les combats entre les deux partis commencent le 28 juin 1922 et durent une semaine durant à Dublin. Bien que Griffith meure d'une attaque cérébrale et que Collins soit tué dans une embuscade, les antitraités ne cessent de perdre du terrain. Eamon de Valera ordonne un cessez-le-feu le 30 avril 1923 puis dépose les armes le 24 mai 1924.

Tous ces conflits relèvent-ils d'une logique issue des comportements de 1914-1918 ? Ces quatre années sont-elles matricielles par rapport aux années qui suivent ?

Il est plus raisonnable de les relier au passé récent perçu par l'époque, même si les représentations de l'avenir jouent leur rôle, bien évidemment. Les années qui suivent la fin de la guerre en Europe remettent en question le système de lecture des grands équilibres européens issus du congrès de Vienne, à la lumière des tiraillements induits par les constructions nationales du XIX<sup>e</sup> siècle. Quel pouvait être l'horizon mental des hommes qui ont élaboré les traités de paix comme de ceux qui allaient en vivre les conséquences sur le terrain ? Certes, il fallait tenter de construire l'avenir, mais c'est bien le passé, et notamment l'horizon-repère de 1815 à 1911, qui sert de cadre référentiel. La Grande Guerre et les traités, en faisant éclater les cadres diplomatiques en place depuis la défaite de Napoléon, rendent possibles des évolutions déjà en germe avant le conflit. La question irlandaise, par exemple, remonte bien avant la Grande Guerre. En 1913, le refus du *Home Rule* par les plus extrémistes des deux camps a déjà amené la constitution de groupes paramilitaires tant chez les loyalistes que chez les républicains et a failli déboucher sur des affrontements armés. L'Autriche-Hongrie, qui avait maintenu tant bien que mal une cohésion menacée par la montée des revendications centrifuges, vole en éclats au moment où le couvercle de la chape, en

apparence fédératrice, est soulevé par la défaite militaire. Il s'agit là, une fois encore, de mouvements engagés de longue date mais que le démantèlement des pouvoirs centraux et les défaites rendent désormais possibles.

Le retour à la paix passe, dans les pays qui ont subi l'occupation ennemie, par des sanctions, spontanées mais aussi judiciaires, des personnes accusées d'avoir collaboré avec l'occupant.

## **Dans les pays vainqueurs : le temps des règlements de comptes**

A partir de novembre 1918, les populations libérées de Belgique ou des dix départements français qui ont été occupés veulent à tout prix se dédouaner de l'image d'« embochis ». Les autorités vont dans le même sens. Dès le 8 décembre 1918, des commissions de triage sont mises en place en France dans les « provinces retrouvées » afin de les « débochiser », d'une manière qui se veut brutale. En janvier 1919, l'inspecteur d'académie de la Meuse demande aux instituteurs de l'ancienne partie occupée du département de lui adresser pour le début de mars un mémoire retraçant les épisodes significatifs de l'occupation de leur village. Vingt-huit d'entre eux – seulement – répondent à cette sollicitation en termes bien évidemment déférents, comme il se doit à l'époque. Tous ces instituteurs ont alors tendance, dans le contexte de la fin de la guerre, à revendiquer des attitudes irréprochables, voire héroïques. L'instituteur d'Avioth se targue d'avoir soustrait aux Allemands des bouteilles de vin qu'il eut le plaisir d'offrir aux Américains – aux officiers, précise-t-il – après l'armistice. « Je travaille pour la France », clame *a posteriori* l'institutrice de Bouligny.

Les sources manquent encore pour suivre les mesures punitives spontanées. En effet, les journaux, notamment en Belgique, ne

reparaissent qu'une quinzaine de jours après le 11 novembre 1918, alors que l'essentiel des violences s'est déjà produit. Les vengeance sont multiples et croisées. Les industriels belges qui avaient dû fermer leurs usines souhaitent, après novembre 1918, de sévères sanctions contre les concurrents dont les entreprises ont continué à produire. Les Belges attachés à l'unité nationale stigmatisent ceux qui ont rallié la *Flamenpolitik* allemande. Les activistes de tout poil, ou du moins désignés comme tels par la vindicte populaire, sont agressés après le 11 novembre. A Nivelles, certaines maisons, notamment les cafés fréquentés par les Allemands, sont saccagées<sup>9</sup>. A Liège, les maisons suspectées de « bochisme » sont systématiquement attaquées, parfois pour des raisons peu avouables, puisque *La Libre Belgique* relève qu'« aux destructeurs qu'animent une haine exaspérée se sont mêlés des individus qui pillent sans vergogne et qui opèrent généralement quand les premiers sont partis<sup>10</sup> ».

Les femmes sont les premières victimes de la populace. Le 22 novembre 1918, *Le Peuple* rapporte qu'à Bruges et à Gand des femmes « ont été tondues, déshabillées et exposées en place publique<sup>11</sup> », à l'image des scènes qui se produisent à la fin de la Seconde Guerre mondiale<sup>12</sup>. Dans ces rituels, la foule s'érige en maîtresse de la rue et la police est généralement totalement débordée, au moins dans un premier temps.

De la même manière qu'en 1944-1945, une « épuration sauvage » précède l'« épuration judiciaire ». Dès les débuts de 1919, la répression judiciaire s'amorce en Belgique. Tout comme en 1944-1945, les vengeance individuelles jouent : rancœurs et jalousies sont bien souvent de puissants motifs de dénonciation. Bien des non-lieux pointent la fragilité de certains dossiers pour faits de collaboration. En 1919, la cour d'assises de Liège évoque l'affaire dite « des marchands de bestiaux ». Les Allemands ont créé un système visant à leur procurer un ravitaillement en viande. Vingt-deux commerçants sont accusés d'y avoir contribué. Les anciens combattants demandent

de pouvoir lire au tribunal une lettre demandant la punition des coupables. Devant le refus du président, ils la publient dans *La Meuse*, le 3 janvier 1920. Elle réclame

« une bonne leçon [...] qui serve d'exemple à la génération future » au « nom du peuple entier qui a souffert, au nom des quarante mille cadavres qui sont couchés dans les plaines de Flandre, au nom des fusillés, au nom des veuves et des orphelins, au nom des mutilés et des invalides ».

Douze des vingt-deux accusés sont acquittés, mais quatre commerçants écopent de vingt ans de réclusion chacun. Deux peines de mort sont prononcées par contumace. A Verviers se constitue un « Comité de justice » qui souhaite, au printemps de 1919, mener une « guerre sans merci contre les traîtres, trafiquants, accapareurs de tout acabit<sup>13</sup> ». En France, jusqu'au décret du 12 octobre 1919, les « procès en épuration » relèvent de la justice militaire, par le biais de conseils de guerre avant d'être soumis à la justice civile.

Combien de Français furent-ils sanctionnés à la fin de la Grande Guerre ? En ne s'appuyant que sur les jugements prononcés par les juridictions civiles, Renée Martinage les évalue à cent vingt-trois dans l'ensemble des dix départements français ayant été occupés, dont quatre-vingt-trois pour le seul département du Nord. Sur ces quatre-vingt-trois, les femmes comptent pour vingt-huit<sup>14</sup>.

## Retours et démobilisations

Le 13 novembre, un groupe de députés français demande la démobilisation rapide des soldats issus du monde agricole afin de reprendre rapidement la production. Pourtant, les mesures s'étalent dans le temps. Les autorités conservent les hommes sous les drapeaux afin de reprendre le combat, le cas échéant. Un armistice n'est qu'une suspension des opérations, dans l'attente de négociations de paix. Il ne

faut pas baisser la garde et, entre novembre 1918 et juin 1919, les Alliés menacent à plusieurs dizaines de reprises les Allemands de reprendre les armes. La démobilisation ne s'opère donc massivement qu'à partir du printemps 1919.

La question se pose en fonction des procédures d'appel sous les drapeaux. Dans le cas français, la classe 1912 (vingt ans en 1912) appelée au service militaire cette année-là, touchée par le passage à trois ans des obligations militaires en 1913, en est à sa septième année de mobilisation. Les solutions nationales sont variées. Les Américains préfèrent démobiliser leurs troupes unité après unité, en fonction de leur arrivée sur le front. Les Anglais rendent leurs soldats à la vie civile en fonction des besoins économiques du pays, les professions jugées indispensables étant libérées précocement. En France, le principe de l'ancienneté prévaut et les classes d'âge les plus élevées sont démobilisées en premier, parfois précocement. Le sous-préfet de Sarlat constate le 18 décembre 1918 :

« Le renvoi des vieilles classes a été accueilli, est-il besoin de le dire, avec la plus grande satisfaction. On ne l'attendait pas si tôt. Les gens désirent, bien entendu, la démobilisation générale, mais il faut bien reconnaître qu'ils comprennent aussi que celle-ci ne saurait être brusquée pour une foule de raisons dont la première et la plus importante est l'obligation de ne pas désarmer avant d'avoir obtenu de nos ennemis toutes les garanties désirables pour notre sécurité<sup>15</sup>. »

Le retour des premiers soldats dans leurs foyers nourrit la crainte des pouvoirs publics. Le 20 décembre 1918, le chef d'escadron Lacuse, commandant la compagnie de gendarmerie de Dordogne, précise à son préfet que « pour maintenir l'ordre en cas d'effervescence, il a été organisé dans la 12<sup>e</sup> région des détachements de gendarmerie appelés "sections de renfort"<sup>16</sup> ». En Italie, le principe de la démobilisation "à l'ancienneté" est également mis en œuvre ». Mais par-delà l'apparente organisation de ces mesures, la pagaille

règne. En 1919, les régiments français sont loin d'avoir l'homogénéité régionale et par classes d'âge qu'ils avaient en 1914. Faire partir les plus anciens impose donc une désorganisation des régiments, opération qui se renouvelle ensuite à chaque départ d'autres classes. Techniquement, la France doit par exemple libérer près de cinq millions de soldats, alors que les mesures de mobilisation, en août 1914, n'avaient porté que sur trois millions six cent mille hommes. Mais il est vrai que les mesures de 1919 sont davantage étalées dans le temps que la mobilisation de 1914. Louis Deschamps, député radical indépendant, nommé sous-secrétaire d'Etat à la démobilisation le 6 décembre 1918, demeure à ce poste jusqu'au 28 novembre 1919, menant sa tâche à bien, malgré des difficultés techniques non négligeables, tenant notamment à l'utilisation du réseau ferroviaire. En termes chronologiques, les premiers démobilisés des classes les plus anciennes le sont, dans l'armée française, avant le mois d'avril 1919. La démobilisation reprend ensuite après la signature du traité de Versailles de juin et s'étale, pour les classes les plus jeunes, de juillet 1919 à avril 1920.

Même si aucune « cellule d'aide psychologique » ne fonctionne à l'époque, il faut surtout faire oublier la guerre aux millions de démobilisés dans l'Europe entière. La transition n'est pas simple et il s'agit de revenir aux normes morales de la société civile, d'oublier le droit légal de tuer pour les hommes des unités réellement combattantes. Les capitaines Conan retrouvent parfois avec difficulté leur café-épicerie breton. Questionnés par l'arrière sur leurs attitudes pendant le conflit, les nombreux hommes qui n'ont pas connu véritablement le feu parce qu'ils ont fait partie de l'« administration de la guerre » ajustent leur discours sur celui que tiennent les hommes des premières lignes.

Il s'agit aussi de retrouver le travail. Une législation de circonstance oblige les entreprises françaises à reprendre leurs anciens employés, mais cette mesure est loin d'être toujours

appliquée. Les professions commerçantes et libérales doivent reconstituer leur clientèle, sauf quand l'épouse a repris, en son absence, une part de l'activité du mari. Les agriculteurs, qui ont beaucoup souffert de la guerre, retrouvent en général leurs exploitations sans trop de difficultés, hormis dans le cas des fermes situées dans les régions métamorphosées en champs de bataille quatre années durant. Pour eux s'imposent de longues heures de désobusage, sauf quand leurs terres, classées en « zone rouge », sont laissées à la forêt, faute de pouvoir les expurger de toutes les traces de la guerre.

## **Des sociétés traumatisées et d'impossibles relèves générationnelles**

« Notre Italie sort de cette guerre comme d'une grave et mortelle maladie, avec des plaies ouvertes, avec des blessures dangereuses dans sa chair », lance Benedetto Croce<sup>17</sup>. Albert Thibaudet affirme pour sa part que « le massacre des élites qui a fauché la génération des vingt ans en 1914 reste jusqu'à présent un fait unique dans l'histoire<sup>18</sup> ». La relève générationnelle aurait dû s'opérer dans les années 1920 et 1930 ; elle se révèle difficile en raison de la mortalité du conflit<sup>19</sup>.

Avant même que ne s'expriment des phénomènes socio-culturels de deuil et de mémoire, le premier risque qui se développe, au moins aux yeux des autorités, est celui des troubles sociaux liés à la démobilisation et à la propagation des idées bolcheviques.

« La classe ouvrière qui avait pris l'habitude de dépenser sans compter, se verra dans l'obligation de se restreindre, la plupart des ouvriers et ouvrières n'ayant pas réalisé d'économies. Cette situation pourrait provoquer des mouvements ouvriers assez graves et, pour y obvier, les industriels seraient désireux de voir la démobilisation s'opérer partiellement, afin de leur permettre d'organiser le travail d'après guerre<sup>20</sup> ».



La hantise des mouvements sociaux se développe. Dès le 9 novembre 1918, la censure rappelle qu'il faut « interdire d'une façon absolue toute information sur les faits bolcheviks en Allemagne et en particulier sur les conseils ouvriers et de soldats<sup>21</sup> ».

La seconde dimension essentielle tient dans les impératifs de la reconstruction, tout au long de l'ancienne ligne de front. La reconstitution matérielle des régions dévastées par la guerre devient un enjeu majeur dans les vingt années qui suivent.

A cette dimension strictement matérielle s'ajoutent des contraintes financières. Comment payer la reconstruction ? Sous la houlette du ministre des Finances, Louis-Lucien Klotz, la France opte pour une politique peu responsable, entendant que « l'Allemagne paie », et lance deux emprunts en 1919 et 1920. Outre l'indemnisation des biens, prise en charge en avril 1919, il faut aussi dédommager le sang versé par les familles françaises. La paix sociale en dépend. Sur ce plan, Jules Lugol<sup>22</sup> joue un rôle discret mais important. Maire de Meaux et député de 1914 à 1924, il a eu une activité parlementaire importante durant la guerre. Dans le 7<sup>e</sup> cabinet d'Aristide Briand<sup>23</sup>, il devient sous-secrétaire d'Etat aux régions libérées. A ce titre, il souhaite rétablir au plus vite l'économie des régions dévastées et transfère, par exemple, rapidement aux firmes privées les activités de transport qu'assumaient pendant la guerre les services de l'armée. Rapporteur de la loi du 31 mars 1919 sur les pensions pour différentes catégories (veuves et orphelins notamment), il est surtout le rapporteur du projet de loi sur la réforme des pensions de 1923. Les orphelins et pupilles de la nation<sup>24</sup> sont pris en charge parce qu'ils incarnent l'avenir et la réparation du sang versé après les terribles épreuves de la Grande Guerre.

Le deuil constitue sans doute l'une des dimensions les plus visibles en Europe à la fin du conflit. Omniprésent, il est mesurable au

premier coup d'œil dans les rues des villes de France, d'Allemagne, d'Italie ou d'Angleterre à travers le spectacle des nombreuses veuves vêtues de noir. Maurice Barrès propose, dès le 1<sup>er</sup> février 1916, que les veuves de soldats puissent voter en lieu et place de leur mari. Pour le chantage du nationalisme, les morts demeurent vivants, « ils occupent nos pensées, nous frôlent à toute heure, ne cessent pas d'errer de leurs familles à leurs compagnons de guerre<sup>25</sup> ». Si le vote des morts ne s'impose pas plus que celui des femmes en France – alors que ce dernier est établi dans de nombreux Etats en 1919 ou en 1920 –, une dimension doloriste importante envahit mémoires privées et publiques. Les morts omniprésents, les « gueules cassées », donnent à une partie des années 1920 et des années 1930 une coloration très particulière à la société et contribuent à pérenniser la guerre alors même que les armes se sont tues<sup>26</sup>.

De même, le Vieux Continent affronte une crise de la pensée européenne qui s'exprime sur de multiples registres. Le fait que la plupart des communautés religieuses aient soutenu l'effort de guerre, au nom des liens entre religion et patrie, interroge, d'autant plus que la défense d'intérêts confessionnels est puissante. L'Eglise catholique de France a partagé avec l'Eglise réformée et la communauté israélite la volonté de prouver aux anticléricaux et autres mécréants qu'elles adhéraient à un patriotisme sans faille. Prêtres, pasteurs et rabbins se sont côtoyés, au front comme à l'arrière, et ont conforté leur rôle de cadres sociaux. Au sortir de la guerre s'impose et se pose pourtant une question essentielle : « Comment croire en Dieu après Verdun ou la Somme ? » En 1919, le théologien suisse Karl Barth répond à ces interrogations en réaffirmant la transcendance divine dans sa théologie de l'après-Grande Guerre.

Chez les socialistes, la crise est profonde tant les thèses de Lénine ont constitué une ligne de partage obligée. Les « majoritaires » de 1914, devenus désormais minoritaires, sont montrés du doigt et

accusés d'avoir trahi la cause. Albert Thomas, malgré ou à cause de son action tout au long de la guerre, n'est pas forcément populaire au sein de la direction de la nouvelle SFIO, trop marqué sans doute par une expérience du pouvoir bien gênante pour ceux qui veulent désormais être des révolutionnaires. Mais la paix est une défaite pour le mouvement socialiste français. « Pas plus qu'en 1917, la SFIO ne parvient à influencer le processus de paix qui aboutit à la signature du traité de Versailles, le 28 juin 1919<sup>27</sup>. » Si Jean Longuet s'oppose à la Chambre des députés à la ratification du traité de Versailles, il n'arrive pas à convaincre son propre camp puisqu'une trentaine de députés SFIO refusent de le suivre.

## Retours de haine ?

A Saint-Dizier, le 12 novembre 1918, Albert Marquand note :

« Au café des Bourgeois, un chœur de vieillards chantait la Marseillaise, toutes manifestations plus ou moins soûlographiques auxquelles il fallait s'attendre. J'ai remarqué que beaucoup de gens se découvraient un tempérament belliqueux à l'annonce de la paix. On entend hurler de tous côtés des refrains plus ou moins sanguinaires qui, me semble-t-il, sont peu appropriés à la circonstance. Mais n'insistons pas, pour moi, je considère une chose : c'est que je suis arrivé à traverser la tourmente, les membres à peu près intacts<sup>28</sup>. »

Dans l'attente de la démobilisation, les soldats rongent leur frein. Las de ne pas pouvoir rentrer chez eux au plus vite, ils développent dans la correspondance qu'ils adressent à l'arrière des sentiments revanchards et violents à l'égard des vaincus, sur une très courte période, il faut bien l'avouer. Dans certaines lettres de 1919, le ton employé retrouve les accents de 1914<sup>29</sup>. Travaillant sur la source du contrôle postal, Bruno Cabanes note ce regain qui manifeste, selon lui, une forme d'appropriation, d'intériorisation par les soldats de la

“culture de guerre” dans ses composantes les plus haineuses<sup>30</sup> ». Outre que la notion de « culture de guerre » reste sujette à caution, surtout lorsqu’elle est employée au singulier, le matériau des lettres de soldats pose de sérieux problèmes méthodologiques. A raison de plusieurs millions de lettres par jour, le panel des sentiments exprimés est tel qu’il est toujours possible de sélectionner des lettres allant dans un sens plutôt que dans un autre. En étudier cent quatre-vingt mille par semaine, comme le fait le contrôle postal à la fin de la guerre, limite certes ce risque. Il n’empêche pas que le matériau ne soit pas d’une fiabilité absolue et ne porte que sur de faibles proportions par rapport à l’ensemble des courriers échangés. La notion même de « moral » pose problème car elle relève d’une taxinomie étrangère aux pratiques des soldats. Les militaires français ont pu être profondément indignés par les pratiques « de la terre brûlée » mise en œuvre par l’armée allemande lors de son repli à compter de septembre 1918. Mais il convient de s’interroger surtout sur les conditions de production de ces discours. On sait que les soldats n’écrivent pas tout à leur famille et qu’ils tendent à rassurer leurs proches. Dans l’ambiance de la victoire qui approche, les discours martiaux à l’égard de l’arrière refleurissent. Mais les actes ne suivent pas, y compris lorsque les troupes françaises entrent dans le territoire allemand. Le soldat du 11<sup>e</sup> Bersaglieri, Benito Mussolini, développe d’ailleurs des propos très similaires dans *Il Popolo d’Italia* du 2 novembre 1918 :

« Au bord des rivières de la Vénétie se termine ces jours-ci le duel séculaire entre l’Empire des Habsbourg et la nation italienne. Il finit par le triomphe du peuple et le démembrement d’un Etat anti-national. On nous donne la plus grande des joies ; celle de voir anéanti un empire violateur de notre liberté et de celle des autres. Oui – ne l’oublions pas – c’est la victoire du Piave qui garantit la sécurité de leur avenir aux peuples déjà opprimés par l’Autriche. Les destinées s’accomplissent.

C'est l'épée au poing que l'Italie entrera dans Trente, dans Gorizia, dans Trieste, Pola, Fiume et Zara<sup>31</sup> »

trouvant un style épique et martial.

Resurgissent surtout les comportements multiséculaires des vainqueurs face aux vaincus. Fustel de Coulanges rappelait dans *La Cité antique* que les Grecs et les Romains percevaient la guerre comme un phénomène total :

« On ne faisait pas seulement la guerre aux soldats : on la faisait à la population tout entière, hommes, femmes, enfants, esclaves [...] une guerre pouvait faire disparaître d'un seul coup le nom et la race de tout un peuple et transformer une contrée fertile en désert<sup>32</sup>. »

Le cas de l'attitude des troupes coloniales françaises en Allemagne, et notamment des cent vingt-sept viols recensés, relève d'une logique spécifique de la gestion des troupes coloniales et du système « interdits/tolérances » qui règne au niveau de leur hiérarchie<sup>33</sup>. Loin de leurs racines géographiques, les troupes coloniales, surtout après de durs combats, sont laissées la bride sur le cou, alimentant la « honte noire », *die « Schwarze Schmach »*, que l'on retrouve d'ailleurs vingt-cinq ans plus tard dans les comportements des troupes issues d'Afrique du Nord au sein du Corps expéditionnaire d'Italie du général Alphonse Juin<sup>34</sup>.

## Les anciens combattants

L'expression « Ils ont des droits sur nous », prononcée par Georges Clemenceau dès le 20 novembre 1917, largement répercutée par le monde politique, est tout aussi rapidement oubliée dans les faits. Elle rappelle combien l'ancien combattant représente une figure essentielle dans les sociétés de l'entre-deux-guerres. Comme Antoine Prost l'a montré<sup>35</sup> pour le cas français, les vétérans, hommes alors

jeunes et nombreux, estiment avoir un rôle à jouer dans la société civile. Y importent-ils des tranchées des valeurs d'autoreprésentations symbolisées par le slogan « unis comme au front » qui fleurit au sein de certaines associations ? Veulent-ils rappeler simplement à la société leur vision de la guerre par rapport à celle que les civils se sont forgée ? Toujours est-il qu'ils s'érigent en un puissant *lobby*. Leurs discours évoluent en fonction de revendications catégorielles et les associations spécialisées fleurissent, de la « ligue des chefs de section » à celle des « anciens combattants des PTT ».

Dès le 25 novembre 1918, naît l'Union nationale des combattants (UNC). Elle bénéficie d'importants patronages, dont ceux de la hiérarchie militaire qui essaime par le biais de ses nombreuses sections locales. Un des principaux artisans de son émergence est le père Daniel Brottier, aumônier durant la guerre. L'Union fédérale des mutilés (UFM) représente sa grande concurrente. En 1929, la première comprend quelque huit cent mille membres et la seconde neuf cent mille. D'autres fédérations de mutilés animent le paysage associatif français. Se revendiquant comme apolitiques au départ, et « unies comme au front », ces associations évoluent par la suite et se divisent face notamment au Bloc national et au Cartel des gauches. Le secrétaire général de l'UNC, Charles Bertrand, est élu en 1919 et les anciens combattants proches du parti radical créent alors une Fédération nationale des combattants républicains (FNCR), tandis que le jeune parti communiste met la main sur l'Association républicaine des anciens combattants (ARAC), créée en 1917 par Raymond Lefebvre et Henri Barbusse, dans la mouvance de la SFIO, mais rapidement passée au PCF après le congrès de Tours de décembre 1920. L'association des Croix-de-Feu, qui prétend incarner la véritable élite combattante en rassemblant tous les titulaires de la Croix de Guerre décernée au combat<sup>36</sup>, entend incarner la nouvelle aristocratie issue de la guerre. Dès 1918, les intérêts politiques et catégoriels s'expriment constamment, avec force et profondeur.

Présents à la signature du traité de Versailles, mais aussi au défilé de la victoire du 14 juillet 1919, les anciens combattants sont ensuite précocement associés aux cérémonies mémorielles. Honorés par la nation, ils reçoivent largement la « carte du combattant ». De ce point de vue, leur influence locale est sans doute encore plus grande qu'au niveau national, et profite d'une forme de « coefficient multiplicateur » à l'échelon régional ou communal. Ainsi Louis Jacquinot, engagé volontaire le 27 décembre 1916 au 81<sup>e</sup> régiment d'artillerie lourde, proche d'André Maginot, tire-t-il rapidement les dividendes de son statut. Membre du cabinet de Maginot puis député de la Meuse, il poursuit sa carrière politique sous les IV<sup>e</sup> et V<sup>e</sup> Républiques.

Au fur et à mesure que l'on s'éloigne de la guerre, le pacifisme des anciens combattants, qu'ils soient de droite ou de gauche, s'exprime de plus en plus ouvertement<sup>37</sup>.

« La génération du feu incarne la douleur endurée et perpétue, par sa présence même, le souvenir du grand massacre ; bien plus, elle entend bien empêcher que se renouvelle une telle folie meurtrière. En même temps qu'il entretient la flamme du soldat inconnu, le mouvement ancien combattant maintient donc le flambeau du pacifisme<sup>38</sup>. »

Dans certaines mouvances, ce pacifisme s'assimile à l'antimilitarisme. L'ARAC évoque volontiers les « crimes militaires ». Et le journal désormais communiste, *L'Humanité*, dénonce, le 5 juin 1921, ce qu'il nomme le « néronisme militaire » :

« Délire de l'autorité, vertige de la toute-puissance, empoisonnement intellectuel par le code militaire, par la littérature patriotique, par la phraséologie guerrière sur l'inflexibilité du chef, déséquilibre mental causé par la guerre, ses dogmes et ses pratiques, affolement devant l'ennemi, peur des responsabilités, joie mauvaise d'exercer le droit de vie et de mort, certitude de l'impunité, tels sont les éléments principaux de

ce néronisme militaire, voisin de la folie furieuse qui aboutit à l'assassinat d'hommes innocents, de maris, de fils, de pères de famille<sup>39</sup>. »

En 1931, Victor Méric fonde la Ligue internationale des combattants pour la paix (LICP), ouvertement pacifiste, dont Robert Jospin devient l'un des responsables. La ligue milite pour un « désarmement moral » qui, pour certains de ses membres, devait conduire à un pacifisme intégral face au nazisme.

En Allemagne, le *Reichsbund*, regroupe les associations d'anciens combattants et conserve une attitude politique mesurée jusqu'en 1933, date à laquelle il est intégré dans une association noyautée par les nazis. En Grande-Bretagne et aux Etats-Unis, les vétérans font surtout valoir leurs droits matériels, comme encore en 1932 où une de leurs manifestations est réprimée à Washington. En Italie, le mouvement ancien combattant est largement instrumentalisé par le jeune parti fasciste et comme « force de rénovation morale » par Benito Mussolini.

## Les phénomènes mémoriels

C'est autour de la catastrophe démographique que représente la guerre, que s'organisent les phénomènes commémoratifs. Mais comme l'a montré Alan Kramer, une guerre unique engendre de multiples mémoires<sup>40</sup>.

Les phénomènes d'adoption de villes par d'autres constituent sans doute l'un des premiers exemples de solidarisation/mémorialisation de la Grande Guerre. Ainsi, la ville de Marseille « adopte »-t-elle celle d'Arras et offre neuf cent mille francs pour sa reconstruction.

La question du rapatriement des corps des soldats tués participe également à la construction des phénomènes mémoriels. La loi du 31 juillet 1920 en France et celle du 11 août 1921 en Italie stipulent que l'Etat prend en charge les frais de transport des corps des soldats tués et réclamés par les familles. Bien qu'il relève de la sphère



privée, le rituel des obsèques se voit investi par l'intervention de l'Etat<sup>41</sup>, montrant toute l'importance que revêt la question des corps des morts pour la Patrie, soldats aux yeux de la nation.

Mais c'est, bien entendu, surtout par le biais du langage de la pierre que les phénomènes mémoriels s'imposent, comme le souligne Antoine Prost<sup>42</sup>. La réalisation des monuments aux morts, qui – pour la première fois aussi massivement du moins – individualisent les combattants en les nommant, est rapide. En 1922, le gros des communes est pourvu et 5 % seulement d'entre elles ne s'en dotent pas. L'initiative, spontanée, émane des localités qui ont agi à peu près librement. Les monuments aux morts reflètent les conceptions des vivants à travers leur forme, leur emplacement – près de l'église ou près de la mairie –, leurs symboliques croisées. De la simple plaque murale à des monuments plus complexes, grande est la diversité. La Croix de Guerre, souvent placée au sommet, joue de l'ambiguïté sémantique dans la France de la séparation de l'Eglise et de l'Etat. Les épées entrecroisées de la médaille évoquent bien la guerre et à ce titre ne peuvent être rejetées par le plus anticlérical des militants, alors même que la forme générale de la médaille évoque d'abord et avant tout une croix. Antoine Prost a proposé une typologie entre monuments « funéraires-patriotiques », « patriotiques-républicains » et quelques monuments pacifistes – bien rares au vrai car les associations d'anciens combattants autant que l'Etat veillent au grain.

Les monuments spontanés à la mémoire des morts de la crête de Vimy apparaissent dès les premiers jours qui suivent la bataille, en raison notamment de la volonté des artilleurs du 44<sup>e</sup> bataillon. En 1922, la France concède au Canada quatre-vingt-onze hectares du site. Ottawa crée une commission des Champs de bataille que préside le général Sydney Chilton Mewburn, ministre de la Milice de 1916 à 1919. Elle supervise le concours d'architecture qui doit aboutir à l'érection d'un monument commémoratif. Le sculpteur torontois Walter S. Allward l'emporte avec un projet d'une envergure exceptionnelle.

Le socle demande onze mille tonnes de béton, tandis que les deux piliers et les personnages exigent cinq mille cinq cents tonnes de pierres. Ces dernières proviennent d'une carrière de Croatie, près de Split, et sont transportées en France où elles sont taillées. Commencé en 1925, achevé en 1936, le monument coûte un million cinq cent mille dollars<sup>43</sup>.

Dans l'Hexagone, l'ancien champ de bataille de Verdun devient l'un des lieux les plus « mis en pierre » par le langage monumental. Si l'Etat n'est pas présent, les monuments privés et associatifs se multiplient, de la côte 304 à Vaux. Des amicales régimentaires aux mécènes américains, chacun participe à ce mouvement qui débouche parfois sur des gestes d'ampleur nationale et internationale, comme l'ossuaire de Douaumont – immense symbole du deuil français à l'architecture symbolique de la croix – qui doit énormément à la volonté de Mgr Charles Ginisty, évêque du diocèse.

Dans la plupart des cas, les monuments aux morts sont bien des monuments de deuil et non d'exaltation patriotique cherchant à conférer un sens positif au phénomène guerrier. Encore vivace aujourd'hui, cette mémoire de pierre retient pour premier argument la mort de masse. Parfois, pourtant, des exemples contraires contredisent cette lecture, à l'image de la « tranchée des baïonnettes ». Lieutenant au 137<sup>e</sup> RI en juin 1916, l'abbé Lucien Polimann, fait prisonnier à ce moment, rapporte la rumeur selon laquelle d'héroïques soldats vendéens de ce régiment y sont enterrés debout, à leur poste de devoir. Un magnat américain, George Rand, s'intéresse à l'affaire après qu'elle eut été relayée par la presse locale puis nationale. Il finance un monument en béton pour protéger le site que le président de la République, Alexandre Millerand, ainsi que l'ambassadeur des Etats-Unis inaugurent en grande pompe le 8 décembre 1920. En juin 1920, des fouilles se déroulent sur le site. Elles révèlent bien dix corps enterrés, mais normalement, à l'horizontale, et des fusils jetés en désordre. En d'autres termes, les soldats du 137<sup>e</sup> RI ont simplement

été rapidement inhumés par les Allemands qui se sont emparés de la tranchée, preuve d'ailleurs que des rituels funéraires, même sommaires, persistent au cœur du champ de bataille, et constituent une réalité bien éloignée du mythe qui perdure, comme on peut encore le voir aujourd'hui sur le lieu.

Un monument est érigé au sommet du mont Kemmel après la guerre, en l'honneur des troupes françaises, et un ossuaire situé au pied du relief regroupe les restes de cinq mille deux cent quatre-vingt-quatorze soldats français tombés sur le sol belge. Le site de Notre-Dame-de-Lorette accueille le plus grand cimetière militaire de France<sup>44</sup>. Un musée militaire et une chapelle néobyzantine – en lieu et place de la modeste chapelle en brique de 1914 – complètent l'aménagement du site. Une petite partie de l'ancien champ de bataille a été préservée, mais les tranchées ont été reconstituées de manière plus réaliste que celles qui se trouvent dans le parc canadien de Vimy. A Thiepval, le grand Mémorial de la Somme, haut de quarante-cinq mètres, est visible à des kilomètres. Érigé à la demande du gouvernement britannique, œuvre de l'architecte Edwin Lutyens, il est inauguré par le prince de Galles en 1932. Le mémorial commémore les soixante-treize mille trois cent soixante-sept disparus britanniques et sud-africains tombés entre juillet 1915 et mars 1918 et qui n'ont pas de tombes connues. Les noms sont gravés sur les seize piliers qui soutiennent le monument. Dans l'Aisne, le monument dit « des fantômes » dû à Paul Landowski, célèbre les combattants de la contre-offensive française des X<sup>e</sup> et V<sup>e</sup> armées du 18 juillet 1918, avec un groupe exceptionnel de huit personnages, désarmés, en partie déséquipés et nus pour l'un d'entre eux. A lui seul Paul Landowski crée plus de quatre-vingts monuments commémoratifs.

L'importance stratégique pendant le conflit de la commune de Bouchavesnes, située dans le département de la Somme, réside dans sa localisation sur la route principale reliant Bapaume à Péronne. Le 16 septembre 1916, pendant la bataille de la Somme, la 6<sup>e</sup> brigade de

chasseurs, commandée par l'ancien ministre de la Guerre Adolphe Messimy, reprend le village, mais les Français sont stoppés le lendemain par un violent tir de barrage allemand. La prise de Bouchavesnes marque l'avancée maximale de l'armée française pendant cette bataille qui s'achève en novembre. Reperdu lors des grandes offensives allemandes de mars 1918, le village est définitivement délivré par les troupes australiennes le 4 septembre. Après la guerre, un riche industriel norvégien admirateur de la France, Wallem Haackon, finance dans le village une statue du maréchal Foch, inaugurée en présence de l'intéressé. L'anecdote veut que Haackon ayant demandé au maréchal quel avait été le point culminant de la bataille de la Somme, Foch aurait répondu « Bouchavesnes », désignant ainsi sans le savoir le lieu pour l'érection de sa propre statue... La ville natale de Wallem Haackon ayant également contribué à la reconstruction du village, la commune ajoute son nom au sien et se baptise après la guerre Bouchavesnes-Bergen.

Aujourd'hui, ce sont bien les cimetières qui témoignent de la guerre quand les activités humaines, notamment l'agriculture, ont repris leurs droits. La Somme se couvre ainsi de cimetières : quatorze allemands, dix-neuf français et quatre cent dix britanniques.

Les rites mémoriels de la Grande Guerre débouchent aussi sur une forme nouvelle de sacralisation : le culte du mort inconnu, qui ne s'était jamais aussi fortement exprimé auparavant<sup>45</sup>.

A la mise en mémoire des combattants par le biais des monuments aux morts succèdent rapidement d'autres revendications mémorielles. Le combat pour la réhabilitation des fusillés devient un thème majeur dans les campagnes du jeune parti communiste, en lien avec la Ligue des droits de l'homme, sur un fond nettement antimilitariste. *Le Prolétaire* du 24 février 1923 écrit, en première page : « Pendant ce temps, les généraux assassins courent toujours les rues, protégés par la complicité bienveillante du gouvernement<sup>46</sup>. » Pourtant, les lois, au fil

du temps, érodent les réclamations mémorielles et militantes. Dès le 24 octobre 1919, une première amnistie a été votée par la Chambre des députés. Le 23 avril 1921, l'amendement Buisson crée une commission spéciale dotée du pouvoir de réviser les cours martiales. La loi d'août 1924 ouvre la possibilité de revenir sur le cas des fusillés sans jugement, tandis qu'en janvier 1925 une nouvelle loi d'amnistie est votée. Autant dire que les procédures de réhabilitation des fusillés sont précoces, même si les débats resurgissent périodiquement et jusqu'à aujourd'hui.

## **Retrouver la guerre, mais laquelle ?**

Les historiens s'interrogent depuis quelques décennies sur les filiations qui existent entre les deux guerres mondiales. Que la Seconde Guerre soit un prolongement chronologique de la Première relève de la tautologie. Pourtant, le paradigme de « guerre de Trente ans », souvent avancé, interroge tout historien : ne s'agit-il pas surtout d'une reconstruction gaullienne et mémorielle remontant à la Libération ?

Les spécificités de la guerre de 1939-1945 sont suffisamment puissantes pour s'abstenir de présenter la Grande Guerre comme la matrice absolue du XX<sup>e</sup> siècle, même si, à l'évidence, des passerelles et porosités existent. Le fait que quelques esprits clairvoyants aient précocement mesuré les travers du traité de Versailles et la soif de revanche allemande suffit-il à légitimer l'expression, par ailleurs démentie par d'autres tendances, tout aussi identifiables allant du pacifisme de l'entre-deux-guerres aux efforts réalisés dans la perspective du désarmement ou à l'émergence des tout premiers signes d'une pensée européenne ?

Il est toujours possible d'avancer que l'idéologisation des conflits ultérieurs à la Grande Guerre lui doit beaucoup. Il est cependant assez hasardeux de lui attribuer l'ensemble des dimensions des guerres du

XX<sup>e</sup> siècle. La guerre civile espagnole doit infiniment plus aux dysfonctionnements sociaux du XIX<sup>e</sup> siècle dans la péninsule Ibérique, aux guerres carlistes, à l'attitude des élites comme des masses rurales ainsi qu'aux postures des militaires, qu'à la Grande Guerre à laquelle l'Espagne n'a pas participé. Toutes les stratégies de prise de pouvoir et de fonctionnement du totalitarisme bolchevik sont inscrites dans les écrits de Lénine précédant la guerre et ne relèvent pas seulement d'attitudes liées au conflit.

En revanche, la Grande Guerre impose partout le poids des Etats dont les périmètres d'intervention se sont singulièrement élargis. En ce sens, elle constitue une vraie ligne de partage entre deux mondes intellectuels. Les référents culturels de 1914 sont ceux du XIX<sup>e</sup> siècle et de l'Etat-nation, processus engagé plusieurs siècles auparavant. La Grande Guerre est une « ligne symbolique de partage entre ce qui avait été et ce qui est<sup>47</sup> », avait noté Eugen Weber. Ces pistes doivent encore être explorées afin de déterminer les incidences de la Grande Guerre sur les démocraties, le fait, par exemple, qu'elles aient accepté des comportements fort peu démocratiques en France comme en Angleterre. Que le communisme de guerre se soit inspiré des procédures décisionnelles allemandes durant le conflit relève de l'évidence, même si le système de commandement allemand ne représente pas le *summum* des pratiques démocratiques<sup>48</sup>.

Bien entendu, l'espérance en un monde meilleur s'exprime, phénomène récurrent lorsque l'humanité a connu le pire. Il est difficile aujourd'hui notamment de comprendre à quel point l'expérience soviétique a pu être porteuse de modernité au sortir des hécatombes de 14-18, alors que les pays occidentaux ignoraient les pratiques totalitaires du régime. Un millénarisme communiste se lève, tout comme l'« effet Stalingrad » allait le déclencher à nouveau aux lendemains de la capitulation du III<sup>e</sup> Reich.

Mais d'autres voix s'élèvent aussi pour affirmer la banalité du mal, pour paraphraser Hannah Arendt.

« La guerre n'a rien révélé, sinon que ce qui fait la valeur des individus et des peuples ne change pas et que l'histoire se répète. Les mêmes fautes amènent les mêmes catastrophes ; les mêmes vertus amènent les mêmes résurrections. Non, les combattants ne sont pas des hommes extraordinaires. Les idées des combattants sont de vieilles idées ; les vérités des combattants sont de vieilles vérités ; les sentiments des combattants sont de vieux sentiments<sup>49</sup>... »

Aujourd'hui, avec un siècle de décalage, d'autres réalités de la Grande Guerre s'expriment sur des registres variés.

Le tourisme mémoriel représente un enjeu scientifique, mais également économique dans l'ensemble des pays concernés par les combats. Il s'inscrit dans une approche de long terme. Dès 1917, des Français se rendent sur les anciens champs de bataille des régions libérées, souvent à la recherche de la tombe d'un proche, parfois par curiosité. Mais c'est surtout après la guerre qu'un véritable tourisme militaire se métamorphosant en tourisme de mémoire s'installe. La première édition des fameux « Guides Michelin des champs de bataille », à partir de 1917 jusqu'à 1922, est considérable puisque un million quatre cent mille exemplaires sont vendus<sup>50</sup>. Dans la Somme, les premiers visiteurs anglais arrivent en juillet 1919, avec la levée de la limitation de voyager<sup>51</sup>. En 1921, le *National Battlefields Memorial Committee* conclut que la Somme est devenue pour les Britanniques le symbole de la guerre en France. Aujourd'hui, d'une année sur l'autre, environ deux cent mille touristes de mémoire, dont cent mille étrangers, viennent voir les traces des paysages de guerre et la mémorialisation qui en est proposée.

Si l'on cherche à retrouver la guerre aujourd'hui, encore faut-il préciser les grandes lignes des mémoires de 1914-1918 que partage le

plus grand nombre. De quelle guerre les Français ont-ils envie d'entendre parler ?

Les œuvres de fiction cinématographiques expriment la *vulgate* d'une époque. Plusieurs fois diffusées sur les chaînes de télévision, *La Tranchée des espoirs*<sup>52</sup> en offre un bel exemple. Le scénario s'ouvre sur des enfants qui découvrent des dépouilles et des armes de soldats en 2002 dans le bois de La Ferté. Un *flash-back* projette le spectateur au cours de l'été 1918. Après un bombardement meurtrier, soldats français et allemands s'observent de leurs tranchées respectives. Malgré l'hostilité de l'officier français, les belligérants s'accordent une trêve et fraternisent. Nous sommes là dans les *topoi* que la société française d'aujourd'hui veut entendre. Peu importe l'invraisemblance des faits, le stéréotype l'emporte et la légende devient réalité.

Le paysage médiatique français a vu se multiplier les références à une culture néopacifiste qui préfère déconstruire la Grande Guerre en la centrant sur des phénomènes minoritaires plutôt que de l'appréhender dans sa globalité. De *Joyeux Noël* à *Un long dimanche de fiançailles*, la lecture « victime/lutte de classe » l'emporte dans le grand public, tandis que la lecture « culturelle » s'est imposée rapidement dans la mémoire officielle à travers les programmes scolaires. La Grande Guerre marque-t-elle aujourd'hui la mémoire militante à propos du débat sur la réhabilitation des fusillés et des mutins ? Perdure-t-elle dans les débats sur la « brutalisation » des sociétés européennes, qui auraient été à jamais marquées par les violences de guerre ? À l'évidence, ces deux mémoires rivales confirment que, malgré les procédures de simplification chères aux processus mémoriels, le souvenir de la Grande Guerre ne peut être unanime. Au même titre que la Révolution française, elle forme un bloc par son entité chronologique mais reste plurielle dès que l'approche se fait plus détaillée.



La Grande Guerre, pourtant, reste bien présente aujourd'hui encore.

Les paysages frappés par la guerre conservent une incontestable actualité. 1914-1918 a visuellement modifié ou détruit des paysages ciselés par l'homme au long des siècles. En quatre ans, tant en milieu rural qu'en milieu urbain, la puissance industrielle accumulée durant un siècle et demi par les Etats les plus riches du monde a refaçonné une ligne de front de sept cent trente kilomètres de long sur une dizaine de kilomètres de profondeur correspondant au front occidental. Dans les endroits où l'artillerie s'est déchaînée (Verdun, Somme, Champagne), plus d'un obus de gros calibre au mètre carré ont littéralement décomposé les sols et recomposé des paysages lunaires, comme l'a montré Jean-Paul Amat<sup>53</sup>. Dès le 15 octobre 1919, Frédéric Robida, chargé de mission pour le classement des champs de bataille vosgiens, écrit au sujet de la Tête des Faux :

« S'il avait été possible de conserver les organisations défensives dans leur état du 11.11.18, les positions allemandes de la Tête des Faux auraient constitué un document unique. Les Allemands avaient en effet réuni sur ce piton de 1 219 mètres d'altitude, tout ce que l'art du pionnier pouvait imaginer<sup>54</sup>. »

Aujourd'hui, les marques de la guerre sont encore perceptibles, même si elles sont atténuées par rapport aux destructions de l'époque, la nature suturant les cicatrices les plus profondes.

C'est le département de la Meuse qui connaît les atteintes les plus rudes : soixante chefs-lieux communaux sur cinq cent quatre-vingt-six sont entièrement rasés et plus de deux cents atteints à des degrés divers. L'homme a donc reconstruit des paysages issus de la guerre selon des modalités diverses : récupération agricole souvent, sacralisations mémorielles parfois, tantôt les deux à la fois. Les villages reconstruits ne présentent pas forcément le même visage que celui qu'ils offraient avant la Grande Guerre. Certains même ont

changé de place : c'est le cas de Montfaucon, reconstruit au pied de la butte où l'armée américaine avait livré combat en 1918.

En Argonne, en Champagne et sur le site de Verdun, les paysages restent encore marqués par la guerre sous deux formes essentielles : présence d'une topographie bosselée alliant « fossés linéaires, ondulés ou crantés des anciennes tranchées » et « dépressions circulaires des impacts d'obus »<sup>55</sup>. La surface du sol est « artificialisée ». Le sol d'avant-guerre n'est pratiquement plus visible tant les obus ont fait remonter en surface les couches profondes.

A Verdun, sur les neuf mille six cents hectares du périmètre actuel, seuls trois mille étaient boisés dans les années qui précèdent la guerre<sup>56</sup>. La forêt a donc recouvert massivement les lieux de combats sous la houlette des Eaux-et-Forêts puis de l'ONF. Cette reforestation n'est pas sans poser quelques problèmes mémoriels. Bien des visiteurs du champ de bataille pensent que les arbres recouvriraient, comme aujourd'hui, la totalité du site, ce qui est loin d'être le cas en février 1916.

Il en est des paysages comme des hommes, ils meurent et se transforment. La guerre a tué un certain nombre de paysages ruraux tels qu'ils existaient en 1914. Elle a créé ses propres formes dans les secteurs du front les plus touchés. Elle a affouillé les sols, fait apparaître les sous-sols, aplani les reliefs, laissé des traces visuellement identifiables un siècle après. Certains paysages de la guerre ont été sacralisés au travers des cimetières comme dans le Nord-Pas-de-Calais ou la Somme, ou *via* de nombreux monuments commémoratifs comme dans le secteur de Verdun. Une démarche s'impose : il s'agit avant tout de faire le lien entre le mort et le vivant.

Une autre dimension montre la terrible actualité de la Grande Guerre. A l'automne 2011, une alerte à la pollution a été déclenchée dans cinq cent cinquante communes autour de la ville de Douai en

raison du perchlorate issu des obus de la Grande Guerre présents en grand nombre dans le sol de cette région. Le risque s'aggrave d'année en année car, au bout d'un siècle, les obus deviennent de plus en plus poreux du fait de la corrosion qui les attaque. Cadmium, fulminate de mercure, chlorobenzène, nitroammoniac, cyanure... menacent la santé des vivants. L'Etat n'envisage pas pour l'heure de reconnaître le risque, sous peine d'ouvrir la boîte de Pandore des réparations à financer. Par le biais de cette question environnementale, la Grande Guerre s'invite singulièrement dans la vie quotidienne des régions où se sont déroulés les combats. C'est bien aussi dans cette dimension concrète que la Grande Guerre marque notre temps présent.

A tous ces titres, elle appartient pleinement au XXI<sup>e</sup> siècle.

# Notes

## Pourquoi la guerre ?

1. Jean-Jacques Becker et Gerd Krumeich, *La Grande Guerre, une histoire franco-allemande*, Paris, Tallandier, 2008, p. 15. Désormais, le lieu de publication ne sera indiqué que s'il est différent de Paris.

2. Sur les raisons du déclenchement de la Grande Guerre, on se reportera désormais à l'ouvrage de Christopher Clark, *The Sleepwalkers. How Europe went to war in 1914*, Harper, 2013, traduction française, *Les Somnambules*, Flammarion, 2013, ainsi qu'à Jean-Yves Le Naour, 1914, *La Grande Illusion*, Perrin, 2012.

3. Cité par Jacques Droz dans son ouvrage aujourd'hui encore important, *Les Causes de la Première Guerre mondiale. Essai d'historiographie*, dans lequel il rappelle le détail des attitudes des historiens allemands et les vifs débats suscités dans ce pays en ce qui concerne les causes de la Grande Guerre, Seuil, 1973, p. 11.

4. Jacques Droz, *op. cit.*, p. 13.

5. Notamment dans son ouvrage, *Poincaré a-t-il voulu la guerre ?*, préface d'Henri Barbusse, Editions Clarté, 1920. On sait que Gouttenoire de Toury fut aussi le défenseur des mutins de 1917.

6. Parmi lesquels figure Pierre Renouvin.

7. Notamment Gerhard Ritter (1888-1967), historien impliqué dans l'attentat contre Hitler du 20 juillet 1944.

8. Cité par Jacques Droz, *op. cit.*, p. 55.

9. Etudiant aux universités de Berlin et d'Erlangen en théologie, histoire et philosophie, il adhère au parti nazi en 1939 et le quitte en 1942. Il sert dans la Wehrmacht et connaît la

captivité de guerre de 1945 à 1947. Professeur à l'université de Hambourg de 1961 à 1978.

10. Ouvrage paru en français sous le titre, *Les Buts de guerre de l'Allemagne impériale (1914-1918)*, traduction de Geneviève Migeon et Henri Thiès, préface de Jacques Droz, Editions de Trévise, 1970.

11. Pas seulement au sens intellectuel du terme puisque le bureau de l'éditeur de Fritsch Fischer à Hambourg fut plastiqué.

12. Jean-Baptiste Duroselle, *La Grande Guerre des Français, 1914-1918*, Perrin, 1994.

13. Jean-Jacques Becker, *Comment les Français sont entrés dans la guerre*, Presses de Sciences-Po, 1977.

14. Stéphane Audoin-Rouzeau et Annette Becker, « Violence et consentement : la "culture de guerre" du premier conflit mondial », dans Jean-Pierre Rioux et Jean-François Sirinelli (dir.), *Pour une histoire culturelle*, Seuil, 1997, et, des mêmes, *La Grande Guerre*, Gallimard, 1998.

15. Benjamin Ziemann, Bernd Ulrich et Jakob Vogel, *Untertan in Uniform. Militär und Militarismus im Kaiserreich 1871-1914*, Francfort, Fischer-Taschenbuch Verlag, 2001.

16. William Mulligan, *The Origins of the First World War*, Cambridge, Cambridge University Press, 2010.

17. Lawrence Sondhaus, *World War One. The Global Revolution*, Cambridge, Cambridge University Press, 2011.

18. Sur les dimensions chronologiques de la guerre, voir Rémy Porte, *Chronologie commentée de la Première Guerre mondiale*, Perrin, 2011.

19. Voir, par exemple, Ivan de Schaeck, *Six mois en Mandchourie avec le grand-duc Boris de Russie*, Plon-Nourrit, 1906, ou, mieux, Georges Guionic, lieutenant-colonel breveté, *Réflexions sur la guerre de Mandchourie*, Charles Lavauzelle, 1906. On y lit notamment, à propos de l'immobilisation sous le feu de l'adversaire : « Cette immobilisation sous le feu, résultat immédiat de la difficulté pour les deux partis d'acquérir la supériorité du feu, a engagé naturellement les combattants à faire un fréquent usage des attaques de nuit » (p. 13). Ou encore, à propos des mitrailleuses : « L'adjonction de mitrailleuses aux corps d'infanterie est devenue une nécessité de premier ordre qui s'impose avec d'autant plus de force que le tempérament de la troupe intéressée est plus nerveux et plus impressionnable » (p. 15). Voir aussi, Olivier Cosson, *Préparer la Grande Guerre. L'armée française et la guerre russo-japonaise 1899-1914*, Les Indes savantes, 2013.

[20.](#) Voir Dominique Lejeune, *Les Causes de la Première Guerre mondiale*, Armand Colin, 1992, p. 7-30.

[21.](#) Qui stipule que la flotte de guerre britannique soit deux fois plus puissante, en termes de tonnages à la mer, que les deux flottes nationales qui la suivent. Or, depuis 1896, Guillaume II a décrété que « l'avenir de l'Allemagne est sur les mers » et a lancé un vaste programme de constructions navales placé sous la houlette de l'amiral von Tirpitz.

[22.](#) Voir Maurice Vaïsse, *L'Entente cordiale de Fachoda à la Grande Guerre, dans les archives du Quai d'Orsay*, Bruxelles, Editions Complexe, 2004.

[23.](#) Pour l'historien Jules Isaac, « il n'y a pas de doute : l'année 1905 marque un changement de destin : l'acheminement de la guerre part de là », dans *Les Problèmes des origines de la guerre*, Rieder, 1933, p. 32, cité par Jean-Jacques Becker et Gerd Krumeich, *op. cit.*, p. 33.

[24.](#) Les dimensions militaires des accords franco-russes sont alors ignorées des opinions publiques.

[25.](#) En amont de ces lois, voir Jean-François Chanut, *Vers l'armée nouvelle : République conservatrice et réforme militaire, 1871-1879*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, 2006.

[26.](#) William J. Philpott, *Anglo-French Relations and Strategy on the Western Front, 1914-1918*, Londres, MacMillan, 1996.

[27.](#) Le commandant Victor Huguet, puis le colonel de La Panouse.

[28.](#) SHD-T 7 N 1228/1. « L'armée anglaise pendant l'année 1912 », rapport du 5 mars 1913.

[29.](#) William Philpott, « Plus qu'un simple soldat. La France et la perspective d'un soutien militaire britannique avant 1914 », *Revue historique des armées* (désormais *RHA*), n° 264/2011, p. 32-40.

[30.](#) Toutes les conquêtes coloniales ont largement utilisé des soldats autochtones, l'armée française comme les armées russe, britannique, portugaise, ou néerlandaise recrutant massivement sur place des troupes supplétives. Sur cette dimension importante, voir l'ouvrage de Jacques Frémeaux, *De quoi fut fait l'empire. Les guerres coloniales au XIX<sup>e</sup> siècle*, CNRS Editions, 2010.

[31.](#) Voir Samuel Mbajum, *Les Combattants africains dits « tirailleurs sénégalais » au secours de la France, 1857-1945*, Riveneuve Editions, 2013.

[32.](#) Sean Mac Meekin, *The Russian Origins of the First World War*, Cambridge (Mass.), Harvard University Press, 2011.

[33.](#) Klaus Wilsberg, *Terrible ami-aimable ennemi. Kooperation und Konflikt in den deutsch-französischen Beziehungen, 1911-1914*, Bonn, Bouvier, 1998.

[34.](#) Mario Isnenghi et Giorgio Rochat, *La Grande Guerra, 1914-1918*, Milan, Sansoni, 2004, p. 3.

[35.](#) John Keegan, *La Première Guerre mondiale*, Perrin, 2003 (édition originale, Londres, Random House, 1998), p. 30.

[36.](#) Visant à accorder aux Irlandais une autonomie relative mais non l'indépendance.

[37.](#) Voir Robert Burac, *Charles Péguy, la révolution et la grâce*, Robert Laffont, 1994, et Frédérique Neau-Dufour, *Ernest Psichari, l'ordre et l'errance*, Éditions du Cerf, 2001.

[38.](#) Michaël Jeismann, *La Patrie de l'ennemi. La notion d'ennemi national et la représentation de la nation en Allemagne et en France de 1792 à 1918*, CNRS Éditions, 1997.

[39.](#) Maurice Barrès, *Colette Baudoche. Histoire d'une jeune fille de Metz*, 1909, réédition, Metz, Éditions des Paraiges, 2012, p. 66.

[40.](#) Michael Sutton, « Le maurrassisme face aux philosophies bergsonienne et blondélienne », dans Olivier Dard, Michel Leymarie et Neil Mac William (dir.), *Le Maurrassisme et la Culture. L'action française, Culture, société, politique (III)*, Lille, Presses universitaires du Septentrion, 2010, p. 89.

[41.](#) Jean-Jacques Becker, *L'Europe dans la Grande Guerre*, Belin, 1996, p. 41.

[42.](#) Voir Christophe Charle, *La Crise des sociétés impériales, Allemagne, France, Grande-Bretagne (1900-1940). Essai d'histoire sociale comparée*, et notamment, *La Dynamique infernale des imaginaires nationaux*, Seuil, 2001, p. 250-274.

[43.](#) En France, pas moins de quatre quotidiens tirent à environ un million d'exemplaires. Si l'on admet un coefficient multiplicateur de trois (un journal acheté une fois est lu par environ trois personnes), environ 10 % de la population totale de la France accède quotidiennement à la presse d'information générale. Voir Dominique Kalifa, Philippe Régnier, Marie-Eve Thérenty et Alain Vaillant (dir.), *La Civilisation du journal, histoire culturelle et littéraire de la presse française au XIX<sup>e</sup> siècle*, Nouveau Monde Éditions, 2011.

[44.](#) Cité par Michel Winock, « L'échec des pacifistes », dans *L'Histoire*, octobre 2003, p. 21.

[45.](#) Le document est en fait rédigé en 1908.

[46.](#) Voir Jean-Paul Bled, *François-Ferdinand d'Autriche*, Tallandier, 2012.

[47.](#) Spécialiste des finances mais non des questions militaires.

[48.](#) Jean Jaurès est l'auteur notamment de *La Guerre franco-allemande 1870-1871* (1907), et, surtout, de *L'Armée nouvelle*, ouvrage paru en 1910. Voir Jean-François Chanet (dir.), *Lire l'Armée nouvelle au présent*, *Cahiers Jaurès*, n° 207-208, janvier-juin 2013.

[49.](#) Les Anglais suggèrent que les Austro-Hongrois occupent Belgrade à titre de gage pendant que les négociations sur le différend serbo-autrichien se poursuivent.

[50.](#) Jean-Baptiste Duroselle, *La Grande Guerre...*, *op. cit.*, p. 19.

[51.](#) La correspondance dite « Willy-Nicky » a été ultérieurement publiée.

[52.](#) John Keegan, *op. cit.*, p. 42.

[53.](#) Surnom donné au haut commandement russe.

[54.](#) Jean-Baptiste Duroselle, *La Grande Guerre...*, *op. cit.*, page de garde.

[55.](#) Jean-Yves Le Naour (dir.), *Dictionnaire de la Grande Guerre*, Larousse, 2008, p. 34.

[56.](#) Raymond Aron, *Paix et guerre entre les nations*, Calmann-Lévy, 1962.

[57.](#) Une mise au point complète du plan Schlieffen, dans ses différentes variantes et sa réalisation, est due à Pierre-Yves Hénin, *Le Plan Schlieffen. Un mois de guerre, deux siècles de controverses*, Economica, 2012.

[58.](#) Terence Zuber, *Inventing the Schlieffen Plan. German War Planning, 1871-1914*, Oxford-New York, Oxford University Press, 2002.

[59.](#) BA. MA PH 3/659, *Übersicht über operationen der Grossen Generalstabreise*, 1904, cité par Christophe Bechet, *Traverser la Belgique ? De l'indépendance au plan Schlieffen (1839-1905)*, thèse sous la direction de Catherine Lanneau et Francis Balace, université de Liège, 2012, p. 1114.



[60.](#) BA. DA PH3/529, *Denkschriften über die Kriegsrustungen Deutschlands, Österreich-Ungarns und der feindlichen Staaten*, 1912-1914, cité par Christophe Bechet, *op. cit.*, p. 1172.

[61.](#) Voir Terence Zuber, *The Real German War Plan 1904-1914*, Stroud, The History Press, 2011.

[62.](#) Annika Mombauer, *Helmuth von Moltke and the Origins of the First World War*, Cambridge, Cambridge University Press, 2001, p. 96-97.

[63.](#) Sur l'instruction des réserves.

[64.](#) Cité par Alain Bernède, général (2s), « 1914, les armées de la République entrent en guerre », dans *14-18 La Grande Guerre*, n° 2, mars 2005, p. 33.

[65.](#) Voir Marie-Thérèse Bitsch, *La Belgique entre la France et l'Allemagne*, Presses de la Sorbonne, 1994.

[66.](#) Le plan XVII est en fait dû aux généraux de Castelnau et Berthelot.

[67.](#) Voir Hew Strachan, « The British Army, its General Staff, and the Continental Commitment, 1904-1914 », dans Brian Holden Reid (dir.), *The British General Staff : Reform and Innovation, 1890-1939*, Londres, Frank Cass, 2002, p. 75-94.

[68.](#) A titre de comparaison, il faut dix jours aux Allemands et quinze jours aux Autrichiens.

[69.](#) Bureau qui a en charge la préparation des opérations.

[70.](#) Cité par Alain Bernède, art. cité, p. 18.

[71.](#) Certes, le général Loyseau de Grandmaison, mort le 17 mars 1915 à Soissons des suites de blessures reçues au front, n'est plus en odeur de sainteté en 1940. Il est dommage que Maurice Gamelin n'ait pas appliqué cette gestion des réserves en mai 1940.

[72.](#) Alain Bernède, art. cité, p. 19.

[73.](#) *Ibid.*

[74.](#) P. 24, cité par Rémy Porte, « Règlements d'emploi et grandes manœuvres chez les futurs belligérants de la Grande Guerre, vus par la Revue militaire des Armées étrangères (1911-1914) », dans François Cochet (dir.), *Former les soldats au feu*, vol. 1, Riveneuve Editions, coll. « Expérience combattante XIX<sup>e</sup>-XXI<sup>e</sup> siècle », 2011, p. 97.

[75.](#) « L'instruction allemande sur la guerre de siège », mars 1911, p. 197, cité par Rémy Porte, *ibid.*, p. 98.

[76.](#) John Keegan, *op. cit.*, p. 31-32.

[77.](#) *JORF*, séance du 28 novembre 1913, p. 3645.

[78.](#) *JORF*, débats du 16 juin 1913, p. 1946.

[79.](#) *JORF*, séance du 6 mars 1913, p. 816.

[80.](#) Jean-Jacques Becker, *Les Sociétés européennes et la guerre*, Nanterre, Edition Paris X, 1990, p. 37.

[81.](#) Romain Ducoulombier, *Camarades ! La naissance du parti communiste en France*, préface de Marc Lazar, Perrin, 2010, p. 43.

[82.](#) Voir André Loez, *La Grande Guerre*, La Découverte, 2010, p. 12.

[83.](#) Wolfgang Kruse, « Die Kriegsbegeisterung im Deutschen Reich 1914. Entstehungszusammenhänge, Grenzen und ideologische Strukturen », dans Michael Van der Linden (dir.), *Kriegsbegeisterung und mentale Kriegsvorbereitung. Interdisziplinäre Studien*, Berlin, Duncker und Humblot, 1991, p. 73-88.

[84.](#) Sur ces dimensions, voir François Cochet, *Survivre au front, 1914-1918. Les poilus entre contrainte et consentement*, Saint-Cloud, Soteca/14-18 Editions, 2005, et notamment le chapitre II, « L'apprentissage du consentement, l'intériorisation de la contrainte », p. 41-56.

## L'été le plus meurtrier

[1.](#) Voir Laure Bardiès et Martin Motte (dir.), *De la guerre ? Clausewitz et la pensée stratégique contemporaine*, Fondation Saint Cyr/Economica, 2008.

[2.](#) Cité par Jean-Noël Grandhomme, *Berthelot, du culte de l'offensive à la stratégie globale*, Ivry-sur-Seine, ECPAD, 2011, p. 252.

[3.](#) Christophe Bechet, *op. cit.*, p. 32.

[4.](#) Pour des précisions sur des lieux de combat ou des débats historiographiques ainsi que pour des éclairages sur quelques personnalités civiles et militaires, nous nous permettons de renvoyer le lecteur à François Cochet et Rémy Porte (dir.), *Dictionnaire de la Grande Guerre, 1914-1918*, Robert Laffont, coll. « Bouquins », 2008.

5. Joseph Joffre, *Mémoires*, Plon, 1932, p. 230-231.
6. *Ibid.*, p. 952.
7. Voir, sur ces deux batailles, Jacques Didier, *Echec à Morhange. Août 1914. La bataille de Lorraine*, Ysec, 2003, et *Des moissons tachées de sang*, Metz, Editions Serpenoise, 2010.
8. Cité par Jacques Didier, *Des moissons tachées de sang*, *op. cit.*, p. 126.
9. Cité par Jacques Didier, *Echec à Morhange*, *op. cit.*, p. 222.
10. Lawrence Sondhaus, *op. cit.* Voir notamment le chapitre « The German invasion of France », p. 68 *sq.*
11. Voir Damien Baldin et Emmanuel Saint-Fuscien, *Charleroi, 21-23 août 1914*, Tallandier, 2012.
12. Stéphane Tison, « L'ensauvagement des combats sur le front occidental en 1914 », dans François Cochet (dir.), *Les Batailles de la Marne. De l'Ourcq à Verdun (1914 et 1918)*, Saint-Cloud, Soteca/14-18 Editions, 2004, p. 52.
13. Cité par Eric Labayle, « La bataille de Guise, 29 août 1914 », dans *14-18 La Grande Guerre*, n° 56, février-avril 2012, p. 16.
14. Denis Rolland, *Nivelle, l'inconnu du Chemin des Dames*, Imago, 2012, p. 49.
15. Sur la mission de Hentsch, voir Hans Plote, « Considérations sur la mission Hentsch », dans François Cochet (dir.), *Les Batailles de la Marne. De l'Ourcq à Verdun, 1914 et 1918*, *op. cit.*, p. 89-145.
16. Yves Buffetaut, « La bataille d'Ypres », dans *14-18 La Grande Guerre*, n° 20, 2004, p. 19.
17. Supplétifs de la force indigène locale.
18. Sur tous les aspects de la guerre en Afrique, voir l'ouvrage de Rémy Porte, *La Conquête des colonies allemandes. Naissance et mort d'un rêve impérial*, préface de Jacques Frémeaux, Saint-Cloud, Soteca/14-18 Editions, 2006.
19. Jean-Noël Grandhomme, *op. cit.*, p. 219.
20. Philippe Masson, *Histoire de l'armée française*, Perrin, 1999, p. 22.

[21.](#) Service historique de la Défense (désormais SHD), *Souvenirs de guerre du 18<sup>e</sup> R.I.*, fonds privé T81, cité par André Bach, *Fusillés pour l'exemple, 1914-1915*, Tallandier, 2003, p. 330.

[22.](#) Eckart Birnstiel et Rémy Cazals (éd.), *Ennemis fraternels, 1914-1915*, Toulouse, Presses universitaires du Mirail, 2002, p. 73.

[23.](#) *Petit Memento du soldat chrétien*, Evêché de Dijon, avec une préface de Mgr J.-L. Monestès, évêque de Dijon, le 26 octobre 1914, p. 12.

[24.](#) *Ibid.*, p. 5.

[25.](#) J'ai proposé cette expression pour décrire le système emboîté de positions successives dont chacune d'entre elles est composée de plusieurs lignes de tranchées, reliées par des boyaux de communication. Voir François Cochet, *Survivre au front*, *op. cit.*

[26.](#) Lieutenant-colonel Larcher, *Le 1<sup>er</sup> corps à Dinant, Charleroi, Guise (août 1914)*, Berger-Levrault, 1932, p. 53.

[27.](#) Maréchal Fayolle, *Cahiers secrets de la Grande Guerre*, Plon, 1964, p. 24-25.

[28.](#) *Armées françaises dans la Grande Guerre* (désormais AFGG), première partie, annexe, n° 864, citée par Michel Goya, *La Chair et l'Acier. L'armée française et l'invention de la guerre moderne (1914-1918)*, Tallandier, 2004, p. 187.

[29.](#) Jacques Didier, *10 et 11 août 1914. Lagarde, l'une des premières batailles de la Grande Guerre*, Louviers, Ysec, 2006, p. 108.

[30.](#) Robert Porchon, *Carnet de route*, suivi de *Lettres de Maurice Genevoix et autres documents*, édition établie et annotée par Thierry Joie, précédée de « Un de ceux de 14 » par Michel Bernard, La Table Ronde, 2008, p. 99.

[31.](#) *Relation officielle de la guerre mondiale, 1914-1918*, Berlin, Editions Mittler et fils, 1929, par le service historique du Reich, traduction assurée par les professeurs du cours d'allemand de l'Ecole supérieure de guerre française, 1933, tome V, *Campagne d'automne 1914*, p. 155.

[32.](#) Général Auguste Dubail, *Quatre années de commandement*, Fournier, 1920, p. 250.

[33.](#) Morts et disparus, hors blessés et prisonniers. Voir Rémy Porte, *Les Secrets de la Grande Guerre*, Librairie Vuibert, 2012, p. 37.

[34.](#) François Cochet, *Survivre au front*, *op. cit.*

- [35.](#) Robert Porchon, *op. cit.*, p. 69.
- [36.](#) Evelyne Desbois, « Une mort propre », dans *14-18 La Grande Guerre*, n° 17, p. 35.
- [37.](#) André Bach, *Fusillés...*, *op. cit.*, p. 305.
- [38.](#) Maurice Genevoix, *Ceux de 14* (première édition *Sous Verdun*, 1916), rééd. Flammarion-Points, 1984, p. 404. Voir la réédition présentée par Michel Bernard avec un dossier sur les personnages de *Ceux de 14*, présenté par Florent Deludet, Flammarion, 2013.
- [39.](#) Cité par Evelyne Desbois, « Lettres inédites d'André Rendu », dans *14-18 La Grande Guerre*, n° 1, p. 26.
- [40.](#) *Relation officielle*, *op. cit.*, p. 169.
- [41.](#) André Bach, *op. cit.*, p. 244.
- [42.](#) *Ibid.*, p. 276.
- [43.](#) *Ibid.*, p. 357.
- [44.](#) Louis Panel, *Forcer au besoin leur obéissance ? La gendarmerie nationale et la Grande Guerre des Français, 1914-1918*, thèse de doctorat d'histoire, sous la direction de Jean-Noël Luc, université de Paris-Sorbonne, 3 mai 2010, p. 76. Voir la version publiée de cette thèse : *La Grande Guerre des gendarmes. Forcer au besoin, leur obéissance ?*, Ministère de la Défense/DMPA, Nouveau Monde Edition, 2013.
- [45.](#) André Bach, *op. cit.*, p. 539.
- [46.](#) Jacques Didier, *Des moissons tachées de sang*, *op. cit.*, p. 48.
- [47.](#) Cité par Maurice Mistre, *La Légende noire du 15<sup>e</sup> corps. L'honneur volé des Provençaux par le feu et l'insulte*, postface de Jean-Marie Guillon, Forcalquier, C'est-à-dire Editions, 2009, p. 62. Voir également Olivier Gaget, *Un officier du 15<sup>e</sup> corps. Carnets de route et lettres de guerre de Marcel Rostin, 1914-1916*, postface de Jean-Marie Guillon, Forcalquier, C'est-à-dire Editions, 2008.
- [48.](#) Voir Jean-Yves Le Naour, *Désunion nationale. La légende noire des soldats du Midi*, Editions Vendémiaire, 2011.
- [49.](#) John Horne et Alan Kramer, *1914, Les atrocités allemandes*, Tallandier, 2005, p. 35.
- [50.](#) Elle ne doit pas être défendue et ne saurait donc être prise comme objectif militaire.

- [51.](#) John Horne et Alan Kramer, *op. cit.*, p. 60.
- [52.](#) Archives de l'Evêché de Namur, fonds Schmitz Nieuwland, S 117, cité par Audrey Dupuis, *Les Atrocités allemandes dans le Luxembourg belge à travers l'exemple d'Etthe*, mémoire de maîtrise de l'université de Metz, 2004.
- [53.](#) Georges Gromaire, *L'Occupation allemande en France. 1914-1918. Collection de mémoires, études et documents pour servir à l'histoire de la guerre mondiale*, Payot, 1925, p. 14.
- [54.](#) Stéphane Audoin-Rouzeau et Annette Becker, *La Grande Guerre...*, *op. cit.*, p. 70-71.
- [55.](#) Voir François Cochet, *Rémois en guerre, 1914-1918, l'héroïsation au quotidien*, Nancy, Presses universitaires de Nancy, 1993. Voir également Yann Harlaut, *La Cathédrale de Reims du 4 septembre 1914 au 10 juillet 1938. Idéologies, controverses et pragmatisme*, thèse de doctorat de l'université de Reims, sous la direction de Marie-Claude Genet-Delacroix, 2004.
- [56.](#) John Horne, « Corps, lieux, nation. La France et l'invasion de 1914 », dans *Annales, Histoire, Sciences sociales*, 2000, p. 73-109.
- [57.](#) Colonel Pierre Guinard, Jean-Claude Devos et Jean Nicot, conservateurs au Service historique de l'armée. Etat-major de l'armée de terre. *Inventaire sommaire des archives de la guerre*. Série N 1872-1919, Troyes, Imprimerie La Renaissance, 1975, p. 67.
- [58.](#) Cité par Frédéric Guelton, *La Bataille de la Marne*, hors-série, n° 1, 14-18 *La Grande Guerre*, septembre 2004, p. 18
- [59.](#) SHD-DAT, 5 N 131, documents divers, n° 28.
- [60.](#) Voir François Cochet, « Les débuts de la Grande Guerre en France. "Dictature" imposée du militaire ou retrait du politique ? », dans *RHA*, « Les sièges de l'autorité militaire », n° 248, année 2007, p. 60-70.
- [61.](#) Général Joseph Gallieni (29 octobre 1915-16 mars 1916), général Pierre Roques (16 mars 1916-12 décembre 1916), général Louis Lyautey (12 décembre 1916-14 mars 1917), contre-amiral Lucien Lacaze (intérim du 15 mars 1917-18 mars 1917).
- [62.](#) Jean-Jacques Becker et Gerd Krumeich, *op. cit.*, p. 90-91.
- [63.](#) Maréchal Joseph Joffre, *op. cit.*, p. 151.
- [64.](#) Jean-Baptiste Duroselle, *La Grande Guerre...*, *op. cit.*, p. 104.

65. Sur ces dimensions, voir François Cochet, « La Défense réduite à l'armement ? Les paradoxes de la Grande Guerre », dans SHD, à paraître. Voir l'article fondateur de Pierre Renouvin, *Les Formes du gouvernement de guerre*. Paris et New Haven, PUF et Yale UP, publication de la Dotation Carnegie pour la paix, 1925.

66. Chiffres avancés par le maréchal Joffre, *Mémoires...*, *op. cit.*, tome 1, p. 425.

67. Lettre d'Alexandre Millerand au général Joffre, le 21 septembre 1914, *ibid.*, p. 429-430.

68. *Relation officielle*, *op. cit.*, p. 8.

69. Cité par Rémy Porte, *Chronologie...*, *op. cit.*, p. 48.

70. *Ibid.*, p. 57.

71. Albert Dauzat, *Le Journal de Barzac*, Attinger Frères, s.d. (sans doute 1916). Voir Albert Dauzat, *Légendes, prophéties et superstitions de la Grande Guerre*, préface et édition critique par François Cochet, Librairie Vuibert, 2012.

72. Eugène Turpin (1848-1927), chimiste français, avait mis au point à la fin des années 1880 un nouvel explosif exploitant les propriétés explosives de l'acide picrique. Il est baptisé « mélinite » en 1886 après les essais au fort de la Malmaison, qui montrent que les forts traditionnels non modernisés par une carapace de béton armé ne peuvent plus résister à cet explosif. La mélinite révolutionne donc l'art de la guerre. Les journaux font courir pendant la guerre le bruit que Turpin aurait inventé une nouvelle arme absolue, la « turpinite », poudre détruisant massivement les troupes allemandes.

73. Cité par Fabrice Pappola, *Le « bourrage de crâne » dans la Grande Guerre. Approche socio-culturelle des rapports des soldats français à l'information*, thèse de doctorat de l'université de Toulouse II-Le Mirail, sous la direction de Rémy Cazals, 2007, p. 203.

74. Cité par Jean-Jacques Becker et Gerd Krumeich, *op. cit.*, p. 91.

75. Voir Cyril Pearce, *Comrades in Conscience. The Story of an English Community's Opposition to the Great War*, Londres, Francis Boutle Publishers, 2001. Paul Ward, « Women of Britain say "Go !" : Women patriotism in the First World War », dans *Twentieth Century British History*, vol. 12, n° 1, 2001, p. 23-45.

## 1915 : la guerre s'invente dans les tranchées

1. C'est bien sûr ce qui se passe en mars 1918 après Brest-Litovsk et la défection des Russes.

2. Par sa lettre n° 4230 du 15 janvier 1915. Citée dans *Mémoires*, *op. cit.*, t. 2, p. 57.

3. Voir, sur les combats de Champagne de la fin de 1914 et de début de 1915, le chef de bataillon Philippe Guyot, « Les premières batailles de Champagne : Premier hiver de guerre », dans *14-18 La Grande Guerre*, n° 10, octobre-novembre 2002, p. 6-15.

4. Rapporté par Philippe Guyot, *op. cit.*, p. 13.

5. Maréchal Joffre, *op. cit.*, p. 61.

6. A la tête du Groupe provisoire de l'Est, qui préfigure le Groupe d'armées de l'Est, créé le 13 juin 1915.

7. « Instruction n° 1265 du 5 janvier 1915 pour monsieur le général Dubail », citée par le général (2s) Allain Bernède, « Aux Eparges : janvier-mars 1915 : à la conquête d'un promontoire », dans *14-18 La Grande Guerre*, n° 16, octobre-novembre 2003, p. 10.

8. Cité par Henri Ortholan (colonel), dans « Les grandes offensives de 1915, l'impossible percée », dans *14-18 La Grande Guerre*, n° 28, octobre-novembre 2005, p. 36.

9. Sur le talent de Joffre à manipuler les médias et les hommes politiques, voir André Bach, *Fusillés pour l'exemple*, *op. cit.*, et notamment le chapitre IX.

10. Cité par le colonel H. Herbillon, *Le Général Alfred Micheler*, Plon, 1934, p. 30.

11. Général M. Daille, *Histoire de la Guerre mondiale. Joffre et la guerre d'usure, 1915-1916*, Payot, 1936, p. 97.

12. Joffre, *op. cit.*, p. 65.

13. *Ibid.*, p. 68.

14. *Ibid.*, p. 68-69.

15. Les 1<sup>er</sup> et 17<sup>e</sup> CA et le corps de cavalerie.

16. Voir Henri Ortholan (colonel), « Les grandes offensives de septembre 1915... », in *op. cit.*, p. 70-77.

17. *Ibid.*, p. 73.



[18.](#) Voir Paddy Griffith, *Fortifications of the Western Front, 1914-1918*, Oxford, Osprey Publishing, 2004.

[19.](#) Chiffres du service de santé, cités par Frédéric Guelton, dans *L'Armée française en 1918*, Saint-Cloud, Soteca/14-18 Editions, 2008, p. 84.

[20.](#) Voir Hubert Heyriès, *Les Garibaldiens de 14. Splendeurs et misères des Chemises rouges en France de la Grande Guerre à la Seconde Guerre mondiale*, Nice, Serre Editeur, 2005.

[21.](#) Voir Nicola Labanca et Pier Luigi Scolè, « Les Alpini italiens dans la Grande Guerre », dans François Cochet (dir.), *Former les soldats au feu, op. cit.*, p. 349-362.

[22.](#) Voir la communication de Michaël Bourlet, « Les opérations militaires dans le département des Vosges », dans Isabelle Chave (dir.), avec Magali Delavenne, Jean-Claude Fombaron, Philippe Nivet et Yann Prouillet, *La Grande Guerre dans les Vosges : sources et état des lieux*, Conseil général des Vosges, 2009, p. 75-83.

[23.](#) Sur ces dimensions, voir Dusan T. Batakovic (dir.), *La Serbie et la France, une alliance atypique*, Académie serbe des sciences et des arts, Belgrade, 2010. Voir notamment Petar Opacic, « L'alliance militaire franco-serbe dans la Première Guerre mondiale », p. 315-335.

[24.](#) Lawrence Sondhaus, *op. cit.*, p. 135.

[25.](#) Voir Julie d'Andurain, *Le Général Gouraud, un colonial dans la Grande Guerre*, sous la dir. de Jacques Frémeaux, université de Paris IV-Sorbonne, 2009, 2 vol., 666 p. et 269 p.

[26.](#) Voir Robin Prior et Trevor Wilson, *The First World War*, Londres, Cassell, 1999, et l'édition française, *La Première Guerre mondiale*, Editions Autrement, 2001, préface de François Cochet, p. 54.

[27.](#) Cité par Jean-Etienne Valluy (dir.), *La Première Guerre mondiale*, Larousse, 1968, p. 172.

[28.](#) *Ibid.*, p. 161.

[29.](#) *AFGG*, t. 2, p. 367.

[30.](#) *Ibid.*, t. 2, Annexes, p. 45.

[31.](#) *Ibid.*, p. 368.

[32.](#) Voir son rôle dans l'affaire des fiches révélée en 1904, mais aussi dans la défense de Lille en 1914 et dans ses attitudes de plus en plus pacifistes après la Grande Guerre.

[33.](#) Lieutenant-colonel Samuel Bourguet, *L'Aube sanglante. De la Boisselle (octobre 1914) à Tahure (septembre 1915)*, préface du général Percin, Librairie militaire Berger-Levrault, Paris-Nancy, 1917, p. 93-94.

[34.](#) Cote altimétrique de la tranchée.

[35.](#) *AFGG*, t. 2, Annexes, p. 810.

[36.](#) *JMO* du 55<sup>e</sup> RI pendant la Grande Guerre, Lavauzelle, 1920, 44 p.

[37.](#) Voir *Cours d'artillerie de tranchée*, du capitaine R. Bourchon, Bourges, 1917.

[38.](#) Cité par Henri Ortholan, « La technique de la guerre des mines », dans *14-18 La Grande Guerre*, n° 19, avril-mai 2004, p. 9.

[39.](#) Général Palat (Pierre Lehautcourt), *La Grande Guerre sur le front occidental. Les offensives de 1915*, Berger-Levrault, 1922, p. 159.

[40.](#) *Ibid.*, p. 164.

[41.](#) Sur toutes les dimensions de la guerre des gaz, voir Olivier Lepick, *La Grande Guerre chimique*, PUF, 1998.

[42.](#) Martin Pegler, *The Military Sniper since 1914*, Oxford, 2001, Osprey Publishing, p. 15.

[43.](#) Voir le témoignage important désormais de Gaston Mourlot, *Un ouvrier-artisan en guerre, 1914-1919*, présenté par Jean-François Jagielski, Alexandre Lafon et Marie Llosa, postface de Rémy Cazals, Moyenmoutier, Edhisto éditions, 2012. Voir aussi Stéphane Audoin-Rouzeau, *14-18, les combattants des tranchées*, Armand Colin, 1986, et Rémy Cazals et André Loez, *Vivre et mourir dans les tranchées*, Tallandier, 2008 et 2012.

[44.](#) Maurice Genevoix, *Ceux de 14, Les Eparges*, rééd. Flammarion, 1984, p. 585 et 589.

[45.](#) Bernard Piccoli, *Les Tranchées de Louis Pergaud*, coll. « Connaissance de la Meuse », préface de François Cochet, Verdun, 14-18 Meuse, 2006, p. 281.

[46.](#) *Les Carnets de guerre d'Arnaud Pomiro, des Dardanelles au Chemin des Dames*, présentés par Fabrice Pappola, préface de Rémy Cazals, Toulouse, Editions Privat, 2006, p. 157-158.

- [47.](#) Voir Jacques Frémeaux, *Les Colonies dans la Grande Guerre. Combats et épreuves des peuples d'outre-mer*, Saint-Cloud, Soteca/14-18 Editions, 2006.
- [48.](#) Voir François Cochet, « L'Armée d'Orient, des expériences combattantes loin de Verdun », dans *Cahiers de la Méditerranée*, numéro *La Grande Guerre en Méditerranée*, Centre de la Méditerranée moderne et contemporaine, n° 81, décembre 2010, p. 91-103.
- [49.](#) Benito Mussolini, *Mon journal de guerre*, Flammarion, 1935, p. 24.
- [50.](#) Voir François Cochet, *Survivre au front...*, *op. cit.*
- [51.](#) Robert Porchon, *Carnet de route*, suivi de *Lettres de Maurice Genevoix et autres documents*, *op. cit.*, p. 144.
- [52.](#) *Le Soldat de Lagraulet. Lettres de Germain Cuzacq, écrites au front entre août 1914 et septembre 1916*, Toulouse, Eché Editeur, 1985, p. 79.
- [53.](#) Emmanuel Dumas, « Les vétérinaires morts pour la France pendant la Grande Guerre de 1914-1918 », dans *Bulletin de la société française d'histoire médicale et des sciences vétérinaires*, 2008/8, p. 123-143.
- [54.](#) Louis Maufrais, *J'étais médecin dans les tranchées, 2 août 1914-14 juillet 1919*, présenté par Martine Veillet, préface de Marc Ferro, Robert Laffont, 2008, p. 287.
- [55.](#) Louis Panel, *Forcer au besoin leur obéissance ? La gendarmerie nationale et la Grande Guerre des Français (1914-1918)*, thèse de doctorat d'histoire, Paris IV-Sorbonne, 2010, sous la dir. de Jean-Noël Luc, et sa version publiée, *La Grande Guerre des gendarmes. Forcer, au besoin, leur obéissance ?*, *op. cit.*
- [56.](#) Marc Delfaud, *Carnets de guerre d'un hussard noir de la République*, présentés par André Bach, général, préface d'Antoine Prost, Triel-sur-Seine, Editions Italiques, 2009, p. 113.
- [57.](#) Albert Marquand, *Et le temps, à nous, est compté. Lettres de guerre (1914-1919)*, présentation de Francis Barbe, postface du général André Bach, Forcalquier, C'est-à-dire Editions, 2011, p. 73.
- [58.](#) Jean-Julien Weber, *Sur les pentes du Golgotha. Un prêtre dans les tranchées*, texte établi par Jean-Noël Grandhomme, Strasbourg, La Nuée bleue, 2002, p. 137.
- [59.](#) Tony Ashworth, *Trench Warfare. The Live and Let Live System*, Londres, 1980, rééd. Penbooks, 2000.

[60.](#) *Ecrit du front, lettres de Maurice Pensuet, 1915-1917*, édition établie par Antoine Prost, Tallandier, 2010, p. 93 et 94.

[61.](#) Albert Marquand, *op. cit.*, p. 75.

[62.](#) Robert Porchon, sous-lieutenant, *op. cit.*, p. 127.

[63.](#) Alain Larcen et Jean-Jacques Ferrandis, *Les Services de santé aux armées pendant la Première Guerre mondiale*, Editions LBM, 2008.

[64.](#) Prosper Viguière, *Un chirurgien dans la Grande Guerre*, présentation de Rémy Cazals, Toulouse, Privat, 2007, p. 64.

[65.](#) *Journal de guerre de Georges Faleur*, édition critique établie par Laetitia Leick, Centre de recherche universitaire lorrain d'histoire (CRULH), Metz, 2007, p. 129.

[66.](#) Maurice Pensuet, *op. cit.*, p. 105.

[67.](#) J'ai employé ce terme pour désigner les comportements ou institutions qui aident les soldats à supporter leur sort dans les tranchées.

[68.](#) Emmanuelle Cronier, *L'Echappée belle : permissions et permissionnaires du front à Paris pendant la Première Guerre mondiale*, thèse de doctorat de l'université de Paris I-Panthéon-Sorbonne, sous la direction de Jean-Louis Robert, 2005.

[69.](#) Marc Delfaud, *op. cit.*, p. 208.

[70.](#) Voir Rémy Porte (dir.), *90<sup>e</sup> anniversaire de la Croix de Guerre*, SHD, 2006, préface de Jean-Jacques Becker. Voir notamment notre communication, « La perception de la Croix de Guerre par les "Poilus" », p. 27-38. Voir aussi Marie-Anne Paveau, « Citation à l'ordre et Croix de Guerre. Fonctions de sanctions positives dans la guerre de 1914-1918 », dans Rémy Cazals, Emmanuelle Picard et Denis Rolland (dir.), *La Grande Guerre, pratiques et expériences*, Toulouse, Privat, 2005, p. 247-268.

[71.](#) André Bach, *Fusillés...*, *op. cit.*, p. 520-521, et, du même auteur, *Justice militaire, 1915-1916*, Editions Vendémiaire, 2013.

[72.](#) Sur les dimensions des relations entre les combattants et leurs armes, voir François Cochet, *Armes en guerre. Symboles, mythes, réalités*, CNRS éditions, 2012.

[73.](#) Journal de propagande allemand, imprimé à Charleville en français, qui était très lu par les soldats quand ils pouvaient se le procurer, car il donnait la liste des prisonniers français.

[74.](#) Jean-Julien Weber, *op. cit.*, p. 139.

[75.](#) AFFG, t. 2, « La stabilisation du front. Les attaques locales. 14 novembre 1914, 1<sup>er</sup> mai 1915 ». Chef de bataillon Herlaut, capitaine de Greuser, capitaine Chatinières, capitaine Villate, p. 64.

[76.](#) AFFG, *ibid.*

[77.](#) Cours d'artillerie du capitaine Bouchon (1917), mis à jour en 1918 par le capitaine Demichel. SHD-DAT, sans cote, multigraphié.

[78.](#) Cité par Rémy Porte, *La Mobilisation industrielle...*, *op. cit.*, p. 70.

[79.](#) François Cochet, « 6-8 décembre 1915, Chantilly : la guerre change de rythme », dans *RHA, 1916, les grandes batailles et la fin de la guerre européenne*, 1<sup>er</sup> trimestre 2006, p. 17-25.

[80.](#) Joffre, *op. cit.*, p. 168.

## 1915-1916 : les sociétés dans la guerre

[1.](#) Forain, artiste satirique, mais aussi peintre renommé, est âgé de soixante-deux ans en 1914. Il s'engage cependant comme simple soldat à la section de camouflage, avant d'en devenir inspecteur général. Chaque semaine, du 5 décembre 1914 au 2 juillet 1919, il livre un dessin publié dans des journaux plutôt ancrés à droite comme *Oui* ou *Le Figaro*. Voir Cécile Coutin, « “Pourvu qu'ils tiennent... les Français !” La contribution de Forain, dessinateur de presse, au moral des Français pendant la Grande Guerre », dans *Guerres mondiales et conflits contemporains*, n° 173, janvier 1994, p. 53-76.

[2.](#) Voir Georges-Henri Soutou, *L'Or et le Sang : les buts de guerre économiques de la Première Guerre mondiale*, Fayard, 1990.

[3.](#) Pierre Renouvin, « Les buts de guerre du gouvernement français, 1914-1918 », dans *Revue historique*, janvier-mars 1966, n° 235, p. 1-38.

[4.](#) Jay M. Winter, *La Première Guerre mondiale, 1914-1918*, édition originale, Oxford, 1988, édition française, France Loisirs, 1992, p. 40.

[5.](#) Voir Gerd Krumeich et Jean-Jacques Becker, *op. cit.*, p. 113-115.

[6.](#) Ces deux citations sont extraites des *Carnets secrets d'Abel Ferry, 1914-1918*, Grasset, 1957, p. 84 et 93.

7. Selon Jean-Christophe Notin, les mémoires publiés de Raymond Poincaré ont été expurgés de la référence suivante indiquée au 4 décembre 1914 : « Gallieni a autour de lui toute une camarilla : Doumer, etc., et s'est affilié une trentaine de juifs, de journalistes, des hommes politiques de toutes opinions [...] il utilise sa popularité et il est maître de Paris », à partir de Bibliothèque nationale de France, NAF, 16028, cité dans *Foch*, Perrin, 2008, p. 157.

8. Jean-Christophe Notin, *op. cit.*, p. 202.

9. Abel Ferry : « Le ministre qui me succéda fut mauvais », comité secret du 17 juin 1916, *op. cit.*, p. 147.

10. Le premier a lieu du 4 au 9 juillet 1916.

11. Voir général Gustave Pedoya, *La Commission de l'armée pendant la Grande Guerre*, Flammarion, 1921.

12. Marc Olivier Baruch, « L'Etat et les sociétés en guerre en Europe, le cas français », dans *Histoire, économie et société*, vol. 23, n° 23-2, 2004, p. 235-246.

13. Fabienne Bock, *Un parlementarisme de guerre, 1914-1919*, Belin, 2002.

14. Maurice Bernard, élu Gauche radicale du Doubs, mobilisé comme sous-lieutenant, est promu lieutenant puis capitaine et reçoit la Croix de Guerre. Versé à sa demande dans l'aviation, il meurt dans un accident d'avion à Pau, le 10 octobre 1916.

15. SHD-DAT, 10 N 4, « Rapports et notes de parlementaires ».

16. Il siège chez les Républicains de gauche.

17. Selon Christophe Bellon, il est « modéré, proche des progressistes », dans « Méditerranée et politique dans l'entre-deux-guerres. Edouard Grinda, député des Alpes maritimes, 1919-1932 », *Congrès CIHAE*, 2006, site [www.parlement.org](http://www.parlement.org), p. 74.

18. SHD-DAT, 10 N 4.

19. Sénateur de la Gauche démocratique.

20. Député de la Gauche républicaine et démocratique, futur président de la chambre « bleu horizon ».

21. Pour le budget de la guerre.

22. Pour l'artillerie et les munitions.

[23](#). Pour les armes portatives. Député de la Fédération républicaine.

[24](#). Pour les poudres.

[25](#). Député de la Gauche radicale.

[26](#). Louis Loucheur, *Carnets secrets, 1908-1932*, Bruxelles, p. 31-32, cité par Jean-Baptiste Duroselle, *Clemenceau*, Fayard, 1988, p. 593.

[27](#). Humbert, après Saint-Maixent, devient officier d'ordonnance du général André. Se lançant dans le journalisme, il est élu député radical/union républicaine.

[28](#). Le *Journal*, dirigé par le sénateur Humbert, est acheté en juillet 1915 par Pierre Lenoir et Guillaume Destouches, Humbert en restant directeur. Les petites annonces auraient été utilisées par les services de renseignement allemands. En outre, Humbert a emprunté de l'argent à Bolo Pacha, ce qui justifie son arrestation le 13 novembre 1917.

[29](#). Voir Marc Olivier Baruch, *op. cit.*, p. 243.

[30](#). Voir Alain Hennebique, « Albert Thomas et le régime des usines de guerre, 1915-1917 », dans Patrick Fridenson (dir.), *L'Autre Front*, Editions ouvrières, 1977, p. 111-144.

[31](#). Abel Ferry, *op. cit.*, p. 147.

[32](#). Cité par Rémy Porte, *La Mobilisation industrielle...*, *op. cit.*, p. 110.

[33](#). Mais aussi, la Direction générale des fabrications des poudres et explosifs, l'Inspection des fabrications du service automobile, la Direction du matériel de guerre SHD-DAT, « Organisation du ministère de la Guerre », 6 N 52.

[34](#). SHD-DAT, Paris, le 31 décembre 1916, « Décret fixant les attributions du ministère de l'Armement et des Fabrications de guerre. Rapport au président de la République française », 10 N 1, « Organisation du ministère de l'Armement ».

[35](#). Marc Olivier Baruch, *op. cit.*, p. 244.

[36](#). Pierre Renouvin, *op. cit.*, p. 64.

[37](#). Chiffres de José Cubero, *La Grande Guerre et l'arrière (1914-1919)*, Pau, Cairn Editions, 2007, p. 59.

[38](#). Voir Clotilde Druelle-Korn, « Economie de guerre », dans François Cochet et Rémy Porte (dir.), *Dictionnaire de la Grande Guerre*, *op. cit.*, p. 377-379.

39. Voir François Roth, *L'Allemagne de 1815 à 1918*, Armand Colin, 2000, p. 172.
40. Sur ces dimensions, voir Bernard Lemonnier, *Un siècle d'histoire industrielle du Royaume-Uni, 1873-1973*, SEDES, 1997, p. 68-73.
41. Voir Philippe Chassaigne, « Le Royaume-Uni dans le cycle de la Grande Guerre », dans Dominique Barjot, Jean-Paul Bled, Philippe Chassaigne, Olivier Dard, Olivier Faron, Didier Musiedlak, Yves-Henri Nouailhat et Nicolas Werth, *Les Sociétés, la guerre et la paix, 1911-1946*, SEDES, coll. « Regards sur l'histoire », 2003, p. 34.
42. Voir Stéphane Audoin-Rouzeau et Annette Becker, *14-18, retrouver la guerre*, Gallimard, 2000.
43. Jean-Jacques Becker et Gerd Krumeich, *op. cit.*, p. 105.
44. Voir, sur ce plan, l'étude inédite de Paul Dietschy, dans le cadre de son habilitation à diriger les recherches, *Le « Grand Match ». Le sport français entre paix et guerre, 1914-1920*, IEP de Paris, novembre 2012.
45. Voir Jean-Paul Bled, « L'Allemagne et l'Europe centrale, 1911-1923 », dans Dominique Barjot *et al.*, *Les Sociétés, la Guerre, la Paix, 1911-1946*, *op. cit.*, p. 63.
46. Voir Roland Haidl, « La Première Guerre mondiale au miroir des lettres pastorales de l'épiscopat allemand », dans *14-18 aujourd'hui*, n° 2, Noesis, 1998, p. 39-51.
47. Gerd Krumeich, *op. cit.*, p. 108.
48. Voir Juliette Courmont, *L'Odeur de l'ennemi, 1914-1918*, préface d'Alain Corbin, Armand Colin, 2010.
49. Voir Christophe Prochasson et Anne Rasmussen, *Au nom de la patrie : les intellectuels et la Première Guerre mondiale*, La Découverte, 1996.
50. Cité par James M. Mac Pherson, *La Guerre de Sécession*, Robert Laffont, coll. « Bouquins », 1991, p. 589.
51. Henri Michel, *Une enfance provençale au temps de la Première Guerre mondiale. Vidauban dans la mémoire d'un historien*, présentation de Jean-Marie Guillon avec la collaboration d'Alain Droguet, Forcalquier, C'est-à-dire Editions, 2012, p. 95-96.
52. Voir « Culture de guerre », *Dictionnaire de la Grande Guerre*, *op. cit.*, p. 298.
53. Ronald W. Clark Einstein, *The Life and Times*, New York, Harper Collins, 1984, p. 229-230.



[54.](#) Nicolas Werth, « Une guerre de huit ans : le cataclysme politique et social d'un "second temps des troubles" (1914-1922) », dans Dominique Barjot *et al.*, *op. cit.*, p. 78-79.

[55.](#) Françoise Thébaud, *La Femme au temps de la guerre 14*, Stock, 1986.

[56.](#) Voir notamment Marion Trevisi et Philippe Nivet (dir.), *Les Femmes et la Guerre, de l'Antiquité à 1918*, Economica, 2010.

[57.](#) Citée par Chantal Antier, « Des Françaises dans la guerre : une véritable armée de la charité », dans *14-18 La Grande Guerre*, n° 52, février-avril 2011, p. 16.

[58.](#) Voir Marianne Walle, « Les Allemandes à l'épreuve de la guerre », même numéro que ci-dessus, p. 22-23.

[59.](#) *Ibid.*, p. 33.

[60.](#) Jay M. Winter, *op. cit.*, p. 150.

[61.](#) Voir Stéphane Audoin-Rouzeau, *La Guerre des enfants, 1914-1918. Essai d'histoire culturelle*, Armand Colin, 1993.

[62.](#) Ferdinand Buisson (dir.), *Dictionnaire de pédagogie et d'instruction primaire*, Hachette, 1911, note 17, p. 156.

[63.](#) Ferdinand Buisson, *La Foi laïque*, Hachette, 1912, p. 17.

[64.](#) Voir Manon Pignot, « Petites filles dans la Grande Guerre. Un problème de genre ? », dans *Vingtième siècle, Revue d'histoire*, n° 89, janvier-mars 2006, p. 9-16, et du même auteur, *Allons enfants de la patrie. Génération Grande Guerre*, Seuil, 2012.

[65.](#) Yves Pourcher, *Les Jours de guerre. La vie des Français au jour le jour entre 1914 et 1918*, Plon, 1994.

[66.](#) Charles Ridet, *Les Embusqués*, préface de Stéphane Audoin-Rouzeau, Armand Colin, 2007, p. 81 *sq.*

[67.](#) Voir Jean-Jacques Becker, rubrique « Dalbiez », dans François Cochet et Rémy Porte, *Dictionnaire*, *op. cit.*, p. 305-306.

[68.](#) Propos de Victor Dalbiez à la Chambre, le 17 juin 1915, cité par Charles Ridet, *op. cit.*, p. 81.

[69.](#) Charles Ridet, *ibid.*, p. 108.

- [70.](#) SHD-DAT, 6 N 46, fonds Gallieni.
- [71.](#) Plus de trois cents par jour selon Charles Ridet, *op. cit.*, p. 108.
- [72.](#) Voir François Cochet, « Occupation et résistance en Belgique et en France », dans *14-18 La Grande Guerre*, n° 58, août-octobre 2012, p. 6-39.
- [73.](#) Les départements occupés totalement ou en partie en France sont le Nord, le Pas-de-Calais, la Somme, l'Aisne, l'Oise, les Ardennes, la Meuse, la Marne, la Meurthe-et-Moselle, les Vosges.
- [74.](#) Philippe Burrin, *La France à l'heure allemande, 1940-1944*, Seuil, 1995, p. 7.
- [75.](#) Georges Gromaire, *L'Occupation allemande en France, 1914-1918. Collection de mémoires, études et documents pour servir à l'histoire de la guerre mondiale*, Payot, 1925, puis, bien plus tard, Marc Blancpain, *La Vie quotidienne dans la France du Nord sous les occupations (1814-1944)*, Hachette, 1983.
- [76.](#) François Cochet (dir.), *Les Occupations en Champagne-Ardenne, 1814-1944*, Reims, Presses universitaires de Reims, 1994 ; Annette Becker, *Oubliés de la Grande Guerre, humanitaire et culture de guerre 1914-1918. Populations occupées, déportés civils, prisonniers de guerre*, Noesis, 1998 ; Yves Congar, *Journal de guerre, 1914-1918*, Editions du Cerf, 1997, préface de Stéphane Audoin-Rouzeau.
- [77.](#) Annette Becker, *Les Cicatrices rouges, 14-18. France et Belgique occupées*, Fayard, 2010 ; Odette Hardy-Hemery, « L'industrie houillère en zone occupée : d'une coexistence ambiguë au contrôle par l'occupant », dans *Revue du Nord*, t. LXXX, avril-juin 1998, p. 311-336.
- [78.](#) Emmanuel Debruyne et Jehanne Paternostre, *La Résistance au quotidien, 1914-1918*, témoignages inédits, préface de Sophie de Schaepdrijver, Bruxelles, Editions Racine, 2009.
- [79.](#) Editions Terres Ardennaises, *Occupations/Besatzungszeiten. Les Ardennes, 1914-1918. La Rhénanie 1918-1930*, Charleville, 2007. La même maison d'édition a également publié « Le journal de guerre d'un paysan de Hannogne-Saint-Remy », dans les numéros 113 et 114 de sa revue, Charleville, 2011.
- [80.](#) Pascale Verdier, *Les Instituteurs meusiens, témoins de l'occupation allemande*, Conseil général de la Meuse, 2003 ; Philippe Voluer, *La Meuse déchirée. La vie des civils en Meuse entre 1914 et 1918. Erinnerungen. 14-18*, Meuse et Conseil général de la Meuse, Verdun, 2008 ; Lanher Jean, « La Meuse occupée », dans *14-18 La Grande Guerre*, Saint-Cloud, 2009, n° 45, p. 4-39.

[81.](#) Aline Faille, *Warmeriville, 1914-1918. Une communauté villageoise face à l'occupation allemande*, mémoire de maîtrise, université de Reims, 1998, p. 68.

[82.](#) Archives municipales de Charleville, 5 H 200. En ce qui concerne la chasse, l'interdiction date du 2 mai 1915. Pour ce qui est de la pêche, les autorités allemandes décrètent : « Ce serait encourager les fainéants si les autorités militaires modifiaient les conditions de la pêche. » Cité par Jacques Ros, dans Solange Bidou (dir.), *Les Ardennes durant la Grande Guerre (1914-1918)*. Introduction François Cochet, Charleville-Mézières, Conseil général des Ardennes, 1994, p. 85.

[83.](#) Philippe Nivet, *1914-1918. La France occupée*, Armand Colin, 2011, p. 289.

[84.](#) Aussi bien sous la Révolution française qu'au moment de la Commune de Paris et de sa répression, les phénomènes de lettres anonymes de dénonciation sont légion.

[85.](#) Jacques Jourquin, « Lille occupée », dans *14-18 La Grande Guerre*, n° 2, juin-juillet 2001, p. 7.

[86.](#) Philippe Nivet, *op. cit.*, p. 292.

[87.](#) Louise Thuliez, *Condamnée à mort*, Flammarion, 1933, p. 77, cité par Philippe Nivet, *op. cit.*, p. 292.

[88.](#) Chantal Antier, « L'armée des ombres », dans *14-18 La Grande Guerre*, n° 25, avril-mai 2005, p. 20-25.

[89.](#) Voir Emmanuel Debruyne et Jeanne Paternostre, *op. cit.*, p. 83 sq.

[90.](#) *Ibid.*, p. 139.

[91.](#) Par l'article 25 de la loi du 30 octobre 1886.

[92.](#) Philippe Nivet, *op. cit.*, p. 292.

[93.](#) Mélanie Vernusson, « Les instituteurs dans la Meuse occupée », dans *14-18 La Grande Guerre*, n° 45, mai-juillet 2009, p. 43.

[94.](#) Voir Yves Durand, *La Captivité*, Editions de la FNCPG, 1980, et François Cochet, *Soldats sans armes*, Bruxelles, Bruylant, 1998.

[95.](#) Cité par Odette Hardy-Hemery, « Travailleurs forcés et mineurs dans le Nord occupé, sous la Première Guerre mondiale », dans Bernard Garnier et Jean Quellien (dir.), *La Main-d'œuvre française exploitée par le III<sup>e</sup> Reich*, Caen, Centre de recherche d'histoire quantitative, 2003, p. 30.

[96.](#) Laurence Van Ypersele, « Sortir de la guerre, sortir de l'occupation. Les violences populaires en Belgique au lendemain de la Première Guerre mondiale », dans *Vingtième siècle, revue d'histoire*, n° 83, juillet-septembre 2004, p. 65.

[97.](#) Voir Jean-Yves Le Naour, « Femmes tondues et répression des “femmes à boches” en 1918 », dans *Revue d'histoire moderne et contemporaine*, 47-1, 2000, p. 148-158.

[98.](#) Philippe Nivet, *op. cit.*, p. 302.

[99.](#) *Occupations/Besatzungszeiten*, *op. cit.*, p. 102-103.

[100.](#) Laurence Van Ypersele, « De la “glorieuse inaction” à la “frénésie répressive”. La justice bruxelloise après novembre 1918 », dans *Les Cahiers de la Fonderie*, Bruxelles, n° 27, décembre 2002, p. 41-49 ; Renée Martinage, « Les collaborateurs devant la cour d'assises du Nord après la très Grande Guerre », dans *Revue du Nord*, t. LXXVII, n° 309, janvier-mars, 1995, p. 395-445.

[101.](#) Sur la question du génocide arménien, voir les ouvrages de Taner Akçam, *Un acte honteux. Le génocide arménien et de la question de la responsabilité turque*, Denoël, 2008 ; Donald Bloxham, *The Great Game of Genocide*, Oxford University Press, 2005. Dans la presse, voir les articles de Yves Ternon, « Mise à mort d'un peuple », dans « Les Turcs et le massacre des Arméniens », *L'Histoire*, n° 187, avril 1995, p. 22-32 ; voir également, Fuat Dündar, « Génocide arménien : le scénario », dans *L'Histoire*, n° 341, avril 2009, p. 8-21.

[102.](#) Voir Jean-Jacques Becker, *L'Europe...*, *op. cit.*, p. 178-179.

[103.](#) « Que nous le voulions ou non, nous participons à la vie de ce monde. Les intérêts de toutes les nations sont aussi les nôtres », déclare alors notamment le président fédéral.

[104.](#) Cité par Romain Ducoulombier, *Camarades...*, *op. cit.*, p. 120.

## 1916-1917 : le temps des hyperbatailles

1. Sans prétendre à l'exhaustivité bibliographique sur la bataille, nous retiendrons trois niveaux d'approches différentielles : 1) Les témoignages sont légion, mais l'on peut retenir Jacques-Henri Lefebvre, *Verdun, la plus grande bataille de l'histoire racontée par les survivants*, Verdun, Editions du Mémorial, 8<sup>e</sup> éd., 1988 ; Charles Delvert, *Carnets d'un fantassin. Massiges, 1916, Verdun*, présentation et édition nouvelle Gérard Canini, Verdun, Editions du Mémorial, 1981 ; Daniel Mornet, *Tranchées de Verdun*, présenté par Serge Barcellini, Nancy, Presses universitaires de Nancy, 1990 ; Raymond Jubert, *Verdun, mars-mai 1916*, présenté par Gérard Canini, Nancy, Presses universitaires de Nancy, 1989 ; Paul Voivenel, *A Verdun avec la 67<sup>e</sup> DR*, présenté par Gérard Canini, Nancy, Presses universitaires de Nancy, 1991 ; Pierre-Alexis Muenier, *L'Angoisse de Verdun*, Nancy, Presses universitaires de Nancy, 1991. 2) Les analyses historiques sont également très nombreuses. Citons simplement, *Les 300 jours de Verdun*, Service historique de la Défense (Rémy Porte, dir.), Editions Italiques, 2006 ; la revue *Verdun, les cahiers de la Grande Guerre*, et notamment le numéro 32/2006, devenue, en 2010, *Verdun, histoire et mémoire*, voir le n° 2, « Les tranchées de Verdun », sous la direction de François Cochet, 2010. 3) Les dimensions mémorielles font l'objet d'analyses approfondies, par exemple à travers la contribution majeure d'Antoine Prost, « Verdun », dans Pierre Nora (dir.), *Les Lieux de mémoire*, t. 2, *La Nation*, p. 111-141 ; Serge Barcellini, « Mémoire et mémoires de Verdun, 1916-1996 », dans *Guerres mondiales et conflits contemporains*, n° 182, avril 1996, p. 77-98 ; Gérard Canini, « Verdun, les commémorations de la bataille », dans *Revue historique des armées*, n° 3, 1986, p. 97-107 ; Allain Bernède, *Guide de Verdun et du front de Lorraine. Les sentiers de la mémoire, 1914-1918*, Saint-Cloud, 14-18 Editions, 2006 ; François Cochet (dir.), *1916-2006, Verdun sous le regard du monde*, Saint-Cloud, Soteca/14-18 Editions, 2006.

2. Les 100<sup>e</sup>, 111<sup>e</sup>, 140<sup>e</sup>, 150<sup>e</sup> et 154<sup>e</sup> régiments d'infanterie.

3. Les deux sous-lieutenants ont été réhabilités le 20 mai 1926.

4. SHD-DAT, 24 N 1200, notes des 22 et 23 février sur les 21<sup>e</sup>, 22<sup>e</sup>, 23<sup>e</sup> et 24<sup>e</sup> compagnies, citée par Paul Jankowski, « L'autre Verdun : doutes et désobéissances dans la bataille », dans André Loez et Nicolas Mariot (dir.), *Obéir/désobéir. Les mutineries de 1917 en perspective*, La Découverte, 2008, p. 69.

5. Voir François Cochet, « L'échec du commandement : la panique au feu, quelques éléments de comparaison », dans F. Cochet (dir.), *Obéir et commander au feu*, vol. II, Riveneuve Editions, coll. « Expérience combattante XIX<sup>e</sup>-XXI<sup>e</sup> siècle », 2012, p. 97-118.

- [6.](#) *Cours d'artillerie* des capitaines Bouchon et Demichel, *op. cit.*, p. 14.
- [7.](#) Voir Pascal Puig, « Le Meusien : utilisation d'une voie métrique par l'armée française, 1914-1918 », dans *Revue d'histoire des chemins de fer*, n° 15, automne 1996, p. 88-116.
- [8.](#) Cité par Jean-Pierre Verney, « Verdun, on ne passe pas », dans *14-18 La Grande Guerre*, n° 30, février-mars 2006, p. 27.
- [9.](#) Dans ce registre, voir Gerd Krumeich, « Le soldat allemand devant Verdun. Variations du souvenir », p. 77-87, et Christoph Cornelissen, « La réception de la bataille de Verdun en Allemagne », p. 147-158, dans François Cochet (dir.), *1916-2006, Verdun sous le regard du monde*, *op. cit.*
- [10.](#) Sur ces combats souvent oubliés du printemps de 1917, voir François Cochet (dir.), *1917, Des monts de Champagne à Verdun*, et notamment la communication du général (2s) Guy François, « Le rôle de l'artillerie lourde à grande puissance dans la bataille du 20 août 1917 à Verdun », Saint-Cloud, Soteca/14-18 Editions, 2008.
- [11.](#) Le général Pierre-Auguste Roques est alors ministre de la Guerre.
- [12.](#) Cité par Denis Rolland, *Nivelle...*, *op. cit.*, p. 63.
- [13.](#) Voir Jean-Noël Grandhomme et Thérèse Krempf, *Charles de Rose, le pionnier de l'aviation de chasse*, Strasbourg, La Nuée bleue, 2003.
- [14.](#) Archives départementales de la Meuse, E, dépôt 460 S2 22.
- [15.](#) Cité par Frédéric Guelton, *op. cit.*, p. 84.
- [16.](#) SHD-DAT, 12 N 3.
- [17.](#) Une approximation, que nous proposons, n'a d'autre valeur qu'indicative : dans la Somme, environ 12 pertes à l'hectare pour 37 à Verdun.
- [18.](#) William Philpott, *Bloody Victory. The Sacrifice on the Somme*, Londres, Abacus, 2009, p. 9.
- [19.](#) Roy Jenkins, *Churchill*, Londres, MacMillan, 2001, p. 300.
- [20.](#) William Philpott, *op. cit.*, p. 131-132.
- [21.](#) *Ibid.*, p. 133.

22. Joshua Levine, *Forgotten Voices of the Somme. The Most Devastating Battle of the Great War in the Words of Those Who Survived*, en collaboration avec l'Imperial War Museum, Londres, Ebury Press, 2008, p. 221.

23. Sur l'état des pertes, voir William Philpott, *op. cit.*, p. 599-603.

24. Cité par Joshua Levine, *op. cit.*, p. 159.

25. Mario Isnenghi et Giorgio Rochat, *La Grande Guerra*, *op. cit.*, p. 177.

26. *Ibid.*, p. 184.

27. *Ibid.*, p. 185.

28. Voir Nicolas Offenstadt (dir.), *Le Chemin des Dames. De l'événement à la mémoire*, Stock, 2005.

29. SHD-DAT, 26 N 380, JMO 61<sup>e</sup> DI.

30. Cité par Denis Rolland, *Nivelle...*, *op. cit.*, p. 74.

31. « Instruction personnelle et secrète. »

32. Sur Paul Painlevé, voir la thèse d'Anne-Laure Anizan, *Paul Painlevé, un scientifique en politique*, IEP de Paris, 2006.

33. SHD-DAT, 1 k860, Carnets du commandant René Tournès, cité par Denis Rolland, *Nivelle...*, *op. cit.*, p. 166.

34. Sur ces dimensions, voir Jacques Frémaux, « Les troupes coloniales en 1917 », dans François Cochet (dir.), *1917, Des monts de Champagne...*, *op. cit.*, p. 109-125.

35. Sur ces dimensions du combat des chars, voir Henri Ortholan, *op. cit.*, p. 91-96.

36. Raymond Poincaré, *Au service de la France. Neuf années de souvenirs. L'année trouble, 1917*, Plon, 1932, p. 123.

37. A. N 563 AP 18, fonds Ribot, cité par Denis Rolland, *Nivelle...*, *op. cit.*, p. 211.

38. Voir Brereton Greenhous et Stephen J. Harris, *Le Canada et la Bataille de Vimy, 9-12 avril 1917*, ministre des Approvisionnements et Services Canada. Groupe Communication Canada, Ottawa, 1992 ; Yves Buffetaut, *Arras, Vimy et le Chemin des Dames. Les grandes offensives du printemps 1917*, Histoire et collections, 1998, p. 58 sq.

[39.](#) Les pièces de campagne anglaises sont désignées par le poids de leur projectile (ici 9,5 kilos) pour un diamètre réel de 84 mm.

[40.](#) Les pièces lourdes sont désignées par leur diamètre, comme en France, ici en pouces l'équivalent de 113 mm.

[41.](#) Brereton Greenhous et Stephen J. Harris, *op. cit.*, p. 85-86.

[42.](#) La littérature produite en Italie à propos de cette bataille est, bien entendu, considérable. On retiendra notamment Mario Isnenghi et Giorgio Rochat, *La Grande Guerra, 1914-1918*, et notamment le chapitre VI, « 1917, la svolta della guerra » ; les pages 373-405 sont consacrées à la bataille elle-même mais aussi à l'imaginaire lié à la bataille et aux interprétations des historiens, Milan, Rizzoli, 2000 ; Nicola Labanca, *Caporetto. Storia di una disfatta*, Florence, Giunti, 1997 ; Alberto Monticone, *La battaglia di Caporetto*, Udine, Paolo Gaspari Editore, 1999 ; Luigi Capello, *Caporetto, perché ? La 2<sup>e</sup> armata e gli avvenimenti dell'otobre 1917*, Turin, Einaudi, 1967. Les témoins sont aussi convoqués, comme le général Angelo Gatti, collaborateur de Cadorna, *Caporetto. Diario di guerra (maggio-dicembre 1917)*, 1964, réédité par Alberto Monticone, Bologne, Il Mulino, 2007. Voir également la contribution de Giovanna Procacci, « The Disaster of Caporetto », dans John Dickie et John Foot (éd.), « *Disastro* ». *Disasters in Italy, since 1860. Culture, Politics and Society*, New York, Palgrave, 2002, p. 141-161.

[43.](#) Jean-Etienne Valluy, *op. cit.*, p. 103, t.m II.

[44.](#) Mario Isnenghi et Giorgio Rochat, *op. cit.*, p. 387.

[45.](#) Sur la mission de Foch en Italie, voir Daniele Ceschin, « Ferdinand Foch et l'armée italienne après Caporetto », dans Rémy Porte et François Cochet (dir.), *Ferdinand Foch (1851-1929). Apprenez à penser*, Saint-Cloud, Soteca/14-18 Editions, 2010, p. 139-151.

[46.](#) Mario Isnenghi et Giorgio Rochat, *op. cit.*, p. 398.

[47.](#) Giovanna Procacci, *op. cit.*, p. 142 et 144.

[48.](#) Mario Isnenghi, *Il vinti di Caporetto*, Padoue, Marsilio Editori, 1967, p. 71.

[49.](#) Renzo de Felice, « Ordine pubblico e orientamenti della masse popolari italiane nella prima metà del 1917 », dans *Rivista Storica del Socialismo*, VI, 20, septembre-décembre 1963, p. 467-504.

[50.](#) Giovanna Procacci, *op. cit.*, p. 151.



[51.](#) Cité par Thierry Hardier et Jean-François Jagielski, *Combattre et mourir pendant la Grande Guerre (1914-1925)*, Imago, 2001, p. 31.

[52.](#) Chiffres cités par Frédéric Guelton, *op. cit.*, p. 84.

[53.](#) Denis Rolland, *Nivelle...*, *op. cit.*, p. 235.

[54.](#) Le groupe d'armées du nord ne dispose encore, début 1916, que de 500 000 fusils pour 750 000 hommes.

[55.](#) Jean-Etienne Valluy, *op. cit.*, p. 286, t.m I.

[56.](#) Jean-Noël Grandhomme, *Henri-Mathias Berthelot, op. cit.* Voir aussi, du même auteur, *La Roumanie de la Triple à l'Entente, 1914-1919*, Saint-Cloud, Soteca/14-18 Editions, 2009.

[57.](#) Jean-Noël Grandhomme, « Le rôle des instructeurs français dans la réorganisation de l'armée roumaine en 1917 », dans François Cochet (dir.) *Former les soldats au feu, op. cit.*, p. 117-131.

[58.](#) SHD-DAT, 17 N 542, cité par Jean-Noël Grandhomme, *Berthelot...*, *op. cit.*, p. 564.

[59.](#) August von Mackensen, *Briefe und Aufzeichnungen des Generalfeld-marschalls aus Krieg und Frieden*, Leipzig, 1938, p. 335-336.

[60.](#) Cité par Jean-Noël Grandhomme, *op. cit.*, p. 565.

[61.](#) *Ibid.*, p. 575.

[62.](#) Général Maurice Sarrail, *Mon commandement en Orient*, édition annotée et commentée par Rémy Porte, Saint-Cloud, Soteca/14-18 Editions, 2012.

[63.](#) En mai 1900, il est appelé auprès du général André et participe à la « républicanisation » de l'armée.

[64.](#) Cité par Rémy Porte, *Du Caire à Damas. Français et Anglais au Proche-Orient (1914-1919)*, préface de Jean-Charles Jauffret, Saint-Cloud, Soteca/14-18 Editions, 2008, p. 215.

[65.](#) SHD-DAT, 7 N 2142.

[66.](#) Rémy Porte, *op. cit.*, p. 220.

[67.](#) Télégramme du 13 juillet 1917, cité par Rémy Porte, *ibid.*, p. 223.

[68.](#) *Ibid.*, p. 225.

[69.](#) *Ibid.*, p. 251.

[70.](#) La littérature anglaise sur la question est importante. On citera, entre autres, Arthur Marder, *Jutland and after*, (vol. III), *From the Dreadnoughts to Scapa Flow*, Oxford University Press, 1966 ; Geoffrey Bennett, *Naval Battles of the First World War*, Londres, Pens and Sword Military Classics, 2005 ; John Campbell, *Jutland. An Analysis of the Fightings*, Lyons Press, 1998 ; Andrew Gordon, *The Rules of the Game : Jutland and British Naval Command*, Londres, John Murray, 1996. En français, la littérature est assez réduite. On se reportera à François-Emmanuel Buzet, *Le Jutland. La plus formidable bataille navale de tous les temps*, Economica, coll. « Campagnes et stratégie », 2011 (2<sup>e</sup> éd.). En ce qui concerne le côté allemand, les dimensions mémorielles de la bataille ont fait l'objet d'une bonne analyse par Georg Götz, « Remembering the battle of Jutland in Post-War Wilhelmshaven », dans William Niven et Chloe Paver (dir.), *Difficult Pasts. Memorialisation in German since 1945*, MacMillan, 2010.

[71.](#) Nom retenu par les Allemands lors de la Grande Guerre pour parler de la bataille du Jutland.

## Hommes à la peine dans la tourmente des hyperbatailles

[1.](#) Raymond Jubert, *Verdun, mars-mai 1916*, présenté par Gérard Canini, Nancy, Presses universitaires de Nancy, 1989, p. 101.

[2.](#) Eugène Carrias, *Souvenirs de Verdun. Sur les deux rives de la Meuse avec le 164<sup>e</sup> RI*, Forcalquier, C'est-à-dire Editions, 2009, p. 92.

[3.](#) Dominik Richert, *Cahiers d'un survivant. Un soldat dans l'Europe en guerre, 1914-1918*, traduit de l'allemand par Marc Schublin, Strasbourg, La Nuée bleue, 1994, pour l'édition française, p. 161.

[4.](#) *Le Soldat de Lagraulet. Lettres de Germain Cuzacq, écrites du front entre août 1914 et septembre 1916*, Toulouse, Eché Editeur, 1984, p. 127.

[5.](#) Eugène Carrias, *op. cit.*, p. 185.

[6.](#) Jean-Julien Weber, *op. cit.*, p. 121.

[7.](#) Voir Alexandre Lafon, *La Camaraderie au front. Etude de la sociabilité et des pratiques relationnelles du monde combattant, 1914-1918*, thèse de l'Université de

Toulouse, sous la direction de Rémy Cazals, 2011. A paraître aux éditions Armand-Colin. Voir aussi François Cochet, *Etre soldat de la Révolution à nos jours*, Armand Colin, 2013 et notamment le chapitre 6 : « L'Entre-soi : la culture militaire ».

8. Stéphane Audoin-Rouzeau et Annette Becker, *14-18, Retrouver...*, *op. cit.*, p. 86.

9. Cité par Michel Leymarie, dans « Thibaudet, "poilu de l'arrière" », dans *Commentaire*, n° 118, été 2007, p. 517.

10. Frédéric Rousseau, « Partir à la guerre, combattre et tenir (1914-1918) », dans *Guerres, paix et sociétés, 1911-1918*, Atlande, 2004, p. 388 ; voir aussi du même auteur, *La Guerre censurée. Une histoire des combattants européens de 1914-1918*, Seuil, 1997.

11. François Cochet, *Survivre au front...*, *op. cit.* : voir notamment le chapitre VII, « Dans la tranchée : contrainte, solidarité et micro-consentement », p. 137-163 ; le chapitre VIII, « Routine, fatalité, résignation », p. 176 ; le chapitre IX, « Professionnalisation et réflexe du chasseur », p. 177-194 ; et le chapitre X, « Les "béquilles" du combattant », p. 195-218.

12. Voir Richard Holmes, *Acts of War. The Behaviour of Men in Battle*, Londres, Cassel Military, 2<sup>e</sup> éd., 2004 ; *Dusty Warriors*, Londres, Harper Perennial, 2<sup>e</sup> éd., 2007 ; ainsi que *Soldiers : a History*, Londres, Harper Press, 2011.

13. Tony Ashworth, *Trench Warfare, 1914-1918. The Live and Let Live System*, New York, Holmes and Meier, 1980.

14. Unité de mesure canadienne équivalant au yard anglais. Ici, environ 135 mètres.

15. Brereton Greenhous et Stephen J. Harris, *op. cit.*, p. 116.

16. Jean-Julien Weber, *op. cit.*, p. 137.

17. Stéphane Audoin-Rouzeau et Annette Becker, *La Grande Guerre...*, *op. cit.*, p. 48-49.

18. Ce passage reprend certains éléments de François Cochet, *Le Vent du boulet*, dans *Inflexions : civils et militaires : pouvoir dire*, n° 23, 2013, p. 101-111.

19. *Historiens et chroniqueurs du Moyen Age*, édition établie par Albert Pauphilet et Edmond Pognon, Gallimard, coll. « La Pléiade », 1952, p. 390.

20. *Ibid.*, p. 424.

21. Richard W. Kaeper, *Holy Warriors. The Religious Ideology of Chivalry*, Rochester, University of Pennsylvania Press, 2009, et *Chivalry and Violence in Medieval Europe*,

Oxford University Press, 2001.

[22.](#) Georges Bangofsky, *Mes campagnes, 1797-1815*, Editions du Grenadier. Bernard Giovanangeli Editeur, 2012, p. 23.

[23.](#) Ce sont des cavaliers mongols.

[24.](#) Georges Bangofsky, *op. cit.*, p. 78.

[25.](#) Pierre Boissier, *Histoire du CICR. De Solferino à Tsoushima*, Genève, Institut Henri-Dunant, 3<sup>e</sup> éd., 1987, p. 212.

[26.](#) *Ibid.*, p. 213.

[27.](#) En fait, un fusil de chasse à canon court qui utilise des cartouches à grenaille de plomb, devenu aujourd'hui un élément incontournable des combats rapprochés.

[28.](#) Antoine Prost, « Les limites de la brutalisation. Tuer sur le front occidental, 1914-1918 », dans *Vingtième siècle, revue d'histoire*, janvier-mars 2004, p. 5-20.

[29.](#) Emmanuel Régis, *Note sur le délire aigu*, Lavauzelle, 1902.

[30.](#) André Antheaume *et al.*, *Les Maladies mentales dans l'armée française*, Paris, Delarue, 1909. Les trois derniers ouvrages cités ont été identifiés grâce à la base de données « Milindex » concernant la littérature militaire mise au point par le lieutenant-colonel Rémy Porte et Julie d'Andurain du CDEF/DREF.

[31.](#) Ivan de Schaeck, *Six mois en Mandchourie avec le grand-duc Boris*, Plon-Nourrit, 1906, p. 103.

[32.](#) Marc Delfaud, *Carnets de guerre d'un hussard noir de la République*, préface d'Antoine Prost, publié sous la direction du général André Bach, Triel-sur-Seine, Editions Italiques, 2009, p. 177.

[33.](#) Maurice Genevoix, *op. cit.*, p. 589.

[34.](#) Cité par Henri Ortholan, *op. cit.*, p. 68.

[35.](#) Louis Maufrais, *op. cit.*, p. 236.

[36.](#) Alain Larcen et Jean-Jacques Ferrandis, *op. cit.* Voir notamment le chapitre « Psychiatrie de guerre », p. 482 *sq.*

[37.](#) *Ibid.*, p. 486.

- [38.](#) Louis Crocq, *Les Traumatismes psychiques de guerre*, Odile Jacob, 1999.
- [39.](#) Larcen et Ferrandis, *op. cit.*, p. 489.
- [40.](#) *Ibid.*, p. 500.
- [41.](#) Voir Patrick Godart, « Le service de santé des armées : histoire, enjeux et défis », dans *Inflexions*, numéro « L'Armée dans l'espace public », n° 20, 2012, p. 165-175.
- [42.](#) Laurent Tatu et Julien Bogousslavsky, *La Folie au front. La grande bataille des névroses de guerre, 1914-1918*, Imago, 2012.
- [43.](#) Cité par André Bach, *Les Fusillés...*, *op. cit.*, p. 359.
- [44.](#) Louis Jean-Etienne Mesnier, *Du suicide dans l'armée. Etude statistique, étiologique et prophylactique*, Doin, 1881.
- [45.](#) Denis Rolland, « Le suicide aux armées : une première approche quantitative globale », dans Rémy Cazals, Emmanuelle Picard et Denis Rolland (dir.), *La Grande Guerre, pratiques et expériences*, Toulouse, Privat, 2005, p. 273-274.
- [46.](#) A. D. Dordogne, 1 M 82, 15 juin 1917.
- [47.](#) Sur ces dimensions, voir François Cochet, « 1914-1918. L'alcool aux armées : représentations et essai de typologie », dans *Guerres mondiales et conflits contemporains*, n° 222/2006, p. 19-32.
- [48.](#) Ces exemples sont tirés de A.D. Loire-Atlantique, 1 M 529, « Rapports sur l'esprit public, 1916-1918 ».
- [49.](#) Emmanuelle Cronier, *L'Echappée belle : permissions et permissionnaires du front à Paris pendant la Première Guerre mondiale*, thèse de doctorat de Paris-I sous la direction de Jean-Louis Robert, 7 décembre 2005, et, du même auteur, « Le rôle des permissionnaires parisiens dans la révolte de 1917 : un front contaminé par Paris ? », dans André Loez et Nicolas Mariot (dir.), *op. cit.*, p. 125-138.
- [50.](#) Emmanuelle Cronier, « Les permissions (anticipations, expérience et remémoration), un ressort du moral du combattant français », dans Rémy Cazals, Emmanuelle Picard et Denis Rolland (dir.), *op. cit.*, p. 304.
- [51.](#) Charles Ridet, *op. cit.*, p. 67.
- [52.](#) *Ibid.*, p. 121.

[53.](#) Maurice Pensuet, *op. cit.*, p. 248.

[54.](#) *Ibid.*, p. 252.

[55.](#) Albert Marquant, *op. cit.*, p. 157, le 20 novembre 1916.

[56.](#) Georges Faleur, *op. cit.*, p. 136.

[57.](#) Michel Leymarie, *op. cit.*, p. 517.

[58.](#) Cité par Romain Ducoulombier, *op. cit.*, p. 89.

[59.](#) Albert Marquand est libraire-papetier dans le civil !

[60.](#) Albert Marquand, *op. cit.*, p. 73.

[61.](#) *Ibid.*, p. 77.

[62.](#) 26 673 engagements en 1914, 10 921 en 1915.

[63.](#) Cité par Rémy Cazals, « Volontaires », dans *Les Mots de 14-18*, Toulouse, Presses universitaires du Mirail, 2003, p. 117. On se référera avec profit à la version publiée de la thèse de Jules Maurin, *Armée, guerre et société. Soldats languedociens, 1889-1919*, Publications de la Sorbonne, 1982.

[64.](#) Philippe Boulanger, « Les conscrits de 1914 : la contribution de la jeunesse française à la formation d'une armée de masse », dans *Annales de démographie historique*, Belin, 2002/1, n 103, p. 11-34.

[65.](#) 19 685 volontaires en 1917 et 31 197 en 1918.

[66.](#) Nous n'évoquons pas ici les automutilations assimilées par la hiérarchie militaire à une désertion, passible des mêmes peines.

[67.](#) Maurice Pensuet, *op. cit.*, p. 254.

[68.](#) Sous-entendu, pour quitter le front de manière définitive.

[69.](#) Pensuet, *op. cit.*, p. 263.

[70.](#) Guy Pedroncini, *Les Mutineries de 1917*, PUF (1<sup>re</sup> éd. 1967), 4<sup>e</sup> éd. complétée, 1999.

[71.](#) Maurice Pensuet, *op. cit.*, p. 205.

[72.](#) *Ibid.*, p. 223.

[73.](#) André Loez, « Eléments pour une sociologie des mutins de 1917 », dans *Obéir/désobéir...*, *op. cit.*, p. 312. Voir aussi, du même auteur, 14-18. *Les refus de la guerre. Une histoire des mutins*, Gallimard, coll. « Folio histoire », 2010.

[74.](#) Nicolas Offenstadt, *op. cit.*, p. 43.

[75.](#) Sur ces dimensions, voir François Cochet, *Etre soldat de la Révolution à nos jours*, *op. cit.*

[76.](#) Emmanuel Saint-Fuscien, *op. cit.*, p. 33.

[77.](#) Denis Rolland, *La Grève des tranchées. Les mutineries de 1917*, postface de Nicolas Offenstadt, Imago, 2005.

[78.](#) Stéphane Audoin-Rouzeau, *op. cit.*, p. 94.

[79.](#) Galit Haddad, *1914-1919 : ceux qui protestaient*, Les Belles Lettres, 2012.

[80.](#) Denis Rolland, *La Grève...*, *op. cit.*, p. 399.

[81.](#) Voir les analyses de Leonard V. Smith, *Between Mutiny and Obedience, the Case of French Fifth Infantry Division during World War I*, Princeton, Princeton University Press, 1994.

[82.](#) Stéphane Audoin-Rouzeau et Annette Becker, *La Grande Guerre...*, *op. cit.*, p. 90.

[83.](#) Stéphane Audoin-Rouzeau et Annette Becker, *Retrouver la Guerre*, *op. cit.*, p. 127-128.

[84.](#) Au printemps de 1917, le front d'Orient est considéré comme un secteur calme.

[85.](#) André Loez : « Cette lecture pathologique [...] prend sa source dans les discours portés par les Anciens Combattants. [...] Toutefois l'effet le plus dommageable d'une telle vision des faits tient peut-être moins à ses attendus moraux ou politiques qu'à sa conception mécaniste du social qui la sous-tend », 14-18. *Les refus...*, *op. cit.*, p. 18.

[86.](#) Correspondant à un peu plus d'une demi-journée (900 morts) de pertes réelles de l'armée française de chaque jour de guerre durant les quatre années du conflit.

[87.](#) Eugène Carrias, *Souvenirs de Verdun. Sur les deux rives de la Meuse avec le 164<sup>e</sup> RI*, Forcalquier, C'est-à-dire Editions, 2009, p. 203.

88. Alain Larcen et Jean-Jacques Ferrandis, *op. cit.*, p. 31. Voir aussi Sophie Delaporte, *Les Médecins dans la Grande Guerre*, Bayard, 2003 ; sur les blessés de la face, voir, du même auteur, *Gueules cassées. Les blessés de la face de la Grande Guerre*, Noesis, 1996, préface de Stéphane Audoin-Rouzeau.

89. Sur ces dimensions, voir Alain Larcen et Jean-Jacques Ferrandis, *op. cit.*, et notamment les chapitres « Chirurgie de guerre et étude lésionnelle », p. 321-390, et « Psychiatrie de guerre », p. 482-500. Voir aussi Geneviève Allard, *Névrose et folie dans le Corps expéditionnaire canadien, 1914-1918. Le cas québécois*, Outremont, Athena Editions, 2012.

90. Sur la captivité de Charles de Gaulle, voir François Cochet, « Le capitaine de Gaulle et l'expérience de la captivité », dans *Charles de Gaulle, la jeunesse et la guerre, 1890-1920*, Fondation Charles-de-Gaulle/Editions Plon, 2001, p. 228-237.

91. François Bugnion, *Le Comité international de la Croix-Rouge et la protection des victimes de la guerre*, Genève, CICR, 1994 et 2000 (2<sup>e</sup> éd.), p. 29 et 76.

92. Convention de La Haye de 1899 et de 1907 (le même texte est répété), article 15.

93. Neuvième Conférence internationale de la Croix-Rouge, Résolution VI.

94. François Cochet, *Soldats sans armes. La captivité de guerre : une approche culturelle*, Bruxelles, Bruylant, 1998, p. 68-69. Voir les études d'époque de Georges Cahen-Salvador, *Les Prisonniers de guerre*, Payot, 1919, et Daniel MacCarthy, *The Prisoners of War in Germany*, New York, 1918. Les historiens se sont intéressés aussi à la Grande Guerre. Frédéric Médard, *Les Prisonniers en 1914-1918. Acteurs méconnus de la Grande Guerre*, préface de François Cochet, Saint-Cloud, Soteca/14-18 Editions, 2010 ; Evelyne Gayme, *Les Prisonniers de guerre français. Enjeux militaires et stratégiques (1914-1918 et 1940-1945)*, Economica, 2010 ; Odon Abbal, *Soldats oubliés. Les prisonniers de guerre français*, Bez et Esparon, Etudes et Communications Editions, 2001 ; Sylvie Caucanas, Rémy Cazals et Pascal Payen (dir.), *Les Prisonniers de guerre dans l'Histoire. Contacts entre peuples et cultures*, Toulouse, Privat, 2003 ; Jean-Claude Auriol, *Les Barbelés des bannis. La tragédie des prisonniers français en Allemagne durant la Grande Guerre*, Editions Tirésias, 2004 ; Anne-Marie Pathé et Fabien Théofilakis (dir.), *La Captivité de guerre au XX<sup>e</sup> siècle. Des archives, des histoires, des mémoires*, 2012, Armand Colin/ Ministère de la Défense (en fait une seule communication est consacrée à la Grande Guerre) ; Annette Becker, *Oubliés de la Grande Guerre, humanitaire et culture de guerre. Populations occupées, déportés civils, prisonniers de guerre*, Noesis, 1998 ; Jean Nouzille, *Le Calvaire des prisonniers de guerre roumains en Alsace-Lorraine, 1917-1918*, Bucarest, Editions militaires ; Giovanna Procacci, *Soldati e prigionieri nella Grande Guerra*, Rome, Riumiti, 1993 ; Marina Rossi, *I prigionieri dello Zar. Soldati dell'esercito austro-ungario nel lager della Russia, 1914-*



1918, Milan, Mursia, 1997 ; Richard Speed, *Prisoners, Diplomats and the Great War. A Study in the Diplomacy of Captivity*, Londres, Military Studies, 1990.

[95.](#) SHD-DAT, 6 N 111.

[96.](#) SHD-DAT, 7 N244. Correspondance de la Guerre aux commandants de régions.

[97.](#) José Cubero, *op. cit.*, p. 134.

[98.](#) A.D. de Charente, R 1005, télégrammes des maires. Cité par Nicolas Bidault, *L'Utilisation des prisonniers de guerre ennemis comme main-d'œuvre agricole en Charente et Haute-Vienne (août 1914-mars 1919)*, mémoire de maîtrise, université de Limoges, 2003, p. 10.

[99.](#) A.D. de Charente, R 1005.

[100.](#) Nicolas Bidault, *op. cit.*, p. 103.

[101.](#) Giovanna Procacci, « Les causes de la forte mortalité des prisonniers de guerre italiens en Allemagne et en Autriche au cours des deux guerres mondiales », dans Sylvie Caucanas, Rémy Cazals et Pascal Payen, *op. cit.*, p. 125-135.

[102.](#) *Ibid.*, p. 129.

[103.](#) *Ibid.*, p. 130.

[104.](#) Paul Vialar, *Les Morts vivants. La mort est un commencement*, Librairie Arthème Fayard, 1956, p. 13.

[105.](#) *Ibid.*, p. 14.

[106.](#) Citations extraites de Vincent Viet, « Entre hygiène, pitié, identification et hommage national : les cadavres des combattants », dans *La Lettre du Chemin des Dames*, Laon, Conseil général de l'Aisne, n° 26, automne 2012, p. 22-33.

[107.](#) Merci au colonel Frédéric Guelton de m'avoir indiqué ces normes de travail.

[108.](#) SHD-DAT, GR 9 NN 7/195, cité par Vincent Viet, *ibid.*, p. 26.

[109.](#) Monique Castillo, « Le corps collectif du soldat », dans le numéro « Le corps guerrier », revue *Inflexions : civils et militaires : pouvoir dire*, Paris, La Documentation française, n° 12, 2009, p. 132.

110. Voir Stéphane Audoin-Rouzeau, *Combattre. Une anthropologie historique de la guerre moderne (XIX<sup>e</sup>-XXI<sup>e</sup> siècle)*, Seuil, 2008, notamment le chapitre IV, « Combat et physicalité : accéder aux corps ? », p. 239-315.

## Désarrois, révolutions et paix (1917-1918) : les fronts intérieurs

1. Peter Holquist, « To count, to extract, and to exterminate », dans Ronald Grigor Suny et Terry Martin (éd.), *A State of Nations, Empire and Nation-Making in the Age of Lenin and Stalin*, Oxford University Press, 2001, p. 111-123, cité par Nicolas Werth, « Une guerre de huit ans : le cataclysme politique et social d'un "second temps des troubles (1914-1922)" », dans *op. cit.*, p. 75-93.

2. Voir Nicolas Werth, *Histoire de l'Union soviétique*, PUF, 1990.

3. Voir Nicolas Werth, « Les déserteurs en Russie : violence de guerre, violence révolutionnaire et violence paysanne, 1916-1921 », dans Stéphane Audoin-Rouzeau *et al.*, *La Violence de guerre, 1914-1945*, Bruxelles, Editions Complexe/IHTP, 2002, p. 99-117.

4. Voir Maurice Vaisse, rubrique « Brest-Litovsk », dans François Cochet et Rémy Porte (dir.), *op. cit.*, p. 163-164.

5. Voir Robert Tucker, *Woodrow Wilson and the Great War : Reconsidering America's Neutrality, 1914-1917*, Charlottesville, University of Virginia Press, 2007.

6. Cité par David M. Kennedy, *Over Here : The First World War and American Society*, Oxford University Press, 1980, p. 24, traduction de l'auteur.

7. Voir Yves-Henri Nouailhat, « L'émergence des Etats-Unis : une superpuissance qui s'efforce de l'être ? », dans Dominique Barjot *et al.*, *op. cit.*, p. 94-106.

8. Lawrence Sondhaus, *op. cit.*, p. 310.

9. Voir Christopher Capozzola, *Uncle Sam Wants You : World War I and the Making of the Modern American Citizen*, Oxford University Press, 2008.

10. Cité par Rémy Porte, dans François Cochet et Rémy Porte, *op. cit.*, rubrique « Etats-Unis », p. 406.

11. André Rakoto, « Les étapes historiques de la création d'une armée nationale aux Etats-Unis », dans François Cochet, *Etats-Unis-France : postures américaines, réceptions françaises*, Metz, Centre de recherche universitaire lorrain d'histoire, vol. 40, 2010, p. 49.

- [12.](#) Voir David Traxel, *Crusader Nation : The United States in Peace and the Great War, 1898-1920*, New York, Alfred Knopf, 2006.
- [13.](#) Voir Robert Haynes, *A Night of Violence : the Houston Riot of 1917*, Bâton-Rouge, Louisiana State University Press, 1976.
- [14.](#) Nathalie Renoton-Beine, *La Colombe et les Tranchées. Les tentatives de paix de Benoît XV pendant la Grande Guerre*, Editions du Cerf, 2004.
- [15.](#) Cité par Romain Ducoulombier, *op. cit.*, p. 121-122.
- [16.](#) A.N. F 1c III, 1125, le 4 janvier 1918.
- [17.](#) A.D. Dordogne, 1 M 82.
- [18.](#) Souligné par nous.
- [19.](#) A.N. F 1c III, 1130.
- [20.](#) Ahmet Aydin, *Bar-le-Duc pendant la Grande Guerre*, mémoire de master 2, université de Metz, 2009, p. 147.
- [21.](#) SHD-DAT, 16 N 2453.
- [22.](#) Benoît Damien, *L'Industrie en Haute-Vienne pendant la Grande Guerre*, mémoire de maîtrise, université de Limoges, 2002, p. 33.
- [23.](#) Benjamin Ziemann, *War Experience in Rural Germany*, Londres, Berg Publishers, 2007.
- [24.](#) Eric Kocher-Marbœuf, article « Campagnes », dans François Lagrange (dir.), *Inventaire de la Grande Guerre*, Encyclopedia Universalis, 2005, p. 340-345.
- [25.](#) *Ibid.*, p. 342.
- [26.](#) José Cubero, *op. cit.*, p. 157.
- [27.](#) A.N. F 1 c III, 1125.
- [28.](#) A.D. Dordogne, 1 M82.
- [29.](#) Eric Korcher-Marbœuf, *op. cit.*, p. 343.
- [30.](#) *Le Soldat de Lagraulet...*, *op. cit.*, p. 44.

- [31.](#) *Ibid.*, p. 55.
- [32.](#) A.D. Dordogne, 10 M 20.
- [33.](#) A.D. Dordogne, 4 M 44.
- [34.](#) Cité par José Cubero, *op. cit.*, p. 77-78.
- [35.](#) Archives départementales des Hautes-Pyrénées, R 422, cité par José Cubero, *op. cit.*, p. 86.
- [36.](#) Voir Jean-Jacques Becker, « 1917, l'année de tous les dangers », dans *L'Histoire*, n° 61, 1983, p. 22-29.
- [37.](#) Rapport du général Coutanceau, commandant la XI<sup>e</sup> région, A.D. Loire-Atlantique, 1 M 529.
- [38.](#) A. D Aube, S.C. 431.
- [39.](#) A.D. Loire-Atlantique, 1 M 529, le 16 septembre 1918.
- [40.](#) Jean-Baptiste Duroselle, *op. cit.*, p. 396.
- [41.](#) Romain Ducoulombier, *op. cit.*, p. 71.
- [42.](#) *Ibid.*, p. 127.
- [43.](#) Jacques Frémeaux, *Les Peuples en guerre, 1911-1946*, Ellipse, 2004, p. 127.
- [44.](#) Gerd Krumeich et Jean-Jacques Becker, *op. cit.*, p. 127-128.
- [45.](#) Philippe Chassaing, « Le Royaume-Uni dans le cycle de la Grande Guerre (1911-1925) », dans Dominique Barjot *et al.*, *op. cit.*, p. 37.
- [46.](#) Fabienne Bock, *op. cit.*
- [47.](#) Voir Jean-Jacques Becker, *Clemenceau, chef de guerre*, Armand Colin, 2012.
- [48.](#) Etienne Clementel est ministre depuis octobre 1915.
- [49.](#) SHD-DAT, « Papiers Mordacq », 6 N 55. Voir notamment le carnet relié intitulé « Audiences du général Mordacq, chef de cabinet (17 novembre 1917-26 janvier 1920) ». Un code (1, 2, 3, X) indique si le visiteur a été reçu par Mordacq lui-même (chiffre 1), par le sous-chef de cabinet (chiffre 2), par l'officier de service (chiffre 3) s'il n'a pas été reçu (X).

[50.](#) Jean-Baptiste Duroselle, *Clemenceau, op. cit.*, p. 581.

[51.](#) Renseignements tirés du travail de Brice Arnoult, *Les Réquisitions dans le département de la Marne pendant la Grande Guerre*, mémoire de maîtrise, université de Reims, 1999, p. 60 sq.

[52.](#) Henri Michel, *op. cit.*, p. 273.

[53.](#) Yves Pourcher, *Les Jours de guerre...*, *op. cit.*, p. 164 sq.

[54.](#) Tous ces renseignements proviennent de Pierre Darmon, *Vivre à Paris pendant la Grande Guerre*, Fayard, 2002, p. 306, 307, 322.

[55.](#) Jean-Yves Le Naour, *Misères et tourments de la chair durant la Grande Guerre. Les mœurs sexuelles des Français, 1914-1918*, Aubier, 2002, p. 70-71.

[56.](#) *Ibid.*, p. 226 et 241.

[57.](#) Voir François Cochet, *Rémois en guerre...*, *op. cit.*, notamment le chapitre III de la deuxième partie, « Deux figures emblématiques, Jean-Baptiste Langlet et le cardinal Luçon », p. 115-129.

[58.](#) Notamment les 3, 15, 19 et 24 octobre 1914, cité par Angélique Peyrazet, *La Vie quotidienne à Limoges durant la Grande Guerre*, mémoire de maîtrise, université de Limoges, 2000, p. 49.

[59.](#) *La Semaine religieuse*, 14 août 1914.

[60.](#) Voir John M. Merriman, *Limoges, la ville rouge. Portrait d'une ville révolutionnaire*, Belin, 1990.

[61.](#) Angélique Peyrazet, *op. cit.*, p. 51.

[62.](#) Sur ces dimensions, voir Annette Becker, *Oubliés, op. cit.*

[63.](#) Hervé Mauran, *Les Camps d'internement et la Surveillance des étrangers en France durant la Première Guerre mondiale (1914-1920)*, thèse de doctorat, université de Montpellier III, sous la direction de Jules Maurin, 2003, 1 127 p.

[64.](#) David Cesarani et Tony Kushner, *The Internment of Aliens in Twentieth Century Britain*, Londres, Franck Cass and Co, 1993, p. 211-212.

[65.](#) Cité par Hervé Mauran, *op. cit.*, p. 104.

[66.](#) *Ibid.*, p. 141-159.

[67.](#) Louis-Jean Malvy, *Mon crime*, Flammarion, 1921, p. 42-43.

## 1918 : comme en 14 ?

[1.](#) Rapporté par Rémy Porte, *Chronologie...*, *op. cit.*, p. 559.

[2.](#) Cité par Jean-Claude Laparra, *La Machine à vaincre. L'armée allemande 1914-1918*, Saint-Cloud, Soteca/14-18 Editions, 2006, p. 249.

[3.](#) Sur toutes ces dimensions, voir Jean-Claude Laparra, *1914-1918, La grande débrouille. Un point de vue iconoclaste sur l'armée allemande*, Louviers, Ysec Editions, 2006.

[4.](#) Sur ces combats italiens de Vrigny-Bligny, voir Giorgio Rochat, « Les Italiens dans la deuxième bataille de la Marne », dans François Cochet (dir.), *Les Batailles de la Marne de l'Ourcq à Verdun, 1914 et 1918*, *op. cit.*, p. 223-236.

[5.](#) Archives du MAE, PA AP 399, C34-D2, « L'échec décisif de l'échec allemand du 15 juillet, et de la défaite du 18 juillet 1918 », document de quatre pages. Note secrète du 22 juillet 1918 sur les actes d'indiscipline pendant les transports des troupes. Cité par Julie d'Andurain, *Le Général Gouraud, un colonial dans la Grande Guerre*, thèse de doctorat, Paris-Sorbonne, sous la direction de Jacques Frémeaux, 2009, p. 512-513.

[6.](#) Voir James W. Rainey, « The questionable training of the AEF in World War I », dans *Parameters*, US Army War College, hiver 1992-1993, vol XXII, n° 4, p. 89 *sq.*

[7.](#) Hunter Liggett, *AEF. Ten Years Ago in France*, New York, Dodd, Mead and company, 1928.

[8.](#) Joseph T. Dickman, *The Great Crusade : A Narrative of the World War*, New York, Appleton, 1927.

[9.](#) James G. Harbord, *Leaves from a War Diary*, New York, Dodd, Mead and Company, 1925. Harbord a été le chef d'état-major de Pershing et a commandé la brigade des Marines au bois de Belleau puis la seconde division américaine.

[10.](#) Robert A. Doughty, « Les Américains dans la deuxième bataille de la Marne », dans François Cochet (dir.), *Les Batailles de la Marne...*, *op. cit.*, p. 207-221.

[11.](#) Robert Doughty, « Viewing the Great War through a prism », dans Steven Weingartner (éd.), *Cantigny at Seventy-five : A professional Discussion*, Chicago, Robert

R. McCormick Tribune Fondation, 1994, p. 13-36.

[12.](#) Robert Bruce, *Fraternity of Arms : America and France in the Great War*, Lawrence, University Press of Kansas, 2003.

[13.](#) Michael J. Lyons, *World War I : A Short History*, Upper Saddle River, New Jersey, Prentice Hall, 2000.

[14.](#) Spencer C. Tucker, *The Great War, 1914-1918*, Bloomington, Indiana University Press, 1998.

[15.](#) Kenneth E. Hamburger, *Learning Lessons in the American Expeditionary Forces*, United States Army, Center of Military History. CMH pub 24-1, s.d.

[16.](#) Josiah B. Miller, *Development of the Department Direction of Training and Training Policy in the United States Army, 1789-1954, Background for the 20th Century Training, 1899-1914*, draft manuscript, Washington, Department of the Army, s.d., cité par le lieutenant-colonel James W. Rainey, *op. cit.*, p. 90.

[17.](#) National Archives, Records group 120, Entry 268, file 13, cité par Rainey, *op. cit.*, p. 91. Traduction de l'auteur.

[18.](#) Cité par Coffman, *The War to End all Wars*, *op. cit.*, p. 142. Traduction de l'auteur.

[19.](#) Cité par Kenneth E. Hamburger, *op. cit.*, p. 11.

[20.](#) *Non-Commissioned Officers* ou NCO.

[21.](#) George C. Marshall, *Memoirs of My Services in the World War, 1917-1918*, Boston, Houghton Mifflin, 1976, p. 35.

[22.](#) Cité par André Kaspi, *Le Temps des Américains, 1917-1918*, Publications de la Sorbonne, 1977, p. 280.

[23.](#) « Field order » n° 20, 20 septembre 1918, dans *Military Operations of the American Expeditionary Forces, Meuse-Argonne*, p. 107.

[24.](#) Intelligence Report, n° 28, *US Army in the World War*, *op. cit.*, p. 137.

[25.](#) *Ibid.*, p. 407.

[26.](#) SHD-DAT, 6 N 53.

[27.](#) Frédéric Guelton, « Les Américains dans la Grande Guerre », dans *14-18 La Grande Guerre*, n° 40, mars-juillet 2008, p. 47.

[28.](#) Cité par Robert Doughty, dans « George Marshall face à la dure et âpre réalité de la guerre », dans François Cochet (dir.), *De Gaulle et les « Jeunes-Turcs » dans les armées occidentales : 1930-1945 : une génération de la réflexion à l'action*, Riveneuve Editions, 2008, p. 183.

[29.](#) Sherwin Papers, 82d Division File, *US Army Military History Institute Research Collection*, Carlisle Barracks, Pennsylvania, cité par Rainey, *op. cit.*, p. 92.

[30.](#) André Kaspi, *op. cit.*, p. 116.

[31.](#) Vaux Papers, 90th division file, Carlisle Barracks.

[32.](#) Historique anonyme de la division, cité par K. Hamburger, *op. cit.*, p. 14.

[33.](#) André Kaspi, *op. cit.*, p. 108.

[34.](#) K. Hamburger, *op. cit.*, p. 20.

[35.](#) *Ibid.*, p. 15.

[36.](#) Hugh C. Hulse, *Mémoires de guerre d'un soldat américain, 1918-1919. Le bon endroit*, traduction de Lloyd K. Hulse, L'Harmattan, coll. « Mémoires du XX<sup>e</sup> siècle », 2007.

[37.](#) *Ibid.*, p. 84.

[38.](#) *Ibid.*, p. 61.

[39.](#) Entre 58 et 81 tués, 145 et 187 blessés.

[40.](#) Capitaine Olivier Lahaie, « Les Américains en Meuse en 1918 », dans François Cochet (dir.), *Les Batailles de la Marne...*, *op. cit.*, p. 307. Les Américains ont effectivement capturé entre 13 000 et 16 000 prisonniers et 752 mitrailleuses pour des pertes totales de 7 000 hommes.

[41.](#) SHD-DAT, 6 N58.

[42.](#) André Kaspi, *op. cit.*, p. 275.

[43.](#) Shippley Thomas, *The History of AEF*, New York, Doran, 1920, p. 84, cité par Robert Doughty, « Les Américains dans la deuxième bataille de la Marne », *op. cit.*, p. 215.



- [44.](#) Cité par André Kaspi, *op. cit.*, p. 283.
- [45.](#) Comptes arrêtés au 22 octobre 2007.
- [46.](#) National Archives Washington, RG 120, folder 695 B, 1003.2, cité par André Kaspi, *op. cit.*, p. 281.
- [47.](#) *Ibid.*, p. 128.
- [48.](#) Pol Chevalier, *Bar-le-Duc pendant la guerre*, Bar-le-Duc, Contant-Laguerre, 1935, p. 272-273.
- [49.](#) A.N. F 1 c III, 1130.
- [50.](#) Cité par André Kaspi, *op. cit.*, p. 130.
- [51.](#) William Philpott, *op. cit.*, p. 128.
- [52.](#) Cité par Rémy Porte, « Réalités du commandement en chef interallié à travers les exemples des relations entre Foch, Haig et Pétain pendant la crise de mai 1918 », dans Rémy Porte et François Cochet (dir.), *Ferdinand Foch (1851-1929), Apprenez à penser*, Saint-Cloud, Soteca/14-18 Editions, 2010, p. 226.
- [53.](#) Cité par Jean-Christophe Notin, *Foch*, Perrin, 2008, p. 332.
- [54.](#) A.D. Loire-Atlantique, 1 M 666, censure et contrôle postal, 1<sup>er</sup> avril 1918.
- [55.](#) Jean-Christophe Notin, *op. cit.*, p. 361.
- [56.](#) *Ibid.*, p. 381.
- [57.](#) Elizabeth Greenhalgh, *Foch in Command. The Forging of a First World War General*. Military History, Cambridge, Cambridge University Press, 2011, p. 421.
- [58.](#) Jean-Claude Laparra, 2006, *op. cit.*, p. 263-265.
- [59.](#) *Ibid.*, p. 268.
- [60.](#) Voir Julie d'Andurain, *op. cit.*, t. 1, p. 477 sq.
- [61.](#) Cité par Julie d'Andurain in *ibid.*, p. 495.
- [62.](#) Jean-Julien Weber, *op. cit.*, p. 212.

[63.](#) Frédéric Guelton, *op. cit.*, p. 84.

[64.](#) Sur ces débats, voir notamment Arlette Estienne Mondet, *Le Général J. B. E. Estienne, « père des chars »*, L'Harmattan, 2012.

[65.](#) Giorgio Rochat et Andrea Curami, *Giulio Douhet, Scritti 1901-1915*, Roma Stato Maggiore Aeronautica, Ufficio Storico, 1993.

[66.](#) Voir Henri Ortholan, *op. cit.*, p. 171 *sq.*

[67.](#) François Robichon, *L'Armée française vue par les peintres*, préface de Raoul Girardet, postface de Bruno Foucart, Herscher, 1998 ; voir aussi, du même auteur, *Edouard Detaille, un siècle de gloire militaire*, Paris, Giovanangeli, 2007, et *Alphonse de Neuville*, Paris, Nicolas Chaudun, 2010.

[68.](#) Voir Joëlle Beurrier, *Images et violence, 1914-1918. Quand le Miroir racontait la Grande Guerre*, Paris, Nouveau Monde Editions, 2007.

[69.](#) A titre d'exemple simplement, voir Laurent Veray, *La Grande Guerre au cinéma, de la guerre à la mémoire*, Ramsay, 2009 ; pour le cinéma, Yves Le Maner et Alain Jacques, qui ont produit une belle méthodologie pour les images fixes dans *Photographies de l'enfer et du chaos. Combattants et paysages de la Grande Guerre dans le Nord-Pas-de-Calais*, Saint-Omer, La coupole/Conseil général du Pas-de-Calais, 2009. Sur les photos privées, voir Louis Maufrais, *J'étais médecin dans les tranchées*, *op. cit.*, et « Désiré Sic, officier du Génie et photographe au Chemin des Dames », dans *La Lettre du Chemin des Dames*, hors-série n° 6, Laon, Conseil général de l'Aisne, 2012, p. 5-17.

[70.](#) Philippe Dagen, *Le Silence des peintres. Les artistes face à la Grande Guerre*, Fayard, 1996.

[71.](#) *Ibid.*, p. 8.

[72.](#) Claire Garnier et Laurent Le Bon (dir.), *1917*, catalogue de l'exposition présentée au Centre Pompidou-Metz, du 26 mai au 24 septembre 2012, avec une contribution de Philippe Dagen, « La création artistique en temps de guerre », p. 24-34, Metz, Editions du Centre Pompidou, 2012.

[73.](#) Voir Frédéric Thiery, « 1914, la première veste de camouflage de guerre du monde est inventée par Louis Guignot », dans *Guerres mondiales et conflits contemporains*, n° 227, juillet 2007, p. 7-22. Voir aussi « Le camouflage, une technique nouvelle née pendant la guerre », dans *Bulletin de la section d'information du GQG*, n° 91, 16 février 1919, p. 1-5.

[74.](#) Un certain nombre d'œuvres de Jean Berne-Bellecour, se trouvent dans le témoignage de son neveu, René-Charles Andrieu, du 9<sup>e</sup> RI, *Fleurs de tranchées, 1913-1919, Lettres de guerre*, Chemillé-sur-Indrois, Editions Hugues de Chivré, 2008.

[75.](#) Xavier Boniface (présentation), *Portraits de la Grande Guerre. Les pastels d'Eugène Burnand au musée de la Légion d'Honneur*, Paris/Bar-le-Duc, coédition ECPAD-Conseil général de la Meuse-Grande chancellerie de la Légion d'honneur, 2010.

[76.](#) Tous les exemples qui suivent sont empruntés à l'ouvrage de Joost De Gest et Piet De Greyse (dir.), *Couleurs au front, 1914-1918. Les peintres du front belge*, Bruxelles, Crédit communal, 1999.

[77.](#) A.N. F1c III 1125.

[78.](#) *Ibid.*

[79.](#) A.D Aube, SC 431.

[80.](#) A.D. Loire-Atlantique, 1 M 666.

[81.](#) A.N. F 1C III, 1130.

[82.](#) Voir Georges-Henri Soutou, « 1918, la fin de la Première Guerre mondiale ? », dans *RHA*, n° 251, 2008, p. 4-17.

[83.](#) *Ibid.*, p. 6.

[84.](#) Voir *L'Armistice du 11 novembre 1918, Objets, documents et souvenirs du patrimoine militaire*, Gourcuff-Gradenico/DMPA, préface d'Antoine Prost, 2008.

[85.](#) L'état-major avait préconisé la formule encore plus parlante, « Aucun ennemi ne vous a vaincus », cité par Georges-Henri Soutou, *op. cit.*, p. 10.

[86.](#) Pierre Jardin, « La fin de la guerre en Allemagne », *RHA*, *op.cit.*, p. 35-46, et du même, *Aux racines du mal. 1918, le déni de défaite*, Tallandier, 2006.

[87.](#) Voir Christian Baechler, *Les Alsaciens et le Grand Tournant de 1918*, Strasbourg, Développement et communauté, 1972, et Julie d'Andurain, *op. cit.*, p. 529-544.

[88.](#) Jean-Julien Weber, *op. cit.*, p. 237.

[89.](#) Cité par Jacques Frémeaux, « L'armistice de 1918 », dans *14-18 La Grande Guerre*, n° 43, novembre-décembre 2009, p. 35.

[90.](#) Albert Marquant, *op. cit.*, p. 305.

[91.](#) A.D. Dordogne, Périgueux, le 22 novembre 1918. 1 M 82. Rapports mensuels des préfets.

## 1919 et après

[1.](#) Cité par Rémy Porte, *Chronologie...*, *op. cit.*, p. 542.

[2.](#) Voir le travail ancien mais toujours précieux de Pierre Gerbet, Victor-Yves Ghebali et Marie-Renée Mouton, *Les Palais de la paix*, Paris, Editions Richelieu, 1973.

[3.](#) Sur les conséquences de la fin de la guerre en Allemagne, il faut se référer maintenant à Arndt Weinrich, *Der Weltkrieg als Erzieher*, et à la liste des sources et de bibliographie qu'il cite en fin de volume, Essen, Klartext Verlag, 2013.

[4.](#) Voir, outre le grand classique de Pierre Renouvin, *Le Traité de Versailles*, Flammarion, 1969, Jean-Jacques Becker, *Le Traité de Versailles*, PUF, 2002.

[5.](#) Sur ces mouvements de populations, voir Hervé Georgelin, « Les réfugiés arméniens en Grèce, 1922-1949 : s'installer ou repartir ? », dans Olivier Forcade et Philippe Nivet (dir.), *Les Réfugiés en Europe, du XVI<sup>e</sup> au XX<sup>e</sup> siècle*, Nouveau Monde Editions, 2008, p. 185-201.

[6.](#) Charles de Gaulle, *Lettres, notes et carnets, 1919-juin 1940*, Plon, 1980, p. 79.

[7.](#) *Ibid.*, p. 93-94 et 96.

[8.](#) Merci à Julie d'Andurain pour les renseignements qu'elle a bien voulu me fournir sur la situation du Levant.

[9.](#) Laurence Van Ypersele, *op. cit.*, p. 66.

[10.](#) *La Libre Belgique* du 30 novembre 1918, cité par Laurence Van Ypersele, *ibid.*

[11.](#) *Ibid.*, p. 67.

[12.](#) L'ouvrage de référence est celui de Fabrice Virgili, *La France virile*, Payot et Rivages, 2000.

[13.](#) Thierry Lemoine, « Mercantis, enrichis et autres profiteurs. La répression à l'égard des trafiquants avec l'ennemi au sortir de la Grande Guerre : étude de quelques cas liégeois et namurois », dans Stéphanie Claisse et Thierry Lemoine (dir.), *Comment (se) sortir de la*

*Grande Guerre ? Regards sur quelques pays « vainqueurs » : la Belgique, la France, la Grande-Bretagne*, L'Harmattan, 2005, p. 107-126.

[14.](#) Renée Martinage, « Les collaborateurs devant la cour d'assises du Nord après la très Grande Guerre », dans *Revue du Nord*, t. LXXVII, n° 309, janvier-mars, 1995, p. 395-445.

[15.](#) A.D. Dordogne, 1 M 82.

[16.](#) A.D. Dordogne, 10 M 20.

[17.](#) Cité par Rosina Scalise-Springer, *Benedetto Croce (1866-1952), un intellectuel libéral italien face à la guerre, à la paix et au totalitarisme*, thèse de doctorat de l'université de Strasbourg, 2012, p. 42.

[18.](#) Dans *Histoire de la littérature française*, cité par Michel Leymarie, *op. cit.*, p. 516.

[19.](#) Voir Olivier Dard, *Les Rendez-vous manqués des relèves des années 1930*, PUF, 2002.

[20.](#) A.D. Loire-Atlantique, 1 M 82.

[21.](#) A.D. Loire-Atlantique, 1 M 666.

[22.](#) Voir Nicolas Beaupré, *1914-1945. Les Grandes Guerres*, Belin, 2012, et notamment le chapitre « Les reconstructions », p. 199-273.

[23.](#) Du 16 janvier 1921 au 15 janvier 1923.

[24.](#) Olivier Faron, *Les Enfants du deuil. Orphelins et pupilles de la nation de la Première Guerre mondiale (1914-1941)*, La Découverte, 2001.

[25.](#) *L'Echo de Paris*, 1<sup>er</sup> février 1916, p. 1.

[26.](#) Voir Stéphane Tison, *Comment sortir de la guerre ? Deuil, mémoire, traumatisme 1870-1940*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, 2011. Sur les phénomènes de deuil, Nicolas Beaupré, *Les Traumatismes de la Grande Guerre*, Presses universitaires du Septentrion, Villeneuve-d'Ascq, 2012 (édition allemande, 2011).

[27.](#) Romain Ducoulombier, *op. cit.*, p. 143.

[28.](#) Albert Marquand, *op. cit.*, p. 305.

[29.](#) Bruno Cabanes, *La Victoire endeuillée. La sortie de guerre des soldats français, 1918-1920*, Seuil, 2004.

[30.](#) Bruno Cabanes, « La “guerre après la guerre” : détestation de l’ennemi et violences antiallemandes chez les soldats français, 1918-1920 », dans Stéphanie Claisse et Thierry Lemoine, *op. cit.*, p. 89-106.

[31.](#) Benito Mussolini, *op. cit.*, p. 124.

[32.](#) Fustel de Coulanges, *La Cité antique*, rééd. Flammarion, 1984, p. 243-244. Voir aussi, sur ce sujet, Pierre Ellinger, « Les “civils” dans les guerres de la Grèce ancienne », dans François Cochet (dir.), *Les Violences de guerre à l’égard des civils : axiomatique, pratiques et mémoires*, Centre de recherche histoire et civilisation de l’université Paul-Verlaine, Metz, 2005, p. 11-22.

[33.](#) Jean-Yves Le Naour, *La Honte noire. L’Allemagne et les troupes coloniales françaises. 1914-1945*, Hachette, 2004.

[34.](#) Voir la thèse de Julie Le Gac, *Splendeurs et misères du Corps expéditionnaire français en Italie (novembre 1942-juillet 1944)*, sous la direction d’Olivier Wieviorka, ENS Cachan, décembre 2011, version publiée, *Vaincre sans gloire. Le corps expéditionnaire français en Italie (novembre 1942-juillet 1944)*, Les Belles Lettres, DMPA, 2013.

[35.](#) Antoine Prost, *Les Anciens Combattants et la société française, 1914-1939*, Presses de la Fondation des sciences politiques, 1977.

[36.](#) Albert Kéchichian, *Les Croix-de-Feu à l’âge des fascismes. Travail, famille, patrie*, Seyssel, Editions Champ Vallon, 2006.

[37.](#) Jean-François Sirinelli, « La France de l’entre-deux-guerres : un “trend” pacifiste ? », dans Maurice Vaïsse (dir.), *Le Pacifisme en Europe des années 1920 aux années 1950*, Bruxelles, Bruylant, 1993, p. 43-50.

[38.](#) *Ibid.*, p. 45.

[39.](#) Cité par Odette Hardy-Hémery, *Fusillé..., op. cit.*, p. 121-122.

[40.](#) Alan Kramer, *Dynamic of Destruction. Culture and Mass Killing in the First World War*, Oxford, Oxford University Press, 2007, p. 278.

[41.](#) Voir Beatrix Pau, *Le Transport des corps militaires de la Grande Guerre. Etude comparée France-Italie*, université de Montpellier, sous la direction de Jean-Charles Jauffret, 2002, et, du même auteur, « La démobilisation des morts français et italiens de la Grande Guerre », dans *RHA*, n° 250, 2008, p. 66-76.

[42.](#) Antoine Prost, « Les monuments aux morts. Culte républicain ? Culte civique ? Culte patriotique ? », dans Pierre Nora (dir.), *Les Lieux de mémoire*, t. 1, *La République*, Gallimard, 1984, p. 195-225.

[43.](#) Brereton Greenhous et Stephen J. Harris, *op. cit.*, p. 139-140.

[44.](#) Englobant d'ailleurs des sépultures de 1939-1945, d'Indochine et d'Algérie.

[45.](#) Voir François Cochet et Jean-Noël Grandhomme (dir.), *Les Soldats inconnus de la Grande Guerre. La mort, le deuil, la mémoire*, Saint-Cloud, Soteca/14-18 Editions, 2012.

[46.](#) Cité par Odette Hardy-Hémery, *op. cit.*, p. 140.

[47.](#) Eugen Weber, *La Fin des terroirs : la modernisation de la France rurale (1870-1914)*, Fayard, 1983, p. 675.

[48.](#) François Cochet, « Democracies and the ethics of war : The record of the past », dans Samy Cohen (ed.), *Democracies at War against Terrorism. A Comparative Perspective*, New York, Palgrave/ MacMillan, 2008, p. 15-39.

[49.](#) Henri Pichot, Discours au Congrès de l'Union fédérale de Clermont-Ferrand, 1922.

[50.](#) Aujourd'hui, ils sont en cours de réédition, en sept volumes, par Amaury de Valroger et Camille Bouvet pour les Editions Michelin, les textes étant rédigés par Laurent Loiseau, François Cochet et des historiens locaux pour les différents guides.

[51.](#) Voir Jean-Pascal Soudagne, « La mémoire de la Somme », dans *14-18 La Grande Guerre*, août-septembre 2006, p. 66-70.

[52.](#) Téléfilm de Jean-Louis Lorenzi, France, 2003, sur un scénario de Jean-Louis Lorenzi et Thierry Bourcy.

[53.](#) Voir notamment sa communication, « L'inscription de la guerre dans les paysages ruraux du nord-est de la France », dans Jean-Jacques Becker et Stéphane Audoin-Rouzeau (dir.), *Les Sociétés européennes et la Guerre de 1914-1918*, Centre d'histoire de la France contemporaine, université de Paris X-Nanterre, Paris, 1990, p. 411-437.

[54.](#) Voir Albert Holtzmann, « La Tête des Faux, le drame de Noël 1914 », dans *14-18 La Grande Guerre*, n° 3, août-septembre 2001, p. 23. La Tête des Faux est effectivement classée le 11 juin 1921 en même temps que d'autres « points hauts » vosgiens, le Linge ou l'Hartmann.

[55.](#) Jean-Paul Amat, *op. cit.*, p. 415.

[56.](#) *Ibid.*, p. 417.





## Bibliographie indicative

Compte tenu de la masse considérable d'ouvrages consacrés à la Grande Guerre, qui évolue sans cesse, il n'est pas possible d'en établir une bibliographie exhaustive.

Nous avons choisi de présenter ici des outils de travail, ainsi qu'une bibliographie indicative permettant d'aborder et d'approfondir les principales dimensions de la guerre de 1914-1918. Les témoignages de combattants ne sont pas cités. Ils méritent le respect de l'historien et peuvent être utilisés au même titre que les autres sources, à la condition d'être scientifiquement remis dans leur contexte. Nous en utilisons un certain nombre dans cet ouvrage. C'est surtout leur nombre – sans cesse croissant – qui nous fait renoncer à essayer d'en faire une recension.

Nous indiquons simplement – sans œillères d'aucune sorte – les ouvrages qui nous ont aidé dans ce travail.

### Outils de travail

Audoin-Rouzeau Stéphane et Becker Jean-Jacques (dir.), *Encyclopédie de la Grande Guerre*, Paris, Bayard, 2004, et Perrin, 2012.

Cochet François et Porte Rémy (dir.), *Dictionnaire de la Grande Guerre*, Paris, Robert Laffont, coll. « Bouquins », 2008.

- Lagrange François (dir.), *Inventaire de la Grande Guerre*, Paris, Encyclopedia Universalis, 2005.
- Le Naour Jean-Yves (dir.), *Dictionnaire de la Grande Guerre*, Paris, Larousse, 2008.
- Porte Rémy, *Chronologie commentée de la Première Guerre mondiale*, Paris, Perrin, 2011.

## Ouvrages généraux

- Audoin-Rouzeau Stéphane et Becker Annette, *La Grande Guerre*, Paris, Gallimard, 1998.
- Beaupré Nicolas, *1914-1945. Les Grandes Guerres*, Paris, Belin, 2012.
- Becker Jean-Jacques et Krumeich Gerd, *La Grande Guerre, une histoire franco-allemande*, Paris, Tallandier, 2008.
- Becker Jean-Jacques, *L'Europe dans la Grande Guerre*, Paris, Belin, 1996.
- Cazals Rémy, *Les Mots de 14-18*, Toulouse, Presses universitaires du Mirail, 2003.
- Cochet François, *Les Idées reçues de la Grande Guerre*, Paris, Le Cavalier bleu, 2008, et 2013.
- Duroselle Jean-Baptiste, *La Grande Guerre des Français, 1914-1918*, Paris, Perrin, 1994.
- Isnenghi Mario et Rochat Giorgio, *La Grande Guerra, 1914-1918*, Milan, Sansoni, 2004.
- Keegan John, *La Première Guerre mondiale*, Paris, Perrin, 2003 (édition originale, Londres, Random House, 1998).
- Loez André, *La Grande Guerre*, Paris, La Découverte, 2010.
- Lyons Michael, *World War I : A short History*, Upper Saddle River, New Jersey, Prentice Hall, 2000.
- Prior Robin et Wilson Trevor, *The First World War*, Londres, Cassell, 1999, et l'édition française, *La Première Guerre mondiale*, Paris, Autrement, 2001, préface de François Cochet.

- Sondhaus Lawrence, *World War One. The Global Revolution*, Cambridge, Cambridge University Press, 2011.
- Tucker Spencer, *The Great War, 1914-1918*, Bloomington, Indiana University Press, 1998.
- Winter Jay M., *La Première Guerre mondiale, 1914-1918*, édition originale Oxford, 1988, édition française France Loisirs, 1992, p. 40.

## **La question des origines de la guerre et les débuts du conflit**

- Bardiès Laure et Motte Martin (dir.), *De la guerre ? Clausewitz et la pensée stratégique contemporaine*, Fondation Saint Cyr/Economica, 2008.
- Becker Jean-Jacques, *Comment les Français sont entrés dans la guerre*, Paris, Presses de la Fondation nationale des sciences politiques, 1977.
- Bled Jean-Paul, *François-Ferdinand d'Autriche*, Paris, Tallandier, 2012.
- Charle Christophe, *La Crise des sociétés impériales, Allemagne, France, Grande-Bretagne (1900-1940), Essai d'histoire sociale comparée*, Paris, Seuil, 2001.
- Clark Christopher, *The Sleepwalkers: How Europe went to war in 1914*, Londres, Harper, 2013, traduction française, *Les Somnambules*, Paris, Flammarion, 2013.
- Cosson Olivier, *Préparer la Grande Guerre. L'armée française et la guerre russo-japonaise 1899-1914*, Paris, Les Indes Savantes, 2013.
- Dard Olivier, *Charles Maurras*, Paris, Armand Colin, 2013.
- Dard Olivier, Leymarie Michel et MacWilliam Neil (dir.), *Le Maurrassisme et la Culture. L'action française. Culture, société, politique (III)*, Lille, Presses universitaires du Septentrion, 2010.

- Droz Jacques, *Les Causes de la Première Guerre mondiale. Essai d'historiographie*, Paris, Seuil, 1973, p. 11.
- Fischer Fritz, *Griff nach der Weltmacht : die Kriegzielpolitik des kaiserlichen Deutschland, 1914-1918*, 1961, paru en français sous le titre *Les Buts de guerres de l'Allemagne impériale (1914-1918)*, traduction de Geneviève Migeon et Henri Thiès, préface de Jacques Droz, Editions de Trévise, 1970.
- Hénin Pierre-Yves, *Le Plan Schlieffen. Un mois de guerre, deux siècles de controverses*, Paris, Economica, 2012.
- Horne John et Kramer Alan, 1914. *Les Atrocités allemandes*, Paris, Tallandier, 2005.
- Laval Michel, *Tué à l'ennemi. La dernière guerre de Charles Péguy. Récit*, Paris, Calmann-Lévy, 2013.
- Lejeune Dominique, *Les Causes de la Première Guerre mondiale*, Paris, Armand Colin, 1992.
- Le Naour Jean-Yves, 1914. *La Grande Illusion*, Paris, Perrin, 2012.
- Mac Meekin Sean, *The Russian Origins of the First World War*, Cambridge (Mass.), Harvard University Press, 2011.
- Mombauer Annika, *Helmuth von Moltke and the Origins of the First World War*, Cambridge, Cambridge University Press, 2001.
- Mulligan William, *The Origins of the First World War*, Cambridge, Cambridge University Press, 2010.
- Queloz Dimitry, *De la manœuvre napoléonienne à l'offensive à outrance. La tactique générale de l'armée française 1871-1914*, Paris, ISC/Economica, 2009.
- Vaïsse Maurice, *L'Entente cordiale de Fachoda à la Grande Guerre, dans les archives du Quai d'Orsay*, Bruxelles, Editions Complexe, 2004.
- Verhey Jeffrey, *The Spirit of 1914 : Militarism Myth and Mobilization in Germany*, Cambridge, Cambridge University Press, 2000.

- Ziemann Benjamin, Ulrich Bernd et Vogel Jakob, *Untertan in Uniform. Militär und Militarismus im Kaiserreich 1871-1914*, Francfort, Fischer-Taschenbuch Verlag, 2001.
- Zuber Terence, *Inventing the Schlieffen Plan. German War Planning, 1871-1914*, Oxford-New York, Oxford University Press, 2002.

## **Les dimensions géostratégiques et tactiques**

- Batakovic Dusan T. (dir.), *La Serbie et la France, une alliance atypique*, Académie serbe des sciences et des arts, Belgrade, 2010.
- Bennett Geoffrey, *Naval Battles of the First World War*, Londres, Pens and Sword Military Classics, 2005.
- Buzet François-Emmanuel, *Le Jutland. La plus formidable bataille navale de tous les temps*, Economica, coll. « Campagnes et stratégie », 2011 (2<sup>e</sup> éd.).
- Campbell John, *Jutland, An Analysis of the Fightings*, Lyons Press, 1998.
- Grandhomme Jean-Noël, *La Roumanie de la Triplice à l'Entente, 1914-1919*, Saint-Cloud, Soteca/14-18 Editions, 2009.
- Greenhalgh Elisabeth, *Foch in Command. The Forging of a First World War General*, Military History, Cambridge, Cambridge University Press, 2011.
- Griffith Paddy, *Fortifications of the Western Front, 1914-1918*, Oxford, Osprey Publishing, 2004.
- Jenkins Roy, *Churchill*, Londres, MacMillan, 2001.
- Le Moal Frédéric, *La Serbie, du martyre à la victoire, 1914-1918*, Saint-Cloud, Soteca/14-18 Editions, 2008.
- Notin Jean-Christophe, *Foch*, Paris, Perrin, 2008.
- Philpott William J., *Anglo-French Relations and Strategy on the Western Front, 1914-1918*, Londres, MacMillan, 1996.
- Porte Rémy, *Du Caire à Damas. Français et Anglais au Proche-Orient (1914-1919)*, préface de Jean-Charles Jauffret, Saint-

- Cloud, Soteca/14-18 Editions, 2008.
- , *La Conquête des colonies allemandes. Naissance et mort d'un rêve impérial*, Saint-Cloud, Soteca/14-18 Editions, 2006.
  - , Edition critique de Maurice Sarrail, *Mon commandement en Orient*, Saint-Cloud, Soteca/14-18 Editions, 2012.
  - , Edition critique de Erich von Falkenhayn, *Le Commandement suprême de l'armée allemande, 1914-1916*, Saint-Cloud, Soteca/14-18 Editions, 2010.
  - , Avec François Cochet (dir.), *Ferdinand Foch (1851-1929). Apprenez à penser*, Saint-Cloud, Soteca/14-18 Editions, 2010.
- Renoton-Beine Nathalie, *La Colombe et les Tranchées. Les tentatives de paix de Benoît XV pendant la Grande Guerre*, Paris, Editions du Cerf, 2004.
- Schiavon Max, *L'Autriche-Hongrie dans la Première Guerre mondiale. La fin d'un Empire*, Saint-Cloud, Soteca/14-18 Editions, 2011.
- Strachan Hew, *European Armies and the Conduct of War*, Routledge, Londres et New York, 1<sup>re</sup> éd., 1983, 7<sup>e</sup> éd., 2003.
- Traxel David, *Crusader Nation : The United States in Peace and the Great War, 1898-1920*, New York, Alfred Knopf, 2006.
- Tucker Robert, *Woodrow Wilson and the Great War : Reconsidering America's Neutrality, 1914-1917*, Charlottesville, University of Virginia Press, 2007.

## **Expériences combattantes et fonctionnements des fronts**

- Allard Geneviève, *Névrose et folie dans le Corps expéditionnaire canadien, 1914-1918. Le cas québécois*, Outremont, Athena Editions, 2012.
- Ashworth Tony, *Trench Warfare. The Live and Let Live System*, New York, Holmes and Meier 1980, rééd. Penbooks, 2000.

- Audoin-Rouzeau Stéphane, *14-18, les combattants des tranchées*, Paris, Armand Colin, 1986.
- , et al., *La Violence de guerre, 1914-1945*, Bruxelles, Editions Complexe/IHTP, 2002.
- Bach André, *Fusillés pour l'exemple, 1914-1915*, Paris, Tallandier, 2003.
- , *Justice militaire, 1915-1916*, Paris, Editions Vendémiaire, 2013.
- Baldin Damien et Saint-Fuscien Emmanuel, *Charleroi, 21-23 août 1914*, Paris, Tallandier, 2012.
- Birnstiel Eckart et Cazals Rémy (éd.), *Ennemis fraternels, 1914-1915*, Toulouse, Presses universitaires du Mirail, 2002.
- Bouvier Patrick, *Déserteurs et insoumis. Les Canadiens français et la Justice militaire (1914-1918)*, Outremont, Athena Editions, 2003.
- Bruce Robert, *Fraternity of Arms : America and France in the Great War*, Lawrence, University Press of Kansas, 2003.
- Carlier Claude et Pedroncini Guy (dir.), *Les Troupes coloniales dans la Grande Guerre*, Paris, Economica, 1997.
- Cazals Rémy, Picard Emmanuelle et Rolland Denis (dir.), *La Grande Guerre, pratiques et expériences*, Toulouse, Privat, 2005.
- Cazals Rémy et Loez André, *Vivre et mourir dans les tranchées*, Tallandier, 2008 et 2012.
- Cochet François, *Survivre au front, les poilus entre contrainte et consentement*, Saint-Cloud, Soteca/14-18 Editions, 2005.
- , *Armes en guerre. Mythes, symboles, réalités*, Paris, CNRS Editions, 2012.
- , Direction de la collection « Expérience combattante XIX<sup>e</sup>-XXI<sup>e</sup> siècle », Paris, Riveneuve Editions, voir les volumes 1 (*Former les combattants au feu*, 2011), 2 (*Commander et obéir au feu*, 2012), 3 (*Les environnements du combattant*, 2013) et 4 (*Les traumatismes des combattants*, à paraître 2014).

- , (dir.), *1917, Des monts de Champagne à Verdun*, Saint-Cloud, Soteca/14-18 Editions, 2007.
- , (dir.), *Verdun sous le regard du monde*, Saint-Cloud, Soteca/14-18 Editions, 2006.
- , (dir.), *Les batailles de la Marne de l'Ourcq à Verdun, 1914 et 1918*, Saint-Cloud, Soteca/14-18 Editions, 2004.
- Crocq Louis, *Les Traumatismes psychiques de guerre*, Paris, Odile Jacob, 1999.
- Delaporte Sophie, *Les Médecins dans la Grande Guerre*, Paris, Bayard, 2003.
- , *Gueules cassées. Les blessés de la face de la Grande Guerre*, Paris, Noesis, 1996.
- Franc Claude, *Le Haut-commandement français sur le front occidental, 1914-1918*, Saint-Cloud, Soteca/14-18 Editions, 2012.
- Frémeaux Jacques, *De quoi fut fait l'empire. Les guerres coloniales au XIX<sup>e</sup> siècle*, Paris, CNRS Editions, 2010.
- Goya Michel, *La Chair et l'Acier. L'invention de la guerre moderne, 1914-1918*, Paris, Tallandier, 2004.
- Grandhomme Jean-Noël, *Berthelot, du culte de l'offensive à la stratégie globale*, Ivry-sur-Seine, ECPAD, 2011.
- , Avec Thérèse Krempp, *Charles de Rose, le pionnier de l'aviation de chasse*, Strasbourg, La Nuée bleue, 2003.
- Haddad Galit, *1914-1919. Ceux qui protestaient*, Paris, Les Belles Lettres, 2012.
- Hardier Thierry et Jagielski Jean-François, *Combattre et mourir pendant la Grande Guerre (1914-1925)*, Paris, Imago, 2001.
- Heyriès Hubert, *Les Garibaldiens de 14. Splendeurs et misères des Chemises rouges en France de la Grande Guerre à la Seconde Guerre mondiale*, Nice, Serre Editeur, 2005.
- Holmes Richard, *Acts of War. The Behaviour of Men in Battle*, Londres, Cassell Military, 2<sup>e</sup> éd., 2004.



- , *Dusty Warriors*, Londres, Harper Perennial, 2<sup>e</sup> éd., 2007.
- , *Soldiers : a history*, Londres, Harper Press, 2011.
- Lepick Olivier, *La Grande Guerre chimique*, Paris, PUF, 1998.
- Maurin Jules, *Armée, guerre et société. Soldats languedociens, 1889-1919*, Paris, Publications de la Sorbonne, 1982.
- Mbajum Samuel, *Les Combattants africains dits « tirailleurs sénégalais » au secours de la France, 1857-1945*, Paris, Riveneuve Editions, 2013.
- Labanca Nicola, *Caporetto. Storia di una disfatta*, Florence, Giunti, 1997.
- Laparra Jean-Claude, *La Machine à vaincre. L'armée allemande 1914-1918*, Saint-Cloud, Soteca/14-18 Editions, 2006.
- Larcen Alain et Ferrandis Jean-Jacques, *Les Services de santé aux armées pendant la Première Guerre mondiale*, Editions LBM, 2008.
- Le Naour Jean-Yves, *Désunion nationale. La légende noire des soldats du midi*, Editions Vendémiaire, 2011.
- Levine Joshua, *Forgotten Voices of the Somme. The Most Devastating Battle of the Great War in the Words of Those Who Survived*, en collaboration avec l'Imperial War Museum, Londres, Ebury Press, 2008.
- Loez André, *Les Refus de la guerre. Une histoire des mutins*, Paris, Gallimard, coll. « Folio », 2010.
- , Avec Mariot Nicolas (dir.), *Obéir/désobéir. Les mutineries de 1917 en perspective*, Paris, La Découverte, 2008.
- Monticone Alberto, *La battaglia di Caporetto*, Udine, Paolo Gaspari Editore, 1999.
- Pedroncini Guy, *Les Mutineries de 1917*, Paris, PUF (1<sup>re</sup> éd., 1967), 4<sup>e</sup> éd. complétée, 1999.
- Philpott William, *Bloody Victory. The Sacrifice on the Somme*, Londres, Abacus, 2009.

- Porte Rémy, *Les 300 jours de Verdun*, Service historique de la Défense, Paris, Editions Italiques, 2006.
- , *Les Secrets de la Grande Guerre*, Paris, Librairie Vuibert, 2012.
- Rawling Bill, *Survivre aux tranchées. L'armée canadienne et la technologie (1914-1918)*, Outremont, Athena éditions, 2004.
- Rolland Denis, *Nivelle, l'inconnu du Chemin des Dames*, Paris, Imago, 2012.
- , *La Grève des tranchées. Les mutineries de 1917*, postface de Nicolas Offenstadt, Paris, Imago, 2005.
- Rousseau Frédéric, *La Guerre censurée. Une histoire des combattants européens de 14-18*, Paris, Seuil, 1999.
- , *La Grande Guerre en tant qu'expériences sociales*, Paris, Ellipses, 2006.
- Saint-Fuscien Emmanuel, *A vos ordres ? La relation d'autorité dans l'armée française de la Grande Guerre*, Paris, Editions EHESS, 2011.
- Smith Leonard, *Between Mutiny and Obedience, the Case of French Fifth Infantry Division during World War I*, Princeton, Princeton University Press, 1994.
- Tatu Laurent et Bogousslavsky Julien, *La Folie au front. La grande bataille des névroses de guerre, 1914-1918*, Paris, Imago, 2012.

## Occupations

- Becker Annette, *Les Cicatrices rouges, 14-18. France et Belgique occupées*, Paris, Fayard, 2010.
- , *Oubliés de la Grande Guerre, humanitaire et culture de guerre 1914-1918. Populations occupées, déportés civils, prisonniers de guerre*, Paris, Noesis, 1998.
- Bidou Solange (dir.), *Les Ardennes durant la Grande Guerre (1914-1918)*, introduction François Cochet, Charleville-Mézières, Conseil général des Ardennes, 1994.

- Cochet François (dir.), *Les Occupations en Champagne-Ardenne, 1814-1944*, Reims, Presses universitaires de Reims, 1994.
- Collectif, *Occupations/Besatzungszeiten. Les Ardennes, 1914-1918. La Rhénanie 1918-1930*, Charleville, Editions Terres Ardennaises, 2007.
- Debruyne Emmanuel et Paternostre Jehanne, *La Résistance au quotidien, 1914-1918*, témoignages inédits, préface de Sophie de Schaepdrijver, Bruxelles, Editions Racine, 2009.
- Nivet Philippe, *1914-1918. La France occupée*, Paris, Armand Colin, 2011.

## **Prisonniers de guerre**

- Abbal Odon, *Soldats oubliés. Les prisonniers de guerre français*, Bez et Esparon, Etudes et Communications Editions, 2001.
- Auriol Jean-Claude, *Les Barbelés des Bannis. La tragédie des prisonniers français en Allemagne durant la Grande Guerre*, Paris, Editions Tirésias, 2004.
- Bugnion François, *Le Comité international de la Croix-Rouge et la Protection des victimes de la guerre*, Genève, CICR, 1994 et 2000 (2<sup>e</sup> éd.).
- Caucanas Sylvie, Cazals Rémy et Payen Pascal (dir.), *Les Prisonniers de guerre dans l'histoire. Contacts entre peuples et cultures*, Toulouse, Privat, 2003.
- Cochet François, *Soldats sans armes. La captivité de guerre, une approche culturelle, XIX<sup>e</sup>-XX<sup>e</sup> siècle*, Bruxelles, Bruylant, 1998.
- Gayme Evelyne, *Les Prisonniers de guerre français. Enjeux militaires et stratégiques (1914-1918 et 1940-1945)*, Paris, Economica, 2010.
- Médard Frédéric, *Les Prisonniers en 1914-1918. Acteurs méconnus de la Grande Guerre*, préface de François Cochet, Saint-Cloud, Soteca/14-18 Editions, 2010.

- Nouzille Jean, *Le Calvaire des prisonniers de guerre roumains en Alsace-Lorraine, 1917-1918*, Bucarest, Editions militaires, 1991.
- Pathé Anne-Marie et Théofilakis Fabien (dir.), *La Captivité de guerre au XX<sup>e</sup> siècle. Des archives, des histoires, des mémoires*, Paris, 2012, Armand Colin/ministère de la Défense (une seule communication est consacrée à la Grande Guerre).
- Procacci Giovanna, *Soldati e prigionieri nella Grande Guerra*, Rome, Riumiti, 1993.
- Rossi Marina, *I prigionieri dello Zar. Soldati dell'esercito austro-ungario nel lager della Russia, 1914-1918*, Milan, Mursia, 1997.
- Speed Richard, *Prisoners, Diplomats and the Great War. A Study in the Diplomacy of Captivity*, Londres, Military Studies, 1990.

## **Sociétés et économies en guerre**

- Audoin-Rouzeau Stéphane, *La Guerre des enfants, 1914-1918. Essai d'histoire culturelle*, Paris, Armand Colin, 1993.
- Becker Jean-Jacques, *Clemenceau, chef de guerre*, Paris, Armand Colin, 2012.
- , *et al.*, *Guerre et cultures, 1914-1918*, Paris, Armand Colin, 1994.
- Beurier Joëlle, *Images et violence, 1914-1918. Quand Le Miroir racontait la Grande Guerre*, Paris, Nouveau Monde Editions, 2007.
- Bloxham Donald, *The Great Game of Genocide*, Oxford, Oxford University Press, 2005.
- Bock Fabienne, *Un parlementarisme de guerre, 1914-1919*, Paris, Belin, 2002.
- Capozzola Christopher, *Uncle Sam Wants You : World War I and the Making of the Modern American Citizen*, Oxford, Oxford University Press, 2008.
- Cochet François, *Rémois en guerre (1914-1918). L'héroïsation au quotidien*, Nancy, Presses universitaire de Nancy, 1993.

- , *Les Violences de guerre à l'égard des civils : axiomatiques, pratiques et mémoires*, Metz, Centre de recherche histoire et civilisation de l'université de Metz, 2005.
- Courmont Juliette, *L'Odeur de l'ennemi, 1914-1918*, préface d'Alain Corbin, Armand Colin, 2010.
- Cubero José, *La Grande Guerre et l'Arrière (1914-1919)*, Pau, Cairn Editions, 2007.
- Dagen Philippe, *Le Silence des peintres. Les artistes face à la Grande Guerre*, Paris, Fayard, 1996.
- Darmon Pierre, *Vivre à Paris pendant la Grande Guerre*, Paris, Fayard, 2002.
- Ducoulombier Romain, *Camarades ! La naissance du parti communiste en France*, préface de Marc Lazar, Paris, Perrin, 2010.
- Duroselle Jean-Baptiste, *Clemenceau*, Paris, Fayard, 1988.
- Forcade Olivier, *La Censure politique en France pendant la Grande Guerre*, thèse de doctorat (Paris X), sous la direction de Jean-Jacques Becker, 1998.
- Frémeaux Jacques, *Les Colonies dans la Grande Guerre. Combats et épreuves des peuples d'outre-mer*, Saint-Cloud, Soteca/14-18 Editions, 2006.
- Fridenson Patrick (dir.), *L'Autre front*, Paris, Editions ouvrières, 1977.
- Kaspi André, *Le Temps des Américains, 1917-1918*, Paris, Publications de la Sorbonne, 1977.
- Kennedy David, *Over Here : The First World War and American Society*, Oxford University Press, 1980.
- Kramer Alan, *Dynamic of Destruction. Culture and Mass Killing in the First World War*, Oxford, Oxford University Press, 2007.
- Le Naour Jean-Yves, *Misères et tourments de la chair durant la Grande Guerre. Les mœurs sexuelles des Français, 1914-1918*, Paris, Aubier, 2002.

- Li Ma (dir.), *Les Travailleurs chinois en France dans la Première Guerre mondiale*, Paris, CNRS Editions, 2011.
- Michel Henri, *Une enfance provençale au temps de la Première Guerre mondiale. Vidauban dans la mémoire d'un historien*, présentation de Jean-Marie Guillon avec la collaboration d'Alain Droguet, Forcalquier, C'est-à-dire Editions, 2012.
- Pearce Cyril, *Comrades in Conscience. The Story of an English Community's Opposition to the Great War*, Londres, Francis Boutle Publishers, 2001.
- Pignot Manon, *Allons enfants de la patrie. Génération Grande Guerre*, Paris, Seuil, 2012.
- Porte Rémy, *La Mobilisation industrielle, « premier front » de la Grande Guerre ?*, Saint-Cloud, Soteca/14-18 Editions, 2005.
- Pourcher Yves, *Les Jours de guerre. La vie des Français au jour le jour entre 1914 et 1918*, Paris, Plon, 1994.
- Prochasson Christophe et Rasmussen Anne, *Au nom de la patrie : les intellectuels et la Première Guerre mondiale*, Paris, La Découverte, 1996.
- Ridel Charles, *Les Embusqués*, préface de Stéphane Audoin-Rouzeau, Paris, Armand Colin, 2007.
- Robert Jean-Louis et Winter Jay (dir.), *Capital Cities at War. London, Paris, Berlin, 1914-1919*, Cambridge, Cambridge University Press, 1997.
- Robichon François, *L'Armée française vue par les peintres*, préface de Raoul Girardet, postface de Bruno Foucart, Paris, Herscher, 1998.
- Soutou Georges-Henri, *L'Or et le Sang : les buts de guerre économiques de la Première Guerre mondiale*, Paris, Fayard, 1990.
- Thébaud Françoise, *La Femme au temps de la guerre 14*, Paris, Stock 1986 (1<sup>re</sup> éd.).

- Trevisi Marion et Nivet Philippe (dir.), *Les Femmes et la guerre, de l'Antiquité à 1918*, Paris, Economica, 2010.
- Véray Laurent, *La Grande Guerre au cinéma, de la guerre à la mémoire*, Paris, Ramsay, 2009.
- Winter Jay et Robert Jean-Louis (dir.), *Capital Cities at War: Paris, London, Berlin. 1914-1919. A Cultural History*, Cambridge, Cambridge University Press, 2007.
- Ypersele Van, Laurence, et Debruyne Emmanuel, *De la guerre de l'ombre aux ombres de la guerre. L'espionnage de 14-18 en Belgique occupée*, Bruxelles, Labor, coll. « Histoire et mémoire », 2004.
- Ziemann Benjamin, *War Experience in Rural Germany*, Londres, Berg Publishers, 2007.

## Sorties de guerre

- Audoin-Rouzeau Stéphane et Becker Annette, *14-18, retrouver la guerre*, Paris, Gallimard, 2000.
- Beaupré Nicolas, *Les Traumatismes de la Grande Guerre*, Villeneuve-d'Ascq, Presses universitaires du Septentrion, 2012.
- Cabanes Bruno, *La Victoire endeuillée. La sortie de guerre des soldats français, 1918-1920*, Paris, Seuil, 2004.
- Cochet François (dir.), *De Gaulle et les « Jeunes-Turcs » dans les armées occidentales (1930-1945). Une génération de la réflexion à l'action*, Paris, Riveneuve Editions, 2008.
- , Avec Grandhomme Jean-Noël (dir.), *Les Soldats inconnus de la Grande Guerre. La mort, le deuil, la mémoire*, Saint-Cloud, Soteca/14-18 Editions, 2012.
- Dard Olivier, *Les Rendez-vous manqués des relèves des années 1930*, Paris, PUF, 2002.
- Faron Olivier, *Les Enfants du deuil. Orphelins et pupilles de la nation de la Première Guerre mondiale (1914-1941)*, Paris, La Découverte, 2001.

- Jardin Pierre, *Aux racines du mal. 1918, le déni de défaite*, Paris, Tallandier, 2006.
- Kéchichian Albert, *Les Croix-de-feu à l'âge des fascismes. Travail, famille, patrie*, Seyssel, Editions Champ Vallon, 2006.
- Le Naour Jean-Yves, *La Honte noire. L'Allemagne et les troupes coloniales françaises. 1914-1945*, Paris, Hachette, 2004.
- , *Le Soldat inconnu. La guerre, la mort, la mémoire*, Paris, Gallimard, 2008.
- Offenstadt Nicolas, *Les Fusillés de la Grande Guerre et la Mémoire collective (1914-1999)*, Paris, Odile Jacob, 1999.
- , (dir.), *Le Chemin des Dames. De l'événement à la mémoire*, Paris, Stock, 2005.
- Prost Antoine, « Verdun », dans Pierre Nora (dir.), *Les Lieux de mémoire*, t. 2, *La Nation*, p. 111-141.
- , *Les Anciens Combattants et la Société française, 1914-1939*, Presses de la Fondation des sciences politiques, 1977.
- Tison Stéphane, *Comment sortir de la Guerre ? Deuil, mémoire traumatisme, 1870-1940*, Rennes, Presses Universitaires de Rennes, 2011.
- Vaïsse Maurice (dir.), *Le Pacifisme en Europe des années 1920 aux années 1950*, Bruxelles, Bruylant, 1993.
- Weinrich Arndt, *Der Weltkrieg als Erzieher*, et liste des sources et de bibliographie qu'il cite en fin de volume, Essen, Klartext, Verlag, 2013.



## Table des cartes

1. Plan Schlieffen allemand
2. Concentration française
3. La bataille de la Marne (6-12 septembre)
4. La « course à la mer » (20 septembre-20 octobre)
5. Opérations en Prusse-Orientale (août-septembre 1914)
6. Front italien fin 1915
7. L'invasion de la Russie (de mai à septembre 1915)
8. Verdun, première période (21 février-1<sup>er</sup> juillet 1916)
9. Bataille de la Somme (1<sup>er</sup> juillet-18 novembre 1916)
10. Offensives du G.A.R. (16 avril-5 mai 1917)
11. Caporetto – Retraite italienne (24 octobre-10 novembre 1917)
12. Offensive Broussilov (4 juin-septembre 1916)
13. Ensemble des opérations de la guerre mondiale en Asie mineure de 1915 à 1918
14. La campagne des Balkans (30 septembre-fin novembre 1918)
15. Offensive générale des Alliés (26 septembre-11 novembre 1918)

# Index

Abdallah (émir) [1](#), [2](#), [3](#), [4](#), [5](#)  
Abdullah (chérif) [1](#)  
Accambray, Alphonse [1](#)  
Adams, Jane [1](#)  
Adrian, Louis [1](#)  
Agathon [1](#), [2](#)  
Albert (Roi de Belgique) [1](#), [2](#), [3](#), [4](#), [5](#)  
Albricci, Alberico (général) [1](#)  
Alexandra (tsarine) [1](#)  
Alexandre de Serbie (prince) [1](#)  
Alexeïev (général) [1](#)  
Allard L'Olliver, Fernand [1](#)  
Allenby, Edmund (général) [1](#), [2](#), [3](#), [4](#), [5](#), [6](#), [7](#)  
Allward, Walter [1](#)  
Amade, Albert d' (général) [1](#), [2](#)  
Amat, Jean-Paul [1](#)  
Amette, Léon-Adolphe (cardinal) [1](#)  
Andersen [1](#)  
André Loez [1](#)  
Antheaume, André [1](#)  
Anthoine, François (général) [1](#)  
Anthouard, Albert (baron d') [1](#)  
Antier, Chantal [1](#)  
Arbuthnot, Robert (amiral) [1](#)  
Arc, Jeanne d' [1](#)  
Ardant du Pic, Charles (colonel) [1](#), [2](#)  
Arendt, Hannah [1](#)  
Aron, Raymond [1](#)  
Arvers, Paul (général) [1](#)

Ashworth, Tony [1](#), [2](#)  
Asquith, Herbert [1](#), [2](#), [3](#), [4](#)  
Attrache, Soltan [1](#), [2](#), [3](#)  
Audoin-Rouzeau, Stéphane [1](#), [2](#)  
Auffenberg, Moritz (général) [1](#)  
Auroux (colonel) [1](#)  
Averescu, Alexandru (général) [1](#), [2](#)  
Aymerich (général) [1](#)  
Aziz Bey [1](#)  
Bach, André (général) [1](#), [2](#), [3](#), [4](#)  
Bade, Max de (chancelier) [1](#), [2](#), [3](#), [4](#)  
Balfourier, Maurice (général) [1](#)  
Bange, de (système) [1](#)  
Bangofsky, Georges [1](#)  
Baquet (général) [1](#)  
Barbot, Ernest (général) [1](#), [2](#), [3](#)  
Barbusse, Henri [1](#), [2](#)  
Barescut, Maurice de (général) [1](#)  
Barker, Newton [1](#)  
Barrère (conventionnel) [1](#)  
Barrès, Maurice [1](#), [2](#), [3](#), [4](#)  
Barth, Karl [1](#)  
Barthou, Louis [1](#)  
Baruch, Marc Olivier [1](#)  
Basch, Victor [1](#), [2](#)  
Beatty, amiral [1](#), [2](#), [3](#), [4](#), [5](#), [6](#), [7](#), [8](#)  
Becker, Annette [1](#), [2](#)  
Becker, Jean-Jacques [1](#), [2](#), [3](#), [4](#), [5](#), [6](#), [7](#)  
Bel (lieutenant-colonel) [1](#)  
Belleville, Jeanne de [1](#), [2](#)  
Below, Fritz von [1](#)  
Below, Otto von (général) [1](#)

Ben Ghabrit, Kaddour [1](#)  
 Benoist (capitaine) [1](#)  
 Benoît XV (pape) [1](#), [2](#), [3](#), [4](#), [5](#)  
 Berchtold, Leopold [1](#)  
 Bergson, Henri [1](#), [2](#), [3](#), [4](#)  
 Berillon, Edgar [1](#)  
 Bernard, Maurice (député) [1](#)  
 Berne-Bellecour, Jean [1](#), [2](#)  
 Bernhardi, Friedrich von [1](#), [2](#)  
 Bersot, Lucien [1](#), [2](#)  
 Berthelot, Henri-Matthias (général) [1](#), [2](#), [3](#), [4](#), [5](#)  
 Berthoulat, Georges [1](#)  
 Bertrand, Charles [1](#)  
 Bethmann-Hollweg, von Theobald [1](#), [2](#), [3](#), [4](#), [5](#), [6](#), [7](#), [8](#)  
 Bettignies, Louise de [1](#)  
 Bismarck, Otto von [1](#), [2](#), [3](#)  
 Bissing, von (général) [1](#), [2](#)  
 Blanc, Alexandre (député) [1](#)  
 Bloch, Marc [1](#)  
 Blondlat, Ernest (général) [1](#), [2](#)  
 Bock, Fabienne [1](#)  
 Boehn, Max von (général) [1](#)  
 Bojna, Svetozar von (maréchal) [1](#)  
 Bolo, Paul-Marie (dit « Pacha ») [1](#)  
 Bonnay-Malberg, (Louis) [1](#)  
 Bonneau [1](#)  
 Bonnefous, Georges [1](#)  
 Boselli, Paolo [1](#)  
 Bosquet, Pierre-Joseph (maréchal) [1](#)  
 Bossut, Louis (commandant) [1](#), [2](#)  
 Botha, Louis (général) [1](#), [2](#)  
 Botrel, Theodore [1](#)

Boulanger, Georges (général) [1](#), [2](#)  
Boulanger, Philippe [1](#)  
Bourbon-Parme (Sixte et Xavier de) [1](#)  
Bourbon-Parme, Zita de [1](#)  
Bourderon, Albert [1](#), [2](#)  
Bourgeois-Thurot (veuve) [1](#)  
Bourguet, Samuel (lieutenant-colonel) [1](#)  
Boyer (général) [1](#)  
Bratianu, Ion [1](#)  
Brémond, Edouard (colonel) [1](#), [2](#), [3](#), [4](#), [5](#), [6](#), [7](#), [8](#)  
Briand, Aristide [1](#), [2](#), [3](#), [4](#), [5](#), [6](#), [7](#), [8](#)  
Brion, Mélie [1](#)  
Brizon, Pierre (député) [1](#)  
Brodokdorff-Rantzau, (comte) [1](#)  
Brottier, Daniel (père) [1](#)  
Broussilov, Alexis (général) [1](#), [2](#), [3](#), [4](#), [5](#), [6](#), [7](#), [8](#), [9](#), [10](#), [11](#), [12](#), [13](#)  
Bruce, Robert [1](#)  
Bruchmüller, Georg (colonel) [1](#)  
Bryan, William (Jenning) [1](#), [2](#), [3](#)  
Buat, Edmond (général) [1](#)  
Buisson, Ferdinand [1](#), [2](#), [3](#)  
Bullard, Robert (général) [1](#), [2](#), [3](#), [4](#)  
Bulow, Karl von (général) [1](#)  
Bundy (général) [1](#)  
Burian, von Rajecz Stephan [1](#)  
Burnand, Eugene [1](#)  
Burns, ELM [1](#)  
Burrin, Philippe [1](#)  
Byng, Julian (général) [1](#), [2](#)  
Cabanes, Bruno [1](#)  
Cachin, Marcel [1](#)  
Cadi, Cherif (lieutenant-colonel) [1](#)

Cadorna, Luigi (général) [1](#), [2](#), [3](#), [4](#), [5](#), [6](#), [7](#), [8](#), [9](#)  
 Cafes Johnson (soldat) [1](#)  
 Caillaux, Henriette [1](#)  
 Caillaux, Joseph [1](#), [2](#), [3](#), [4](#), [5](#)  
 Calmette, Gaston [1](#)  
 Calthorpe (amiral) [1](#)  
 Cameron (général) [1](#), [2](#)  
 Canolles, Robert de [1](#)  
 Carol I<sup>er</sup> (roi de Roumanie) [1](#)  
 Caron (commandant) [1](#)  
 Carp, Petre [1](#)  
 Carrias, Eugène (lieutenant puis colonel) [1](#)  
 Cartuyvels, Georges [1](#)  
 Castandet, Gérard (soldat) [1](#)  
 Castelnau, Edouard de Currères de (général) [1](#), [2](#), [3](#), [4](#), [5](#), [6](#)  
 Castillo, Monique [1](#)  
 Cauvin, Ernest [1](#)  
 Cave, George Sir [1](#)  
 Cavell, Edith [1](#), [2](#), [3](#), [4](#)  
 Chamberlain, Joseph [1](#)  
 Charles I<sup>er</sup> (empereur) [1](#), [2](#), [3](#), [4](#), [5](#), [6](#), [7](#)  
 Charmart (Dr) [1](#)  
 Charost, Alexis (Mgr) [1](#)  
 Chaubès (commandant) [1](#)  
 Churchill, Winston [1](#), [2](#), [3](#), [4](#), [5](#), [6](#)  
 Class, Heinrich [1](#)  
 Clausewitz, Karl von [1](#), [2](#), [3](#)  
 Clemenceau, Georges [1](#), [2](#), [3](#), [4](#), [5](#), [6](#), [7](#), [8](#), [9](#), [10](#), [11](#), [12](#), [13](#), [14](#), [15](#), [16](#),  
[17](#), [18](#), [19](#), [20](#), [21](#), [22](#), [23](#), [24](#), [25](#), [26](#), [27](#), [28](#), [29](#), [30](#), [31](#), [32](#)  
 Clementel, Etienne [1](#)  
 Colbert de Laplace (capitaine) [1](#)  
 Collins, Michael [1](#), [2](#)

Coly, Jean [1](#)  
 Conan-Doyle, Arthur [1](#)  
 Conneau, Louis (général) [1](#), [2](#)  
 Conrad von Hötzendorf, Franz [1](#), [2](#), [3](#), [4](#), [5](#), [6](#), [7](#), [8](#), [9](#), [10](#), [11](#), [12](#), [13](#), [14](#),  
[15](#)  
 Constant, Emile (député) [1](#)  
 Constantin II (roi de Grèce) [1](#), [2](#)  
 Corradini, Enrico [1](#)  
 Cosson, Alfred (pasteur) [1](#)  
 Coulanges, Fustel de [1](#)  
 Coutanceau, Michel (général) [1](#)  
 Cradock (amiral) [1](#)  
 Croce, Benedetto [1](#)  
 Crocq, Louis (médecin général) [1](#)  
 Croly, Herbert [1](#)  
 Cronier, Emmanuelle [1](#)  
 Croÿ, Marie de [1](#), [2](#)  
 Curzon, ligne [1](#)  
 Cuzacq, Germain (soldat) [1](#), [2](#), [3](#)  
 Czernin, Ottokar (comte) [1](#)  
 Dagen, Philippe [1](#)  
 Daille (général) [1](#)  
 Dalbiez, Victor [1](#), [2](#), [3](#)  
 D'Annunzio, Gabriele [1](#), [2](#), [3](#)  
 Dauzat, Albert [1](#)  
 Day, Albert (soldat) [1](#)  
 Debeney, Marie-Eugène (général ) [1](#), [2](#), [3](#)  
 Debs, Eugene [1](#), [2](#)  
 Degoutte, Jean-Marie (général ) [1](#)  
 Delcassé, Theophile [1](#), [2](#)  
 Delfaud, Marc (soldat) [1](#), [2](#), [3](#)  
 Delmensingen, Krafft von (général) [1](#)

Delorme, Edmond (médecin général) [1](#)  
Demeulenaere, Edmond [1](#)  
Denikine, Anton (général) [1](#)  
Derain, André [1](#)  
Deschamps, Louis [1](#)  
Desgranges (abbé) [1](#)  
Detzner (capitaine) [1](#)  
Dewé, Walter [1](#)  
Diaz, Armando (général) [1](#), [2](#)  
Dickman, Joseph (général) [1](#), [2](#), [3](#)  
Dimitri (grand-duc) [1](#)  
Dispan de Floran, Henri [1](#)  
Dix, Otto [1](#)  
Dommes, von (colonel) [1](#)  
Doughty, Robert (général) [1](#)  
Douhet, Giulio (colonel) [1](#)  
Dreyfus, Alfred (capitaine) [1](#), [2](#), [3](#), [4](#), [5](#), [6](#), [7](#)  
Driant, Emile (lieutenant-colonel) [1](#), [2](#)  
Dubail, Auguste [1](#)  
Dubail, Edmond (général) [1](#), [2](#), [3](#), [4](#), [5](#)  
Dubar, Firmin [1](#)  
Dubois (général) [1](#), [2](#)  
Dubost, Antonin [1](#)  
Duchêne (commandant) [1](#)  
Duchêne, Denis (général) [1](#), [2](#)  
Ducoulombier, Romain [1](#), [2](#)  
Dumas, Emmanuel [1](#)  
Dumesnil (député) [1](#)  
Dunoyer, de Segonzac (André) [1](#)  
Durkheim, Emile [1](#)  
Duroselle, Jean-Baptiste [1](#), [2](#), [3](#)  
Ebert, Friedrich [1](#), [2](#), [3](#)



Eckardstein, Hermann von [1](#)  
 Edimbourg, Marie d' [1](#)  
 Ehvert, général [1](#)  
 Einstein, Albert [1](#)  
 Eisenstein, S. M. [1](#)  
 Enver Pacha [1](#)  
 Erler, Erich [1](#)  
 Erzberger, Mathias [1](#), [2](#)  
 Etienne, Eugène [1](#)  
 Fabre, Henri [1](#)  
 Faleur, Georges (aide-major) [1](#), [2](#), [3](#)  
 Falkenhayn, Erich von (général) [1](#), [2](#), [3](#), [4](#), [5](#), [6](#), [7](#), [8](#), [9](#), [10](#), [11](#), [12](#), [13](#),  
[14](#), [15](#), [16](#), [17](#), [18](#), [19](#), [20](#), [21](#), [22](#), [23](#), [24](#), [25](#), [26](#), [27](#), [28](#)  
 Faure (capitaine) [1](#)  
 Faure, Albert (député) [1](#)  
 Faure, Sébastien [1](#), [2](#)  
 Fayçal (émir) [1](#), [2](#), [3](#), [4](#), [5](#)  
 Fayolle, Emile (général) [1](#), [2](#), [3](#), [4](#), [5](#), [6](#), [7](#), [8](#), [9](#)  
 Federzoni, Luigi [1](#)  
 Felice de Renzo [1](#)  
 Ferdinand I<sup>er</sup>, Hohenzollern-Siegmaringen (roi de Roumanie) [1](#), [2](#), [3](#)  
 Ferrandis, Jean-Jacques (médecin-chef) [1](#)  
 Ferry, Abel [1](#), [2](#), [3](#), [4](#), [5](#), [6](#)  
 Ferry, Jules [1](#)  
 Fessard (commandant) [1](#)  
 Filangeri (général) [1](#)  
 Fischer, Fritz [1](#), [2](#), [3](#), [4](#), [5](#), [6](#), [7](#)  
 Fiske (colonel) [1](#)  
 Foch, Ferdinand (général) [1](#), [2](#), [3](#), [4](#), [5](#), [6](#), [7](#), [8](#), [9](#), [10](#), [11](#), [12](#), [13](#), [14](#), [15](#),  
[16](#), [17](#), [18](#), [19](#), [20](#), [21](#), [22](#), [23](#), [24](#), [25](#), [26](#), [27](#), [28](#), [29](#), [30](#), [31](#), [32](#), [33](#), [34](#), [35](#),  
[36](#), [37](#), [38](#), [39](#), [40](#), [41](#), [42](#), [43](#), [44](#), [45](#), [46](#), [47](#), [48](#), [49](#)  
 Fonclare, de (colonel) [1](#)

Forain [1](#)  
Fortems, Eugène [1](#)  
Fouqueray, Charles [1](#)  
Fouquier-Tinville [1](#)  
Franchet d'Esperey, Louis (général) [1](#), [2](#), [3](#), [4](#), [5](#), [6](#), [7](#), [8](#), [9](#)  
Francke (colonel) [1](#)  
François-Ferdinand (archiduc) [1](#), [2](#), [3](#)  
François-Joseph (empereur) [1](#), [2](#)  
François, von (général) [1](#)  
French, John (maréchal) [1](#), [2](#), [3](#), [4](#), [5](#)  
Froissart, Jean [1](#)  
Frossard, Louis-Oscar [1](#)  
Gallieni, Joseph (général) [1](#), [2](#), [3](#), [4](#), [5](#), [6](#), [7](#), [8](#), [9](#)  
Gallwitz, von (général) [1](#)  
Gamelin, Maurice (colonel puis général) [1](#), [2](#)  
Garnier, von (général) [1](#)  
Gaulle, Charles de (capitaine) [1](#), [2](#), [3](#), [4](#)  
Genevoix, Maurice (sous-lieutenant) [1](#), [2](#), [3](#), [4](#), [5](#), [6](#), [7](#)  
George V (roi d'Angleterre) [1](#)  
Georges-Picot, François [1](#)  
Gérard, Augustin (général) [1](#), [2](#)  
Gervais, Auguste (sénateur) [1](#)  
Gilinsky (général) [1](#), [2](#)  
Gillis, Armand [1](#)  
Ginisty, Charles (Mgr) [1](#)  
Giolitti, Giovanni [1](#)  
Girard, Louis [1](#)  
Godard, Justin [1](#), [2](#), [3](#)  
Goethe [1](#)  
Goldtz, von der (général) [1](#)  
Golovine (général) [1](#)  
Goremykine [1](#), [2](#), [3](#)

Gough, Hubert (général) [1](#), [2](#), [3](#)  
 Gouraud, Henri (général) [1](#), [2](#), [3](#), [4](#), [5](#), [6](#), [7](#), [8](#), [9](#), [10](#), [11](#), [12](#)  
 Goutchkov, Alexandre [1](#), [2](#)  
 Gouttenoire de Toury, Fernand [1](#)  
 Graf, Arnim [1](#)  
 Grandhomme, Jean-Noël [1](#)  
 Grandmaison, Louis de (lieutenant-colonel) [1](#)  
 Greenhalg, Elisabeth [1](#)  
 Grey, Lord [1](#)  
 Griffith, Arthur [1](#), [2](#)  
 Groener, Wilhelm (général) [1](#)  
 Gromaire, Georges [1](#)  
 Grossetti, Paul-François (général) [1](#), [2](#)  
 Guderian, Heinz (général) [1](#)  
 Guelton, Frédéric (colonel) [1](#)  
 Guillaumat, Adolphe (général) [1](#), [2](#), [3](#)  
 Guillaume II [1](#), [2](#), [3](#), [4](#), [5](#), [6](#), [7](#), [8](#), [9](#), [10](#), [11](#), [12](#), [13](#), [14](#), [15](#), [16](#), [17](#), [18](#), [19](#),  
[20](#), [21](#), [22](#), [23](#), [24](#)  
 Guirand (peintre) [1](#)  
 Haackon, Wallem [1](#), [2](#), [3](#)  
 Haber, Fritz [1](#)  
 Habsbourg, dynastie [1](#)  
 Haddad, Galit [1](#)  
 Haig, Douglas (général) [1](#), [2](#), [3](#), [4](#), [5](#), [6](#), [7](#), [8](#), [9](#), [10](#), [11](#), [12](#), [13](#), [14](#), [15](#), [16](#),  
[17](#)  
 Haldane, Lord [1](#), [2](#)  
 Hamburger, Kenneth [1](#)  
 Hamilton, Ian (général) [1](#), [2](#), [3](#)  
 Harbord, James [1](#)  
 Hausen, von (général) [1](#)  
 Heffelerich [1](#)  
 Henderson, Arthur [1](#), [2](#), [3](#)

Hentsch (lieutenant-colonel) [1](#), [2](#)  
Herduin, Henri (sous-lieutenant) [1](#)  
Herr, Frédéric (général) [1](#), [2](#)  
Hindenburg, Paul von (général) [1](#), [2](#), [3](#), [4](#), [5](#), [6](#), [7](#), [8](#), [9](#), [10](#), [11](#), [12](#), [13](#), [14](#),  
[15](#), [16](#)  
Hipper (amiral) [1](#), [2](#)  
Hirschauer, Auguste (général) [1](#)  
Hohenzollern, dynastie [1](#), [2](#)  
Holmes, Richard [1](#)  
Holmes, Sherlock [1](#)  
Holquist, Peter [1](#)  
Hood, Horace (amiral) [1](#), [2](#)  
Hoodge, John [1](#)  
Horne, John [1](#), [2](#)  
Horty (amiral) [1](#)  
Hoyos (comte) [1](#)  
Hughes, Charles (Evans) [1](#)  
Huguet (colonel) [1](#)  
Hulse, Hugh [1](#), [2](#), [3](#), [4](#)  
Humbert, Charles [1](#), [2](#)  
Humbert, Georges (général) [1](#), [2](#)  
Hussein [1](#)  
Hutier, Oskar von (général) [1](#)  
Ingenohl (amiral) [1](#)  
Ioudénicht (général) [1](#)  
Isnenghi, Mario [1](#), [2](#), [3](#)  
Iswolsky, Alexandre [1](#)  
Ivanov, Nicolaï (général) [1](#), [2](#), [3](#)  
Jacquet, Eugène [1](#)  
Jacquinot, Louis [1](#)  
Jagow (secrétaire d'Etat) [1](#)  
Jakubowitz (Dr) [1](#)

Jauneaud (lieutenant) [1](#)  
Jaurès, Jean [1](#), [2](#), [3](#), [4](#), [5](#), [6](#)  
Jeanneney, Jules [1](#)  
Jellicoe, John (amiral) [1](#), [2](#), [3](#), [4](#), [5](#), [6](#), [7](#), [8](#), [9](#)  
Jobit (sous-lieutenant) [1](#)  
Joffre, Joseph (général) [1](#), [2](#), [3](#), [4](#), [5](#), [6](#), [7](#), [8](#), [9](#), [10](#), [11](#), [12](#), [13](#), [14](#), [15](#), [16](#),  
[17](#), [18](#), [19](#), [20](#), [21](#), [22](#), [23](#), [24](#), [25](#), [26](#), [27](#), [28](#), [29](#), [30](#), [31](#), [32](#), [33](#), [34](#), [35](#), [36](#),  
[37](#), [38](#), [39](#), [40](#), [41](#), [42](#), [43](#), [44](#), [45](#), [46](#), [47](#), [48](#), [49](#), [50](#), [51](#), [52](#), [53](#), [54](#), [55](#), [56](#),  
[57](#), [58](#), [59](#), [60](#), [61](#), [62](#), [63](#), [64](#), [65](#), [66](#), [67](#), [68](#), [69](#), [70](#), [71](#), [72](#), [73](#), [74](#), [75](#), [76](#)  
Joll, James [1](#)  
Jospin, Robert [1](#)  
Jouinot-Gambetta, François-Léon (général) [1](#)  
Jubert, Raymond (sous-lieutenant) [1](#)  
Juin, Alphonse (général) [1](#)  
Kaeper, Richard W. [1](#)  
Kandjar, Hedjen [1](#)  
Karolyi, Mihaly (comte) [1](#), [2](#), [3](#), [4](#), [5](#)  
Kaspi, André [1](#)  
Kat, Anne-Pierre de [1](#)  
Kautsky, Karl [1](#), [2](#)  
Keegan, John [1](#)  
Keller (général) [1](#)  
Kemal, Mustapha (colonel) [1](#), [2](#), [3](#)  
Kerenski, Alexandre [1](#), [2](#), [3](#), [4](#), [5](#), [6](#), [7](#), [8](#), [9](#), [10](#)  
Keynes, John-Maynard [1](#)  
Kiderlen-Wächter, Alfred von [1](#)  
Kitchener, Horatio (général lord) [1](#), [2](#), [3](#), [4](#), [5](#), [6](#)  
Kling, André [1](#)  
Klotz, Louis-Lucien [1](#)  
Kluck [1](#)  
Kokovtsov [1](#)  
Koltchak (amiral) [1](#)

Kornilov, Lavr [1](#), [2](#), [3](#), [4](#), [5](#), [6](#), [7](#)  
Kouropatkine (général) [1](#)  
Kramer, Alan [1](#), [2](#)  
Kressentein, Kress von (colonel) [1](#), [2](#)  
Krim, Abd el- [1](#)  
Kronprinz [1](#), [2](#)  
Krumeich, Gerd [1](#)  
Krupp [1](#)  
Kuhlmann (établissement) [1](#)  
Kun, Bela [1](#)  
La Panouse (colonel) [1](#)  
Lacroix (général) [1](#)  
Lacuse (chef d'escadron) [1](#)  
Lahanque, René (soldat) [1](#)  
Lambert, Adolphe (sergent) [1](#)  
Lambrecht, Dieudonné [1](#), [2](#)  
Lamolinairie, Raoul (dit Verfeuil) [1](#), [2](#)  
Lamothe, de (général) [1](#)  
Lamsdorff (comte) [1](#)  
Landowski, Paul [1](#), [2](#)  
Langle de, Cary de Fernand (général) [1](#), [2](#), [3](#), [4](#), [5](#), [6](#), [7](#)  
Langlet, Jean-Baptiste [1](#)  
Lanken, van der (baron) [1](#)  
Lanrezac, Louis-Marie (général) [1](#), [2](#), [3](#)  
Larcan, Alain [1](#)  
Lauwers, Karel [1](#)  
Lavalée, Théophile [1](#)  
Laverne, Henri [1](#)  
Lawrence, Thomas (colonel) [1](#), [2](#), [3](#), [4](#), [5](#), [6](#), [7](#), [8](#), [9](#), [10](#), [11](#)  
Lean, David [1](#)  
Lebouc (général) [1](#)  
Lebrun, Albert (député) [1](#), [2](#)

Lechat, Lucien [1](#)  
 Ledochowski (comte) [1](#)  
 Lefebvre, Raymond [1](#)  
 Lefevre, André [1](#)  
 Lefoulon, Louis (caporal) [1](#)  
 Léger, Fernand [1](#)  
 Legrand (député) [1](#)  
 Lenfant (commissaire) [1](#)  
 Lénine, Vladimir Illich Oulianov, dit [1](#), [2](#), [3](#), [4](#), [5](#), [6](#), [7](#), [8](#), [9](#), [10](#), [11](#), [12](#),  
[13](#), [14](#)  
 Lenquette (sergent) [1](#)  
 Léopold de Bavière [1](#)  
 Leri, André (Dr) [1](#), [2](#)  
 L'Espée (général de) [1](#)  
 Lettow-Vorbeck, Paul von (colonel puis général von) [1](#), [2](#), [3](#), [4](#), [5](#), [6](#), [7](#),  
[8](#)  
 L'Hôtelier, Anne-Marie [1](#)  
 Liebknecht, Karl [1](#), [2](#), [3](#), [4](#), [5](#), [6](#)  
 Liggett, Hunter (général) [1](#), [2](#), [3](#), [4](#)  
 Linder, Max [1](#), [2](#)  
 Linsingen (général) [1](#)  
 Lloyd George, David [1](#), [2](#), [3](#), [4](#), [5](#), [6](#), [7](#), [8](#), [9](#), [10](#), [11](#), [12](#)  
 Longuet, Jean [1](#), [2](#), [3](#)  
 Loucheur, Louis [1](#), [2](#), [3](#)  
 Loyseau de Grandmaison, Louis [1](#), [2](#), [3](#), [4](#), [5](#), [6](#), [7](#), [8](#), [9](#)  
 Luçon, Louis (cardinal) [1](#), [2](#)  
 Ludendorff, Erich (général) [1](#), [2](#), [3](#), [4](#), [5](#), [6](#), [7](#), [8](#), [9](#), [10](#), [11](#), [12](#), [13](#), [14](#), [15](#),  
[16](#)  
 Lüders, Marie-Elisabeth [1](#), [2](#)  
 Lugol, Jules [1](#)  
 Lutyens, Edwin [1](#)  
 Lutzenberger, Joseph [1](#)

Luxemburg, Rosa [1](#), [2](#), [3](#), [4](#)  
Lvov, Georges (prince) [1](#), [2](#), [3](#), [4](#), [5](#), [6](#)  
Lyautey [1](#)  
Lydiane (actrice) [1](#)  
Lyncker, von (général) [1](#)  
Lynen, André [1](#)  
Lyons, Michael J. [1](#)  
Mac Pherson (lieutenant) [1](#)  
Macaulay, Thomas (Lord) [1](#)  
Mackensen, Anton (général) [1](#), [2](#), [3](#), [4](#), [5](#), [6](#), [7](#), [8](#)  
Maginot, André (député) [1](#), [2](#), [3](#)  
Maistre, Paul (général) [1](#), [2](#), [3](#), [4](#)  
Malaparte, Curzio [1](#)  
Malvy, Louis [1](#), [2](#), [3](#)  
Mandel, Georges [1](#)  
Mangin, Charles (général) [1](#), [2](#), [3](#), [4](#), [5](#), [6](#), [7](#), [8](#), [9](#), [10](#), [11](#), [12](#), [13](#), [14](#), [15](#)  
Mann, Thomas [1](#)  
Mannerheim, Carl-Gustav (général) [1](#), [2](#), [3](#)  
Marchand, Jean-Baptiste (général) [1](#), [2](#), [3](#)  
Marie, Pierre (Dr) [1](#)  
Marin, Louis [1](#)  
Marinetti, Filippo [1](#), [2](#)  
Marquand, Albert (soldat) [1](#), [2](#), [3](#), [4](#)  
Marseille, Jacques [1](#)  
Marshall, George (colonel) [1](#), [2](#), [3](#), [4](#)  
Marshall, Guillaume Raine (général) [1](#), [2](#)  
Martinage, Renée [1](#)  
Martinez (chasseur d'Afrique) [1](#)  
Marwitz, Georg von (général) [1](#)  
Marx, Karl [1](#)  
Masaryk, Tomas [1](#), [2](#)  
Massis, Henri [1](#)



Maud'huy, Louis de (général) [1](#)  
Maude, Frederik (général) [1](#), [2](#), [3](#)  
Maufrais, Louis (aide-major) [1](#), [2](#)  
Maunoury, Michel (général) [1](#), [2](#), [3](#)  
Maupas, Blanche [1](#)  
Maupas, Théophile (caporal) [1](#), [2](#)  
Maurin, Jules [1](#)  
Maurras, Charles [1](#), [2](#)  
Mazel, Olivier (général) [1](#), [2](#), [3](#)  
McMeekin, Sean [1](#), [2](#)  
Meinecke, Friedrich [1](#), [2](#)  
Meklenbourg (grand-duc de) [1](#)  
Mercier, Désiré-Joseph (cardinal) [1](#)  
Méric, Victor [1](#)  
Merrheim, Alphonse [1](#), [2](#), [3](#)  
Mesnier, Louis-Jean-Etienne (Dr) [1](#)  
Messimy, Adolphe [1](#), [2](#), [3](#), [4](#), [5](#), [6](#), [7](#), [8](#), [9](#)  
Meunier-Surcouf, Charles [1](#)  
Mewburn, Sydney Chilton (général) [1](#)  
Michaud (général) [1](#)  
Michel (général) [1](#)  
Michel (grand-duc) [1](#)  
Michel, Henri (historien) [1](#), [2](#)  
Micheler, Joseph (général) [1](#), [2](#), [3](#), [4](#), [5](#), [6](#), [7](#)  
Mignon (médecin général) [1](#)  
Mignot, Roger [1](#)  
Mile, Wilfrid (capitaine) [1](#)  
Milioukov, Paul [1](#), [2](#), [3](#)  
Millant, Pierre (sous-lieutenant) [1](#)  
Millerand, Alexandre [1](#), [2](#), [3](#), [4](#), [5](#), [6](#), [7](#), [8](#), [9](#), [10](#)  
Milliès-Lacroix, Raphaël [1](#)  
Milne, George (général) [1](#)

Minard, René (sergent) [1](#)  
Moltke, Helmut von [1](#), [2](#), [3](#)  
Moltke, Helmut von (« le Jeune ») [1](#), [2](#), [3](#), [4](#), [5](#), [6](#), [7](#), [8](#), [9](#), [10](#)  
Mombauer, Annika [1](#)  
Mommsen, Wolfgang [1](#)  
Monro, Michael (général) [1](#)  
Mordacq, Henri (général) [1](#), [2](#)  
Moreau, Léon [1](#)  
Morgan, John Pierpont [1](#)  
Morgen, Kurt von (général) [1](#)  
Morhardt, Mathias [1](#)  
Morin (sous-lieutenant) [1](#)  
Morlaincourt, François Boucher de (général) [1](#)  
Morrone, Paolo (général) [1](#)  
Mortimore, H.W. (capitaine) [1](#)  
Mosse, George Lachmann [1](#), [2](#), [3](#), [4](#)  
Mourier, Louis [1](#)  
Mulligan, William [1](#)  
Murray, Sir Archibald (général) [1](#)  
Mussolini, Benito [1](#), [2](#), [3](#), [4](#), [5](#)  
Napoléon [1](#)  
Nash, Paul [1](#)  
Nicolăi, Georg [1](#)  
Nicolas (grand-duc) [1](#), [2](#), [3](#)  
Nicolas II [1](#), [2](#), [3](#), [4](#), [5](#), [6](#), [7](#), [8](#), [9](#), [10](#), [11](#)  
Nivelle, Robert (général) [1](#), [2](#), [3](#), [4](#), [5](#), [6](#), [7](#), [8](#), [9](#), [10](#), [11](#), [12](#), [13](#), [14](#), [15](#),  
[16](#), [17](#), [18](#), [19](#), [20](#), [21](#), [22](#), [23](#), [24](#), [25](#), [26](#), [27](#), [28](#), [29](#), [30](#), [31](#), [32](#), [33](#), [34](#), [35](#),  
[36](#), [37](#), [38](#)  
Noël (lieutenant) [1](#)  
Normand (capitaine) [1](#), [2](#)  
Noske, Gustav [1](#), [2](#)  
Oberndorff (comte) [1](#)

Orlando, Emmanuele [1](#)  
Oudinot, Nicolas (général) [1](#)  
Ould Ali Raho, Mohammed (capitaine) [1](#)  
Oustric, affaire [1](#)  
Ozil (général) [1](#)  
Pabst, Waldemar [1](#)  
Pailliette, Léon [1](#)  
Painlevé, Paul [1](#), [2](#), [3](#), [4](#), [5](#), [6](#), [7](#)  
Paléologue, Maurice [1](#)  
Panel, Louis [1](#)  
Pankhurst, Emmeline [1](#)  
Papen, von (major) [1](#)  
Papini, Giovanni [1](#)  
Pappola, Fabrice [1](#)  
Paquel, Jeanne [1](#)  
Pastre, Gaston [1](#)  
Patton, George (lieutenant-colonel puis général) [1](#)  
Pau, Paul (général) [1](#)  
Paul, Alice [1](#)  
Pedoya, Gustave (général) [1](#), [2](#)  
Pedroncini, Guy [1](#), [2](#), [3](#)  
Pegler, Martin [1](#)  
Peirote, Jacques [1](#)  
Pèlerin, maison [1](#)  
Pellé, Maurice (général) [1](#)  
Pennequin (général) [1](#)  
Pensuet, Maurice (soldat) [1](#), [2](#), [3](#), [4](#), [5](#)  
Percin, Alexandre (général) [1](#)  
Peret, Raoul (député) [1](#)  
Pergaud, Louis (sous-lieutenant) [1](#), [2](#), [3](#)  
Péricat, Raymond [1](#)  
Pernit, Maurice [1](#)

Perry, Matthew (amiral) [1](#)  
 Pershing, John (« Black Jack ») général [1](#), [2](#), [3](#), [4](#), [5](#), [6](#), [7](#), [8](#), [9](#), [10](#), [11](#),  
[12](#), [13](#), [14](#), [15](#), [16](#), [17](#), [18](#), [19](#), [20](#), [21](#)  
 Pétain, Philippe (général) [1](#), [2](#), [3](#), [4](#), [5](#), [6](#), [7](#), [8](#), [9](#), [10](#), [11](#), [12](#), [13](#), [14](#), [15](#),  
[16](#), [17](#), [18](#), [19](#), [20](#), [21](#), [22](#), [23](#), [24](#), [25](#), [26](#), [27](#), [28](#), [29](#), [30](#), [31](#), [32](#), [33](#), [34](#), [35](#)  
 Philipott, William [1](#), [2](#)  
 Picasso, Pablo [1](#)  
 Pichon, Stephen [1](#)  
 Piepape (colonel) [1](#)  
 Pierre (Roi de Serbie) [1](#)  
 Pietz, Willi [1](#)  
 Pilsudski, Josef (général) [1](#)  
 Pinte (Abbé) [1](#)  
 Pisani, Rosario (capitaine) [1](#)  
 Pitt, William « le jeune » [1](#)  
 Plehve (général) [1](#)  
 Pohl, Hugo von (amiral) [1](#), [2](#)  
 Poincaré, Raymond [1](#), [2](#), [3](#), [4](#), [5](#), [6](#), [7](#), [8](#), [9](#), [10](#), [11](#), [12](#), [13](#)  
 Polimann, Lucien (lieutenant/abbé) [1](#)  
 Pollner, Hans [1](#)  
 Popescu (général) [1](#)  
 Porchon, Robert (sous-lieutenant) [1](#), [2](#), [3](#), [4](#)  
 Porro (général) [1](#)  
 Porte, Rémy (lieutenant-colonel) [1](#)  
 Potiorek (général) [1](#), [2](#)  
 Pourcher, Yves [1](#)  
 Pourichkevitch, Vladimir (député) [1](#)  
 Poutilov, usine [1](#)  
 Prévost, René [1](#)  
 Prince de Galles [1](#)  
 Prittwitz (général) [1](#), [2](#)  
 Procacci, Giovanna [1](#)

Prost, Antoine [1](#), [2](#), [3](#)  
Psichari, Ernest [1](#)  
Puaux, Gabriel [1](#)  
Putnik (voïvode) [1](#), [2](#)  
Quilliet (Mgr) [1](#), [2](#)  
Raffin-Dugens, Jean (député) [1](#)  
Rageot de la Touche (capitaine de vaisseau) [1](#)  
Raiberti, Flaminius (député) [1](#), [2](#)  
Rand, George [1](#)  
Randolph, Philip [1](#)  
Rankin, Jeannette [1](#)  
Raspoutine, Grigori [1](#)  
Rathenau, Walter [1](#), [2](#)  
Rawlinson, Sir Henry (général) [1](#), [2](#), [3](#), [4](#), [5](#), [6](#)  
Read, George (général) [1](#)  
Rebholtz, Johann [1](#), [2](#)  
Recouly, Raymond [1](#)  
Régis, Emmanuel [1](#)  
Régnier, Emile [1](#)  
Renan, Ernest [1](#)  
Renaudel, Pierre (député) [1](#), [2](#)  
Renault, Louis [1](#)  
Rendu, André (sous-lieutenant) [1](#)  
Rennenkampf, Pavel (général) [1](#), [2](#), [3](#), [4](#), [5](#), [6](#)  
Renoton-Beine, Nathalie [1](#)  
Renouard (lieutenant-colonel) [1](#)  
Renouvin, Pierre [1](#), [2](#), [3](#), [4](#), [5](#)  
Reuss, Henri de (prince) [1](#)  
Reveilhac (général) [1](#)  
Ribot, Alexandre [1](#), [2](#), [3](#), [4](#)  
Richert, Dominique [1](#)  
Ridel, Charles [1](#), [2](#)

Ritter, Gerhard [1](#), [2](#), [3](#)  
Robeck, de (amiral) [1](#)  
Roberts, William [1](#)  
Robertson, William (général) [1](#)  
Robespierre [1](#)  
Robida, Frédéric [1](#)  
Rochat, Giorgio [1](#), [2](#), [3](#)  
Rodewald, Hans (soldat) [1](#)  
Rolland, Denis [1](#), [2](#), [3](#), [4](#)  
Romanov, dynastie [1](#), [2](#), [3](#), [4](#), [5](#)  
Rommel, Erwin (capitaine) [1](#), [2](#)  
Ronarc'h, Pierre (amiral) [1](#), [2](#), [3](#)  
Roosevelt, Theodore [1](#), [2](#), [3](#)  
Roques, Pierre (général) [1](#), [2](#), [3](#), [4](#), [5](#)  
Rose, Charles Tricornot de (commandant) [1](#), [2](#), [3](#)  
Roshan Dean (soldat) [1](#)  
Rouski (général) [1](#)  
Rouvière (soldat) [1](#)  
Rupprecht (Prince de Bavière) [1](#), [2](#)  
Sackville Carden (amiral) [1](#)  
Saint-Fuscien, Emmanuel [1](#)  
Saint-Just [1](#)  
Saint-Quentin (lieutenant de) [1](#)  
Salandra, Antonio [1](#), [2](#)  
Salisbury, Lord [1](#)  
Salmon, Thomas W. [1](#)  
Samsonov (général) [1](#), [2](#), [3](#)  
Sanders, Liman von (général) [1](#), [2](#)  
Sarrait, Maurice (général) [1](#), [2](#), [3](#), [4](#), [5](#), [6](#), [7](#), [8](#), [9](#)  
Sarrait, Albert [1](#)  
Sazonov, Serguei [1](#), [2](#)  
Schaeck, Ivan de [1](#)

Scheer, Reinhard (amiral) [1](#), [2](#), [3](#), [4](#), [5](#), [6](#), [7](#), [8](#), [9](#)  
Scheidemann, Philip [1](#)  
Schlieffen, Alfred von (général) [1](#), [2](#), [3](#), [4](#), [5](#), [6](#), [7](#), [8](#), [9](#), [10](#), [11](#), [12](#), [13](#),  
[14](#), [15](#)  
Schnitzer, Rittmeister [1](#)  
Schoen, von (ambassadeur) [1](#)  
Schramme, Jos [1](#)  
Scott Fitzgerald, Francis [1](#), [2](#)  
Seeckt, von (colonel puis général) [1](#), [2](#), [3](#)  
Sembat, Marcel [1](#)  
Séré de Rivière (général) [1](#)  
Sibert (général) [1](#)  
Simonet (lieutenant-colonel) [1](#)  
Simonin (Dr) [1](#)  
Sion, Louis [1](#)  
Smith Dorrien (général) [1](#)  
Smith, Adam [1](#)  
Smuts, Jan (général) [1](#), [2](#)  
Sondhaus, Lawrence [1](#), [2](#)  
Sonnino, S. Costantino [1](#)  
Sordet, Jean (général) [1](#), [2](#), [3](#)  
Soutou, Georges-Henri [1](#)  
Souvarine, Boris [1](#)  
Sparrow, Theodora [1](#)  
Spee, von (amiral) [1](#), [2](#)  
Stavisky, affaire [1](#)  
Stephanovic (colonel) [1](#)  
Stotzingen, von (major) [1](#)  
Stranz, von (général) [1](#)  
Straussenburg, Arz von (général) [1](#)  
Stürgkh, Karl von [1](#), [2](#)  
Svinhufvud, Perh Evind [1](#), [2](#)

Sykes-Picot, accords [1](#), [2](#)  
Sykes, Sir Mike (colonel) [1](#)  
Szögyeny-Marich, Ladislav de [1](#), [2](#)  
Talaat Pacha [1](#)  
Talleyrand [1](#)  
Tappen (lieutenant-colonel) [1](#)  
Tarde, Alfred de [1](#)  
Taylor, Frederick W. [1](#)  
Thébaud, Françoise [1](#)  
Thibaudet, Albert [1](#), [2](#), [3](#), [4](#)  
Thierry, Joseph [1](#)  
Thinot, Abbé [1](#)  
Thomas, Albert [1](#), [2](#), [3](#), [4](#), [5](#), [6](#), [7](#), [8](#), [9](#), [10](#)  
Thomas, Shippley [1](#)  
Thuliez, Louise [1](#), [2](#), [3](#)  
Tirpitz, Alfred von (amiral) [1](#)  
Tisza, Istvan [1](#)  
Townshend, Charles (général) [1](#), [2](#), [3](#)  
Trenchard, Hugh (général) [1](#)  
Trotski (Bronstein), (Léon) [1](#), [2](#)  
Truc, Gonzague [1](#)  
Trulin, Léon [1](#)  
Tucker, Spencer [1](#)  
Tuffrau (commandant) [1](#)  
Ulrich, Bernd [1](#)  
Urbal, Victor d' (général) [1](#), [2](#)  
Uzès, d' (duchesse) [1](#)  
Valera, Eamon de [1](#), [2](#)  
Valery, Paul [1](#)  
Vauban [1](#)  
Venizélos, Eleuthérios [1](#), [2](#)  
Vialar, Paul [1](#), [2](#)



Victor-Emmanuel (roi d'Italie) [1](#), [2](#)  
Victoria (reine) [1](#)  
Viguiet, Prosper [1](#)  
Villa, Pancho [1](#)  
Villain, Raoul [1](#)  
Ville, Antoine de (chevalier) [1](#)  
Vincent, Clovis (Dr) [1](#)  
Vinci, Leonard de [1](#)  
Visconti [1](#)  
Vogel, Jacob [1](#)  
Vuillemin (commandant) [1](#), [2](#)  
Webb, Beatrice [1](#), [2](#)  
Webb, Sydney [1](#)  
Weber, Jean-Julien (lieutenant/abbé) [1](#), [2](#), [3](#), [4](#), [5](#), [6](#)  
Wegerer, Alfred von [1](#)  
Weilmans (général) [1](#)  
Weiss, Théodore (Pr) [1](#)  
Werth, Nicolas [1](#), [2](#), [3](#)  
Weygand, Maxime (général) [1](#), [2](#), [3](#), [4](#), [5](#)  
Willot, Joseph [1](#)  
Wilson, Henry (général) [1](#), [2](#), [3](#), [4](#), [5](#)  
Wilson, Woodrow [1](#), [2](#), [3](#), [4](#), [5](#), [6](#), [7](#), [8](#), [9](#), [10](#), [11](#), [12](#), [13](#), [14](#), [15](#), [16](#), [17](#),  
[18](#), [19](#), [20](#), [21](#), [22](#), [23](#), [24](#), [25](#)  
Wingate, Sir Reginald [1](#)  
Winter, Jay [1](#)  
Winterfeldt (général von) [1](#)  
Wolff, Frédéric (chef de bataillon) [1](#)  
Wurtemberg (duc de) [1](#)  
Ybarnégaray, Jean (député) [1](#)  
York, Alvin (sergent) [1](#)  
Yousoupoff, Félix (prince) [1](#)  
Zarembo (général) [1](#)

Zetkin, Clara [1](#)  
Zhiriet (tirailleur) [1](#)  
Ziemann, Benjamin [1](#), [2](#)  
Zimmermann (colonel) [1](#), [2](#), [3](#)  
Zimmermann, Arthur [1](#), [2](#), [3](#), [4](#)  
Zinoviev [1](#)  
Zuber, Terence [1](#)

Suivez toute l'actualité des Éditions Perrin sur  
[www.editions-perrin.fr](http://www.editions-perrin.fr)

PERRIN

Nous suivre sur



# Table des Matières

Titre	2
Du même auteur	4
Copyright	7
Introduction	9
1 - Pourquoi la guerre ?	15
Les générations d'explications	16
Des sphères explicatives imbriquées	23
Les outils militaires : prêts à l'action	44
Face à la guerre	59
2 - L'été le plus meurtrier	67
Echec de la guerre éclair à l'ouest	67
La « course à la mer », une fiction mémorielle	80
Les fronts ouverts : fronts orientaux, fronts maritimes, fronts lointains	84
La surprise de la puissance du feu	93
L'effondrement des systèmes de pensée : la surprise imposée du « système-tranchées »	95
L'ampleur des pertes	100
Consentement et coercition	102
Joseph Joffre, le grand communicateur	106
Le barbare c'est l'autre	108
Gouverner la guerre	113
Une pensée normative de la société en guerre	121
3 - 1915 : la guerre s'invente dans les tranchées	126

A l'Ouest : la dernière année des illusions d'une guerre courte et le sacrifice de l'infanterie	126
Les offensives de l'année 1915 sur le front occidental	129
1915 : une nouvelle forme de guerre. Les spécificités du combat en montagne	138
L'ouverture d'un autre front : l'intervention alliée des Dardanelles	143
Les fronts orientaux	148
Et ailleurs ? Des combats un peu oubliés de la mémoire française	154
Afrique et Mésopotamie	156
Le bilan militaire de l'année 1915. Adaptation des chefs et des doctrines, accommodements des hommes	158
4 - 1915-1916 : les sociétés dans la guerre	187
Diriger, administrer, financer la guerre	189
Gagner la guerre par le verbe	208
Des exactions à un génocide	222
5 - 1916-1917 : le temps des hyperbatailles	245
1916, à l'Ouest, du nouveau : Verdun	246
La Somme	257
Côté italien	264
1917 à l'Ouest, fureurs et déchirements : le Chemin des Dames	267
Vimy et Passchendaele	277
Revers italiens	280
Les autres fronts de 1916-1917	287
Les opérations navales	306
6 - Hommes à la peine dans la tourmente	

## des hyperbatailles

Les classiques du discours combattant	312
Des questions lancinantes	316
Les permissions	328
Embuscages et fine blessure	331
Protester contre la guerre ?	336
Les blessés et les services de santé	342
Captivité	344
Officiers et sous-officiers des dépôts	351
Les morts	352
7 - Désarrois, révolutions et paix (1917-1918) : les fronts intérieurs	355
Les révolutions russes de 1917	356
Les Etats-Unis entrent en guerre	365
Echecs à la paix	375
Les opinions publiques face à la guerre	378
Les fêlures du monde ouvrier	386
Les évolutions des courants socialistes	389
8 - 1918 : comme en 14 ?	403
Afrique, Palestine, Bulgarie : la guerre se gagne à l'est.	404
L'année de la rupture militaire	409
Le front occidental : les Allemands frôlent-ils la victoire ?	409
Les Américains au feu	415
Enfin un commandement unifié...	433
Un bilan des opérations à l'Ouest	438
Stratégies et tactiques pour les guerres à venir	442
Dire le feu par l'image et la peinture ?	445

Dire le feu par l'image et la peinture ?	445
Les peurs renouvelées de l'arrière	449
La fin de la guerre à l'Ouest, enfin	450
9 - 1919 et après	460
Les traités	461
Une véritable fin de la guerre ?	465
Dans les pays vainqueurs : le temps des règlements de comptes	476
Retours et démobilisations	478
Des sociétés traumatisées et d'impossibles relèves générationnelles	481
Retours de haine ?	484
Les anciens combattants	486
Les phénomènes mémoriels	489
Retrouver la guerre, mais laquelle ?	494
Notes	501
Bibliographie indicative	554
Outils de travail	554
Ouvrages généraux	555
La question des origines de la guerre et les débuts du conflit	556
Les dimensions géostratégiques et tactiques	558
Expériences combattantes et fonctionnements des fronts	559
Occupations	563
Prisonniers de guerre	564
Sociétés et économies en guerre	565
Sorties de guerre	568
Table des cartes	570